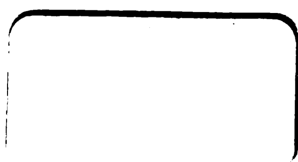










KONINKLIJKE VLAAMSCHE ACADEMIE VOOR TAAL- & LETTERKUNDE

# BIBLIOGRAPHIE

VAN DEN

# VLAAMSCHEN TAALSTRIJD

DOOR

**TH. COOPMAN en JAN BROECKAERT**

WERKENDE LEDEN DER KONINKLIJKE VLAAMSCHE ACADEMIE

EERSTE DEEL

1787-1844




GENT

A. SIFFER

*Drukker der Koninklijke Vlaamsche Academie*

1904

Belangstellenden in deze uitgave worden vriendelijk en dringend verzocht, van alles wat in dit eerste deel onvermeld mocht gebleven zijn kennis te geven aan TH. COOPMAN ([illegible] Daillylaan, Brussel) of JAN BROECKAERT (Dendermonde).

Gedrukte fiches ter invulling zijn ter beschikking van allen in België, Nederland, Duitschland, Frankrijk enz., die iets willen bijdragen tot de volledigheid van deze Bibliographie.

* * *

Met de afzonderlijk gepagineerde *Inleiding* en de naamlijst der Medewerkers, verschijnen later de systematische inhoudstabellen en de lijst der openbare boekerijen waar de geëxcerpeerde dag- en weekbladen en tijdschriften berusten.

# BIBLIOGRAPHIE

VAN DEN

# VLAAMSCHEN TAALSTRIJD

1793.

4. **Grégoire.** — Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française, 6 prairial an II.

In dit verslag aan de Nationale Conventie rekent priester Grégoire het Duitsch en het Vlaamsch onder de onbeschaafde patois, welke verdienen uitgeroeid en door het Fransch vervangen te worden door middel van het dagblad, het tooneel en het leger. Eene wereldtaal acht hij echter onmogelijk. Deze is, schrijft hij, « dans son genre ce que la pierre philosophale est en chimie ».

5. Collection de procès-verbaux (des représentans provisoires de Bruxelles). De Braeckenier, Brussel, II, bl. 155.

Den drukker J.-B. Connie wordt oorlof tot het uitgeven van « une gazette flamande » geweigerd. — Zie : *Essai sur la Liberté de la Presse en Belgique durant la domination française* (1792-1814), par PAUL VERHAEGEN. Bruxelles, 1893, blz. 13.

1794.

6. Loi portant qu'à compter du jour de sa publication, nul acte public ne pourra, dans quelque partie que ce soit du territoire de la République, être écrit qu'en langue française. (20 Juli 1794).

« Du 2 Thermidor, l'an deuxième de la République française, une et indivisible.

La Convention Nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, décrète :

Art. I. — A compter du jour de la publication de la présente loi, nul acte public ne pourra, dans quelque partie que ce soit du territoire de la République, être écrit qu'en langue française.

II. Aprés le mois qui suivra la publication de la présente loi, il ne pourra être enregistré aucun acte, même sous seing-privé, s'il n'est écrit en langue française.

III. Tout fonctionnaire ou officier public, tout agent du gouvernement qui, à dater du jour de la publication de la présente loi, dressera, écrira ou souscrira, dans l'exercice de ses fonctions, des procès-verbaux, jugemens, contrats ou autres actes généralement quelconques, conçus en idiômes ou langues autres que la française, sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle de sa résidence, condamné à six mois d'emprisonnement et destitué.

IV. La même peine aura lieu contre tout receveur du droit d'enregistrement qui, après le mois de la publication de la présente loi, enregistrera des actes même sous seing-privé, écrits en idiômes autres que la langue française. »

(*Bulletin des lois de la République française.*)

## 7. Loi qui suspend l'exécution de celle du 2 Thermidor relative à la nécessité d'écrire en français tous les actes publics. (2 September 1794).

« Du 16 Fructidor, l'an deuxième de la République française, une et indivisible.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur les difficultés qui, dans plusieurs communes, entravent l'exécution de la loi du 2 Thermidor, relative à la nécessité d'écrire en français tous les actes publics.

Décrète que l'exécution de la loi du 2 Thermidor sera suspendue jusqu'à ce qu'il lui ait été fait un nouveau rapport sur cette matière par ses comités de législation et d'instruction publique. »

(*Bulletin des lois de la République française.*)

## 8. Recueil des proclamations et arrêtés des Représentans du Peuple Français. A Bruxelles, chez G. Huyghe, imp. lib., Marché aux fromages. 1e série, II.

Bl. 21. « Le Commissaire-vérificateur des assignats au Magistrat de de la ville de Bruxelles.

Le Commissaire-vérificateur des assignats requiert le Magistrat de Bruxelles de faire publier et afficher *dans les deux langues*, avec profusion, dans la ville et cuves environnantes et autres lieux de sa juridiction, que tous les habitants indistinctement de cette ville et cuves aient à apporter à la vérification tous les assignats qu'ils reçoivent journellement, ainsi que ceux qu'ils ont reçu avant et depuis l'entrée victorieuse des troupes de la République dans tout le pays conquis. »

## 9. Déclarations personnelles. – Arrêté du Magistrat de Bruxelles (IIIe Recueil de Huyghe, 2 October 1795.)

« Déclarations personnelles. — Arrêté du Magistrat de Bruxelles.

Vu, etc.

En conséquence que chacun sâche, qu'il doit déclarer, aussi même sans être marchand, tout ce qu'il possède en marchandises, denrées, ou autre chose quelconque qui serait la matière ou l'objet de son

commerce habituel, ou de celui qu'il pourrait avoir entrepris, ou qu'il entreprendrait dans la suite, ou dont il serait dépositaire pour autrui.

Le Magistrat prévient ses concitoyens.

Les déclarations seront en français et signées, devront être claires et précises, contenant non seulement l'indication des objets, leur qualité, mais aussi leur quantité, au poids et à la mesure.

Les propriétaires, etc.

Fait au collège ce 11 Vendemiaire 3ᵉ année Républicaine. »

H. VAN LANGHENDONCK.

## 1795.

10. 5 Augustus 1795 (18 Thermidor jaar III). — Bevel van den divisie-generaal Chapuis Tourville, uit het algemeen kwartier van het Noorderleger te Brussel, gezonden aan den drukker Lefrancq, deken van de drukkers te Brussel.

« Les différentes défenses qui ont été faites, citoyen, afin de soumettre à mon visa les objets d'imprimerie que vous faites afficher chaque jour, ayant jusqu'à ce jour été sans exécution, je vous préviens pour la dernière fois que vous avez à vous y conformer, sous peine de prison, et d'établir une force militaire à vos frais dans votre domicile.

« En outre de faire imprimer toutes espèces d'affiches, annonces, etc. en *deux idiômes*. Comme syndic, je vous rends responsable de la non exécution du présent ordre pour les imprimeurs qui se trouvent dans votre arrondissement, que vous préviendrez. Chaque imprimeur mettra son nom au bas de son imprimé. »

Salut et fraternité
CHAPUIS TOURVILLE.

Zie : *Essai sur la liberté de la presse en Belgique durant la domination française* (1792-1814), par PAUL VERHAEGEN, Bruxelles, 1893, bl. 13.

11. Arrêté des Représentans du peuple. — Mode provisoire de publication des lois dans les départements réunis. 21 Vendémiaire IV (13 October 1795).

« Voulant régler un mode provisoire pour la publication des lois dans les neuf départemens réunis à la France, par la loi du 9 Vendémiaire de l'an IV; Ouï le conseil de gouvernement;

Arrêtent ce qui suit :

Art. 1. En attendant que les administrations des neuf départe-

mens mentionnés soient formées, en conformité de ce qui est prescrit par la constitution, les lois et arrêtés seront envoyés aux administrations d'arrondissement dont le ressort constitue ces neuf départements, c'est-à-dire, aux administrations d'arrondissement du Brabant, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, du Hainaut, de Liège, de Limbourg, de Luxembourg, de Maestricht, de Namur, de Spa et de Tournay.

2. L'envoi officiel se fera en français seulement, et un exemplaire français devra reposer au greffe de chaque municipalité.

3. Les arrondissements où une autre langue que celle française est tellement usitée qu'il y aurait de l'inconvénient à ne point faire de traduction, pourront en faire faire pour l'instruction de leurs administrés et en distribuer des exemplaires partout où besoin sera, sans cependant excéder le nombre qu'ils jugeront strictement nécessaire, et sans que cela retarde l'envoi des exemplaires français.

... 6. Le présent arrêté sera traduit en flamand, et envoyé, à la diligence du conseil de gouvernement, aux onze administrations d'arrondissement susdites et par elles aux municipalités, pour y être publié... »

(*Recueil de Huyghe*, 5, bl. 124; *Pasinomie*, VII, bl. XXVI. — Zie daarover : *Nederduitsche gewrochten van den Nederlandschen Waal* L. JOTTRAND, Brussel, 1872, bl. 131-132.)

12. Arrêté des Représentants du peuple du 28 Frimaire an IV (19 Décembre 1795) sur l'instruction des causes dans les tribunaux civils des départements réunis.

« Art. 21. Tout document écrit en toute autre langue qu'en français, sera produit en langue française, avec la pièce sur laquelle la traduction aura été faite, à peine de rejection. »

(*Recueil de Huyghe*, 6, bl. 237.)

## 1796.

13. **de Braeckenier** (drukker, te Brussel). — In zijn verweerschrift tegen zijne inhechtenisneming (23 Januari 1796).

« J'ai entrepris un journal flamand, traduit de plusieurs gazettes qui arrivent librement dans la poste, qui sont autorisées par le gouvernement français, et qu'on y distribue librement au public, sans avoir d'autre vue que de procurer, par mon travail, du pain à ma femme et à mes enfants.

Les gazettes étant distribuées au public en français, un imprimeur ou tout autre citoyen n'a-t-il pas le droit de les traduire en flamand?

De tout temps, et dans tous les gouvernements, il y a eu des feuilles publiques, et je dis plus, il y avait des censeurs pour les censurer; pourquoi n'en avons-nous pas aussi?... Parce que les Français ont déclaré que la presse est libre. Citoyen! Si la presse est libre pour un gazettier qui y met du sien, qui extrait des articles hors des lettres manuscrites ou hors des feuilles étrangères, à plus forte raison cette liberté existe-t-elle pour un traducteur d'un journal, qui n'y met pas du sien, qui n'a aucune correspondance par lettres manuscrites, ou aucune correspondance avec les gazettes étrangères, qui ne traduit que les gazettes françaises qui arrivent par la poste, et qu'on y distribue librement. »

Zie: *Belgique judiciaire*, 1864, bl. 316; — ook : *Essai sur la Liberté de la Presse en Belgique durant la domination française* (1792-1814) par PAUL VERHAEGEN. Bruxelles, 1893, bl. 35.

14. (21 Messidor jaar IV). — Bij besluit van het stedelijk bestuur van Brussel wordt den drukkers verboden, willen zij niet gestraft worden met boete en gevangenzitting, in de stukken die zij drukken, de oude benaming van de straten te gebruiken.

Zie *Recueil de Huyghe*, VII, bl. 408.

## 1798.

15. **De Myttenaere**, politie-commissaris te Gent. — Bevel tot wijziging van den titel der te Gent verschijnende *Gazette van Belgie*. — *Belgique judiciaire*, 1886, bl. 768. *Messager des sciences historiques*, 1893, bl. 341-342.

De titel, luidde het bevel, *tend à rappeler aux Français les anciens temps de barbarie*. De drukker veranderde hem in dién van de *Vlaemsche Gazette*.

## 1803.

16. Besluit van 24 Prairial jaar XI (13 Juni 1803) der Fransche Regeëring, in zake notariaat.

« Art. 1. Dans un an, à compter de la publication du présent arrêté, les actes publics dans les départements de la ci-devant Belgique, dans ceux de la rive gauche du Rhin.... où l'usage de dresser dans la langue de ces pays se serait maintenu, devront tous être écrits en langue française.

Art. 2. Pourront néanmoins les officiers publics dans les pays énoncés au précédent article, écrire à mi-marge de la minute française la traduction en idiôme du pays, lorsqu'ils en seront requis par les parties.

Art. 3. Les actes sous seing-privé pourront, dans ces départements, être écrits dans l'idiôme du pays, à la charge par les parties qui présentent des actes de cette espèce à la formalité de l'enregistrement, d'y joindre, à leurs frais, une traduction française desdits actes, certifiée par un traducteur juré. »

(*Bulletin des lois de la République française*, jaar XI, bl. 598.)

Tevergeefs diende de Kamer der notarissen van Brussel bezwaren in tegen dezen maatregel der regeering; haar werd kortaf geantwoord : « dat het Gouvernement de stipte uitvoering der wet van 24 Prairial had voorgeschreven, dat geen andere dan de Fransche tekst der acten voor authentiek mocht worden aanzien, en dat alle aanmerkingen tegen deze schikkingen nutteloos waren. »

Zie : J.-F. Willems, *Verhandeling*, II, bl. 206.

## 1805-1806.

17. **(Van Daele (Frans-Donatiaan.)** — Tyd-verdryf. — Onderzoek op de Nederduytsche Spraekkunst, door Vaelande, Yperen, 8°, 2 deelen.

Van Daele, geboren te Ieperen in 1737, aldaar † 27 November 1818, onderhield, reeds tijdens de regeering van Maria-Theresia, eene drukke en belangrijke briefwisseling met Van der Palm, en was (getuigt J.-F. Willems) zijn geheel leven door onvermoeid werkzaam om de Nederlandsche letteren in deze streek te bevorderen en te doen liefhebben. Zijn *Tyd-verdryf*, eene verzameling van dicht- en prozastukken, was het eerste taal- en letterkundig maandwerk, onze moedertaal toegewijd.

## 1807.

18. De bisschop van Gent, Fallot de Beaumont, schrijft aan minister Portalis dat hij van zin is een gedeelte zijner seminaristen naar Parijs of Lyons te zenden om België zoo spoedig mogelijk te verfranschen.

Zie : De Lanzac, II, bl. 102 ; ook : C. Cortebeeck, *De Fransche Overheersching in België* (1792-1815), Gent, A. Siffer, 1900, bl. 227.

## 1809.

19. De Prefect van het Departement der Schelde bericht den eigenaar der *Gazette van Gend* dat zijn blad

voortaan in het Fransch moet worden opgesteld, met eene Vlaamsche vertaling daarnevens.

Te rekenen van 1 Juni 1809 moeten de aankondigingen in de *Gazette van Gend* in het Fransch opgenomen worden. De drukker wendt zich te vergeefs tot den prefect om van die verplichting ontslagen te worden. — Zie verder over de lotgevallen van de *Gazette van Gend :* A. WARZÉE, *Essai historique et critique sur les journaux belges* (bl. 220). Dit werk bevat vele mededeelingen over het lot der drukpers in België tijdens de Fransche overheersching. Vele daarvan zijn getrokken uit het stedelijk archief van Brussel (carton : *Journaux et feuilles publiques*). — Zie ook VAN DER HAEGHEN : *Bibliographie Gantoise*, V, bl. 11.

## 1812.

20. Arrêté du Maire de Gand, relatif à la pose des enseignes et écriteaux, du 16 Mars 1812. *Recueil des Règlements de police de la ville de Gand,* première partie. Gand, C.-J. Fernand, 1819, bl. 321 :

« Art. 1er. Tout propriétaire ou locataire de maisons, de magasins ou de fabriques qui voudra faire usage d'une enseigne, d'un écriteau ou d'une inscription quelconque, sera tenu d'en faire la demande à la mairie, et d'y joindre le projet de l'enseigne et la copie de l'enseigne.

Art. 2. Toutes les inscriptions seront en français; il sera néanmoins permis de placer en regard l'inscription en langue flamande. »

21. Keizerlijk decreet, bepalende welke acten niet ter registratie mogen aangeboden worden, zonder vergezeld te zijn van eene Fransche vertaling, alsmede het uitgeven van Couranten toelatende, in eene andere dan de Fransche taal. *Bulletin des lois*, 1812, nr 459, bl. 297-298.

« Au Palais des Tuileries, le 22 Décembre 1812.

NAPOLÉON, Empereur des Français, Roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, Médiateur de la confédération Suisse, etc.

Sur le rapport de notre grand-Juge ministre de la justice;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

Art. 1. Dans les départements réunis à l'Empire, où, d'après un décret, la langue du pays est employée concurremment devant les tribunaux et dans les actes publics, les actes judiciaires ainsi que tous autres actes publics ou privés, rédigés dans la langue du pays, peuvent être présentés à l'enregistrement, sans qu'il soit besoin d'y joindre une traduction française.

Sont exceptés, toutefois, les actes qui, par leur nature, pourraient donner lieu au droit proportionnel d'enregistrement, à l'état desquels actes les receveurs de l'enregistrement sont autorisés à exiger qu'une traduction française y soit jointe.

Art. 2. Lorsqu'un acte rédigé dans la langue du pays sera présenté à l'enregistrement dans un département où la langue française est seule reçue, ou dans un département qui a conservé l'usage des deux langues, mais dont l'ancienne langue est différente de celle qui a servi à la rédaction de cet acte, une traduction française y sera nécessairement jointe.

Art. 3. Les traductions ci-dessus mentionnées seront faites par un traducteur assermenté.

Art. 4. Aucun journal, quel que soit son titre, ne sera assujetti à être imprimé dans les deux langues.

Ne sont point comprises dans la présente disposition les nouvelles politiques, lesquelles seront imprimées à deux colonnes, dont l'une française, lors même qu'elles ne seraient pas l'objet principal du journal où elles sont insérées; et si les articles sont extraits d'un journal français, le texte français sera conservé.

Art. 5. Il est dérogé aux décrets antérieurs, en ce qu'ils auraient de contraire au présent décret, dans lequel ne sont point compris les départements formés des Etats romains et de la Toscane.

Art. 6. Notre grand-juge ministre de la justice et notre ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Signé: NAPOLÉON.
Par l'Empereur: Le Ministre Secrétaire d'Etat,
Signé: Duc DE CADORE. »

## 1813.

22. **Cornelissen (N.).** — De l'origine, des progrès et de la décadence des Chambres de Rhétorique établies en Flandre; avec une notice historique sur Jacques van Artevelde. Gand, J. Begyn, 8°, 60 bl.

Bl. 30: « Pendant le cours du XVII° et du XVIII° siècles, les Rhétoriques, qui avaient cessé de diriger parmi nous l'esprit public, cessèrent insensiblement de contribuer avec succès aux progrès des lumières et de la raison : les victoires des Français sous Louis XIV, deux fois conquérant d'une grande partie de la Belgique; l'éclat du beau siècle qui porte son nom, et que relève une grande supériorité dans les arts, dans les lettres et les sciences; par suite de ces prestiges l'usage de la langue française, devenu général, et en quelque sorte national parmi les hautes classes de la société; d'autres causes encore qui ont contribué à user, ou même à effacer ce qui nous restait de notre ancien

caractère flamand; enfin nos habitudes, nos modes, nos amusements, notre littérature, notre théâtre devenus français, tout a dû amener la décadence des Rhétoriques qui, étant en partie instituées dans l'esprit de conserver le même caractère national, et ayant en effet conservé les traditions de plusieurs usages consacrés par six siècles d'existence, ont cédé naturellement à des impulsions majeures et irrésistibles. »

## 1814.

23. Besluit van den Gouverneur-generaal, baron Vincent, betreffende de taal der notarieële acten, (18 Juli 1814). *Journal officiel du Gouvernement de la Belgique*, 1814, bl. 446.

« Nous Gouverneur Général de la Belgique,

Considérant que selon les lois françaises maintenues par provision, tout acte notarié doit être rédigé en français, ce qui est sujet à des inconvéniens graves dans ce pays, où cette langue n'est pas généralement connue;

Voulant faire cesser ces inconvéniens;

Nous avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. 1. Les actes notariés pourront être rédigés en flamand ou en français, selon la volonté des parties, ou en toute autre langue, connue par le Notaire et les parties.

Art. 2. Ceux qui présenteront à l'Enregistrement des actes passés en d'autres langues que la française, seront obligés d'y joindre, à leurs frais, une traduction française des dits actes, certifiée par le Notaire, ou un autre traducteur juré.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Journal officiel*.

Bruxelles, le 18 Juillet 1814.
Signé: Baron DE VINCENT.
Par Ordonnance de son Excellence,
P. J. L'ORTYE. »

Zie verder over het vertoogschrift der dekens te Brussel aan den Gouverneur-Generaal.

24. Koninklijk besluit betreffende het gebruik der Nederlandsche taal in de burgerlijke en rechterlijke acten, (10 October 1814). *Journal officiel du Gouvernement de la Belgique*, 1814, III, bl. 208-210.

« Wij, Willem, bij de Gratie Gods, Prinse van Oranje-Nassau, Souverein Vorst der Vereenigde Nederlanden, etc., etc., etc.

In overweging nemende, dat ten gevolge der vereeniging van Belgien

met Vrankrijk, het gebruik der moedertaal dier Provincien bijna geheel is afgeschaft, om daar tegen de Fransche taal in gang te doen brengen, bij uitsluiting, tot de publieke akten geadmitteerd.

Overwegende, dat wanneer het van de eene zijde noodzakelijk is, het gebruik dezer laatste in eenige gedeelten van Belgien toe te laten, alwaar de Nederlandsche taal niet gebruikelijk is; het van de andere zijde, billijk is, dat het gebruik der Nederlandsche taal, welke de land-taal is, in alle die gedeelten van Belgien hersteld worde, alwaar dezelve gebruikelijk is en algemeen verstaan wordt;

Willende eenige uitbreiding geven aan het Besluit van 18 Julij laatstleden, waardoor reeds het gebruik der Nederlandsche taal bevorderd wordt;

Onzen Geheimen Raad gehoord;

Hebben besloten en besluiten:

Art. I. De Acten, in de Nederlandsche taal opgesteld, zullen geregistreerd worden, zonder dat het noodzakelijk zal zijn, daarbij eene Fransche vertaling te voegen.

II. De Acten voor den Burgerlijken Staat, zullen worden gehouden in de taal, welke bij de Gemeente in gebruik is, alwaar dezelve opgesteld worden.

III. Door een nader Besluit zullen de verdere bepalingen, deze materie betreffende, worden daargesteld, hoofdzakelijk met betrekking tot de Pleidooien en Burgerlijke en Criminele Regtsplegingen, in de Departementen en Arrondissementen alwaar de Nederlandsche taal gebruikelijk is.

IV. Onze Commissarissen generaal voor de Finantien, de Binnenlandsche zaaken en der Justicie, worden ieder, voor hetgeen hem betreft, met de uitvoering van dit Besluit belast, hetwelk in het *Officieel Dagblad* zal worden geïnsereerd.

Gedaan te Brussel, den 1sten October 1814.
Geteekend WILLEM.
Ter Ordonnantie van Zijne Koninklijke Hoogheid,
De Secretaris van Staat,
Geteekend VAN DER CAPELLEN. »

25. **Willems (J.-F.).** — Ode op de herstelling der Nederduytsche Tael dóor Willem I, prins van Oranje-Nassau, in 1814. Antwerpschen Almanach van *Nut en Vermaek*, voor het jaer 1815, dóor het Antwerpsch Tael- en Dicht-kundig genoótschap, onder Zin-Spreuk : *Tot nut der Jeugd.*

Triumph! — onz' Nederduytsche tael
Is van het Fransche juk onthéven,
En zal, hoezeer den nyd ook smael',
Haer' ouden luyster doen herleéven.

'T is Frankryk's Dwingland niet gelukt
Om ooyt haer' Glorie te verduystren;
Dus kan men Deugd, hoe zeer verdrukt,
Nooyt van haer' held'ren glans ontluystren.
. . . . . . . . .

Reeds zyn, op Vorst Oranje's wenk,
De weetenschappen aen 't herleéven.
Hoe duerbaer, Willem! — is 't geschenk,
Dat g' aen uw Vaderland komt geéven.

Op uw' bevelen zal, wel ras,
Des grooten *Vondels* tael herbloeyën,
En doen, op Nederlands *Parnas*,
Weêr puyk van nieuwe lauwren groeyën.

Want, veél te lang zweég reeds de Rey
Van onze wakk're dicht'renchooren,
En kon, beklemd doór Dwinglandy,
Haer vryë zangen niet doen hooren.
. . . . . . . . .

Onz' tael is van den dwang ontdaen
Waer meê haer Frankryk's tael dorst knellen;
Deéz' Bed'laeresse zal, voórtaen,
Haer niet meer moeten vergezellen.

ô Neên! zy zal weêr, vry en vrank,
All' haer voórtreflykheyd doen blyken,
En toonen dat z' in kragt en klank —
Ook voór de Fransche — nooyt moet wyken.
. . . . . . . . .

Triumph! — onz' Nederduytsche tael,
Is van het Fransche juk onthéven,
En zal, hoe zeer den nyd ook smael',
Haer ouden luyster doen herleéven!

(Hier medegedeeld als de eerste vrijheidskreet, na jarenlange verdrukking).

26. **V. B.** (J.-J. VAN BOUCHOUT). — De la confédération des Belges et des Bataves. Notions succintes sur les avantages qui en résulteraient pour ces deux peuples, etc. par..., Weissembruch, Bruxelles, 8°, XXIV en 34 blz.

1815.

27. De hand der broederschap door de noordelijke aan de zuiderlijke Nederlanders toegereikt bij de heuchlijke hereeniging tot een volk in de monarchy van Willem den eersten, koning der Nederlanden, prins van Oranje en Nassau, groot-hertog van Luxemburg, in den jare 1815. Strekkende inzonderheid tot aanmoediging om de Fransche taal voortaan als eene vreemde aan te merken, en de Nederduitsche moedertaal en Nederduitsche letterkunde te beschaven en te beoefenen, ook ter meerdere volmaking der schoone en beeldende kunsten, enz. Te Arnhem, bij J. H. Moeleman.

28. Toejuiching der leden van het genootschap « *Tot nut der jeugd* », aen d'Antwerpsche maetschappy van schoone kunsten, by gelegenheid der aen haer ontroofde schilderstukken van de vermaerde meesters der Nederlandsche school. Antwerpen. By J. Schoesetters, drukker en medelid van het Genootschap.

29. Lettre adressée à l'*Observateur de Bruxelles*, par un Néerlandais. La Haye, Librairie Belgique, 1815.

« L'auteur voudrait que les habitants du nouveau royaume des Pays-Bas fussent désignés sous le nom de *Néerlandais*. Quant à la langue hollandaise, il n'est pas possible que son usage puisse être adopté dans nos provinces wallonnes; les Liégeois, les habitants du comté de Namur, du Hainaut, du Tournaisis et même du Brabant wallon ne sauraient l'adopter. »
(*L'Oracle*, Journal du département de la Dyle. Bruxelles, 23 Août 1815).

30. **De Foere** (L.) — Le Spectateur belge, ouvrage historique, littéraire, critique et moral. Bruges, chez la veuve De Moor et fils (1815-1824), 8°.

Dit tijdschrift, hoofdzakelijk gesticht om den nationalen geest in de Nederlanden te versterken, hield zich aanvankelijk ook met de Nederduitsche taal- en letterkunde bezig, alhoewel De Foere voor die taak niet berekend was. Hij verdedigde er in met nadruk de rechten der volkstaal, welker gebruik hij algemeen wenschte te zien ingevoerd worden. Volgens hem moest er een besluit worden uitgevaardigd, « obligeant les fonctionnaires à tenir leurs écritures exclusivement en langue flamande et les avocats à plaider en langue nationale ; sans quoi, le pays restera français et par conséquent, faible, divisé, sans patriotisme, sans nerfs. »

31. Coup-d'œil rapide sur quelques questions politiques relatives à la situation présente et future de la Belgique. *Le Spectateur belge*, I. 1815, bl. 127-144, 168-196.

De schrijver bespreekt o. a. den taaltoestand van de Zuidelijke Nederlanden en eindigt als volgt : « Enfin, les affaires ne devraient plus être traitées en français. Une nation qui a une langue sonore, riche, expressive, semble se mépriser elle-même en adoptant une langue étrangère pour sa langue judiciaire et administrative. Si nous redevenons *Belges*, parlons et écrivons notre langue et alors nous reviendrons une nation. Pour obtenir ce but, le gouvernement n'a qu'à vouloir. Un seul arrêté opérera ce changement et sera reçu avec reconnaissance. La langue française peut rester en Belgique, comme en tout autre pays, une langue de littérature, comme toute autre langue étrangère, mais il serait difficile d'assigner un motif plausible pourquoi elle devrait rester la langue du gouvernement et des affaires, ce qui emporterait un vasselage indirect envers la France, peu honorable pour le royaume des Pays-Bas. »

32. **Behaegel (P.)** — Quelle sera la langue politique dans le royaume des Pays-Bas ? *Le Spectateur belge*, II, bl. 52-59.

« .... Il y a longtemps qu'on s'est ressenti de la pernicieuse influence de la langue française sur les autres nations. Les puissances protestèrent à Aix-la-Chapelle, en 1748, et à Paris, en 1763, contre l'usage exclusif de la langue française dans les négociations diplomatiques.... Il faut donc en venir à des moyens rigoureux pour tracer irrévocablement des limites nationales entre la Belgique et la France. Sans cela, nous ne nous mettrons jamais à l'abri de l'influence de l'esprit français...

Mais dira-t-on, l'usage du français dans quelques parties de la Belgique méridionale, où elle est la seule langue qui se parle, sera toujours un obstacle pour prescrire l'usage exclusif de la langue flamande. — La réponse est bien simple : que dans les pensionnats, dans les collèges, dans les tribunaux et dans l'administration on laisse aux Belges méridionaux

comme aux Belges septentrionaux l'usage de la langue de leur pays, et toute difficulté est levée. Il serait dérisoire et en même temps contraire à nos intérêts que la langue française fût celle du gouvernement du royaume des Pays-Bas, parce qu'elle est la langue d'un quart seulement de la population, car en traitant des questions qui concernent le royaume entier des Pays-Bas, c'est un sophisme que de séparer la Belgique de la Hollande. »

33. **Tarte (J.)**, cadet, avocat. — Lettre adressée à MM. les rédacteurs de la *Gazette générale des Pays-Bas* et *de l'Oracle*. L'*Oracle*, 30 Aug-2 Sept. 1815.

Sprekende over de taalverordeningen van 1814 : « Rien n'a été plus fatal à l'esprit national des Belges que certaines expressions de cet arrêté et les mesures subséquentes. »

34. **Tarte (J.)**. – Aux rédacteurs de l'*Oracle*. L'*Oracle*, 10, 21, 23, 24 October 1815.

De schrijver onderzoekt de vraag : « Quelle sera la langue nationale, c'est-à-dire celle du gouvernement et des grandes autorités? « en stelt zich voor te bewijzen « que le français est la langue scientifique, législative, administrative, judiciaire et même commerciale de la grande majorité des habitans du royaume belgique; que bien loin de servir l'esprit public en déclarant nationale la langue hollandaise on le perdrait, du moins dans les provinces wallonnes; que la prospérité, la gloire nationale réclament l'encouragement de la langue française, au lieu de la proscription dont elle est sourdement menacée. » Het artikel werd na den 24 October niet voortgezet.

35. **Barafin**, ancien avocat. — Sur la langue nationale, ou dissertation sur ces questions. Les idiômes Hollandais et Flamand forment-ils la même langue? — Avons-nous une langue nationale proprement dite? — Quelle était, avant la conquête des Français en 1794, la langue du Gouvernement et celle de l'Administration publique? — Quelle langue convient-il d'adopter dans les conjonctures actuelles pour la gestion des affaires administratives? Bruxelles, Adolphe Stapleaux, 1815, 8°, 55 bl.

De schrijver loochende het bestaan eener nationale taal in België en stelde voor, in 's lands algemeen bestuur het Fransch als de eenige officieele taal te gebruiken. — Zie over dit werkje: *Le Spectateur belge*, 1815, II, 255-267.

1815.

36. **Behaegel (P.).** — Korte aenmerking op deze vraege : Kan men het gebruyk der fransche tael als voordeelig aenzien in de Nederlanden, zoo in de zaeken van wetgeving als opzigtelijk tot de zeden en godsdienst? *Le Spectateur belge*, II. 1e uitgaaf, bl. 99.

1816.

37. Den nieuwen dobbelen Schapers-almanak voor 1816. Gend, J.-N. Houdin, 8° 117 bl.

Wij vermelden enkel deze uitgave om te kunnen aanstippen dat in dezen almanak *Jellen en Mietje* van KAREL BROECKAERT voor het eerst gedrukt werd. In 1811 werd het manuscript den prefect der Schelde toegezonden. Deze stuurde het over naar Parijs. Eerst in 1813 kwam een deel daarvan terug, met bevel voor den schrijver zijn werkje in het Fransch te vertalen omdat niemand het te Parijs begreep.

38. Langue nationale. *Le Spectateur belge*, IV. 1816, bl. 191-217.

Inhoud: Lettre adressée au *Spectateur* sur la langue nationale; origine, usage et perfectionnement de la langue française ; première origine et formation des langues.

39. Enseignement public. *Mercure-Surveillant*. 30 October 1816.

Over het onderwijs van het Hollandsch.

40. Au Rédacteur du LIBÉRAL. Bruxelles, imprimerie de la veuve F. Hayez. *Le Libéral*, journal philosophique, politique et littéraire, 1816, 21 November, nr 10.

Brief uit Doornik (17 Nov. 1816) :

« ... Que l'on apprenne le hollandais dans le Midi, et que l'on apprenne le wallon (français) dans le Nord, que ces deux idiômes soient

sur la même ligne, sans préférence aucune : j'y consens; ... que dans un terme donné, dans 20 ans, par exemple, nul ne soit admis aux fonctions politiques, sans connaître les deux langues, et je n'accorderai que 10 ans aux militaires, par la raison qu'ils ont plus de loisir.

Mais, qu'en attendant, nos lois, nos instructions, soient en deux textes originaux, que les ministères, les sous-ministères, les directions et sous-directions, les commissariats daignent se faire entendre de ceux-là qui ne connaissent qu'un idiôme.

Nous avons déjà beaucoup fait pour nous rapprocher de nos frères les hollandais; qu'ils fassent aussi quelques pas vers nous!... »

## 1817.

41. **Van den Broeck** (P.-A.), van Aalst. – Nadeelige gevolgen van de onverschilligheid der Vlamingen en Brabanders omtrent hunne moedertaal en noodzakelijkheid dat zij dezelve beoefenen. Te Aelst, J. Sacré, 8°, 46 bl.

Dit werkje, een warm pleidooi ten voordeele der moedertaal, viel echter niet in den smaak van J.-F. Willems, die er niets belangrijks in vond « over de geschiedenis en waerde onzer letterkunde, noch over den nadeeligen invloed van het fransch op ons nationael karakter ». Ook rekende hij het den schrijver als eene grief aan, zijn werkje in « het zoogenaemd Hollandsch » te hebben gesteld. — (Zie de *Inleyding* tot zijne *Verhandeling over de Nederduytsche tael- en letterkunde*, I, bl. 11.)

De *Algemeene Nederlandsche Courant* nr 831, van 2 October 1817, schreef over het werkje : « Het is iets zeer opmerkelijks, dat dit stukje geschreven is met eene zuiverheid en juistheid van taal, welke men doorgaans niet aantreft in de schriften, uit vlaamsche pennen gevloeid, wanneer zij zich van hunne landtaal bedienen ».

« Wij vernemen thans met een bijzonder genoegen » (schreef de *Algemeene Nederlandsche Courant*, in haar nr 981, van 4 Maart 1818) « dat Z. M, die verdienstelijke bekwaamheden weet te waardeeren, aan den jongen verdienstelijken schrijver eene gratificatie, als een blijk van Hoogstdeszelfs tevredenheid voor dat werk, dat door alle inwoners der Vlaamsche en Brabandsche provincien met nut zal worden gelezen, heeft toegelegd ».

42. Gouvernements Berigten. Reglement op de inrichting van het Hooger Onderwijs in de zuidelijke provincien van het koningrijk der Nederlanden. *Algemeene Nederlandsche Courant.* 12 Januari

1817, nr 568 (bijvoegsel nr 365) en volgende bijvoegsels tot nr 379 van 25 Januari 1817.

« De taal, van welke zich de professoren in de faculteiten, met uitzondering alleen van de hoogleeraren in de nederduitsche en fransche letterkunde, de regtspraktijk en œconomische wetenschappen, bedienen moeten, zal zijn de latijnsche; kunnende echter hieromtrent, ten aanzien ook van andere vakken, waarin dit nuttig zoude kunnen zijn, curatoren de noodige vrijstellingen geven. »

43. **Barafin**, ancien avocat, greffier de la justice de paix du canton de Woluwe-St-Étienne, membre de la société de littérature de Bruxelles. Exposé sommaire de la législation des impositions indirectes etc. Brussel, A. Wahlen, 8°.

Deze brochuur werd besproken in de tweetalige *Gazette Générale des Pays-Bas*, nr 814, van 15 September 1817. De schrijver beknibbelt de tweetalige teksten der bedoelde wetten, om de onnauwkeurigheid van de fransche vertaling, en wijst op de moeilijkheden die daaruit zullen voortspruiten, daar niet is bepaald welke van beide teksten de officieele is.

44. (**Plasschaert**). — Esquisse historique sur les langues considérées dans leurs rapports avec la civilisation et la liberté des peuples, par UN BELGE. Bruxelles, P.-J. Demat, 8°, 55 bl.

De schrijver dezer schets was J.-B.-J. PLASSCHAERT, oud-auditor bij den Raad van Brabant, meier van Loven en afgevaardigde bij de tweede Kamer der Staten-Generaal. Na gezegd te hebben dat de Fransche de nationale taal der Belgen is en oudtijds was, vraagt hij, bl. 12: « Quel est l'habitant des Pays-Bas, sous quelque latitude qu'il se trouve, qui avec de la bonne foi et du sens commun, puisse manifester une opinion contraire? »

45. **Behaegel (Pieter)**. — Nederduytsche Spraekkunst. Te Brugge, bij de weduwe De Moor en Zoon, boekdrukkers en boekverkoopers. 3 deelen 8°, XXVIV-529; VIII-500 en 678 bl.

Zie de *Voorberigten*, in verband met den taalstrijd.

PIETER BEHAEGEL, geboren te Tielt den 28 Augustus 1783, overeden te Brugge den 12 December 1875, was eerst privaat-leeraar te

St-Eloois-Vijve, daarna kostschoolhouder te Torhout. Zijn naam is onafscheidbaar verbonden met dien van Bôn en anderen, tijdens den Spellingsoorlog.

46. Royaume des Pays-Bas. *Le Libéral,* 10 Januari 1817, nr 10.

« Le bruit court que des ordres ont été donnés pour que, dans l'armée belge, les commandemens se fassent en français. »

47. Langue nationale. *Journal de Gand,* 14 Januari 1817, nr 14.

Artikel waarin de stelling vooruitgezet wordt dat de Fransche taal de nationale taal van België is.

48. Feuilleton du 25 Janvier. Langue Nationale. Esquisse historique sur les langues considérées dans leurs rapports avec la civilisation et la liberté des peuples, par Un Belge. Bruxelles, chez Demat. *Le Libéral,* 25 Januari 1817, nr 25.

Zie nr 44.

« Cet ouvrage fait dans ce moment une grande sensation, et cela se conçoit; des questions de la plus haute importance y sont discutées avec un talent rare, par un homme de lettres qui est aussi un homme d'État.

Il porte sur l'hypotèse suivante :

« Supposons, dit l'auteur Belge, qu'il existe un peuple en Europe, à la presque totalité duquel on veuille, à toute force, arracher l'usage de la seule langue qui le mette au niveau des autres peuples éclairés : ceux qui se trouveraient réduits à l'alternative de parler cette langue, *ou de tacher d'apprendre à en balbutier ridiculement une autre qui ne leur offrirait aucune compensation de celle qu'on s'obstinerait à leur faire abandonner :* ceux, disons-nous, qui se trouveraient dans cette pénible et humiliante position, se demanderaient, sans doute, avec une sorte d'effroi : *où veut-on nous mener? et qu'allons nous devenir?*

« Lisez ou plutôt étudiez l'histoire, leur dirions-nous; elle a répondu d'avance à nos questions. »

A l'aide de l'histoire, notre Belge résout en effet ces questions; et après une discussion lumineuse, où les raisonnemens sont continuellement appuyés par des faits, il n'hésite pas à conclure que,

« 1° Tout gouvernement qui, par des voies *directes* ou déterminées, tend à priver un peuple de l'usage de son idiôme, a l'intention manifeste de l'asservir, et de le plonger dans la nullité politique la plus complète.

« 2° Que cette prétention, injuste dans tous les gouvernements, joint

le ridicule à l'injustice, quand l'idiôme qu'on veut substituer à l'ancienne langue nationale lui est inférieur sous le rapport de la culture et de l'extension.

« 3° Que le plus ou moins de succès de ces sortes de systèmes despotiques dépend, comme toutes les grandes révolutions, d'un concours de circonstances qu'on ne peut déterminer d'une manière invariable; mais, qu'en général, la langue la plus cultivée, celle qui compte le plus grand nombre d'écrivains excellens, et dont l'usage est universellement répandu parmi les nations civilisées, doit l'emporter, tôt ou tard, sur celles qu'on veut lui substituer.

« 4° Enfin (et nous frémissons de le dire), qu'il n'y a que l'extrême servitude, ou une dispersion totale, qui puisse exercer, sur une nation quelconque, une influence assez puissante pour la dépouiller violemment de l'usage de son idiôme national, sur-tout quand cet idiôme renferme (comme nous venons de le supposer) les degrés de supériorité que nous avons indiqués précédemment, et que la nation se respecte assez elle-même pour défendre ses droits avec mesure, persévérance et énergie. »

*Le Libéral*, — opgesteld, evenals destijds de meeste Fransche dagbladen in de Zuidnederlandsche gewesten, door Fransche bannelingen, — beknibbelt verder de maatregelen ten gunste der Nederlandsche taal. Hij schrijft o. a. :

« Si, par exemple, ce roi se trouvait voisin d'un grand état auquel la plus grande partie de son royaume eût antérieurement appartenue, et dont la langue serait restée usuelle dans la partie qui en avait été demembrée; ne pourrait-il pas croire très-innocemment, qu'en substituant à l'usage de cette langue, celui de la langue usitée dans l'autre partie de son royaume, il achèverait non-seulement de rompre les nœuds qui liaient cette partie de son peuple à l'étranger, mais qu'il lierait, par un nœud plus puissant encore, les deux parties de ses états, et parviendrait à fondre les deux nations en une?

De pareilles intentions ne seraient certes pas d'un tyran. Mais peuvent-elles s'exécuter sans moyens tyranniques? C'est ce qui me semble impossible...

La modération du prince lui fera préférer sans doute, pour l'accomplissement de son projet, les moyens détournés aux moyens directs; et à l'emploi de la violence, celui de certains artifices qui semblent devoir produire, à la longue, le même résultat, et amener insensiblement le peuple à faire ce que le gouvernement aurait eu l'adresse de ne lui pas commander. A cet effet, les actes de l'autorité seront rédigés dans sa langue favorite : à cet effet, c'est de cette langue que les ministres se serviront exclusivement, même dans leurs rapports, avec la portion des administrés pour qui elle est intelligible : à cet effet, c'est aux individus à qui cette langue est familière, que les emplois seront réservés : à cet effet, l'enseignement de la langue répudiée sera proscrit dans les établissemens d'instruction publique.

De telles mesures sont-elles bien conformes aux lois de l'équité? Sont-elles conformes même à celles de la politique? Non, sans doute,

et je les crois non-seulement de nature à libérer les droits des individus, mais même les intérêts du gouvernement. »

Zie ook : *Le Spectateur belge*, VII, 1819, bl. 169-178.

### 49. Un Belge. — Au Rédacteur du LIBÉRAL. *Le Libéral*, 4 Februari 1817, nr 35.

Uit dezen brief blijkt, dat in het regiment der kurassiers, nr 2, de dagorders voor de eerste maal in het Hollandsch werden voorgelezen. Daarover was een schrijven verschenen in *L'Oracle*, met de melding « que cette innovation avait *désappointé* les officiers et les sous-officiers qui ne connaissent pas cette langue, et que pour prévenir tout inconvénient, on allait instituer dans ce corps une école hollandaise. » Tegen het woord *désappointé* had heer graaf de Brias, namens de officieren van het regiment, verzet aangeteekend in *L'Oracle*. *Un Belge* bespreekt dezen laatsten brief in *Le Libéral* en schrijft : « Je ne vous cache pas que mon âme est navrée de voir que ce soient des Belges qui cherchent à étouffer la faible voix d'un de leurs compatriotes lorsqu'elle ose s'élever contre l'inconcevable prétention de nous asservir à parler un langage étranger!... »

### 50. Un officier de vos abonnés. — Au Rédacteur du LIBÉRAL. *Le Libéral*, 10 Februari 1817, nr 41.

Brief uit Bergen (6 Februari 1817), waarin de schrijver de inrichting van eene *Hollandsche* school in sommige regimenten ten zeerste goedkeurt; maar het stuk vloeit over van spotternij tegen het Hollandsch. Wij vernemen daaruit dat in het regiment der lichte-dragonders nr 5, der huzaren nr 8, der kurassiers nr 8 en in verscheidene bataillons voetvolk, die uitsluitend uit *Belgen* bestaan, de bevelen in het Hollandsch gegeven worden, maar de uitleggingen in het Fransch.

### 51. Royaume des Pays-Bas. *Le Libéral*, 13 Februari 1817, nr 44.

Artikel overgenomen uit *l'Observateur* van 9 Februari 1817. Het geldt de miskenning der Belgen. De Zuidelijke gewesten tellen 3,310,700, de Noordelijke 2,016,157 inwoners. En nochtans zetelen in de 2e Kamer der Staten-Generaal maar 55 Belgische afgevaardigden tegen 65 Hollandsche. Op de 28 posten in het diplomatisch lichaam is er slechts één bekleed door eenen Belg. In den Raad van State zijn 23 referendarissen werkzaam : 16 Hollanders en 7 Belgen. Van de 10 leden van den Cabinets-raad is er ten minste 1 Duitscher en enkel 2 Belgen. Van de 8 ministers, 1 Belg. Op 32 luitenant-generaals zijn er geen zes in België geboren; op 53 majoor-generaals geen 10 Belgen. Wellicht zijn er meer Duitschers, Zwitsers en zelfs Franschen onder.

De Academie te Brussel telt 21 Belgen en 21 Hollanders, maar het instituut te Amsterdam 98 Hollanders en 31 Belgen.

Aan 't hoofd van het leger staat een vreemdeling (lord Wellington): 2 of 3 andere vreemde prinsen (prins Christian von Hessen-Darmstadt, prins von Saxen-Weymar, prins Frederic von Hessen) bekleeden daarin hooge posten.

52. **Repelaer van Driel**, commissaris-generaal voor het onderwijs en voor de kunsten en wetenschappen. — Officieele Berichten. Verslag van den staat der hooge, middelbare en lagere scholen, in het jaar 1816, toegezonden aan de tweede Kamer der Staten-Generaal in de zitting van den 17 Januarij laatstleden door Z. Exc. den commissaris-generaal van het publiek onderwijs, kunsten en wetenschappen, overeenkomstig het 226e art. der grondwet. Brussel, den 4 Januarij 1817. *Algemeene Nederlandsche Courant*, 20 Februarij 1817, nr 607.

Dit verslag schetst het bedroevend tafereel van den staat, waarin het onderwijs verkeerde na de Fransche overheersching in Zuid en Noord. Verheugend zijn de reeds talrijke ingevoerde verbeteringen.

*Uittreksels* : « Zoo is voor de belangen der waalsche provincien, waar de fransche taal de landstaal uitmaakt, gezorgd door de bepaling, dat aan de hoogeschool te Luik een leerstoel voor de fransche taal en letterkunde zoude verbonden zijn. »

... Eindelijk is het afgeloopen jaar gekenmerkt door de bevestiging en uitbreiding van het Koninklijk Nederlandsch instituut en het herstel der Koninklijke Brusselsche Academie van wetenschappen en fraaije letteren ».

53. Royaume des Pays-Bas. *Le Libéral*, 21 Februari 1817, nr 50.

« On enseigne maintenant la langue hollandaise au grand collège de Liège, mais on ne dit pas quels *classiques* servent à l'instruction des élèves. »

54. Au Rédacteur du VRAI LIBÉRAL. *Le Vrai Libéral*, journal philosophique, politique et littéraire (opvolger van *Le Libéral*), 2 Maart 1817, nr 61.

Brief uit Luik (27 Februari 1817) over de statistieken van *l'Observateur* van 9 Februari 1817. « On y voit, avec peine, combien les

intérêts des provinces méridionales sont sacrifiés. Le corps législatif, le ministère, le conseil d'état, les grands et petits emplois militaires, sont autant de moyens d'affaiblir l'esprit d'union qu'il serait si essentiel de faire naître entre tous les habitants d'un même pays. »

55. Gouvernements Berichten. — Reglement op de inrichting van het onderwijs in de athenæa en kollegien der zuidelijke provincien van het koningrijk der Nederlanden. — Geteekend : Repelaer Van Driel. *Algemeene Nederlandsche Courant,* 30 Mei 1817, bijvoegsel nr 504.

Tot de « voorwerpen van het onderwijs » in de zes klassen, behooren het Latijn, het Grieksch, het Vlaamsch en het Fransch. — §. 4, *Klassieke werken*, art. 11, bepaalt : « Bij de keus dier werken zullen zij (de onderwijzers) de volgende regels in het oog houden.

1° Dat de latijnsche taal zal kunnen onderwezen worden uit het fransch of uit het vlaamsch, naar mate eene dezer talen gebruikelijk is in de stad, waar het kollegie gevestigd is.

2° Dat hetzelfde zal kunnen in aanmerking komen bij de keus der elementaire boeken voor het onderwijs der geschiedenis, der wiskunde enz.

3° Dat het grieksch zal mogen onderwezen worden, uit het latijn, het fransch of het vlaamsch. »

§. 5, *Manier van onderwijzen*, art. 18 bepaalt :

« In de klassen der fransche talen zal men de leerlingen gewennen deze talen nauwkeurig te spreken, en hen gemeenzaam maken met de beste *prosa*-schrijvers en dichters in dezelve. »

Maar de Fransche tekst luidt :

« Dans les classes de *français et de flamand*, on accoutumera les élèves à parler correctement ces langues, et on les familiarisera avec la connaissance des meilleurs prosateurs et poëtes. »

56. Gouvernements Berichten. *Algemeene Nederlandsche Courant.* 20 October 1817, nr 849 (bijvoegsel).

Bevat de voorwaarden « tot het verkrijgen eener admissie als kadet op de artillerie- en genie-school te Delft.

*a* van art. 3 luidt als volgt :

« *Het schrijven eener goed leesbare hand en de kennis der grammaticale gronden van de nederduitsche en fransche talen;* zoodanig dat de adspirant *eene dezer talen* grondig kenne, en in de *andere* zoo verre bedreven zij, dat hij acuraat, zonder groote moeite kunne vertalen. »

57. Officieele Berigten. Tweede Kamer der Staten Generaal. Zitting van 3n December 1817 (ver-

volg). Deliberatiën over de Concept-wet, betrekkelijk den Levantschen handel. *Algemeene Nederlandsche Courant,* 12 December 1817, nr 901.

Luidens art. 4 van het ontwerp wordt « de kamer der directeurs » behouden. De heer Hoffschmidt merkt aan « dat men dien ten gevolge gewenscht had, de akte te kennen, waarbij deze kamers waren ingesteld. Men had, diensvolgens, de wet van den 11den Julij 1814 in de sectien gedeponeerd ». Deze is in de hollandsche taal opgesteld. Daar nu die wet onafscheidelijk deel zal uitmaken van de nieuwe, zal ook zij overal moeten gepubliceerd worden. « De spreker kon zich echter niet onthouden van aan te merken, dat men tot nog toe niet aan den franschen tekst (voor die wet van 1814) gedacht had; dat er vier groote provincien en eenige gedeelten van andere zijn, alwaar geen levendige ziel bestaat, die de hollandsche of de vlaamsche taal kent, en dat, daar het bepaald is, dat de voorgestelde wetten in de beide (fransche en hollandsche) talen zullen moeten voorgesteld, onderzocht en aangenomen worden, hij spreker, in deze vergetelheid eene genoegzame reden zou vinden, om tegen de voorgestelde wet te stemmen, ware het niet, dat hij het bij deze gelegenheid overbodig rekende, om eene wet, die geene tegenstrijdige bepalingen met de thans voorgestelde inhield, in het fransch te vertalen. De spreker vergenoegde zich dus met het grondbeginsel ontwikkeld te hebben, ten einde zulks voor het vervolg kon worden betracht, en zou voor het ontwerp stemmen, bijaldien de volgende discussien hem niet tot het tegendeel deden overhellen ».

## 1818.

58. Moyens de parvenir dans la carrière des lettres en Néerlande. *L'Observateur belge,* XV, 1818, bl. 161-177.

De schrijver randt op spottenden toon de brochuur aan van den Aalstenaar P. VAN DEN BROECKE, ter gelegenheid van de aan dezen laatste toegekende « gratificatie. » — Zie nr 41.

59. Camouflet à la langue Neérlandaise. A l'*Observateur belge.* Florival près Louvain, le 18 juin 1818. *L'Observateur belge,* XV, 1818, bl. 373-380.

De schrijver bespreekt de vruchtelooze pogingen, hier te lande aangewend om de Nederlandsche taal in te voeren.

60. **Willems** (J.-F.). — Aen de Belgen. — Epître aux Belges. Antwerpen, We Schoesetters, 8°, 60 bl.

De uitgave van dit vaderlandsch dichtwerk ging vergezeld van talrijke aanteekeningen, waarin WILLEMS vooral te velde trok tegen de mannen

van dien tijd, die beweerden dat het Fransch de nationale taal der Belgen was. (Zie *Nalatenschap van J.-F. Willems*, bl. 302-307.)

61. **Schrant (J.-M.).** — Redevoering over het beoefenenswaardige der Nederlandsche tale, zoo om haar zelve, als om hare voortbrengselen. Gehouden ter aanvaarding van het hoogleeraar-ambt in de Nederlandsche taal- en letterkunde aan de Hoogeschool te Gend, den derden van Louwmaand 1818. Gent, J.-N. Houdin, 8°, 92 bl.

Zie over deze redevoering, geschreven ter « bestrijding van de vooroordeelen, welke de beoefening onzer schoone moedertale nog op vele plaatsen tegenwerken » o. a. de *Geschiedenis der Vlaamsche letterkunde* van het jaar 1830 tot heden, door TH. COOPMAN en L. SCHARPÉ, bl. 6.

62. Koninklijk besluit van 5 Augustus 1818, nr 43, houdende bepaling dat met 1 October 1818 de *Algemeene Nederlandsche Courant* zal ophouden voor rekening van het gouvernement te worden uitgegeven, en dat daarentegen te Brussel een dagblad in de fransche taal zal worden gedrukt en uitgegeven onder den titel van *Journal Général des Pays-Bas*, waarin, onder de rubriek *Avis officiels* zullen worden geplaatst alle zoodanige, van wege Z. M. aan den uitgever (Weissenbruch) mede te deelen. *Algemeene Nederlandsche Courant,* 18 September, nr 1177.

## 1819.

63. Besluit van den 15 September 1819, houdende bepalingen omtrent het gebruik der Landtaal in publieke akten, tot gerief en in het belang der ingezetenen. *Journal officiel du royaume des Pays-Bas,* XIV, n° 48.

« Wij Willem, bij de Gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz. enz. enz.

In aanmerking nemende, dat bij Besluit van 18 Juli 1814 (*Journal officiel*, n° 236), door den toenmaligen Gouverneur-Generaal van Belgie, ten einde te voorzien in het ongerief, voortvloeijende uit de verordeningen van het vorig Bestuur, nopens de verpligtingen van het gebruik der fransche taal in de notariële akten, bepaald is geworden dat alle de notariële akten, naar de keuze der belanghebbenden, in het vlaamsch of in het fransch zouden kunnen gesteld worden, mits er eene fransche vertaling bijvoegende, wanneer deze akten, in het vlaamsch opgesteld, ter registratie wierden aangeboden;

Dat, op nadere gedane vertoogen, door Ons, bij Besluit van den 1en October 1814, (*Journal officiel*, n° 69), tot meerder gerief der ingezetenen en tot bevordering van het herstel der Landtaal is vastgesteld, dat de akten, in de vlaamsche taal opgesteld, zouden geregistreerd worden, zonder dat het noodig was eene fransche vertaling daarbij over te leggen, en dat ook de akten van den burgerlijken stand zouden gehouden worden in de taal in iedere gemeente gebruikelijk; Ons verder bij art. 3 van dit Besluit voorbehoudende, om nadere voorschriften daar te stellen, nopens het gebruik der Nederlandsche taal in andere stukken;

Overwegende, dat in enkele gedeelten van het Rijk alleen de hoogduitsche of fransche taal gebezigd wordt, en dat wederom in andere gedeelten een gemengd gebruik der landtaal en der fransche taal gemaakt wordt, doch meer gewoonlijk van de eerstgemelde.

Willende voldoen aan de vertoogen, Ons door hooge en mindere administratieve en regterlijke ambtenaren, alsmede door vele ingezetenen gedaan tegen de voortdurende verpligting, om in akten, adressen en andere stukken gebruik te moeten maken van de fransche taal, welke velen hunner niet eigen is, en waardoor zoowel aan het Rijk als aan de ingezetenen bezwarende en onnoodige onkosten worden veroorzaakt;

Willende het meeste gerief, en belang der ingezetenen als hoofddoel der vast te stellen bepalingen hebben in het oog gehouden, doch tevens aan jonge ambtenaren, welke wegens een langdurig gebruik der fransche taal in publieke akten thans eenige ruimte van tijd zullen behoeven om zich het gebruik der landtaal in die akten volkomen eigen te maken, de gelegenheid daartoe geven;

Gezien het rapport van Onze Ministers van Justitie en van Binnenlandsche Zaken;

Den Raad van State gehoord :

Hebben met uitdrukkelijke instandhouding van Ons besluit van 1en October 1814, (*Journal officiel*, n° 69), goed gevonden en verstaan te bepalen hetgeen volgt :

Art. I. Alle ingezetenen der provincien *Limburg*, *Oost-Vlaanderen*, *West-Vlaanderen* en *Antwerpen*, zijn bevoegd, zich, des verkiezende, van de landtaal te bedienen voor alle zoodanige akten, verzoeken of andere stukken van wat aard ook, welke door hen aan de administratieve, financiële en militaire Autoriteiten, Kollegien of

Ambtenaren, in die provincien gevestigd, zoowel als aan de departementen van algemeen bestuur worden ingeleverd, of waardoor zij zich tot dezelve met eenig verzoek of met eenige vordering of tot eenig ander einde hoegenaamd mogten wenden, zonder dat die Autoriteiten, Kollegien of Ambtenaren, onder welk voorwendsel ook, de bijvoeging van fransche vertalingen door of ten koste dezer ingezetenen zullen kunnen vorderen.

II. Alle Notarissen en andere Ambtenaren in genoemde provincien, voor welke eenigerlei akten, verklaringen of andere stukken verleden worden, zijn verpligt, zoo dikwijls dit door de partijen verlangd wordt, die zelfde taal te bezigen, en verder zich van dezelve te bedienen, zoowel in akten of stukken, opgemaakt ten behoeve van partijen, welke van die taal gebruik maken, als in verklaringen door zoodanige personen afgelegd; zullende diegenen welke hierin nalatig mogten bevonden worden, naar gelang der omstandigheden, in hunne bedieningen opgeschorscht of geheel daarvan ontzet worden.

III. De bevoegdheid in art. I aan de partikulieren toegekend, komt insgelijks toe aan de in die provincien gevestigde administratieve, financiele en militaire Autoriteiten, Kollegien of Ambtenaren zelve; niet alleen in de stukken, welke deze aan hunne onderhorigen en geadministreerden rigten, maar ook in die, welke door hen aan boven hen gestelde ambtenaren worden gerigt, en zijn zelfs in het algemeen deze Autoriteiten, Kollegien en Ambtenaren tot het gebruik van de taal des lands, of ten minsten tot het bijvoegen van kostelooze vertalingen verpligt, in alle stukken, welke aan of tegen partikulieren, in de genoemde provincien wonende, gerigt zijn, bijzonderlijk als het antwoorden of dispositien op vragen of verzoeken betreft, waarin de belanghebbenden die taal hebben gebezigd.

IV. Aan alle Vrederegters, Regtbanken en Regterlijke officieren in de genoemde provincien, zal het van nu af vrijstaan, zich voor alle justiciële onderzoekingen, ondervragingen, debatten en vonnissen, van de taal des lands te bedienen, zonder dat de partijen eene vertaling van stukken of bescheiden, in die taal opgesteld, zullen kunnen vorderen, en worden de genoemde Autoriteiten uitgenoodigd zich bij voorkeur van die taal te bedienen, wanneer dezelve door Regters, partijen en getuigen verstaan wordt.

V. Te rekenen van den eersten Januari 1823 zal in de opgenoemde provincien *Limburg*, *Oost-Vlaanderen*, *West-Vlaanderen* en *Antwerpen* geene andere taal dan de taal des lands, voor de behandeling van openbare zaken, erkend of gewettigd zijn, en zullen dus alle administratieve, financiële en militaire Autoriteiten, Kollegien of Ambtenaren, zonder onderscheid, zich in alle zaken, tot hunne ambtsverrigtingen betrekkelijk, van dit tijdstip af, *bij uitsluiting*, van de landtaal *moeten* bedienen.

VI. De provincien *Zuid-Braband*, *Luik*, *Henegouwen*, *Namen*, en het *Groot-Hertogdom Luxemburg* zijn onder dit besluit niet begre-

pen; doch behouden Wij ons voor, de bepalingen daarvan bij bijzonder Besluit nader uit te strekken :

1° Tot die plaatsen en gemeenten van *Zuid-Braband*, waar het Ons bij nader onderzoek blijken zal, dat de Vlaamsche taal de landtaal is;

2° Tot die plaatsen en gemeenten der overige provincien, welke bevorens met andere provincien zijn vereenigd geweest, in welke het gebruik der taal verschilt met de taal der provincien waartoe zij thans behooren. Wordende te dien einde alle Gemeente Besturen, in laatstgemelde provincien, welke gelijke bepalingen als hierboven, in het belang hunner ingezetenen zouden mogen verlangen, bij deze uitgenoodigd, dit verlangen onmiddellijk aan Ons te kennen te geven, ten einde daarop te besluiten gelijk Wij bevinden zullen te behooren.

VII. Aan alle Hoofden der onderscheidene Departementen van Algemeen Bestuur wordt aangeschreven, de voorschreven bepalingen stiptelijk naar te komen, en door hunne onderhoorigen te doen naarkomen, en in het bijzonder toe te zien :

1° Dat door hen geene personen tot bedieningen of posten worden voorgedragen of in posten of bedieningen geplaatst, dan de zoodanigen, welke door hunne kennis van de landtaal, aan de bovengemelde bepalingen kunnen voldoen.

2° Dat, te rekenen van den 1^en^ Januari 1823, geen der Ambtenaren en Geëmploijeerden bij hunne Bureaux de noodige kennis van de landtaal misse — en

3° Dat eindelijk zoodanige thans in de genoemde provincien fungerende Ambtenaren, welke wegens gebrek aan de gevorderde kennis van de landtaal, met den jare 1823 niet op hunne tegenwoordige standplaatsen zouden kunnen blijven, naar mate hunner kundigheden en verdiensten verplaatst worden in die gedeelten van het Rijk, alwaar het gebruik der fransche of hoogduitsche taal zal zijn toegelaten.

En worden dien ten gevolge alle de Hoofden der onderscheidene Departementen van Algemeen Bestuur belast met de uitvoering van het tegenwoordig Besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden geplaatst.

Gegeven te Laken, den 15^den^ September des jaars 1819, en van Onze Regeering het zesde.

WILLEM.
Vanwege den Koning,
J. G. DE MEIJ VAN STREEFKERK ».

64. Langues. — Légitimes. — Illégitimes. — Leur police et autres profonds mystères. — *L'Observateur belge.* Bruxelles, XVIII, 1819, bl. 132-165.

De schrijver beweert, o. a., dat er sedert GROTIUS geen enkel merkwaardig werk in het Nederlandsch verschenen is en dat deze taal dan ook niet geschikt is om de wetenschap te bevorderen.

65. **Mulle**, oud advocaet in den voormaligen Raed van Vlaenderen, gepensioneerden uitgesloten raedsheer van het hof van appel te Brussel enz. — Letterkundig tydverdryf over het bewys, dat de Vlaemsche tael beter is als de Fransche. Gent, P.-F. de Goesin-Verhaeghe, z. j., 8°, 67 bl.

66. **Willems (J.-F.)**. — Verhandeling over de nederduytsche tael- en letterkunde, opzigtelyk de zuydelyke provincien der Nederlanden. Antwerpen, J. S. Schoesetters. Eerste deel, 1819, 300 bl. Tweede deel, 1820-1824, V-383 bl. 8°.

Het eerste weik van dien aard, in België verschenen. Het hoofdzakelijk doel des schrijvers was : « zyne moedertael te verdedigen tegen den lasterlijken aenval haerer onkundige vyanden, door haere schoonheden en de verdienstelyke zoo hollandsche als belgische lettervrugten zynen landgenooten te leeren kennen en waerdéeren ».

67. **Paridaens (F.)**. — Souvenirs nationaux. Tournai, D. Casterman, 12°.

Handelt o. a. over het gebruik van Fransch en Nederlandsch in de Kamers onder Willem I.

1820.

68. **Van Genabeth (P.)**. — Redevoering over het noodzakelijke van de aankweeking der volkstaal, en de genoegens daarmede verbonden. Brugge, J. Bogaert en zoon, 8°.

69. **Vervier (C.-A.)**. — Aen myne zeer geachte medeleden der koninglyke maetschappy : Rhetorica te Gend, uitgesproken ter gelegenheid van hunne eerste byeenkomst den 11 van Louwmaend 1820. Gent, z. n. v. d., 8°, 18 bl.

Over de oorzaken van het verval der vaderlandsche taal in de Zuidnederlandsche gewesten en over de middelen om daarin te verhelpen.

70. **Schuermans** (H.-J.). — Algemeen verslag der werkzaamheden gedurende het afgeloopen maatschappelijk jaar 1819-1820, gedaan in de koninklijke maatschappij van vaderlandsche taal- en letterkunde te Brugge, onder de zinspreuk : *Eendragt en vaderlandsliefde,* den eersten van Wintermaand 1820. Brugge, Wed. Bogaert en zoon, 8°, 31 bl.

71. **De Cloet** (J.-J.) (Instituteur du jeune duc de B...). — Essai sur les langues française et hollandaise. Supériorité de celle-ci sur la première. A Bruges, chez la veuve De Moor et fils, imprimeurs-libraires, 8°.

Dit opstel werd in 1841 herdrukt te Tienen. In stede van *hollandaise* kwam daarin voor *nationale*. Zie voorts daarover *Le Spectateur belge*, IX, 182c, bl. 355-373, X, bl. 25-41.

72. **De Cloet** (J.-J.), Gouverneur van den jongen hertog van B. — Over de fransche en nederlandsche talen. Overtreffelijkheid van deze op de eerste. Uit het fransch vertaald door M. GRAHAME en overzien door den schrijver. Te Brugge bij P. De Vlieger.

## 1821.

73. Bespreking in de Staten-Generaal van het voorstel tot het afkondigen der wetboeken in de twee talen.

« Le 16 février 1821, M. GENDEBIEN père demanda que tous les codes fussent publiés officiellement dans les deux langues. Cette motion donna lieu à une vive discussion. Les méridionaux l'appuyèrent, les Hollandais, qui auraient bien voulu l'écarter, n'osaient la combattre directement, et s'efforçaient d'attirer les Flamands à leur parti M. REYPHINS affirma que le hollandais différait si essentiellement du dialecte usité dans sa province, qu'il y était généralement mal compris. « Depuis Charles-Quint, dit-il, le Flamand est demeuré stationnaire; tandis que les Hollandais ont introduit dans leur idiôme des changemens qui en ont fait une autre langue. De quel droit, continuait-il, imposcrait-

on maintenant à ma province, comme à plusieurs autres, cette langue nouvelle, comme texte unique de la loi? Une vérité que nous devons faire connaître, c'est que de long-temps, ni les administrateurs, ni les juges, ni les avocats ne la comprendront pas assez pour en faire une juste application. »

M. ANGILLIS, en applaudissant à l'opinion de son collègue, ajoutait « qu'ayant été membre de la députation permanente des états de la Flandre occidentale, pendant près de trois ans, il avait l'expérience que l'on n'y comprenait pas les dépêches ministérielles qui lui étaient adressées en hollandais, et qu'il était arrivé de répondre en sens contraire de ce que le gouvernement avait demandé. »

M. VAN ALPHEN, mû par des sentimens de conciliation, malheureusement trop rares parmi nos frères du nord, soutint loyalement la prétention des méridionaux. « Le but de toute loi, dit-il, c'est que l'on y obéisse; c'est de servir de règle et d'instruction pour les citoyens et pour les juges; pour qu'on y obéisse, elle doit être entendue; pour être entendue, elle doit être exprimée dans la langue du pays, où elle sera établie. Ceci décide l'objet qui nous occupe. Il y des parties du royaume ou le flamand (le hollandais) n'est entendu ni par le bas peuple, ni par les classes moyennes, ni même par les classes supérieures; donc il y a nécessité absolue que les deux textes soient considérés comme authentiques, comme constituant les droits et réglant les devoirs.

« Si l'on veut réellement et sincèrement l'union des deux parties du royaume, il faut commencer par détruire les préventions; on n'y parvient que par des égards. Les préventions engendrent les partis, les partis les factions, et les factions ne visent qu'à détruire le bien public en sacrifiant tout à leurs vues partiales et égoïstes : c'est à nous à remédier au mal dans ses sources. Une de ces préventions est celle de la langue : si le hollandais est national pour les deux tiers du royaume, il n'est pas moins vrai, de fait, qu'il ne l'est pas pour l'autre tiers. En niant ou forçant cet état des choses, on ne gagnera rien; au contraire, on perdra : c'est par égards que je m'exprime toujours dans cette assemblée dans un langage qui n'est pas le mien ni celui de mon pays. Je n'ai jamais cru devoir m'excuser de l'avoir fait; car, dans mon opinion, je me serais accusé par cela. Il vaut mieux défendre les principes de prospérité nationale en langue étrangère, que de les abandonner ou de parler contre les opinions nationales en termes du pays. J'ai détesté la langue française, quand elle était celle de l'oppresseur de mon pays; mais alors ou adulait aussi bien en hollandais qu'en français... j'en ai gémi. Rendu à sa primitive destination d'exprimer des sentimens de franchise et de liberté, je la chéris, ma langue, et je désirerais la rendre générale. Le moyen ne sera jamais de renforcer les préventions contre elle... L'unique moyen de détruire cette prévention, c'est d'exciter les habitans à profiter des progrès que la langue a faits chez nous, et de respecter ce qui existe de fait en d'autres provinces. *C'est un grand bien, que la*

*langue nationale.* Aux Etats-Unis d'Amérique, tous les gens éclairés regrettent de n'en avoir pas. Mais un bien qu'on nous force d'accepter devient un mal dans l'opinion des hommes : outre cela, la langue ne détermine par les sentimens. L'Alsace, dont la masse du peuple parle toujours l'allemand, est peut-être plus française que bien d'autres parties de ce royaume, où l'on ne parle que la langue française. Ce sont donc les affections qu'il faut avoir en vue et qu'il faut gagner avant tout.

« Pour calmer les craintes de ceux qui pensent que la langue hollandaise, ou flamande, perdra de plus en plus, je citerai seulemen un fait : à Duinkerque, le peuple parle encore le flamand, et cela bien que le pays soit français depuis plus d'un siècle. Il est prouvé par ce fait seul qu'on ne peut pas le détruire... »

(E. C. DE GERLACHE, *Histoire du royaume des Pays-Bas, depuis 1814 jusqu'en 1830.* Bruxelles, M. Hayez, 1839, I, bl. 435-436.)

74. Redevoeringen gedaan ter gelegenheid van de plegtige prijsuitdeeling door de koninklijke maatschappij van Rhetorica te Gend, den 26 van oogstmaand 1821. Gent, J. Begijn (z. j.), 8°, 37 bl.

De redevoeringen werden uitgesproken door LEJEUNE, voorzitter der maatschappij, en L. D'HULSTER.

75. **Ackersdijck (W. C.).** — Aanmerkingen omtrent de Nederlandsche taal, bijzonder met betrekking tot de zuidelijke provinciën. — Observations sur la langue flamande, sous le rapport des provinces méridionales, traduit du hollandais de W. C. Ackersdijck, par J. C. E. BARON VAN ERTBORN, Membre de la chambre générale des comptes, chevalier de l'ordre du lion belgique, etc Antwerpen, Ancelle, 8°.

76. **Buelens (J. B.).** – Briefwisseling tusschen J.-F. WILLEMS, schryver van het werk : Tael- en letterkundige verhandeling opzigtelyk de zuydelyke provintien der Nederlanden, en J. B. BUELENS, R. C. Pr., inhoudende eene zakelyke wederlegging van eenige valsche grondstellingen, ver-

keerde aenhalingen en ongegronde aentygingen in dat werk vóorkomende. Antwerpen, Janssens en Van Merlen, 8°, VII-120 bl.

Zie over deze Briefwisseling : *Nalatenschap* van J.-F. WILLEMS, uitgegeven door PR. VAN DUYSE, 1856, bl. LXVII-LXXII.

77. **Willems** (J.-F.). — Antwoord aen J.-B. Buelens, R. C. Pr. te Mechelen, schryver en uytgever van een werk getiteld : Briefwisseling tusschen J.-F. Willems, schryver van het werk : Tael- en letterkundige verhandeling enz. Antwerpen, J.-S. Schoesetters, 1821, 8°, 49 bl.

78. Wetten der maetschappy van nederlandsche tael- en letterkunde te Gent, onder zinspreuk : *regat prudentia vires*, opgerigt onder de bescherming van Zyne Excellentie den H. E. G. Heer Mr A. R. Falck, Minister van het openbaer onderwys, de nationale nyverheid en de koloniën. Te Gend, uit de drukkery van A. B. Stéven, drukker der Maetschappy, 8°, 10 bl.

Deze maatschappij, uitsluitend gewijd aan den opbouw der Nederlandsche taal- en letterkunde, kwam tot stand in den loop van 1821. Haar voorzitter was de edele SCHRANT, oud-pastoor te Bovenkarspel-bij Enkhuizen, gelast met den leergang van Nederlandsche taal- en letterkunde ter Hoogeschool van Gent. Tot hare leden behoorden de voornaamste letterkundigen van Noord- en Zuid Nederland.

79. Verhandeling over onze nederduytsche tael, zynde een antwoord op de prysvraeg van het Koninglyk Genootschap te Antwerpen, luydende als volgt : Of en in hoeverre de moedertael tot grondslag dienen moet in het leeren van andere taelen en van weétenschappen, door IDFRIDUS THYS (doopnaam Joannes-Franciscus), voortyds heyligschryver in de abtdye van Tongerloo, daernaer pastoor te Wyneghem, en ook Lid

van de Koninglyke Academie van Wetenschappen en Fraeye Letteren te Brussel. Antwerpen, J.-C. Roosen, 8°, 108 bl.

Zie over den pennestrijd, tusschen, J.-F. WILLEMS en THYS, ten gevolge dezer verhandeling gevoerd : *Nalatenschap* van J.-F. WILLEMS, 1856, bl. LXXII-LXXV.

80. **Van Genabeth** (P.). — Redevoering over het ongegronde der vooroordeelen tegen de Nederlandsche taal, gehouden ter gelegenheid van de plegtige prijsuitdeeling aan de kweekelingen van het Koninklijk Athenæum te Brugge den 30 van oogstmaand 1821. Rotterdam, J. Immerzeel, junior, 8°, 28 bl. en 6 bl. aanteekeningen.

81. **De Ridder**. — Redevoering over den oorsprong en aanwas der spraak en haren invloed op de beschaafdheid der volkeren en vaderlandsliefde, te gelijk over den indruk van deze hoedanigheden op alles wat de spraak kan bevorderen. Gehouden den 20en November 1821. 8°, 13 bl.

Overgedrukt uit den bundel uitgegeven door de Koninklijke Maatschappij van Vaderlandsche Taal- en Letterkunde te Brugge, onder de zinspreuk: *Eendragt en Vaderlandsliefde*, voor het jaar 1821.

82. **Meijer** (G.-J.). — Redevoering over de verpligting der Noord-Nederlanders, die in België gevestigd zijn, om door duidelijkheid en zuiverheid van taal een goed voorbeeld te geven. Brussel, 1821.

1822.

83. Besluit van den 26 October 1822, waarbij de bepalingen van het koninklijk besluit van den 15 September 1819, omtrent het gebruik der landtaal in openbare akten, op een gedeelte van de provincie Zuid-Brabant worden toepasselijk verklaard. *Journal officiel du Royaume des Pays-Bas*, XVII, n° 46.

« Wij Willem, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz. enz. enz.

Op het rapport van Onze Ministers van Justitie en van Binnenlandsche Zaken en Waterstaat van den 5 dezer, B, 4434, n° 66.

Gelet op Ons besluit van den 15 September 1819 (*Staatsblad* n° 48), en bijzonderlijk op § 1 van art. 6 van dit Besluit, waarbij Wij Ons hebben voorbehouden om de bepalingen van hetzelve, omtrent het gebruik der landtaal in publieke akten uit te strekken tot die plaatsen en gemeenten van de provincie *Zuid-Braband*, waar het Ons bij nader onderzoek blijken zoude, dat de Vlaamsche taal de landtaal is.

Gelet op Ons Besluit van den 5 Juli laatstleden (*Staatsblad* n° 17);

Willende aan het voorbehoud bij de 1e § van art. 6 van Ons gemeld besluit van 15 September 1819 (*Staatsblad* n° 48), gevolg geven;

Hebben goed gevonden en verstaan te verklaren dat, te rekenen met den 1 Januari 1823, de bepalingen van Ons Besluit van den 15 September 1819 (*Staatsblad* n° 48), van toepassing zullen zijn op alle de steden en plaatsen in de arrondissementen van *Brussel* en *Leuven*, Provincie *Zuid-Braband*, welke ten gevolge der beschikkingen vervat in Ons besluit van den 5 Juli laatstleden (*Staatsblad* n° 17), voortaan enkel zullen bestaan uit gemeenten waar het Vlaamsch de landtaal is.

Wordende de hoofden der onderscheidene departementen van algemeen bestuur, bij deze gelegenheid in het bijzonder herinnerd aan de bepalingen van § 7 van Ons meergedacht Besluit van 15 September 1819 (*Staatsblad* n° 48), houdende : « dat geene personen tot bedieningen of posten zullen mogen worden voorgedragen dan de zoodanigen welke de noodige kennis van de landtaal bezitten; dat zij zullen moeten toezien dat te rekenen van den 1en Januari 1823, geen der ambtenaren en geemploijeerden bij de bureaux de kennis van de landtaal misse; en dat de fungerende ambtenaren, welke, wegens gebrek aan de gevorderde kennis van de landtaal met den jare 1823, niet op hunne tegenwoordige standplaatsen zouden kunnen blijven naar mate hunner kundigheden en verdiensten, zullen verplaatst worden in die gedeelten van het Rijk, alwaar het gebruik der fransche of hoogduitsche taal zal zijn toegelaten »; onder verdere aanbeveling, om de voorz. bepalingen ten spoedigste, voor zooverre zulks nog niet mogt zijn geschied, naar te komen, en te doen naarkomen; in het oog houdende, dat ons dikwijls genoemd Besluit van 15 September 1819, met den 1en Januari 1823 in werking moet worden gebragt.

En worden dientengevolge de hoofden der onderscheidene Departementen van algemeen bestuur belast met de uitvoering van dit Besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden gedrukt.

Brussel, den 26 October 1822.

WILLEM.

Vanwege den Koning

J. G. DE MEIJ VAN STREEFKERK.

Uitgegeven den dertigsten october 1822. »

84. **Schrant (J.-M.).** — Oratio de patrii sermonis studio jurisconsultis maxime commendando, publice habita Gandæ die 4 Octobris 1821, cum magistratu Academico abiret. Gent, De Goesin-Verhaeghe, 8°, 40 bl.

Uittreksel der *Annales Academiæ Gandavensis*, 1820-1821.

85. **Schrant (J.-M.).** — Verslag wegens den staet en de werkzaemheden der Maetschappij van Nederlandsche tael- en letterkunde, te Gend, gedurende het maetschappelijk jaer 1821-1822. Te Gend, uit de Drukkerij van A. B. Stéven, drukker der Maetschappij, 8°, 15 bl.

Gelijke verslagen werden door SCHRANT uitgebracht over 1822-1823 en 1823-1824.

86. **Schrant (J.-M.).** — Redevoering over het hoogst belangrijke van de beoefening der volkstaal voor de rechtsgeleerden. Te Gend, bij M. A. Mahne, 8°, 28 bl.

In deze redevoering (omwerking zijner Latijnsche *Oratio*, hiervoren vermeld) betoogt SCHRANT dat de Nederlandsche taal dengene, die ze wel weet te gebruiken, nooit verlegen laat en dat zij eene duidelijke en nauwkeurige behandeling, zelfs der meest afgetrokken zaken, gedoogt.

87. **Besluit** van den 30 December 1822, houdende intrekking van het Besluit van 5 Juli 1822 (Staatsblad, n° 17), en tevens suppressie van eenige vredegeregten in de provincie Zuid-Braband. *Journal officiel du Royaume des Pays-Bas,* Tome XVII, n° 60.

« Wij WILLEM, *bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.*

Gezien de verzoeken aan Ons gedaan door de gemeenten *Zittaerd, Lummen, Autgaerden, Neer-Heijlissem, Op-Heijlissem, Linsmeau, Beauvechain-Tourinnes, Nodebois, Hamme-Mille, Longueville, Pietrebais, Chapelle St Laurent, Bossut-Gottechain* en *Grez-Doiceau,* in de pro-

vincie *Zuid-Braband*, bevorens respectivelijk behoord hebbende tot de kantons *Thienen*, n° 2, en *Grez*, arrondissement *Leuven*, en bij Ons Besluit van den 5 Juli laatstleden (*Staatsblad*, n° 17), ten gevolge van de suppressie der voorz. kantons, aan de kantons *Geldernaken* en *Wavre*, arrondissement *Nijvel*, toegevoegd, strekkende de bedoelde verzoeken om van de laatstgemelde kantons te worden afgescheiden, en wederom onder het ressort van het arrondissement *Leuven* te worden gebragt, en zulks op grond dat de meeste ingezetenen der voorz. gemeenten de vlaamsche taal magtig waren :

Den Raad van State gehoord;

Op de voordragt van Onzen Minister van Justitie;

Gelet op Ons Besluit van den 15 September 1819 (*Staatsblad*, n° 48).

Willende aan de voorsz. gemeenten het voordeel toekennen, dat zij door hun verlangen beoogen, en ook daar door het gebruik der landtaal bevorderen.

Hebben besloten en besluiten :

Art. I. Ons Besluit van den 5 Juli 1822 (*Staatsblad*, n° 17), wordt bij dezen ingetrokken en gesteld buiten effect.

II. Te rekenen van den 1 Januari 1823, zullen voor gesupprimeerd worden gehouden de vredegeregten in de kantons *Ter Hulpe*, *Herinnes* en *Grez*, provincie *Zuid-Braband*.

III. Te rekenen van het zelfde tijdstip, zullen de tot die kantons behoorende gemeenten worden toegevoegd aan en vereenigd met andere naburige kantons, namelijk : de gemeenten *Chapelle S^t-Lambert*, *Couture S^t-Germain*, *Genval*, *Ter Hulpe*, *Lasne*, *Rixensart*, *Rosières*, *Ohain*, *Archiennes*, *Biez*, *Boulez*, *Dionlemont*, *Dionleval*, *Nethene*, zullen worden toegevoegd aan het kanton *Wavre*, arrondissement *Nijvel*.

De gemeenten *Overijssche*, *Notre-Dame-au-Bois* en *Hoylaert*, zullen worden toegevoegd aan het kanton *Uccle*, arrondissement Brussel.

De gemeenten *Herinnes*, *Herfelingen*, *Haute-Croix*, *Oetingen*, *Vollezele*, *Gammerage* en *Thollenbecq*, zullen worden toegevoegd aan het kanton *Lennick-S^t-Martin*, arrondissement *Brussel*.

De gemeenten *Bierghes* en *Saintes* zullen worden toegevoegd aan het kanton *Hal*, arrondissement *Brussel*.

De gemeenten *Rebecq*, *Quenast* en *Rognon* zullen behooren tot het kanton *Nijvel*, n° 1, arondissement *Nijvel*.

De gemeenten *Huldenberg*, *Rhode-S^te-Agathe*, *Weert-S^t-Joris* en *Ottenberg* zullen behooren tot het kanton *Leuven*, n° 2, arrondissemsnt *Leuven*.

De gemeenten *Beauvechain-Tourinnes*, *Nodebois*, *Hamme-Mille*, *Longueville*, *Pietrebais*, *Chapelle-S^t-Laurent*, *Grez-Doiceau* en *Bossut-Gottechain* zullen worden vereenigd met het kanton *Thienen*, n° 1, arrondissement *Leuven*.

IV. De door de voorschreven suppressie uit te vallen vrederegters en griffiers, zullen blijven in het genot hunner jaarwedden, tot dat zij weder zullen hebben kunnen worden geplaatst, of aan hen, wan-

neer daartoe termen mogten gevonden worden, pensioenen zullen zijn toegelegd.

V. De regtzaken, welke betreffen of waarin betrokken zijn de ingezetenen van zoodanige gemeenten, die tot een ander justitieel arrondissement overgaan, en die op het tijdstip der voorschreven suppressie ongedecideerd mogten hangende zijn voor de regtbank, onder welke zij dus verre behooren, zullen bij diezelfde regtbank worden afgedaan, zonder dat de nieuwe verdeeling der gemeenten daarbij in aanmerking worden genomen.

VI. De hypothecaire inschrijvingen, welke genomen zijn op goederen, gelegen in gemeenten, die tot een ander justitieel arrondissement overgaan, zullen, ten verzoeke der belanghebbenden, zonder betaling van eenige kosten hoe ook genaamd, worden overgeboekt op de registers der hypotheek bewaarders, tot wier ressort zij, ten gevolge van dien overgang zullen behooren, en waarin de bezwaarde goederen zullen gelegen zijn, en zullen aan die belanghebbenden verzekerd zijn al zoodanige regten, en in die zelfde orde, als zij bij de eerste inschrijving hadden verkregen.

VII. De overboeking bij het vorig artikel vermeld, zal vóór den 1 Juli 1823 moeten geschied zijn, en zal in gelijker voege worden bewerkstelligd, als bepaald is bij Onze besluiten van den 30 Juni 1817 (*Staatsblad*, n° 26), en van den 11 Februarij 1818 (*Staatsblad*, n° 8).

Onze Minister van Justitie en van Binnenlandsche Zaken en Waterstaat, en Onze Minister van Staat, belast met de generale directie der Ontvangsten, zullen zorg dragen voor de uitvoering van het tegenwoordig Besluit, dat in het *Staatsblad* zal geplaatst worden.

Gegeven te Brussel den 30 December des jaars 1822, en van Onze regeering het tiende.

WILLEM.

*Von wege den Koning*,

J. G. De Meij van Streefkerk.

Uitgegeven den één-en-dertigsten December 1822.

*De Staats-Raad belast met de Directie der Staats-Secretarie*,

J. G. De Meij van Streefkerk. »

## 1823.

88. **Cannaert (J.-B.)**, oud raadsheer bij het hooger Gerechtshof te Brussel. – Iets over de Hollandsche tael, noch voor noch tegen, latende elk dien aengaende vrij en onverlet als naer goedvinden, in eenige familiaire brieven. – Eerste stukje, Gend, A. B. Stéven, 8°, 46 bl.

89. **David** (J.). — Eenige regelen over de Vlaemsche tael, byzonderlyk de spelling en het maken van de tyden der werkwoorden betreffende, in dewelke men de spelling van den Heere Siegenbeek gevolgd heeft. Mechelen, Van Velsen-Van der Elst, 8°, 24 bl.

Dit werkje van den toen twee-en-twintigjarigen schrijver was eene eerste poging tot het invoeren van een beter dan tot hiertoe gevolgd spellingstelsel.

90. **Meijer** (G.-J.). — Redevoering over de beoefening der Nederlandsche taal, het beste middel tot bevordering der ware vaderlandsliefde. *Annales academiæ Lovaniensis*, V, 1823.

Deze redevoering werd uitgesproken ter Hoogeschool van Leuven den 25 van Hooimaand 1822. Opmerkelijk mag geacht worden wat de verdienstelijke hoogleeraar daarin zegt over de benaming onzer gemeenschappelijke moedertaal :

« Voor de scheiding der noordelijke van de zuidelijke gewesten welke in de zestiende eeuw plaats had, waren de namen van Hollandsche en Vlaamsche talen niet bekend; men beschouwde ze, zooals behoorde, slechts als eenen verschillenden tongval, eene verschillende uitspraak, en, in beide streken, noemde men dezelve meestal de *Nederduitsche taal.* Slechts na die ongelukkige scheuring begon men dezelfde taal in twee benamingen te splitsen, en elken der twee tongvallen eene taal te noemen. Het schijnt, dat eene verderfelijke staatkunde, door den geest der tweedragt aangeblazen, daardoor de scheiding tusschen die broederlijke gewesten nog grooter heeft willen maken. Dit gelukte; die twee benamingen grepen stand; de twee magtigste en aanzienlijkste gewesten der beide deelen werden daardoor, als 't ware, tegen elkander overgesteld; en hetgene slechts een natuurlijk gevolg van staatkundige gebeurtenissen was, werd als middel ter verwijdering aangekweekt. Hoe broederlijk wij thans ook elkander de hand toereiken, hoezeer wij thans ook gevoelen, dat wij van één bloed en één geslacht zijn, de geest des kwaads schijnt zich nog altijd tegen de wegruiming van deze afscheidende benamingen te verzetten.

91. Les deux Janvier. Dialogue entre deux avocats de Bruxelles. *L'Ami du Roi et de la Patrie*, 5 Januari 1823, nr 8.

« Confrère, vous plaidez aujourd'hui contre moi;
— Oui, mais je serai court; je ne sais pas la langue.
— Je n'en sais rien non plus; qoiqu'en dise la loi,
Je cite du français pour grossir ma harangue,
Puis un peu de latin — c'est fort bien s'en tirer.
Ça, convenons ici d'arranger notre thême,
Et ne me mettez pas, comme on dit, *à quia*,
— Non; je vous le promets, mais agissez de même.
Puis-je compter sur vous? répondez moi donc — *ja*.

92. Les Robins Modernes. Air : *La bonne aventure, ô Gué! — L'Ami du Roi et de la Patrie*, 7 Februari 1823, nr 38.

« Les Robins de ce Pays
N'ont plus la parole,
Même les plus érudits
S'en vont à l'école;
Chacun prend son rudiment
Pour expliquer en flamand
Merlin ou Barthole,
O gué,
Merlin ou Barthole.

Robins, vous ne savez pas
Ce dont on raffole :
La langue des Pays-Bas
Est notre pactole :
Rien n'est si noble, si grand
Que d'expliquer en flamand
Merlin ou Barthole,
O gué,
Merlin ou Barthole. »

93. *L'Ami du Roi et de la Patrie*, 8 October 1823, nr 281.

« Le *Journal de Gand* annonce aujourd'hui, qu'un grand nombre de jeunes gens des provinces wallones sont arrivés à Gand, pour s'instruire dans la langue hollandaise qu'on y cultive *avec le plus grand zèle*... »

94. Correspondance intérieure. *L'Ami du Roi et de la Patrie*, 12 October 1823, nr 285.

Een geabonneerde uit *Wavre (le 9 Octobre 1823)* stelt de volgende vragen :

1° Jusqu'à quel point l'arrêté de S. M. qui interdit l'usage de la

langue française dans les actes publics et les tribunaux de certaines provinces, est-il applicable aux actes sous seing privé et même aux actes pardevant notaire, dressés entre particuliers qui ne savent ni le flamand ni le hollandais?

2° Les actes sous seing privé rédigés en français dans les lieux où la langue française est tolérée et même dans les autres provinces, peuvent-ils être rejetés à l'enregistrement dans celles-ci? Le refus qui m'a été fait au bureau de l'enregistrement de Bruxelles, d'enregistrer une procuration en français, datée de Wavre et que je portais à un ami à Bruxelles, m'a suggéré les questions qui précèdent. Si je n'eusse pas été présent et si je n'eusse pu signer à l'instant un autre maudat en langue flamande dont je ne comprends pas un mot, il est certain que mon mandataire eut manqué la conclusion d'une affaire dont dépendait ma fortune, parce qu'il m'eut été impossible de réunir une seconde fois les nombreux contractans appelés pour le jour même. »

*L'Ami du Roi et de la Patrie* antwoordt o. a.:

« ... Il est de principe qu'une loi ou un arrèté ne peuvent avoir pour but d'ordonner l'impossible. Il en serait cependant ainsi, au cas qu'on pût admettre que l'arrêté de S. M. prescrivit implicitement à des citoyens qui ignorent le flamand, de ne contracter qu'en cette langue, lorsqu'ils résident ou se trouvent dans certaines contrées du royaume. Déjà privés d'un grand avantage civil par leur inhabileté à remplir des fonctions publiques autre part que dans leurs provinces, et à prétendre aux emplois supérieurs du gouvernement, il sarait injuste de les rendre encore incapables de stipuler entr'eux, autrement que par l'intermédiaire d'un homme public, sur la foi duquel ils seraient obligés de signer leurs conventions écrites dans une langue qu'ils n'entendent pas et dont ils ne peuvent par conséquent apprécier les termes. Quand on pense que deux millions de Belges souffriraient de ces inconvénients, on ne peut supposer que l'intention de S. M. ait été de les placer sans motifs dans une situation si défavorable. Nous disons sans motifs, car la langue française qu'on veut bannir, est autant et plus la langue de notre patrie que le flamand et le hollandais...

Il serait donc bien rigoureux de proscrire entièrement l'emploi de la langue française dans l'usage habituel de la société et dans les conditions privées...

Nos concitoyens des provinces septentrionales sont beaucoup plus tolérans et plus sensés. Chez eux, il est permis de rédiger en français, même des actes pardevant notaire... »

## 95. Langue française. *Journal de Bruxelles*, 22 October 1823.

Beantwoordt het artikel van *L'Ami du Roi et de la Patrie* (12 October 1823) betreffende de vragen gesteld door dezes geabonneerde uit Wavre:

« ... Si la langue française a été pendant vingt ans la langue du

gouvernement, des tribunaux, des contrats entre particuliers dans les provinces purement flamandes et hollandaises, ou ce que le roi a ordonné n'est pas impossible, ou l'impossible a été pratiqué pendant 20 ans sans difficultés chez nous... »

96 Langue française. Réponse au *Journal de Bruxelles. L'Ami du Roi et de la Patrie,* 27 October 1823, nr 300.

In zake van den geabonneerde uit Wavre.

*L'Ami du Roi et de la Patrie* beweert dat de invoering van het Fransch in onze gewesten niet dagteekent van 1794 of 1795, dat bijna al de stukken van het Oostenrijksch bewind in die taal waren opgesteld, en niet in het Duitsch of het Vlaamsch. « Soutenir » — zegt hij, — « que le jargon de quelques provinces, put-il même s'écrire, est la langue nationale, et lui accorder le privilège d'exclure une langue savante, universelle, déjà en usage, et dont la littérature l'emporte sur tout ce qui l'a précédé, ce serait donner dans le ridicule de celui qui prétendrait que le provençal, le bas breton, le liégeois, le wallon, voire *le scheveningois* sont des langages nationaux, et qu'ont doit s'en servir exclusivement dans les pays où ils existent : ce serait faire rétrograder l'espèce humaine vers la barbarie... Nous admettons encore, avec notre confrère, que la naturalisation de la langue française ait été forcée, qu'elle ait eu lieu avec grand dommage pour les habitants. Mais le mal est passé, le bien reste et nous en profitons... »

⁂ N. B. Het nr van *L'Ami du Roi et de la Patrie*, waarin deze regelen voorkomen, bevat 5 notarieele aankondigingen en alle 5 zijn opgesteld in het Nederlandsch.

97. Apologie de la langue hollandaise. *L'Ami du Roi et de la Patrie,* 5 November 1823, nr 309.

Brief uit Rotterdam (4 October 1823) over de voortreffelijkheid dier taal.

98. Voici encore Crispin, et je dois souvent le mettre en scène. *L'Ami du Roi et de la Patrie,* 27 November 1832, nr 330.

Artikel van *L'Ami du Roi et de la Patrie*, tegen het ministerieel blad le *Journal de Bruxelles*, dat op de vraag : « Si une citation donnée en langue nationale à un citoyen des provinces où l'usage du français était encore autorisé, pour comparaître à un tribunal qui juge en flamand, est obligatoire pour l'assigné », geantwoord had : « tout acte légal d'un officier public fait dans la forme légale doit toujours opérer les effets que la loi y attache ».

### 99. Intérieur. — Pays-Bas. *L'Ami du Roi et de la Patrie,* 27 November 1823, nr 331.

Klaagt over de al te voortvarende uitvoering van Z. M. besluit in zake taalgebruik : onlangs moesten twee personen eene schriftelijke volmacht zenden naar Zuid-Frankrijk en wendden zich te vergeefs tot Brusselsche notarissen om het stuk in het Fransch te stellen. Zij raadpleegden eenen rechtsgeleerde en deze zond ze naar Waterloo om er de volmacht in 't Fransch te laten opstellen.

### 100. Intérieur. — Pays-Bas. *L'Ami du Roi et de la Patrie,* 30 November 1823, nr 334.

« On conçoit maintenant qu'il n'est pas impossible que toute la nation ne parle un jour la langue nationale ». Ten bewijze haalt het blad het volgende feit aan : de befaamdste rechtsgeleerde uit de zuidelijke gewesten, die, naar men meende, het Nederlandsch niet spreken kon, heeft gisteren voor de rechtbank van eersten aanleg, te Brussel, op begrijpelijke wijze in die taal gepleit.

De naam van dien befaamdsten rechtsgeleerde wordt niet gemeld.

### 101. Intérieur. — Pays-Bas. *L'Ami du Roi et de la Patrie,* 3 December 1823, nr 337.

« D'après une décision dont le journal officiel n'indique pas la source, les notaires *seuls* peuvent maintenant rédiger en langues étrangères, y compris la française, tous les actes destinés aux pays étrangers. Ils devront cependant joindre à leurs minutes des traductions de ces actes en langue nationale, avant de les soumettre à la formalité de l'enregistrement. Il reste maintenant à savoir si les actes qui doivent servir dans les provinces où le français est encore reconnu provisoirement comme langue maternelle, continueront à être dressés en langue nationale dans les lieux où l'usage de celle-ci est exclusivement ordonné, et si à cet égard les pays étrangers seront plus favorisés que certaines contrées de notre patrie. »

## 1824.

### 102. Handelingen der Staten-Generaal, 1823-1824. Bijlage, blz. 346-349 : Verslag van den staat der scholen.

Over het invoeren van de Nederlandsche taal in de scholen. Zie insgelijks : *Verslagen van den staat der scholen,* 1825, 1826, 1827, 1828, 1829.

103. **Somers** (J.-L.-M.), onderwijzer. — Een woord over de hoeveelheyd der letteren in de Nederlandsche tael. Te Antwerpen, bij C. F. Vinck-Winkelmans, boekdrukker en verkooper, 8°, 16 bl.

104. **Willems** (J.-F.), correspondeerend lid van het Koninglyk-Nederlandsch Instituut, enz. — Over de Hollandsche en Vlaemsche schryfwyze van het Nederduitsch. Antwerpen, W^e Schoesetters, 8°, 143 bl.

Uit het tweede deel der *Verhandeling over de Nederduytsche tael en letterkunde opzichtelyk de zuidelyke provintiën der Nederlanden*, door J.-F. Willems. — Zie : *Nalatenschap* van J.-F. WILLEMS, Gent, 1856, LXXXVIII-LXXXXIII.

105. Bundel, uitgegeven door de Koninklijke Maatschappij van vaderlandsche taal en letterkunde te Brugge, onder de zinspreuk : *Eendragt en vaderlandsliefde,* voor het jaar 1823 en 1824, vierde en vijfde jaar van het bestaan der maatschappij. Te Brugge, bij J. T. Bogaert, 8°, 187 bl.

Bevat o. a. het verslag over den toestand der maatschappij, door SANDELIN.

1825.

106. Reglement voor het Genootschap ter bevordering der Nederlandsche taal en letterkunde. Te Brussel, ter drukkerij van M. Wayez, in de Bergstraat.

107. Gedichten en Verhandelingen van het koninglyk genootschap van Tael- en Dichtkunde te Antwerpen, Antwerpen, T.-J. Janssens, 8° 347 bl.

Het voorbericht is van J.-F. WILLEMS, secretaris van het genootschap.

108. **Moke** (J.-J.). — Over het gebruik der Nederduitsche taal bij de Nederlandsche opvoeding. *Gedich-*

*ten en verhandelingen van het Koninglyk genoötschap van Tael- en Dichtkunde te Antwerpen.* Antwerpen, T.-J. Janssens, 1825. bl. 225-252.

Antwoord op de prijsvraag van het Koninklijk Genootschap van Taal- en Dichtkunde, te Antwerpen: of, en in hoeverre, de moedertaal tot grondslag moet dienen in het leeren van andere talen en van wetenschappen?

109. **Meyer** (**Jonas-Daniël**). — Mémoire sur l'origine de la différence relative à l'usage de la langue flamande ou wallonne dans les Pays-Bas. Lu dans la séance de l'Académie royale des séances et belles lettres de Bruxelles, du 8 Mai 1825. *Mémoires de l'Académie,* III, bl. 437 en vlg.

Herdrukt in de *Verhandelingen in geleerde genootschappen,* van Jonas-Daniel Meyer, 1e bundel, Amsterdam, Ipenbuur en Van Seldam, 1844, bl. 180-240.

110. **Raoux** (**A.Ph.**). — Mémoire en réponse à la question proposée par l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles : Quelle est l'origine de la différence qui existe, par rapport à la langue, entre les provinces dites flamandes et celles dites wallonnes? A quelle époque cette différence doit-elle être rapportée? Quelle est la raison pourquoi des contrées qui faisaient partie de la France, parlent le flamand, et d'autres qui appartenaient à l'empire germanique, se servent exclusivement de la langue française? Bruxelles, De Mat, 4°, 111 bl.

Deze verhandeling bekwam den prijs, uitgeschreven door de Belgische Academie in 1824.

111. **Visscher** (**L.-G.**) — Over het herstel en de invoering der Nederlandsche taal. Brussel, Brest-Van Kampen, 8°, 200 bl.

Voortreffelijk werkje, waarin gehandeld wordt « over de algemeenheid en de voortreffelijkheid van het Nederlandsch, alsmede over de voordeelen welke in de bezitting van eene volkstaal gelegen zijn; over de vooroordeelen tegen onze taal bestaande; over het taalgebruik in de nationale vertegenwoordiging; over den invloed der hooge regeering, met betrekking tot de invoering der landtaal enz. »

112. Rapport sur les écoles du royaume en 1825, présenté aux États-Généraux dans la session de 1826-1827. (Fransche tekst). *Le Courrier de la Meuse,* 4 en 5 Juni 1827, nr 132.

« Collège : D'après le plan primitivement arrêté, on a depuis le commencement de l'année scolaire de 1825-1826, dans les provinces *flamandes*, étendu l'usage de la langue flamande à une classe plus avancée.

Dans les provinces *wallonnes* les leçons sur cette langue sont suivies avec beaucoup d'assiduité. »

113. **Somers (J.-L.-M.).** — Redevoering over de enkele en dubbele vokaelspelling, uitgesproken op het Antwerpsch Schoolonderwijzers Gezelschap, in de vergadering der maand October 1825. Antwerpen, G. Van Merlen, 8°, 28 bl.

1826.

114. Wet van de Maatschappij *Concordia* te Brussel. Brussel, uit de drukkerij der Weduwe G. Picard, in de Berlaimontstraat.

Dit genootschap had ten doel de beoefening en uitbreiding der Schoone Kunsten, Fraaie Letteren en Wetenschappen, en inzonderheid de bevordering en voortplanting der Nederlandsche taal en letterkunde.

115. **Schrant (J.-M.).** — Verhandeling over het gevoel van eigen zelfstandigheid, als een middel ter aankweeking van de volkstaal. *Verhandelingen en prijsvragen uitgegeven door de Gentsche maatschappij van Nederlandsche Taal en Letterkunde.* Eerste bundel, Gent, A.-B. Stéven, 1826, bl. 23-39.

Deze redevoering, uitgesproken te Gent den 4 December 1821, werd in de later uitgegeven redevoeringen van SCHRANT opgenomen.

116. La langue hollandaise à la portée de tout le monde, par une traduction littéraire et interlinéaire, conforme à la construction de la langue française, avec l'analyse grammaticale des mots hollandais qui présentent quelques difficultés et les deux textes en regard. Par l'abbé OLINGER, bachelier ès lettres, etc.; principal à l'Athenée Royal de Bruxelles. Bruxelles, Aug. Wahlen, lib.-imprimeur de la Cour, 1826. Plus, un petit volume séparé contenant le texte hollandais seul. *Journal de Bruxelles* (partie non officielle), 10 November 1826, nr 314.

« ... L'usage de la langue hollandaise » — schrijft het *Journal de Bruxelles*, — « est devenu général, nécessaire même dans les Pays-Bas. Le flâmand, qui est aussi un dialecte du bas allemand, est également un idiôme du pays, mais il se subdivise en plusieurs variétés de langage, particulières à chaque localité, et si l'on veut avoir une langue réellement nationale, il est nécessaire qu'un de ces dialectes prévale sur les autres et qu'il devienne la langue fondamentale, la langue écrite, la langue littéraire.

On a beau alléguer que jadis, au temps de Charles-Quint par exemple, le flamand et le hollandais n'étaient qu'un; que la langue des sept provinces unies a seule changé, et que par conséquent le flamand actuel, qui est resté le même ou à-peu-près, doit obtenir la prééminence; ici l'invariable possession n'est point un titre; c'est au contraire un motif d'exclusion. Les langues se perfectionnent sous la plume des bons écrivains qui les manient, et il est incontestable que tel a été le sort de la langue hollandaise. Vouloir introduire maintenant comme langue nationale le flamand actuel, ce serait adopter l'erreur de celui qui prétendrait ressusciter le langage de Rabelais, de Marot ou de Voiture au préjudice de la langue de Boileau, de Racine, de Fénélon et de Voltaire.

Ce n'est donc point une prédilection capricieuse; c'est le bon goût qui l'exige, quisqu'il nous faut une langue nationale, que le hollandais soit uniquement enseigné dans les écoles publiques. A cet égard M. l'abbé Olinger à beaucoup fait... »

117. Adresse des États-Généraux. Imprimerie du *Courrier de la Meuse*, rue sous la Grande-Tour n° 301. *Le Courrier de la Meuse*, journal politique, littéraire et commercial, 10 November 1826, nr 266.

Tegen de Troonrede, uitgesproken door Koning Willem bij de opening der Staten Generaal :

« ... Ce qu'on peut remarquer ici de plus singulier, nous allions dire de plus comique, c'est qu'on parle hollandais à nos deux chambres et qu'elles répondent en français. Nous sommes bien loin cependant de le trouver mauvais. On conçoit que le discours du trône ne peut être rédigé que dans la langue nationale; plusieurs députés l'entendent mal. d'autres ne l'entendent pas du tout; c'est un inconvénient; mais c'est un inconvénient auquel il n'y a pas de remède. Le Roi ne saurait aller prononcer le même discours en deux idiômes différents, ni moins encore se servir de truchement pour se faire comprendre ».

## 118. Royaume des Pays-Bas. *Journal de Bruxelles* (partie non officielle), 14 November 1826, nr 318.

Het ministerieel *Journal de Bruxelles* beantwoordt het opstel van *Le Courrier de la Meuse*, betreffende de Troonrede:

« ... L'auteur de ces phrases si peu dignes d'un sujet aussi élevé n'assistait pas sans doute à l'ouverture de la session actuelle des États-Généraux; cet imposant spectacle aurait certainement fait naître en lui d'autres inspirations... Que dira l'écrivain auquel nous répondons lorsqu'il saura, *ce que nous pouvons lui affirmer*, que l'adresse en réponse au discours du trône est prononcée devant sa Majesté *en langue hollandaise*, que c'est aussi dans cette langue que le Roi répond à la députation des États-Généraux, et que dans ces relations si importantes il n'est fait aucun usage de la langue française. Tout le vernis de ridicule qu'on a voulu jeter sur une grande solennité retombe donc, il faut le reconnaître, sur l'auteur d'une allégation mensongère... »

## 119. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du mardi, 21 février. *Le Courrier des Pays-Bas*, 22 Februari 1826, nr 55.

« Il s'est élevée une question sur la lecture des rapports de pétitions dans les deux langues, à laquelle ont pris part MM. Fallon et Byleveld.

*M. le Président* dit qu'il serait à souhaiter que l'assemblée se déterminât une fois sur ce point, puisqu'il lui paraît peu convenable d'obliger la Commission des pétitions à un travail de traduction, dont souvent on ne demande ni la lecture, ni l'impression.

En effet, il n'a été donné aujourd'hui lecture des rapports que dans une seule langue.

## 120. La situation des Pays-Bas. *Courrier Français* (Paris), 3 Juli 1826.

Artikel overgenomen en besproken in *Le Courrier des Pays-Bas* (nr 187, 7 Juli 1824). Uittreksel ;

« ... Malheureusement le roi Guillaume, par une sollicitude bien naturelle et qui tient à la nature même des choses, s'est effrayé de l'affection que ses sujets des Pays-Bas portent à leurs anciens compatriotes (les Français), et a voulu la détourner trop vite sur les Hollandais. Cette révolution que le tems peut accomplir, ne veut pas être brusquée, et c'est en reculer l'époque que de prétendre l'avancer par des ordonnances. On a beau proscrire la langue française au barreau, dans les actes, dans les affiches et jusque dans les écriteaux des rues, ces dispensions arbitraires mécontentent le public sans l'entrainer à abandonner un idiôme devenu européen pour apprendre une langue qui n'est en usage que sur un très-petit point de l'Europe. Assez d'autres moyens ne restent-ils pas au prince pour faire oublier une domination passée ?

Le mécontentement ne se fonde plus en Belgique que sur l'énormité des impots et les préférences de la famille royale pour les Hollandais. J'ignore si cette dernière imputation est bien réelle... »

121. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du 6 novembre. *Le Courrier des Pays-Bas*, 8 November 1826, nr 31.

« M. Hooft dit que dans le procès-verbal du Comité général on ne voit pas que S. Exc. le ministre de l'intérieur ait cru devoir adjoindre au sténographe du journal du gouvernement, qui ne connaît pas la langue nationale, une personne qui en ait la connaissance. M. Hooft croit qu'il est indispensable pour l'intérêt général que la proposition soit prise en considération et demande qu'il en soit fait mention au procès-verbal. Adopté. »

122. Chambre des États-Généraux. Séance du 20 décembre 1826. *Courrier des Pays-Bas*, 22 December 1826, nr 355.

Na eene redevoering in het Nederlandsch te hebben uitgesproken, verlangt de Minister van Financiën ze in het Fransch voor te lezen voor de Leden, die minder vertrouwd zijn met de nationale taal. Aangenomen.

123. Royaume des Pays-Bas. Bruxelles, 23 décembre. *Le Courrier des Pays-Bas*, 24 December 1826, nr 356.

« Dans la discussion qui vient de se terminer à notre chambre représentative, nous avons remarqué non sans quelque étonnement mais avec plaisir, que des orateurs qui s'énoncent toujours en langue nationale l'ont fait en français, et un honorable membre a bien voulu pour plusieurs de ses collègues à qui la langue française n'est pas familière, transmettre à la chambre les connaissances qu'ils ont communiquées sur les ouvrages hydrauliques. »

124. Verhandelingen en prijsverzen uitgegeven door de Gendsche maatschappij van Nederlandsche Taal en Letterkunde. Eerste bundel. Gent, A.-B. Stéven, 8°, 202 bl.

Bevat bijdragen van J.-M. SCHRANT, W.-L. MAHNE, L. DE POTTER, J.-L. KESTELOOT, L. D'HULSTER, PETRONELLA MOENS en C.-G. WITHUIS.

## 1827.

125. Correspondance. *Le Courrier des Pays-Bas*, 24 Januari 1827, nr 24.

Ongeteekende brief. Klacht over de toepassing van het besluit betreffende de Nederlandsche taal, te Brussel, waar er, volgens den schrijver, ten minste 40,000 Walen, Franschen, Duitschers, Engelschen enz., enz. zijn, welke die taal niet begrijpen.

126. La Haye, 19 novembre. Seconde chambre des Etats-Généraux. *Le Courrier des Pays-Bas*, 22 November 1827, nr 326.

« Le Président (annonce) qu'il (a) reçu 12 exemplaires du rapport de la commission sur le meilleur mode de dérivation des fleuves, avec les plans figuratifs. M. de Fécus demande la traduction en langue française du rapport, pour les députés de la *nation* belge qui ne comprennent pas la langue *nationale*. La Chambre... charge son président de transmettre à S. M. le désir de la majorité de ses membres, que le rapport soit traduit en français. »

127. Raingo (G.-B.-J.). — Mémoire sur les changements opérés dans l'instruction publique depuis le règne de l'impératrice Marie-Thérèse jusqu'à ce jour. Bruxelles, M. Hayez, 4°, 106 bl.

Uittreksel der *Mémoires couronnés de l'Académie des Sciences*, etc., tome VI.
De schrijver beweert dat de Vlaamsche taal, onder de regeering van Maria-Theresia, denzelfden rang bleef bekleeden in de Vlaamsche gewesten als het Fransch in de Waalsche.

128. Raoux (A. Ph.). — Mémoire sur l'ancienne démarcation des pays flamands et wallons aux Pays-Bas, lu dans la séance du 26 novembre 1825. Bruxelles, M. Hayez, 4°, 52 bl.

Uittreksel der *Nouveaux Mémoires de l'Académie des Siences*, etc. IV, bl. 409-460.

129. **Willems** (J.-F.). — Gewysde van den Raed van Braband omtrent het gezag der Nederlandsche tael. *Mengelingen van Historisch-Vaderlandschen inhoud.* Antwerpen, Wed. J.-S. Schoesetters, 1827-1830, bl. 385-388.

In eene nota zegt WILLEMS dat « schier *alle* onze dagbladen, de *Courrier des Pays-Bas* niet uitgezonderd, door Fransche huerlingen worden opgesteld. Wat er van Brabanders of Vlamingen in komt ondergaet eerst de correctie van eene Fransche hand. Het krielt in Brussel van *hommes de lettres* uit Frankryk. De redactie van een Nederduitsch blad zou op veel te groote kosten staen, en niets is gemakkelyker dan een Fransch *journal* by te houden; want meer dan vyf zesden van den inhoud worden met de schaer uit de Parysche couranten geknipt en overgenomen. Vandaer, dat wy alle dagen veel beter onderricht zyn van hetgene er in Frankryk omgaet, dan van hetgene er in de Nederlanden gebeurt. Geheele kolommen worden gevuld met de redevoeringen der Fransche kamer, terwyl onze Hollandsche gedeputeerden er gewoonlyk afkomen met : *M. un tel a défendu le projet ministériel en langue* HOLLANDAISE. En zulke dagbladschryvers noemen zich stoutweg ; *les organes de l'opinion publique.* In zulke gazetten wil men den Nederlandschen volksgeest zoeken!... Zoolang het gouvernement (in stede van Fransche litteratoren te begunstigen) niet krachtdadiger het beoefenen der Nederlandsche tael aanmoedigt, en de verspreiding dier tael, tot in de Waelsche provinciën toe, niet bewerkstelligt, zal er aan geenen Nederlandschen volksgeest te denken zyn. Wy hadden in den Franschen tyd niet half zooveel Fransch als nu. *Il faut* (zegt Grégoire) *que l'unité de langue entre les enfants de la même famille éteigne les restes des préventions résultantes des anciennes divisions provinciales et résserre les liens d'amitié qui doivent unir des frères* ».

130. Sabbatines. *Le Belge, Ami du Roi et de la Patrie,* 28 Januari 1827, nr 28.

« On est fondé à croire qu'un des obstacles qui se sont le plus opposés à ce qu'on nous donnât une organisation judiciaire appropriée à notre situation politique et à nos besoins, est la triste, fausse et absurde mesure sur la langue. Il ne fallait pas ce nouvel exemple pour nous apprendre que toute sottise est mère ».

131. Programma van prijsvragen, uitgeschreven door het koninklijk genootschap Concordia, ter bevor-

dering en voortplanting der Nederlandsche taal en letterkunde, te Brussel. *Le Belge, Ami du Roi et de la Patrie*, 21 Februari 1827, nr 52.

« 1° Vooreerst : wat is in de algemeene nederlandsche taal het kenmerkende van het vlaamsch in onderscheiding van het hollandsch, met betrekking tot het gebruik van woorden, zoowel van die, welke in het vlaamsch gebezigd, doch in het hollandsch buiten gebruik zijn, als van de zoodanige, welke in het vlaamsch gebezigd worden in eene beteekenis, verschillende van die, welke in het hollandsch plaats vindt?

Ten andere : wat is het kenmerkende van het vlaamsch, in onderscheiding van het hollandsch, ten aanzien van de spelling, en de hiermede verbondene uitspraak der woorden?

Ten derde : wat is hèt kenmerkende van het vlaamsch in onderscheiding van het hollandsch, ten aanzien van de geslachten, de verbuiging, en de vervanging der woorden, mitsgaders van de woordschikking, (syntaxis) in het algemeen?

2° Lofdicht op de voortreffelijkheid der Nederlandsche taal. Enkel Zuid-Nederlandsche dichters zullen tot de mededinging toegelaten worden. »

132. Langue nationale. — Première lettre. Liége, le 16 mars 1827. *Le Belge, Ami du Roi et de la Patrie*, 20 Maart 1827, nr 79.

Antwoord op een opstel, geteekend M. V. L., verschenen in het officieel blad, ten gunste van het Nederlandsch. In het antwoord wordt beweerd dat de Fransche taal rijker is dan de Nederlandsche; ook « que la langue hollandaise n'est pas même comprise en Belgique. »

133. Opinion de M. Dotrenge, député par le Brabant-Méridional, sur le projet d'Organisation Judiciaire. *Le Belge, Ami du Roi et de la Patrie* (bijvoegsel), 19 April 1827, nr 109.

In deze redevoering, uitgesproken in de vergadering van de tweede Kamer der Staten-Generaal (9 April 1827) handelt o. a. de heer Dotrenge over het onderscheid tusschen den Hollandschen en Franschen tekst van het ontwerp. Hij bestrijdt de meening van den Minister, die schriftelijk verklaard had : « qu'on croit pouvoir soutenir *avec confiance* que le texte hollandais exprime le vrai sens et que par conséquent, il doit avoir la préférence ». Volgens den redenaar zijn : « les deux textes... également officiels, également authentiques ». De hollandsche tekst zou immers niet begrepen worden in een groot gedeelte van de zuidelijke gewesten. « Si quelque texte devait prétendre à l'authenticité, ce serait bien le texte

français : car, pour nous du moins et pendant toute la durée de nos délibérations, il a été le texte véritablement original. A l'exception de quelques conversations particulières tenues dans quelqu'angle de la table à l'entour de laquelle nous siégions par ordre d'âge, je ne crois pas que dans tout le cours des discussions qui ont duré à-peu-près deux mois, il ait été articulé un seul mot de hollandais, et dans le fait, il y en eut au moins sept d'entre nous qui n'y eussent rien compris. »

134. **Th.** — Le Mal et le Bien. Conte oriental. *Le Belge, Ami du Roi et de la Patrie*, 26 April 1827, nr 116.

« Il y avait une fois une capitale qui servait de résidence à une dynastie nouvelle... (De bedoelde hoofdstad is Brussel. De schrijver spreekt over de goede stoffelijke en voortreffelijke geestelijke hervormingen, welke de hoofdstad aan de nieuwe dynastie verschuldigd is; maar...) la capitale parlait autrefois un langage cultivé par les plus célèbres écrivains d'une prosodie qui s'insinuait agréablement dans l'oreille, et dont le génie élégant semblait l'interprête naturel des choses spirituelles et polies. Aujourd'hui, on la forcait à renoncer à ce langage séduisant, c'est-à-dire, à toutes les acquisitions intellectuelles du passé, et à tous les souvenirs qu'un idiôme sert à prendre, pour balbutier péniblement une langue dont elle n'aurait point le génie lent et la prosodie traînarde. L'éclat des arts et du luxe en paraissait terni. Ces sons inharmoniques, en s'élevant au sein des fêtes, semblaient en détruire la poésie... »

135. **Tarte** (J., cadet). — A Monsieur l'éditeur du BELGE. *Le Belge, Ami du Roi et de la Patrie*, 29 April 1827, nr 119.

Brief naar aanleiding van *le Mal et le Bien*, verschenen in het nr van den 26e April.

«... Nos exclusifs sont parvenus à donner le nom de *langue nationale* à un de nos idiômes; c'est la langue hollandaise; comme si les wallons, dont la langue maternelle est la française, n'étaient pas compris dans la nation; cependant ne voilà-t-il pas que l'ambassadeur d'une grande puissance, celui de l'empereur d'Autriche, se refuse à viser la signature de notre ministre des relations extérieures lorsque les actes qu'il légalise sont rédigés en flamand ou en français; il donne pour motif du refus que ces actes ne pourraient servir dans l'empire d'Autriche, attendu qu'il n'existe pas, même à Vienne, de traducteur de la langue hollandaise ou flamande; il faut donc que nos notaires, à qui il est ordonné de l'employer, mettent le français à côté de la rédaction flamande, c'est à dire qu'ils traduisent de cette dernière langue dans l'idiôme où étaient conçus et rédigés, même sous le gouvernement autrichien, les contrats importans, et généralement tous les actes publics sous le gouvernement français.

C'est ainsi que les meilleures idées, quand elles sont exagérées, con-

duisent à l'absurde; sans doute il était utile que les wallons apprissent le hollandais : l'identité du langage est un moyen d'union; mais il ne fallait rien forcer, rien exclure; le *compelle intrare* ne vaut pas mieux en fait de langage qu'en matière de religion; l'union intime, résultat de l'égalité devant la loi et l'amour de la patrie ont d'ailleurs beaucoup plus de puissance sur les esprits que cette communauté d'idiôme qui serait d'ailleurs arrivée d'elle-même, un peu plus tard.

Quoiqu'il en soit, nous subissons l'affront de voir notre langue par excellence, traitée à l'étranger, comme un simple dialecte de l'allemand, et ne méritant pas d'être comptée au nombre des idiômes nationaux.

Heureusement que les contradictions de conduite viennent ici nous sauver du mépris : en même temps que quelques ministres prétendent que le *français* nous est étranger, il est, aux états-généraux sans exception, l'*idiôme* des Flamands comme des wallons et en partie de nos frères du Nord.

Ce trait du ministre d'Autriche renforce mes observations de 1814, de 1815 et des années suivantes. Ainsi que ce que beaucoup d'autres ont écrit à ce sujet.

Au reste, puisque *le Mal et le Bien* ont été l'occasion de ces lignes, je remarquerai que le premier est au second, en ce royaume, comme 1 à 10 et que nous avons à opposer à cette mince quotité de mal, le correctif tout puissant quoique lent de l'instruction publique et universelle qui marche à grands pas lorqu'elle rétrograde ailleurs.

J'ai l'honneur de vous saluer.

Bruxelles, le 26 Avril 1826. J. TARTE, cadet. »

## 1828.

136. Lettres à un ami sur la langue néerlandaise, ou Conseils sur l'étude de cette langue. Tallois et Voglet, imprimeurs, 29 bl.

137. Discours prononcé dans la séance de la seconde chambre des États-Généraux, du vendredi 28 novembre 1828, par M. FABRI-LONGRÉE, lors de la discussion de la proposition de M. de Brouckère, tendant à l'abrogation de la loi du 10 avril 1815, et de la loi du 6 mars 1818. *Gazette des Pays-Bas*, 29 November 1828, nr 334, bijblad.

Uittreksel :

« ... Je viens de voir, avec un vif sentiment de peine, dans une brochure qui porte un caractère semi-officiel, qu'une autre de nos libertés est menacée; on y représente l'unité de langage comme l'élément le plus

indispensable de toute nationalité. L'élément constitutif d'une nation, y est-il dit, disparait dès qu'il n'y a pas unité de langage. On nous y fait comprendre que la part que devait avoir *la petite partie* du territoire dit pays wallon, à la représentation nationale, deviendrait nulle de fait, puisqu'il serait impossible que ses députés, ignorant la langue nationale, puissent seulement avoir les *connaissances* nécessaires pour concourir à l'accroissement de la prospérite générale. N'était-ce donc pas assez que les habitans d'une portion du royaume, qu'on traite avec beaucoup trop de dédain, fussent, d'un chef qui ne saurait leur être imputé à faute, privés d'avantages, que je n'énumérerai pas?

Etait-il bien à propos de leur faire sentir qu'à une époque donnée, on les mettrait hors de la loi commune s'ils ne renoncent à l'idiôme qu'ont seul connu leurs pères? »

In de vergadering van 2 December 1828 spreekt de heer de Stassart in denzelfden zin. (Zie *Gazette des Pays-Bas*, 4 December 1828, nr 3395).

## 138. Des projets de jésuitisme français contre la Belgique. *Gazette des Pays-Bas*, 25 Juli 1828, nr 205.

Antwoord op een opstel van *la Gazette de France* (1828, nr 201) ten gunste van de inlijving van België bij Frankrijk : « La tendance naturelle de la France » — schreef het Fransch blad — « est d'aller jusqu'au Rhin, et de s'étendre sur la Belgique... »

## 139. Cour d'assises du Brabant Méridional. Audience du 30 juin 1828. *Gazette des Pays-Bas*, 2 Juli 1828, nr 184.

Vervolging tegen de Franschmans Bellet et Jador en tegen den Brusselschen drukker Hublou, wegens hunne aanvallen tegen de regeering in hun blad l'*Argus*. « Le plaidoyer et les conclusions du ministère public sont immédiatement communiqués en langue française et à voix basse, par un traducteur, aux accusés Bellet et Jador.

*M. Tarte :* Par un arrêté royal rendu en ma faveur, j'ai été autorisé à plaider en français devant les tribunaux de la province du Brabant méridional; comme je suis obligé aujourd'hui d'user de cette faveur pour la défense du Sr Hublou, je demande à la Cour que les charges qui viennent d'être énoncées en langue flamande, seront, pour que je puisse les comprendre, interprétées en français...

*M. le Substitut de M. le Procureur-général* fait observer qu'un arrêté de S. M. a ordonné que les plaidoiries devant tous les tribunaux siégeant dans la ville de Bruxelles, auraient lieu en langue nationale et qu'il n'y avait point d'exception à cette disposition.

*M. Tarte* : Comment est-il possible, messieurs, que je réponde aux charges qu'on produit contre mon client, si je ne connais pas ce qu'on lui reproche...

M. Tarte donne lecture de ses conclusions par lesquelles il persiste à demander communication en langue française des moyens employés par la partie publique...

*M. le Substitut* reprend son écrit et en donne lecture en *français*.

*M. le Président :* M. Tarte êtes vous satisfait ?

*M. Tarte :* Très content, M. le Président. »

140. Littérature nationale. — Leuvensche studenten-almanach voor het schrikkeljaer 1826, te Leuven, bij W. Cuelens. *Gazette des Pays-Bas,* 2 Januari 1828, nr 2.

De lust voor de studie der landstaal (het Nederlandsch) neemt toe in onze provinciën : elke dag brengt een nieuw blijk aan van vooruitgang op dat gebied behaald door de studeerende jeugd.

141. **H.** — Littérature et langue nationale. Études de la langue nationale des Pays-Bas, d'après les meilleurs auteurs et selon les principes grammaticaux de Meyer, par Laurent D. B., membre correspondant de plusieurs sociétés littéraires. Bruxelles. Aug. Wahlon, etc. 1827, 1 vol. in 8° de 263 pages. Prix 1 flor. 64 cents. *Gazette des Pays-Bas,* 6 Januari 1828, nr 6.

Schrijver keurt die spraakleer af, eerst en vooral, daar de uitspraak van 't Nederlandsch, in Fransche lettergrepen uitgedrukt, bepaald belachelijk is.

142. Seconde chambre des Etats-Généraux. La Haye, le 25 mars. Présidence de M. Van der Goes. Séance du mardi 25 mars. *Gazette des Pays-Bas,* 28 Maart 1828, nr 88.

De heer *van der Fosse* begint zijne redevoering in het Nederlandsch. Hij verklaart dat zijne studie dier taal nog niet ver genoeg gevorderd is om zich gemakkelijk uit te drukken. Het spijt hem, derhalve, dat hij nog in het Fransch spreken moet.

143. Rapport sur les écoles du royaume, en 1826, présenté à la seconde chambre des États-Généraux, dans sa séance du 24 mars 1828, en exécution

de l'article 226 de la loi fondamentale. *Supplément à la Gazette des Pays-Bas,* 17 Mei 1828, nr 61.

Uittreksel :

« *Athénées, collèges et écoles latines.*

... Les leçons sur la langue hollandaise sont fréquentées avec assiduité dans les grands établissements des provinces wallonnes; ils le sont autant que possible dans les petits collèges. Dans deux ans cette langue sera généralement introduite dans tous les athénées et collèges des provinces flamandes, par suite de la stricte exécution de la mesure qui prescrit que tous les ans l'usage de cette langue doit monter graduellement d'une classe. »

144. Royaume des Pays-Bas. Bruxelles, 1r Juin. *Gazette des Pays-Bas,* 2 Juni 1828, nr 154.

« Le ministre de l'intérieur,

Vu l'arrêté royal du 19 Septembre 1827, nr 129, concernant l'enseignement pédagogique, qui sera donné près de chaque université du royaume, aux jeunes gens qui désirent être nommés dans la suite professeurs aux athénées ou aux collèges ;

Vu les rapports de MM. les curateurs des universités;

Voulant arrêter un règlement général sur cet objet; arrête :

Art. 1r. 2. 3. a. b. c.

4. Le cours sur la théorie générale de l'instruction et de l'éducation sera suivi pendant la seconde année académique. Ce cours sera donné en langue nationale. A Liége on se servira de la langue française.

*Le Ministre susdit,*
L. VAN GOBBELSCHROY.

La Haye, le 1r Mai 1828. »

145. Enseignement Supérieur. Points soumis à la délibération de la commission, nommée par arrêté de S. M. du 13 avril 1828, n° 100. *Supplément à la Gazette des Pays-Bas,* 2 Juni 1828, nr 71.

« ... B. *Enseignement aux universités.*

... 6° Convient-il de prendre quelques nouvelles mesures à l'égard de la langue, dans laquelle les leçons doivent être données? Ne devrait-on pas prescrire l'usage de la langue maternelle pour les mathématiques et les sciences naturelles et pour quelques branches de la médecine et du droit? Y aurait-il de l'utilité à décider que les cours sur la diplomatie seront données en français? »

146. France et Belgique. *Journal des Débats* (Paris). 2 December 1828.

Artikel over de toestanden in België en Frankrijk.

Uittreksel :

« La force des choses fait que Bruxelles a encore en idée Paris, pour capitale, ... que les Français y ont encore leurs mœurs, leur langue, leurs idées... Ajoutez à cela le séjour de nos excilés politiques, sans cesse occupés de la France et pleins du dépit et des regrets de la patrie... »

Het *Journal des débats* wil bewijzen dat de Belgen verzuchten naar eene vereeniging met Frankrijk.

147. De la Belgique telle que les journaux étrangers la considèrent. *Gazette des Pays-Bas,* 8 December 1828, nr 343.

Antwoord op het opstel van het *Journal des Débats* van 2 December 1828.

Uittreksel :

« C'est une espèce de manie commune en France à tous les partis, et aux absolutistes et aux libéraux, de considérer toujours Bruxelles comme une succursale de Paris, et notre Belgique entière comme quelques départements momentanément détachés du grand empire, et qui espèrent à venir s'y confondre de nouveau... Ils (les écrivains français) ne peuvent se mettre dans l'esprit que la Belgique n'est plus et ne veut plus être française... La proposition du *Journal des Débats* est inexacte en ce qui regarde la langue. Personne n'ignore que la langue flamande est généralement plus répandue et plus populaire que le français dans la plupart des provinces Belges. Les lois françaises s'effacent chaque jour pour faire place à des Codes nouveaux. Et quant aux mœurs, qu'on interroge les Français qui habitaient la Belgique à l'époque de sa réunion à la France. A les entendre, les mœurs du département le plus réculé étaient moins éloignées de celles de Paris, que les mœurs de la Belgique ne l'étaient de celles du dernier département... »

148. De la Belgique telle que les journaux étrangers la considèrent. (Deuxième article). *Journal des Pays-Bas,* 13 December 1828, nr 348.

Het *Journal des Pays-Bas* stelt vast dat de Parijzer bladen zich allen onledig houden met België. Zoo o. a. : *La Gazette*, *La Quotidienne*, *Le Constitutionnel*, *Le Globe*, zelfs *Le Messager des Chambres*. Zij schrijven over de toestanden in België als gold het Frankrijk's eigen belangen.

149. Discours de S. Exc. le Ministre des Finances, prononcé dans la séance de la seconde chambre des Etats Généraux du mercredi 10 décembre 1828, lors de la discussion sur le projet de loi

tendant à apporter quelques changements au tarif des droits d'entrée, de sortie et de transit. *Gazette des Pays-Bas,* 14 December 1828, nr 349, bijblad.

De Minister verklaart dat hij in het Nederlandsch zal spreken, doch dat hij zich daarna volgaarne in het Fransch zal uitdrukken, indien Leden zulks verlangen.

150. Royaume des Pays-Bas. Bruxelles, le 14 décembre Seconde chambre des Etats-Généraux. Séance du 13 décembre. *Gazette des Pays-Bas,* 15 December 1828, nr 350.

De heer *Warin* voert het woord in het *Hollandsch.*

De heer *Stassart* vraagt dat hij zijne redevoering beknopt in het Fransch zou overzetten.

De heer *Warin* antwoordt dat hij zulks vroeger gedaan heeft... « mais il ne peut, chaque fois, traduire les discours qu'il prononce en langue nationale; il ne croit pas qu'il y ait défaut de politesse à en user ainsi et il lui semble qu'après treize ans de réunion, tous les membres de cette chambre auraient pu s'être mis à même non pas peut-être de la parler, mais du moins de la comprendre. »

De heer *de Meulenaere* belast zich met de verlangde Fransche vertaling.

De heer *de Stassart* zegt hem dank.

## 1829.

151. **Willems** (J. Fr.). — De la Langue Belgique. Lettre à Sylvain Van de Weyer. Bruxelles, Brest-Van Kampen, 16°, 101 bl.

Zie over dezen pennestrijd met Van de Weyer : *Nalatenschap* van J.-Fr. Willems, bl. LXXV-LXXIX. Eerstgenoemde had zich, namelijk, beleedigd gevoeld omdat de opsteller der *Aletheia* in de inleiding op een der in dit tijdschrift verscheuen artikels gezegd ha l dat hij wel eens iets ter verdediging van het Nederlandsch geschreven had. Met hoonenden trots wees hij die aanmerking af; deftige Belgen, beweerde hij, hadden sedert eeuwen geene andere taal gebruikt dan de Fransche! 't Is tegen deze schimprede dat Willems den Vlaamschhatenden Van de Weyer aan de kaak stelde.

152. **Defrenne** (avocat). — Quelques idées sur l'usage obligé de la langue dite nationale au royaume des

Pays-Bas, par UN BELGE, ami de la justice et de la vérité. Bruxelles, chez tous les marchands de nouveautés, 12°, 43 bl.

« La langue d'un peuple est une propriété inviolable et il n'est permis nulle part d'y porter atteinte. Bien moins le peut on chez nous qui vivons sous un régime constitutionnel et qui ne devons être soumis qu'aux lois votées par les Etats-Généraux. Le Gouvernement en nous imposant la langue hollandaise a commis un véritable excès de pouvoir, il a foulé la loi fondamentale aux pieds. C'est ce que démontre fort bien M. l'avocat Defreune, à qui le public doit la brochure dont il vient d'être rendu compte. (*Courrier des Pays-Bas*, 31 Oct. 1829).

153. **Van de Weyer (Sylvain).** — Lettre à M[r] Ernest Munch, professeur de droit canon, bibliothécaire à La Haye, rédacteur de l'ouvrage périodique intitulé : *Aletheia,* etc. Imprimerie-librairie romantique, 12°, 47 bl.

154. **Schrant (J.-M.).** — Redevoeringen en Verhandelingen. Gent, A.-B. Stéven, 8°, 296 bl.

Bevat o. a. : *Redevoering over het beoefenenswaardige der Nederlandsche taal,* 2 Januari 1818; *Redevoering over het gevoel van eigene zelfstandigheid in betrekking tot de volkstaal,* 4 December 1821; *Over het noodzakelijke van het beoefenen der volkstaal voor den regtsgeleerde,* 1821.

155. **Verlooy.** — Verhandeling op het niet achten der moederlijke tael in de Nederlanden, door een' Brusselschen advocaat. Gent, J. Snoeck-Ducaju en Zoon, 16°, 100 bl.

Tweede uitgaaf dezer verdienstelijke verdediging en opwekking tot het beoefenen der Nederlandsche taal. Gunstige beoordeeling in den *Journal de Gand* van 31 Januari 1830.

156. **Van Duyse (Pr.).** — Lofdicht op de Nederlandsche taal, door het Koninglijk Genootschap *Concordia,* te Brussel, bekroond en in het licht gegeven. Brussel, bij J. Sacré, boekdrukker in de Boomgaerdstraet, 8°, 32 bl.

Herdrukt in VAN DUYSE's *Gedichten,* 's-Gravenhage, 1831.

157. Langue dite nationale. *Courrier des Pays-Bas,* 3 Juli 1829.

Na tien jaren onderwerping en geduld ontwaakt de Balie van Brussel uit haren sluimer en geeft het eerste teeken van misnoegdheid. Een vertoogschrift, met 72 handteekens bekleed, vraagt aan den Koning niet langer meer gedwongen te zijn eene vreemde taal te gebruiken, « dont l'emploi forcé porte aux Belges un incalculable préjudice ». Ook te Gent is eene petitie in omloop, waarbij door de advocaten gevraagd wordt voortaan ook in het Fransch te mogen pleiten. De advocaat Blargnies, van Brussel, verdedigt in een afzonderlijk vertoog de rechten van de taal der Franschsprekende Belgen.

158. Langue dite nationale. Affaire de Paul Libert, accusé d'incendie. *Courrier des Pays-Bas,* 4 Juli 1829.

De betichte, een Waal, vraagt bij monde van Mr Allard zijne verdediging te mogen voordragen in het Fransch. Het Hof verwerpt de besluitselen van Mr Allard en beveelt dat de debatten zullen plaats hebben in het Hollandsch.

159. Pétition du barreau de Bruxelles. *Courrier des Pays-Bas,* 6 Juli 1829.

Tekst van het verzoekschrift ingediend aan den koning, door de leden der Brusselsche Balie, ten einde het vrij gebruik der Fransche taal te bekomen.

160. **Un jurisconsulte.** — Barreau de Bruxelles. Langue nationale. A. MM. les Rédacteurs du Courrier des. Pays-Bas. *Courrier des Pays-Bas,* 10 Juli 1829.

De schrijver komt op tegen den gematigden toon van het verzoekschrift der Brusselsche Balie en wil eene doordrijvende beweging zien ontstaan. Volgens hem is het opdringen van het Hollandsch eene schending der Londensche voorwaarden.

161. **Defrenne.** — Langue dite nationale. *Courrier des Pays-Bas,* 12 Juli 1829.

Besluitselen in zake van Paul Libert, ten einde door de Rechtbank te hooren verklaren dat de debatten zullen plaats hebben in het Fransch, de betichte met het Nederlandsch onbekend zijnde. Het Hof verwerpt deze besluitselen.

162. Sur la question de la langue. *Journal de Gand*, 15 Juli 1829, nr 196.

« Au moment ou notre Journal paraitra les états de la province auront statué sur une pétition sagement concue de plusieurs avocats du barreau de Gand, relativement à l'usage facultatif de la langue française. »

163. **M. de Limon.** — Redevoering uitgesproken in den provincialen Raad van Oost-Vlaanderen, den 15 Juli 1829, ten voordeele van het vrije taalgebruik. *Le Catholique des Pays-Bas*, 17 Juli 1829.

Deze redevoering, uitgesproken naar aanleiding van een verzoekschrift, onderteekend door 17 advocaten der Gentsche Balie, lokte eene beraadslaging uit, aan welke verscheidene leden, voor en tegen, deel namen.

« *M. de Moerloose* ne partage pas l'opinion des avocats : ces Messieurs savent le flamand; à quoi butte donc leur pétition? J'ai fait longtemps partie du barreau de Gand, poursuit-il; et je sais qu'on se plaignait beaucoup de l'administration française sous le rapport de la langue... Il termine en votant contre la pétition des avocats, vu que depuis six ans qu'on plaide en néerlandais dans la province aucun abus grave n'a été découvert, aucun grief sérieux n'a été signalé.

*M. Vilain XIIII* appuie la pétition des avocats et croit nécessaire que l'assemblée témoigne, par une démarche authentique, qu'elle partage les vœux des pétitionnaires pour l'usage facultatif de la langue française dans les plaidoiries. Il faut que les états provinciaux, au nom d'une partie considérable de leurs commettants, manifestent le désir de voir cet usage facultatif étendu aux actes publics et privés.

*M. Serraris* pose en fait que la province est uniquement flamande, et que l'usage facultatif du français rendrait nul, pour la plus grande partie du peuple, le principe salutaire de la publicité des audiences.

*M. Van Caneghem* atteste que si tous les avocats ensemble étaient de l'avis des dix-sept pétitionnaires, il voudrait encore leur imposer le flamand. On plaide bien en français parmi les provencaux et en anglais parmi les habitants du pays de Galles!...

*M. de Limon* observe que tout cela fortifie ce qu'il dit précisément lui-même que la langue des institutions et de la classe civilisée doit être ou au moins pouvoir être celle des plaidoiries, bien que cet idiôme ne soit pas celui des classes inférieures.

*M. le marquis de Rhodes*, a l'appui de cette opinion, demande si le liégeois est du français? (on lui répond de toutes parts : non! non!) Eh bien! poursuit-il, on plaide en français à Liége, qui a son patois populaire et personne n'y trouve à redire.

*M. L. Lesseliers* soutient M. Van Caneghem. La plupart des petits tribunaux de la province ne pourront plus exercer, si l'usage du français y est permis aux avocats.

*M. Huesebeyt* élève cette question : Un juge est-il obligé de savoir le français? (De toutes parts : Non ! Non !)... Eh! que fesait-il donc, si l'on doit plaider une cause en français vis-à-vis de lui?

*M. Vervier.* M. de Limon a parlé de Charles-Quint... Les Américains du Nord n'ont pas craint de conserver le langage de leur métropole. Pourquoi cela? Parce que l'Océan les séparait de l'Angleterre. Telle n'est pas la position de la Belgique vis-à-vis de la France et sous ce rapport le gouvernement met tout en œuvre pour créer une démarcation entre nous et nos voisins.

*M. Hye-Schoutheer* demande s'il est question d'une liberté générale du langage.

*M. le Président* répond que les pétitionnaires la demandent telle.

La question est mise aux voix. Huit membres seuls se lèvent en faveur de la pétition... »

164. **Hernalsteen** (P.-H., avocat). — Pétition pour le libre usage de la langue française dans les provinces méridionales. *Courrier des Pays-Bas*, 18 Juli 1829.

Mededeeling van het verzoekschrift, door dezen rechtsgeleerde toegestuurd aan den koning, het vrije gebruik vragende van het Fransch in de zuidelijke gewesten.

165. **Vilain XIIII** (H., bourgmestre de Wetteren). — Projet d'une adresse au Roi pour la liberté du langage. *Le Catholique des Pays-Bas*, 21 Juli 1829.

Door den heer Vilain XIIII in zitting van den provincialen Raad van Oost-Vlaanderen den 15 Juli 1829 aangeboden.

166. Vertoog aan den koning door de Staten van Zuid-Brabant, ter bekoming van het vrije gebruik der twee landstalen (zitting van 17 Juli 1829). *Le Courrier des Pays-Bas*, 20 Juli 1829. *Le Catholique des Pays-Bas*, 27 Juli 1829.

« Sire,

Les Etats du Brabant-Méridional viennent très respectueusement appuyer près de Votre Majesté les réclamations de leurs habitans, tendantes à obtenir la réintégration dans le libre usage des deux langues française et flamande pour les actes publics et les débats judiciaires, dont le besoin est généralement senti dans la province.

Pour prouver, Sire, que ce libre usage y a toujours existé, on n'a qu'à compulser les chartes les plus anciennes de la province; c'est à cette

fin que nous rappellerons qu'il y est dit « que Sa Majesté composera son Conseil de Brabant de personnes sachant les langues latine, wallonne et flamande, que les lettres patentes et closes qui s'expédieront audit Conseil seront concues dans la langue que l'on parle aux lieux pour lesquels elles sont destinées ».

S'il y est parlé du latin, c'est que sous la domination des Romains la justice avait exclusivement été administrée en langue latine; le latin est tombé en désuétude; l'usage des deux autres langues s'est perpétué, ce qui prouve qu'on en a senti le besoin, et que le français était concurrement avec le flamand la langue nationale dans le Brabant pour les actes publics et les débats judiciaires; et il est notoire, Sire, que la langue hollandaise n'y était pas plus en usage que ne l'était toute autre langue.

Plus d'une fois le Brabant fut envahit par la France, et cependant toujours il a conservé le libre usage des deux langues, jusqu'à ce que le gouvernement français de 1794 lui imposât l'usage exclusif de sa langue; signaler l'époque de 1794, suffit pour caractériser cette mesure; elle a néanmoins été peu sensible, parce que déjà alors la langue française avait été répandue dans toutes les classes des habitans du Brabant comme ailleurs dans les Pays-Bas, ci-devant autrichien.

Le français a été la langue exclusive dans le Brabant pendant vingt et plus d'années, pendant lequel temps on a perdu totalement l'usage du flamand, dans les actes publics et les débats judiciaires; il est donc naturel, Sire, que l'exclusion du français doit avoir été très sensible pour les habitants de notre province et avoir fait croître des réclamations.

Votre Majesté veut l'exécution pleine et entière de la Loi fondamentale, ce qui nous autorise, Sire, à invoquer la disposition claire et précise par laquelle sont garantis à un chacun ses droits de propriété; le libre usage des deux langues dans les actes publics et les débats judiciaires, est un droit de propriété des habitants du Brabant méridional, il dérive du titre le plus efficace comme en droit, savoir une *possession*, dont l'origine se perd dans la nuit des temps.

Protection est garantie pour nos personnes et nos biens; et les habitants de la province qui ne savent pas le flamand sont jugés et condamnés sans avoir compris un mot qui a été dit dans les débats pour ou contre eux; enfin la première garantie de la publicité des débats n'existe plus; car à quoi cette publicité peut-elle être utile dès lors qu'on y parle exclusivement une langue que la très grande majorité des habitants ne connaît pas.

Nous supplions très respectueusement Votre Majesté de daigner prendre en considération notre vœu et les réclamations de notre province, tendant à obtenir la réintégration dans le libre usage des deux langues pour les actes publics et les débats judiciaires. »

## 167. Sur l'état des écoles supérieures, moyennes et primaires, en 1827, fait aux Etats-Généraux, le 18 mai 1829, par S. Exc. le ministre de l'intérieur.

*Gazette des Pays-Bas*, 18 en 20 Juli 1829, nrs 199 en 201.

« Écoles latines, athénées et colléges... Dans les colléges des provinces flamandes l'usage de la langue du pays est introduit jusque dans la classe la plus élevée. Beaucoup de collèges ont devancé cette mesure.

L'usage de la langue française tombant ainsi en désuétude dans l'enseignement même, il deviendra nécessaire d'établir près de chacune de ces institutions une classe séparée pour l'enseignement de la langue et de la littérature françaises. »

Universités : « ... Le gouvernement des Pays-Bas n'a accordé à des savans étrangers qu'un petit nombre de chaires, encore plusieurs de ces étrangers étaient-ils depuis longtemps établis en *Belgique*.

Il a agi du reste, dans cette circonstance, avec la plus grande prudence. On a consulté les professeurs les plus renommés des meilleures Universités étrangères, et l'on a fixé de préférence le choix sur des savans dont l'âge et la religion faisaient espérer qu'ils sympathiseraient mieux avec la nation.

Mais indépendamment de la nécessité, le gouvernement a été guidé par d'autres considérations d'une nature plus élevée. Les sciences de nos jours ont cela de commun avec la civilisation du siècle dans lequel nous vivons, qu'elles ne sont plus le domaine d'une seule nation, mais qu'elles appartiennent à l'*Europe* entière. Un pays de peu d'étendue comme le nôtre, heureusement situé entre de grandes nations, où la civilisation est parvenue à un très-haut point de développement, resterait en arrière de ces nations, s'il prétendait s'isoler et se soustraire à l'influence des littératures étrangères.

Tout semble au contraire l'inviter à tirer parti de cette heureuse position, en tâchant de recueillir chez lui les fruits de la civilisation générale. Cette considération seule suffirait peut-être pour justifier le choix qu'a fait le gouvernement de quelques professeurs étrangers pour remplir certaines chaires. Si ce choix est principalement tombé sur des savans allemands, c'est, outre le motif que nous venons d'alléguer, dans la vue de renouer les relations littéraires des provinces méridionales avec l'*Allemagne*.

La littérature française exerçait une influence presque absolue sur ces contrées. Elle était devenue en partie la littérature de la *Belgique*. Quel moyen pouvait être plus efficace pour rétablir l'équilibre et faire connaître dans ce pays les écrits profonds de l'*Allemagne* savante, que d'appeler à professer chez nous quelques hommes de cette nation ?

Les universités de l'ancienne république des Provinces-Unies avaient déjà donné un pareil exemple. Depuis leurs origine ces universités ont compté parmi leurs professeurs des savans étrangers que souvent on faisait venir à grands frais. En revanche, à une époque plus reculée, plus d'un savant néerlandais avait été appelé à remplir des chaires dans les universités étrangères.

Des juges impartiaux décideront si en général le résultat n'a pas

répondu à l'attente, et si à chaque université on ne trouve pas parmi les professeurs étrangers des hommes d'un grand mérite et qui en font l'ornement.

Le temps approche cependant où l'on n'aura plus besoin de s'adresser à l'étranger pour avoir de bons professeurs, que dans des cas exceptionnels et rares, où un mérite extraordinaire et reconnu ferait désirer pour nos universités l'acquisition du savant qui en serait pourvu... »

## 168. Royaume des Pays-Bas. *Gazette des Pays-Bas,* 1 September 1829, nr 244.

« *Le Belge* et d'après lui plusieurs de nos journaux, ont publié une note indicative du nombre des ingénieurs et employés de l'administration du Waterstaat placés dans les provinces du nord et du midi du royaume. Cette note, à peu près exacte, présente en résultat, pour les provinces septentrionales, 64 ingénieurs et employés, et 27 pour les provinces méridionales. De là, nouveau prétexte pour crier au privilège en faveur du nord et à l'oppression du midi. Et cependant ce qui existe n'est que l'effet naturel de l'ordre de choses qui existait avant 1814 et de ce qui s'est passé depuis cette époque.

Au moment où les provinces méridionales ont cessé de faire partie de l'empire français, *tous* les ingénieurs des ponts et chaussées employés dans ces provinces étaient *Français ; tous* se sont retirés avec les troupes françaises en sorte qu'à cette époque cette branche si importante de l'administration publique a été frappée d'une entière désorganisation. Dans les provinces septentrionales au contraire, *tous* les ingénieurs et employés du Waterstaat étaient *Hollandais*, *tous* sont restés à leur poste et ont dû être continués dans leurs emplois... On ne pouvait employer dans les provinces septentrionales des ingénieurs nés dans le midi. Il eût fallu déplacer des hommes auxquels rien n'avait mérité cette preuve de mécontentement; les ingénieurs du midi ne connaissant pas la langue hollandaise n'auraient quitté qu'à regret nos provinces, et d'ailleurs, éclairés comme ils le sont, il n'en est aucun qui ne reconnaisse que les travaux de mer, de construction et de conservation des digues exigent impérieusement des connaissances locales et pratiques qu'on ne peut acquérir qu'avec le temps... »

## 169. Des Universités, en réponse au *Courrier des Pays-Bas. Gazette des Pays-Bas,* 11 Augustus 1829, nr 223.

« ... Dans toutes nos Universités, dit le *Courrier des Pays-Bas*, on *a semé à foison* des professeurs allemands; il est peu de sciences dont quelques branches ne soient confiées et *dévolues en fief* à un illustre d'Outre-Rhin, et quand on lit le programme scolaire d'un de ces établissemens, on pourrait se croire dans un tout autre pays.

« Comme il n'y avait pas moyen, à propos des universités, de parler

de l'influence hollandaise et du protestantisme, il prétend que si le gouvernement n'a pas d'abord placé des Hollandais dans les Universités du midi, ce n'est pas justice, mais politique... Quand les faits sont inattaquables, ce sont les intentions qu'elles attaquent!...

« Voici le relevé statistique du personnel du corps enseignant près de nos universités, tel qu'il résulte du programme imprimé des leçons. Les chiffres, c'est toujours le meilleur moyen de raisonner...

**Louvain.**

| | |
|---|---|
| 27 Professeurs | 17 nationaux.<br>10 étrangers. |
| Nationaux | 12 des provinces du midi.<br>5 des provinces du nord. |
| Étrangers | 7 Allemands.<br>2 Français.<br>1 Italien. |

**Liège.**

| | |
|---|---|
| 25 Professeurs | 18 nationaux.<br>7 étrangers. |
| Nationaux | 14 des provinces du midi.<br>4 des provinces du nord. |
| Étrangers | 6 Allemands.<br>1 Français. |

**Gand.**

| | |
|---|---|
| 20 Professeurs | 15 Nationaux.<br>5 étrangers. |
| Nationaux | 10 des provinces du midi.<br>5 des provinces du nord. |
| Étrangers | 3 Allemands.<br>2 Français. |

Voilà donc... sur *soixante-et-douze* professeurs, *seize* Allemands.

***

Om te bewijzen, hoe het onderwijs in het nieuwe koninkrijk is vooruitgegaan, geeft het blad de volgende statistiek ten beste :

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| « Monarchie espagnole | 10 | écoliers | sur | 2000 | habitans |
| Empire de Russie | 10 | » | » | 1640 | » |
| Royaume de Portugal | 10 | » | » | 857 | » |
| Royaume de Naples | 10 | » | » | 670 | » |
| France | 10 | » | » | 176 | » |
| Grande-Bretagne (les 3 Royaumes) | 10 | » | » | 153 | » |
| Irlande | 10 | » | » | 170 | » |
| Angleterre | 10 | » | » | 136 | » |
| Écosse | 10 | » | » | 110 | » |
| Empire d'Autriche | 10 | » | » | 150 | » |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Duché de Styrie . . . . . . . | 10 écoliers | sur | 95 | habitans |
| Royaume de Bohême . . . . . | 10 | » | » | 85 | » |
| État de New-York . . . . . . | 10 | » | » | 38 | » |
| *Royaume des Pays-Bas* . . . . | 10 | » | » | 97 | » |
| *Province d'Overrysel* . . . . . | 10 | » | » | 60 | » |
| Royaume de Prusse . . . . . | 10 | » | » | 70 | » |
| Confédération Suisse . . . . . | 10 | » | » | 60 | » |

170. Koninklijk besluit van den 28 Augustus 1829, houdende nadere bepalingen nopens het gebruik der Nederlandsche taal in openbare akten. *Journal officiel du Royaume des Pays-Bas,* XXIV, nr 58.

« Wij Willem, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Willende te gemoet komen aan de bezwaren, welke in sommige gedeelten van Ons Rijk, ten aanzien van het gebruik der Nederlandsche taal zijn ontstaan;

Gezien de rapporten van Onze Ministers van Justitie en van Binnenlandsche Zaken;

Den Raad van State gehoord;

Hebben besloten en besluiten;

Art. I. De Notarissen zullen verpligt zijn, om alle huwelijks-contracten en uiterste wils-beschikkingen, zonder onderscheid, op te maken in de taal, welke de belanghebbende partijen verkiezen, mits die taal aan den Notaris en de getuigen bekend zij.

Art. II. Insgelijks zullen alle de ambtenaren, volgens de Wet bevoegd tot het verlijden van authentieke akten, op verlangen van partijen, verpligt zijn, om in eene andere dan de Nederlandsche, doch aan hun bekende taal, te verlijden, alle akten :

*a*) Die in de provincien *Luik*, *Henegouwen* en *Namen*, in ons Groot-Hertogdom *Luxemburg* en in het arrondissement *Nijvel* (provincie *Zuid-Braband*) moeten dienen;

*b*) Voor inwoners der provincien *Luik*, *Henegouwen* en *Namen*, van ons Groot-Hertogdom *Luxemburg*, en van het arrondissement *Nijvel* (provincie *Zuid-Braband*);

*c*) Tusschen Nederlanders, welke inwoners zijn van de provincien *Luik*, *Henegouwen* en *Namen*, van ons Groot-Hertogdom *Luxemburg*, of van het arrondissement *Nijvel*, provincie *Zuid-Braband*, en Nederlanders welke inwoners zijn van andere provincien, of van de arrondissementen *Brussel* en *Leuven*, provincie *Zuid-Braband*;

*d*) Tusschen Nederlanders en vreemdelingen;

*e*) Voor personen buiten dit Rijk geboren, doch binnen hetzelve gevestigd;

*f*) Welke voor vreemdelingen moeten dienen;

*g*) Welke buiten het Rijk moeten dienen.

Art. III. Van alle akten in de Nederlandsche taal verleden, zullen door de Ambtenaren in art. 2 bedoeld, wanneer zulks door de personen, voor welke die akten zijn opgemaakt, verlangd wordt, vertalingen in authentieken vorm moeten worden uitgegeven in de taal, welke hen door partijen zal worden opgegeven, mits deze aan die ambtenaren bekend zij.

Art. IV. Alle notariëele aankondigingen, zoo van verkoopingen als anderszins, zullen voortaan, behalve in de Nederlandsche taal, ook in eene andere taal mogen worden gedaan.

Art. V. De Hoven en Regtbanken en andere Autoriteiten, mitsgaders de Ontvangers der Registratie, zijn bevoegd om, wanneer zij de taal, waarin de akten zijn opgemaakt, niet magtig zijn, te vorderen dat van die akten authentieke vertalingen in de Nederlandsche taal worden overgelegd.

De Hoofden der onderscheidene Departementen van algemeen Bestuur zijn belast met de uitvoering van het tegenwoordig Besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden gedrukt.

Gegeven te Brussel, den 28 Augustus des jaars 1829, het zestiende van onze Regering.

WILLEM.

Van wege den Koning,

J.-G. DE MEIJ VAN STREEFKERK.

Uitgegeven den een-en-dertigsten Augustus 1829. »

## 171. Koninklijk besluit van den 28 Augustus 1829, houdende nadere bepalingen nopens het gebruik der Nederlandsche taal in strafzaken. *Journal officiel du Royaume des Pays-Bas*, XXIV, nr 59.

« Wij Willem, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Gezien ons besluit van heden (*Staatsblad* N° 58).

Gezien het rapport van Onzen Minister van Justitie;

Den Raad van State gehoord;

Hebben besloten en besluiten :

De Regters ter Instructie in de Provincien *Limburg*, *Oost-Vlaanderen*, *West-Vlaanderen* en *Antwerpen*, alsmede in de Arrondissementen *Brussel* en *Leuven* (provincie *Zuid-Braband*), zijn gehouden de beklaagden en te verhooren getuigen die de Nederlandsche taal niet verstaan, of moeite hebben om zich daarin verstaanbaar uit te drukken, op hun verlangen, in eene andere taal te verhooren, mits die taal ook door den Regter ter instructie verstaan worde.

Wanneer de strafzaken tegen beklaagden of beschuldigden, die alzoo door den Regter ter instructie in eene andere taal verhoord zijn geworden, vervolgens op de teregtzitting der Hoven en Regtbanken moeten worden behandeld, zullen deze aan zoodanige beklaagden of

beschuldigden, op hun verzoek toestaan, dat al wat de pleidooijen voorafgaat, mitsgaders datgeen, hetwelk de beklaagde of beschuldigde, op de teregtzitting tot zijne verdediging zoude willen inbrengen, insgelijks in eene andere dan de Nederlandsche taal plaats hebbe, mits ook deze verstaan worde door de Regters, die in de zaak zullen moeten vonnissen.

En is onze Minister van Justicie belast met de uitvoering van het tegenwoordig Besluit, hetwelk in het *Staatsblad* zal worden gedrukt.

Gegeven te Brussel, den 28 Augustus des jaars 1829, van Onze Regering het zestiende.

WILLEM.

Van wege den Koning,

J.-G. DE MEIJ VAN STREEFKERK.

Uitgegeven den een-en-dertigsten augustus 1829. »

172. Les deux arrêtés sur la langue dans les actes publics et les interrogatoires en justice. *Courrier des Pays-Bas,* 2 September 1829.

Vinnige beoordeeling der twee koninklijke besluiten van 28 Augustus 1829.

173. Les derniers arrêtés sur la liberté de langage sont des demi-mesures arrachées par la force des circonstances au plus inepte des Ministères. *Le Catholique des Pays-Bas,* 2 September 1829, nr 231.

In dit artikel worden de koninklijke besluiten van 28 Augustus 1829 beknibbeld, als slechts halve maatregelen voorschrijvende waar men de volledige taalvrijheid gevraagd had.

174. Des deux arrêtés du 28 août. *Journal de Gand,* 2 September 1829.

Het *Journal de Gand* drukt zijne voldoening uit over die besluiten, welke een groote stap zijn tot nieuwe verbeteringen in zake van taalgebruik. Het randt de dagbladen aan, welke die besluiten beknibbelen.

175. Opinion des provinces sur la proscription de la langue française. *Courrier des Pays-Bas,* 3 September 1829.

Uittreksels van het *Journal d'Anvers*, den *Politique*, den *Catholique*, den *Éclaireur Politique* en den *Courrier Universel*. Al deze bladen beknibbelen de besluiten van den 28 Augustus.

176. Appel national. *Courrier des Pays-Bas,* 3 September 1829.

Oproep aan het Belgische volk om door middel van een algemeen petitionnement tegen de besluiten, betreffende het gebruik der taal, op te komen. De koning moet over den toestand der gemoederen hier te lande worden ingelicht.

177. Proscription de la langue française. *Le Catholique des Pays-Bas,* overgenomen uit den *Courrier des Pays-Bas* en andere nieuwsbladen, 4 September 1829, nr 233.

« ... De toutes les injustices dont une nation peut être la victime, de tous les outrages qu'on peut lui faire, il n'en est point de plus humiliant pour elle que la proscription de sa langue et l'imposition d'un idiome étranger... »

*Courrier des Pays-Bas.*

« Nous n'examinerons pas aujourd'hui les dispositions étranges de ces deux arrêtés. Nous demanderons seulement pourquoi, puisque l'on reconnait que l'on a eu tort d'obliger le notaire à ne dresser les testaments et les contrats de mariage que dans la langue hollandaise, on ne permet pas de rédiger pareillement tous les autres actes ou contrats dans la langue française?... Pourquoi la mesure n'est-elle pas générale pour tout le pays? N'est-il pas injuste de priver l'habitant de Bruxelles, de Gand, d'Anvers, etc., qui ne sait que le français, d'un droit que vous accordez aux habitants des provinces wallonnes? »

*Le Belge.*

« Quelle était la véritable marche à suivre de la part du gouvernement? Nous le répétons, de rapporter purement et simplement les odieux arrêtés, de laisser à chacun la faculté de préférer le flamand ou le français, ou même l'allemand dans le Grand-Duché de Luxembourg... »

*Le Politique.*

« Après bien des protestations solennelles, aussi énergiques que nombreuses, voici venir deux arrêtés qui, au dire de nos ministres, doivent réhabiliter les Belges dans l'exercice d'un des droits les plus précieux que l'homme ait sur la terre et fermer la bouche aux organes de l'opposition, dont la voix demanda si longtemps en vain la démolition du monument de despotisme élevé par M. Van Maanen à la souveraineté de la langue hollandaise...

Un prévenu ou un témoin qui ne connait que le français ne sera pas interrogé en hollandais. Où êtes vous, M. La Palisse! »

*Éclaireur politique.*

« Ces arrêtés étaient attendus avec impatience... on se disait : les réclamations en faveur du libre usage de la langue française ont été si générales, si justes, si fortes, elles ont été faites si spontanément par des

hommes divisés d'ailleurs sur les questions qui occupent en ce moment tous les Belges, que le gouvernement reconnaitra qu'elles sont fondées, et que le besoin de tous les jours et non l'esprit de parti les a dictées... »

*Journal de la province de Liége.*

« Il parait certain qu'on ne veut pas renoncer à cette malheureuse idée de *dénationaliser* la langue de Racine, dans la vue politique d'élever une séparation morale, prononcer une sorte de divorce intellectuel entre nous et la France... Cet arrêté, par une décision amère, dispense de parler la langue des Pays-Bas les prévenus qui ne la savent pas...; pas de plaidoiries dans la langue qu'ils comprennent et l'accusation même qu'ils ont tant d'intérêt de connaitre sera muette pour eux. »

*Journal d'Anvers.*

« Nous avouons que nous ne sommes pas trop édifiés de ces deux arrêtés... C'est évidemment une demi-concession, qui même a de grandes lacunes et on y aura peu gagné. Il est essentiel de faire des concessions franches et complètes, et on sera toujours forcé de finir par déclarer que le hollandais, le flamand et le français sont les langues du pays. »

*Courrier universel.*

« Nous croyons, nous, que les deux arrêtés, qui favorisent l'intelligence des contrats et leur rédaction et qui assurent aux accusés un avantage inappréciable, sont un grand pas, un pas immense vers des améliorations nouvelles, et sont déjà par eux-mêmes de puissantes améliorations. Nous les défendrons donc contre toutes les attaques, car il faut bien qu'en récompense de ces concessions libérales, le gouvernement recueille autre chose que de l'ingratitude et du mépris, ce fut ce que pour l'engager à persister dans cette voie d'amélioration, contre laquelle le *Courrier* peut faire des phrases. Elles n'altéreront pas, nous en sommes sûrs, la reconnaissance de tous les bons citoyens. »

*Journal de Gand.*

178. **Willems (J -Fr).** — Langue nationale. *Gazette des Pays-Bas,* 5 en 6 September 1829, den 9 September overgenomen door *Le National.*

Twee niet onderteekende artikels, van welke WILLEMS zich de schrijver verklaart in eene nota, geplaatst op bl. 67 van zijne *Lettre à M. Sylvain van de Weyer.* — Herdrukt in de *Keus uit de dicht- en prozawerken* van JAN-FRANS WILLEMS, verzameld door MAX ROOSES, I, bl. 177-191.

WILLEMS schreef ook, naar het schijnt, in 1829 opstellen in den *Postryder* van Antwerpen en in het *Journal d'Anvers.*

179. De l'usage de la langue maternelle à Bruxelles aux temps passés. *Gazette des Pays-Bas,* 5 en 6 September 1829.

Bij vertaling overgenomen in het *Vaderlandsch Museum* van SERRURE, 3ᵉ deel (1859-1860) bl. 183-196. Opkomende tegen het verwijt dat het Vlaamsch eene brabbeltaal is, betoogt de schrijver den rijkdom der Nederlandsche taal, hetzij men die Vlaamsch of Hollandsch noeme, en hij drukt de hoop uit dat zij, dagelijks algemeener wordende, mede zal werken om den Belgischen of nationalen geest te versterken, en ons al meer en meer van het vreemde los te maken.

180. D. — Des arrêtés sur la langue. *Courrier des Pays-Bas,* 7 September 1829.

De schrijver doet het hatelijke inzien van de twee laatst uitgevaardigde koninklijke besluiten en zet de Belgen aan tot verzet.

181. L. — Langue française. — Arrêtés du 28 août. *Le Catholique des Pays-Bas,* 11 September 1829, nʳ 240, overgenomen uit het *Journal de Louvain* en andere nieuwsbladen.

« Nous continuons d'offrir à nos lecteurs les réflexions qu'inspirent aux feuilles indépendantes et autres les mesures récemment adoptées en fait de langage. Nous demandions la liberté du langage non par arrêtés irrévocables selon le caprice d'un ministre, mais fondée sur une loi; nous demandions cette liberté et nous avions tort : elle existe de droit; c'était à nous à protester contre le fait. M. Van Maanen comment répond-il à de justes plaintes, auxquelles nous pouvions substituer une résistance légale? Par deux arrêtés aussi inconstitutionnels, aussi illégaux que ceux contre lesquels nous réclamions et dans lesquels il paraît vouloir tourner nos demandes en ridicule.

Nous n'avions jamais demandé au gouvernement de nouvelles mesures, relativement à l'usage de la langue des Pays-Bas; nous avons exigé le retrait pur et simple d'arrêtés qui nous blessaient dans nos droits et dans nos intérêts, qui n'avaient aucune force légale et que nous eussions pu repousser avec indignation. Eh bien! puisque le ministère s'obstine, puisqu'au lieu de prêter l'oreille à des charitables avis, il persiste à marcher dans la voie de l'arbitraire et de l'iniquité, force nous sera d'employer les moyens énergiques et nous les emploierons. »

*Journal de Louvain.*

« Les arrêtés sur le libre usage de la langue, annoncés officiellement à la tribune par M. Van Gobbelschroy, ont enfin paru et l'on est demeuré convaincu que rien de bon, rien de loyal ne pouvait sortir du cabinet du ministère qui nous gouverne. On connaissait depuis longtemps cette triste vérité, mais les derniers arrêtés qui ont produit une pénible sensation, ont dessillé les yeux des moins clairvoyans.

Nous n'examinerons pas en détail les déplorables arrêtés du

28 août; d'autres personnes se sont acquittées dignement de cette tâche, et il ne nous reste rien à ajouter à leurs observations. Il nous suffit de dire qu'il n'est pas une seule phrase, une seule idée qui ne soit susceptible d'une critique fondée et qui ne prouve que chez nos ministres l'gnorance s'allie à la mauvaise foi et la méchanceté. Tout est au dessous du médiocre dans les dispositions dont nous nous occupons. Que faire en pareille circonstance? redoublons de courage et d'énergie, révendiquons, avec plus de force que jamais, un droit qui nous est garanti par la loi naturelle et dont on n'a pu nous priver sans crime; le ministère sera forcé enfin de rapporter des mesures que la tyrannie en délire a seule pu inventer. Pétitionnons en conséquence sans relâche et ne cessons nos réclamations, que lorsqu'on aura aboli purement et simplement des arrêtés qui sont un monument de honte, pour notre pays, aux yeux de l'Europe entière. »

*Courrier de la Sambre.*

« Lorsqu'on annonça que le Conseil d'État s'occupait de la révision des arrêtés qui proscrivent la langue française; à l'air dont on donnait cette nouvelle, on espéroit, s'il est permis d'espérer de voir jamais sortir quelque chose de bon des bureaux de M. Van Maanen, on espéroit, disons-nous, de voir apparaître bientôt un arrêté qui combleroit toutes les espérances. Nous voilà détrompés! On nous jette une demi-concession pour adoucir les plaintes amères qu'ont fait entendre nos représentants à la tribune nationale et nos états provinciaux dans leurs assemblées. Mais gare au budget. »

*Journal de Verviers.*

« Les derniers arrêtés sur la liberté du langage sont insuffisants... C'est évidemment une demi-concession : on y aura peu gagné. Quand donc le ministère se déterminera-t-il à faire des concessions franches et complètes. »

*Feuille de Tournay.*

« Nous considérons les arrêtés sur la langue comme souverainement injustes, impolitiques et surtout ridicules. »

*Sentinelle.*

## 182. O. — Langue des Pays-Bas. *Le Catholique des Pays-Bas,* 13 September 1829, nr 242.

De Vlamingen hebben te allen tijde het vrije gebruik der talen geëischt. Hun de eene of de andere willen opdringen is een aanslag tegen de vrijheid. « Nous n'avons aucune intention de contester à la langue flamande sa richesse et ses beautés; mais fût-elle plus riche et plus expressive que la langue d'Homère et de Virgile, plus douce que l'italien, plus claire que le français, plus grave que l'espagnol et plus solennelle que l'allemand, nous aimerions mieux parler à notre guise, fût-ce l'iroquois en l'algonquin plutôt que toute langue qui nous serait imposée par des ministres. »

183. Langue nationale. *Courrier des Pays-Bas*, 15 September 1829.

Artikel, hoofdzakelijk gericht tegen J.-Fr. Willems, die in de *Gazette des Pays-Bas* als de kampioen der Nederlandsche taal was opgetreden.

184. Des États-Généraux de 1828. Par Mr P. L. C. P... à Bruxelles, chez Berthot, août 1829. *Courrier des Pays-Bas*, 18-19 September 1829.

Omdat de schrijver dezer brochure het recht van het Staatsbestuur, het ambtelijk gebruik van de taal der meerderheid van de bevolking voor te schrijven, verdedigt, wordt hij in twee lange artikels aangevallen. « La langue française — zegt zijn beoordeelaar —, est la langue maternelle d'un quart du pays, et la plus usuelle dans les trois autres quarts, de toutes celles qui y sont connues ; elle est celle de notre civilisation ».

185. Waarom wilt men ons doen hollandsch spreken? *Den Vaderlander*, Gent, 30 October 1829.

« Het is een belachelijk gedacht van onze ministers, Walen en Vlamingen Hollandsch te willen doen klappen... Het Vlaemsch is wat nader aan het Hollandsch, het is waer, doch het verschil is nog al tamelijk groot ».

Een artikel over hetzelfde onderwerp verscheen in *Den Vaderlander* van 3 November.

186. Langue hollandaise. Journaux néerlandisés. Aux rédacteurs du *Courrier des Pays-Bas*. *Courrier des Pays-Bas*, 2-3 November 1829.

De schrijver van dit artikel spreekt het bericht tegen, of liever trekt in het belachelijke, als zou het Staatsbestuur bevolen hebben bij de in 't Fransch opgestelde dagbladen eene Hollandsche vertaling te voegen.

187. Langue nationale. — Avis des notaires et autres officiers publics. *Courrier des Pays-Bas*, 10 November 1829.

De *Courrier* valt uit, in de hevigste bewoordingen, tegen de verplichting, den notarissen opgelegd om hunne in 't Fransch opgestelde aankondigingen door eene Nederlandsche vertaling te doen vergezeld gaan.

188. **Van Derk** (Correspondant du *Courrier de la Sambre*). — Apologie de la langue nationale. *Courrier des Pays-Bas,* 21 November 1829.

Brief, gedagteekend uit 's Gravenhage den 12 November 1829, waarin op schimpenden toon de Nederlandsche taal geroemd wordt, zoo om haren rijkdom als om de voordeelen en gunsten, welke zij medebrengt.

189. Recensement général. — Langue nationale. — Liberté religieuse. — Loi du 6 mars 1818. *Courrier des Pays-Bas,* 24 November 1829.

Nu zijn de Belgen verplicht een Hollandsch bulletijn in te vullen om te verklaren tot welken godsdienst zij behooren. Het eene dwangmiddel volgt alzoo op het andere, totdat al onze vrijheden weldra zullen verbeurd zijn.

190. Pétition adressée par quelques habitants de la commune de Hamme aux États-Généraux. *Journal de Gand,* 28 November 1829.

In dit verzoekschrift komen de onderteekenaars op tegen de wijze hoe men hun handteeken heeft ontfutseld toen zij meenden niets anders gevraagd te hebben dan de afschaffing van het maalrecht. « S'il est vrai (zeggen zij) que cette pétition, *entre autres prétendus griefs,* contient la prière absurde d'obtenir : ... l'emploi de la langue française... alors toute confiance est, hélas! détruite en ceux qui doivent journellement nous donner des préceptes de morale et de christianisme. » Zij voegen er bij : « Que de 100 pétitionnaires de cette commune, il y en a 99 qui n'entendent pas le français; que les hommes les plus instruits de notre commune, qui comprennent cet idiôme, ont refusé ou ne se sont pas même donné la peine de refuser de signer la pétition; que ce fut avec la joie la plus vive que les habitans de la Flandre ont vu revivre en 1814 leur langue maternelle, attendu que les titres de propriété, seuls garans de leur fortune, étaient écrits dans une langue étrangère qui pour eux était du vrai grec. »

Eene dergelijke protestatie werd, onder meer andere, ingediend door inwoners van Oost-Winkel (*Journal de Gand,* 14 December, 1829.)

191. **O.** - Liberté du langage. *Courrier des Pays-Bas,* 9 December 1829.

De schrijver ziet geen ander middel om de hatelijke besluiten van 1819, 1822 en 1829 te doen intrekken, dan te weigeren voortaan nog de subsidiën te stemmen.

192. Den *Vaderlander*. « De Belgen zyn getrouwe onderdanen, maar zy verdragen geene slaverny. » Gent, drukkerij van Edm. Beaucarne.

Deze gazet, welke eerst tweemaal, in 1830 driemaal ter week uitkwam, werd gesticht door den uitgever van den *Catholique des Pays-Bas*, den 16 October 1829. Ziehier hoe de aanstaande verschijning van dit blad in den *Catholique* van 26 September 1829 werd aangekondigd : « Le besoin d'éclairer sur leurs devoirs et leurs droits ceux de nos concitoyens auxquels la langue française n'est pas familière, nous a engagés à déférer aux vœux d'un grand nombre de personnes qui, s'intéressant au bonheur de la patrie, désiraient vivement la publication d'une feuille flamande. Cette feuille paraitra, sous le titre de *Vaderlander*, du 1r ou 15 octobre prochain, deux fois par semaine ». — Nadien veranderde de titel in : *Het Vaderland*.

193. Royaume des Pays-Bas. Bruxelles, le 4 janvier. *Gazette des Pays-Bas*, 5 Januari 1829, nr 5.

Verslag over de jongste algemeene vergadering van *Concordia*, Koninklijke Maatschappij tot bevordering van de nationale taal en letterkunde, te Brussel. *Concordia* telt heden ongeveer 500 leden en bezit eene uitgelezen boekerij, ook eene leeszaal, die dagelijks open is, en waar meer dan 80 Nederlandsche, Fransche, Engelsche en Duitsche dagbladen en tijdschriften ter beschikking liggen van de leden.

194. Seconde chambre des États-Généraux. Présidence de M. Reyphins. Séance du mardi 10 février. *Gazette des Pays-Bas*, 12 Februari 1829, nr 43.

« *M. Surlet de Chokier* : Les honorables membres qui viennent de parler (Donker Curtius, Schooneveld etc.), savent le français comme le hollandais; je propose donc que la chambre les prie de joindre une traduction française à leurs discours. (*Point d'opposition.*) »

195. Seconde chambre des États-Généraux. Présidence de M. Reyphins. Séance du 27 février. *Gazette des Pays-Bas*, 4 Maart 1829, nr 63.

Bespreking van de vertoogschriften over het *gemaal*, *de vrijheid van drukpers*, *de vrijheid van onderwijs*, *de ministerieele verantwoordelijkheid*, *de uitvoering van het concordaat*, *de herinrichting van de jury*, *kwijtschelding van de straffen* wegens drukpersovertreding enz.

« *M. Le Hon*... Le libre usage de la *langue française* est un droit qu'invoquent les pétitionnaires, et qu'il n'est pas possible de leur contester, qu'il n'a été juste de leur ravir. L'orateur démontre, qu'aucune

loi, soit naturelle, soit positive, ne justifie la mesure attaquée; elle n'a pour elle qu'une raison d'état aussi mal entendue qu'arbitraire. S'adressant aux députés du nord, il leur suppose le cas d'une semblable disposition prise contre la langue hollandaise, disposition qu'on aurait pu fonder sur des motifs au moins tout aussi spécieux que ceux invoqués contre la langue française, et il leur demande s'ils ne se seraient pas élevés fortement contre cette violation à tous égards du droit imprescriptible de se servir de la langue de ses pères. Si l'on a eu en vue de marquer davantage la ligne de séparation entre la France et nos provinces, on s'est grandement trompé, même en politique; car de notre temps c'est par les seuls liens du bonheur public qu'on peut attacher les sujets. Député d'une province limitrophe de ce pays, il en prend occasion de rendre un éclatant témoignage des sentiments de vénération pour le prince et d'attachement à leur nouvelle patrie qui caractérisent ses habitants. Il repousse dans certains prétendus soupçons de *gallomanie*, une calomnie qui serait révoltante si elle n'était pas ridicule »...

## 196. Seconde Chambre des États-Généraux. Séance du lundi 2 mars. *Gazette des Pays-Bas,* 4 Maart 1829, nr 63.

« *M. Sypkens*... La langue française a dû céder la place à la langue nationale qui est plus générale et qui est certainement celle du pays, et personne ne soutiendra que le gouvernement ne peut avoir une langue à lui. »

## 197. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du mardi 3 mars. *Gazette des Pays-Bas,* 5 Maart 1829, nr 64.

« *M. de Roisin*, au sujet de la langue française, remarque qu'on n'a pas accordé aux provinces wallonnes tout ce qu'on pouvait leur accorder.

De toutes les coutumes des nations, c'est la langue qui est la plus précieuse; jamais une langue n'a pu être introduite par la violence : les Tartares conquérans de la Chine ont adopté la langue des vaincus; les Romains ne purent nationaliser la langue latine en Grèce; Guillaume le conquérant échoua dans la tentative de faire adopter la langue française en Angleterre, et Philippe II ne fut pas plus heureux lorsqu'il voulut qu'on parlât l'espagnol en Belgique. Jamais les Wallons ne parleront le hollandais, surtout par les moyens employés jusqu'à présent... L'orateur désire qu'on améliore le sort des militaires wallons, dont l'avancement est arrêté par leur ignorance de la langue hollandaise.

J'ai entendu, dit-il, un de nos collègues du nord alléguer que la langue hollandaise était celle de notre indépendance; la citation n'est

pas heureuse; le Compromis Brêderode, le premier acte de l'indépendance, a été rédigé en français; plusieurs actes qui nous restent de Guillaume le Taciturne sont écrits en cette langue... Que le gouvernement mette des bornes à des mesures qui ne peuvent pas faire de bien, et qui feront peut-être beaucoup de mal. »

*M. Luzac*... On demande le libre usage de la langue française dans les actes : je conviens qu'il serait injuste de la proscrire dans les provinces wallones où on n'en connaît pas d'autres; cependant il me semble que la langue nationale doit être enseignée dans les écoles de ces provinces; outre l'avantage de posséder plus d'une langue, les habitans acquerront plus de facilité pour communiquer avec leurs concitoyens des autres contrées ».

## 198. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du mardi 4 mars. *Gazette des Pays-Bas*, 6 Maart 1829, nr 65.

« *M. Beelaerts*... On a parlé de la langue française : si le compromis Brêderode a été rédigé en français, c'est qu'il était une pièce en quelque sorte diplomatique; si Guillaume Ir a écrit aussi dans cette langue, c'est qu'il parlait au roi d'Espagne et à l'Europe. Enfin, pour prouver que la langue nationale est la plus généralement répandue dans le royaume, l'orateur fait remarquer que la plupart des pétitions sont rédigées en flamand. »

## 199. Discours prononcé par M. Van de Poll, dans la séance de la seconde chambre des États-Généraux, du 26 février 1829, sur le rapport de la commission des pétitions. *Gazette des Pays-Bas*, 6 Maart 1829 (bijblad), nr 19.

Aanvang dier redevoering :

« Nobles et Puissans Seigneurs,

J'ai été longtemps dans l'incertitude dans quelle langue je devais, dans ces moments solennels, exprimer ma pensée sur les objets qui nous occupent.

*Hollandais* de naissance, et considéré comme tel, dans quelques feuilles publiques, comme *étranger*, je devais répondre à cette assertion calomnieuse par un usage de la langue, qui est pour la plus grande partie du royaume *nationale*. Connaissant, comme je l'espère, la beauté et la richesse de cette langue, et que ceux-là seuls ignorent, qui, soit par mauvaise volonté, ou paresse, ou prévention, ne veulent pas se donner la peine de l'apprendre, il serait encore de mon devoir de faire usage de cette langue dans un moment où, parmi les griefs qui nous sont présentés, je vois énoncé l'usage de cette langue, où j'entends proclamer

dans cette assemblée, la langue française comme nationale, et que, par une défaveur poussée peut-être un peu loin, l'usage de celle-ci devient de plus en plus fort dans cette enceinte.

Mais, d'un côté, je ne crains nullement ces attaques pour une langue si éminemment riche et belle, et que de l'autre, il m'importe dans ces moments d'être bien compris par *tous*, j'ai pris la résolution de parler encore cette fois-ci dans une langue qui n'est pas la mienne, aussi peu qu'elle l'est nationalement de la plus grande partie des habitans de ce royaume. »

Over het aantal onderteekenaars der vertoogschriften zegt Spreker :

« ... En portant la quantité des pétitionnaires à 40 mille, nombre évidemment surchargé, mais donné dans le *Courrier des Pays-Bas*, soit par erreur, soit de mauvaise foi (qu'il se juge lui-même), ce nombre encore n'est qu'une fraction d'une 150e partie de la population entière, et sûrement on ne trouvera pas dans une si petite fraction l'opinion publique... »

## 200. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du jeudi 5 mars. *Gazette des Pays-Bas*, 7 Maart 1829, nr 66.

« *M. Van de Kasteele* : ... Quoique convaincu que je m'explique mieux en langue nationale, je m'expliquerai encore cette fois-ci en français, sacrifiant ainsi mon amour-propre au désir d'être compris par vous tous.

... *L'exécution du concordat* et *l'amnistie pour les délits de la presse*, sont des matières entièrement hors de notre compétence; ainsi que *la liberté de se servir de la langue française*. Car pour autant que le Roi a accordé, on accordera encore cette faculté dans quelques provinces, c'est toujours une exception à la règle générale, qui est de se servir de la langue nationale du pays, et c'est donc une faculté qui doit être accordée par le pouvoir exécutif. »

« *M. Fabri-Longrée* ... J'insiste fortement pour que les plaintes de mes concitoyens à l'égard de la langue soient avec les autres mises sous les yeux du bien-aimé monarque, qui ne doit voir que des enfants dans ses sujets, quel que soit l'idiôme dans lequel ils s'expriment. »

« *M. de Roisin* dit qu'il n'a pas voulu qu'on substituât le français au hollandais, mais qu'il a demandé qu'on usât de tolérance. Il rappelle la maxime : *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fît. (Bravos.)* »

« *M. van Sytzama* estime la classe moyenne du peuple, mais ce n'est pas à dire pour cela qu'elle s'entend aux affaires publiques : d'ailleurs des enfants et des domestiques ont signé ces pétitions, et l'on remarque qu'il en est deux qui sont rédigées en français, de communes où l'on ne parle pas cette langue ».

201. Sommaire du discours improvisé par M. BYLEVELD, dans la séance du 5 mars 1829. *Gazette des Pays-Bas,* 10 Maart 1829 (bijblad), nr 69.

Aanvang dier redevoering :

« NOBLES ET PUISSANS SEIGNEURS,

Plusieurs membres de cette assemblée ont tâché de justifier la demande pour le maintien de la langue française, comme langue nationale, du moins nationalisée. Pour répondre à ces honorables membres je vous prie, NN. et PP. SS., de vous demander à vous-mêmes quelle serait la réponse que vous donnerait un Français qui aurait voyagé dans toutes les parties de ce royaume même et qui se trouverait dans l'enceinte de cette assemblée pour juger à quel point la langue française peut être considérée comme langue nationale; ne vous répondrait-il pas à cette question : détrompez-vous, messieurs, votre langage vous fait connaître; le français n'est pas votre langue nationale; votre langage vous trahit : j'en appelle au jargon même dans lequel je me permets de vous porter la parole dans ce moment, et dont je vous fais mes excuses.

Dans un rapport fait à l'empereur par le chevalier *Cocquebart Montbret,* alors maître de requêtes, sous l'empire français en 1812, sur la statistique de cet empire, il est dit : « cinq millions et tant de milliers de sujets de V. M. parlent le flamand », comme s'il disait : *de cinq millions et tant de milliers de sujets de V. M. la langue flamande est la langue nationale.* Et je le demande, qui auraient été les cinq millions et tant de sujets du ci-devant empereur, dont parlait alors le rapporteur, si ce n'eût été nous! nous habitans des 17 provinces dont se compose maintenant la population du royaume des Pays-Bas!

Mais ce qui est plus fort, j'aurai l'honneur de vous donner lecture d'une phrase qui se trouve dans un mémoire présenté par les syndics des neuf nations de la ville de Bruxelles à son excellence le général baron de *Vincent,* gouverneur-général de la Belgique, à l'époque de l'expulsion des Français. Après le compliment d'usage dans de telles circonstances : « Les syndics des neuf nations de la ville de Bruxelles, se félicitent d'être les interprêtes du contentement et de la satisfaction dont le peuple de cette ville a été pénétré, en apprenant que S. M. l'empereur d'Autriche avait confié le gouvernement général des Pays-Bas autrichiens à votre excellence. »

Ils continuent :

« Les peuples de l'Allemagne ont fait justice de ces lois révolutionnaires, *ces nations ont rendu hommage à la langue de leur pays* et à leur ancienne législation, et *nous avons encore à rougir de ne pouvoir employer notre langue nationale dans aucun acte public; mais sommes-nous encore sous le joug de la langue française* et des institutions du régime Napoléon ? »

En voilà bien assez, je l'espère, pour prouver que la langue *flamande* est certainement *ici* la langue nationale du pays.

Oui, NN. et PP. SS., le *flamand* est notre langue *nationale*, quel

que soit notre idiôme. Pourquoi donc critiquer les actes du gouvernement par lesquels il est imposé aux instituteurs, *après quatorze ans de réunion*, comme condition *sine qua non*, l'obligation de connaître et d'enseigner, *non pas exclusivement* le flamand, mais conjointement avec la langue française, pour autant que celle-ci puisse être considérée comme langue du pays.

Cette disposition bien loin de mériter d'être critiquée, je dis plus, d'être *censurée*, mérite notre approbation entière, surtout dans l'intérêt bien entendu des habitans des parties wallonnes et allemandes; of zoude ons koningrijk altijd moeten blijven te saam gesteld als uit Parten, Mediers en Elamiten (ou est ce que notre royaume devrait toujours rester comme composé de Parthes, de Mèdes et d'Élamites). Quelle bigarrure! »...

202. Discours prononcé par M. Beelaerts van Blokland, dans la séance de la seconde chambre des États-Généraux du 4 mars 1829, sur le rapport de la Commission des pétitions. *Gazette des Pays-Bas*, 12 Maart 1829 (bijblad), nr 71.

« ... De quoi se plaint-on? Que demande-t-on? *Le libre usage de la langue française*, mais je crois qu'il est libre dans les parties du royaume où elle est la langue du pays, comme dans les provinces wallonnes et dans une partie du Brabant méridional; dans les autres elle est étrangère, et ne peut avoir cours légal... Lorsque vos souverains parlaient à la nation, ils parlaient en langue flamande, et ce fût même une condition imposée aux princes de la maison de Bourgogne; au reste, je considère cet objet comme ajouté aux autres pour accumuler, et certes c'est si peu un grief national, que la plus grande partie des pétitions qui nous sont adressées sont écrites en langue flamande. »

203. D'un article du *Courrier de la Meuse*, intitulé : *Les Pays-Bas en* 1829. *Gazette des Pays-Bas*, 22 Maart 1829, nr 81.

Bevat o. a. eene korte wederlegging van de beschuldiging, uitgebracht door den *Courrier de la Meuse*, als zou het ministerie het Hollandsch ook in het Walenland willen opdringen.

204. Analyse du discours prononcé par M. Warin, dans la séance de la deuxième chambre des États-Généraux, du 25 Avril 1829, sur le projet de loi relatif à la presse. *Gazette des Pays-Bas*, 28 April 1829 (bijblad), nr 45.

Spreker beweert dat er in België lieden zijn die twist en tweedracht stoken tusschen Noord en Zuid. Hun doel is de inlijving van de zuidelijke gewesten bij Frankrijk. De dagbladen uit het naburig land bewijzen zulks ten overvloede. De redenaar, sprekende over het verschil van meening der afgevaardigden in de Staten-Generaal, bewijst door cijfers dat de meerderheid der Belgen dikwijls gestemd heeft met de leden uit het Noorden. In eene nota wordt het feit vermeld « *que le vote de 94 membres de la seconde chambre contre 3, en faveur des deux langues comme texte de nos lois, est encore un fait qui prouve plus que tant de déclamations virulentes.* »

205. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du jeudi 7 mars. *Gazette des Pays-Bas,* 9 Mei 1829, nr 129.

« ...M. *Trenteseaux :* Les héritiers de la veuve***, à Mons, réclament contre la prescription que le gouvernement oppose à une liquidation avenue en leur faveur : ils disent que l'avis de cette liquidation n'a été publié qu'en langue nationale, langue inconnue à Mons. Ils produisent la réponse que le gouvernement a faite à leur demande. La Commission propose de faire déposer cette pétition au greffe (*Adopté*). »

206. Seconde chambre des États-Généraux. (Addition à la séance du 13 mai (Discussion du budget décennal). *Gazette des Pays-Bas,* 16 Mei 1829, nr 136.

Uit de redevoering van Z. Ex. den Minister van Binnenlandsche Zaken : « In 1817 bestonden er ten hoogste 500 lagere scholen. Op 1 Januari 1826 waren er 1,750; thans zijn er 2,000. In dezelfde zuidelijke gewesten bezochten in 1817, 50,000 kinderen de school; in 1826 bedroeg dat cijfer meer dan 180,000; het is heden tot boven de 200,000 geklommen. »

207. Littérature. Nouveau Dictionnaire Hollandais-Français etc. Par plusieurs hommes de lettres. A Bruxelles, chez ODE et WODON, imprimeurs-libraires, rue des Pierres, no 1137, 1829. » *La Gazette des Pays-Bas,* 1 Juni 1829, nr 152.

Gunstige bespreking en uitvoerige beschouwingen over de taal.

208. Langue nationale. *Gazette des Fays-Bas,* 5 en 6 September 1829.

Een warm pleidooi (met het onderschrift *Communiqué*) ten voordeele van de landstaal, welke men, naar de meening van den steller, wellicht

beter zou noemen *de Nederlandsche of Nederduitsche taal*, want Vlaamsch en Hollandsch zijn slechts gewestelijke benamingen van dezelfde taal. Schrijver bewijst insgelijks dat het vroegere Vlaamsche Brussel thans nog Vlaamsch is.

209. Sur l'administration du Waterstaat. — Réfutation de la réplique du *Belge*. (2e et dernier article.) *Gazette des Pays-Bas*, 12 October 1829.

« ...L'invention d'un argot soi-disant national — schreef *Le Belge*, — vint fermer la carrière à 2 millions de Wallons et empêcher qu'ils ne se missent sur les rangs pour les places d'élèves ingénieurs. » — « Daarop antwoordde de *Gazette des Pays-Bas* : « Sans nous arrêter à ce que ces expressions ont de trivial et d'insultant en ce qu'elles assimilent la langue d'une grande partie des habitants du royaume à un argot de voleurs ou de coupe-jarrets, nous ferons observer que cette *invention* n'a pas empêché beaucoup de jeunes gens des provinces méridionales et même des provinces wallonnes de fréquenter l'école d'artillerie et du génie. Nous pourrions citer MM. Groetars, de Bruxelles, actuellement instructeur à l'Académie militaire, Dutrieux, de Luxembourg, de Broek, de Bruges, Dusart, de Liège, Sullivan, que nous croyons être de Mons, etc. Voilà ce qui s'appelle leur *fermer la carrière;* si jusqu'à présent on n'a pas répondu à ce reproche, c'est que ni l'accusation injuste en elle-même, ni la manière dont on l'a énoncée, n'étaient dignes de réponse ».

210. Royaume des Pays-Bas. *Gazette des Pays-Bas*, 20 October 1829.

« Depuis quelques temps les journaux et les brochures publiés en France ont adopté à l'égard du royaume des Pays-Bas, un langage de conquérant que l'on croyait passé de mode depuis 1815. Il s'agit, d'après les uns, des limites naturelles, de la barrière du Rhin qui a été posée tout exprès par l'auteur des choses pour servir de borne à la France; selon les autres, il faut oublier Waterloo, et ne regarder ce grand et universel bouleversement que comme un accident passager... »

De *Gazette des Pays-Bas* beschuldigt de oppositie-partijen in de zuidelijke provinciën, door hare aanvallen aanleiding te geven tot die dwaze droomen van Frankrijk.

211. **M.** — Royaume des Pays-Bas. A Monsieur le rédacteur de la *Gazette des Pays-Bas*. *Gazette des Pays-Bas*, 8 en 13 November 1829.

Antwoord op een artikel van *Le Belge*, die, ter gelegenheid van het afsterven van den advocaat *Foubert*, te Brussel, geschreven had « dat Mr Foubert de balie had moeten verlaten omdat hij de Vlaamsche taal

niet machtig was » en behoorde tot « *les citoyens mourant en maudissant le pouvoir de leurs derniers cris qui trouvent des échos, etc.* »

Daarop legt M... de volgende verklaring af: « Je dois à la vérité de déclarer, que M. Foubert savait, outre les langues grecque et latine, quatre langues vivantes, et que le flamand était une de ces langues; que, né à Bruxelles, il a plaidé en flamand au tribunal de cette ville; que tous ceux qui eurent, ainsi que moi, l'avantage de le connaître, sont intimement convaincus qu'il a très-souvent parlé flamand, et rédigé divers documens en cette langue; et que si M. Foubert a quitté le barreau, une toute autre cause que l'ignorance de la langue néerlandaise l'y a déterminé ».

*Le Belge* (nr 314) blijft staande houden « que M. F... aurait dit à l'hôpital, que la proscription de la langue française était cause de la perte de sa clientèle ». M... antwoordt in eenen tweeden brief: « A des paroles j'opposerai des faits : Entr'autres causes que M. Foubert a défendues en flamand, il est de notoriété publique qu'il a plaidé en cette langue pour M. d'H..., fabricant à Bruxelles, et d'après la déclaration de ce dernier, il s'est chargé de différentes causes au tribunal de commerce. C'était à M. F... que ce même fabricant s'adressait d'ordinaire pour la traduction du français en flamand et du flamand en français. C'est pour lui qu'il a en outre rédigé des procurations, des déclarations etc. en flamand. MM. G... et D. N..., huissiers à Bruxelles, ont vu et reçu des documents rédigés par feu M. l'avocat F... en *flamand.*

Je répète donc pour la dernière fois que tous ceux qui ont connu cet avocat savant, et beaucoup de personnes déclareront avec moi que M. F... s'expliquait et rédigeait en flamand comme en français, c'est-à-dire, avec la même facilité, et que s'il a quitté le barreau, la cause de cet abandon de ses travaux doit être cherchée ailleurs ».

## 212. Seconde chambre des États-Généraux. Présidence de M. Corver-Hooft. Séance du vendredi 20 novembre. *Gazette des Pays-Bas,* 23 November 1829.

« M. *Veranneman,* 4e rapporteur, dit que n'ayant pas assisté aux premiers travaux de la commission des pétitions, il ignorait que les rapports dussent être faits dans les deux langues, qu'il n'avait écrit les siens qu'en français, mais que vu leur brièveté, il espérait que pour cette fois-ci la Chambre se contenterait du texte français ».

## 213. *Gazette des Pays-Bas,* 23 November 1829.

« *La Gazette de Bréda,* en parlant des nombreux articles publiés par nos journaux *sur le nord et le midi,* dit qu'une place, avec traitement de flor. 1500, étant venue à vaquer à l'Académie militaire de cette ville, un concours a eu lieu; qu'un habitant du Nord et un Luxembourgeois s'étant présentés, ce dernier a obtenu la préférence, bien qu'il ne sût qu'imparfaitement la langue hollandaise et qu'il fût catholique, ce qui, d'après les assertions de certains journaux, aurait dû être pour lui un motif d'exclusion. »

214. Royaume des Pays-Bas. Bruxelles, le 9 décembre. *Gazette des Pays-Bas*, 10 December 1829.

« Le *Courrier des Pays-Bas* ne veut pas que les avocats fassent des pétitions pour réclamer le libre usage de la langue française; il leur reproche de s'être soumis à l'arrêté royal qui a prescrit de plaider en langue nationale; il blâme amèrement ceux qui ont demandé à plaider en français; ils ont, suivant le *Courrier*, abdiqué leur droit et leur *dignité*; enfin, dit l'auteur de l'article, les ministres, en pareille circonstance, ne pourraient pas compter sur ma *couardise*. On sait que nous avions les bourgeois *couards;* voici maintenant les avocats *couards*, les avocats qui abdiquent leur *dignité*. C'est sans doute à la même plume que nous devons ces expressions courtoises : *nation ignare et inerte*. Il est décidé, on le voit, qu'il n'y a de courage, de dignité et de talent que dans les bureaux des feuilles de *l'union*. »

215. Royaume des Pays-Bas. La Haye, le 11 décembre. Seconde chambre des États-Généraux. Présidence de M. Corver-Hooft. Séance du vendredi 11 décembre. *Gazette des Pays-Bas*, 14 en 15 December 1829.

« MM. le *greffier* et le *commis-d'état* lisent successivement dans les deux langues le message (royal) dont la lecture dure chaque fois une demi-heure. »

*Uittreksel :*

« MESSAGE ROYAL.

Nobles et Puissans Seigneurs,

(§ 16) « ... Si Nous examinons ce qui a été statué par Nous, relativement à l'usage de la langue française, Nous devons croire qu'on a pris successivement à ce sujet à peu près toutes les dispositions qu'on pouvait raisonnablement désirer, pour faciliter les transactions particulières; s'il Nous conste cependant que ces dispositions sont insuffisantes, elles pourraient sans inconvéniens être étendues aux transactions publiques. Nous serons disposés à y apporter les modifications désirables; mais Nous ajoutons ici à l'assurance que cet objet de Nos méditations sera subordonné à la situation de la nation, celle, que jamais les déclamations d'une fougue impétueuse, ni des exigences inconvenantes ne rapprocheront l'époque à laquelle Nous pourrions acquiescer aux vœux énoncés »...

216. Royaume des Pays-Bas. La Haye, le 14 décembre. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du lundi 14 décembre, *Gazette des Pays-Bas*, (partie non officielle), 17 December 1829.

« M. *le président* ouvre la séance à onze heures et demie.

S. Exc. le ministre des finances est présent.

102 membres assistent à la séance.

M. *le greffier* donne lecture, dans les deux langues, du procès-verbal de la séance du samedi 12. La chambre en approuve la rédaction.

... M. *Domalius Thierry* se plaint que le gouvernement n'ait point eu égard aux observations des sections. Il représente que l'exclusion de la langue française, par un arrêté, est une charge lourde pour les provinces wallonnes, en ce qu'elle frappe les habitants d'incapacité politique; cette mesure ressemble à de la partialité en faveur d'autres provinces... De même que les éclats de la foudre précèdent le retour d'un temps serein et vivifiant, ainsi le message royal, joint à la présentation de la loi sur la presse, a succédé à l'orage et a fait renaître l'espoir chez tous les amis du Roi et de la patrie.

L'honorable membre rappelle l'opinion qu'il a émise dans les sections; il revient ensuite sur les mesures relatives à la langue française... Elles ont peut-être été conçues dans de bonnes intentions, mais elles ont produit de fort mauvais effets, et l'on a eu tort d'employer la force; c'était traiter les Wallons en vaincus. Le moyen employé a eu pour suites une résistance d'inertie, le mécontentement et l'indignation... Imposer une langue! on n'en a pas le droit, on n'en a pas la puissance. La peine de mort dont les Romains menaçaient les Gaulois en pareil cas a été sans effet. »

M. *Fabri-Longrée*... demande aussi la liberté de la presse et du langage. »

## 217. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du mardi 15 décembre. *Gazette des Pays-Bas,* (partie non officielle), 18 December 1829.

« *M. van de Kasteele*... Parmi les griefs on a demandé l'usage libre de la langue française; cependant les cinq sixièmes des habitans du royaume entendent et parlent la langue nationale dans divers dialectes. L'usage de cette dernière langue ne peut donc être un grief de la nation et je crois qu'on ne peut se dispenser de maintenir la langue nationale.

Depuis 25 ans l'enseignement, tel qu'il est organisé, a augmenté la civilisation et le bonheur du peuple dans nos provinces. Il commençait déjà à faire sentir ses avantages dans le midi. Pourquoi donc vouloir détruire un mode si bien éprouvé... »

## 218. Seconde chambre des États-Généraux. Fin de la séance du mercredi 14 décembre. *Gazette des Pays-Bas,* 20 December 1829.

M. *Donker Curtius*... « On réclame l'usage de la langue française. Je conviens qu'on ne peut forcer personne avec raison à parler une langue

qu'on ignore; mais les prétentions qu'on a élevées dans les circonstances actuelles n'indiquent qu'une partialité en faveur de la langue française qu'on prône comme si elle était le parangon de toutes les langues, en tournant en ridicule la langue nationale... »

M. *Van Alphen*... « insiste sur la tolérance qui tendrait à permettre le libre usage de la langue française... »

## 219. Discours prononcé par M. DE GERLACHE dans la séance de la deuxième chambre des États-Généraux, le 17 décembre 1829. *Courrier des Pays-Bas* (supplément), 22 December 1829.

« ... Dans l'espèce de *manifeste* qui nous a été communiqué, avec la nouvelle loi sur ou contre la presse, on lit qu'on pourra accorder de nouvelles facilités à ceux qui parlent *la langue française*. Ne dirait-on pas que le gouvernement s'efforce de donner des titres d'extranéité à une partie de ses sujets? La langue française est notre langue comme la religion catholique romaine est notre religion. Cela nous empêche-t-il d'être réellement Belges?

J'ai étudié assez soigneusement l'histoire de mon pays, et je n'ai jamais pu découvrir d'où nous fut importée cette langue presqu'exclusivement en usage dans quatre de nos provinces, et à qui l'on refuse le titre de *nationale*; Il me semblait que faisant moi-même partie de la nation, la langue que je parle devait être réputée *nationale*. Mais point! Je suppose que nos collègues du nord croient avoir l'avantage de descendre en droiture de quelque colonie de Francs ou de Teutons, vainqueurs des Romains, tandis que nos ancêtres, à nous, leurs paraissent provenir des Gaulois ou des Romains vaincus. Mais où sont les titres de leur victoire et de notre vasselage? Quoi, Messieurs, le français a été parlé aussi anciennement dans le Hainaut, à Liége, à Namur, dans le Luxembourg, qu'à Paris, et vous ne voulez pas que le français soit notre langue! Dieu permet qu'on le prie dans tous les idiômes, et vous ne voulez pas que nous puissions servir notre roi et notre pays dans le notre! Si cela était ordonné, du moins par décrets du génie, au nom de Cats et de Vondel, je le concevrais! mais par arrêtés! C'est une espèce d'*alien bill* que vous prononcez contre une grande partie de vos compatriotes. Qu'on me montre sur quelque point du globe une seule nation dont on aît ainsi changé l'idiôme par contrainte, sans en exterminer les habitans, et je passe condamnation. Il me parait singulier que nos hauts administrateurs osent refuser droit de bourgeoisie parmi nous à une langue, qui est celle des théâtres du midi, de la littérature du midi, des journaux du midi, de la bonne société du midi, de la représentation nationale du midi, et qui fut même celle d'une partie de la représentation nationale du nord, jusqu'à la présente année 1829, exclusivement. En agissant avec cette imprudence, craignons, Messieurs, de faire *deux nations* d'un peuple destiné à n'en former qu'une! »

220. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du vendredi 18 décembre, du soir. *Gazette des Pays-Bas*, 23 December 1829.

« M. *Surlet de Chokier*... L'orateur dit que la liberté du langage a été bannie principalement pour éloigner des emplois les hommes les plus capables... »

De Belgische afgevaardigde besluit zijne rede aldus :

« ... Je ne consentirai jamais à aucun acte tendant à changer la forme de l'État; qu'on sache que ni séductions ni menaces ne m'ébran leront, et que mon dernier vœu, mon dernier soupir seront pour la gloire du roi constitutionnel et pour la prospérité de la patrie. »

— De geheele redevoering komt voor in den *Courrier des Pays-Bas* van 22 December 1829 (bijvoegsel).

221. A M. le rédacteur de la *Gazette des Pays-Bas*. *Gazette des Pays-Bas*, 23 December 1829.

Brief uit Ellegnies-St-Anne, 15 December 1829.

Uittreksel :

« Le ridicule mouvement de pétitions a atteint notre commune; mais, comme il est bon de savoir à quoi s'en tenir sur ce mouvement désordonné, j'ai recueilli les faits suivants qui pourront servir à l'histoire du pétitionnement.

Le 11 de ce mois, le clerc de notre commune se présenta chez la plupart des habitants de la classe inférieure, muni d'une pétition portant l'adresse : *A la deuxième chambre des États-Généraux*, et les invita tous à la signer. « Le Roi, leur disait-il, veut abolir la religion catholique romaine et la remplacer par la religion protestante; il veut défendre de s'exprimer autrement qu'en hollandais; il veut... C'est à tout cela que la pétition s'oppose; elle a pour objet de supplier les États-Généraux de défendre nos droits, notre religion et l'usage de la langue française... » et les bonnes gens de croire, et de signer la pétition, sans s'inquiéter de son contenu réel... »

222. Seconde chambre des États-Généraux. Séance du samedi 19 décembre. *Gazette des Pays-Bas*, 24 December 1829.

« M. *Le Hon*... parle ensuite en faveur de la liberté de la langue maternelle et repousse les soupçons qu'on a voulu jeter sur ceux qui défendent cette liberté ».

De heer Le Hon zinspeelde ongetwijfeld op dezelfde beschuldiging, bedoeld door den heer *de Brouckère* in de kamerzitting van 18 December 1829 :

« On a dit que toutes (les) réclamations n'avaient été suscitées que

dans le dessein de provoquer la réunion de la Belgique à la France. Cette accusation est une calomnie ; les traîtres ne sentent jamais le besoin de réclamer une liberté fondée sur la justice et la raison. »

In zitting van den 19 December sprak nog de heer de Stassart (zie bijblad van *Gazette des Pays-Bas* (24 Dec.) :

« ... Le *monopole du langage*, a dit fort spirituellement un honorable membre de la première chambre (1), est devenu bientôt le *monopole des emplois*. Au lieu de se borner à des mesures imcomplètes, à des mesures insuffisantes, pourquoi ne pas révoquer les arrêtés illicites par lesquels on entrave le libre et légitime usage, par chacun, de sa langue maternelle ?... »

223. Prijsvraag uitgeschreven door de Maatschappij van Nederlandsche Taal en Letterkunde te Gent (October 1829) : « Welke zyn de voordeelen van het bezit eener eygene tael voor een vry en zelfstandig volk? Komt in de Nederlanden aen eenige tael den naem van volkstael toe? Zoo ja : door welke hoedanigheden onderscheydt zich dezelve? Welke zyn de middelen om haren bloey te bevorderen? »

Uitgeloofde prijs : een gouden eerepenning ter waarde van 200 gl. Het is ons niet bekend of op deze prijsvraag een antwoord werd ingezonden. De gebeurtenissen van 1830 waren oorzaak dat de Gentsche maatschappij, die zooveel voor de toekomst beloofde, te niet ging.

## 1830.

224. Over de tael. *Den Vaderlander*, Gent, 5 Februari 1830.

In dit artikel wordt gezegd dat de taal, welke het meeste deel der Hollanders nu spreken en schrijven, nog geene zestig jaar oud is. Zoo eene der twee talen, in de Nederlanden gesproken, de *nationale* mag geheeten worden, dan is het wel de Vlaamsche!

225. **I. V.** — Brief uit Oudenaarde aan de *Gazette van Gend*. *Gazette van Gend*, 2 Mei 1830.

---

(1) M. le Comte d'Aerschot.

In dezen brief wordt in twijfel getrokken de echtheid van 't bevel, door Jan zonder Vrees in 1405 uitgevaardigd, voorschrijvende dat alleen de Vlaamsche taal in bepleitingen en in de hem toegezonden verzoekschriften mocht gebruikt worden. Dit schrijven wordt door den opsteller der *Gazette* weerlegd.

226. Verslag der Handelingen van de Staten-Generaal gedurende de zitting van 1829-1830 (Zie o. a. de uitgave van « Noordziek », 's Gravenhage, 1888).

Daarin komen de grieven der Zuid-Nederlanders voor. Ze zijn vermeld in de verslagen over de petitiën. In de 2e Kamer van de Staten-Generaal werden op 8 en 10 Maart 1830 niet minder dan 932 verzoekschriften overgelegd. De meeste waren vervat in dezelfde bewoordingen en gedrukt. Ook Oranje-gezinde petitiën, waarin de middelen werden aangeklaagd, welke de inrichters van het petitionnement hadden aangewend om vele lieden het hun voorgelegd formulier te doen onderteekenen.

In de petitiën uit Henegouw, Limburg, Luxemburg, Namen, worden 38 grieven opgesomd. Onder andere wordt gevraagd, onder nr 6, het vrij gebruik van het Fransch voor het gerecht, tegenover het bestuur, en in alle openbare en bijzondere acten; ook de studie van het Fransch in geheel het koninkrijk. Brabant vraagt de intrekking van al de besluiten die het gebruik van het Fransch beperken; sommige verzoekschriften klagen die beperking aan als een middel om aan de Hollanders de beste plaatsen te geven. Luik drukt achttien vragen uit; de vierde betreft het vrij gebruik der nationale en Fransche talen als een recht dat de Belgen sedert eeuwen bezitten. Van de 243 petitiën uit Oost-Vlaanderen zijn er 142 in het Nederlandsch gesteld.

— Zie insgelijks over dat petitionnement : *Histoire politique et littéraire du Mouvement Flamand par* PAUL HAMELIUS, professeur à l'Athénée de Charleroy, Bruxelles, Charles Rosez, *Bibliothèque belge des connaissances modernes* (1894).

227. Z. — Sur l'article du *National* de Paris. *La Sentinelle du Royaume des Pays-Bas,* Brussel, 9 Mei 1830, nr 19.

« Le *National* de Paris établit cette proposition : En Belgique l'opposition fut sociale jusqu'en 1818; depuis cette époque elle devint politique... Les griefs saillans et nettement articulés dans le public se bornaient — antwoordt *La Sentinelle* — à la conservation de l'impôt moûture, de l'arrêté de 1815, et de celui qui était relatif à la langue. Lorsque se manifesta ce qu'on appelle l'opposition politique, en 1828,

le retrait de ces griefs fut formellement promis; depuis, ces promesses ont reçu leur exécution. Les deux premiers griefs ont été tout à fait redressés : le troisième a été totalement modifié. »

228. Besluit van 4 Junij 1830, houdende wijzigingen in de bestaande bepalingen op het stuk der onderscheidene talen in het rijk in gebruik. *Staatsblad,* 1830, nr 19.

« *Wij* Willem, *bij de gratie* Gods, *Koning der Nederlanden, Prins van Oranje Nassau, Groothertog van Luxemburg,* enz., enz., enz.

Herzien de besluiten door ons achtervolgens genomen, op het stuk der onderscheidene talen, in ons rijk in gebruik; willende daar aan nader die wijzigingen toebrengen, welke voor het gerijf der ingezetenen wenschelijk kunnen zijn; de hoofden der ministerieele departementen, en den raad van state gehoord;

Hebben besloten en besluiten :

Art. 1. Alle, zoo wel authentieke als onderhandsche akten zonder onderscheid, zullen voortaan, in het geheele rijk kunnen worden opgemaakt in de taal, welke de belanghebbende partijen verkiezen, mits, voor zoo veel de authentieke akten betreft, die taal bekend zij aan de openbare beambten voor welke dezelve worden verleden, en aan de getuigen.

Art. 2. Alle aankondigingen wegens verkoopingen of andere burgerlijke handelingen en belangen, zullen insgelijks enkel in de taal, die de belanghebbenden verkiezen, mogen worden gedaan.

Art. 3. Wij machtigen bij dezen de hoven en de rechtbanken in de provinciën *Limburg, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen* en *Antwerpen,* alsmede in de arrondissementen *Brussel* en *Leuven* (provincie *Zuid-Braband*), om in alle rechtszaken, op verlangen van partijen, toe te staan, dat de Fransche taal, in de akten en pleidooijen gebezigd worde.

Zullende de rechters, in geval van verschil tusschen partijen, nopens het gebruik der eene of andere taal, deswege naar het meeste gerief en belang der partijen, beslissen.

In strafzaken zal die toestemming niet kunnen worden geweigerd, wanneer de beklaagden of beschuldigden, die dezelve vragen, zullen blijken de Nederlandsche taal niet goed te verstaan, mits de Fransche taal bekend zij aan de rechters, die in de zaak moeten vonnissen.

Art. 4. In zoodanige gemeenten van de provinciën of arrondissementen, bij art. 3 genoemd, waarin het Fransch of Waalsch de *Volkstaal* is, zullen alle handelingen en schrifturen tot het openbaar bestuur betrekkelijk, in de Fransche taal mogen geschieden.

Art. 5. In dezelfde provinciën en arrondissementen, zullen de personen, die de Nederlandsche taal niet verstaan, hunne belangen bij de administratieve en finantiële openbare magten, in de Fransche

taal kunnen voordragen, mits deze taal aan die openbare magten bekend zij, en zullen alsdan de antwoorden en beslissingen in die taal kunnen gegeven worden. Het staat aan de openbare machten in die provinciën en arrondissementen vrij, om zoodanige aankondigingen, als welke niet worden bedoeld bij art. 2, behalve in de Nederlandsche, ook in de Fransche taal te doen, voor zoo verre deze bij een gedeelte der bevolking de volkstaal is, alsmede in de gevallen waar het van belang is, dat de aankondigingen ook in de Waalsche provinciën of gemeenten bekend worden.

Art. 6. In de provinciën *Luik*, *Henegouwen* en *Namen*, alsmede in het arrondissement *Nijvel* (provincie *Zuid-Braband*), blijft het gebruik der Fransche taal zoowel in administratieve en finantiële, als in gerechtelijke zaken behouden; op gelijken voet blijft het gebruik van de Fransche en Hoogduitsche talen in ons Groot Hertogdom *Luxemburg* behouden; zullende de, in der tijd, dien aangaande gemaakte en reeds van kracht zijnde bepalingen, stiptelijk moeten worden nageleefd.

Art. 7. De Nederlandsche taal wordt in administratieve, finantiële en gerechterlijke zaken, bij uitsluiting behouden voor de provinciën *Noord-Brabant*, *Gelderland*, *Holland*, *Zeeland*, *Utrecht*, *Vriesland*, *Overijssel*, *Groningen* en *Drenthe*.

Art. 8. De bepalingen van onze vroegere besluiten, welke met het tegenwoordige strijdig mogten zijn, worden bij deze ingetrokken en buiten werking gesteld.

De hoofden der onderscheidene departementen van algemeen bestuur, zijn belast met de uitvoering van ons tegenwoordig besluit, hetwelk in het Staatsblad zal worden geplaatst.

Gegeven te 's Gravenhage, den 4 Junij 1830, het zeventiende van onze regeering.

(Geteekend) : WILLEM.
Van wege den Koning.
(Geteekend) : J. G. De Mey van Streefkerk.

Uitgegeven den zevenden Junij 1830. »

— Zie over dit besluit, dat geheel en al met het stelsel der vorige verordeningen afbrak : *De Belgische taalwetten toegelicht door* Mr. A. PRAYON-VAN ZUYLEN, Gent, A. Siffer, 1892, bl. 109 en vlg.

## 229. Liberté de langage. *Courrier des Pays-Bas*, 10 Juni 1830, nr 161.

« Voici — zegt *Le Courrier* — le texte si impatiemment attendu de l'arrêté du 4 juin sur le langage. Les Belges peuvent espérer qu'on va enfin les gouverner pour eux-mêmes. »

## 230. De l'arrêté sur la langue. *Journal de Gand*, 9 Juni 1830, nr 160.

Den 4 Juni werd het koninklijk besluit genomen nopens de vrijheid der talen in de Vlaamsche provinciën van België. Een blad van Brussel

laat onderstellen dat die vrijheid niet voor Oost-Vlaanderen zou gelden. (Toen het artikel geschreven werd was de tekst van het besluit nog niet gekend). Het *Journal de Gand* neemt zulks niet aan en hoopt dat men ook in Oost-Vlaanderen zoowel het *Fransch* als het *Vlaamsch* zal mogen gebruiken. Moest dit niet zijn, dan ware zulks eene nieuwe en spijtige toegeving aan de geestelijkheid.

231. Liberté de langage. *Courrier des Pays-Bas,* 12 Juni 1830, nr 163.

Uittreksel der *Gazette des Pays-Bas,* betoonende dat het laatste koninklijk besluit over de taalvrijheid zoo vrijgevig is « qu'on en trouverait difficilement des exemples sous d'autres gouvernements ou dans d'autres contrées. »

232. **Un Jurisconsulte.** — Arrêté du quatre juin sur les langues. *Courrier des Pays-Bas,* 12 Juni 1830, nr 173.

De schrijver onderzoekt de moeilijkheden welke zich bij de toepassing van het besluit van 4 Juni 1830 zullen voordoen, en besluit als volgt : « si l'on compare l'arrêté du 4 juin 1830 à celui du 15 septembre, non tel que le progrès du temps et de certains projets l'avaient fait, mais tel qu'il est en lui-même, il est douteux qu'il conserve la teinte de libéralisme qu'on lui a prêtée en le jugeant par ses souvenirs de la veille, plutôt que par les principes ou des textes positifs. »

233. Libre usage des langues flamande ou française. *Courrier des Pays-Bas,* 8 October 1830, nr 281.

« Bruxelles, le 5 Octobre 1830.

Le gouverneur provisoire, aux administrations des villes et à MM. les bourgmestres des communes de la province.

Messieurs,

La glorieuse révolution qui vient de s'opérer ayant eu pour but de faire cesser l'oppression qui pesait sur la nation belge, et les nombreuses entraves que le gouvernement hollandais avait apportées dans la jouissance de nos droits les plus naturels, au nombre desquels se trouvait l'imposition de la langue hollandaise, j'ai l'honneur, Messieurs, de vous informer que vous redevenez en possession d'employer dans votre correspondance administrative, soit la langue française, soit la langue flamande, comme vous le jugerez convenable, et que dans vos relations avec vos administrés il importe que vous fassiez usage de celle qu'emploient les parties elles-mêmes, ou qu'elles désirent qui soit employée.

VAN MEENEN. »

234. Création du bulletin des arrêtés et actes du Gouvernement provisoire de la Belgique. *Bulletin des Arrêtés et Actes du Gouvernement provisoire,* 10 October 1830, nr 5.

« Le Gouvernement provisoire, sur la proposition du Comité de l'Intérieur :

Voulant faciliter la correspondance officielle et faire porter régulièrement, et aussitôt que possible, à la connaissance du public, les Ordres, Arrêtés et autres Actes :

Arrête :

Art. 1er. Il paraîtra une Feuille Officielle sous le nom de *Bulletin des Arrêtés et Actes du Gouvernement provisoire de la Belgique*, dont la distribution se fera régulièrement, et qui provisoirement sera affichée dans la ville de Bruxelles en forme de placards.

2. Cette Feuille contiendra les Arrêtés, Avis, Ordres du Comité central, et des autres Comités ou Commissions, les Nominations civiles et militaires, les Rapports et autres Pièces dont le Gouvernement jugera la publicité utile.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Bruxelles, ce 5 Octobre 1830.

Par ordonnance,
Le Secrétaire,
(Signé) J. Vanderlinden.

(Signé) De Potter.
Comte Félix de Mérode.
Ch. Rogier.
Sylvain Van de Weyer. »

235. Decreet van het voorloopig Bestuur. *Bulletin des Arrêtés et Actes du Gouvernement provisoire,* 26 October 1830, nr 13.

« Le Gouvernement provisoire,

Sur la proposition du chef du Comité de la guerre, en date du 16 octobre 1830;

Vu la nécessité d'organiser immédiatement l'armée nationale belge sur un pied uniforme;

Le chef du Comité de la guerre entendu, arrête :

... Art. 3. La langue *française*, étant la plus généralement répandue en Belgique, sera la *seule* employée dans les commandemens.

Bruxelles, 16 october 1830. »

236. Bon **de Westreenen de Tiellandt.** — Recherches sur la langue nationale de la majeure partie du royaume des Pays-Bas. La Haye, Van Cleef, frères, 8°.

237. Vryheid van Tael. *Den Vaderlander,* Gent, 12 November 1830, nr 112.

Vlaamschgezind artikel, hoofdzakelijk gericht tegen dezen, « die de taal van het volk zouden willen verbannen. »

238. Besluit van het Voorloopig Bewind. *Bulletin des Arrêtés et Actes du Gouvernement provisoire,* 20 November 1830, nr 33.

« Le Gouvernement provisoire,

Considérant que le principe déjà proclamé de la liberté du langage, emporte pour chaque citoyen la faculté de se servir de l'idiôme qui convient le mieux à ses intérêts ou à ses habitudes;

Et voulant régulariser l'exercice de cette faculté, pour la mettre en harmonie avec le service des administrations générales et des tribunaux;

Considérant d'autre part que les langues flamande et allemande, en usage parmi les habitans de certaines localités, varient de province à province, et quelquefois de district, de sorte qu'il serait impossible de publier un texte officiel de lois et arrêtés en langue flamande et allemande.

Arrête :

Art. 1. Le bulletin officiel des lois et actes du gouvernement sera publié en français.

2. Dans les provinces, où la langue flamande ou allemande est en usage parmi les habitans, les gouverneurs publieront dans leur mémorial administratif une traduction flamande ou allemande des lois et actes du gouvernement qui seraient applicables à toute la Belgique, et des actes particuliers qui ne concerneraient que leur province.

3. Cette traduction sera publiée dans le plus prochain numéro du mémorial administratif, et, s'il y a urgence, elle le sera dans un numéro spécialement destiné à cet effet.

4. Les publications par affiches seront également accompagnées d'une traduction en langue flamande ou allemande, suivant les localités.

5. Les citoyens dans leurs rapports avec l'administration, sont autorisés à se servir indifféremment de la langue française, flamande ou allemande.

6. Il en sera de même dans leurs rapports avec les tribunaux ou les officiers du parquet, pourvu que la langue dont ils veulent faire usage, soit comprise des juges et des avocats plaidans en matière civile; et en matière pénale, des juges, du ministère public et de leur défenseur.

7. Le comité de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 Novembre 1830.

Les Membres du Comité central :

(Signé) Comte Félix de Mérode.
Ch. Rogier.
A. Gendebien.

Par ordonnance,
*Le Secrétaire,*
(signé) J. VanderLinden. »

239. Discours d'ouverture du Congrès national. *Bulletin des Arrêtés et Actes du Gouvernement provisoire,* 14 November 1830, nr 29.

In dit stuk, onderteekend : De Potter, Comte Felix de Mérode, A. Gendebien, Ch. Rogier, Baron Em. d'Hoogvorst, Jolly, J. Vander Linden, F. de Coppin en L. A. Van de Weyer, worden de grieven tegen de Regeering van Willem I opgesomd, o. a. : « *l'imposition despotique d'un langage privilégié.* »

240. Formation d'un Bulletin Officiel des décrets du Congrès national de la Belgique et des arrêtés du pouvoir exécutif. Mode de publication des décrets et formule de leur mandement d'exécution. *Bulletin officiel des décrets du Congrès national.* 1830, nr 41.

« Au nom du peuple belge,
Le Congrès national, etc.
Décrete :

Art. 1. Les décrets du Congrès national seront insérés au *Bulletin des actes et arrêtés du Gouvernement provisoire*, qui prendra le titre de : *Bulletin officiel des décrets du Congrès National de la Belgique et des arrêtés du Pouvoir Exécutif.*

Art. 2. Les décrets du Congrès national seront transmis, à la diligence du bureau et dans les vingt-quatre heures de leur date, au pouvoir exécutif, qui les fera publier immédiatement, avec une traduction flamande ou allemande pour les communes où l'on parle ces langues, et qui les adressera au plus tard dans les cinq jours aux autorités judiciaires et administratives.

Bruxelles, au palais de la Nation, le 27 novembre 1830.

*Le Président du Congrès national,*
Surlet de Chokier.

*Les secrétaires, membres du Congrès national,*
Nothomb, Liedts, le vicomte Vilain XIIII, Forgeur. »

241. **Van Snick (François)**, volksvertegenwoordiger voor Ath. — Redevoering in de zitting van den 23 November 1830. Bespreking van « Décret sur l'exclusion des Nassau. » — *Exposé des Motifs de la Constitution Belge,* par *Un docteur en droit* [ISIDORE VAN OVERLOOP]. Bruxelles, H. Goemaere, imprimeur-éditeur, rue de la Montagne,

52, 1864, blz. 62. (Bewerkt naar HUYTTENS *'Discussions du Congrès national de Belgique*, 1830-1831, I, blz. 287).

De afgevaardigde voor Ath sprak o. a. aldus : « Il (Guillaume) avait juré *de maintenir les droits de tous et de chacun de ses sujets*. Bientôt il nous enlève le droit inaliénable de parler notre langue. Un idiôme barbare, imparfait, devient le langage privilégié, la *langue sacrée* sans la connaissance de laquelle tout accès aux emplois est interdit. Une foule innombrables de Belges se trouvent tout à coup privés de leur état et de tous moyens d'existence.

Une véritable confiscation est prononcée à leur détriment au profit de la population hollandaise!

Peut-être le roi Guillaume a assez fait, peut-être la réflexion va l'arrêter dans cette route qui devait le conduire à sa perte!

Non, messieurs, il ne sait, il ne veut prévoir que notre mécontentement et nos cris, sans en préssentir les suites; et, bientôt, ordre est donné à ses parquets de faire revivre l'arrêté de 1815 et d'en requérir l'application contre tout Belge qui oserait faire entendre trop haut ses plaintes et ses remontrances.

Le despotisme a tout combiné pour le succès de ses tentatives.

La défense des accusés, les vérités qu'elle va proclamer pourraient avoir de l'écho dans la nation, eh bien! toute défense leur sera interdite, leurs bouches doivent rester formées, s'ils n'entendent, s'ils ne parlent le hollandais. Ainsi les Belges se trouveront dépouillés du droit naturel et sacré de la défense, de ce droit que les peuplades les plus sauvages ne contestent point à ceux des leurs qu'elles croient devoir mettre en jugement.

De là, messieurs, ce refus toujours continué du jury : en présence de jurés belges, de qui la langue hollandaise n'eût pas été connue, on n'eût pu nous condamner sans nous entendre. Force eût été de nous permettre de nous justifier en *français*, et c'est là ce que le roi Guillaume ne voulait pas...

Depuis ce moment, la Belgique, déclarée province conquise par les journaux du roi Guillaume et de son ministre Van Maanen, a été traitée en *ilote*. »

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

## 242. **Willems** (J.-Fr.). — Au congrès national.

Vertoogschrift, door WILLEMS opgesteld en in handschrift te Antwerpen aangeplakt, om « den prins van Oranje tot vorst van België uit te roepen ». (Zie *Levensschets van Jan-Frans Willems*, door MAX ROOSES, uitgave van het Willems-Fonds, nr 78. Gent, W. Rogghé, 1874). De tekst van het vertoogschrift komt voor als Bijlage II (bl. 99-101).

### 243. *Journal de Gand,* 7 December 1830, nr 341.

Tijdens de vereeniging met Holland had het Vlaamsch of Hollandsch, de moedertaal van de twee derde der inwoners, den voorrang boven de taal van het andere derde, en dit derde, niettegenstaande de vrijheid van taal er geëerbiedigd werd, voelde zich beleedigd om den voorrang, die aan de taal der meerderheid gegeven werd. — Nu de twee volkeren gescheiden zijn, wil men in 't zuiden niet meer weten van het Vlaamsch, alhoewel de Vlamingen nog meerderheid zijn. Men vraagt in de regimenten kennis van het Fransch, geene van het Vlaamsch. Geschiedkundig overzicht wat de Vlamingen op oorlogsgebied zonder kennis van het Fransch gedaan hebben. En nu komen zij die taal verdrukken, zij, die er geen woord van begrijpen noch iets kennen van hare letterkunde en geschiedenis.

### 244. Artikel 23 der Grondwet. (Zitting van den 27 December 1830.) *Exposé des Motifs de la Constitution par un docteur en droit* (ISIDORE VAN OVERLOOP), Bruxelles, H. Goemaere, 1864, blz. 335-336.

« Art. 23. — Le projet de la section centrale était ainsi conçu :

Art. 19. L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi. »

La commission avait proposé de dire :

« Art. 28. — L'emploi facultatif des langues usitées en Belgique ne pourra être réglé que par la loi. »

Le projet de MM. Forgeur, Barbanson, Fleussu et Liedts, gardait le silence sur ce point.

M. *Van Meenen* propose l'amendement suivant :

« L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif pour les particuliers; il ne peut être réglé que par la loi et qu'à l'égard des fonctionnaires non électifs. »

Cet amendement n'est pas appuyé.

M. *Raikem* propose un amendement ainsi conçu :

« L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif. Il ne peut être réglé que pour les actes de l'autorité publique et seulement par la loi. »

Cet amendement est appuyé.

M. *Raikem* : « Tout le monde est d'accord sur ce point, que l'emploi des langues est facultatif; et, dans l'usage habituel, chacun sera le maître de parler comme il voudra. Il faut qu'il en soit de même pour les actes qui ne règlent que les intérêts privés. Il est de ces actes contenant des conventions, comme les contrats notariés et les testaments, qui doivent pouvoir être écrits dans la langue que parlent ou que choisissent les parties; car sans cela il serait pas trop facile de les tromper. Mon amendement tend à consacrer ce droit. Pour les actes de l'autorité, la langue doit être unique, sauf la traduction à y ajouter dans les cas

nécessaires. Voilà tout ce que j'avais à dire pour justifier mon amendement. » (*Appuyé! appuyé!*)

M. *le Président*. Voici un sous-amendement de M. Devaux. Il consiste à ajouter aux mots : *il ne peut être réglé que par la loi*, ceux-ci : *et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires* (*Appuyé!*).

M. *Devaux*. « Quand j'ai proposé cet amendement, j'ai eu en vue les plaidoiries qu'il faudrait laisser libres : car il est arrivé plusieurs fois qu'un accusé, traduit devant ses juges, n'entendait pas la langue dans laquelle les plaidoiries avaient lieu, et il eût sans doute préféré entendre plaider dans la sienne. D'un autre côté, dans les lieux ou il y a des avocats qui parlent la langue flamande et la langue française, les avocats qui ne parlent que cette dernière sont en butte aux tracasseries de ceux qui préfèrent plaider en flamand. Je voudrais qu'on laissât à la loi la faculté de prononcer à cet égard. » (*Appuyé!*)

M. *Van Meenen* s'oppose au sous-amendement de M. Devaux, et trouve la rédaction des deux amendements vicieuse.

La proposition de M. Devaux est mise aux voix et adopté, ainsi que l'art. 19 amendé en ces termes :

« L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires ».

— Zie over art. 23 : *La Constitution belge annotée, offrant sous chaque article l'état de la doctrine, de la jurisprudence et de la législation* par J. J. THONISSEN, professeur à l'université de Louvain, membre de l'académie royale de Belgique, correspondant de l'institut de France. — Seconde édition, revue et considérablement augmentée. Bruxelles, Bruylant-Christophe et C^ie^, libraires-éditeurs, 1876, 8°.

Zie Titre II, bl. 97-102. Article 23. Sommaire. 136. Nécessité de garantir la liberté du langage. — Renvoi aux anciennes lois nationales. 137. Nécessité d'adopter une seule langue officielle. 138. Latitude laissée à la loi à l'effet de régler l'emploi des langues pour les affaires judiciaires. 139. Etat de la législation relative à la publication des lois et des arrêtés royaux. 140. Etat de la législation relative à l'emploi des langues dans les affaires judiciaires.

245. **Somers** (J.-L.-M.), onderwyzer in de Nederlandsche tael. — Drie vraegstukken over de filosophische nederduitsche spraekkunst. Antwerpen, P.-J. De Wever, 8°, IX-89 bl.

246. **Van Kampen** (N.-G.). — Redevoering over den geest der Nederlandsche letterkunde, vergeleken met die van andere volken. Ter aanvaarding van het hoogleeraarsambt in de Nederlandsche taal-

en letterkunde en Nederlandsche geschiedenis, aan de doorluchtige schole der stad Amsterdam. Amsterdam, ter stadsdrukkerij op het Rokin.

## 1831.

247. La pétition de Verviers. *Le Courrier, ancien Courrier des Pays-Bas,* 1 Januari 1831, nr 4.

Bespreekt de petitie « (que) les habitants de Verviers viennent d'adresser au congrès... tendant à faire prononcer par cette assemblée la réunion de la Belgiqu à la France. »

Over het streven, hier en te Parijs, tot inlijving van België bij Frankrijk, ware het niet moeilijk een boekdeel treffende excerpten uit de dagbladen van dien tijd samen te lezen. Daar Hollandsche nieuwspapieren schreven, dat de omwenteling « ten voordeele van Frankrijk geschiedde » en die zaak overigens in verband staat met den taalstrijd, wezen hier, als kantteekening, eenige kenmerkende aanhalingen medegedeeld :

*Le Courrier* (2 Januari 1831) teekent verzet aan tegen den kreet : *Réunissons nous à la France!*

Hetzelfde blad (nr 5, 5 Januari 1831) geeft een artikel ten beste : *Petite statistique des journaux*, waaruit het volgende over de houding der bladen :

« ... L'opposition au gouvernement provisoire se compose des orangistes, représentés par le *Vrai Patriote*, le *Messager de Gand* et le *Journal d'Anvers :* des républicains français, représentés par *l'Emancipation* (Verviers) et le *Journal de Verviers;* de M. De Potter et de ses amis, représentés par *Le Belge*. Il n'y a point de journal ministériel, mais un journal officiel. Les autres journaux adhèrent au congrès, sans toujours l'approuver, surveillent et ménagent le gouvernement provisoire sans en dépendre, et défendent l'indépendance de la Belgique. Ce sont avec de légères nuances, le *Politique*, le *Courrier de la Meuse*, le *Journal des Flandres*, le *Courrier de l'Escaut*, l'*Observateur du Hainaut*, le *Nervien*, le *Courrier de la Sambre* et le *Journal de la province de Liége* ».

*L'Observateur du Hainaut* somde al de bedrijven en ambten op, welke door de inlijving van België bij Frankrijk zouden lijden, en kwam tevens met verscheidene beweegredenen voor den dag tot verdediging zijner meening. Aldus o. a. :

« 14° Le peu de Flamands, d'Allemands et de Wallons que nous avons dans notre pays, nos frères enfin que l'on ravalerait plus encore à cause de leur langage, propriété pourtant bien sacrée, que les Languedociens ou les Bas-Bretons;...

Kunnen er ook niet mede instemmen :

29° Ceux qui sont persuadés que les mœurs flamandes ne pourraient point encore sympathiser avec les mœurs françaises, que pour les unir

il faut à celles-ci quelque chose de plus franc et aux autres quelque chose de plus poli. »

(Het opstel van l'*Observateur du Hainaut* werd overgedrukt in *Le Courrier*, nr 6, 6 Januari, en nr 11, 11 Januari 1831).

Toen *Le National* te Parijs, schreef :

« ... La Belgique arbore le drapeau tricolore; elle veut sa réunion à la France; c'est son salut; c'est le nôtre; c'est celui de la cause des peuples en Europe... »

kwam *Le Courrier* tegen die taal van *Le National* op, in zijn nr 7 van 7 Januari 1831, alsmede, daags nadien, tegen de *Pétition de Mons*, waarbij inwoners uit Bergen aan het Nationaal Congres insgelijks om de inlijving van België bij Frankrijk verzochten.

Zie over den wensch tot vereeniging met den Zuiderbuur, de besprekingen in het Belgisch Nationaal Congres en die in de *Chambre des Députés*, te Parijs, waar, in de vergadering van den 15 Januari 1831, de afgevaardigde Mauguin uitriep : « Pourquoi donc empêcher la Belgique de devenir française; la Belgique ne peut exister sans la France. Quant à moi, j'avoue que dans mes idées la Belgique est toujours France. »

In de vergadering van het Nationaal Congres (18 Januari 1831) werd eene petitie voorgelezen van inwoners uit Brussel, die protest aanteekenden tegen alle rechtstreeksche of onrechtstreeksche inlijving bij Frankrijk.

Den 23 Februari 1831, in de 83e vergadering van het Nationaal Congres, sprak de heer Lardinois over « de handelscrisis, die het gevolg der omwenteling was » :

« ... Aujourd'hui, poursuit l'orateur, le commerce fatigué est divisé en deux partis : les uns, tels que les négociants d'Anvers, de Gand, veulent le royaume des Pays-Bas ou le prince d'Orange; les autres, tels que ceux de Verviers, de Namur, de Luxembourg, de Charleroi, de Mons etc. désirent maintenant la réunion à la France!... » (Zie *Courrier*, nr 56, 25 Februari 1831).

In de Kamer te Parijs handelde de minister van buitenlandsche zaken (vergadering van den 23 Februari 1831) over de Belgische toestanden. Sprekende over het verzet van Frankrijk's Regeering tegen de verkiezing van den hertog van Leuchtenberg tot koning van België, drukte hij zich uit o. a als volgt :

« Placée sur la frontière la plus rapprochée de la capitale de la France, bordée de forteresses contre elle, parlant le même langage qu'elle, la Belgique ne devait pas s'exposer à devenir un foyer d'intrigue contre le gouvernement français, ni à tomber dans une alliance contraire à ses intérêts ».

De partijgangers van het Huis van Oranje gaven alle hoop niet op. Ten bewijze het opstel in den anders zoo weinig Frankrijksgezinden *Le Courrier* (27 Maart 1831, nr 86) : *Y ont-ils songé?*

« Y ont-ils songé, les partisans du prince d'Orange! Savent-ils quelles épouvantables calamités ils appellent sur le pays?

... En admettant que Gand, Anvers, Bruxelles ouvrent leurs portes

au fils de Guillaume, croyez-vous que les provinces wallonnes, que Liége, Namur, Mons, Tournay, etc., se résigneront à la même ignominie? Mille fois plutôt elles arboreraient le drapeau français... »

Eene maand later hadden de Frankrijksgezinden onder de Walen en Katholieken zoo veel vooruitgang gedaan dat de katholieke *Le Courrier* schrijven moest (29 April 1831, nr 119):

« Nous disons que nos adversaires veulent la *réunion à la France*. C'est là le but de l'espèce de mission qu'ils sont chargés de remplir à Bruxelles. Il faut empêcher la Belgique de se constituer, de se nationaliser; c'est le mot d'ordre parti de Paris et répété à Bruxelles... C'est au profit de la France que s'est faite la révolution belge; nous n'avons pas une assez grande étendue territoriale pour aspirer à l'indépendance; nous occupons en quelque sorte la lisière de la France; continuons à nous débattre péniblement dans le provisoire; notre destinée est d'être Français; c'est écrit là haut. Écartons donc toute combinaison qui pourrait élever une barrière entre la France et nous, et créer un obstacle qu'il faudrait détruire par la suite. »

Voilà la politique de nos adversaires; n'exigez pas qu'ils vous l'exposent nettement, mais examinez leur conduite, leurs écrits depuis cinq mois; jugez du système d'après les œuvres, et voyez avec quel empressement on accueille tout ce qui peut amener notre anéantissement national.

Il semblait qu'entre le parti français et la parti catholique, il y eût une distance immense; c'était les deux pôles à rapprocher. Voilà que des voix françaises et des voix catholiques se mêlent pour nous accuser. »

— Zie verder, in hetzelfde blad over dezelfde zaak, de opstellen (30 April 1831, nr 120): *Notre Marche;* — *De la candidature du prince Léopold* (*Extrait du Politique*); — *Rapports de la Révolution belge avec les révolutions anglaise et française* (1 Mei 1831, nr 121); — *Un Aveu* (*idem*); — *Notre silence* (6 Mei 1831, nr 126; — *Notre Marche dans le passé et dans l'avenir* (10 Mei 1831, nr 130; — *Réunion de la Belgique à la France* (16 Mei 1831, nr 138); — *Réunion de la Belgique à la France, réponse au Journal Liégeois l'*INDUSTRIE (30 Juni 1831, nr 181) enz., enz.

Zie insgelijks het verder aangeteekend werk: *Onthullingen over de Belgische Omwenteling van 1830*, door MAURITS JOSSON (1903, drukk. G. J. en E. Janssens, Antwerpen).

Ten slotte zij hier aangeteekend de bekentenis, welke *Lebeau* zich liet ontvallen in het *Nationaal Congres* (vergadering van 3 Juli 1831): « La France ne nous a-t-elle pas lancé l'écume de ses écrivains?... »

## 248. **Van Genabeth (P.).** — Veertien jaren in België en vlugt uit Brugge. Amsterdam, 1831.

P. VAN GENABETH, geboren in 1794 te Amsterdam, was reeds in 1817 te Doornijk, als leeraar in de Nederduitsche taal aan het Atheneum.

In 1819 werd hij naar Brugge overgeplaatst. In zijn *Veertien jaren in België* schetst hij Brugge en de Bruggelingen, « wier verbasterde spraak (hem) als een wangeluid in de ooren klonk », op alles behalve vleiende wijze. De eenmaal betoonde verkleefdheid aan hunne taal, schrijft hij, « komt mij eenvoudig voor als een trek naar het verbodene, voortvloeijende uit een geest van tegenstreving. » ,.. En verder : « toen heb ik mij kunnen overtuigen dat de Belg, bij gebrek aan nationalen geest, zich door onbestendigheid tevens kenmerkt, en niets heeft van die zekere vastheid, gematigdheid, kalmte en vaderlandsliefde, welke den Hollander zoo zeer onderscheidt. — Het vuur der Belgen is overigens gelijk aan dat van hunne brandstoffe. Hard van aard en moeijelijk om te ontsteken, hebben hunne besmettende steenkolen de hulp van vreemd vuur noodig; en eens in gloed zijnde, geven zij eene ondragelijke doch kortstondige hitte. Deze verdwijnt eensklaps, en er is geen vonkje meer van te vinden. Wil men dus dit vuur aanhouden, dan moet men telkens nieuwen toevoer op den haard smijten. Maar ook, welk een vuile verstikkende stank en rook verspreidt zich dan somtijds niet door het geheele huis? Hoe zacht en vreedzaam daarentegen brandt en vlamt niet het Hollandsch turfvuur? De gloed blijft, bij iedere kool, inwendig en zuiver; verteert langzaam, maar nog zeer lang vindt men onder de asch eene vonk, om met de eigene stoffe weer spoedig een nieuw vuur te ontsteken... »

249. **Wilhelmi (S.-H.).** — Vermuthungen über die nächste Zukunft Hollands und Belgiens, mit Hinweisung auf den durch den Burgerfreund und durch die Emder Zeitung mitgetheilten Aufsatze über die Niederländische Angelegenheiten, vornehmlich in Bezug auf Antwerpen, der hier zugleich mitgetheilt wird. Gedruckt für Rechnung des Verfassers bei P. S. Borghoorn, in Groningen, 8°, 42 bl.

250. Nouvelles de Hollande. *Le Courrier*, 4 Augustus 1831, nr 216.

« On lit dans l'*Arnhemsche Courant* du 28 juillet :

« Combien ne devons-nous par nous réjouir de voir à jamais rompu les liens qui nous unissaient à un peuple placé au bas de l'échelle de la civilisation ; un peuple qui se trouvait à une si grande distance de nous, tant pour *la langue*, la morale, la religion que pour le caractère national... »

Onnoodig daarbij te voegen dat de toon der Belgisch-Fransche bladen even heftig was tegen de Hollanders.

## 251. Koninklijk besluit van den 19 Augustus 1831. Programme d'examen pour le corps de l'état-major-général. *Le Belge*, 27 Augustus 1831, nr 239; *Le Courrier*, 28 Augustus 1831, nr 240.

(Tableau A.).

*Langues.*

« Parler et écrire correctement le français. Faire une composition française sur un sujet donné.

Parler et écrire, s'il est possible, au moins une autre langue vivante; de préférence celle d'un pays limitrophe de la Belgique. »

Dit examen werd ingesteld na den ongelukkigen veldtocht tegen het leger van Willem I.

## 252. Chambre des Représentants. Séance du 16 septembre 1831. Promulgation des lois.

« M. *de Robaulx* : ... Article 2. Après ces mots : « les lois seront insérées au *Bulletin officiel* aussitôt après leur promulgation, » on propose d'ajouter : « avec une traduction flamande ou allemande pour les communes où on parle ces langues. »

M. *Raikem*, ministre de la justice : ... « Nous avions observé que les traductions dans les langues qu'on parle dans certaines communes, se faisaient ordinairement, et comme cette mesure nous a paru purement réglementaire, nous n'en avions pas parlé dans le texte de la loi, mais je ne m'oppose pas à cette addition; je n'ai d'autre observation à faire que sinon l'insertion au *Bulletin officiel* sera retardée par le temps nécessaire aux traductions. »

L'article 2 est ensuite adopté sans discussion en ces termes :

« Ces lois seront insérées au Bulletin officiel, aussitôt après leur promulgation, avec une traduction flamande ou allemande, pour les communes où l'on parle ces langues; le texte français demeurant néanmoins le seul texte officiel. »

## 253. Légitimité de Léopold. — Légitimité de Guillaume. *Le Courrier*, 18 September 1831, nr 261.

« Les journaux hollandais assurent que Léopold doit abdiquer le trône de la Belgique, parce que la Belgique est composée de Wallons, de Brabançons, de Flamands, qui parlent trois ou quatre dialectes différents. Pour la même raison, le roi Guillaume devrait aussi abandonner le trône de la Hollande, car ses sujets, et surtout son armée, parlent aussi plusieurs langues. Il y a des Frisons et des Allemands sur le territoire qui forme la Hollande. »

254. Quels amis reste-t-il à la révolution? *Messager de Gand*, 31 October 1831, nr 117.

« Elle (la révolution) réclamait la liberté des langues · grâce à elle il n'y a plus de national parmi nous que le français. »

255. Koninklijk besluit van den 13 November 1831. *Bulletin officiel des lois*, 1831, IV, nr 307.

« Leopold, roi des Belges,

A tous présens et à venir, Salut.

Considérant que l'office d'agent solliciteur, créé par arrêté du 30 october 1814, a perdu le degré d'utilité qu'il pouvait avoir sous l'ancien gouvernement, depuis que les difficultés des communications entre les deux parties du royaume, et de l'usage obligé d'un idiôme étranger, ont disparu;

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur,

Art. 1. L'arrêté du 30 october 1814, qui a créé l'office d'agents solliciteurs près les départemens ministériels, est révoqué.

2. Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Bulletin officiel.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 1831.

Léopold.

Par le roi :

*Pour le ministre de l'intérieur,*

Le ministre des affaires étrangères,

De Muelenaere. »

De *agents solliciteurs*, aangesteld bij de onderscheidene departementen van het gouvernement van België, waren, ingevolge de bepalingen van het koninklijk besluit van 30 October 1814, gelast « met bij de commissarissen-generaal en bij den Staatssecretaris, al de verzoeken in te dienen en te vervolgen, welke particuliere personen aldaar mochten voor te dragen hebben. »

## 1832.

256. Statistique de l'instruction primaire en Belgique. *Le Courrier Belge*, 7 Januari 1832, nr 7.

« .., L'instruction primaire est... pour le moment sans législation en Belgique. L'action du gouvernement ne s'étend plus que sur les écoles qui en reçoivent des subsides; le reste est abandonné aux caprices des conseils communaux qui, dans plusieurs localités, ont retranché du budget communal les traitements des instituteurs, interprétant le principe de la liberté de l'enseignement, de manière à en conclure que les régences ont aujourd'hui le *droit de refuser à leurs administrés les bienfaits de l'instruction...*

Le nombre (des écoles primaires) s'élevait à la fin de (1830) à 4046, reparties de la manière suivante :

| Provinces | Population | Communes ayant des écoles | Nombre des rét. p. l'état | Écoles non rétrib. | Total. |
|---|---|---|---|---|---|
| Brabant . . . . . | 506.930 | 314 | 43 | 356 | 399 |
| Anvers. . . . . . | 343.300 | 154 | 21 | 247 | 268 |
| Limbourg. . . . . | 330.200 | 170 | 84 | 132 | 216 |
| Liége . . . . . | 352.230 | 402 | 71 | 371 | 442 |
| Luxembourg . . . | 302.700 | 331 | 38 | 662 | 700 |
| Namur . . . . . | 197.700 | 244 | 83 | 312 | 395 |
| Hainaut . . . | 574.800 | 477 | 55 | 671 | 726 |
| Flandre-Orientale . | 717.200 | 285 | 43 | 437 | 480 |
| Flandre-Occidentale. | 580.600 | 275 | 51 | 369 | 420 |
| Tout le Royaume . | 3.905.660 | 2652 | 489 | 3557 | 4046 |

La répartition des sommes allouées au budget pour l'instruction primaire, le relevé du nombre d'élèves dans chaque province, et le calcul de la proportion entre le nombre des élèves et la population, présentaient les résultats suivants :

| Provinces | Sommes all. au budget | Nombre d'élèves | | | Proportion entre le nombre d'élèves et la population |
|---|---|---|---|---|---|
| | | garçons | filles | Total | |
| Brabant . . . . . . | 7361 | 17600 | 14300 | 31900 | 1 sur 15.89 |
| Anvers . . . . . . | 5825 | 12600 | 9700 | 21700 | 1 sur 15.82 |
| Limbourg . . . . . | 12665 | 9600 | 7800 | 17400 | 1 sur 18.97 |
| Liége . . . . . . . | 11425 | 10400 | 15800 | 26200 | 1 sur 13.44 |
| Luxembourg . . . . | 717 | 23100 | 18900 | 42000 | 1 sur 7.20 |
| Namur . . . . . . | 11335 | 13800 | 11200 | 25000 | 1 sur 7.90 |
| Hainaut . . . . . | 11040 | 32000 | 26000 | 58000 | 1 sur 9.91 |
| Flandre-Orientale . . | 5150 | 20300 | 17200 | 37500 | 1 sur 19.12 |
| Flandre-Occidentale . | 8648 | 18300 | 15000 | 33300 | 1 sur 17.43 |
| Tout le Royaume . . | 79624 | 157100 | 125900 | 293000 | 1 sur 13.33 |

## 257. **Juliau.** — La révolte Belge. *Le Nord* (Rijsel), 27 Januari 1832.

« ... La révolte belge était dès longtemps préparée dans les cabinets de M. de Villèle, puis de M. de Polignac. Qui ne sait que, lors de la révolte de Bruxelles, révolte toute préparée à Paris et dont les brandons étaient importés de la capitale française dans la capitale belge, bien loin que l'esprit qui l'a fait eût exercé aucun empire sur la révolution qui venait de s'accomplir en juillet, tous les agens de cette révolution annonçaient hautement leur mission et leur but d'en accomplir une semblable à Bruxelles. »

258. La Restauration jugée en hollandais. *Courrier Belge*, 30 Januari 1832, nr 30.

Aanhalingen uit de redevoeringen, uitgesproken in de Nederlandsche Staten-Generaal, door Van Alphen, Frets, Doncker-Curtius, Luzac, Van Swinderen, Van Dam, Van Ysselt, waarin die afgevaardigden zich krachtig verzetten tegen het denkbeeld van de wedervereeniging van België en Holland.

259. La Presse hollandaise. *Courrier Belge*, 3 Februari 1832, nr 34.

Aanhalingen uit het *Handelsblad* en de *Arnhemsche Courant* tegen de wedervereeniging van België met Holland.

« Quelle personne sensée pourrait encore croire à la possibilité d'une réunion nouvelle? Non! Jamais les Belges ne se condamneront à parler le Hollandais; jamais les Hollandais ne renonceront à leur langue nationale pour adopter le français » (*Amsterdamsch Handelsblad*).

Den 21 Februari 1832 drukt dit laatste blad een nog krachtiger opstel tegen « het gewelddadig terugbrengen van België onder de souvereineteit van onzen Koning ». De laatste vijftien jaren hebben Europa bewezen dat die slagboom tegen Frankrijk zwak was, en dat Holland gedurende al dien tijd al te zeer geleden heeft door die « tegen wil en dank hem opgedrongen » samenleving met de Belgische gewesten. — Zie insgelijks het *Amsterdamsch Handelsblad* (24 en 27 Februari 1832) : Antwoord aan lord Aberdeen. — Ook *De Arnhemsche Courant*, nr van 8 Maart 1832. De *Messager de Gand* (29 Februari 1832) meent dat de vereeniging, mits bestuurlijke scheiding, de beste oplossing wezen zal : « Ayons chacun nos lois, nos institutions, nos administrateurs indigènes, nos usages, nos mœurs, notre religion, nos finances, notre armée, notre liberté telle que nous l'entendons. En un mot, constituons-nous amicalement en état fédéré, sous un même chef héréditaire, dont la succession serait indivisible ». Het *Handelsblad* had vooraf het antwoord gegeven : « eene vereeniging met behoud van het eigendommelijke van ieder land is even onmogelijk ».

Zie over dezelfde zaak de opstellen : *Le projet de fédération* in *Le Courrier Belge*, 10 April, nr 101, en *De la quasi-Restauration proposée par le Messager de Gand* (id. 17 April, nr 108).

260. **Jean de Nivelles (V. Joly).** — De l'intervention française et de ses résultats quant à la nationalité Belge. Bruxelles, J. B. Crickx, 8°, 24 bl.

261. Esprit de l'armée. *Courrier Belge*, 26 September 1832, nr 270.

In dit opstel wordt beweerd, dat koning Willem in 1815 een der schoonste legers had kunnen samenstellen eenerzijds uit Belgen, anderzijds uit Nederlanders. In stede van die twee groote afdeelingen, wilde hij slechts één leger en benoemde geene andere dan Hollandsche officieren en onderofficieren in België; hij vestigde de cadetten-school te Delft, waar het Hollandsch de voertaal werd van het onderricht, en gaf geene bevordering tenzij aan Hollanders of aan hen die Hollanders wilden worden door de taal en ziens- en denkwijze.

262. **J.-F. Willems.** — Voorzeggingen van de Heilige Hildegarde omtrent de Belgische omwenteling, Gent, 8°, 31 bl.

Zie hierover de nota, blz. 50, in MAX ROOSES' *Levensschets van J.-Fr. Willems* (Gent, W. Rogghé, 1874). In dit schotschrift, enkel op 25 exemplaren getrokken, voorspelt J.-F. WILLEMS het einde van 1835 als het einde van het koninkrijk België. Zie insgelijks hierover : *Nalatenschap van J.-F. Willems*, uitgegeven door PR. VAN DUYSE. Gent, gebr. De Busschere, 1856, bl. XCIX.

263. **Blommaert (Ph.).** — Aenmerkingen over de verwaerloozing der nederduitsche tael. Gent, D.-J. Van der Haeghen. 8°, 20 bl. Herdrukt in de *Nederduitsche Letteroefeningen,* 1834, bl. 11-30.

« Is het waer dat de meeste Belgen fransch spreken? Is het waer, dat ten minste al de voorname lieden fransch kennen? Is het waer dat het Nederduitsch ruw en onbeschaefd zy? » Deze drie vragen worden door den schrijver op uitstekende wijze ontkennend beantwoord.

264. Vriend (Een) van het dierbare vaderland te Gend. — Verzameling van Liedjes en Dichtstukjes, betrekkelyk op de tydsomstandigheden in Belgenland, 1831 en 1832. Z. p. n. j. (1832), 16°, 31 bl.

MOTTO : Hij die getrouw vorst WILLEM diend
Is van het Vaderland een vriend.

265. Le Messager des Chambres (Paris). *Courrier Belge,* 13 November 1832, nr 318.

« Le *Messager des Chambres* propose très cavalièrement le partage de la Belgique. On parle flamand à Gand, Anvers et Bruges : voilà le lot de la Hollande tout fait. Le wallon ressemble au français, que Bruxelles, Liége, Mons et Namur soient donnés à Louis-Philippe.

D'ailleurs ces quatre provinces sont chaudement révolutionnaires et qui dit révolutionnaires dit réunionistes. Les Flandres réclameront peut-être contre cet arrangement; mais les industriels du chef-lieu y sont intérressés, et d'ailleurs n'a-t-on-pas une réponse toute prête aux plaintes des populations sacrifiées : les Belges ont bien sacrifié Maestricht et Venloo, pourquoi ne continueraient-ils pas à se vendre les uns les autres?... »

266. **De Robiano de Borsbeek (L.-F.).** — Gedenkschrift voor Belgenland en voorwerp van een verdedigingschrift, door L.-F. De Robiano de Borsbeek, vertaeld uit het fransch door M^r A. P. St-Nicolaes, Rukaert-Van Beesen, 8°, 134 blz.

267. **T.** — Aen de Vlaemsche Jongelingen. *Den Vaderlander,* 10 Juli 1832, n^r 81.

Oproep om de jongelingen der beschaafde standen aan te zetten Vlaamsch te leeren, ten einde het volk licht en onderwijs te kunnen verschaffen.

## 1833.

268. L'Armée Belge. *Courrier Belge,* 25 Februari 1833, n^r 56.

« L'inégale répartition des grades militaires entre les Belges et les Hollandais dans l'ancienne armée des Pays-Bas, fut incontestablement un des griefs les mieux fondés de la Belgique contre le gouvernement du roi Guillaume, et ce ne fut pas non plus une des moindres causes de notre révolution...! Il (le roi Guillaume) ne cessa, pendant la réunion, de chercher à arrêter par des entraves de tout genre ceux de nos jeunes gens qui se sentaient des dispositions pour la carrière des armes. On sait en effet que l'arrêté royal qui ordonnait l'établissement d'une école militaire à Louvain, ne fut jamais mis à exécution; on sait aussi qu'un Belge, eût-il été de Mons ou de Namur, n'était admis aux écoles de Delft et de Leyde qu'après avoir passé un examen préparatoire en *hollandais*, et que tous les cours de ces deux établissemens, même ceux où l'on enseignait les sciences mathématiques, étaient également donnés en *hollandais* (!)... »

N. B. — Hetzelfde blad teekende den 22 Maart 1833 (n^r 81) krachtig verzet aan, in een opstel : *L'Armée, les officiers étrangers*, tegen het recht dat de Belgische Regeering zich aanmatigde al te veel vreemde officieren in 's lands leger te benoemen. Den 28 Maart 1833 verklaarde de Minister van Oorlog in de Kamer dat er in 't Belgisch leger 104 Fransche, 34 Poolsche en 10 Duitsche en Engelsche officieren waren, te zamen 148!

269. **L. J.** — Essai sur la nécessité du rétablissement du royaume des Pays-Bas. (La Haye, chez Frank, 1833). *Le Courrier Belge*, 2 Augustus 1833, nr 214.

Bespreking dier brochure in zeer ongunstigen zin.

270. Librairie Belge. *Le Courrier Belge*, 27 September 1833, nr 270.

Bevat twee opstellen uit *Le Constitutionnel* en *Le Messager*, waarin deze Parijzer bladen handelen over den nadruk der Fransche werken in België. *Le Constitutionnel* bestempelt de Belgen met den naam van « forbans littéraires ». *Le Messager* verdedigt de Belgen, en wel met nadruk, in staatkundig opzicht. Hij schrijft o. a. :

« ... L'amitié, l'alliance, l'identification de la Belgique à la France est nécessaire à notre sécurité intérieure, à notre prépondérance militaire en Europe. C'est par les armes que l'on conquiert des territoires que les armes peuvent reprendre. Les populations ne sont conquises que par la langue, les institutions, les sciences, les lettres; mais quand elles le sont ainsi, c'est à jamais. La sainte alliance s'était fait de la Belgique une tête de pont contre la France. Guillaume de Nassau avait reçu mission de *défranciser* ce pays : il s'y appliqua avec l'ardeur et la persévérance qu'on lui connaît. Ses efforts furent vains. La Belgique s'était, durant vingt ans, affectionnée à notre législation civile; nos journaux, nos livres, notre théâtre composaient tous ses plaisirs intellectuels; et les *arrêtés sur la langue* furent non seulement impuissans, mais ils soulevèrent une résistance politique active, où les gouvernemens ne sont guères accoutumés d'en rencontrer... »

271. Bruxelles. *Le Courrier Belge*, 8 October 1833, nr 281.

« M. l'abbé Helsen a ouvert hier dimanche, rue des Fabriques, une église catholique-apostolique... Dimanche prochain, M. l'abbé Helsen procédéra à la bénédiction du temple, et la première messe sera dite en flamand... »

272. **Vandermeulen (J. B.).** — Willem den Koppigen, ingedrongen koning der Nederlanden, aenleyding gevend tot den opstand der Belgen in 1830, met een omstandig verhael der vier roemweerdige dagen, groote voorvallen en gevolgen. Brussel, uit de drukkery van Van der Borgt, 1e deel, 1833, 8°, 500 bl., 2e deel, 1839, 536 bl., 8°.

I, bl. 427, leest men : « Willem, die van de *Sainte-Alliance* zending ontfangen had om Belgen in Hollanders te veranderen, wilde dan met geweld de Hollandsche tael in Belgien invoeren, om, was het mogelyk, onze nationaliteyt geheelyk te doen verdwynen. Zyn besluyt (*van 1819*) deed eenen pynelyken indruk, byzonderlyk op de fonktionarissen en advokaten, vaders des huysgezins, die in de Hollandsche tael niet geoefend waeren, en dus hunne ampten en pleythandel moesten verlaeten, om plaets te maeken vóor de Hollanders ».

En op bl. 289, het besluit van 4 Juni 1830 besprekende, drukt de schrijver zich uit als volgt :

« Dit vry gebruyk der fransche tael, toegestaen aen de zuydelyke provincien, gaf veel voldoening, maer de koninklyke prokureurs, die mogelyk heymelyke onderrichtingen ontfangen hadden, maekten die vergunning vrugteloos : immers de heeren Bemelmans en Hoegaerde moetende, den 22 Juny, eene zaek pleyten vóor het hof van kassasie te Brussel, vraegden in den naem der twee partyen, om de fransche tael te mogen gebruyken. De Stoop, dien gehoorzaemen knegt van Van Maanen, stelde zich daer tegen, zeggende : « Het is niet genoeg dat de advokaeten voor hun eygen gemak verlangen van in eene andere dan in de Nederlandsche tael te mogen pleyten, daer moeten goede redenen zyn, die het hof moet weerdéren; en indien men het besluyt van 4 Juny anders verstaet, dan zal men niet meer weten wat de nationaele tael is, zy zal maer een ydel woord zyn. « De advokaeten hebben dan in de Nederlandsche tael moeten pleyten ».

273. Les huissiers, greffiers et fonctionnaires de l'ordre judiciaire, pour autant qu'ils connaissent le français, dresseront de préférence en cette langue leurs états de frais de justice. Omzendbrief van Minister Lebeau, van 9 Mei 1833, in *Recueil des circulaires etc. du Ministère de la Justice*, 1830-1835, bl. 272.

274. Dépêche du ministre des finances, du 26 Juillet 1833, enjoignant aux employés des contributions directes, douanes et accises de dresser à l'avenir *tous* leurs procès-verbaux en langue française. *Recueil administratif des lois, arrêtés et discussions concernant les contributions directes*, etc., 1833.

# 1834.

275. Opstel uit het *Journal des Débats* (Parijs). Gedeeltelijk overgenomen in *L'Indépendant*, 4 Januari 1834, nr 4.

« ... Il est de fait que la destruction du royaume des Pays-Bas, élevé contre la France, a été pour elle un accroissement de force. Il est de fait que l'érection du royaume de Belgique créé, consolidé sous son patronage, a été pour elle une extension de puissance... »

276. Uit het dagblad l'*Étendard* (1) (Rotterdam). *Le Courrier belge*, 11 Maart 1834, nr 70.

« Comment peut-on dire, sans crainte de se faire moquer, que deux peuples s'aiment, dont l'un ne veut ni parler ni lire la langue de l'autre! Quelle autre preuve d'antipathie voulez-vous que le faire des libraires belges, retournant des livres français parce qu'ils avaient été imprimés en Hollande? Toujours les Hollandais ont prétendu que la Belgique nuisait à leur commerce... Rien n'est Français ni Belge en Hollande, où il y a des gens par centaines qui se refusent obstinément à boire du faro, quoique le goût leur en plaise, uniquement parce qu'il se brasse en Belgique. La vérité nous arrache l'aveu que ce sont de grands enfans; mais le fait existe, et il montre combien les Hollandais affectionnent les Belges.

Non, les Belges ni les Hollandais, généralement parlant, ne désirent non seulement point une restauration, mais la pensée leur en est insupportable. Soyons francs, car c'est une vertu : les peuples ont raison tous deux... D'ailleurs que deviendraient les fonctionnaires de tout grade, agrégés aux événemens de 1830 et suivans? Les députés, les nouveaux officiers? Parlerait-on, devant les tribunaux, français ou hollandais? le clergé serait-il content? Mais quand bien même tous le seraient, les choses n'en seraient pas plus avancées d'une ligne. Il est une barrière insurmontable, qui n'entend rien à une réunion de la Hollande à la Belgique, et qui n'a jamais souffert cette réunion qu'à contre-cœur; cette barrière s'appelle la France. Palmerston n'en veut rien savoir non plus...

La restauration est un endort-les-gens, et qui peut y croire un gobe-mouche. »

---

(1) Een te Rotterdam gesticht Fransch blad (1833) tot bestrijding van koning Willem's regeering. Dit blad verscheen slechts eenige weken. De uitgever H.-J.-W. Thompson werd veroordeeld onder de beschuldiging dat hij dat blad gesticht had met de geldelijke hulp van den Belgischen minister Lebeau. (Zie *Le Courrier Belge*, 10 en 12 Augustus 1834.)

277. **Borgnet** (Ch.), Juge d'instruction. — Lettres sur la « Révolution brabançonne » de la fin du siècle dernier. *Le Courrier belge*, 18 Maart 1834, nr 77.

Deze brieven verscheoen in het *Journal de Namur*. De 16e brief (16 Maart) handelt over de vervolgingen, ingespannen tegen het *Journal historique* van den priester Feller en tegen l'*Esprit des Gazettes*, die omtrent 1787 de regeering van Jozef II bekampten.

Een uittreksel, met het oog op de toestanden van vóor en na 1830 :

« Parmi (les) défenseurs gagés du gouvernement autrichien, dit l'auteur des lettres sur la révolution brabançonne, figuraient la *Gazette de Cologne*, le *Courrier de l'Escaut* et le *Journal de Herve*, autrement dit *Journal général de l'Europe;* la plupart des rédacteurs de ces publications périodiques étaient Français. Il paraît qu'alors déjà la France s'était chargée du soin de pourvoir l'Europe, et notre pays surtout, de ces misérables, dont la plume est à vendre au plus haut enchérisseur et qu'on paie pour calomnier. On en demandait le motif à un Français, et sa réponse fut que son pays pourrait être comparé *à une grande marmite qui bout continuellement et dont l'écume se répand dans les provinces limitrophes*. On voit que sous plus d'un rapport le présent ressemble au passé. »

278. Expulsion de quelques étrangers. — Rapport de M. le Ministre de la Justice, fait dans la séance du 22 avril 1834. *L'Indépendant*, 25 April 1834, nr 115.

De Minister schetst de pogingen van een aantal vreemdelingen, o. a. van de *Société des Droits de l'Homme*, om in België valsche leerstelsels te doen ingang vinden, de arbeidende klasse op te ruien, woeling te verwekken zooals te Parijs en te Lyons, anarchistische denkbeelden te verspreiden, hier de republiek te stichten enz. — « On objecte que la république ne rencontre nulle sympathie chez nous... Le grand obstacle, dit-on, c'est la langue flamande. D'abord l'obstacle n'existe que pour une partie de nos provinces. Ensuite vous avez vu comment, à l'aide de Belges que leur inexpérience a rendu les séïdes de la propagande parisienne, la démagogie sait traduire ses opinions dans la langue de l'ouvrier flamand... » (Zinspeling op eene te Gent verspreide in 't Vlaamsch vertaalde brochure).

279. Journal des Débats. *Le Courrier Belge*, 29 Mei 1834, nr 149.

*Le Courrier Belge* bespreekt een artikel, verschenen in het Parijzer blad, over België, en vertolkt de beteekenis van dat opstel aldus : « La Belgique n'existe que par la grâce de la France et la volonté de Louis

Philippe. Elle est indépendante, mais elle ne peut user de son indépendance qu'à la condition de se conformer toujours aux volontés du cabinet des Tuileries. »

280. **Evain** (baron), ministre-directeur de la guerre. — Programme des conditions exigées pour l'admission à l'école militaire, (1r mai 1834). *Moniteur belge,* 19 en 20 Mei 1834, nr 139-140.

Wegens de kennis der talen wordt alleen vereischt : « 3° Posséder la langue française par principes. » Van 't Nederlandsch is er geene spraak.

281. **Rogier (Ch.),** ministre de l'Intérieur. — Quatrième anniversaire des journées de septembre 1830. — Programme d'un concours littéraire et musical. (Bruxelles, 21 juin 1834). *Moniteur Belge,* 23 Juni 1834, nr 174.

« Art. 1er. Il sera ouvert un concours :

1° Pour la composition de morceaux de poésie tant en langue française qu'en langue flamande, dont le sujet sera : *le triomphe de l'indépendance nationale*; *les destinées de la patrie.* »

De prijs voor het Vlaamsche dichtstuk werd behaald door K.-L. LEDEGANCK.

282. Letterkunde. *L'Indépendant,* 2 Augustus 1834, nr 215.

« Par arrêté de M. le ministre de l'Intérieur, en date du 31 juillet 1834, M. Van Hasselt (A.) est chargé de réunir toutes les pièces de poésie (flamandes ou françaises) d'auteurs belges, qui seraient propres à entrer dans un ou deux recueils, dont la publication aura lieu par les soins du ministre de l'Intérieur. »

283. Études sur les Flandres. *Le Courrier belge,* 11, 16 en 17 Augustus 1834, nr 223, 228 en 229.

« Les Flandres, ces deux provinces dont les habitans, pour le plus grand nombre, restent isolés de tout progrès dans la civilisation moderne, à cause de l'idiôme qu'ils parlent, présentent aujourd'hui des phénomènes aussi curieux à étudier qu'ils sont déplorables dans leurs résultats... Nous avons rapporté dans le temps certains articles du *Journal des Flandres,* par lesquels on s'efforçait de recommander la proscription de la langue française dans cette partie du royaume, afin, disait-on, que la

simplicité actuelle des Flamands ne se corrompit point par la contagion des idées modernes... Les prêtres égoïstes qui exploitent ces provinces craignent même l'association des idées et des besoins de ceux que leur langue tient séparés depuis des siècles déjà vulgarisées ailleurs...

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

Une autre cause, plus énergique encore que toutes celles que nous venons de citer (de geestelijkheid), c'est l'usage presqu'exclusif de la langue flamande, dans ces provinces, d'où le français est exclu comme langue impie, philosophique et athée. Les soins que prend le clergé pour restreindre l'extention de cette langue sont inouies... »

## 284. Études sur les Flandres. *Le Courrier Belge,* 29 Aug. 1834, nr 241.

Schrijft de achterlijkheid van het Vlaamsche land toe aan de Vlaamsche taal en tevens aan den vanouds ingewortelden haat, dien de Vlaamsche buitenlieden de zuidergewesten toedragen. « Mais ce qui contribua surtout à conserver toujours aux Flandres cette physionomie si personnelle qui les distingue, et ce qui rendit si stériles les tentatives d'absorption politique de l'empire français, qui voulait ramener à un type isolé les nombreux élémens si hétérogènes de la conquête impériale, et ce qui aujourd'hui même y est un si puissant obstacle à la naturalisation des idées de l'époque, c'est la langue flamande, dont le caractère et le génie résument merveilleusement l'état moral de ces populations que trois dominations étrangères ne sont pas parvenues à effleurer, tandis qu'elles ont complètement effacé l'empreinte traditionnelle et historique des autres provinces, dont l'existence politique n'avait pas encore pris un essor aussi développé que celle des Flandres.

Quand vint la domination française avec les saturnales du directoire et le pseudo-despotisme du consulat, elle trouva les Flandres inertes, froides et indifférentes au nouvel ordre d'idées qu'elle proclamait, et tandis que le Brabant et le Hainaut, toujours versatiles, se jettaient à corps perdu dans les doctrines nouvelles, les Flandres, sauf quelques exceptions, contemplèrent avec un étonnement mêlé de frayeur, le spectacle si nouveau de cette rénovation sociale, qui allait détruisant, sans pitié ni colère, des opinions et des doctrines que des siècles avaient consacrées.

Alors encore ce qui garantit les Flandres, ce fut la langue flamande, dont l'usage presque général rendit inutile toutes les tentatives de perfectionnement des commis-voyageurs de la civilisation que la France nous envoyait, avec cette prodigalité et cette générosité qu'on lui connait, et l'empire ne laissa dans les campagnes d'autres souvenirs et d'autres traditions que celle d'une époque qui dévorait les hommes et ôtait à l'agriculture des bras utiles; le mouvement intellectuel fut nul ou presqu'inappréciable, grâce aux soins du clergé flamand qui étouffait à leur naissance toutes tentatives d'introduction des idées gallicanes qu'il savait si hostiles à son pouvoir...

Dans les écoles communales des campagnes, la langue française figure quelque fois sur le programme de l'enseignement, mais seulement pour mémoire, car le plus souvent le professeur lui-même n'en comprend pas un seul mot, ou s'il la parle, c'est avec un accent et des inflexions de voix si ridicules qu'il guérit à tout jamais de l'envie de l'apprendre ceux qui en seraient tentés...

Cette indifférence, ou plutôt cette aversion, qu'éprouve l'habitant des Flandres pour la langue française, est... renforcée chaque jour par mille causes diverses, et merveilleusement exploitée par un clergé trop fin pour ne pas voir avec crainte le moment où la langue française, brisant toutes les barrières qu'il lui a jusqu'ici si soigneusement opposées, viendrait initier des populations jusqu'alors somnolentes et passives à ce scepticisme qui a si profondément lézardé le vieil édifice catholique... »

*Le Courrier belge* predikt daarna een kruistocht tegen de geestelijkheid, die de Vlaamsche bevolking onwetend houdt « et empêche cette fusion de mœurs, d'idées, de langage, qui seule peut parvenir à nous donner l'unité de physionomie si nécessaire à un peuple... Vous chercherez en vain au milieu d'eux (des habitans des Flandres) un sentiment, une idée qui les rattache à l'unité nationale; ils sont flamands, habitans de telle ou telle commune, ils parlent flamand, pensent en flamand, prient et aiment en flamand, mais c'est tout au plus s'ils se souviennent d'être *Belges*...

C'est donc aux libéraux que revient la tâche d'émanciper les populations des campagnes dans les provinces que le clergé semble avoir choisies pour foyer de sa puissance... C'est surtout en faisant sentir aux habitans le besoin de cette langue française si abhorrée du clergé, qu'ils parviendront à introduire dans ces localités stationnaires, quelques rayons de lumière... »

Tegen die schets van den toestand in de *Études sur les Flandres*, kwam het *Journal des Flandres* op, en *Le Courrier Belge* antwoordde (3 September 1834, nr 246) met het *Journal des Flandres* o. a. te verwijzen naar het zooeven verschenen opstel van Ed. Ducpétiaux : *Comparaison entre la criminalité et la moralité des provinces flamandes et des provinces wallonnes* (Zie *Messager des Sciences et des Arts de la Belgique*, Gand, 2e livr., 1834). Het blad bespreekt breedvoerig dit opstel (*Courrier Belge*, 6 September 1834, nr 249) en zegt o. a. over de taal der Vlamingen wat volgt : « L'usage d'une langue qui, depuis près de deux siècles, n'a plus de littérature, et qui, par conséquent, ne verse plus dans la circulation aucune idée nouvelle et progressive; la domination... d'un clergé ignorant et égoïste, nous ont paru devoir rendre principalement compte d'une situation si tristement exceptionnelle, à laquelle il est urgent que tout le reste de la Belgique s'unisse pour chercher un remède... »

285. Les Flandres vengées. *Le Courrier Belge*, 10 Septembre 1834, nr 253.

Antwoord op *Études sur les Flandres*. Het verscheen in *Journal des Flandres*, dat verzet aanteekent tegen de beschuldiging dat de Vlaamsche geestelijkheid den Vlamingen de studie van het Fransch verbiedt of bemoeilijkt. Daarop antwoordt *Le Courrier Belge* dat het *Journal des Flandres* in den aanvang van 1833 een opstel afkondigde tot wering van het Fransch uit de Vlaamsche gewesten, omdat verderfelijke leerstellingen door middel van die taal werden verspreid.

### 286. Études sur les Flandres. *Le Courrier Belge*, 10 September 1834, nr 253.

Bespreekt de volksboekjes, welke thans nog geduld worden door de geestelijkheid, aldus o. a. het *Guychel-Book*. « Lisez le *Guychel-Book* et vous comprendrez son mépris (du paysan flamand) pour les provinces wallones, qui lui sont si supérieures en instruction et en moralité. Dans ce recueil d'anecdotes l'habitant du Hainaut, le Wallon, joue toujours un rôle de niais, et est toujours dupé par un flamand. » Ten slotte zegt de schrijver dat de ontwikkelde en hoogere stand in Oost- en West-Vlaanderen zijnen plicht niet vervult en insgelijks buigt voor de geestelijkheid.

⁂ Tegen de opstellen van *Le Courrier Belge* teekent insgelijks *l'Union*, het blad van den katholieken minister de Muelenaere, verzet aan.

Uit eene andere polemiek tusschen deze beide bladen vernemen wij (*Courrier Belge*, 17 September 1834, nr 260) dat de vroegere *Courrier des Pays-Bas* onder zijne medewerkers telde : Nothomb, Devaux, Van Praet.

*L'Union* beschuldigt *Le Courrier Belge*, wegens dezes *Études sur les Flandres*, « que (*le Courrier Belge* a) pour but de diviser le royaume en deux parties hostiles l'une à l'autre, comme l'étaient la Hollande et la Belgique, dans le ci-devant royaume des Pays-Bas; (qu'il veut) *imposer* la langue française aux flamands... » (zie *Le Courrier Belge*, 17 September 1834, nr 260).

### 287. Études sur les Flandres. Les Flandres et le Journal *l'Union*. *Le Courrier Belge*, 21 September 1834, nr 264.

Nog over de statistieken van Ducpétiaux en de achterlijkheid der Vlaamsche gewesten. In eene dier studiën meent *Le Courrier Belge* dat Vlaanderen verlichte beambten en ambtenaars noodig heeft.

### 288. Douanes. — Extrait du *Moniteur*. *L'Indépendant*, 21 September 1834, nr 264.

« Dans un de ses derniers numéros, le *Journal des Flandres* avance que, depuis peu, l'ordre a été donné aux employés des douanes du district

d'Eecloo et d'ailleurs de dresser leurs rapports en français, et aux receveurs, de délivrer les quittances aux contribuables dans la même langue.

Nous sommes autorisés à déclarer que le Ministre des Finances actuel n'a donné aucun ordre de cette nature, et qu'il a continué à agir à cet égard comme son prédécesseur, qui, lui-même, à laissé les choses sur le pied où elles avaient été placées par le gouvernement provisoires. »

## 289. Anniversaire de septembre dans les provinces. *L'Indépendant,* 4 October 1834, nr 277.

Beschrijving van de feestelijkheden te Eekloo (25 September 1834) ter eere van K. Ledeganck, den bekroonden dichter van het stuk op 's Lands Onafhankelijkheid.

## 290. La Littérature, la Morale et la Librairie. *Le Courrier Belge,* 14 October 1834, nr 287.

Een uitvoerig opstel ter gelegenheid van een artikel van Jules Janin : *Le journalisme franco-belge, simple histoire de critique littéraire,* en waarin voorkomt : « Chacun sait que les plus mauvais journaux de la Belgique sont rédigés par des espèces d'hommes de lettres nés en France, hommes d'ordinaire sans aveu comme sans style, qui s'en vont à l'étranger pour y trafiquer de leur mieux le peu de fiel et de bile qu'on veut bien leur acheter pour tuer le temps. »

*Le Courrier Belge* legt de bekentenis af « que la Belgique est, quant à présent, le pays le *moins littéraire du monde,* y compris les Hottentots, la Basse-Bretagne et le département des Landes. »

## 291. Du développement littéraire en Belgique. *Le Courrier Belge,* 19 October 1834, nr 292.

In dit opstel is er enkel spraak van de Belgisch-Fransche letterkunde.

Uittreksel :

« ... Dès ce moment (1827-1828) fut brisé cet insultant préjugé qui nous condamnait comme *incapables,* et sur la foi duquel tant de publicistes nomades se ruaient chaque jour sur la Belgique, dont ils venaient, disaient-ils naïvement, faire l'éducation politique, et améliorer les institutions. Longtemps ces *civilisateurs* éblouirent la foule émerveillée à l'aspect de leur officieux dévouement; mais bientôt elle s'aperçut, heureusement pour notre dignité de peuple, que ce rôle si beau, c'était à nous-mêmes à l'exercer, sous peine de déchéance sociale, et sous peine du mépris de l'Europe entière.

Aujourd'hui que le nouvel état de choses a rallié au budget une partie de nos publicistes nationaux, un autre phénomène s'est manifesté. Les écrivains étrangers sont devenus les défenseurs du pouvoir...

Étrangers à nos mœurs, comme à nos habitudes, à nos préjugés même, c'est au nom des intérêts nationaux qu'ils nous régentent du haut

de leur suffisance, au nom de ces intérêts qu'ils ignorent et auxquels ils seront probablement longtemps encore étrangers... »

Volgt een oproep tot de jeugd tot beoefening der letteren.

« A l'œuvre donc, jeunes gens! que tout ce qui se sent du style et de l'âme concoure à laver sa patrie du reproche que l'on nous prodigue si généreusement par-delà Quiévrain, à savoir : » qu'en Belgique on n'imprime tant de livres, que faute d'en savoir faire. »

292. Société pour l'instruction primaire et populaire (Bruxelles). *Le Courrier Belge,* 23 October 1834, nr 296.

Deze maatschappij opende den 9 November 1834, te Brussel, zondagscholen voor jongens van 13 jaar en meer : 2 *Fransche* en 1 *Vlaamsche.*

293. École de Navigation d'Anvers. Ministère de l'Intérieur. — Programme des connaissances qui seront exigées des personnes qui se présenteront à l'examen à subir pour obtenir la place de professeur. *L'Indépendant,* 1 November 1834, nr 305.

« ... *Langues :* Connaissance des langues française et flamande. »

294. La Nationalité Belge. Réponse au *National* (de Paris). *Le Courrier Belge,* 11 November 1834, nr 315.

Het Parijzer blad schreef : « Une nationalité n'existe qu'à certaines conditions de langue, de littérature, de frontières et d'antécédens historiques; or, la Belgique n'a pas de langue à elle, pas de littérature, pas de frontières, pas d'antécédens historiques, donc, il n'y a pas de nationalité belge... La réunion à la France est le *vœu* du peuple belge. »

Wat de taal betreft, antwoordde *Le Courrier Belge :*

« La Belgique n'a pas de langue à elle! — Cela est vrai pour la moitié de nos provinces. Le flamand n'a cours en effet que dans les provinces de Flandre et d'Anvers et dans une partie du Brabant, tandis que la langue française est généralement usitée dans les provinces de Liège, de Namur, du Hainaut, ainsi que dans une portion du Luxembourg et du Brabant. Mais de ce que la moitié de la Belgique parle français, s'en suit-il que la Belgique ne puisse avoir de nationalité à elle? Évidemment non. On peut parler français et agir en Belges, et c'est ce que nous faisons en Belgique. Tous les grands débats qui ont précédé notre révolution ont eu lieu en français, et cependant ils ont reçu une solution belge et non française. Les discussions de notre Congrès national

ont également eu lieu en français; la Constitution qu'il nous a faite a été rédigée en français; et cependant c'est dans ces discussions qu'a été proclamée l'indépendance de la Belgique, et que plus d'une grande résolution, comme l'exclusion des Nassau, et l'élection du duc de Nemours, a été prise malgré la France ou du moins malgré son gouvernement; et cependant aussi les auteurs de cette constitution se sont si peu inspirés des idées admises par les législateurs français, qu'ils y ont écrit presque toutes les libertés et les garanties qui sont encore aujourd'hui en question chez nos voisins... Non, ce n'est pas à la langue que parle un peuple, c'est à ses actions que l'on peut juger de sa nationalité... »

## 295. De la Nationalité Belge. *Le Courrier Belge*, 14 November 1834, nr 318.

Artikel overgenomen door *Le Courrier Belge* uit het Parijzer blad *Le Réformateur*, journal démocratique, sous la direction de MM. Raspail et Kersausie. Uit het artikel van den Republikeinschgezinden *Le Réformateur* blijkt dat hij de zienswijze van *Le National* niet geheel en al deelt.

Een paar uittreksels :

« Il nous semblait que ceux des Belges qui parlent français (car malheureusement plus de la moitié d'entr'eux sont hors d'état de participer directement aux lumières qu'au moyen de sa langue la France répand sur l'Europe) ont autant de droit à demeurer Belges, que les Alsaciens qui parlent allemand à demeurer Français...

Nous ne contestons pas qu'un jour ne puisse venir, où la Belgique jugera de l'intérêt qu'elle a de devenir province française; mais nous soutenons que tant que ce jour ne sera pas venu, la Belgique doit être consultée la première sur ce qui la concerne presqu'exclusivement...

Lorsque nous, Français, nous aurons pris les devants, et que nous aurons convaincus les Belges de notre supériorité comme peuple se gouvernant lui-même, dans l'intérêt de sa prospérité matérielle et de son développement intellectuel et moral, nous pourrons avec raison parler un tout autre langage; ce langage sera compris, et il y aura une grande probabilité que, ne voyant pas d'autre moyen de nous atteindre dans la carrière de la civilisation, les Belges nous demanderont eux-mêmes de les associer à notre sort, et de ne plus former avec nous qu'une seule famille... »

## 296. La Nationalité Belge. *Le National* (Paris), 16 November 1834.

« La *révolution de juillet* a renversé l'œuvre du congrès de Vienne en rompant le lien qui unissait la Hollande à la Belgique et faisait du royaume des Pays-Bas une place d'armes contre la France...

« Le jour viendra où... la neutralité de la Belgique, *en cas de guerre européenne*, disparaîtra devant le vœu du peuple belge... La Belgique se rangera naturellement du côté de la France... »

297. B. V. — Les Flandres et la Révolution, par AD. BARTELS. *Le Courrier Belge,* 25 November 1834, nr 329.

« M. *Bartels* a mieux apprécié notre situation (que M. Nothomb); de la hauteur où il s'est placé, il a mesuré un horizon plus large, et il n'a vu dans la révolution belge que ce qu'elle est, c'est-à-dire un simple épisode du grand drame politique dont le dénouement est encore un secret de l'avenir. »

298. Encore la Nationalité Belge. *Le Courrier Belge,* 26 November 1834, nr 330.

Betreft een opstel van *La Gazette de France,* « qui a étendu complaisamment la main vers notre pays, comme s'il n'y avait réellement qu'à se baisser et à prendre. »

Uittreksels van *La Gazette de France* :

« Le plan de la *restauration* des départemens belges reposait dans les cartons du ministère de Charles X... » — « La nature n'a point préparé le sol de la Belgique pour recevoir les fondations d'une solide monarchie. » — « Ce n'est point une monarchie durable, celle que la Prusse convoite, que la Hollande et la France réclament. » — « La France se vit honnir des Belges après les avoir enrichis, et la Hollande, dont l'union leur était si profitable, est de toutes les nations celle qu'ils abhorent le plus. » — « Au prochain remaniement de l'Europe, la Belgique retournera à la France : c'est son intérêt, c'est le vœu de la plupart des Belges. »

De Parijzer *Réformateur* bestrijdt dit artikel, en schrijft o. a. :

« Les Français que la république et l'empire envoyèrent s'enrichir en administrant les intérêts des Belges, ne traitaient ceux-ci qu'avec le mépris le plus insultant. Le souvenir seul de ces poignantes humiliations aurait suffi, en 1830, pour s'opposer à la réunion volontaire de la Belgique à la France. »

299. L'Opinion hollandaise au sujet de la restauration. *Le Courrier Belge,* 11 December 1834, nr 345.

Vertaald opstel uit *Het Handelsblad* van 8 December 1834 : *Réunion. — Séparation.*

*Het Handelsblad* verklaart dat er geene vereeniging meer mogelijk is; dat het belang van Nederland's handel zich daartegen verzet. Sedert de scheiding klimt Amsterdam's en Rotterdam's handel. Verder verklaart *Het Handelsblad :*

« Mais il ne faut pas nous arrêter à cela. Quand même la réunion serait moins préjudiciable pour nous, quelle garantie offre-t-elle pour sa durée? Lorsqu'en 1815, on joignit la Belgique à la Hollande, les populations des deux pays n'avaient l'une pour l'autre, ni amour ni

aversion. C'était comme deux jeunes gens qui, sans se connaître particulièrement, contractent mariage sur les conseils et par l'influence de parens et d'amis. Mais bientôt on aperçut que ce mariage ainsi formé, n'appartiendrait pas à ceux qu'on appelle heureux. La diversité de langues, de mœurs, de religion et d'intérêts, rendit inutiles tous les efforts du gouvernement pour former un ensemble de ces parties hétérogènes. Les intrigues du clergé belge, les prétentions exagérées des libéraux élevés à l'école française (deux parties qui d'abord séparément et ensuite réunis, attaquaient le gouvernement) furent promptement naître de l'éloignement entre les Pays-Bas du Nord et ceux du Sud... »

## 300. Nederduitsche Letteroefeningen. Gent, Snoeck-Ducaju en zoon, 1834, 8°, 320 blz.

Medewerkers aan dit tijdschrift, het eerste van dien aard in Vlaamsch-België, waren : P. Behaeghel, F. Blieck, Ph. Blommaert, F. de Visser, F. de Vos, A.-B. d'Huyghelaere, Maria Doolaeghe, A.-J. Duncan, J.-J. Lambin, K. Ledeganck, F.-H. Mertens, J. Nolet de Brauwere, J. Olivier, F. Rens, C. Robaeys, A.-G.-B. Schayes, C.-P. Serrure, Simons, A.-J. Stips, G.-L.-M. Somers, J.-J. Struyff, P. van Duyse, Th. van Loo, L. van Loo, J.-F. Verspreeuwen, C. Vervier, J.-F. Willems.

## 301. Nederduitsch Letterkundig Jaerboekje voor 1834. Eerste jaargang, Gent, Snoeck-Ducaju en zoon, 16°, 132 bl.

Dit jaarboekje, verzameld en uitgegeven door FR. RENS, de twee eerste jaren met medewerking van FR. DE VOS, verscheen onafgebroken tot 1875.

Zie over het ontstaan van het *Jaerboekje : Geschiedenis der Vlaamsche letterkunde*, door TH. COOPMAN en L. SCHARPÉ, bl. 54.

## 302. Mone. — Anzeiger für Kunde des deutschen Mittelalters, 1834, blz. 372.

Handelt over de nieuwere lettervruchten der Vlamingen, en schrijft o. a. (zie de vertaling in Rens' *Jaerboekje* voor 1836, blz. 372) :

« Om de vlaamsche taal- en letterkunde, en bij gevolg de vlaamsche natie tot een hoogeren trap van beschaving en verlichting te brengen, zoo moet : 1° In al de scholen 't Vlaamsch grondig worden onderwezen, en in deze taal de andere wetenschappen voorgedragen worden; 2° De oud-nederlandsche letterkundige geschiedenis, die noodzakelyk eigenkennis, algemeener gekend wezen; en 3° (moeten) groote dichters opstaan, die door uitmuntende werken de slapende nationaliteit ontwekken. Eeuwig blijft deze spreuke van HORATIUS, L. IV. Od. 9, waar, en dat de Belgen het niet vergeten :

*... Omnes illacrimabiles*
*Urgentur ignatique longa*
*Nocte, carent quia vate sacro.*

Zij zijn onbeweend en onbekend in eenen langdurigen nacht van vergetelheid gebleven, omdat het hun aan heilige dichters ontbrak. »

303. **Nothomb.** — Essai historique et politique sur la Révolution Belge. Bruxelles, J.-P. Méline, 8°, X-375 bl.

Volgens het beginsel dat België eene aanwinst van grondgebied was, moest de regeering (van koning Willem I) de Hollandsche taal als de wettige en nationale beschouwen. (Bl. 49).

De derde uitgave van Nothomb's werk werd aangekondigd in *l'Indépendant*, 5 October 1834. Van het bijvoegsel werd een deel overgenomen uit hoofdstuk VI : *Récapitulation :* état de la question belge; tâche des générations contemporaires; ancienne civilisation belge; tableau du XVI$^e$ siècle. »

Daaruit halen wij aan :

« ... Des deux choses qui manquaient à nos ancêtres, l'une nous est acquise : l'unité nationale, sortie de la révolution de 1830, sanctionnée par la politique européenne. Pour se constituer comme puissance intelligente, faut-il à la Belgique une langue qui lui soit propre? Nous ne le pensons pas. Qu'elle adopte ouvertement la langue française, l'instrument le plus universel de la pensée humaine. Il lui faudra moins d'efforts pour s'approprier cette langue, que pour perfectionner le flamand. Il y a non loin des frontières méridionales de la France, une ville qui peut servir de modèle à la Belgique, Genève, qui n'est française que par la forme de la pensée, qui n'a pas de langue originale, et qui a donné au dix-huitième siècle Jean-Jacques Rousseau, et le père de M$^{me}$ de Staël, au dix-neuvième Simonde-Sismondi. Par la langue, la Belgique appartiendra à la société française, par le fond de la pensée elle doit rester neutre entre l'Allemagne, l'Angleterre et la France, n'accepter de ces trois peuples que ce qui peut s'approprier à son génie, à ses traditions, au but personnel qu'elle doit se poser. Les matériaux dont elle a besoin, elle ne doit pas les acquérir de seconde main : faut-il que la France s'interpose entre elle et l'Allemagne, entre elle et l'Angleterre? L'irruption de l'esprit français, pourrait retarder d'un quart de siècle son avènement littéraire... »

304. **Keverberg (baron de).** — Du Royaume des Pays-Bas, sous le rapport de son origine, de son développement et de sa crise actuelle. La Haye, Th. Lejeune, 8°, 3 deelen.

Schrijver bespreekt in dat werk de taalverordeningen van koning Willem I, tevens het gebruik der twee talen in de kamers van het

koninkrijk der Nederlanden. « Le grief des langues (zegt hij, I. bl. 307), même réduit à sa véritable dimension, fut *une faute politique*, mais (II, bl. 303) d'une simple faute, effet de l'erreur, à un acte de tyrannie préméditée, la distance est immense, et il faut une inconcevable préoccupation, ou la plus insigne mauvaise foi, pour les confondre. »

Verder leest men er, dat op eene gezamenlijke bevolking van bijna 6 1/2 millioen inwoners het Nederlandsch gesproken werd door bijna 5 millioen inwoners.

Baron de Keverberg, geboren in het voormalig prins-bisdom Luik, in 1819 tot staatsraad benoemd, gouverneur, onder Willem I, achtereenvolgens te Antwerpen en te Gent, bleef den koning der Nederlanden getrouw.

Zijn werk werd breedvoerig besproken in het Belgisch ministerieel blad *l'Indépendant*, 13 Februari 1835, nr 44, 16 Februari nr 47, 22 Februari nr 53, 3 Maart nr 62.

Over de taalquæstie schrijft *l'Indépendant*, nr 53 :

« Résumons d'abord en peu de mots, l'état de la question aux diverses époques ou elle a fixé l'attention des gouvernemens.

*Gouvernement Autrichien* : Usage facultatif des langues;

*Gouvernement Français* : Usage forcé et exclusif de la langue française;

*Arrêté du baron Vincent, gouverneur-général des alliés, du 18 juillet 1814, rendu sur la réclamation des syndics des neuf nations et des cent quarante-trois doyens de Bruxelles* : Rétablissement de l'usage facultatif des langues; mais avec obligation de joindre aux actes une traduction francaise;

*Arrêté du prince souverain du 1r octobre 1814* : Révocation de cette réserve et maintien de l'usage facultatif des langues;

*Arrêté du roi Guillaume du 15 septembre 1819* : Première tentative faite pour l'introduction d'une langue nationale;

*Arrêté du 26 octobre 1829* : Premières mesures réparatrices;

*Arrêté du 4 juin 1830* : Révocation des arrêtés du 15 septembre 1819 et du 26 octobre 1822 et retour vers le système du gouvernement autrichien, et l'arrêté du 18 juillet 1814;

*Constitution de 1831, art. 23* : « L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif, » etc.

M. de Keverberg s'attache à deux faits : d'abord, il prend acte de la réclamation faite en 1814 au nom de la ville de Bruxelles; cette réclamation était juste; elle tendait à faire cesser l'empire forcé et exclusif de la langue française, et à rétablir l'usage facultatif des langues ; l'opposition n'a pas demandé autre chose pendant quinze ans, et la constitution de 1831 a réalisé ses vœux ; en second lieu, il cherche à équivoquer sur l'expression *langue nationale*, en l'appliquant non à la langue hollandaise, mais à l'idiôme de chaque province, comme si le roi Guillaume en exigeant l'usage de la *langue nationale*, n'avait entendu prescrire que l'usage de l'idiôme reçu dans les provinces respectives; personne ne s'est mépris sur le sens des mots *langue nationale ;* le flamand n'était considéré que comme un dérivé, *un patois* de la langue hollandaise, qui

était destinée à régner du Nord au Midi, d'Amsterdam jusqu'à Luxembourg; l'ancienne civilisation flamande était condamnée, comme imparfaite, comme avortée.

M. de Keverberg se garde de rapporter dans le texte de son ouvrage, l'art. 6 de l'arrêté du 13 septembre 1819, suivant lequel la connaissance de la *langue nationale*, et c'est bien de la langue hollandaise qu'il s'agit ici, devait devenir une des conditions de l'admission aux emplois publics; on avait bien voulu, il est vrai, fixer un terme pour l'étude de la langue : disposition que des députés du Nord ont même trouvée trop généreuse, puisque l'un d'eux, M. Byleveld, a osé dire, dans la séance du 5 mars 1829 : « Souvenez-vous de ce qui est arrivé sous l'empire : Napoléon a accordé quinze jours aux habitants de la Hollande pour apprendre le français; le gouvernement actuel a accordé autant d'années aux habitants de la Belgique pour apprendre le hollandais; de quoi vous plaignez-vous (1)? » Insolentes paroles qui n'étaient que le *væ victis* prononcé au nom d'un peuple qui ne nous avait vaincu nulle part... »

— Zie ook over het gebruik der talen onder Willem I : *La Révolution Belge de 1830*, d'après des documents inédits, par Théodore Juste, membre de l'Académie Royale de Belgique. Bruxelles, Bruylant Christophe et Cie, Editeurs, rue Blaes, 33, 1872. (Tome I. — L'antagonisme du Nord et du Midi. Bl. 15.)

305. **Willems (J.-F.). — Reinaert de Vos, naer de oudste beryming. Eekloo, Van Han en zoon, 8°, XV-140 bl.**

In de voorrede van dit werk spreekt Willems met rechtmatige verbolgenheid over de verwaarloozing en onderdrukking der moedertaal. Het was zijn wapenkreet aan de Vlamingen, het wezenlijk sein tot de wording van de Vlaamsche beweging.

« Van myne jongste dagen (zegt hij) heb ik getracht de verworpene moedertael te helpen opbeuren. Ik heb dezelve, zoowel tegen de bekrompenheid der hollandsche schryfregels, als tegen de verbasterdheid van het vlaemsche schooldialect, verdedigd; ik heb hare rechten op het openbare bestuer en hare nationaliteit door historische gronden, zooveel als in mij was, bewezen en voldongen. Om harent'wil ben ik van Antwerpen naer Eecloo verbannen. Zy moet my dus wel dierbaer zyn! Doch ook in Eecloo heb ik geleerd dat hare vyandin, de fransche tael, die in zes eeuwen, en meer, nog geen' enkelen voet grond op het nederduitsch heeft aengewonnen, nimmer de tael van het meerendeel der Belgen zyn zal. Op 8600 inwoonders van die stad zyn er omtrent 300 die fransch verstaen, en geen 100 die fatsoenlijk fransch spreken kunnen. Nogthans was Eecloo zeer vele jaren de verblijfplaets van fransche *sous-préfets*, van fransche ambtenaren; nogthans worden wederom sedert

(1) Ter volledlging van nr 201, blz. 81.

vier jaren hare 8300 andere ingezetenen in het fransch *gegouverneerd*, en dagelyks *gesommeerd*, *geëxploiteerd* en *geëxecuteerd!* Wy bezitten thans de *vryheid van tael*, ja; doch het schynt my toe dat die vryheid hare zuster, de *vryheid van verstaen*, geheel onder de voeten helpt.

Moge deze myne bearbeiding van het oudere gedeelte van *Reinaert den Vos* iets bydragen, tot het doen herleven van eene zoo dierbare tael, in een tyd waerop ons land van zooveel Franschen uitschot wordt overstroomd! »

306. **Doolaeghe (Maria).** — Aen de Belgische Dichters. *Nederduitsche Letteroefeningen*, 1834, bl. 3.

De tweede strophe van dit gedicht luidt als volgt :

« De tael waerin Van Maerlant zong,
Die tael, ja! blyven wy waerdeeren.
Bloost, gy, verfranschten, die uw tong
Waent met uw moederspraek te onteeren!
U roert geen vaderlandsch gevoel
De ziel. Van hier, die trots en koel
Op eigen grond voorby den lettertempel streven,
En offren op een vreemd altaer!
Voor eedler zonen klinkt myn snaer,
Voor echte Belgen is myn danklied aengeheven. »

307. **Blommaert (Ph.).** — Aenmerkingen op de verwaerloozing der Nederduitsche tael. *Nederduitsche Letteroefeningen*, 1834, bl. 11-30.

Zie N° 263.

308. **Serrure (C.-P.).** — Over Nederduitsche boeken in vreemde landen gedrukt. *Nederduitsche Letteroefeningen*, 1834, bl. 104-109.

Niet alleen in verscheidene Waalsche steden van België, maar ook in Frankrijk : te Dowaai, te Lyons, te St-Omaars, te Parijs, te Rouaan, te Rijsel; en in Engeland : te Londen en te Norwich, werden in de XVe eeuw Vlaamsche boeken gedrukt, waarvan de lijst wordt medegedeeld.

309. **Blommaert (Ph.).** — Landstael van België. Gent, Snoeck-Ducaju en zoon, 8°, 15 blz. Overgedrukt uit de *Nederduitsche Letteroefeningen*, 1834, 203-217.

Kort overzicht van het gebruik der Vlaamsche taal als bestuurstaal.

310. **Serrure** (C.-P.). — Over de beoefening der moedertael te Leuven en de kamers van Rhetorica dier stad. Gent, J. en A. Snoeck, 8°, 39 bl. Overgedrukt uit de *Nederduitsche Letteroefeningen,* 1834, bl. 231-255.

311. Schoolboeken. *Den Vaderlander,* 29 November 1834, nr 140.

Sedert de omwenteling wordt het Vlaamsch beter aangeleerd. Onze taal kwijnde, omdat de Hollanders ons hunne taal wilden opdringen. (Dit ter gelegenheid van de beoordeeling eener *Vlaemsche Spraekkonst* door Ch. van D(urme).

312. **D'Hulster.** — Analyses critiques. — Reinaert de Vos, naer de oudste beryming, door J.-F. Willems. *Messager des Sciences et des arts de la Belgique,* 1834, bl. 387-397.

Behelst bl. 390-394, een warm pleidooi voor de Vlaamsche taalbeweging. Eene nota, bl. 391, noemt *Le National de Paris,* die de rechten der Belgen op onafhankelijkheid betwijfelt, « attendu que la Belgique n'a pas de langue à elle, qu'elle n'a pas de littérature. »

313. Nationale Oudheden, Tael- en Letterkunde. *Den Vaderlander,* 16 December 1834, nr 147.

Over den vooruitgang onzer Letterkunde en de ontwaking van den nationalen geest sedert 1830. — Over Willems' *Reinaert de Vos.*

## 1835.

314. **Lady Morgan.** — The Princess. — Fransche vertaling van *La Princesse,* roman belge, door Mejr Sobry. Brussel, Wahlen.

Deze roman handelt over de Belgische omwenteling van 1830. (Uitvoerige bespreking in *l'Indépendant,* Brussel, 27 Januari 1835, nr 27.) Over de taalverordeningen van koning Willem luidt het : ... « La langue hollandaise fut imposée aux tribunaux belges, les avocats belges frappés d'incapacité dans leur profession, et le peuple mis hors d'état de suivre les procédures judiciaires... »

315. Over de bespreking der gemeentewet in de Kamer. *L'Indépendant,* 16 Maart 1835, nr 75.

« Nous avons dit que l'adoption de la loi qui rend directe l'élection des échevins est une monstruosité » ... « Dans les communes au-dessous de mille habitans. dans les plus chétifs villages, il faudra trouver trois administrateurs, deux échevins, plus un bourgmestre, trois administrateurs, sachant interpréter et appliquer la législation. Dans ces villages il y a bien de ces administrateurs qui ne savent pas lire et pour qui il faudra traduire les instructions ministérielles en flamand ou en wallon; mais l'opposition est comme ce personnage de comédie, *elle a changé l'ordre de l'humanité;* elle a décreté qu'à l'époque de la mise à exécution de la loi communale, trois paysans dans chaque village seraient immédiatement changés en capacités. »

316. Les Flandres et les élections. *Le Courrier Belge,* 28 Maart 1835, nr 87.

Opstel gericht tegen de geestelijkheid. Uittreksel :

« Les Flandres sont éminemment nationales; cette justice leur est due; elles repoussent avec la même indignation toute tendance vers la France ou la Hollande indistinctement... Les Flandres n'ont pas fait la révolution... »

317. La Revue de Paris. *Le Courrier Belge,* 28 April 1835, nr 118.

Opstel tegen dit Fransch blad, dat de Belgen uitscheldt. Het schrijft o. a. : « M. Fétis nous a quitté; il a quitté l'ingrate France pour le *pays de la contrefaçon,* maintenant sa nouvelle patrie, sa terre d'adoption. Jamais la protection des *Belges* ne manquera aux *Belges.* Mais nous qui ne voulons rien des Belges, qui sommes assez riches pour prêter à cette pauvre Belgique, pauvre surtout d'esprit et de nobles facultés, nos idées, notre langue, nos livres et notre armée, nous lui renvoyons bien volontiers les concerts historiques, afin qu'il ne soit pas dit que le royaume de Contrefaçon 1er, comme l'a si bien appelé un de nos collaborateurs, nous prête quelque chose... »

In datzelfde blad en nummer schrijft de heer Roger de Beauvoir over de Belgen :

« Votre presse politique regorge de tant d'infamies secrètes; elle est si pauvre et si vendue, qu'elle soulève le cœur! Votre presse politique, dirigée par quelques hommes qui se disent Français, loin d'être un auxiliaire aux intérêts de la France, ne s'occupe que de sa position bâtarde et de sa fortune à refaire... »

318. Vlaamsch boek. *L'Indépendant,* 11 Mei 1835, nr 131.

Kondigt de verschijning aan van eene uitgave, in 't Vlaamsch, van het *Magasin pittoresque*. « Il est temps que l'on donne enfin à nos populations flamandes des campagnes un autre aliment intellectuel que la lecture des contes d'Uylenspiegel et autres semblables, dont elles se nourissent exclusivement depuis plusieurs siècles. »

319. Littérature. *Le Courrier Belge*, 21 Mei 1835, nr 141.

« Tous les amis des lettres, n'importe l'opinion politique à laquelle ils appartiennent, ont applaudi à la nomination récente de M. Willems à un poste qui le fait rentrer à Gand, après avoir été longtemps tenu comme en exil dans la petite ville d'Eecloo. M. Willems a déjà rendu tant de services à la philologie en général, et en particulier à l'histoire des anciennes lettres flamandes, qu'il y aurait vraiment eu conscience à le tenir plus longtemps éloigné d'une grande ville où il lui deviendra plus facile de continuer les travaux auxquels il n'a cessé de se livrer, lorsqu'il résidait à Anvers. »

320. Proscription du *Magasin pittoresque flamand. Le Courrier Belge*, 21 Mei 1835, nr 141.

Teekent krachtig verzet aan tegen het volgende feit :

« ... Nous apprenons que la traduction flamande du *Magasin pittoresque* est déja dénoncée au petit peuple comme une entreprise *Orangiste*. Les affiches qui annonçaient cette publication ont été arrachées en plusieurs localités. »

*Le Courrier Belge* wil bewijzen dat de katholieken daar schuld aan hebben : de Vlamingen, schrijft hij, mogen immers niets lezen tenzij hunne armzalige zestiend-eeuwsche boekjes!

321. École Militaire. — Rapport adressé à M. le Ministre de la Guerre par le Commandant de l'école, président du jury d'examen Chapelié. *L'Indépendant*, 12 Juni 1835, nr 164.

Op 80 candidaten kennen 52 niet genoegzaam de Fransche taal en de verslaggever schrijft : « Les élèves de l'école militaire destinés à devenir officiers doivent écrire correctement la langue adoptée dans leur pays... »

322. Fransquillon. *Le Courrier Belge*, 15 Juni 1835, nr 165.

Het blad *Méphistophélès* had in zijn nr van den 11 Juni 1835 twee hier verblijvende Franschen bestempeld met de benaming *Fransquillons*. Bedoelde heeren achtten zich daardoor beledigd. De opstellers legden

in een door getuigen onderteekend proces-verbaal de verklaring af : « Sur la question de savoir si l'expression de Fransquillon était un terme général pour désigner les Français en Belgique, ils ont affirmé sur l'honneur que tel n'est point le sens qu'ils y attachent. »

### 323. Propagande flamande. *Le Courrier Belge,* 26 Juni 1835, nr 177.

« Enfin nous y arrivons! et le voilà trouvé le moyen de faire pénétrer les idées modernes jusqu'au fond des masses qu'une langue depuis longtemps sans littérature tenait comme séparées de nous et de notre siècle. Oui, le moyen est trouvé, ou plutôt il s'est révélé naturellement de luimême à quelques uns de ces prolétaires trop dédaignés par tant de gens qui ne les valent pas, de ces prolétaires dont le cœur est ouvert à tous les sentiments généreux, l'esprit à toutes les idées de justice, et qui, lorsqu'ils ont bien compris la dégradation où l'on veut les retenir ou les faire rentrer, savent du moins, à la différence de certaines classes de citoyens, qui se disent au-dessus d'eux par l'intelligence, travailler énergiquement d'eux-mêmes à se soustraire à leur mauvaise position.

Les livres manquent à nos populations flamandes, l'enseignement de la presse quotidienne, des débats publics de nos chambres et de nos tribunaux, l'enseignement même de nos grandes écoles leur manque aussi, en tout ou en partie, spécialement à Bruxelles et dans tout le reste du Brabant; c'est le théâtre qui suppléera dans une certaine proportion à cette lacune. »

Volgt een lang opstel over de pogingen van Jacob Kats, die de *Verbroedering* gesticht heeft en in de *Groene Poort* te Brussel volksvertooningen inricht. *Le Courrier Belge* heet hem den Vlaamschen Burns en bespreekt met veel lof de eerste opvoering van Kats' democratische stukken : het drama *Klaes Leyden,* alsmede *De verlichte Boer* en *De Kiezing in de Herberg!*

### 324. Actes officiels. Programme des connaissances exigées des personnes qui se présenteront à l'examen à subir pour obtenir le grade de conducteur dans le corps des ponts et chaussées. *Moniteur Belge,* 19 Juli 1835.

« Chapitre II. — Connaissances pratiques.

... Le candidat devra savoir parler et écrire correctement le français *ou* le flamand.

F. Teichmann.
Approuvé le 16 juillet 1835.
Le Ministre de l'Intérieur,
DE THEUX. »

In hetzelfde blad en onder dezelfde handteekeningen komt voor het programma van examen voor den graad van *leerling* en van onder-ingenieur bij de Bruggen en Wegen.

« ... Langues. — La connaissance grammaticale de la langue française *ou* flamande. »

## 325. Bruxelles, 6 août. *Le Courrier Belge*, 6 Augustus 1835, nr 218.

« *L'Éclaireur* fait remarquer que Verviers et le Hainaut sont à la tête du pétitionnement pour la liberté communale, d'où il infère, avec raison, que toute tendance de réunion à la France est oubliée dans ces provinces. »

## 326. Gagistes français. *Le Courrier Belge*, 6 Augustus 1835, nr 218.

« Presque tous les journaux rédigés par des écrivains belges, *le Libéral* et *le Lynx*, etc., s'unissent à nous pour stigmatiser comme ils le méritent, à l'occasion de leur polémique sur l'attentat du 28 juillet (à Paris), nos journaux ministériels, tous rédigés par des gagistes français. Le *Journal des Flandres* s'écrie à son tour :

Chose singulière! les rédacteurs de toutes ces feuilles sont tous des étrangers, des Français : et ce sont eux qui ne craignent pas de dire que tous ceux qui font de l'opposition en Belgique, veulent la destruction des propriétés, la ruine des familles et l'anéantissement de la nationalité.

Et ce sont des étrangers sans patrie, puisqu'ils renient la leur, qui viennent nous donner ainsi des leçons de nationalité! Et les opposans belges ne soigneraient pas aussi bien les véritables intérêts de la Belgique, où ils ont leurs parens et leurs biens, que ces Français qui n'ont pas de famille, car ils sont cosmopolites, et qui n'ont souvent d'autres propriétés qu'un bel habit qui n'est pas payé chez le tailleur, et un peu de linge sale qu'ils doivent faire laver tandis qu'ils sont au lit! »

## 327. Langue hollandaise. *L'Indépendant*, 7 Augustus 1835.

« Un journal assure que c'est encore en langue hollandaise que se donne l'instruction dans les écoles gratuites de la ville. Si cet abus existe, nous ne pensons pas qu'il soit général. Tous les instituteurs que la régence a placés dans ces écoles ne sont pas des Hollandais, et nous ne doutons point que la plupart des institutrices ne sachent la langue flamande. Mais un abus, pour ne pas être général, n'en est pas moins un abus; et c'en serait un bien grave en 1835, que la substitution du hollandais au flamand dans une école belge ». (*Constitutionnel des Flandres*).

Daarmede worden ongetwijfeld de scholen te Gent bedoeld.

328. Chambre des Représentants. Séance du 20 août 1835. Présidence de M. Raikem. Projet de loi sur l'instruction supérieure. *Le Courrier Belge,* 21 Augustus 1835, nr 233.

« Art. 44. L'examen pour la candidature en philosophie et lettres comprendra : L'explication d'auteurs grecs et latins, la littérature flamande ou française, au choix du récipiendaire, les antiquités romaines, etc. L'article 44 est adopté, avec la suppression de la littérature flamande. »

329. Chambre des Représentants. Séance du 24 août. Présidence de M. Raikem. *L'Indépendant,* 25 Augustus 1835, nr 237.

Rapport de pétitions.

« Par pétition en date du 15 avril 1835, le sieur Vandervoort, professeur de langues à Anvers, demande qu'il soit accordé des encouragements à la littérature nationale.

La commission propose l'ordre du jour.

Sur la proposition de M. A. Rodenbach, le renvoi à M. le ministre de l'intérieur est prononcé. »

330. Loi sur l'Enseignement supérieur. *L'Indépendant,* 4 October 1835, nr 270.

« Art. 3. L'enseignement supérieur comprend :

Dans la faculté de philosophie et lettres :

Les littératures orientale, grecque, latine, française et flamande... »

331. Littérature flamande. *L'Indépendant,* 11 October 1835, nr 286.

Z. M. de Koning heeft voor verscheidene exemplaren ingeschreven op het Vlaamsch-Fransch woordenboek van priester Olinger ; ook op de Vlaamsche uitgave van het *Magasin pittoresque,* die onder de leiding van den heer Olinger verschijnt. Dat is, schrijft l'*Indépendant,* « une preuve certaine du désir de S. M. de relever l'étude de la littérature flamande, et (ces encouragements) doivent servir à stimuler le zèle de ceux qui la cultivent déjà. »

332. Actes officiels. Écoles de Navigation d'Anvers et d'Ostende. *Moniteur Belge,* 22 October 1835.

Koninklijk besluit van 17 October 1835, houdende inrichting der Zeevaartscholen van en met 1 Januari 1836. Het reglement over de inrichting, het onderwijs en de examen bevat geene bepaling omtrent de talen.

## 333. Chronique. *Revue de Paris,* 15 November 1835.

« Que peut-il nous venir en effet de la Belgique, sinon des contrefaçons et des injures? La Belgique, insolent pays s'il en fut, pays bâtard, sans nationalité et sans style, qui n'a rien, pas même un dialecte à lui, a trouvé plaisant d'attaquer nos écrivains et nos touristes après leur avoir volé leurs livres, leur industrie et leurs bottes... Disons bien vite à la honte de la presse belge, ce sont des français que la Belgique soudoie pour attaquer d'autres français. Et de quels hommes se sert-elle pour instruments, je vous le demande? Le cœur nous soulève en songeant qu'il suffirait peut-être de recourir aux archives royales, aux énoncés des cours d'assises, au *Moniteur* et à la *Gazette des Tribunaux* pour les nommer... »

## 334. Actes officiels. Universités de l'État. Organisation des études. *Moniteur Belge,* 4 December 1835.

Koninklijk besluit van 3 December 1835 :

« Art. 4. Les leçons seront données en langue française; néanmoins notre ministre de l'intérieur pourra permettre que certains cours soient donnés en une autre langue. »

## 335. Universités de l'État. Organisation du personnel. Université de Gand. *Le Courrier Belge,* 6 December 1835, nr 340.

Benoemingen :

« ... Faculté de philosophie et lettres... J.-H. Bormans, actuellement directeur et professeur de rhétorique au collège de Hasselt. Histoire des littératures modernes et de la littérature flamande... »

## 336. Péréquation cadastrale. *L'Indépendant,* 7 December 1835, nr 341.

« ... Pour donner une idée de l'inégalité des répartitions anciennes, inégalité qui de tout temps a pesé spécialement sur les provinces d'Anvers et des deux Flandres, nous établirons quelques points de comparaison entre les impôts de diverses parties du royaume.

La province d'Anvers payait depuis 7 1/6 jusqu'à 25 1/2 pour cent de revenu net imposable; la Flandre Orientale, depuis 7 1/2 jusqu'à 22 1/2; la Flandre Occidentale, depuis 5 jusqu'à 18 1/2; tandis que le Brabant ne payait que depuis 3 2/3 jusqu'à 16 1/4; la province de Liége, depuis 2 1/2 jusqu'à 16 1/4; celle de Namur, depuis 3 1/4 jusqu'à 14 1/2; celle du Hainaut, depuis 2 1/2 jusqu'à 13 1/3. »

— Zie over de bespreking van het wetsontwerp : Kamerzitting van 8 December 1835 en vlg. tot en met 18 December.

Zie insgelijks de zeer belangrijke opstellen, onderteekend G. D. : *Des causes et de l'origine de la surtaxe payée par les Flandres dans la contribution foncière*, in *l'Indépendant*, 22 December 1835, nr 356, 25 December, nr 359, 26 en 27 December, nrs 360 en 361.)

## 337. Chambre des Représentants. Séance du 8 décembre. Présidence de M. Raikem. Discussion de la loi sur la péréquation cadastrale. *Le Courrier Belge*, 9 December 1835, nr 343.

De heer Gendebien vraagt dat er geene bepaalde beslissing genomen worde en dat de provinciale raden eerst en vooral worden geraadpleegd. De heer Rodenbach verzet zich daartegen : « Vous savez que depuis 37 ans les provinces flamandes sont surchargées de 58 millions. La Flandre Orientale paye 920 mille fr. de plus qu'elle ne devrait payer; la Flandre Occidentale paye 608 mille fr., et la province d'Anvers paye 133 mille fr. de plus qu'elles ne devraient être imposées. Je conçois que le Hainaut qui ne paye que 13 p. c. de revenu imposable, désire voir retarder de 2 ou 3 ans la péréquation cadastrale. Mais... il ne faut pas laisser subsister plus longtemps l'iniquité qui pèse sur plusieurs provinces. »

In de kamerzitting van den 16 December 1835 (zie *Le Courrier Belge*, nr 351), werd art. 1 van de wet aangenomen, waarbij : « le principal de la contribution foncière des sept provinces ci-dessous désignées, est repartie entre elles de la manière suivante, d'après les résultats du cadastre, savoir :

| | |
|---|---|
| Anvers | 1.317.357 francs. |
| Brabant | 2.772.229 |
| Flandre Occidentale | 2.344.412 |
| Flandre Orientale | 2.576.467 |
| Hainaut | 2.616.694 |
| Liége | 1.487.758 |
| Namur | 964.605 |
| | 14.079.522 |

Les contingens de la contribution financière des deux provinces de Limbourg et de Luxembourg sont provisoirement maintenus.

Celui de la province de Limbourg à 992.127 fr.

Celui de la province de Luxembourg à 807.678 fr. »

## 338. Armée. *Le Courrier Belge*, 18 December 1835, nr 352.

« Le Ministre de la guerre a eu recours à de bien pitoyables moyens, pour expliquer la division qui s'est manifestée dans notre armée, au sujet de la direction par trop française qu'un ministre français, un chef

de l'état-major général français, et d'autres officiers généraux aussi français, aideraient à donner à tout ce qui se fait chez nous. M. Evain n'a trouvé rien de mieux que d'accuser le gouvernement hollandais d'avoir fomenté et de fomenter encore ces divisions. C'est la fable de l'astrologue qui se laisse choir dans un puits en cherchant à lire dans les astres, oubliant de voir ce qu'il a devant les pieds... Ces Messieurs venus de Paris pour être Belges, comme Petit-Jean venait d'Amiens pour être Suisse, ne se persuaderont-ils jamais que nous avons par nous-mêmes assez de raisons de nous défier du gouvernement de Louis-Philippe, pour n'avoir pas besoin de prendre conseil à l'étranger, quand il faut nous mettre en garde contre la politique de ce gouvernement?... »

339. **De Jonghe (J.)**, Doctor in de Letteren en Wysbegeerte, Leeraer by het Atheneum van Brugge, oud lid der Maetschappy van Nederlandsche Tael- en Letterkunde te Gent. — Iets over de volksbeschaving en een woord over de Vlaemsche tael. Brugge, C. De Moor, 8°, 26 blz.

Zie over dit werkje : *Bydragen der Gazette van Gend*, 1e jaarg. 1836, bl. 66.

## 1836.

340. Bydragen der Gazette van Gend, voor Letteren, Kunsten en Wetenschappen, uitgegeven door de Maetschappy van Vlaemsche letteroefening, onder kenspreuk : *De tael is gantsch het volk*. Gent, D.-J. Van der Haeghen-Hulin, kl. 4°, 4 jaargangen, 1836-1839.

De Maatschappij *De Tael is gansch het volk* (titel ontleend aan een vers van Pr. van Duyse) werd in de hoofdstad van Oost-Vlaanderen gesticht den 10 Februari 1836. Zie : *Schets eener geschiedenis der Maatschappij van Nederlandsche Letterkunde : De Taal is gansch het volk*, te Gent, opgesteld door den heer Degerickx, secretaris, en door hem in openbare algemeene zitting van den 15 September 1861 voorgedragen, gedrukt in *De Eendragt*, veertiendaagsch tijdschrift voor Letteren, Kunsten en Wetenschappen, 18e jaargang, 1861, nr 7 en 8.

341. **Snellaert (F.-A.)**. — Verhandeling over het nadeelige van het niet beoefenen der volkstael. Uitgesproken in de eerste zitting der Maetschap-

py van Vlaemsche Letteroefening, met kenspreuk: *De tael is gantsch het volk. Bydragen der Gazette van Gend,* 1836, bl. 38-40.

342. Langue flamande. — Formation d'une société pour l'encouragement de cette langue. *Journal historique et littéraire,* III, 1836, bl. 584.

Deze Maatschappij, opgericht door J.-F. Willems en J. David, onder de bescherming van het Staatsbestuur, had voor titel : *Maetschappy ter bevordering der Nederduytsche tael en letterkunde.* Haar zetel was te Brussel en zij had afdeelingen te Leuven, Antwerpen, Gent en Brugge. Op haar verzoek werd bij het verder vermeld koninklijk besluit van 6 September 1836 een wedstrijd uitgeschreven tot oplossing van het brandend vraagstuk der spelling. Het *Belgisch Museum* heeft aan haar zijn ontstaan te danken.

De lijst harer leden komt voor in de *Bydragen der Gazette van Gend,* 1837, bl. 4-5.

— Zie voorts over deze maatschappij de *Brieven van J.-F. Willems* aan J. David, uitgegeven door Max Rooses, bl. 138-140, 143-146.

343. De la Nationalité belge. Au *National* de Paris. *Le Courrier Belge,* 21 Januari 1836, nr 21.

Le *National* « croit à l'inévitable réunion de notre pays à la France ». — « Nous ne croyons nullement faire injure aux Belges en disant qu'ils n'ont point de nationalité à eux, et que leur nationalité véritable est celle du pays dont ils parlent la langue, dont aucune barrière, aucun fleuve ne les sépare, et avec lequel ils sont en communauté ou plutôt en identité d'intérêts. Ce n'est pas la faute de la Belgique si elle n'a jamais été en position d'acquérir le caractère de nationalité distincte et indépendante, et de toute son histoire il ressort qu'elle ne s'est jamais trouvée dans cette position.

De *Courrier Belge* antwoordt : « La nationalité d'un peuple résulte bien moins de sa position topographique et de la langue qu'il parle, que de ses mœurs, de ses usages, de ses intérêts, de ses souvenirs ». Na die thesis ontwikkeld te hebben, besluit de *Courrier* : « Il s'agit aussi, dans la question, du peuple anglais et du peuple allemand, que plusieurs siècles de notre histoire nationale nous montrent alternativement ou simultanément liés à notre cause, chaque fois qu'il s'agit du grave problème politique que les Français posent et résolvent sur le papier avec une confiance qui leur a si souvent été funeste ».

In een tweede artikel (22 Januari, nr 22) beantwoordt de *Courrier* de meening van *Le National* als zou België reeds ten tijde van Cesar deel uitgemaakt hebben van Gallië, en legt uit wat men destijds verstond door Gallië. Verder schrijft hij :

« *Le National* prétend que nous avons vu avec indifférence notre réunion à la France en 1794, et que nous n'avons fait aucun effort pour nous séparer en 1814. Mais *Le National* n'a pas tout dit. Dumouriez n'écrivait-il pas de son temps ce que les Belges témoignaient de répugnance pour une réunion à la France, même quand elle les délivrait de tous les abus de la féodalité?... En 1814, personne ne regretta, chez nous, les Français de l'empire; et la conduite des soldats belges à Waterloo l'a bien prouvé... »

### 344. Encore une étoile qui file. *Le Courrier Belge*, 24 Januari 1836, nr 24.

« Encore un illustre étranger qui vient de succomber dans la Béotie de l'Europe, dans cette Belgique enténébrée de barbarie, et qui le sera encore longtemps, puisque M. Gibon, le professeur de philosophie, à Liége, retournera probablement dans son pays, et renoncera à nous faire pour dix mille francs de civilisation par an... »

### 345. Le procès de *Méphistophélès*. La question d'indépendance en Belgique. *Le Courrier Belge*, 26 Januari 1836, nr 28.

Over het hier bedoelde proces, zie *Le Courrier Belge*, 27 Januari 1836, nr 27. Het blad *Méphistophélès* had in zijn nr van 8 November 1835 een Franschman ontmaskerd, oud-meier van St-Cloud, die wegens verduistering van gelden, bestemd voor den arme zijner gemeente, Frankrijk had verlaten, naar Brussel was gekomen onder eenen verdichten naam, en, na eenige jaren verblijf aldaar, ambtenaar was geworden in het Ministerie van Oorlog. — *Méphistophélès* werd door dien Franschman beschuldigd van eerroof. De zaak kwam te Brussel voor het Hof van Assissen, den 23 Januari 1836, en de uitgever van het blad werd vrijgesproken onder de toejuiching der toegestroomde menigte.

Daarover schreef de *Courrier Belge* een breedvoerig opstel. Uittreksels :

« Il n'y a qu'un pays au monde où le gouvernement puisse être dupe des étrangers, au degré que nous savons, depuis les révélations de l'audience de la Cour d'assises de lundi dernier; et ce pays c'est la Belgique...

« La politique de l'étranger a mis dans les mains d'un étranger l'administration la plus importante de l'état, celle dont les dépenses absorbent la moitié des ressources du budget; elle a mis dans les mains d'un étranger le commandement de l'armée administrée déjà par un autre étranger du même pays; et d'autres étrangers, en second ordre, tiennent presque tous les fils qui font mouvoir cette importante machine que nous pouvons appeler le bras d'une nation, ce bras qui, bien enchaîné, rend longtemps inutile toute volonté nationale.

La politique de l'étranger a maintenu, chez nous, une haute police dont les agens n'ont d'autre souci que de servir l'étranger dans ses haines, comme dans ses intérêts.

La politique de l'étranger, toujours imposée à notre gouvernement, a mis toute la presse du gouvernement sous la direction d'écrivains étrangers.

Une tentative récente, qui n'est pas encore avortée, a eu pour but de mettre sous la même tutelle, une des parties les plus importantes de l'enseignement public, donné aux frais de l'état.

Après cette transformation inouïe, et parce qu'elle a de presque complet, et parce qu'elle a eu de rapide, de tous nos élémens d'indépendance nationale, en élémens de servitude, comment s'étonner de ce qui arrive? Comment ne pas envisager avec inquiétude ce qui doit arriver encore?

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

C'était peu de montrer le pouvoir et l'influence des Français, qui président à l'administration de la guerre ou aux commandements de l'armée, comme servant à faire obtenir, au dépens du trésor public, des marchés avantageux à des associations de capitalistes où des Français sont les principaux intéressés; des grades et des faveurs à des officiers français, aux dépens des officiers belges. Ce qui pouvait le mieux couronner cette démonstration, ce qui devait rendre palpable les abus d'un pareil état de choses, c'était la preuve évidente, irréfragable, vivante, donnée publiquement au vulgaire comme aux gens éclairés, du peu de retenue que les fonctionnaires venus de France mettent à exercer leur influence en Belgique.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

C'était peu de montrer la presse ministérielle tout entière dans les mains d'écrivains français, négligeant, par conséquent, de dire au pays et à l'étranger les faits qui constatent les profondes divisions existant dans l'armée, par suite de l'influence étrangère qui l'a démoralisée; les luttes de l'opinion nationale, littéraire ou politique, contre les préjugés que voudraient introduire chez nous quelques coryphées d'un parti absurde qui s'appuye sur des professeurs et des journalistes recrutés à Paris. Il fallait encore que la partialité de ces journalistes devint plus évidente, par le compte qu'ils ont rendu d'un procès où se trouvait impliqué un de leurs compatriotes, ou par le silence qu'ils ont gardé sur toutes les circonstances de ce procès qui servent à indiquer le sens dans lequel il a été compris dans notre public.

Ainsi, une partie importante de l'admistration, celle de la guerre, la police politique, la presse ministérielle ont subi, à l'occasion de ce procès, comme l'épreuve d'une pierre de touche qui devait servir à confirmer, pour tout le monde, ce que les plus clairvoyans et les plus hardis étaient seuls jusques-là à comprendre et à proclamer.

C'est déjà un notable effet d'une bien petite cause. Nous avons lieu d'espérer que l'effet grandira, par suite de la résolution que mettent les étrangers qui ont pris parti dans cette affaire, à braver jusqu'au bout l'opinion qui se prononce; et, par exemple, n'avons-nous pas vu hier

*l'Union*, rédigée par des Français, venus en Belgique depuis deux ans, pour y faire de l'esprit public à leur manière, s'élever audacieusement contre le verdict d'un jury belge, que nous avons lieu de croire avoir été rendu à l'unanimité et qu'un auditoire belge à accueilli par des applaudissements tellement prolongés qu'ils ont consterné le petit nombre d'intéressés auxquels on avait promis un résultat différent.

*L'Union* persévérera sans doute dans la même voie; elle trouvera même des auxiliaires parmi quelques journaux rédigés, à Bruxelles ou en province, par d'autres écrivains français. Nous y comptons : c'est par leur audace à braver l'opinion du pays, qu'avant 1830, les écrivains étrangers appelés à rédiger le *National*, l'*Universel*, la *Gazette des Pays-Bas*, le *Journal de Gand*, etc., etc., ont ménagé aux écrivains patriotes un triomphe plus complet et plus rapide. »

— Over hetzelfde onderwerp te lezen : *Réflexions transcendantes d'un homme du pouvoir sur l'acquittement de* MÉPHISTOPHÉLÈS (*Courrier Belge*, 1836, 29 Januari, nr 29) en in hetzelfde blad en nummer : *La Presse Anonyme, observations à* l'UNION. Ook in *Méphistophélès* (1835, nr 52) de fabel : *Les Fransquillons* (1) *malades de la presse*, en een artikel van *Le Lynx* (overgenomen in *Le Courrier Belge*, 4 Februari 1836, nr 35) tegen de officieele Fransche gazetschrijvers in België, zooals die van *Moniteur*, l'*Indépendant*, l'*Union*, enz. enz.

## 346. Encore la Nationalité belge. Nouvelle réponse au *National de Paris*. *Le Courrier Belge*, 11 en 12 Februari 1836, nr 12 en 13.

« L'opinion que nous représentons en Belgique, est-elle satisfaite, pour son compte, des limites assignées à la nationalité belge, par la Conférence de Londres? » Telle est la question spéciale que nous pose le *National*, qui en appelle à notre loyauté pour la réponse qu'il attend. »

En *Le Courrier Belge* antwoordt in een uitgebreid opstel : Neen; want Fransch-Vlaanderen heeft men ons ontrukt; en het blad schijnt de vrees uit te drukken, dat men België nog meer zal ontnemen...

Verder schrijft *Le Courrier* : « La France libérale et libre, telle que les Belges et les Anglais la veulent, sera mieux défendue par la Belgique indépendante contre l'Europe absolutiste, que par la barrière du Rhin... Et, par contre, la conquête de la Belgique, à deux époques différentes n'a-t-elle pas toujours été une des causes des désastres que s'est attirés la France?... »

---

(1) « Pour l'intelligence de ce mot à l'étranger, il est bon de noter que c'est un terme usité à Bruxelles, pour distinguer des français estimables ceux que l'opinion populaire désigne comme des aventuriers venus de France pour exploiter la Belgique. »

347. Mémoire adressé au Roi par la commission nommée par les industriels du district de Verviers. *Le Courrier Belge,* 15 Februari 1836, nr 46.

In die memorie worden de beweegredenen uiteengezet van de vraag uit Verviers, strekkende tot toetreding van België tot het Duitsche douane-stelsel (association de la Belgique au système de douane allemande).

348. Théâtre flamand de Kats (feuilleton). *Le Courrier Belge,* 8 Maart 1836, nr 68.

Ophemeling van den volks- en vrijgezinden Kats, van zijn tooneelwerk en zijne tooneelmaatschappij.

349. Position de la Belgique vis-à-vis de la France. *Le Courrier Belge,* 13 Maart 1836, nr 73.

Geschreven naar aanleiding van een voor Frankrijk zeer vleiend artikel in het *Journal de Liége.*

« En 1830, dit le *Journal de Liége*, nulle puissance en Europe, ne voulait de l'indépendance belge; la France seule l'a voulue. Soit, mais ajoutons la rectification que voici : Nulle puissance en Europe et la France tout aussi peu que les autres, ne *croyait* à l'indépendance belge. C'est pourquoi la France a voulu cette indépendance, regardée comme éphémère, et pourquoi aussi, le reste de l'Europe n'en voulait pas.

Aujourd'hui déjà, les rôles pourraient bien toucher au moment d'être intervertis; c'est à nous du moins à prouver à l'Europe des peuples, comme à l'Europe monarchique, que nous voulons et que nous savons consolider chez nous cette indépendance. Sitôt que l'Europe croira à cette indépendance, elle en voudra presqu'autant que nous-mêmes; ce pourrait bien être le contraire, du côté du gouvernement français. »

350. Français et fransquillons. *Le Courrier Belge,* 14 Maart 1836, nr 74.

Het Parijzer blad *l'Impartial* schreef naar aanleiding van eene maskarade te Brussel, — vastenavondgekken hadden aldaar *l'Entrée des fransquillons en Belgique* verbeeld, — een heftig artikel tegen de Belgen, die « het Fransche leger en Frankrijk hadden bespot ». Daarop verscheen in *Le Courrier Belge* een brief, onderteekend : *des Citoyens Belges*, waarin deze verzet aanteekenden tegen de beteekenis, welke *l'Impartial* aan de bedoelde vastenavondgrap gegeven had »... « Sachez donc que ce mot (fransquillons) a été créé, non pas pour désigner les français en général, mais pour faire une différence entre les bons et les mauvais. D'ordinaire on ne l'emploie en Belgique que lorsque l'on veut parler de ces hommes impurs, chassés de France pour malversations, tarés dans l'opinion même de leurs concitoyens, et qui viennent en masse

souiller notre sol. Cependant, on se sert aussi de ce mot pour désigner une foule d'intrigans qui, pour prix de l'hospitalité que nous leur accordons, et non contens de nous exploiter, se font encore les instrumens et les soutiens d'un gouvernement que nous répudions... »

351. Taelkunde. *Den Vaderlander,* 9e jaerg. 9 April 1836, nr 43.

Over de spellingkwestie. De schrijver verklaart zich voor de spelling van DES ROCHES, omdat die van OLINGER het Hollandsch te nabij komt.

352. Départemens. *Le Courrier Belge,* 4 Mei 1836, nr 125.

« Un journal demande qu'il n'y ait plus chez nous de provinces, plus de Hainaut, de Flandres, etc.; qu'il n'y ait plus qu'une Belgique divisée en départemens. Nous pouvons concevoir que ce vœu soit sincère dans une feuille rédigée par des Français: mais on nous permettra à nous autres Belges, de ne point la partager; nous avons eu pendant vingt ans les départemens que M.M. les Français réclament, et nous en avons eu assez pour en être dégoutés à jamais ». (*Messager de Gand.*)

De hier bedoelde vraag verscheen in het ministerieel blad *l'Indépendant* te Brussel.

353. Influence française. *Le Courrier Belge,* 19 Juni 1836, nr 171.

« Nous venons de lire dans la *Revue des deux Mondes*, un nouvel article de M. de Carné, sur la Belgique, dans lequel nous trouvons ce passage : « Exciter la Belgique à répudier l'influence française (qui selon M. de Carné, est la première condition de l'existence et des développemens de notre pays), c'est laisser croire qu'on songe bien plutôt à frayer la voie à l'orangisme, qu'à développer la nationalité belge; et *pour nous, ce soupçon approche fort de la certitude.* »

354. La poème de Jean van Heelu. *La Bataille de Woeringen. Le Courrier Belge,* 23 Juni 1836, nr 175.

In *l'Indépendant* schreef Andries van Hasselt verscheidene opstellen over dat gedicht, hetwelk door hem zeer ongunstig werd beoordeeld. — Le *Courrier Belge* (Jottrand) wijdde daaraan een uitgebreid feuilleton en deed de verdiensten van Van Heelu uitschijnen. Het stuk besluit als volgt : « Pourquoi est-il (Van Hasselt) allé se prendre comme il l'a fait à une des plus vieilles et des plus incontestables renommées parmi les Brabançons ? Lui qui est né et qui a été élevé presque sur les lieux mêmes où Van Heelu a dû écrire; lui qui, dans son enfance, a dû parler presque

son antique et pittoresque langage, pourquoi est-il venu nous forcer, nous Wallons, et qui tenions par conséquent de moins près que lui au vieux poète, à nous indigner d'une sorte de délit, dont nous sommes forcés de demander justice, tout comme s'il s'agissait d'un fils dégénéré que nous verrions battre son aïeul. »

355. ***. Variétés. *L'Indépendant*, 27 Juli 1836, nr 209.

In de bespreking van het werk *Esquisses sur les femmes*, par Mme Gatti de Gamond, verklaart het blad dat de Belgen de Fransche lichte litteratuur niet mogen naäpen, omdat zij de Fransche taal nooit genoegzaam zullen machtig zijn : « en Belgique la littérature sérieuse est seule possible ; car en Belgique... la langue française est une langue d'emprunt ; et Bruxelles ne peut être un seul moment comparé à Paris comme centre d'attraction, comme réunion d'hommes ou comme véhicule, comme marché littéraire si vous voulez... » De hoofdopsteller van *l'Indépendant* was de Franschman Faure, sedert 1830 te Brussel woonachtig en werkzaam.

356. École militaire. — Rapport au Roi. — Koninklijk besluit van 8 Juli 1836, houdende benoeming van 23 leerlingen tot onderluitenant. *Moniteur belge*, 28 Juli 1836.

Op die 23 leerlingen zijn er **18** afkomstig uit de Waalsche provinçiën ; **2** uit Brussel, **2** uit Leuven, **1** uit Gent.

357. **Mouton (Robin)**. — A. M. M. les feuilletonistes français en Belgique. *Le Courrier Belge*, 29 Juli 1836, nr 211.

Heftig opstel tegen de Fransche dagbladschrijvers in België, omdat zij met minachting neerzien op alles wat, op letterkundig gebied, hier te lande verschijnt.

358. Journal des Débats. *Le Courrier Belge*, 31 Juli 1836, nr 213.

Over eene reeks brieven over België, van Michel Chevalier, in het *Journal des Débats* (Parijs). Uittreksels :

« La première impression d'un Français qui entre en Belgique est toute de satisfaction. Ces belles fortifications de Mons, les inexpugnables remparts de Charleroy, de Huy, de Namur, tous bâtis contre nous, sont donc *pour nous* aujourd'hui. Les soldats qui les gardent portent *un uniforme imité du nôtre ; les officiers les plus distingués de l'armée*

*belge, sont Français : le ministre de la guerre de la Belgique est un général français* vieilli au service de son pays. Cette belle ville de Bruxelles, elle a été sauvée par la valeur de nos jeunes soldats ; cette citadelle d'Anvers, elle a été forcée par nos savans ingénieurs et par le tir mathématique de nos canonniers. Voilà l'un des fruits de la révolution de Juillet. Au reste, jamais revirement ne fut plus naturel; car Mons est quatre fois plus près de Paris que Marseille. La Belgique *est française par la religion et par les mœurs ;* son territoire est le prolongement du nôtre, sans qu'aucun ruisseau, aucun monticule, s'interposent entr'eux ; et la liberté belge est fille de *la liberté* française. Jamais réparation ne fut plus légitime. Car ces forteresses, que la prudence haineuse de la Hollande multiplia à nos portes comme autant de têtes de pont sur Paris à la disposition de la défunte Sainte-Alliance, ont été construites avec notre argent.

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

« Le plagiat est la seule littérature qu'il y ait en Belgique ; *c'est le seul rapport que les Belges modernes conservent avec les beaux-arts,* leur *seul effort* pour exploiter le champ de l'intelligence et du goût. Il n'existe plus parmi eux ni Rembrandt ni Rubens. Ils ont laissé l'ombre pour la substance, *le domaine de l'idéalité pour celui de la matière.* Ils adorent le *veau d'or,* ce qui ne les empêche pas d'être d'excellens catholiques. Ils nous laissent le culte de la poésie, des lettres et des sciences. »

De *Courrier Belge* antwoordt daarop o. a. dat het doel van hen die den heer M. Chevalier gelast hebben over België te schrijven, is : « Il faut tromper les français sur la situation de la Belgique et sur l'esprit des Belges; il faut leur faire croire que nous sommes la France, que nous voulons la France... »

## 359. Le Corsaire. *Le Courrier Belge,* 2 Augustus 1836, nr 215.

Uittreksel uit het Fransch dagblad *Le Corsaire* :

« Pourriez-vous dire à quoi ressemble la Belgique, comme nation ? Ce n'est ni un royaume, ni une république, ni un électorat ; c'est une province, une préfecture, une simple annexe du territoire français, quelque chose enfin de gras et de plantureux, dont toute la nationalité consiste à donner de la houille et du houblon.

En fait de nationalité, proprement dite, la Belgique a nos lois, et notre langue qu'elle parle, Dieu sait comment; en fait de littérature, elle a nos livres qu'elle réimprime en les criblant de fautes d'orthographe, afin que la contrefaçon soit parfaite; et en fait de trophées militaires, elle a sa part dans la victoire de Waterloo, dont elle est fière aujourd'hui comme en 1815.

Maintenant si vous trouvez qu'avec tout cela les Belges ne soient pas un grand peuple, vous conviendrez du moins que ce n'est pas la volonté qui leur manque, et qu'il y a chez eux un grand fond d'esprit public, s'ils n'en ont pas d'autre. »

360. Une littérature nationale. *Le Courrier Belge*, 4 Augustus 1836, nr 217.

« Depuis longtemps, cette question a été posée : aurons-nous une littérature nationale? Les meilleurs esprits s'en sont occupés et tous ont répondu : oui, nous aurons une littérature nationale; car nous avons une patrie, et il n'est point de patrie sans littérature. On ne songeait point que la littérature française est reçue chez nous comme nôtre, et que l'erreur où nous a jetés la communauté de langage, pouvait être de longue durée. Aussi, qui cherchait à nous détromper? La librairie belge s'était emparée de cette fausse idée, et ne songeant qu'à exploiter notre préjugé, avait elle-même créé le plus puissant, le seul obstacle à la naissance de notre littérature. Que leur importait la grande question de l'art? Qu'était pour eux la littérature nationale à venir, quand ils avaient pour rien une littérature toute faite? Voilà où l'art se trouvait pour eux. Aussi tout ce qui se publia chez nos voisins, se publia chez nous, le bon moins peut-être que le mauvais. Le roman le plus insipide, le conte le plus fade, le drame le plus dégoûtant, tout chez nous obtient les honneurs de la contre-façon ; tout nous fut jeté au rabais, et un déluge d'absurdités passablement imprimées, il est vrai, inonda notre pauvre pays. C'était désespérant; c'était un abîme dont nous ne pensions plus sortir.

Oui, uniquement occupée de ses intérêts matériels, l'imprimerie belge a compté pour rien le reste. Ce n'était point l'imprimerie belge, c'était l'imprimerie française en Belgique; c'est elle qui, avec la presse, française comme elle, a répandu en Belgique la littérature française et arrêté dans son premier essor la littérature nationale... »

Onnoodig er bij te voegen dat door *littérature nationale* hier enkel de Belgisch-Fransche wordt bedoeld.

361. Koninklijk besluit van 6 September 1836, houdende uitschrijving van eenen prijskamp voor eene verhandeling over de geschilpunten ten aenzien van de spelling en woordverbuiging der Nederduitsche taal. *Bydragen der Gazette van Gend*, 1836, bl. 55.

« Leopold, Koning der Belgen,

Aen alle tegenwoordigen en toekomenden, heil.

Gezien het verzoek aen ons gerigt door verscheidene schryvers en andere personen welke zich onder de benaming van : *Maetschappy tot bevordering der Nederduytsche Tael en Letterkunde* vereenigd hebben.

Op het verslag van onzen Minister van Binnenlandsche Zaken :

Hebben wy besloten en besluiten :

Art. 1. Er is een wedstryd geopend welke eene critische verhandeling over het volgende vraegstuk tot onderwerp heeft :

« Men vraegt eene beoordeelende verhandeling over de geschilpunten ten aenzien der spelling en woordverbuyging der nederduytsche tael, met aenwyzing der middelen best geschikt om tot eenparigheyd te leyden, volgens de oorspronkelyke gronden der tael, het algemeen spraekgebruyk en het gezag der oude schryvers; in dier voege dat de daerby verkistlykst (*sic*) gevondene schryfwyze aennemelyk zy in alle provincien des ryks, waer die tael gesproken wordt. »

Art. 2. Er zal voor de beste beantwoording dezer vraeg een eerepenning, en eene som van 300 tot 600 francs, naer mate der verdienste van het werk, gegeven worden.

Art. 3. De mededingers zullen hunne opstellen, vóór den 1 October 1837, aen onzen Minister van Binnenlandsche Zaken toezenden.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandsche Zaken zal uit de leden der maetschappy eene commissie benoemen om de verhandelingen der mededingers te beoordeelen.

Art. 5. De prys wordt slechts in dat geval toegestaen, wanneer de commissie de verhandeling dien waerdig zal oordeelen.

Gedaen te Oostende, den 6 September 1836.

Leopold.
Namens den Koning,
De Minister der Binnenlandsche Zaken,
De Theux. »

362. **Jottrand (Lucien).** — Les Réunions populaires. *Le Courrier Belge*, 8 September 1836, nr 252.

Bevat de geschiedenis van het streven van den « demagoog » J. Kats, van zijne Maatschappij *de Verbroedering* en dezer Vlaamsch tooneel, dat Kats, na weinigen tijd, tengevolge van de hinderpalen, hem door de politie in den weg gelegd, moest opgeven. Daarna stichtte Kats het blad *De Volksvriend*, en richtte de eerste Vlaamsche *Volksmeetingen* in voor het werkvolk, om, voor den arbeidenden stand, gelijkheid van rechten te eischen. Op die meetingen werd niets dan Vlaamsch gesproken. Toen nu Kats beschuldigd werd van woelmakerij, ja van orangisme, werd hij op eene dier meetingen aangehouden, omdat de vergadering de politie met geweld aan de deur had gezet. Tegen die aanhouding teekent L. J. verzet aan. De gebroeders Kats werden tot 20 dagen gevangenisstraf veroordeeld.»

— Zie insgelijks het opstel van L. J. : *Les doctrines de l'ouvrier Kats* (*Le Courrier Belge*, 10 September 1836, nr 254; idem, 12 September nr 256.) Het blad *l'Émancipation* schreef een verbolgen opstel tegen het gebruik van het Engelsche woord *Meeting*. Daarop antwoordde het Engelsch blad *The Public Ledger* (7 October 1836) :

« Nous ne comprenons pas trop pourquoi les ouvriers bruxellois qui parlent le flamand n'auraient pas le droit d'emprunter un mot à la langue anglaise, qui a beaucoup d'affinité avec le flamand, puisque les deux langues dérivent de l'ancien Germain... Les Belges agiraient fort raisonnablement s'ils s'efforçaient de détruire l'influence du gouvernement

français, dans leur armée et dans leur administration. En leur recommandant cette mesure, nous ne sommes guidés par aucun préjugé national; car nous n'avons pas de préjugés nationaux; si la France n'était pas esclave en ce moment, nous dirions aux Belges de fermer les yeux sur toutes les distinctions de nationalité en matières d'hommes publics. Mais dans l'état actuel de la France, si la Belgique souffre que des emplois soient remplis, dans son armée ou dans son administration, par des Français, tandis que ses journaux sont dirigés par la même détestable influence, la Belgique ne tardera pas à se trouver réduite, non pas seulement à l'état de province française, mais bien de servante de la France, exposée à plus de tyrannie encore que n'en supporte la France, à cause de sa faiblesse relative, et sa plus grande impuissance à résister... »

(Vertaling in *Le Courrier Belge*, 11 October 1836, nr 285.)

Over de veroordeeling van Kats schreef *The London Weekly Chronicle* « ... Les Flamands deviendraient indignes de leurs courageux ancêtres, s'ils consentaient définitivement à être gouvernés et régis par les espions et les valets de Louis-Philippe... (*Le Courrier Belge*, 29 October, nr 303). De Engelsche werklieden zonden J. Kats een adres tot betuiging hunner hoogachting.

363. Notre politique nationale. *Le Courrier Belge*, 18 September 1836, nr 262.

Naar aanleiding van een opstel in *l'Indépendant* (Brussel), waarin dit blad tracht te bewijzen dat België niets te vreezen heeft van de regeering van Louis-Philippe.

*Le Courrier Belge* antwoordt o. a. : « La France de Louis-Philippe et de Talleyrand n'a vu dans notre révolution qu'une disjonction plus ou moins opportune d'avec la Hollande; elle nous protège comme le chasseur à l'égard d'une proie qui paraît ne pouvoir lui échapper... La garantie de notre indépendance n'a donc existé jusqu'à ce jour, que dans la nécessité où s'est trouvé le gouvernement français de ménager l'Angleterre. Bien plus, si notre nationalité s'est tirée de plus d'un guet-à-pens diplomatique, c'est grâce aux intérêts de la Grande-Bretagne et de l'Europe Centrale, plus que par le zèle prétendu de la France... »

364. Conseil provincial de Gand. Séance du 6 octobre 1836. *L'Indépendant*, 9 October 1836, nr 283.

« Un membre demande que l'assemblée décide si les procès-verbaux de ses séances seront rédigés en langue flamande ou en langue française.

M. de Jaegher, Commissaire du gouvernement, fait observer qu'avant la vérification des pouvoirs, ... l'assemblée ne peut s'occuper d'aucune proposition. »

365. Reglement van de Antwerpsche Rederijkkamer *De Olyftak*, onder de zinspreuk : *Labore et Constantia*. Antwerpen, Wed. J. S. Schoesetters, 8°.

De oude rederijkkamer *De Olijftak*, te Antwerpen, werd in de maand Januari 1836 heringericht. Zij trad met kracht op ter verdediging van de Vlaamsche taalrechten.

366. Rederijkkamer de Olyftak. *Journal d'Anvers*, 6 November 1836.

J.-F. Willems — « notre littérateur belge » — woonde op 5 November 1836 de zitting van den *Olyftak* bij en een lid hield er eene redevoering over de noodwendigheid van het beoefenen der landstaal.

367. Hendrik Conscience. *Le Courrier Belge*, 7 November 1836, nr 312.

« Nous lisons dans *l'Indépendant* :

« Un de nos collaborateurs a été admis à entendre à Anvers, la lecture de plusieurs chapitres d'un roman historique en *flamand*. Cet ouvrage, emprunté aux annales anversoises du 16e siècle, et qui est de M. Hendrik Conscience, présente une suite de tableaux de cette époque si dramatique. La partie qui a été lue avant hier dans un cercle d'artistes, présente de grandes beautés. »

« Pour notre part, nous en doutons beaucoup, non pas que nous dénions à l'auteur le talent que fait supposer cet éloge, mais bien parce que la compétence du collaborateur officieux de la feuille franco-belge nous parait très suspecte en cette matière... »

368. De la Contrefaçon (6e et dernier article). *L'Indépendant*, 13 November 1836, nr 318.

« ... Si l'on voulait soustraire la Belgique à l'esprit français, il n'y aurait guère de meilleur moyen que de prohiber la contrefaçon. Sous ce point de vue, la prohibition ne serait peut-être pas un mal pour la Belgique... Elle ne relèverait plus de la France seule, elle ne serait plus tributaire d'une seule intelligence, d'une littérature unique. Mais la vérité nous oblige de le dire, le maintien de l'état des choses actuel est plus conforme à la raison commune et à l'intérêt de la civilisation de tous les peuples ».

369. **White (Charles).** — Révolution belge de 1830, traduit de l'anglais sous les yeux de l'auteur, par MISS MARY CORR. Bruxelles, Louis Hauman et Cie, tome I, 18°.

De schrijver bespreekt de grieven der Belgen tegen het Hollandsch bestuur en zegt daarbij o. a. bl. 63 : « Imposer aux provinces walon-

nes, au Brabant méridional, et aux habitants du Hainaut, comme condition *sine qua non* de l'exercice des professions libérales, la connaissance d'une langue si complètement différente de celle que parlent les classes moyenne et élevée, dans cette partie de la Belgique, c'était consacrer une vexation légale qui devait blesser les intérêts de toutes les familles. »

370. **Blommaert** (**Ph.**). — De Vlaemsche tael in het noorden van Frankryk. *Bydragen der Gazette van Gend,* 1836, bl. 77-79.

Daarin staat dat de vlaamschsprekende gewesten, welke achtereenvolgens met Frankrijk werden vereenigd, voornamelijk zijn : de stad en kastelnij Grevelingen, de stad en het ambacht Bourbourg, bestaande uit tien dorpen; Duinkerke, Moerdijke, St-Winoksbergen, met 33 dorpen, en het steedje Hondschoote, afhangende van de kastelnij; Kassel en Kassel-ambacht, dat vier steden en 50 dorpen bevatte; eindelijk Belle en Belle-ambacht, met 18 onderhoorige dorpen.

## 1837.

371. Chambre des représentants. Séance du 20 janvier. Discussion du budget du ministère de la justice. *l'Indépendant,* 21 Januari 1837, nr 21.

Hoofdbestuur. — Art. 2. Bezoldiging der beambten. De Minister deelt mede dat hem vele klachten zijn toegekomen over de Vlaamsche vertaling van « *le Bulletin officiel des lois* » en vraagt eene verhooging van het krediet (2000 fr.) om eenen bekwamen beambte te bezoldigen.

De heer *Lejeune* ondersteunt die vraag : « la législature a décidé que le texte français serait le seul texte officiel pour les lois et les actes du gouvernement; la législature a agi sagement; il ne faut pas que le pays soit à la discrétion d'un traducteur.

Mais le nombre des communes dans lesquelles il n'est parlé que le flamand est en majorité en Belgique; pour obéir aux lois, il faut les comprendre : aussi a-t-on décidé qu'il serait fait une traduction flamande. Le but qu'on se proposait n'a pas été atteint, parce que la traduction qui a été faite est un composé de phrases inintelligibles, de contre-sens, de barbarismes, en un mot, un véritable galimatias. Il est des cas où le texte flamand dit tout le contraire du texte français... »

De heeren *Donny* en *Pollénus* ondersteunen de vraag.

De vraag van den Minister wordt ingewilligd.

372. Chambre des représentants. Séance du 21 janvier. Discussion du budget de la justice. *l'Indépendant*, 22 Januari 1837, nr 22.

Hoofdstuk VI. — Art. 2. — *Moniteur*, fr. 62,000. De heer *Doignon* vraagt waarom de opsteller van den *Moniteur* bij voorkeur artikelen uit het *Journal des Débats* in het Staatsblad opneemt... « Si M. le Ministre cherche à *franciser* la Belgique, je lui observerai qu'il serait loin d'agir selon les vœux et les intérêts du pays. »

De Minister antwoordt dat enkel zulke artikelen in den *Moniteur* worden opgenomen, welke van eenig belang zijn voor België.

373. Sceaux des Communes. — *Moniteur belge*, 24 Februari 1837, nr 55.

« Léopold, etc. Revu l'arrêté royal du 3 janvier 1818, déterminant la forme et l'empreinte des sceaux des communes;

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur etc.

Art. 1. L'arrêté royal susmentionné est révoqué.

Art. 2. Les sceaux des Communes auxquelles des armoiries particulières n'ont point été attribuées porteront à l'avenir, pour empreinte, *le lion Belgique*, conformément au dessin ci-annexé, pour légende : *l'Union fait la force*, et, en exergue, le nom de la province et celui de la commune, précédé des mots suivants : *Administration Communale de* . . .

Donné à Bruxelles, le 6 février 1837.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur et des affaires étrangères :

DE THEUX.

Een *Fransch* opschrift dus, in plaats van een *Nederlandsch*, voor de Vlaamschsprekende gewesten.

374. Ministère des Travaux Publics. — Concours. — Sous-ingénieurs et Conducteurs des mines. *Moniteur Belge*, 23 April 1837.

Programma van den wedstrijd. « Art. 4. Les candidats devront, en outre, prouver par la rédaction facile et correcte de leurs réponses, qu'ils possèdent les principes de la *langue française*.

375. **Conscience (Hendrik).** - In 't Wonderjaer (1566), historische tafereelen uit de XVIe eeuw. Antwerpen, bij de weduwe Schoesetters, 8°, 191 bl.

In het *Voorwoord* noemt de schrijver het « verachtelyk, dat een Belg, een afstammeling der oude Teutonische Helden, het fransch leere en zyne eigene Tael, die hy niet kent, ten hoon spreke ». Hij weerlegt de bewering « dier bastaerden », dat onze tael te hard is om ons eene zachtvloeiende letterkunde te bezorgen, dat zy geene woorden genoeg heeft om innerlyke aendoeningen te vertalen, dat zy niet geschikt is voor de muziek enz. » Hij noemt de Teutonische talen de rijkste der talen, die de hoofdstoffen tot het vormen van nieuwe woorden in haar eigen bezitten. Hij noemt ze « apen », zij die houden staan dat onze taal niet geschikt is voor muziek, en beweert dat zij zulks meer is dan de Fransche; alleen de toondichters verbroddelen hun werk, omdat zij geen Vlaamsch genoeg kennen en de klemtoonen niet weten te onderscheiden.

376. **Conscience** (H.). — Phantazy. Antwerpen, J. L. de Cort, 8°, 194 bl.

Schrijver klaagt in het *Voorwoord* over de verbastering van sommige Vlamingen; maakt gewag van de pogingen der anderen om trouw te blijven aan de taal des voorgeslachts, en brengt hulde aan de groote kunstenaars, als Gustaaf Wappers, die hunne vlaamschgezindheid niet verbergen.

377. **Arendt** (B.-A.), Professor und ersten Bibliothekar an der Universität zu Löwen. Belgische Zustande. Mainz, bei Florian Kupferberg, 8°, 170 bl.

Bl. 96-97 : « Das Jahrhundertlange politische Nebeneinander bestehen des Wallonen und des Flamänders hat noch keine Verschmelzung dieser so vielfach von einander abweichenden Racen hervorgebracht, und wenn die auch geraume Zeit schon von denselben politischen und bürgerlichen Gesetse regiert werden; wenn die Formen der Staatlichen und selbst des geselligen Lebens, ja wenn selbst die religiöse Ueberzeugung, dies kräftigste Bindemittel für Völker, in denen der Glaube noch lebendig ist, bei dem Einen auch dieselben sind, wie bei dem Andern, so hat doch der Eine so wenig wie der Andere auch nur einen Deut von seiner Eigenthümlichkeit geopfert und jede derselben besteht noch in ihrer ursprünglichen Unvermischtheit ».

— Eene Fransche vertaling van dit werkje, door SALVADOR MORHANGE, verscheen in 1838 te Brussel, onder den titel : *De l'état actuel de la Belgique*, 142 bl., 16°.

378. **Van der Voort** (M.-J.-F.). — Coup d'œil sur la langue et la littérature flamande en Belgique, considérée comme langue et littérature nationale. Anvers, De Wever, frères, 8°, 74 bl.

Inhoud : I. II. Nationalité d'une langue. — III. Origine de la langue ; — IV. Aperçu historique de la langue. Première époque. Depuis les Romains jusqu'au XIII$^{e}$ siècle. — V. Seconde époque. Depuis les Croisades jusqu'à Philippe le Bon. — VI. Troisième époque. Les ducs de Bourgogne jusqu'à Philippe II. — VII. Quatrième époque. Domination espagnole. — VIII. Cinquième époque. Domination autrichienne. — IX. Sixième époque. Révolution brabançonne. — X. Septième époque. Révolution française. — XI. Huitième époque. Période hollandaise. — XII. Neuvième époque. Depuis la révolution. — XIII. Résumé historique. — XIV. Définition de la littérature. XV. Avantage d'une littérature nationale pour l'instruction du peuple. — XVI. Encouragement littéraire. — XVII. Encore un mot sur l'influence morale de la littérature et principalement sur le théâtre. — XVIII. Livres élémentaires. — XIX. Irrégularité de la langue. — XX. Édition d'ouvrages nationaux. — XXI. Associations de lecture. — XXII. Aptitude de la langue. — XXIII. Conclusion.

Zie : *Bydragen der Gazette van Gend*, 1837, bl. 33, artikel geteekend Ph. B.

379. Belgisch Museum voor de Nederduitsche tael- en letterkunde en de geschiedenis des vaderlands, uitgegeven op last der maetschappy tot bevordering der Nederduitsche tael- en letterkunde, door J.-F. WILLEMS. Gent, F. en E. Gyselynck, 8°.

Van dit verdienstelijk tijdschrift, eene goudmijn voor de geschiedenis der Vlaamsche letterkunde, verschenen 10 jaargangen, de laatste in 1846. In meer dan één opstel verdedigde WILLEMS er in met kracht de taalrechten der Vlaamsche bevolking.

Het prospectus komt voor in de *Bydragen der Gazette van Gend*, 1837, bl. 3.

380. **Raepsaet** (J.). — Mémoire sur la démarcation des langues flamande et wallonne dans une partie de la Belgique. *Messager des sciences et des arts*, 1837, bl. 188.

Deze verhandeling werd geschreven in 1807, op verzoek van den prefect van het Departement der Schelde M. Faipoult.

381. **Van Duyse** (Pr.). — Levensschets van Lodewijk Van Roo. *Nederduitsch letterkundig Jaerboekje voor 1837*, bl. 119-126.

LODEWIJK VAN ROO, geboren te Diksmuide den 27 Februari 1785, aldaar † 12 November 1836, was een ijverig bevorderaar van het Vlaamsch tooneel in zijne geboortestad, en, naar het getuigenis van VAN DUYSE, de opleider in de letterkunde der met roem bekende dichteres MARIA DOOLAEGHE.

382. **Rens** (Fr.). — Vlaemsche vertaling van het Staetsblad, der Wetten en Koninklyke Besluiten van België. *Bydragen der Gazette van Gend,* 1837, bl. 11-12.

In dit artikel wordt de wensch uitgedrukt de vertaling der wetten en koninklijke besluiten aan eene bevoegde hand toe te vertrouwen.

383. **Willems** (J.-F.). — Over den oorsprong, den aert en de natuerlyke vorming der nederduitsche tael. *Belgisch Museum,* 1837, bl. 3-20, 209-223.

In deze verhandeling vaart WILLEMS met verbolgenheid uit tegen de « vele Vlamingen en Brabanders », die « de spraek hunner vaderen misachten of verwaerloozen. De fransche opvoeding en fransche levenswys der beschaefde standen in België (zegt hij) hebben groote vooroordeelen tegen de moedertaal doen opvatten. Men gelooft vry algemeen, dat het Vlaemsch niet veel beter zy dan een *patois*, hoogstens geschikt om de denkbeelden van een' boer of van een keukenmeid uit te drukken, en buiten twee of drie provinciën volstrekt niet gangbaer, ja onverstaenbaer en nutteloos. Men laet dus zyne kinderen van jongs af in het fransch onderwyzen, men neemt by voorkeur fransche dienstboden, fransche leermeesters, leest niets dan fransch, schryft niet dan fransch, en schaemt zich, als het ware, een vlaemschen naem te moeten teekenen. Op die wyze vormde zich eene byzondere kaste, aen vreemde levenswyzen en vreemde begrippen uitsluitelyk gehecht, onbekwaem om de lagere volksklassen tot iet goeds op te leiden, ja thans met dezelven schier in geen verband meer staende. De geestelykheid alleen (en dit moet men tot haren lof zeggen) nam in die verbastering geen deel, maer is de tael en het volk steeds getrouw gebleven. »

384. **Blommaert** (Ph.). — Inhuldiging van Jan Zonder Vrees, als graef van Vlaenderen, te Gent, in het jaer 1405. *Belgisch Museum,* bl. 83-98, 1837.

Men leest hierin dat de Gentenaren, vooraleer den getrouwheidseed aan Jan Zonder Vrees af te leggen, onder andere eischten, dat de staatszaken voortaan alleen in de landstaal, het Vlaamsch, zouden behandeld worden. De vorst antwoordde : « dat onse voorseide here wilde ende consenteerde, dat alle de versouke, die de viere lede van sinen lande

gadre, of elc bijsonder, voort an doen sullen, zy an onser gheduchter vrouwen, of an sinen raed, dat men se doe *in vlaemscher tonghen, ende dat men hem der up verantwoorde in vlaemsche.* »

385. **Willems** (J.-F.). — Over de nieuwere Vlaemsche spraekkunsten. *Gazette van Gend,* 3 Mei 1837, overgenomen in het *Belgisch Museum,* I, bl. 224.

WILLEMS dringt in dit opstel aan op de noodzakelijkheid der éenheid in de spelling, waarschuwt tegen het provinciaal gebruik en tegen het vormen in België van eene *afzonderlyke* taal, die niet lang zou kunnen bestaud zijn tegen de verdelgende macht der Fransche. Uit het opstel vernemen wij, dat de Belgische regeering, die eenen Luxemburger had aangesteld « om de Belgische wetten in het Vlaemsch te vertalen », dien Luxemburger « thans door eenen jongen advokaat vervangen (heeft), in de tael meer kundig. »

386. Belgisch Museum. *Den Vaderlander,* 6 Mei 1837, nr 53.

Over den meerderen bloei der tael in Vlaanderen sedert de omwenteling van 1830. Een hinderpaal tot dien spoedigen bloei, het verschil in spelling, is op het punt weggeruimd te worden. Verder handelt het artikel over de stichting van het *Belgisch Museum* en prijst de opvatting van dit tijdschrift en zijne eerste afleveringen aan.

387. **Willems** (J.F.). — *L'Indépendant,* 9 Mei 1837, nr 129.

Kondigt de benoeming af van J.-FR. WILLEMS, tot briefwisselend lid van de Maatschappij van Wetenschappen en Letteren, te Berlijn.

388. **Van Loo** (Th.). — Lof der Nederduytsche Tael. *Belgisch Museum,* 1837, bl. 304-312.

« Men gelieve op te merken, — zegt de dichter in zijne *Aenmerkingen,* — dat dit dichtstuk reeds in het jaar 1828 is opgesteld, tot lof en verdediging onzer schoone dog altyd miskende moedertael.

« Eens was ik in een gezelschap van treffelyke persoonen, en de redewisseling liep over de taelen. Deze persoonen waeren, gelyk men er zoo veel aentreft, vyanden van hunne moederspraek. « Wat is de vlaemsche tael (zeyden zy)? zy beslaet eene kleyne oppervlakte lands, en is daer buyten nergens verspreyd. De fransche tael, in tegendeel, word, door geheel Europa, en in andere deelen der wereld, verstaen en gesprooken. » Hier op deed ik deeze vraeg : « Zoo zou dan hetgeene meest verspreyd en alom gekend is, het beste zyn? » Het antwoord was *ja.* « Wel nu, mynheeren (hervatte ik) : de koperen munt is meer verspreyd onder de volkeren dan de gouden; ik geloof nogtans, dat gy de

laetste hooger agt en liever in uwe kas bewaert dan de eerste, hoe wel het koper meer gemeen is dan het goud. » Zy scheenen getroffen; doch of zy tot de verschuldigde agting hunner tael zyn gekomen, weet ik niet. »

Verder waarschuwt Van Loo tegen het aanleeren van twee of meer talen aan de kinderen, omdat zij, ten slotte, geene enkele taal machtig zijn.

389. Élection au Conseil provincial de la Flandre Orientale. *l'Indépendant*, 18 Juni 1837, nr 169.

Zomergem : 161 kiezers. Bekomen : Gonthyn, 53 stemmen; Karel Ledeganck 49; C. Kervyn 46. Bij de herstemming bekomt de Vlaamsche dichter *Ledeganck* 80 stemmen en is hij verkozen.

390. **Normand** (**l'abbé Th**.). — La Belgique et son avenir. *Revue de Bruxelles*, Augustus 1837.

Blz. 52 doet de schrijver het voordeel van de twee talen in België uitschijnen.

391. **Coremans** (**Dr**). — *Le Conservateur Belge*, 3 Augustus 1837.

« Le Belge germanique n'a pas besoin, pour appartenir à une grande famille littéraire, de recourir au français. En cultivant le haut-allemand, il s'adresserait à plus de 40 millions d'hommes auxquels il se rattache par son origine, son langage et ses mœurs, tandis que le belge wallon, qui par sa langue et ses relations appartient à la civilisation française, écrirait pour 35 millions d'hommes auxquels il se rallie naturellement. » — Zie ook ; LÖBELL, *Reisebriefe aus Belgien*, Berlijn, 1836, blz. 367, en W. PLATE, *Die Blouse oder Scenen aus dem Volksleben in Belgien*, Bremen, 1839 bl. 19.

392. **Löbell**. — Reisebriefe aus Belgien. Berlijn, 1836. Besproken in *l'Indépendant*, 17 October 1837, nr 290 (artikel onderteekend I). Vertaalde bladzijde.

« Que si l'on me demande ce que j'ai vu dans les provinces belges, et ce qui, en dépit d'une longue habitude et de la prédilection marquée qui se manifeste en Belgique pour les facilités de la vie française m'autorise à croire à la possibilité de rattacher les esprits à l'Allemagne, je répondrai que c'est la conviction, née dans quelques-uns des hommes les plus instruits du pays, que la tendance générale des intelligences vers l'étude de la civilisation allemande doit donner nécessairement une direction nouvelle aux efforts scientifiques de la nation. Ils pensent que Français et Anglais s'étant mis à fouiller dans tous les trésors du génie germanique pour utiliser et s'en approprier les richesses, les Belges de race germaine sont appelés plus encore à s'emparer de ces avantages et à les mettre

à profit... De deux hommes, l'un inconnu à l'autre et vivant dans deux différentes villes de Belgique, j'ai entendu littéralement les mêmes paroles résumant une discussion relative à cette position du pays : « Oui, disaient-ils, l'avenir de la Belgique appartient à l'Allemagne. » Est-ce un pressentiment réel des choses qui leur a inspiré à tous deux cette même pensée? Ou bien ne sont-ils que les jouets de la même illusion? L'avenir décidera cela ».

393. Ministerieel besluit houdende benoeming der Spellingscommissie. *Moniteur belge*, 22 Juli 1837, nr 203.

Bij dit besluit gedagteekend van 15 Juli 1837, onderteekend door den heer de Theux, werden genoemd de heeren : Bormans, hoogleeraar te Gent; David, hoogleeraar te Loven; D'Hulster, professor aan 't Atheneum, te Gent; Willems, lid der Belgische Academie, te Gent; De Smet, lid der Belgische Academie, te Gent; Ledeganck, vrederechter te Zomergem, en Verspreeuwen, professor aan 't Atheneum, te Antwerpen.

De eerste vergadering der Commissie had plaats den 22 Januari 1838.

394. *Gazette van Gend*, 6 Augustus 1837.

De *Gazette van Gend* maakt eene vergelijking tusschen den toestand van België in 1837 en dien tijdens de regeering van Willem I. Zij klaagt dat de bijzonderste ambten (in België) bekleed zijn door *fransquillons* of Walen; dat de koning niemand aanhoort, zich in zijn rijk verdriet, zich met het geluk van het volk geenszins bezig houdt, en alleen genegenheid heeft voor « *fransquillons*, Engelsche, Duytsche en andere vreemde luyzen. »

395. Tegen de samenstelling der Spellingscommissie. *L'Émancipation*, 23 Augustus 1837.

In dit artikel wordt de samenstelling der jury, belast met het beoordeelen der verhandelingen over de spelling, vinnig beknibbeld. « A la vue des hommes qui composent ce jury, on ne peut s'empêcher de se demander, quelle marche le gouvernement a pu suivre dans leur nomination? A tout examiner de près, le gouvernement paraît avoir consulté des intérêts personnels, plutôt que les intérêts généraux, et il est hors de doute que l'influence d'un littérateur d'assez grande autorité en cette matière, y a été pour beaucoup; ou c'est peut être lui qui a composé tout le jury ». Men ziet dat hier WILLEMS bedoeld wordt.

396. **Maetschappy van Vlaemsche Letteroefening, met kenspreuk : *De Tael is gantsch het volk*, te Gent. Verslag over den toestand der Maetschappy**

gedurende het bestuerjaer 1836-1837, gedaen in zitting van den 5 Mei 1837. *Bydragen der Gazette van Gend,* 1837, bl. 47-49.

Uit dit verslag blijkt dat de maatschappij uit 16 werkende, 21 eere- en 29 briefwisselende leden bestond.

397. École Militaire. — Jury d'Examen. — 76 candidats. *l'Indépendant,* 3 October 1837, nr 276. (Overgenomen uit *le Moniteur belge.*)

Rapport du jury : « ... Les candidats de 1837 se sont montrés faibles en général... sur la langue française... Le jury est maintenant d'avis de recommander aux candidats en 1838 une étude sérieuse de la langue adoptée en Belgique. »

398. **Conscience** (H.). — *l'Indépendant,* 14 October 1837, nr 287.

« M. Henri Conscience, déjà connu dans le monde littéraire, vient de publier un second ouvrage flamand sous le titre *Phantazy.* Ce livre, *écrit dans un style jusqu'ici inusité dans la langue flamande,* ne peut manquer de faire le plus grand honneur à ce jeune écrivain. » (*Précurseur.*)

399. Chambre des représentants. Addition à la séance du 24 novembre 1837. — Discussion des articles du projet de loi relatif à l'école militaire. *l'Indépendant,* 26 November 1837, nr 330.

De heer Delanghe verlangt dat de studie van het Vlaamsch in de militaire school tot de verplichte vakken behoore. Hij legt een amendement in dien zin over. De heer de Mérode ondersteunt het : « beaucoup de nos soldats ne parlent que le flamand, il est nécessaire que les officiers puissent les commander dans leur langue ». Het amendement van den heer Delanghe luidt aldus :

« Je demande que les mots *la langue flamande* soient retranchés de la nomenclature qui suit les mots *il peut être donné en outre des cours de,* et portés à celle qui suit les mots *l'enseignement comprendra.* »

In de vergadering van den 27 November 1837 verzette zich de Minister van Oorlog tegen het voorstel. Hij achtte het zeer gepast dat de officieren de taal hunner soldaten begrijpen en spreken; edoch er moeten niet te veel verplichte vakken zijn. « Je préférerais » — zegde hij — « exiger des élèves qu'on recevrait qu'ils connaissent le flamand. Il reste à savoir si la langue flamande est d'une assez grande utilité pour qu'on l'impose aux jeunes gens ».

De heer de Brouckere heette het eene ongerechtigheid van de jongelingen te eischen dat zij, bij hunne opneming in de school het Vlaamsch zouden machtig zijn. Volgens hem is het amendement schadelijk voor de Walen : « tout le monde sait que les populations du pays flamand savent en général le français, tandis que les peuples du pays wallon ne savent pas un mot de flamand.

Na herhaalde stemming, die telkens twijfelachtig bleek te zijn, werd bij hoofdelijke stemming het amendement van den heer Delanghe aangenomen met 37 stemmen tegen 34.

Daarover schreef *l'Indépendant*, 28 November 1837, nr 332 :

« ... Quant au projet en discussion il règne dans les votes la même incohérence que nous avons signalée avant-hier. La Chambre qui a consenté à laisser facultative la fusion des élèves de l'École militaire et de l'Université pour l'audition de cours communs, a rendu *obligatoire* l'enseignement de la langue flamande, laissant dans le vague les mesures à prendre sur un point extrêmement important en précisant avec grand soin ce qu'il y avait à faire sur un objet secondaire. »

## 400. Griefs. *l'Indépendant*, 1 December 1837, nr 335.

Heftig opstel tegen het verplicht onderwijs van het Vlaamsch in de militaire school. Het Vlaamsch wordt daarin genoemd « une langue sans emploi dans la plupart des provinces du royaume ». Het ministerieel blad stelt de vraag : « Par quelle déplorable aberration la Chambre a-t-elle donc rendu obligatoire l'enseignement de la langue flamande à l'École militaire? De Walen kennen immers die taal niet, die voor hen van geen nut is. « Et puis, par quelle bizarrerie pousser l'armée, dans la personne de ses officiers, à parler plus particulièrement flamand, au lieu d'étendre dans tous ses rangs, et par tous les moyens, l'étude, l'usage du français, la langue officielle? C'est donc encore là une disposition qui doit disparaître au second vote dans ce qu'elle a d'absolu, à moins que décidément on ne veuille faire de l'École militaire non point un établissement national, mais une institution provinciale. »

Den 4 December 1837 had de tweede stemming plaats. In het verslag over die zitting schrijft *l'Indépendant*, 6 December 1837, nr 340 :

« L'amendement de M. Delanghe, qui classe l'étude de la langue flamande au nombre des cours obligatoires... Après un court débat il est adopté. »

## 401. La Contrefaçon. – Journal des Débats. *l'Indépendant*, 8 December 1837, nr 342.

Over die zaak, welke in innig verband staat met den Vlaamschen taalstrijd, schreef het *Journal des Débats* een artikel, gericht tegen een schrijven van den heer Bignon « pair de France ». Deze had het stelsel verdedigd « que (dans les pays où l'on parle la même langue) la loi sur la librairie soit identique et une, de telle sorte qu'un libraire français soit assimilé aux nationaux en Belgique et que le libraire de Bruxelles

jouisse en France des mêmes avantages... l'Administration française réclame hautement l'assimilation des lois belges et françaises sur cette matière. Cette uniformité étant le droit et le devoir de la France, il veut qu'on l'obtienne de bon gré, s'il est possible, et de force s'il le faut. »

402. Sénat. — Projet d'organisation de l'École militaire. *l'Indépendant*, 28 December 1837, nr 362.

Verslag namens de Senaats-Commissie. — Verslaggever heer Dumon-Dumortier. De Commissie stelt o. a. voor : « de rendre facultatif l'enseignement de la langue flamande ». Dit voorstel werd in zitting van den 26 Januari 1838 verworpen.

403. **Moke** (H.-G.). — Over het Belgisch Museum. *Nouvelles Archives historiques, philosophiques et littéraires*. Gent, Annoot-Braeckman, 1837, 1e en 2e afl.

« Na met lof van het *Belgisch Museum* gesproken te hebben, eindigt de schrijver met de beoefenaars der landstaal, om hunnen vruchteloozen moed, met een medelijdend oog toe te lachen, en hij *profetiseert* dat al de pogingen dergenen, die, gelijk M. Willems, tegen de droevige wet van verloochening der oude letterkundige nationaliteit worstelen, voortaan onmagtig zijn om wederstand te bieden aen hetgeen hij *la force des choses* noemt. »

Aldus luidde SN(ELLAERT) over MOKE's opstel in de *Bydragen der Gazette van Gend*, 1837, bl. 80.

Zie insgelijks, over de strekking van genoemd tijdschrift (*Nouvelles Archives* enz.) een artikel, opgenomen in de *Bydragen*, zelfde jaar, bl. 28.

404. **Van Hasselt** (A.). — Études philologiques et historiques belges. Theophilus, poème, et Le Jeu d'Esmorée, drame flamand du quatorzième siècle. *Revue belge*, 1838, X, bl. 105-146.

Bij de bespreking dezer twee oud-Vlaamsche dichtstukken, begint VAN HASSELT met te zeggen dat het hem spijten zou indien het Vlaamsch zoo licht moest vergaan als sommige doldriftige Franschen het wel willen zouden; want het Vlaamsch heeft, volgens hem, nog eene zending te vervullen, namelijk de Walen bekend te maken met hetgeen onze oude kroniek- en andere schrijvers hebben voortgebracht. « Mais quant à vouloir la ressusciter aujourd'hui et lui donner, dans certaines provinces, une importance civilisatrice, capable de lui faire prendre le rôle que la langue française seule est appelée à jouer dans notre pays tel qu'il est fait, voilà une chose que nous ne compre-

nons plus... Que l'idiôme flamand se cultive, mais non avec la prétention d'être opposé à la véritable *langue des idées*, à la langue française... »

1838.

405. **Van der Meersch** (Dr.-J.). — 's Graven raedkamer van Vlaenderen onder een geschiedkundig oogpunt beschouwd, by haer eerste tydperk, 1385-1409. *Belgisch Museum*, 1838, bl. 31-47: 267-304.

In dit opstel worden stukken aangehaald, welke getuigen voor de gehechtheid der Vlamingen aan hunne taal, o. a. het fier bevel der Gentenaars (1407) : » Waer up scepenen van Ghent al noch bevolen *dat men gheenen walschen mandemente obedyeren en soude*, up al dat zy van hemlieden haudende waren; maer quamer eenig *vlaemsch* mandement an hemlieden, dat zy obedyeren souden » (bl. 292).

406. Loi organique de l'École militaire. 18 Maart 1838. *Moniteur belge*, 21 Maart 1838, nr 80.

« Art. 4. L'enseignement donné à l'école comprendra : ...les belles lettres (composition française), *les éléments de la langue flamande...* »

407. **Conscience (Hendrik).** — De Leeuw van Vlaenderen of de Slag der Gulden Sporen. Antwerpen, bij J.-L. de Cort, 8°, 3 deelen.

Schrijver handelt in het *Voorwoord* over den vernederden toestand van Vlaanderen, doet eenen oproep tot zijne stamgenooten om Vlaming te blijven, beknibbelt de onvaderlandsche handelwijze der regeering ten opzichte van het Vlaamsche volk, dat zij zou willen verwaalschen.

408. L'Allemagne et les vingt-quatre articles, par M. Arendt, professeur à l'Université Catholique. *Revue de Bruxelles*, Bruxelles, Société Nationale pour la propagande des bons livres. Gérant, Ch.-J. de Mat. Augustus 1838.

Zie in hetzelfde nr : *Discours prononcé par M. Villemain*, pair de France, sur le traité des 24 articles, devant la Chambre de Paris, dans sa séance du 6 juillet. En in het voorgaande nr, de redevoering van graaf de Montalembert over dezelfde zaak.

409. **Willems J.-F.**) — Over de geschilpunten ten aenzien van het schryven onzer tael. — Waerom wy door de tael met de Hollanders behooren vereenigd te blyven. *Belgisch Museum*, 1838, bl. 78-97. — Ook in de *Keus uit de dicht- en prozawerken van Jan-Frans Willems*, uitgegeven door MAX ROOSES, II, bl. 120-133.

In dit opstel behandelt WILLEMS o. a. de stelling : *Waerom wy door de tael met de Hollanders behooren vereenigd te blyven*, en verwijst daarbij naar de meening van « een hollandsch geleerde », die zich aldus uitdrukte in het tweede deel van DE JAGER's *Taalkundig magazijn*, bl. 511, ter gelegenheid van een verslag over BLOMMAERT's uitgave van *Theophilus* :

« Bij het lezen van dat stuk gevoelde ik weder spijt over de verdeeldheid in de Nederlanden. Eene staatkundige vereeniging zou zoo min de volksstem der Nederlanders (versta : Noordnederlanders) als der Belgen zijn. Maar Duitschland is ook in vele, soms, wat het staatkundige betreft, zeer vijandige, landen verdeeld, en echter werd er gemeenschappelijk aan de taal gewerkt, en bleef de eenheid bewaard. Ware er geene taalkundige vereeniging tot stand te brengen? Zonder deze is het te vreezen, dat zich twee talen, Nederduitsch en Belgisch, of Hollandsch en Vlaamsch zullen vormen : indien niet in een of in beide gewesten het Nederduitsch met ter tijd, door de taal van grooter aangrenzende volken verdrongen wordt. Zulk eene taalkundige vereeniging zou misschien den invloed der Franschen in België meer tegenwerken dan de krachtigste maatregelen der diplomatie. De uitsluitende invloed, dien het Hollandsch taaleigen op het Nederduitsch uitoefent, is, volgens het gevoelen van bevoegden, niet voordeelig voor hetzelve : ik, die in Zeeland geboren en opgevoed ben, zie met smart het zoetvloeijende der oude taal meer en meer verdwijnen. Vlaanderen en Braband konden de ontaarding temperen. Men hoort thans het Vlaamsch alleen uit den mond van het gemeen, en oordeelt daarnaar, even of men over het Hollandsch moest oordeelen naar de gemeene taal der Leijenaars, Hagenaars of Amsterdammers. Enkele reizen hoorde ik te Brugge de fatsoenelijke vrouwen een meer beschaafd Vlaamsch spreken, en moest de zoetvloeijendheid van dat taaleigen regt doen wedervaren. »

En WILLEMS' antwoord luidt : « dat het dwaesheid (zou) zyn » dat voorstel van de hand te wijzen, omdat wij « tot den bloei onzer nationale letterkunde de medehulp der Hollanders veel meer noodig hebben, dan zy de onze. Zy hebben niet te vreezen in de tael door Walen of Franschen onderdrukt te worden, gelyk wy; in hunne rechtbanken zitten nog geen gezworen vertalers, gelyk by de Vlamingen, in last hebbende de verklaringen van getuigen en beschuldigden in het Fransch over te brengen; hunne advocaten spreken nog de tael van het volk; hun land is nog niet ten prooi gegeven aan fransche nadrukkery, en hunne hoofdstad nog geen broeinest van Parysche lichtzinnigheid en zedenbederf. »

410. **Willems (J.-F.).** — Over het schryven van *De* of *Den* als lidwoord in den eersten naemval van het mannelyk geslacht. *Belgisch Museum,* 1838, bl. 341-355. *Den Vaderlander,* 10, 12 en 17 October 1838, nrs 118, 119 en 121.

WILLEMS verklaart zich voor *De* en staaft dit door uittreksels uit de oude taal en door het spraakgebruik. Het opstel werd geschreven als antwoord aan P. BEHAEGEL.

411. **Willems (J.-F.).** — Voorrechten van het Vlaemsch by de oude Vlamingen en by de Vlamingen der XIXe eeuw. *Belgisch Museum,* 1838, bl. 387-395. — Ook gedeeltelijk in de *Dicht- en prozawerken van Jan-Frans Willems,* II, bl. 133, onder den titel: *Toestand van het Nederlandsch in Vlaemsch-België.*

In dit opstel wil WILLEMS bewijzen, « dat het volk van Vlaenderen niet gehouden was te gehoorzamen aen hofbevelen, welke in de Fransche tael waren uitgevaerdigd ». Hij vergelijkt den huidigen toestand met die uit vroegere tijden. « De nationale rechten, welke de oude Vlamingen gedurende zoo veel eeuwen verdedigden » — schrijft hij, — « worden thans door vele Vlamingen niet alleen verwaerloosd, maer zelfs onder de voeten getrapt. Wat was er natuerlyker, dan dat men, by het herkrygen der zelfstandigheid als volk, ook den wyzen maetregel weer invoerde, die bepaelde, dat men de ingezetenen besturen zoude *in al sulcke tale als men spreekt ter plaetse...*

Geen onzer representanten schynt er immer aen gedacht te hebben om, by het staetsbestuer, tot het bekomen van dit oude voorrecht, aen te dringen. »

412. **Blommaert (Ph.).** — De studie der Vlaemsche tael verplichtend in de Krygsschool. — Over de Vlaemsche vertaling der Wetten. *Bydragen der Gazette van Gend,* 1838, bl. 1-5.

In dit opstel leest men dat de verplichte studie van het Vlaamsch in de krijgsschool te danken is aan een voorstel van den volksvertegenwoordiger De Langhe, wiens redevoering, in de Kamer uitgesproken den 24 November 1837, medegedeeld wordt. Over de gebrekkige vertaling der wetten werd door eenen anderen verdediger der volkstaal, den heer Lejeune, in de zitting van den 27 derzelfde maand, het woord gevoerd.

413. **Sn(ellaert).** — Waer willen zy naer toe? *Bydragen der Gazette van Gend,* 1838, bl. 72-74.

Gericht tegen den Franschschrijvenden A. VAN HASSELT, « die onlangs eene koolluchtige amplificatie van professor MOKE's uitvallen tegen onze tael geleverd heeft. »

414. **Behaegel (P.).** — Verhandeling over de Vlaemsche spelkunst, byzonderlyk ingerigt ter beslissing van de geschilpunten der taelgeleerden omtrent de spelling. Brugge, C. De Moor, 8°, XLIII-522 en 82 bl. bijvoegsel.

Zie : *Bydragen der Gazette van Gend,* 1838, bl. 19-23.

415. **Hoffmann von Fallersleben.** — Flämisch und Französisch in Belgien. Breslau.

Dit stuk werd later door den schrijver opgenomen als aanvang der inleiding van *Pars* VI zijner *Horæ Belgicæ.*

416. **D'Hulster (L.),** een der leden van de Commissie belast met de beoordeeling der mededingende stukken. — Verslag over de verhandeling van den heer BEHAEGEL ter oplossing van het vraegstuk in 1836 door het staetsbestuer voorgesteld over de geschilpunten, ten aenzien der spelling en woordverbuiging der Nederduitsche tael. Gent, C. Annoot-Braeckman, 8°, 39 bl.

417. P. Behaeghel aan den heer J.-F. Willems. *Den Vaderlander,* 30 Mei, 3 Juni, 29 Juli en 5 Augustus 1838, nrs 63, 85, 89, en 92.

Over de spellingsquaestie. Aanval tegen de spelling, door WILLEMS vooruitgezet en verdedigd in zijn tijdschrift *Belgisch Museum.*

418. Moedertael. *Den Vaderlander,* 21 September 1838, nr 111.

Protest tegen de Vlaamschonkundige ministers, legeroversten, bedienden van den ijzerenweg enz., alsook tegen de uitsluitelijk Fransche opschriften langs de spoorwegen.

419. Vlaemsche Tael. *Den Vaderlander*, 28 October 1838, nr 126.

Hulde aan de mannen, die, spijts alles wat van hoogerhand gedaan wordt om de Vlaamsche taal te verstooten, haar kloekmoedig verdedigen, voornamelijk aan Dr. SNELLAERT, ter gelegenheid van zijn antwoord aan den Franschgezinden A. VAN HASSELT, die zegde dat het Vlaamsch moest onderdoen voor de « *tael der gedachten* », het Fransch.

420. **C. L. D. V.** — Iets over de Vlaemsche Tael. *Den Vaderlander*, 14 November 1838, nr 132.

De schrijver bespreekt de artikels van WILLEMS en BEHAEGEL, en verklaart zich voor *De* in den nominatief, alhoewel hij vreest dat het om verscheidene redenen moeilijk zal zijn dit door te drijven. Hij zou willen dat de Commissie, door het gouvernement benoemd om de ingezonden stukken voor de spelling te beoordeelen, eene Spraakkunst maakte, gesteund op het hedendaagsch gebruik.

421. **Ternest (Ch.-L.).** — Een woordje over de Vlaemsche Tael. *Den Vaderlander*, 14 December 1838, nr 145.

Over de spellingsquaestie. Schrijver verklaart het van weinig belang of men *ei* of *ij*, *ui* of *uy* schrijve; de *verbuiging* is, volgens hem, van grooter belang, omdat de taal er mede in welluidendheid wint : daarom verkiest hij *de* boven *den*. Hij rept ook een woord over het aanleeren van het Fransch en vindt dat nuttig en noodzakelijk, doch het mag niet geschieden ten nadeele der moedertaal.

422. Maetschappij van Vlaemsche letteroefening, met kenspreuk : *De Tael is gantsch het volk*. Verslag van den toestand der Maetschappy gedurende het bestuerjaer 1837-1838, gedaen in zitting van 9 Mei 1838. *Bydragen der Gazette van Gend*, 1838, bl. 35-37.

Het getal leden dezer maatschappij is reeds tot 81 aangegroeid.

1839.

423. **Conscience (H.).** — Aenspraek tot het Vlaemsche volk, gedaen op den Vlaemschen schouwburg te Antwerpen, den 6 February 1839 (over de 24 artikels). Antwerpen, J. de Cort, 8°, 12 bl.

Zie over deze redevoering, door CONSCIENCE uitgesproken in den Schouwburg van Verscheidenheden te Antwerpen, den 6 Februari 1839 : *Geschiedenis mijner jeugd*, door H. CONSCIENCE, bl. 273 ; P. DE MONT, *Hendrik Conscience, Zijn leven en Zijne Werken*, bl. 167-170.

424. Bundel der West-Vlaemsche Maetschappy ter bevordering der Vlaemsche tael en letterkunde te Brugge. Brugge, F. de Pachtere, 8°, 64 bl.

Bevat de redevoering van DE FOERE, voorzitter der Maatschappij, over de nuttigheid der studie van het Vlaamsch en de noodzakelijkheid om die taal in het bestuur herintevoeren.

De *Gazette van Gend* en *Den Vaderlander* namen die redevoering grootendeels op in hun nummer van 19 Februari 1840.

425. J. d. S. G(enois). — Progrès de la littérature flamande. *Messager des sciences historiques de Belgique*, 1839, bl. 511.

« On remarque en ce moment un incroyable mouvement dans la littérature flamande. De toutes parts on rivalise d'efforts pour la remettre en honneur et en rendre le goût populaire. Aussi croyons-nous que toutes ces tentatives seront couronnées d'un succès mérité. Car, ne l'oublions pas, dans la langue que parlaient nos ancêtres, gît un puissant élément de nationalité. »

426. M. Mannekens, conseiller provincial d'Anvers, exprime à la députation permanente le vœu que là où les convenances l'exigeraient les correspondances avec les communes rurales et les communications à leur faire eussent lieu en langue flamande. — Cette proposition a été adoptée. *Journal d'Anvers*, 18 Juli 1839.

Zie *Belgisch Museum*, 1839, bl. 361.

427. Littérature flamande. *Moniteur Belge*, 26 Augustus 1839, nr 238.

(Extrait de la *Revue de Bruxelles*) :

« Depuis quelques années tout le monde a pu remarquer le grand mouvement de la littérature française en Belgique. Celui de notre littérature flamande n'est pas moins remarquable; malheureusement il passe presque inaperçu. C'est un grand mal que cette indifférence universelle

pour une littérature qui a ses écrivains distingués et ses ouvrages de mérite.

M. *Prudent van Duyse*, qui a récemment remporté deux premiers prix au concours de Gand et de Sotteghem, pour ses deux morceaux de poésie lyrique, intitulés : *la mort du Comte d'Egmont*, et *le Fils, bourreau de son père*, a sous presse 3 volumes de *Poésies nationales* (Vaderlandsche Poëzy), dont quelques-unes ont déjà été publiées séparément.

M. *Ch. Ledeganck*, qui vient de recevoir un cadeau royal pour son *Hymne de la paix*, a publié, ces jours derniers, un recueil poétique ayant pour titre : ... *Bloemen myner Lente.*

Mme *Van Acker*, plus connue sous le nom de Mlle Marie Doolaeghe, publie, à l'heure qu'il est, un volume de poésies sous le titre de *Marguérites* (*Madelieven*).

M. *Blieck* a sous presse, pour paraître incessamment, un volume de... *Mengelpoëzy*.

On annonce encore comme prochaine la publication des poésies de M. F. Rens (*Gedichten van F. Rens*).

Il faut ajouter à cela les écrits en prose de MM. Willems, David, Visschers, Lambin, Blommaert, Conscience, Snellaert, etc., traitant tous, sous la forme historique ou romanesque, des épisodes tirés des annales du pays.

Il y a quelques années, la littérature flamande avait perdu toute son originalité; tous les auteurs se contentaient de traduire quelques morceaux tirés de littératures voisines; et s'ils osaient pousser l'audace jusqu'à faire de la poésie originale, elle était si roidement classique, si éternellement descriptive, si farcée de souvenirs et de noms mythologiques, que la lecture en était devenue insipide et impossible à tout homme de goût. Depuis, une réforme s'est opérée. Les jeunes auteurs flamands n'étaient pas sans connaître la littérature française contemporaine; par là le romantisme en ce qu'il a de bon, s'est introduit dans la littérature flamande. On a fait la poésie intime, les descriptions de la nature ont fait place aux rêveries du cœur humain, aux détails d'intérieur, les tableaux de genre des poètes; les héros de la Grèce ou de Rome, les demi-dieux de la mythologie ont été supplantés par les héros dont l'histoire nationale raconte la sagesse et la valeur. De païenne qu'était la poésie flamande, elle s'est fait chrétienne; d'insignifiante et d'applicable à tous les pays, elle est devenue nationale, et par conséquent utile dans les circonstances où nous place notre jeune nationalité. »

428. **David (J.).** — Over de regelmatigheid in de spelling by de oude Nederduytsche schryvers. *Belgisch Museum,* 1839, bl. 42-53.

« Men bedriegt zich, wanneer men gelooft dat de nederduitsche tael, in de eeuw van Maerlant en in de volgende, in het onzekere dobberde ten aanzien van de spelling. Oppervlakkig geoordeeld, ja, schijnt het dat onze

dichters van den ouden dag in het wilde schreven, en geene doorgaende regels kenden naer welke zy zich rigtten in de spelling der woorden; doch wanneer men wat dieper inziet, ontwaert men weldra dat, verre van op den tast voort te gaen, onze Ouden wel degelijk een genoegzaem spellingstelsel hadden en in hunne schriften in acht namen. »

429. **David** (J.). — Over de Bilderdyksche afwykingen van het gewoon schryfgebruyk in Holland. *Belgisch Museum,* 1839, bl. 126-155.

430. **Willems** (J.-F.). — Beslissing der koninglyke Commissie wegens de geschilpunten in het schryven der nederduitsche tael, en uittreksel van het daerover ingeleverde verslag, door J.-H. BORMANS. Gent, Gyselynck, 8°, 76 bl. Overgedrukt uit het *Belgisch Museum,* 1839, bl. 286-341.

« *Vergadering der Commissie aengesteld ten gevolge van het koninglyk besluit van 6 September 1836, ter beoordeeling van de by het Gouvernement ingekomene verhandelingen wegens de bestaende geschilpunten ten cenzien der spelling en woordverbuiging der Nederduitsche tael.*

Tegenwoordig de volgende leden :

De heer J.-F. WILLEMS, lid der koninklyke Academie van Brussel, lid van het koninklyk Nederlandsch Instituet, enz., voorzitter.

De heer J.-H. BORMANS, professor aen de hoogeschool te Luik, secretaris-rapporteur.

De Eerw. heer kanonik J. DAVID, professor aen de hoogeschool te Leuven, enz.

De Eerw. heer kanonik J.-J. DE SMET, lid der koninglyke Academie te Brussel, enz.

De heer L. D'Hulster, professor by het Atheneum te Gent.

De heer J.-F.-C. Verspreeuwen, professor by het Atheneum te Antwerpen.

De Commissie, byeengeroepen zynde by depeche van den heer Minister van Binnen- en Buitenlandsche zaken van den 13ᵉⁿ dezer maend, 2ᵉ directie, n° 15,791). tot het aenhooren van een verslag op de verhandelingen, welke hebben medegedongen naer den uitgeloofden eerprys, neemt kennis van dit algemeen en beredeneerd verslag, voorgebragt door den heer secretaris-rapporteur, en uit den wensch dat hetzelve zoohaest mogelyk door den druk gemeen gemaakt en aen al de leden der Maetschappy tot bevordering der Nederduitsche Tael- en Letterkunde medegedeeld worde.

Intusschen, en op dat het Staetsbestuer, mitsgaders het geleerd publiek, in geen langeren twyfel blyven ten opzichte van het byzonder

gevoelen der Commissie, wegens de bestaende geschilpunten, zoo verklaert zy (daertoe uitdrukkelyk verzocht) dat zy het aennemen der volgende tael- en spelgronden voorstelt en aenraedt, als reeds gewettigd door het gezag der beste schryvers en overeenkomstig met het aloude gebruik onzer voorvaderen, en tevens als zynde het geschikste middel om tot eenparigheid in het schryven der Nederduitsche tael te geraken : —

1° De enkele vokaelspelling in alle sylben waer de klinker de slotletter is, de scherplange *e* en *o* uitgezonderd.

2° Het weglaten der accenten, met uitzondering van die teekens, welke gebruikelyk zyn om eenen byzonderen nadruk of eene samentrekking aen te duiden.

3° Het vormen der tweeklanken *ei* en *ui* met de enkele *i*, ook in verlengde woorden, als *vleien*, *schreien*, *kruien*, *luiaerd*.

In de tweeklanken *ooy* en *ay* of *aey*, is de *y* noodzakelyk, en de *a* wordt verlengd wanneer de *y* door geen klinker gevolgd is, als *strooy*, *strooyen*, *gestrooyd*, *drayen*, *draey*, *gedraeyd*.

4° Het gebruik der *ch* vóór de letter *t*, overal waer de *g* niet oorspronkelyk is.

5° Het gebruik der lidwoorden *de* en *een* in den eersten naemval mann.-enkelv., met weglating der *n* (of *en*) en in de byvoegelyke naemwoorden, welke laetsten nogtans zelfstandig gebruikt, in het meervoud de *n* aennemen,

6° Het behouden van *dt* in de vervoeging der werkwoorden op *den* uitgaende, als gy *wordt*, *bindt*, *bondt*, hy *wordt*, *vindt*.

7° Het behouden der *n* in de stoffelyke adjectiva.

8° Het schryven van *paerd* of *peerd*, *waerd* of *weerd*, enz., naer verkiezing.

De Commissie wenscht dat deze tael- en spelregels, welke meestal reeds aengenomen zyn door de voornaemste schryvers van Belgie, door allen gevolgd, en overal in de scholen mogen ingevoerd worden, ten einde alzoo de eenheid te herstellen en voortaen te bewaren in de geschrevene tael van al de Nederlandsche gewesten.

Gedaen te Brussel, in het hotel van den heer Minister van Binnen- en Buitenlandsche Zaken, den 18 Augustus 1839.

J.-F. Willems, President.
J.-J. De Smet, Kan.
J. David, Pr.
J.-F.-C. Verspreeuwen.
L. D'Hulster.
J.-H. Bormans, Secretaris-Rapporteur.

Het bovenstaende wordt door den ondergeteekenden, lid der Commissie, die by de vergadering niet heeft kunnen tegenwoordig zyn, in alle deelen goedgekeurd.

Gent, 21 Augustus 1839. Ch. Ledeganck. »

— Dit verslag werd opgenomen in den *Moniteur Belge* van 6 September 1839, n° 289.

De maatschappij *De Tael is gantsch het volk*, te Gent, was eene der eerste om de beslissing der Taalcommissie bij te treden. Ook de

Oudenaardsche maatschappij *Tael- en Broedermin* besloot de voorgestelde regels in het vervolg na te leven. *De Olyftak*, van Antwerpen, zou het nieuw spellingstelsel met onpartijdigheid onderzoeken.

431. Protest van eenige leden der « Vlaemsche Tael- en Letterkundige Maetschappy te Brugge », tegen de uitspraak der Spellingscommissie. *Standaerd van Vlaenderen*, Brugge, 4 September 1839.

De onderteekenaars zegden o. a. : « dat het meeste deel van de regels die de Commissie daerstelt, volgens hun gevoelen, niet overeenkomstig zyn met de gronden, den aerd, de wortels en het gebruyk der Vlaemsche tael; dat de regels van Vlaemsche tael en spelling, door de Commissie voorgesteld en aenbevolen, verre zyn van door het gezag der beste schryvers gewettigd te wezen en met het oud gebruyk onzer voorvaderen overeen te stemmen; dat de eenheid van tael en spelling niet kan gevestigd worden door eene Commissie, zamengesteld van leden, die alle, of bynae alle, regters en partyen in hunne eygen zaek zyn; en dat de billykheyd en het belang onzer schoone tael vereyschen dat de tegenparty gehoord worde. »

432. Adhésion à la protestation patriotique promulguée à Bruges le 29 août 1839. In een ons onbekend blad van dien tijd; ook in *Lettres pour servir de matériaux à l'histoire des deux introductions du système linguistique néerlandais en Belgique*, 1840, bl. 65.

« Les soussignés déclarent adhérer aux motifs qui ont dicté la protestation, publiée par le *Nouvelliste* dans son n° du 14 septembre, contre la décision sur les points controversés en matière d'ortographe flamande que la commission de Bruxelles a portée le 18 août dernier.

Félix de Pachtere, Simons, Verdegem. »

— Ook het *Journal d'Anvers* nam in een zijner Octobernummers eene protestatie op tegen de beslissing der Commissie, onderteekend door de priesters Eliaerts en Buelens, Somers, advocaat, Sneyers, leeraar en secretaris der Academie, Janssens, boekdrukker, A. Zilgens, schrijver van verscheidene schoolboeken, en voorts door een veertiental onderwijzers.

433. Lettre de M. Van Hemel, supérieur de la 1e section au Séminaire archiépiscopal de Malines, en faveur de l'ortographe de la commission. Malines, 5 Sep-

tembre 1839. *L'Indépendant*, September 1839. — Ook in *Lettres pour servir de matériaux à l'histoire*, etc. bl. 36-38.

434. **D(elecourt).** — Opstellen over de spelling. *L'Émancipation*, Brussel, 28 Augustus, 11 en 28 September, 10 October 1839.

In deze opstellen wordt geijverd voor ééne spelling voor Hollanders, Belgen en Platduitschers. Het Limburgsch zou tot grondslag dienen. (Men zie daarover SNELLAERT in zijn *Taelcongres en Vlaemsch Feest*, 1842, bl. 8 en 9.)

435. Sur le néerlandais, le néerlando-flamand et le flamand moderne belge. *Petites affiches de Bruxelles*, 8 September 1839.

Tegen de besluitselen der Spellingscommissie. Zie ook : *Lettres pour servir de matériaux à l'histoire*, etc., bl. 25-33.

436. **P.** — Facétie de Pierre d'Anvers, contre la décision de la prétendue commission. *Petites affiches de Bruxelles*, 15 September 1839, vertaald opstel uit *den Antwerpenaer*.

437. Ortographe flamande. *Nouvelliste de Bruges*, 20 September 1839.

Brief van eenen Gentenaar, waarin de eerste maal, indien wij het wel voor hebben, spraak is van eene *Vlaamsche Academie*, aan welke de regeling der spelling zou dienen onderworpen te worden. Het blad *l'Indépendant* antwoordde daarop : « Il serait curieux d'obtenir quelques détails sur cette académie, dont personne, si ce n'est le correspondant du *Nouvelliste*, ne soupçonne l'existence. »

— Zie daarover : *Geschiedenis der Vlaamsche Letterkunde van het jaar 1830 tot heden*, door TH. COOPMAN en L. SCHARPÉ, bl. 72 en volg., alsmede de mededeeling van Mr LEONARD WILLEMS : *Minister Rogier en zijn ontwerp van eene Vlaamsche Academie*, in de *Verslagen en Mededeelingen der Koninklijke Vlaamsche Academie*, 1899, bl. 91-131.

De brief van den Gentenaar besluit als volgt : « L'étendard de la révolte est planté, point de concession. Les Flamands continueront à écrire la langue de leurs pères, en dépit de toutes les commissions passées, présentes et futures. Car il importe aux Flamands de conserver leur langue, et de repousser un gâchis d'orthographe tel que celui dont est si malheureusement accouchée la fameuse commission ».

438. Protestatie van het Seminarie van Roeselare. *Le Nouvelliste des Flandres*, 29 September 1839.

Uittreksel : « ... C'est pourquoi, quelque soit notre désir de parvenir à l'unité dans l'ortographe flamande, nous nous sommes décidés à déclarer que nous ne pouvons adopter les principes posés par la commission :

1° Parce que dans les articles 3, 5, 6 et 8, elle décide contrairement à l'usage universellement établi depuis un temps considérable, et que, d'après notre avis, l'adoption de ces règles tend à dépouiller le flamand de son caractère de nationalité et à le revêtir de celui du hollandais.

2° Parce que dans l'article 1er elle renonce, sans nécessité, à une perfection de langue écrite, en bannissant les lettres nécessaires pour remonter au mot simple et à la racine.

3° Nous regrettons également que par l'article 2 on propose la suppression des accents, parce que l'accentuation contribue à définir la signification des mots dans les cas douteux, et sert à guider l'élève dans la prononciation, en même temps qu'elle peut amener une uniformité de prononciation parmi les Flamands, uniformité qu'on ne trouve pas partout. »

— Zie *Belgisch Museum*, 1839, bl. 345.

439. X. — Couplets inspirés par la Brabançonne, exécutée par la musique du régiment des Guides, le second jour des fêtes de septembre 1839. *Petites affiches de Bruxelles*, 29 September 1839.

Qui l'aurait cru, noble Belgique,
Libre du joug de l'étranger!
Par un projet impolitique
On vient encore le troubler.
Au milieu d'une ère de calme,
Quand nous goutons les doux fruits de la paix,
Belges, on a jeté l'alarme
En évoquant le néerlandais!

Mais mille voix patriotiques
Déjà condamnent à la fois
D'étranges règles linguistiques
Que nous abhorrions autrefois.
Prôneurs d'un trop antique usage,
Gardez pour vous votre galimatias;
Laissez aux flamands leur langage,
Pedans, ne le corrompez pas.

Qu'ils écrivent comme leurs pères :
*Vivat, vivat onze vryheyd,*

Ne vous ne inquiétez guères,
Ils font fi de notre *fraaiheid.*
Pedans, non, plus de néerlandisme,
Que le vrai Belge a toujours repoussé,
Comme la main du despotisme
Qui sur nous a long-tems pesé.

440. **Van der Voort (M.).** — Un mot sur la question d'ortographe flamande. Anvers, Jacobs fils, 8°, 12 bl.

441. **S.** — Langue flamande. Au rédacteur du *Journal d'Anvers. Journal d'Anvers.* — Ook in *Lettres pour servir de matériaux à l'histoire,* etc., bl. 42-45.

De schrijver van dezen brief beweert dat de tijd om de spelling te veranderen nog niet gekomen is en houdt zich voorloopig aan die van DESROCHES.

442. **Willems (J.-F.).** — Brief tot verdediging van de beslissing der Spellingscommissie. *Journal de la Belgique,* 3 October 1839. — Ook in *Lettres pour servir de matériaux à l'histoire,* etc., bl. 131-137, met wederleggende aanteekeningen.

Zie daarover een vinnigen brief, geteekend M. in het *Kunst- en Letterblad,* 1840, bl. 99.

443. Verklaring der « Maetschappij van Vlaemsche Tael- en Letterkunde, te Brugge ». *Standaerd van Vlaenderen,* 6 October 1839.

In dit stuk, geteekend door den « voorzitter » De Foere, en den « geheimschryver » Bogaert, verklaart de Maatschappij « dat zy zich met de onbevoegde Tael-Commissie niet vereenigt, en de door haer opgegeévene taelregels niet aenneemt ».

444. **De Voldere (J.).** — Quelque chose touchant la décision de la commission bruxelloise, concernant les points en litige de la langue et de l'ortographe flamandes. *Petites affiches de Bruxelles,* 13 October 1839.

De schrijver stelt voor, eenen nieuwen prijskamp uit te schrijven, te beoordeelen door eene commissie van twee of drie taalkundigen.

445. **Willems** (J.-F.). — Linguistique. Le néerlandais, les deux néerlando-flamands et le flamand moderne belge. — Langue flamande. Lettre adressée au Rédacteur du *Journal d'Anvers*. *Journal d'Anvers*, 19 October 1839.

In dezen brief verdedigt WILLEMS nogmaals de besluitselen der Taalcommissie. Sprekende van de protestatiën tegen de voorgestelde veranderingen, zegt hij dat deze meest voortkwamen van belanghebbende drukkers en uitgevers, « blessés, à ce qu'on dit, dans leurs intérêts ou dans leur amour-propre, auxquels opposants se sont associés plusieurs personnes fort respectables sans doute, mais presque toutes absolument inconnues dans la république des lettres ».

446. Flamändische Sprache und Litteratur. *Algemeine Zeitung*, bij vertaling in de *Petites affiches de Bruxelles*, 20 October 1839.

In dit artikel wordt met lof gesproken van den vaderlandschen dichter PR. VAN DUYSE en andere Vlaamsche letterkundigen.

447. **Willems** (J.-F.). — Een woord over de protestatiën tegen de Taelcommissie. *Belgisch Museum*, 1839, bl. 342-357. — Ook in de *Keus uit Dicht- en prozastukken van Jan-Frans Willems*, II, bl. 144-150.

De protestatiën, van welke hier spraak is, gingen uit van den voorzitter (De Foere) en leden der « Vlaemsche Tael- en Letterkundige Maetschappy » van Brugge, en van het Seminarie van Roeselare.

448. De Morgenzon. Tydschrift der Vlaemsche belangen. Hoofdopsteller J.-F. WOLFERS. Loven, Ickx en Geets.

Dit tijdschrift verving den 3 Maart 1839 het nieuwsblad *De tyden*, gesticht den 3 Januari van hetzelfde jaar. Het laatste nr is van den 18 April 1839.

449. **S(omers)**, avocat. — Épitre aux hommes de lettres de Belgique, relativement à la décision du 18 août 1839, prise par la commission nommée par la Société pour le progrès de la langue et littérature flamande, conformément à l'art. 4 de l'arrêté du 6 septembre 1836, convoquée par dépêche ministérielle du 13 août 1839, aux fins de porter son jugement sur les dissertations critiques relativement aux différents existants par rapport à l'ortographe de la langue flamande, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur, pour concourir au prix d'honneur, alloué par le prédit arrêté royal du 6 septembre 1836. Anvers, T.-J. Janssens, 8°, 68 bl.

De schrijver valt in de hevigste bewoordingen uit tegen de Spellingscommissie, welke hij zegt onbevoegd te zijn om over de zaak te beslissen. « *Elle* (l'œuvre de la commission) *ne passera pas* — zegt hij — parce que la constitution s'y oppose et que l'indépendance en matière de langage est garantie; outre que le gouvernement ne voudra pas se mettre à dos la nation entière, pour laisser à sept personnes l'honneur d'avoir fait adopter comme système officiel le résultat de leur opinion particulière. »

Hij eindigt als volgt :

« Eh quoi! quand on y songe, n'est-on pas indigné de l'audace de sept personnes qui s'arrogent avec tant de front un pouvoir qui n'est pas même celui de l'administration de l'état, et qui n'appartient qu'au monde savant et la nation entière! Nous avons donc la conviction que des manœuvres secrètes ont été tramées pour faire réussir un projet qui, outre qu'il doit avorter, mérite encore d'être stigmatisé par tout le monde lettré. Oui, le coup tenté est sans exemple dans les annales littéraires! C'est une tentative d'invasion sur le sol sacré de la patrie lettrée. C'est une insurrection complète sur le domaine du langage pour le soumettre et le dominer; c'est une conjuration évidente tendant au renversement de l'édifice ortographique légitime pour le remplacer par un pouvoir usurpé... »

— Zie *Petites affiches de Bruxelles*, n° 1271, alsmede *Lettres pour servir de matériaux à l'histoire* etc. 1840, bl. 109-118.

450. **Willems (J.-F.)**. — Nog iets ter verdediging der Taelcommissie. *Belgisch Museum*, 1839, bl. 411-442.

Antwoord op de protestatie van eenige Antwerpenaars, waaronder de advocaat Somers, « schryver van verschillige taelkundige werken, » T.-J. Janssens, boekdrukker en uitgever van schoolboeken, enz., tegen de beslissing der Taalcommissie.

451. Langue flamande. Monsieur le rédacteur du Nouvelliste. *Le Nouvelliste des Flandres,* 26 November 1839. *Petites Affiches de Bruxelles,* 8 December 1839.

In dezen brief werpt de schrijver eenen oogslag op de ontwikkeling der hoogduitsche taal, welke geene officieele tusschenkomst noodig had om eenen hoogen graad van volmaaktheid te bereiken. Het behoort aan den Staat niet taalregels voor te schrijven. « La mission du pouvoir est de protéger la littérature nationale, d'encourager le mérite. Qu'il fasse ceci, et nous verrons bientôt, comme l'exemple de la langue allemande nous le démontre, s'élever de toutes parts des auteurs dont les travaux littéraires conduiront insensiblement notre langue au point de perfection où elle peut atteindre ».

452. **Van Hecke (A.-Th.).** — Considérations sur le théâtre en Belgique et sur les difficultés et les moyens d'y créer une scène nationale. Bruxelles, H. Vandenhouten, 1839, 8°, 89 bl.

De schrijver bespreekt de stichting van een nationaal tooneel hier te lande, doch met uitsluiting van het Vlaamsch. « Dès l'instant que la langue française est devenue le langue littéraire du pays, et je n'avance rien que de positif, puisque le journalisme, les rapports académiques, les discussions du barreau, celles de la tribune politique, et toutes les communications officielles, sont en cet idiôme, il ne s'est plus guère trouvé d'auteurs indigènes, consacrant leur plume à l'art dramatique qui se soient montrés disposés à parler, sur la scène, dans l'ancien dialecte usité par nos pères, bien que les meilleurs esprits désirassent voir la Belgique posséder un théâtre national moderne. Or donc, il n'est plus possible de le créer avec un autre élément que la langue française. »

453. **Michiels (F.-L.).** — Over het beoefenen der moedertael. Aenspraek gedaen in het klein seminarie te Mechelen den 20 Augustus 1839, dag der plegtige prysdeeling. *Belgisch Museum,* 1839, bl. 358-362.

In het *Belgisch Museum* medegedeeld « als een bewys van den iever, welke(n) de jeugd in sommige collegien begint aen den dag te leggen ter beoefening der moedertael. »

454. **Arendt (W.-A.),** Professor an der Universität zu Löwen. — Die Interessen Deutschlands in der

Belgischen Frage; mit Documenten über Stand und Bedeutung der Industrie und der Eisenbahnen in Belgien. Brüssel und Leipzig, verlag van Carl Muquardt, 8°, 180 bl.

455. **Lebrocquy (P.).** — De Dulle Griete. — Vlaemsche Liedekens op den tyd, door eenen waren volksvriend. Gent, F.-C. Bakeljau, 1839, 16°, 112 bl.

Is eene verzameling van bijtende liedjes, bestemd om bij het volk afkeer tegen het Belgisch beheer op te wekken, en die op straat, in de herbergen (te Gent) overal werden gezongen. « Elkeen — schrijft WILLEM ROGGHÉ in zijne *Gedenkbladen*, Gent, 1898, — » elkeen kende de liedjes van *Pierke*, zoo werd Lebrocquy bij het volk geheeten.

— Zie over den Dichter van *Dulle Griete* dezelfde *Gedenkbladen*, bl. 196 en vlg., alsmede *Notice sur P. Lebrocquy* in de *Revue trimestrielle*, Juli 1864.

456. **Friedlander (Dr. C.-M.).** — Der Abfall der Niederlände, eine natuerliche Folge nach den Beschluessen der Wiener Congress Acte. In erwiederung auf eine in den Haag erschienene Brochure : *Essai sur la nécessité du rétablissement du royaume des Pays-Bas, sous le rapport du système politique connu sous le nom de système de la Barrière.* Hamburg, Perther und Besser, 8°, 106 bl.

457. **Blommaert (Ph.).** — De Duitsche tael in den Elzas. *Bydragen der Gazette van Gend,* 1839, bl. 31-33.

« Het fransche bestuer eerbiedigt niet meer de hoogduitsche tael in den Elzas, dan de nederduitsche in het gedeelte van Vlaenderen dat aen Frankryk onderworpen is. De duitsche bevolking echter verheft zich sterker tegen den invoer der fransche tael dan de vlaemsche; maer krachtige stemmen moedigen haer ook aen tot den zedelyken stryd, 't geen het geval niet is met de Vlamingen van gene zyde Poperinge. »

458. Maetschappy van Vlaemsche Letteroefening, met kenspreuk : *De Tael is gantsch het volk.* Verslag

over den toestand der Maetschappy gedurende het bestuerjaer 1838-1839, gedaen in zitting van 1 Mei 1839. *Bydragen der Gazette van Gend*, 1839, bl. 42-44.

Uit dit verslag blijkt dat de maatschappij, « deze geliefkoosde schepping van (haren) yver voor de miskende moedertael », voortdurend in een bloeienden toestand verkeerde.

459. De Vlaemsche Tael. *Bydragen der Gazette van Gend*, 1839, bl. 68-71.

Gedeeltelijk naar het Fransch opstel, verschenen in een (niet genoemd) Fransch nieuwsblad.

Komt op tegen de aanwezigheid van ambtenaren in Vlaanderen, die de volkstaal niet machtig zijn; wijst op de « besmetting van het Fransche zedenbederf, op de ordeverwoestende denkbeelden, die ons uit Frankryk toekomen »; doet eenen oproep tot de Vlamingen, « om zich door onverbreekbare banden te vereenigen, om alle mogelyke opofferingen te doen ten einde de vryheid hunner rechten weder te krygen. »

460. **W.** — Vlaemsche Tael. — Syllogismen voor den heer Behaegel. *Bydragen der Gazette van Gend*, 1839, bl. 77-79.

461. **Plusieurs amis des intérêts flamands.** — Quelques mots sur la prochaine formation de l'académie flamande. *L'Émancipation*, 8 Januari 1839, nr 3. (1)

Het ministerieel blad *l'Indépendant* had de ontworpen stichting der Vlaamsche Academie aangekondigd, en onder de toekomende leden de namen opgegeven van Van Hasselt, de Decker, J. de St-Genois en Kreglinger. Tegen die keuze teekent navolgend opstel verzet aan, omdat de genoemde heeren Franschschrijvende Belgen zijn en de heer Van Hasselt zelfs tegen de taal der Vlamingen geschreven heeft in de *Revue Belge* te Luik.

Uittreksel :

« ... Nous (ne) nous laisserons (pas) imposer par le ministère l'influence d'un corps savant qui, sous le nom d'*Académie flamande*, ne serait en réalité qu'une réunion d'hommes qui, nés en Flandre,

(1) De aandacht zij gevestigd op het feit dat nr 461 en volgende, tot en met nr 468, niet *chronologisch* zijn ingedeeld, daar de jaargang 1839 van *L'Émancipation* slechts kon geëxcerpeerd worden na het afdrukken van bl. 176.

ont renoncé à la langue et aux mœurs de leurs pères, pour adopter celles de nos voisins qui, nous ne le contestons aucunement, peuvent être bonnes en France, mais que nous autres Flamands nous ne voulons pas nous voir forcer d'adopter.

Que donc le ministère y prenne garde et qu'il songe à deux fois avant de faire un acte qui pourrait être cause de longs débats et d'amères récriminations. Il y a longtemps que l'attention du grand nombre est fixée en Flandres sur les allures du gouvernement et que ses actes y sont l'objet d'une défiance que malheureusement ils semblent de plus en plus devoir justifier. Jusqu'ici, cependant, les Flamands ont gardé le silence, ils se sont abstenus de faire dans les journaux l'énumération de leurs griefs nombreux, et ce généreux silence, uniquement dû à leur dévouement sincère à la cause de 1830, a été méconnu par le gouvernement, qui n'y a vu que de l'indifférence et de l'apathie. C'est là, de la part du pouvoir, une erreur dont il lui est facile encore de prévenir les suites, en mettant à l'avenir dans ses actes envers les provinces flamandes cette loyauté et cette bonne foi qu'il nous a été jusqu'aujourd'hui difficile à découvrir.

Plus tard, lorsqu'une fois nos différends politiques terminés, les Flamands auront pensé que le temps de demander justice de leurs griefs est venu, lorsqu'ils se seront dit que se taire plus longtemps et souffrir sans se plaindre des empiétements sur leurs droits, serait lâcheté et duperie, il se pourrait que les semences de discorde que l'insouciance ou la partialité du pouvoir a jetées depuis 1830 entre les deux grandes parties du pays, eussent germé et poussé des racines assez profondes pour qu'il ne fût plus possible de les extirper. Ce qu'il adviendrait de cette division intestine, il est impossible de le préciser — mais ce ne serait rien de bon assurément. — Nous le répétons encore, les Flamands ne veulent pas d'une rupture avec les Wallons, ils craignent même qu'on ne les y force. C'est donc au gouvernement à être impartial, loyal, juste et prudent; c'est à lui à ne pas traiter la majorité de la nation avec cette bienveillance ironique qui est pire et provoque une indignation plus vive et plus profonde que l'injustice avouée, parce que au tort matériel elle ajoute le tort moral, à l'intérêt lésé la dignité méconnue.... »

Het opstel besluit met de hoop uit te drukken dat de Academie zal samengesteld zijn uit ware Vlamingen, Vlaamsche schrijvers en geleerden.

— Zie Nr 437.

462. **V. B. H.** — Littérature flamande. — De Leeuw van Vlaenderen of de Slag der Gulden Sporen. Door Hendrik Conscience. — 3 vol. in 8°. — Chez Decort, à Anvers. *L'Émancipation*, 1 Februari 1839, nr 32.

Meer dan 3 kolommen worden aan CONSCIENCE's werk gewijd. — « Ces deux ouvrages (*Wonderjaer* en *Phantasy*) joints aux publications assez nombreuses parues depuis d'autres prosateurs de mérite et de jeunes et ardens poëtes, avaient convaincu les plus incrédules que l'idée défavorable jetée sur la langue flamande, n'était au fond qu'un absurde et ridicule préjugé qui devait tomber devant le moindre examen. »

463. **Johan-Alfred De Laet, Hendrik Conscience.** — Adresse au Peuple Flamand (6 Février 1839). *L'Émancipation*, 11 Februari 1839, nr 42.

Vertaling van het adres dat te Antwerpen, in *'t Wafelhuis*, na de vertooning van *'t Wonderjaer* van H. CONSCIENCE, zou voorgelezen worden. Dat adres is gericht tegen den afstand van Limburg en Luxemburg (tractaat der 24 artikelen).

— Zie nr 423.

464. **L.** — Littérature nationale. — Langue flamande. — Nederduitsch letterkundig jaerboekje, voor 1839. Zesde jaergang. *L'Émancipation*, 13 April 1839, nr 102.

« ... L'opinion, cette reine du monde, a prononcé, et il n'y a plus guère que les incrédules, les dénégateurs, — pour ne pas dire les *contempteurs*, — partisans de l'ultra-gallomanie, si merveilleusement, ou, plutôt, si rétrogradement personifiés dans quelques feuilles soi-disant belges par excellence, — il n'y a plus guère que ces exclusivistes et ces *patriotiques* proscripteurs, petits Syllas littéraires qui dénient à la langue flamande, et partant, à sa littérature, non-seulement le droit d'indigénat, de fraternité, mais jusqu'au droit d'existence; c'est-à-dire, pour nous résumer, les quatre éléments : — l'air, le feu, la terre et l'eau!... »

465. **De Theux**, ministre de l'Intérieur et des Affaires étrangères. — École de médecine vétérinaire et d'agriculture de l'État, à Cureghem-lez-Bruxelles. Programme des cours de l'année scolaire 1839-1840. *L'Émancipation*, 18 September 1839, nr 261.

Onder de vakken komt de Fransche taal voor, het Nederlandsch niet, zelfs niet onder de vrije vakken.

466. Brief uit Rotterdam. *L'Émancipation*, 25 September 1839, nr 268.

Over een letterkundig feest te Rotterdam, bijgewoond door J. Nolet de Brauwere van Steelant, die op het feestmaal een dronk instelde op de *Noord- en Zuidnederduitsche letterkunde*. Prof. Siegenbeek antwoordde met den lof uit te spreken van de jongere Vlamingen en inzonderheid van *De tael is gantsch het volk*.

467. Brief uit Bergen, 9 October 1839. — Klachten over de achteruitstelling der Waalsche Henegouwers in zake aanleg van staatsspoorwegen. *L'Émancipation*, 12 October 1839, nr 285.

« ... Nous en venons à nous demander si nous sommes des parias et ce que les Flandres sont au gouvernement pour accaparer toutes ses faveurs.... Involontairement on reporte sa pensée vers le régime hollandais où tout se faisait au profit des provinces septentrionales! n'est-ce pas la même propension? Pour nous détacher de la France on voulait nous protestantiniser et nous néerlandiser. Aujourd'hui ne veut-on pas, pour le même motif, nous faire ultra-catholiques et nous teutoniser; et comme ce n'était pas assez de nous faire allemands, on voudrait nous faire bas-allemands, *nederdeutsch*, *platt-deutsch!* mais surtout exploiter la race romane au profit de la race tudesque.

Les enseignements de l'histoire moderne sont donc stériles! oui! il est vrai, il y a chez nous des tendances françaises, tous nos intérêts industriels se tournent vers la France, notre amour pour la patrie belge fait taire ces instincts, mais il ne faut pas l'exposer à de trop rudes épreuves, surtout au moment où la question d'orient peut présenter notre pays comme solde de compte entre les puissances! Combien il serait plus sage de nous laisser Belges, ni Wallons, ni Flamands, ni archi-Catholiques, ni anti-Catholiques! quelle plus juste et par conséquent plus habile politique il y aurait à ramener par des bienfaits les enfants égarés, à nous rattacher au gouvernement par toutes sortes de liens, par des liens de fer et par ceux de la reconnaissance plus solides encore!... »

468. **M. V. D.** — Brief uit Antwerpen. — Antwoord op de klachten der Henegouwers. *L'Émancipation*, 17 October 1839, nr 290.

« ... Oui! monsieur, la nation belge, telle qu'elle est actuellement constituée, est composée de deux races distinctes par leur origine, leurs mœurs et leur langage; de deux races qui, depuis 1830 où elles ont combattu ensemble, ont eu des fortunes bien différentes. L'une d'elle a vu sa langue anéantie, ses villes incendiées, ses champs inondés, son commerce agonisant et ses fabriques fermées. Etrangère, *comme race*, aux emplois publics, depuis le plus élevé jusqu'au plus infime, depuis le ministère jusqu'au *caporalat*, elle n'a point eu de part au *gouvernement*

du pays, et si, renonçant à ses mœurs et à son langage, quelques individus sortis de son sein ont pu se mêler de la gestion des affaires, ce n'a jamais été qu'au prix d'une abjuration d'origine. Cette race cependant, a, depuis neuf ans, payé les impots avec une régularité exemplaire, et si de loin en loin elle a élevé quelques plaintes, bien faibles, fait entendre quelques légers murmures bien vite étouffés, c'était pour prendre acte et date seulement, et prévenir toute prescription de ses droits. — Cette race-là est-ce la race romane ou wallonne?

L'autre a vu sa langue triomphante, dominer et faire proscrire celle de sa rivale; elle a vu ses villes florissantes, ses champs intacts, elle a vu ses usines doubler en nombre et en richesses, ses houillères décuplées en richesses et en nombre; elle a vu ses enfans au limon de l'état, à la tête de toutes les administrations, au commandement de toutes les armes; si elle n'a pas eu la plus grande part au combat, du moins elle jouit seule de la victoire; si les blessures et les cicatrices ont été pour sa sœur, la gloire et les honneurs ont été pour elle. Et cependant cette race se prétend *exploitée*, au profit de l'autre, et à l'occasion de la moindre vétille, de la plus légère faveur refuseé ou retardée, il lui prend velléité de refuser l'impôt et de se jeter dans les bras d'une nation voisine. — Cette race-là est-ce la race tudesque, teutone ou flamande? —

A ces questions, croyons-nous, personne ne répondra par l'affirmative, personne ne niera les griefs de la race flamande, mais plus d'un s'étonnera de voir, que ces griefs existans, nul ne les ait encore fait valoir, ou n'en ait demandé le redressement.

Les raisons de ce silence général sont faciles à découvrir : d'une part les Flamands ont craint qu'en agitant la question du redressement de leurs griefs avant la reconnaissance officielle de la nationalité belge par la diplomatie européenne, ils eussent pu faire naitre des discussions et des haines intérieures, capables, sinon d'amener une restauration, du moins de prolonger à l'infini notre état d'incertitude et de *statu quo;* d'autre part, et ceci est une question de possibilité matérielle, obligés de parler français pour se faire comprendre de nos gouvernans, ils se voyaient forcés d'envoyer leurs réclamations et leurs plaintes à des journaux écrits dans cette langue, qui, voués exclusivement, pour la plupart, aux intérêts wallons ou français, les repoussaient chaque fois qu'ils ne pouvaient y répondre.... »

## 469. Nouvelle orthographe de la langue flamande, (article communiqué). *L'Indépendant,* 25-26 December 1839.

Schrijver beweert dat het stelsel der officieele commissie tegenkantingen heeft ontmoet, maar dat de pennestrijd thans is uitgestreden. De regeering heeft het stelsel der Commissie goedgekeurd. — (LEDEGANCK was de steller van dit artikel, zooals uit een later schrijven bleek).

470. Kamer van Volksvertegenwoordigers. Zitting van 24 December 1839. Beraadslagingen over de begrooting. *Moniteur Belge*, 25 December 1839, nr 359.

« A propos des douanes, MM. Delehaye, Mast-De Vries et Mercier présentent des observations au sujet de la nécessité de ne nommer, dans les localités flamandes, que des employés qui parlent le flamand. »
(L. HYMANS, *Histoire parlementaire de la Belgique*, I, bl. 711.)

## 1840.

471. **Steyaert (J.-J.).** — Verhandeling over de noodzakelijkheid van eene wet op het onderwijs in België, beschouwd als het geschiktste middel ter bevordering van de zedelijkheid en welvaert der geheele natie. Gent, C. Annoot-Braeckman, 8°, 35 bl.

De schrijver betoogt de noodzakelijkheid van het grondig aanleeren van het Vlaamsch in de scholen, niet alleen in de lagere, maar ook in de middelbare en de hoogere.

« In elke der twee Rijks-Universiteiten, in de veeartsenijschool, militaire politechnique school enz. behoorde een leerstoel voor de Vlaemsche tael te worden opgericht; en deze *cursus* zou moeten *verpligtend* zijn voor al de leerlingen; niemand zou een graed mogen bekomen zoo hij ook niet in die tael kon antwoorden. Dan zou de Vlaemsche tael, als het ware, van de hoogere standen tot de volksklasse afdalen; dan zou elke leerling, die zich tot het universiteitsonderwijs voorbereidt, verpligt zijn deze tael in de lagere scholen aen te leeren, in de collegiën of atheneën voort te zetten, om die bij zijne studiën aen de hoogeschool tot eer en voordeel te voltrekken. »

472. Verklaeringsschrift uytgegeéven door de Brusselsche Maetschappy : *Vaderlandsliefde*. Brussel, Polack-Duvivier, 8°, 124 bl.

Dit schrift, onderteekend door P. BEHAEGEL en P. BÔN, is gericht tegen de Taalcommissie en eindigt met de volgende verklaring : « Dat de gemelde beslissingen en verdere poogingen der onbevoegde Taelcommissie en der andere overdreévene voorstaenders van het hollandsch niet overeenkomen met den aerd, het gebruyk en de gronden der Vlaemsche tael; tegenstrydig zyn aen onze vaderlandsche instellingen en zeden; strekken

om vreemde gebruyken en zeden in te brengen; om het afdruksel van het beeld onzer voorvaderen te verbryzelen; om de hoofdtrekken van ons vaderlandsch karakter en het leëvendigste kenmerk onzer nationaliteyt te doen verdwynen en met deze onze zelfstandigheyd en onafhankelykheyd te vernietigen. »

473. Kunst- en Letter-Blad. 1840. Eerste Jaergang. Gent, L. Hebbelynck, 4°, 104 bl.

1° Hoofdopsteller en uitgever: F.-A. SNELLAERT; later H. CONSCIENCE en TH. VAN RYSWYCK.

Dit tijdschrift beleefde 6 jaargangen : 4 te Gent, 2 te Antwerpen.

Het hield zich niet bezig « met de staetkunde, ten zy voor zoo verre het de regten onzer Moedertael en het behoud van den Nederlandschen stam geldt. »

474. **De Foere**, président de la Société de langue et de littérature flamande à Bruges. — Langue flamande. *L'Émancipation*, 2 en 3 Januari 1840, nr 2 en 3.

Beantwoordt het artikel van *l'Indépendant* over de spelling. (Zie nr 469)

« *Le gouvernement*, dit L'INDÉPENDANT, *a adopté depuis quelques semaines l'orthographe de la commission. Toutefois*, ajoute-t-il, *il est nécessaire de faire quelques remarques à ce sujet.* Or, il avoue dans ces remarques, quoique d'une manière entortillée, que le gouvernement n'a pas adopté l'orthographe de la commission, et sa première assertion se réduit à l'espoir que le gouvernement adoptera cette orthographe dans le *Bulletin officiel des lois*.

La vérité est que le gouvernement abandonne la commission et son système d'orthographe à qui en voudra. J'ai vu une lettre *officielle*, écrite par M. Dellafaille à un grammairien du pays, par lequel ce fonctionnaire, qui a dans son attribution la direction des Lettres, déclare formellement que le gouvernement entend rester neutre dans ce débat. J'engage le gouvernement à rendre cette sage décision publique, afin de ne pas compromettre, par défaut de publicité, les graves intérêts d'un grand nombre d'industriels, imprimeurs et libraires ».

475. Langue flamande (Brieven van De Foere en Ledeganck over de spelling). *L'Indépendant*, 7 Januari 1840, nr 7.

— Zie nrs 474 en 476.

476. **Ledeganck (Ch.).** — Brief aan *l'Indépendant* over het schrijven van De Foere in *l'Émancipation*

(2-3 Januari 1840). *L'Émancipation*, 11 Januari 1840, nr 11.

Het ministerieel blad *l'Indépendant* verzocht *l'Émancipation* LEDEGANCK's schrijven op te nemen. Het laatste blad gaf daaraan gevolg, maar antwoordde : « ... Nous n'y voyons pas le moindre inconvénient, quoiqu'elle (la réponse) manque de convenance sous plusieurs rapports qu'il nous serait facile de signaler et de relever. Nous nous contenterons de faire remarquer que ce n'est pas seulement dans la Flandre Occidentale que le système proposé a trouvé de vives résistances, et que plusieurs lettres qui nous ont été adressées d'Anvers lui étaient beaucoup plus hostiles que celle de l'honorable M. de Foëre. »

LEDEGANCK schrijft o. a. : « Quand j'ai dit que le gouvernement et l'admistration provinciale et les principales autorités locales ont adopté dans leurs traductions flamandes le système de la commission, j'avais en mains un grand nombre de numéros du *Bulletin officiel* du 2e semestre 1839; le *Mémorial administratif* de la Flandre Orientale depuis le mois d'october dernier, et plusieurs annonces émanées de l'administration de Gand, ainsi que d'autres localités de la province, qui *tous* sont rédigés suivant l'orthographe proposée par la Commission.

... D'après M. de Foere, mon article pourrait léser les intérêts d'imprimeurs et de libraires. Ceci est par trop naïf et décèle trop bien le but de l'auteur pour avoir besoin de commentaire.

M. de Foere s'est servi des termes de *ruse* et d'*astuce*. Le public jugera auquel de nous deux ces expressions sont applicables ».

477. Pétition. *L'Émancipation*, 26 Januari 1840, nr 26.

Het blad deelt een vertaald uittreksel mede van het verzoekschrift der Vlamingen uit Gent (zie nr 480), tevens de vertaling van eenen brief, onderteekend door Ph. Blommaert, namens het comiteit tot verspreiding van het Vlaamsch vertoogschrift. In dien brief, gedagteekend van den 15 Januari 1840, worden de Vlamingen tot het inzenden van het verzoekschrift aangespoord.

478. Pétition en faveur de la langue flamande. *L'Indépendant*, 26 Januari 1840, nr 26.

« *Le Messager de Gand* a fait remarquer que la pétition en faveur de la langue flamande, est une amende honorable faite au gouvernement des Pays-Bas qui susçita contre lui tant de haines, pour avoir voulu bannir le français des administrations et des tribunaux des provinces flamandes.

Le *Journal des Flandres* répond que la remarque du *Messager* n'a pas le moindre fondement :

« En 1829, dit-il, nous pétitionnions contre la domination de l'idiôme hollandais, en 1840 nous réclamons contre l'usage exclusif de la langue française. Alors comme aujourd'hui nous voulions que le pouvoir ne tyrannisât pas les esprits dans ce qu'ils ont de plus sensible, le langage

national; alors comme aujourd'hui nous demandions que l'usage des deux langues fût facultatif pour les contribuables. Nous n'eussions pas trouvé mauvais que le hollandais fût employé dans les Flandres, la province d'Anvers et une partie du Brabant, mais nous ne pouvions souffrir qu'on obligeât nos compatriotes des bords de la Meuse et de la Sambre à traiter leurs affaires dans une langue qui leur était inconnue. De même, nous approuvons qu'aujourd'hui le français soit la langue officielle des provinces wallones, mais nous critiquons de toutes nos forces la prétention de franciser forcément les Flandres. »

479. **B(lommaert) (Ph.).** — De Nederduitsche tael in zaken van bestuer. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 2, 4, 13 en 14.

Bevat o. a. eene zegevierende wederlegging van dezulken, die beweren : « 1° dat het gebruik der Vlaemsche tael, in zaken van bestuer, ons land in twee zou splitsen en in twee partyen scheiden; 2° dat de fransche tael alleén de beschaving alhier kan bevorderen, en de Nederduitsche bevolking tot eene gelyke verlichting en zedelyke ontwikkeling met onze naburen kan opleiden. »

480. Vertoog aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 9.

« Aen de Vertegenwoordigers van het Belgisch volk,

Myne Heeren!

Het is bekend dat de Nederduitsch sprekende Brabanders, Vlamingen en Limburgers ten minste zes eeuwen lang in hunne moedertael zyn bestierd geworden, en dat hunne nationaliteit steeds het heerlykst heeft uitgeblonken toen die tael hare volle regten genoot. Overal waer men sedert onheugelyke tyden Nederduitsch sprak, daer spreekt men het nog heden. De oude Lands-Constitutien of Blyde-Inkomsten van onze Souvereinen, onze oude wetten, onze plaetselyke costumen zyn oorspronkelyk in die tael vervat. Vele duizenden boeken zyn er in gedrukt en men kan niet zeggen dat onze voorouders het Vlaemsch ooyt als een nietig *patois* hebben beschouwd. Te vergeefs is zy door de laetste overheersching der Franschen verdrukt en uit de handelingen van het bestuer gebannen; de groote meerderheid der Belgen blyft nog altyd Vlaemsch spreken en zoo het waer is dat die thans by velen in minachting staet, de oorzaek daervan is, dat men, sedert de fransche regering, al te veel genegenheid heeft getoond voor een *fransche* opvoeding en geenszins voor eene nationale; mitsgaders dat men hetgene men niet behoorlyk kent ook niet behoorlyk waerdeert.

En wat zyn nu de vruchten van zulke fransche opvoeding?

Dat er weinig eenheid meer bestaet tusschen de hooge volksklassen die fransch willen spreken, en de lagere burgerstanden, die nog op zyn oud vlaemsch leven;

Dat men ter liefde van het fransch, duizende vreemdelingen heeft in het land gelokt om ons nog meer te verfranschen, hetzy by middel der dagbladen, hetzy door het openbaar onderwys, hetzy door hunne aenstelling in de aenzienlykste posten;

Dat de Belgische jeugd, weleer zoo godsdienstig toen zy in het vlaemsch werd opgevoed, door den invloed van vreemde denkwyzen en der slechte fransche boeken, waervan ons land overstroomt, zoo ligtzinnig en ongodsdienstig begint te worden als men by onzen zuidelyken nabuer is;

Dat er door het toedoen der franschsprekende klassen, by wie alle gezag wordt uitgeoefend, dagelyks meer en meer persoonen aen het openbaer bestuer in de vlaemsche gewesten komen, die volstrekt geen vlaemsch kunnen of willen spreken, en die nogtans, ambshalve, bestemd zyn om over onze zeden en gebruiken uitspraek te doen, dewelke zy niet kennen of gebrekkig kennen;

Dat onze eenvoudige landlieden zeer dikwyls in boeten, processen en onkosten vervallen, uit hoofde zy de geschriften niet verstaen, welke men hun ter hand stelt of doet onderteekenen;

Dat er op vele plaetsen geene burgemeesters, gemeentesecretarissen of andere ambtenaren kunnen gevonden of gekozen worden, in staet om met 's lands hoogere overheid te corresponderen;

Dat een groot deel der bevolking zonder behulp van vertaelders of van derde persoonen niet meer spreken kan met sommige magistraetspersoonen en regters;

Dat men een groot getal beschuldigden ziet vonnissen die geen enkel woord van de pleidooien of debatten verstaen, en dus hunne eigene advokaten niet vermogen teregt te wyzen, wanneer deze zich vergrypen, in de middelen der verdediging;

Met een woord, de Franschsprekenden hebben in ons land alle voorregten en voordeelen alleen; terwyl de Vlaemsche burgerstanden, niet tegenstaende zy de groote meerderheid der bevolking uitmaken, gedwongen zyn zich blindelings aen derzelver leiding over te geven, hetgeen een der grootste vernederingen is, welke eene natie kan ondergaen.

En zouden wy, Vlaemsche Belgen, nu wy onze oude nationaliteit hernomen hebben, ook *onze natuerlyke regten* niet herkrygen? In Denemarken en Zwitserland bestaen er, evenals in België, onderscheidene talen; de ingezetenen van die landen worden nogtans elk volgens zyne gewestelyke spraek bestierd en dit doet geene afbreuk op hunne nationaliteit. Het huis van Bourgondie zag eertyds zich verplicht onze tael te eerbiedigen; het Oostenryksch gouvernement heeft hare regten bekrachtigd; zal nu het Belgisch Staetsbestuer haer onderdrukken? Neen, voorzeker neen! Wy kunnen niet gelooven dat de mannen die ons bestieren, hoe groot hunne voorliefde voor het fransch zy, de onedelmoedigheid zoo verre zouden willen dryven van zelfs de tael hunner medeburgers niet naer behooren te willen aenleeren; maer wy denken dat zy gewilliglyk ons de hand zullen toereiken om de eenheid te herstellen, door den invloed van het vreemde verbroken, ja wy hopen dat zy ons zullen laten gelyk de geschiedenis ons leert dat wy zyn moeten, Vlamingen, Nederduitschers, gelyk God ons geschapen heeft.

Om deze redenen verlangen wy ondergeteekenden, dat er door u, Myne Heeren, en door het Staetsbestuer, op grond van art. 23 der Landsconstitutie, maetregelen worden beraemd, ten einde de nederduitsche tael, zooveel mogelyk, in dezelfde regten te herstellen als waerin zy was tydens het Oostenryksch gouvernement, toen alle ambtenaren in de Vlaemsche provincien het Vlaemsch moesten *spreken* en *schryven;* en mits dien, verzoeken wy dat er door eene wetsbepaling worde vastgesteld :

1° Dat alle provinciale en plaetselyke belangen in de vlaemschsprekende gewesten, zullen behandeld worden in het Nederduitsch;

2° Dat 's ryks ambtenaren in hunne betrekkingen aldaer, het zy met de gemeentebesturen, het zy met de ingezetenen, zich zullen bedienen van dezelfde tael:

3° Dat deze tael ook zal moeten gebezigd worden by de regtbanken, wanneer de partyen of de beschuldigden die kunnen verstaen;

4° Dat er eene Vlaemsche Academie, of eene Vlaemsche afdeeling by de Brusselsche Academie, tot aenmoediging der Nederduitsche letterkunde zal worden opgerigt;

En 5° Dat het Nederduitsch by de Universiteit van Gent en by de andere ryksscholen in de Vlaemsche gewesten dezelfde voorregten zal genieten als het Fransch.

Dit doende zult gy weldoen en den goddelyken zegen over uw werk halen. »

## 481. Pétitions. Chambre des Représentants. Séance du 13 février 1840. *Moniteur Belge,* 14 Februari 1840, nr 45 en volgende nummers.

« Les habitants des communes de Wevelghem, Houthem, Uytbergen et Watervliet demandent une loi qui rétablisse l'usage de la langue flamande dans certaines provinces pour les affaires de la commune et de la province. »

Gelijke verzoekschriften werden ingediend door inwoners van Zelzate, Dentergem, Nederbrakel (den 14); Maldegem, Oost-Eekloo, Adegem, St-Denijs, Heusden, Overmere, Gottem (den 15); Blankenberge, Kruishoutem, Kaprijk, Schelderode, Dikkelvenne (den 17); Munte, Ledeberg, Ramskapelle, Nieuwpoort, Middelburg, Verrebroek, Kasterlee (den 18); Bottelare, Melle, Antwerpen (den 19); Haringe, Roesbrugge, Beveren-bij-Veurne, Antwerpen, Wilmaarsdonk, Oorderen (den 20); Gent, St.-Joris, Nevele, Exaarde, Arendonk, Eeke (den 21); Deerlijk, Westerloo, Nieuw-Kapelle, Moorsele, Welden, Wervik, Waregem, Deurne, Austruweel (den 23); Petegem, Viersel, Antwerpen, Elzegem, Burcht, Maria-Hoorebeke, Wannegem-Lede, St-Job-in 't Goor, Borsbeke, Merxem, Leke, St.-Martens-Leerne, Bachte-Maria-Leerne, Kruibeke, Ooike, Oude Kapelle, Opbrakel, Ninove, Gent (den 24); Gent, Assenede, Kluizen, Zwijndrecht, Herenthout, Geluwe, Breedene, Nieupoort, Mannekensvere, Wielsbeke, Oost-Duinkerke (den 25); Eekloo, Lillo, Esschene, St.-Eloois-

Vijve, Massenhove, Antwerpen, Lier, Gent, Doel, Oolegem, Lessinge (den 26); Balen, Olmen, Balegem, Ninove, Gullegem, Heist-op-den Berg, Zandbergen, Grimmingen, Asper, Loenhout, St.-Lievens-Essche, Steenhuize, Oedelem, St.-Elooi's Winkel (den 28 Februari); Temsche, Achel, Huise, Loo, Berchem, Vosselaar, Eekloo, Zeevergem (den 5 Maart); Idergem (den 7); Bouwel, Steen (den 9); Baarle-Hertog (den 12); Zingem, Heurne, Wortegem, Antwerpen, Veurne, Gent, Ouwegem, Eesen, Boekhoute (den 2 April); Oostende (den 6); Zwijnaarde (den 7); 40 niet genoemde gemeenten uit de provinciën Brabant, Antwerpen en Limburg, (den 20 Mei); Waarschoot (den 4 Juni).

482. De Vertoogschriften. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 16, 20.

Uit schier al de gemeenten van het Vlaamsche land regent het vertoogschriften ten voordeele der miskende volkstaal. Dat der gemeente Heusden, met 58 handteekens bekleed, houdt de verklaring in dat « zeven leden van den gemeenteraed, de secretaris, de gemeenteontvanger, de veldwachters, de armmeesters en de zetters, die de patentschuldigen moeten classeren, *allen de fransche tael* onkundig zijn. »

483. Over de Vlaamsche vertoogschriften. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840. bl. 23.

Uittreksel: « De Gouverneur van Antwerpen, de heer Rogier, is geen vriend van het Vlaemsch; dat is algemeen bekend. Vele gemeentebesturen, welke al het een of ander voordeel voor hunne gemeente te vragen hebben, durven niet tegen zich dien man innemen, die het grootelyks in zyne magt heeft hunne vraeg te doen goedkeuren of af te slaen. Een districtcommissaris zegde het nog onlangs: « Vreesde men den heer Rogier niet, al de gemeentebesturen van Antwerpen zouden de petitie reeds hebben ingezonden. »

Het *Journal d'Anvers* sprak die bewering tegen: « de heer Rogier blijft in die zaak onzijdig. »

484. **De Decker (P.).** — Souvenirs d'un pélérinage en l'honneur de Schiller, par le baron de Reiffenberg. *Revue de Bruxelles,* Januari 1840, bl. 139-144.

« Men weet, (schreef het *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 16), dat de heer de Reiffenberg, in eene redevoering te Stuttgard gehouden, ter gelegenheid der inhuldiging van Schiller's standbeeld, zich tegen het Vlaemsch uitliet en onze nationale letterkunde als nietig en alle aenmoedigingen onwaerdig beschouwde. » De heer De Decker kon den redenaer deze uitvallen niet vergeven. « Wy zullen ons niet (zegt hij) als de heer de Reiffenberg uitsluitend en onverdraegzaem toonen;

wy vergen niet dat het Vlaemsch op het Fransch veld winne, maer wy bezitten ten minste het recht eenige vryheid te eischen ten voordeele eener tael en letterkunde, in meer dan één opzicht verdienstelyk. Ons geeft het weinig de onderlinge stryd der Duitsche en Romanische talen; wat wy weten, is dat onze Vlaemsche tael de tael onzer voorvaderen was, die deze wisten te doen eerbiedigen; dat zy in de kanselry der Fransche koningen werd aengenomen; dat zy oorkonden van de hoogste oudheid bezit, menigvuldige meesterstukken, geëerbiedigde namen van groote dichters; eindelyk, dat zy heden nog, als een sterke steunpilaer, onze nationaliteit onderschraegt... »

485. Pétitionnement. *L'Émancipation,* 10 Februari 1840, nr 41.

« On lit dans le *Messager de Gand :* Le pétitionnement pour l'adoption du flamand comme langue officielle et pour l'exclusion des Wallons des emplois publics dans les provinces flamandes, trouve beaucoup d'adhérens, et l'empressement à signer est extrême. En tête de l'une d'elles on remarque la signature de M. Van Crombrugge, bourgmestre de Gand, et celle de la plupart des membres de notre Conseil Communal ».

486. De Reiffenberg beantwoordt het opstel van P. De Decker in de *Revue de Bruxelles* (Pélérinage en l'honneur de Schiller). *L'Indépendant,* 11 Februari 1840, nr 42.

« ... Je n'ai pas proscrit le flamand, Dieu m'en garde; je déteste les proscriptions quelles qu'elles soient... Mais on me disait : Rompez avec la France politiquement, moralement, littérairement; en d'autres termes : N'ayez plus rien de commun avec la France, surtout ne parlez plus français, ne parlez que flamand. C'est donc contre cette *exclusion* de la langue française que je me suis élevé. Je puis me tromper, mais je suis convaincu qu'en laissant au flamand ses honneurs et ses glorieux souvenirs, en ne violentant personne, en respectant tous les intérêts, les Belges se feraient un tort immense s'ils ne conservaient pas pour langue générale, principalement pour langue littéraire, celle que l'on parle en France; il y a plus, ils voudraient vainement adopter un parti contraire : l'usage, la prédominence du français est une nécessité, et je ne vois point ce que la reconnaissance d'un fait patent, incontestable, peut avoir d'inconvenant et d'injuste.

Ce qui est vraiment injuste, inconvenant, impolitique, c'est de travestir les Wallons en singes ridicules des Français. Laissons-là ces dangereux débats... Il ne doit y avoir en Belgique que des Belges... «

487. Petitie voor de Vlaemsche Tael. *Den Vaderlander,* 12 Februari 1840, nr 19.

In dit artikel wordt de aandacht gevestigd op het feit dat de petitie geteekend werd door den burgemeester van Gent (Van Crombrugge); verder op het teekenen der petitie te Antwerpen, Turnhout en Lier.

488. Over de Vlaemsche verzoekschriften. *Kunst- en Letter-Blad*, 1840, bl. 24.

Deze maken de aandacht gaande van de Duitsche drukpers, onder andere van *Die freie Presse*, welke de wederontwaking van het stambroederlijke volk in België met vreugde begroet.

*Die freie Presse* was een blad, dat sedert eenigen tijd te Brussel verscheen.

Toen het ministerie de Theux, den 14 Maart 1840, zijn ontslag nam tengevolge van de beslissing der Kamer in zake generaal Van der Smissen, schreef *Die freie Presse* (vertaling verschenen in *l'Émancipation*, 19 Maart 1840, nr 79):

« Le ministère est renversé. La question est à présent : *Comment il sera remplacé?*

Un ministère doctrinaire libéral aurait contre lui les deux fractions du parti catholique.

Un ministère wallon serait renversé par le mouvement flamand, qui, d'heure en heure, gagne en puissance. Il n'y a maintenant d'avenir que pour un ministère dans lequel la Belgique bas-allemande sera représentée par des Flamands, fils de Flamands et Flamands d'âme et de cœur, et c'est surtout dans la nuance catholique démocratique que l'on trouvera ces hommes, car le vrai Flamand est avant tout : homme libre et homme religieux.

Lorsqu'il y aura dans le ministère belge des Flamands de la vieille roche, des Flamands fils et petits-fils de Flamands, l'Allemagne et la Belgique se comprendront sans peine et les deux pays marcheront ensemble vers un but qu'ils atteindront tôt au tard. »

Daarop schreef *l'Organe des Flandres* : « On désire sérieusement que les Flandres aient deux représentants dans le ministère; et l'on sent très bien qu'il ne faut pas moins, pour donner une sorte de satisfaction aux griefs de ces provinces contre M. De Theux. »

En *l'Émancipation* (7 April 1840, nr 93) :

« A plusieurs reprises nous nous sommes élevés contre les divisions qu'on veut introduire en classant la nation en Wallons et en Flamands, mais l'intérêt des Flandres ne peut rester sans représentant dans le ministère; d'ailleurs, l'intérêt de ces belles et riches provinces est exactement le même que celui du Hainaut... »

Den 18 April 1840 werd het ministerie De Theux vervangen door Lebeau, Leclercq, Liedts, Rogier, Buzen, Mercier.

489. **De Foere.** — Langue flamande. *L'Émancipation*, 15 Februari 1840, nr 44.

Beantwoordt LEDEGANCK's tweeden brief betreffende de spelling. Tegenover Oost-Vlaanderen, waar de nieuwe spelling gevolgd wordt, stelt De Foere West-Vlaanderen, waar ze verworpen wordt. Bij vergissing heeft hij gezegd dat de heer Dellafaille in eenen brief verklaard had dat de regeering zich niet inliet met het spellingsvraagstuk. Die brief was onderteekend door den heer Dugniolle, secretaris-generaal van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken. Verder schrijft hij : « Le gouvernement n'a sans doute pas oublié les réclamations universelles que la Belgique opposa au gouvernement hollandais, lorsqu'il voulut imposer au pays sa langue. Il n'est pas nécessaire de dire les motifs pour lesquels les provinces wallonnes réclamèrent. Les provinces flamandes s'opposèrent à cette prétention exorbitante, parce que le gouvernement des Pays-Bas voulait substituer l'idiome hollandais à l'idiome flamand... »

## 490. Chambre des Représentants. Séance du 12 février 1840. (Présidence de M. Fallon). *L'Émancipation,* 15 Februari 1840, nr 44.

« *M. Delahaye...* L'opinion s'accrédite dans les Flandres que la résolution est prise de les abandonner. Depuis 1830 nous avons pétitionné pour l'industrie cotonnière, et on nous a abandonnés; nous pétitionnons pour la langue flamande, et on nous abandonnera encore : si l'on ne change pas de conduite à l'égard de ces deux provinces, on doit s'attendre aux plus graves événemens.

M. le Ministre de l'Intérieur : Le gouvernement et les chambres n'ont jamais abandonné les intérêts des Flandres, mais il ne suffit pas de dire dans une pétition que telle chose est dans l'intérêt des Flandres... »

## 491. Une pétition nouvelle. Opstel verschenen in *Le Politique* en gedeeltelijk overgenomen in *l'Indépendant,* 16 Februari 1840, nr 47.

Schrijver beweert dat de Regeering wijs heeft gehandeld met de Fransche Taal tot officieele taal te hebben verheven, en teekent verzet aan tegen die Vlamingen welke het Fransch zouden willen onttroonen « au profit de je ne suis quel idiôme qu'on décore pompeusement du nom de *langue* flamande. » Hij stelt de vraag van welk « patois » er spraak is? Van dat uit Vlaanderen, Antwerpen, Brabant of Limburg? — « La langue flamande, une et générique, n'existe plus... Il (le flamand) s'est perdu insensiblement, et le seul peuple qui en ait conservé les restes, qui ait perfectionné l'ancienne langue flamande, qui l'ai fait servir d'instrument à une civilisation plus avancée, c'est le peuple hollandais. » — ... *S'écrit-*elle, même, cette *langue* dont on demande l'intronisation...? non. Elle n'a pas de règles, pas de syntaxe, pas de grammaire, généralement adoptées. Une commission a été nommée, il y a quelque temps, pour créér l'ortographe flamande, et les travaux de cette commission ont rencontré presqu'autant d'opposants que de partisans. A l'heure qu'il est, on

se querelle encore pour savoir comment on écrira la *langue* flamande. Et c'est cependant en faveur de cet idiôme inculte, sans fixité, sans principes, qu'on revendique les mêmes droits et les mêmes privilèges que pour la langue française!... »

De Maastrichtenaar begrijpt den Oostendenaer niet, en het zou niet meer moeite kosten om de Vlamingen goed Fransch te leeren dan de nieuwe Vlaamsche *taal* die men wil invoeren. « Pour être logique et conséquent, et pour atteindre le but que se proposent les champions de la langue flamande, il serait donc nécessaire que tout acte du gouvernement fut rédigé en autant d'idiômes qu'il y a de patois différents, en attendant qu'il y eût une *langue flamande* qui fût généralement comprise et parlée!... »

Om logisch en rechtvaardig te zijn zou men hetzelfde moeten doen met en voor het Waalsch en het Duitsch.

« Il (le gouvernement) a adopté comme langue officielle la langue française; il a bien fait; c'est la langue la plus généralement connue; c'est la langue la plus claire, la plus concise, la plus logique. Il faut qu'il cherche à la répandre partout; car elle est le plus puissant véhicule de la civilisation moderne. Nier ce fait, c'est nier la lumière du soleil; le combattre, c'est se préparer une défaite certaine. L'usage et la prédominance du français sont des nécessités auxquelles il est impossible de se soustraire, et qu'il faut savoir accepter dans l'intérêt des progrès auxquels nous sommes appelés dans la carrière des lettres et des sciences ».

Het blad *l'Indépendant* verklaart : « Nous adhérons sans réserve aux idées que l'auteur émet et nous croyons impossible que les partisans les plus fanatiques de la langue flamande, puissent détruire les objections qu'il oppose à leurs projets ».

### 492. E. R. — Petit Plaidoyer en faveur de cette pauvre langue française. *L'Indépendant*, 17 Februari 1840, nr 48. (Feuilleton 9 kwart-kolommen).

Schrijver steekt den draak met hen, die het Fransch in België willen verketteren. Tot heden dacht men, dat de vertoogschriften ten voordeele van het Vlaamsch, dat de pennestrijd over de spelling dezer taal enkel gekkernij waren, een kleinsteedsche twist onder geleerden die elkander scheldwoorden naar het hoofd werpen. Maar neen, die geleerden meenen het ernstig en stellen zich aan als tirannen. 't Is hooge tijd dat er verzet kome : « Votre langue flamande est une mauvaise coucheuse qui ne veut pas vivre en bonne harmonie avec sa grande sœur, la langue française. Il faut enfin lui montrer son béjaune et lui apprendre à vivre. »

Schrijver beweert dat het Vlaamsch geene taal is, dat het Vlaamsch enkel bestaat uit « les abominables dialectes qu'on parle dans les villes et dans les campagnes de la Flandre, (et qui) sont vulgaires, anti-euphoniques et chargés de tous les débris sans nom que le contact du français y charrie tous les jours ». Die zoogenaamde taal beschikt over geene spelling, over niets dat eene taal kenmerkt. Het Vlaamsch kan of zal nooit de

nationale taal van België zijn : « vous l'avez décidé vous-mêmes par la révolution de 1830, puisque l'un des griefs les plus grands que vous avez reprochés à la domination hollandaise, c'a été l'introduction forcée du hollandais dans toutes les relations de la vie publique. Or, vous autres, messieurs les érudits flamands, partagés entre le hollandais et le français, vous ne deviez pas hésiter; il n'y avait pour vous, avec vos frères du Nord, qu'une querelle de voyelles, qui pouvait s'arranger. Cependant, vous avez applaudi à la révolution, qui devait, entre autres bienfaits, assurer la prédominance du français sur le flamand et sur le hollandais. Que dis-je? cette révolution, vous l'avez faite en français. Je me souviens parfaitement de cette époque grande et folle, où la Belgique révolutionnée présenta un spectacle qui n'a point son pareil dans l'histoire des peuples. C'est en français que se faisaient les proclamations du prince d'Orange et du gouvernement provisoire ». De gansche omwenteling is in 't Fransch geschied; de *Brabançonne* werd overal in 't Fransch gezongen. In 't Nationaal Congres heeft niemand Vlaamsch gesproken. De begoede stand in Vlaanderen spreekt Fransch. Uwe dagbladen zijn in 't Fransch opgesteld. « Jamais, au grand jamais un Wallon ne parlera flamand; vous le feriez plutôt parler Chinois. Les Flamands, au contraire, parleront français » ..., de taal die de wereld door verspreid is.

De schrijver (de Reiffenberg) dien gij aangevallen hebt, verlangt dat de twee talen hier met elkander in vrede leven. Wij niet. Uwe taal moet verdwijnen « et... demeurer dans les derniers rangs du peuple à l'humble état de dialecte parlé pour ne pas dire patois ». Doet alles wat gij wilt, maakt gerucht, schreeuwt dat het onrechtvaardig is, 't zal niet baten : « Quand deux langues sont en présence, à moins que toutes deux ne puisent des forces égales dans une puissante littérature, il faut que l'une soit envahissante, l'autre opprimée, il doit toujours venir un moment ou l'une absorbera l'autre. »

Schrijver hangt een tafereel op van den vooruitgang van het Fransch in België tijdens de laatste ecuwen. Met het Vlaamsch zal het gaan als met het Schotsch en het Iersch. Het Fransch is heden de wereldtaal nevens het Engelsch. Met het Fransch komt men overal te recht. En wanneer geheel België Fransch zal spreken zal het daarom niet te min België zijn en blijven, en eene eigenaardige Fransche letterkunde bezitten.

De voorstanders van het Vlaamsch blikken verbluft en ontmoedigd naar het licht dat straalt uit Frankrijk's letterkunde, « ... cette haute souveraine du monde. Ils trouveraient plus commode d'obtenir de petits succès dans une pauvre petite langue, devant une petite galerie d'initiés. Vive la langue flamande, s'écrient-ils, cette langue sublime qu'on opprime et qu'on calomnie! A bas la langue française, cette intruse, cette étrangère, cette *fransquillonne*, pour me servir d'un mot de l'argot d'un petit journal à qui l'on ne reprochera pas de parler français!... » Ten slotte verklaart schrijver, dat België dan alleen eene letterkunde zal bezitten, wanneer het éentalig zal zijn, wanneer iedereen Fransch zal spreken. « Quand à MM. les érudits flamands *qui écrivent en français* pour nous prouver que le flamand est la langue nationale des Belges, nous ne

trouvons pas mauvais qu'ils se prennent aux cheveux, comme M. Jourdain et sa servante, pour des *a* et des *u*. Il faut bien traduire la *Constitution* et le *Bulletin officiel* et décerner les prix des chambres de rhétorique. »

493. Petitie voor de Vlaemsche Tael. *Den Vaderlander,* 19 Februari 1840, nr 22.

Over de aanvallen, waartoe het petitionnement in sommige Fransche bladen, voornamelijk in het ministerieel blad *l'Indépendant*, aanleiding gaf.

494. Le flamand condamné à mourir, par maître Robin. *Messager de Gand,* 20 Februari 1840.

Hatelijke uitval tegen het Vlaamsch, door den Franschman Robin.

495. Gendarmerie. — Conditions et qualités voulues pour l'arme de la gendarmerie. *L'Émancipation,* 22 Februari 1840, nr 53.

« ... tous (les candidats) devront... savoir lire et écrire en français ou en flamand. »

496. **W(illems).** — Petit plaidoyer en faveur de la langue flamande. *L'Indépendant,* 25 Februari 1840, nr 56. (Antwoord op nr 492).

W. schrijft :

« Je n'ai jamais pris part à aucun pétitionnement politique, parce que on ne sait pas où peuvent mener ces mouvements, quelques louables que soient les intentions de ceux qui les mettent en train. Avant tout je vise au repos, à la paix. Mais si, par une conséquence de ce système, je ne pétitionne pas en ce moment pour la langue flamande, je saurai toujours la défendre contre les attaques de ses détracteurs, au risque de me voir assaillir par toute cette phalange littéraire, par toute cette armée gallicane dont le quartier général est à Bruxelles. Je ne suis pas de ceux qui veulent proscrire la langue française; loin de là, je la chéris, je l'estime et la cultive; mais je ne reconnaîtrai jamais qu'elle soit ou qu'elle puisse devenir la langue généralement adoptée par les flamands » W. bewijst dat de Fransche taal zeer weinig gekend is in de Vlaamsche gewesten. Er wordt uitgevaren tegen de vertoogschriften, tegen het petitionnement « de quelques paysans de la Flandre réclamant le droit de pouvoir parler à leurs magistrats sans l'intervention d'un traducteur juré... Que les Wallons, s'ils se croient menacés, défendent les droits incontestables de leur langue écrite, c'est fort bien, mais qu'ils nous permettent, à nous flamands de la vieille roche, de défendre les droits de cette pauvre langue flamande, aujourd'hui rejetée, reniée, même par un grand nombre de Belges qu'elle

a nourri de son lait. C'est à qui la frappera, la traquera. » ... « Alors que les Wallons jetaient des cris d'effroi à l'aspect de quelques maîtres d'école hollandais, cette pauvre femme (la mauvaise coucheuse) a eu la générosité d'aller se mettre à genoux devant le Roi Guillaume, et a obtenu pour eux qu'ils puissent se servir de la langue française jusque dans les pays flamands (arrêté royal du 4 septembre 1829). Maintenant, les bons paysans de la Flandre, pétitionnaires pour les Wallons sous le gouvernement des Pays-Bas, demandent-ils que les Wallons pétitionnent à leur tour pour eux? non. Cela serait fort raisonnable, sans doute, mais cela ne se fera pas. »

De Vlamingen vragen niet dat 's Konings raadsheeren onze taal machtig zijn; dat de Regeering in eene andere taal dan de Fransche briefwisseling voere met hare beambten. Alles wat zij vragen is dat hunne eigene gemeente- en provinciezaken meer in 't Vlaamsch behandeld worden en dat zij iets begrijpen van hetgeen hunne advocaten en rechters zeggen. « Le grand mal que cela doit occasionner aux Wallons! N'avons-nous pas vécu en frères avec eux pendant des siècles, chacun se servant de son propre idiôme?

Om te bewijzen dat het Vlaamsch geene doode taal is, haalt W. aan dat de notarissen te Gent en te Antwerpen 20 Vlaamsche acten tegen 1 Franschen act opstellen, en dat het Vlaamsch de ambtelijke taal is van alle andere Vlaamsche notarissen; dat er te Gent op 7 politieke bladen 5 in 't Vlaamsch verschijnen, te Antwerpen 3 op 5. Verder wijst hij op den opbloei der Vlaamsche letteren die niet wijken moeten voor de Belgisch-Fransche. De 2/3 der Belgen zijn van Germaanschen oorsprong en spreken Vlaamsch. De priesters preken nog in 't Vlaamsch, « bien que certains prêtres commencent déjà à aspirer au titre *d'abbés* français. (Autrefois ils ne s'offensaient pas quand on les appelait tout bonnement *pater Sus, pater Jan.*)

Ja, onze taal heeft hare dialecten, maar deze komen beter met elkander overeen dan de Waalsche. Men spreekt een dialect, men schrijft eene taal. Dat doen de Walen en de Vlamingen ook. Onze schrijftaal wordt begrepen door 2 1/2 millioen Belgen, door 3 millioen Hollanders, door 4 of 5 millioen Plat-Duitschers.

Wie goed het Vlaamsch kent, leest en begrijpt het Duitsch op acht dagen tijds, en met het Duitsch gaat men even ver in den vreemde als met het Fransch en het Engelsch. W. laat hier historische bewijzen volgen. Over het spellingsvraagstuk zegt hij dat de spelling onzer taal thans hetzelfde wijzigingsproces ondergaat als vroeger die van het Fransch : de eenen houden het met de verouderde regels, de anderen met de nieuwere. Wat zouden de Franschen zeggen indien men voor het Fransch de spelling van tijdens Lodewijk XIV wilde hernemen? Zou er eensgezindheid bestaan? Onze goede schrijvers volgen de spelling van priester David.

Gij schrijft : « pour savoir une langue, il faut l'avoir parlée dès l'enfance; il faut avoir sucé le lait de son génie; il faut qu'elle vous ait servi à exprimer *tous* vos désirs, toutes vos pensées; qu'elle ait pris enfin racine dans votre cœur et dans votre âme. A ces conditions-là nous n'apprendrons pas le français en trois siècles; je suis parfaitement de votre

avis. En effet, de même que le style est l'harmonie, la langue est l'expression des mœurs et des habitudes d'un peuple. Guicciardini a observé de son temps que tous les Flamands bien élevés parlaient communément le français (c'était comme aujourd'hui!) Depuis ce temps-là nous n'avons pas cessé de nous appliquer à la grammaire française, et cependant la Belgique n'a pas su produire en trois siècles UN SEUL écrivain de réputation... Quand la langue flamande jouira en Belgique des mêmes droits, des mêmes avantages que sa sœur la langue française, nous autres Flamands nous seront beaucoup plus aptes et surtout plus prêts et plus disposés à devenir écrivains flamands qu'écrivains français. Laissez faire aux deux langues; à chacun ses goûts; ne forcez personne, et nous verrons après. »

« ... *La langue française*, dit-on, *est la langue de la civilisation*. C'est possible. Les poupées de Paris gouvernent le monde; mais je ne trouve pas qu'avec la langue française les Wallons soient beaucoup plus civilisés que les Flamands. Et quand je lis les observations de M. Dupin sur la statistique de l'enseignement en France, publiées il y a peu d'années, où je vois que 16.000 à 17.000 communes de ce pays n'ont ni maître d'école ni pasteur, je me dis à part moi : Les Français feraient bien de civiliser un peu leur propre pays avant de prétendre à civiliser la Belgique... »

— Zie ook *Messager de Gand*, 27 Februari 1840.

In *l'Indépendant* van 28 Februari 1840, nr 59, verscheen op verzoek van WILLEMS een *errata*, betreffende vele feilen die in zijn gedrukt opstel geslopen waren. Aldus o. a. :

... 5° il avait écrit que la Belgique n'a pas su produire en trois siècles un seul auteur *français* de réputation. On a ôté le mot *français*, et par là on a fait dire à l'auteur une absurdité; car la Belgique a produit quelques hommes fort distingués et qui ont composé des ouvrages d'un grand mérite en latin et en flamand, tels que Juste-Lipse, Van Baerle, Zevecote, Heinsius, etc. »

*L'Indépendant* van 29 Februari 1840, nr 60, teekent krachtig protest aan tegen de beschuldiging van den *Messager de Gand* als zou *l'Indépendant* het opstel van Willems verminkt hebben.

497. **De Decker (P.).** — Du pétitionnement en faveur de la langue flamande. Bruxelles, 8°, 48 bl. (Uittreksel der *Revue de Bruxelles*, Mars 1840, bl. 96-135.)

« Déjà un grand nombre de villes et de communes de la partie flamande du royaume ont adressé à la législature des pétitions par lesquelles elles demandent que, dans cette partie de la Belgique, l'administration provinciale et locale se fasse en flamand, et que les affaires judiciaires s'y traitent dans la même langue.

*Est-il possible de satisfaire à cette demande? — Est-il juste de satisfaire à cette demande? — Est-il convenable de satisfaire à cette demande? — Est-il opportun de satisfaire à cette demande?*

Op deze vier vragen antwoordt de schrijver bevestigend; hij levert het bewijs: « Qu'il serait impossible et injuste d'établir en Belgique l'unité du langage; qu'il faut donc s'en tenir à la liberté du langage en le réglant de manière qu'elle soit réelle; que la faculté d'être administrées et jugées en flamand, a depuis des siècles été accordée aux provinces flamandes; que toujours ces provinces ont été jalouses de conserver ce privilège, et que jamais elles n'en ont souffert la violence; que cette question de linguistique est loin d'être indifférente pour notre indépendance nationale, nos mœurs et notre religion. »

Hij eindigt met er de ernstige aandacht van het Staatsbestuur op te vestigen.

## 498. E. R. — Réponse aux défenseurs de la langue flamande. Feuilleton de *l'Indépendant* du lundi 2 mars 1840, nr 62, 9 kwart-kolommen.

De schrijver E. R., « le plus brillant de nos feuilletonnistes » zooals WILLEMS hem ergens noemt, stelt vast dat zijn eerste artikel (zie nr 492) drie antwoorden heeft uitgelokt, en dat alle drie in 't Fransch gesteld zijn: de twee eerste in den *Messager de Gand* en *l'Observateur*, het derde in *l'Indépendant*. « Le journal gantois est brutal, la feuille bruxelloise aigre-douce. » Schrijver teekent verzet aan tegen de bewering dat hij zou betaald zijn door de Regeering om de Vlaamsche taal te verguizen, en verklaart dat hij instemt met de zienswijze van hen die verlangen dat de Vlaming geoordeeld worde door rechters die zijne taal begrijpen. De Regeering moet Vlaamschsprekende rechters in Vlaanderen aanstellen. Hij bekreunt zich weinig om de klachten der Vlamingen in zake bestuur: de Vlamingen zijn mans genoeg om geene Vlaamschonkundige ambtenaars in hunne gewesten te dulden. Verder steekt hij den draak met die dagbladen die de Vlaamsche taal door middel van het Fransch verdedigen.

« Mais ce qui a le plus fâché nos adversaires et surtout M. W. c'est l'arrêt que nous avons porté sur la langue flamande. Cette langue, avons nous dit, doit mourir. Nous le répétons encore : oui, la langue flamande doit mourir, mais de sa belle mort, par la suite des temps, sans oppression, *encouragée* même (c'était notre expression) avec des tribunaux flamands, des administrations flamandes en Flandre, des poëtes flamands et des orateurs flamands... Oui, la langue flamande périra. Mais quand? C'est le secret de l'avenir... La langue flamande périra comme le costume flamand a péri, comme les usages flamands périssent tous les jours. Est-ce un mal? Est-ce un bien? Je ne sais. Mais cela est ainsi : qu'y faire? Vous ne verrez le déluge que quand il vous aura tout à fait submergés, et jusque-là vous vous écrierez : non, l'eau ne nous gagne point. Pour moi qui me tient sur la hauteur, j'en ai calculé les progrès, et tout mon tort est de vous avoir annoncé un événement au lieu de vous laisser votre illusion. Ces députés flamands qui parlent français à la Chambre, c'est l'eau qui vous gagne; ce langage *à la mode* que parle la bonne société en Flandre et qui descend

dans le peuple, quoique vous prétendiez, c'est l'eau qui vous gagne; ces journaux, les revues qui disent en français : « Notre vieil idiôme flamand », c'est l'eau qui vous gagne, et vos fureurs, vos emportements, vos plaisanteries de mauvais goût *en français*, c'est toujours l'eau qui vous gagne. Maintenant, que le gouvernement fasse droit à vos pétitions (et s'il y a injustice, il faudra bien qu'il la répare : les députés de la Flandre savent se coaliser pour les intérêts purement flamands), que le gouvernement, allant plus loin, récompense, nourrisse, pensionne la littérature flamande; que, comprenant toute l'importance de la langue flamande, il ait à Bruxelles un *Moniteur Belge* en flamand, lequel conseillera l'usage de la langue flamande en prêchant d'exemple; que (vos journaux) soient écrits désormais par patriotisme en flamand, au risque du désabonnement même; tout cela ne fera que prolonger l'agonie; la langue flamande, comme langue politique, comme langue littéraire, doit périr... la langue française, qui ne connaît ni limites politiques ni barrières de douane, qui n'a point de charte qui la contrôle, qui gouverne despotiquement le monde, qui est conquérante de sa nature, anéantira la langue flamande par voie d'absorption et par la raison du plus fort qui est toujours la meilleure; parce que les gros poissons mangent les petits... »

Daarna trekt E. R. te velde tegen W., « qui a eu l'étourderie de... faire cet aveu : « la langue flamande n'est pas une langue... La langue dite hollandaise, la langue dite flamande, le bas-allemand sont une seule et même langue. » N'avions-nous pas raison de soupçonner le flamand d'être quelque peu hollandais? Le Roi de Hollande, s'il lit jamais l'article de M. W. (ce dont je doute) se frottera les mains. Il appert du calcul de M. W. que, pendant les quinze années d'union, cinq millions et demi de *Neederlanders* parlaient une seule et même langue et que le roi Guillaume n'avait donc pas si grand tort de l'appeler la langue nationale. Ah! vous vous êtes enferré, M. W.! Pendant quinze ans, les Flamands qui parlaient ou plutôt qui écrivaient la même langue que les Hollandais, n'ont pas voulu avoir de littérature nationale...; et maintenant que la moitié du pays parle français, la langue *hollando-bas-allemando-flamande* se réveille en Belgique... »

Indien het Fransch eene vreemde taal is in België, dan is de uwe het evenzeer. Troont de eerste te Parijs, de uwe troont, volgens uwe eigene bekentenis, te Amsterdam.

Nogmaals drukt E. R. er op, dat de taal van gemeentebestuur en gerecht het Vlaamsch moet zijn in de Vlaamsche gewesten; maar het Fransch moet de taal zijn der Wetgevende Kamers, van de ministeriën, van de hoogere gerechtshoven; moest dat alles tweetalig zijn, dan zou het dubbel geld kosten (les frais seraient doubles partout).

« Quant à la question littéraire qui nous regarde plus particulièrement, nous en sommes toujours pour ce que nous avons dit. Nous voyons ce que nous voyons. Le haut-allemand tuera le bas allemand, *lingua-belgica*, en Allemagne. Le Hollandais, *lingua-belgica*, puisera peut-être une vie nouvelle dans l'énergie de la nationalité hollandaise. Mais le flamand, toujours *lingua-belgica*, succombera sous le poids immense de la langue française, sans que le gouvernement y aide en aucune façon. Aussi nous ne disons

pas : *Delenda est Carthago*, comme le croient nos adversaires, mais *peritura est Carthago*, et nous n'en démordrons point, parce qu'on ne discute pas l'évidence... »

499. **L.-F. comte de Robiano de Borsbeek.** — Sur les pétitions en faveur du Flamand. Tervueren, le 5 Mars 1840. *L'Émancipation.* – Ook opgenomen in *Suite aux Lettres pour servir de matériaux à l'histoire* etc., bl. 1-3, en in *l'Indépendant.*

Volgens dezen schrijver « il ne faut pas chercher à détruire le flamand, mais il est du plus haut intérêt pour la Belgique que le français, la langue dominante, y soit parlé davantage et très bien parlé. »

« ... *Pour nous Belges*, l'unité nationale, l'union nationale, le progrès intellectuel, les sciences, la littérature, les arts, l'urbanité, les bonnes manières, les moyens de communiquer avec d'autres peuples, le moyen de ne pas être inférieur aux autres nations, la simplification des affaires déjà si compliquées, tout cela, *pour nous Belges*, est lié intimement à l'extension et à la connaissance parfaite du français.

Il sera même facile de prouver que notre *nationalité* et même *la religion* sont fortement intéressées aux progrès du français... »

500. **W(illems).** — Kleyne Pleyting ten voordeele der Vlaemsche tael. *Gazette van Gend*, 6 Maart 1840.

Tegen een Fransch opstel, verschenen in het Brusselsch blad *l'Indépendant*, handelende over het petitionnement. W. (die het stuk onderteekent) vraagt o. a. dat men de Vlamingen « het voordeel verleene om hunne provinciale en plaetselyke zaken in de moedertael te beheeren; een weynig te verstaen wat hunne advokaten en hunne regters zeggen toen zy voor de regtbanken gedaegd zyn, en van de kwittancen te kunnen lezen welke de agenten hen voor hun geld afleveren » enz.

— Zie nr 496.

501. **D. B.** — Vlaemsche tael. *Gazette van Gend*, 8 Maart 1840.

Brief over het gebruik der Vlaamsche en Fransche taal, waarbij de eerste verdedigd wordt.

502. Vlaemsche Tael. *Den Vlaming*, 13 Maart 1840, nr 43.

Handelt over de schoonheid en den rijkdom onzer taal, en over de noodzakelijkheid dat zij door de ambtenaren der Vlaamsche provinciën gebruikt worde.

503. Placard bilingue. *L'Émancipation,* 13 Maart 1840, nr 73.

« Le ministre des finances a fait afficher à Anvers un placard signé de lui, relativement à la démonétisation des anciennes monnaies, en *français* et en *flamand;* c'est la première fois depuis la révolution qu'un placard émané du ministère se trouve dans les deux idiômes ».

504. Onderwijs. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 24.

Er wordt medegedeeld « dat de studenten, die uit het Atheneum te Gent, sedert korte jaren, aen de hoogeschool komen, voor de moedertael ongunstig gestemd zyn. Die te Kortryk en te Brugge hunne Latynsche scholen gedaen hebben, daerentegen, zyn met eenen prysbaren yver voor de tael, welke zy met de moedermelk hebben ingezogen, bezield ».

505. Uitval van graef de Robiano tegen de volkstael. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 24.

« De hoofdgedachte van 's graven artikel is, dat het bestuer niet geweldiglyk het Nederduitsch moet ten onder brengen, maer het langzamerhand door het Fransch doen verdringen... Het opnemen van 's graven Robiano's artikel in de meeste fransche dagbladen heeft ons tot eene opmerking geleid. Zoo lang het onbeslist bleef, hoedanig het vertoogschrift ten voordeele van de moedertael in de vlaemsche gewesten zou worden begroet, bleven de zoogenaemde ministerieele dagbladen in onze provincien doodstil, terwyl die gene welke in het Walen-kwartier verschynen, vuer en vlam tegen het vertoogschrift uitbraken. Toen de zaek den voorzienen byval vond, gaven eerstgemelde bladen aen de eischen toe, terwyl men by de Walen er even woedend bleef tegen uitvallen. Maer nu dat men een Ridder gevonden heeft die eene speer breken wil, nu heffen de Vlamingen hunne pretentien te hoog, zegt men. Neen, zeggen wy, wy vragen niets onbillyks; integendeel, wy vragen min dan dat er aen overwonnen volkeren, aen Polen wordt toegestaen. »

506. **De Foere.** — Langue flamande. *L'Éclair,* 12 Maart 1840. — Ook in *Suite aux Lettres pour servir de matériaux à l'histoire* etc., bl. 4-9.

Antwoord van De Foere aan Ledeganck, die in twee artikels, verschenen in *l'Indépendant* en *l'Émancipation,* van 4 en 11 Januari 1840, de besluitselen der Taalcommissie verdedigd had.
— Zie nr 476.

507. **D. E. R.** — Un mot sur le flamand moderne belge. *Petites affiches de Bruxelles,* 29 Maart 1840.

Stelling: « Le flamand moderne belge est, sous plusieurs rapports, plus facile que le quasi-hollandais de la commission: 1° Il est plus facile sous le rapport du genre; 2° il est plus facile sous le rapport de la prononciation; 3° il est plus facile parcequ'il conserve les voyelles radicales que les hollandais rejettent en partie. »

508. **Un amateur du flamand belge.** — Avertissement au sujet de l'*avis* ajouté aux exemplaires du Dictionnaire de M. l'abbé Olinger. *Petites affiches de Bruxelles,* 29 Maart 1840.

In dit opstel wordt OLINGER aangerand omdat hij in zijn woordenboek de spelling der commissie volgt.

509. Du pétitionnement en faveur de la langue flamande, par M. De Decker. *Gazette de Liége.* — *Suite aux Lettres pour servir de matériaux à l'histoire* etc. bl., 32-38.

De *Gazette de Liége* beweert dat de klachten der Vlamingen ongegrond zijn. « Sans chercher à faire acte de mépris ou d'ingratitude envers la langue flamande, nous nous sommes rangés parmi les adversaires du pétitionnement, parce que la situation des Flandres est loin d'exiger les prétentions absolues des pétitionnaires, parce que ces prétentions sont iniques par rapport aux Wallons, désastreuses par rapport au pays. M. de Decker a condamné le pétitionnement, il s'est condamné lui-même, lorsque, l'histoire à la main, il s'est élevé avec une vive chaleur d'âme contre la profonde injustice d'un langage imposé. La liberté du langage, voilà ce que nous voulons maintenir; un langage imposé, voilà ce que veut établir le pétitionnement en faveur de la langue flamande. »

510. **Un ami des deux langues nationales.** — Sur le néerlandais, faiblement modifié en deux ou trois points par une prétendue commission royale, et présentée par elle sous le nom de flamand. *Suite aux Lettres* etc. bl. 38-43.

« Le 18 août 1839 fut un jour néfaste pour la paix linguistique dont jouissait notre pays depuis 1830; la déchéance du flamand belge, prononcée le dit jour par sept de ses adversaires, fit surgir, une seconde fois, un système pour lequel les Belges montrèrent toujours de l'antipathie, nonobstant les efforts des nombreuses sociétés créées jadis pour la propager, et dont le but, comme on le voit aujourd'hui, n'est pas encore entièrement abandonné. » En zoo gaat het *crescendo* voort om te bewijzen dat de Taalcommissie een onvaderlandsch werk verricht heeft, met het doel ons opnieuw de taal der Hollanders op te dringen.

511. **S. L. A. T.** — Antwoord aen eenen feuilleton van den *Indépendant,* ter verdediging van eenen vroegeren feuilleton van het Brusselsch ministerieel dagblad, waerin den *fransquillon* Robin de oude, ryke en schoone vlaemsche tael schaemteloos ter dood dierf verwyzen. *Gazette van Gend,* 1 April 1840.

Het *Journal d'Anvers, le Fanal* (Brussel) en *le Politique* (Luik), hielden zich met deze zaak insgelijks bezig.

512. *L'Indépendant,* 17 April 1840, nr 168.

Hoofdartikel, handelende over den raad, door een ongenoemd Gentsch blad aan de Volksvertegenwoordigers uit Vlaanderen gegeven, ten einde zich vijandig aan te stellen tegenover het nieuw ministerie indien in dezes schoot geen Vlaming zetelt.

« ... Il n'est pas besoin, nous le croyons, qu'il y ait des flamands dans un ministère pour que les intérêts des Flandres soient traités comme il convient à leur importance, pas plus qu'il n'est besoin, que Mons, Liège et Charleroi aient des représentants spéciaux qui leur sont propres soient convenablement défendues... Pour nous, nous combattrons de toutes nos forces, ces distinctions de provinces flamandes et de provinces wallonnes, au milieu desquelles l'idée d'une Belgique, forte, unie, compacte, finirait par disparaître... En Belgique, il ne faut voir que des Belges, non des Flamands, des Anversois, des Liégeois et des Brabançons... »

513. Over de hier te lande gevestigde Franschen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 28.

Zij « zyn ongelukkiglyk maer al te talryk. Onze hoofdstad is van dezelve opgepropt, en dagelyks dringen zij ook meer en meer geheel ons land door. Die vreemdelingen, waeronder een Robin en dergelyke, zyn onbeschaemd genoeg zich met onze dierbaerste belangens te bemoeyen; zy zyn onbeschaemd genoeg ons brood te eten, en ons hier, HIER IN ONS VADERLAND ZELVE, te hoonen! Die mannen zyn het die aen onze moedertael, welke zy niet kennen, den naem van tael weigeren... ze *un patois, un jargon* noemen! »

514. **Wolfers.** — Aen de Heeren Leden der Maetschappy met kenspreuk: *De Tael is gantsch het volk. Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 29.

Brief en voorstel tot het uitgeven van eene *Volks-Encyclopedie,* ten dienste van het lager en middelbaar onderwijs.

Uittreksel: « ... Het is in ons, M. H., dat het volk zyne hoop

stelt; spreiden wy voor zyne oogen de schatten der wetenschap, en het zal ons met woeker beloonen over het gene wy voor hem zullen gedaen hebben. Onze magt is in het volk, en wy kunnen ze niet vast stellen, dan met onder het volk verlichting en onderwys te verspreiden.

Om tot dit doelwit te geraken moet alles nog geschapen worden; doch het byzonderste wat er ontbreekt, is een punt van waer uit te gaen is.

Wy bezitten geene scholen, en bezaten wy die, er zyn geene boeken.

Ik kom u het ontwerp van eene onderneming aenbieden, waer van de uitvoering de Vlaemsche kwestie geheel van gedaente zou doen veranderen.

De Vlaemsche kwestie, volgens my, ligt in deze weinige woorden opgesloten :

*Zal men de Vlamingen ooyt op de hoogte der Europeesche beschaving kunnen brengen, by middel van het Fransch?*

Onmogelyk; het is een axioma door de ondervindig geheiligd, dat het onmogelyk is in eenig land een vreemde tael *populair* te maken.

Dewyl het onmogelyk is Vlaenderen te beschaven by middel van het Fransch, kan de kwestie van het Vlaemsch al of niet staende te houden *geparaphraseerd* worden door de *Parias van Europa te zyn of niet te zyn.* »

## 515. Teregtwyzing. *Kunst- en Letter-Blad*, 1840, bl. 37.

In het Amsterdamsch dagblad de *Avondbode* verschenen « verscheidene welgestelde artikels over den toestand der nederlandsche letterkunde in België en over het vertoogschrift ten voordeele der tael. » Op een paar zinsneden bedoelt de *teregtwijzing*, o. a. op de volgende : « Sedert eeuwen reeds hebben de Vlaamsche provincien nimmer een onafhankelijk volksbestaan gekend, noch eenige poging aangewend om tot hetzelve te geraken. »

## 516. De Vertoogschriften. *Kunst- en Letter-Blad*, 1840, bl. 40.

Sommige gemeenten klagen dat hunne verzoekschriften in de verslagen der zittingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers niet vermeld staan. Onder deze waren er van Dendermonde, Ronse, Scheldewindeke, Merelbeke en de Klinge. Daarenboven waren er uit Gent 10 petitiën verzonden, terwijl er maar 4 stonden aangeteekend.

## 517. Rechtswezen. — Petitionnement. *Kunst- en Letter-Blad*, 1840, bl. 43.

Tot heden was advocaat de Souter de eenige te Gent, die doorgaans in het Vlaamsch pleitte. Thans hebben de advocaten Ferdinand Van Hoorebeke, Heyman en De Bouck zijn voorbeeld gevolgd vóór het Assisen-hof.

De *Gazette de Mons* verzet zich tegen de Vlaamsche vertoog-

schriften, en drukt de meening uit « dat het bestuer wel doet met de Vlamingen te verstooten, *omdat zy toch minder verstand bezitten en minder bekwaemheid...* »

518. De Vlaemsche beweging wint veld. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 48.

« De Vlaemsche beweging (schrijft het blad) wordt zoo groot en hare heilzame gevolgen zoo algemeen gevoeld, dat voorname meisjes-pensionaten, zelfs waer men te voren geen Vlaemsch onderwees, van verscheidene ouders dagelyks brieven ontvangen opdat voortaen de studie der moedertael een voornaem deel in de opvoeding der toekomstige Vlaemsche vrouwen zou hebben. Wy kunnen, onder andere, het klooster van den *Nonnenbosch,* te Gent, aenhalen waer men nu reeds, op aendrang van sommige ouders, de moedertael onderwyst. »

519. **W(illems).** — Het Ministerie en de Moedertael. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 57.

De taalvrijheid, door het 23e artikel der grondwet gewaarborgd, kan alleen door de wet, niet door eene ministerieele verordening geregeld worden. « Vergeefs tracht men te beweeren » — schrijft W. — « dat de verlangde wet over de tael eene hinderpael zou stellen aen de verbroedering van Walen en Vlamingen. Deze kan onmogelyk tot stand komen door het onderdrukken van vlaemsche zeden en gebruiken. »

520. Het boek des volks, maendelykschen weergalm der Vlaemsche meetings en demokratische grondstellingen. Brussel, J. Kats, uitgever. April-Mei 1840. 8°, 120 bl.

521. **Un défenseur de nos deux idiomes.** — Nos deux idiomes nationaux, le flamand belge et le français. *Petites affiches de Bruxelles,* 3 Mei 1840.

522. Kamerzitting van 30 Mei 1840. Verslag over de verzoekschriften. *Moniteur belge,* 31 Mei 1840, nr 152.

Het verslag van den heer *de Garcia* besloot tot de verzending der verzoekschriften van de Vlaamschsprekende bevolking aan den Minister van Binnenlandsche Zaken. De heer *Lejeune* verdedigt de verzoekschriften. Na zijne voldoening over de voorgestelde verzending te hebben uitgedrukt,

zeide hij, o. a. : « La réaction qui a eu lieu, depuis la révolution, contre la langue flamande, a été excessive, on a été beaucoup trop loin.

Sous le gouvernement précédent, parmi les griefs les plus intolérables était celui qui consistait à forcer les Français (?) et les Wallons à se servir de la langue hollandaise, ou bien de la langue flamande, ce qui est à peu près la même chose ; car ce grief n'existait pas à l'égard des Wallons. Les Flamands comprenaient fort bien le hollandais, et les Hollandais comprenaient fort bien le flamand. Cependant les Flamands n'ont pas manqué de soutenir vigoureusement les réclamations fondées des Wallons. Ce grief était sans doute le plus intolérable, car il n'y a pas de tyrannie plus grande, plus forte que d'imposer à un peuple une langue qu'il ne comprend pas... »

### 523 K. J. B. — Over onze taelregten. *De Middelaer,* 1840-1841, bl. 380-382.

In Hongarije en in Bohemen werd de volkstaal onlangs in hare rechten hersteld. Aan de Luxemburgsche Duitschsprekende bevolking werd evenneens in dit opzicht recht gedaan, terwijl de koning van Pruisen den dank ontving van de Statenvergadering des groothertogdoms Polen wegens zijn gezegend besluit over het verplichtend gebruik der Poolsche taal voor de rechtbanken.

Niet zoo gaat men hier in België te werk met de klachten der Vlamingen. Deze blijven onverhoord, nu vooral dat de minister De Theux plaats gemaakt heeft voor den heer Rogier, die sinds lang getoond heeft dat de taal der meerderheid weinig van hem te hopen heeft.

### 524. Volharden! *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 33.

Opwekking tot den Vlaamschen strijd bij het aftreden van het ministerie De Theux en het optreden van Rogier als minister.

### 525. B...s. — Variétés. — Quelques considérations sur la décision de la commission flamande. *L'Émancipation,* 17 Juni 1840, nr 169, 28 Juli 1840, nr 210.

Verdedigt het werk der Commissie, bewijst dat de taal in Vlaamsch-België en die in Nederland ééne en dezelfde taal zijn, het gemeenschappelijk eigendom van de Vlamingen en de Nederlanders; tevens dat de benaming « Hollandsche taal » zeer onnauwkeurig is, dat die benaming aanleiding heeft gegeven tot een betreurenswaardig misverstand ; dat de wezenlijke naam zou moeten luiden *Nederduitsch.* De schrijver B...s (Bormans) zegt : « J'attache une si grande importance à un mot, à une dénomination, parce qu'il m'est prouvé que pour un grand nombre de personnes toute la question est là. En voici une preuve entre cent : Un

des principaux griefs que l'ancien gouvernement a soulevé contre lui était, sans contredit, sa prétention intolérable d'imposer à tous les Belges une langue qui n'était celle que d'une partie d'entr'eux. Certainement cette tyrannie ne devait pas moins révolter les Flamands que les Wallons, quoiqu'elle n'atteignit que ceux-ci. Mais il n'en est pas moins vrai que, dans le nombre de ceux-là, il en était qui, trop égoïstes pour s'élever contre un acte d'oppression dont ils n'avaient pas eu eux-mêmes à souffrir, seraient restés complètement insensibles à l'iniquité dont leurs frères étaient victimes, s'ils ne s'étaient pas imaginé, tout à fait à tort, qu'eux aussi étaient personnellement intéressés dans la question. Eh bien! ils s'indignaient au contraire et faisaient de l'opposition, pourquoi? parce que la langue, que le gouvernement voulait faire généralement adopter, portait le nom de langue hollandaise et que cette fausse dénomination donnée à une langue qui n'était autre que la leur propre, les induisait en erreur et leur faisait croire qu'il s'agissait de leur imposer une langue étrangère. Cependant cette langue imposée réellement à une partie d'entre-nous, c'est-à-dire aux Wallons et à tous ceux dont la langue maternelle était la langue française, n'était nullement imposée à l'autre partie, c'est-à-dire aux Flamands et aux Brabançons sachant leur langue, par la raison qu'on ne saurait imposer à quelqu'un son propre bien... »

526. De achttiende Juny. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 49.

Herdenking van den veldslag van Waterloo en over dezes beteekenis voor de Vlaamsche gewesten. Op het artikel volgt een gedicht: *Waterloo,* van PH. BLOMMAERT.

527. Conseils provinciaux. — Anvers. — Séance du 8 Juillet 1840. — Présidence de M. Verdussen. *L'Émancipation,* 10 Juli 1840, nr 192.

« Il est fait lecture d'une proposition de l'honorable M. Colins tendant à favoriser la langue flamande; la discussion en est renvoyée à la prochaine séance. »

528. **W(illems).** — De Moedertael in de provincien Antwerpen en Oost-Vlaenderen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 61-62.

Den 17 Juli 1840 werd in den provincieraad van Oost-Vlaanderen, met algemeene stemmen, het voorstel van den heer Van Huffel in overweging genomen, strekkende om het hoogere bestuur aan te manen de zaken van een provinciaal belang in de Vlaamschsprekende gewesten in het Vlaamsch te behandelen. Twee leden van dien raad, *Ledeganck* en *Ecrevisse,* verdedigden in de volkstaal dien billijken eisch der Vlamin-

gen. Ook in den provincieraad van Antwerpen werd, op voorstel van den heer Colins, eene dergelijke motie aangenomen.

Men leest hieromtrent in *l'Émancipation* van 13 Juli 1840, n[r] 195 :

M. Colins a donné lecture d'un projet de requête au roi, concluant à ce qu'il plaise à S. M. de faire soumettre aux chambres un projet de loi stipulant que désormais les actes de l'autorité dans les provinces flamandes soient rédigés en flamand; qu'aucun employé ne soit nommé dans ces provinces sans qu'il connaisse l'idiôme de la langue flamande; que tous les placards émanant des autorités y soient affichés en flamand ou au moins dans les deux langues; que les affaires judiciaires y soient instruites ou plaidées en flamand; enfin que la langue flamande jouisse dans nos écoles publiques des mêmes faveurs que la langue française.

La cause de la langue flamande a été défendue avec un zèle chaleureux par M. Colins. Il s'est élevé avec énergie contre l'usage absurde, dit-il, de faire placarder dans les provinces flamandes des affiches émanant du pouvoir en français. « Ne serait il pas ridicule, dit-il, à peu près, ne serait-il pas inique, que dans les provinces wallonnes, un gouverneur, un bourgmestre s'avisât de publier tous ses actes en flamand, langue que peu de personnes comprendraient. Il en est ainsi des provinces flamandes, où l'on s'obstine de faire usage du français exclusivement...

La proposition de M. Colins a été prise en considération et renvoyée aux sections. »

— *L'Émancipation* van 16 Juli, n[r] 200, en *l'Indépendant* van 17 Juli 1840, n[r] 199, vermelden nog het volgende in betrekking met dat voorstel :

« Deux pétitions en faveur de la langue flamande, à l'appui de la proposition de M. Colins, couvertes d'un grand nombre de signatures, ont été présentées au conseil et renvoyées à la section centrale saisie de cette proposition. »

## 529. Provinciale Raad van Oost-Vlaanderen. 15 Juli 1840. Voorstel van den heer van Huffel. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 64.

« De Raed geeft den wensch te kennen dat de heer gouverneur en de heeren leden van de permanente deputatie, zich van de Nederduitsche tael bedienen in hunne officieele betrekkingen, het zy met de inwooners afzonderlyk het zy met de gemeente overheden, kerkfabrieken, bureelen van weldadigheid en andere administratieve korpsen der provincie, de byzondere gevallen uitgezonderd, in welke het gebruik der Nederduitsche tael onnoodig zyn zou.

Een adres zal ten zelven einde, door de zorgen der permanente deputatie, aan het Staatsbestuur gezonden worden.

In dit zelfde adres zal men het Staetsbestuer verzoeken van in deze provincien tot openbare ambten geene persoonen te roepen, die het Nederduitsch niet kundig zouden wezen, en zich in die tael niet zouden kunnén doen verstaen, uitgenomen voor de bedieningen waervan

de ambtenaren met de inwooners dezer vlaemsche provincien in geene onmiddellyke betrekking staen zouden. »

Dat voorstel was ondersteund door de heeren Groverman en C. d'Hane (zie daarover o. a. *l'Émancipation*, 17 Juli 1840, nr 199). In de vergadering van 17 Juli werd het in aanmerking genomen.

Het *Kunst- en Letter-Blad* merkt aan dat men in den Oost-Vlaanderschen raad, na het aannemen van dat voorstel, wederom Fransch is beginnen spreken, terwijl in dien van Antwerpen, « de raedsleden zich van de moedertael bedienen ».

## 530. Conseil provincial de la Flandre Orientale. Séance du 14 juillet 1840. *L'Indépendant*, 17 Juli 1840, nr 199.

« M. *le Président* donne lecture de la proposition de M. Dedeyn, relative à la langue flamande... Elle tend à effacer du règlement ces mots : le *procès-verbal des séances sera rédigé en langue française*......

M. *Delegank* : Des journaux ont dit que j'ai refusé de signer la proposition de M. Dedeyn, relative à la langue flamande, sans vouloir m'occuper des journaux, je dois démentir cette assertion. Quand M. Dedeyn m'a présenté sa motion elle était déjà signée par le nombre de membres exigé par le règlement. Du reste, je prouverai que je ne recule point ni devant mes antécédents ni devant mes principes. Et pour défendre la langue flamande, je n'ai pas besoin d'un mandat formel. »

## 531. Conseil provincial de la Flandre Orientale. Séance du 15 juillet 1840. *L'Indépendant*, 18 Juli 1840, nr 200.

« ... Le président lit une... proposition déposée par M. Van Huffel, portant :

« Le conseil émet le vœu que M. le gouverneur et MM. les membres de la députation permanente fassent emploi de la langue flamande dans leurs relations officielles soit avec les habitants pris séparément, soit avec les autorités communales, fabriques d'église, bureaux de bienfaisance et autres corps administratifs de la province, sauf les cas particuliers où l'emploi de la langue flamande serait d'une inutilité évidente.

« Une adresse aux mêmes fins sera présentée au gouvernement par les soins de la députation permanente.

« Par la même adresse le gouvernement sera prié de ne nommer à aucune fonction publique dans la province des personnes qui n'entendraient pas la langue flamande et ne pourraient se faire comprendre dans cette langue, sauf toutefois les fonctions qui ne seraient point de nature à mettre leurs titulaires en contact direct avec les habitants flamingants de la province. »

M. *Van Huffel* demande à ne développer sa proposition que lorsque M. De Deyn, qui a fait également une proposition relative à la langue flamande, sera présent. — Accordé. »

## 532. Conseil provincial d'Anvers. Séance du 16 juillet 1840. *L'Indépendant*, 19 Juli 1840, nr 201.

« ... M. *Stalpaert* est invité à lire le rapport des sections sur la proposition de M. Colins (langue flamande). — Un mouvement de curiosité et d'attention se manifeste dans l'assemblée du Conseil ainsi que dans l'auditoire. Le plus grand silence s'établit. »

Volgens het verslag van *l'Indépendant* waren de meeste afdeelingen gunstig gestemd voor het voorstel en het verslag van den heer Stalpaert besluit tot goedkeuring van het voorstel des heeren Colins.

« Les sections présentent un projet de loi tout à fait dans le sens des réclamants. Ce projet de loi se résume à demander que, en ce qui regarde la province d'Anvers, nul n'obtiendra un emploi émanant des autorités communales ou provinciales s'il ne parle le flamand, que les affaires judiciaires soient traitées en flamand, à moins que le contraire ne soit requis par l'une ou par l'autre des parties en litige; que tous les employés du gouvernement, appelés par leurs fonctions à être en rapports directs avec le peuple, fassent usage de la langue flamande; que tous les actes, sans exception aucune, émanant du pouvoir communal ou provincial, soient en flamand ou dans les deux langues. Le conseil serait chargé de faire de respectueuses représentations au Roi pour obtenir prompte et bonne justice ».

Nadat de heer Colins zijne verwondering heeft uitgedrukt over het feit dat een deel der afdeelingen art. 23 der Grondwet heeft ingeroepen om de klachten der Vlaamsche gewesten te versmachten, stelt de heer Gouverneur voor tot de bespreking in de vergadering van den 17 Juli 1840 over te gaan. Aangenomen.

## 533. Conseil provincial de la Flandre Orientale. Séance du 17 juillet 1840. *L'Indépendant*, 19 Juli 1840, nr 201.

De heer *De Deyn* licht zijn voorstel toe (zie nr 531). — Hij zal hier Fransch spreken totdat zijn voorstel zal aangenomen zijn; anders ware het onwelvoeglijk Vlaamsch te spreken.

« (Il) rappelle ce qui s'est passé à la première session du conseil; si on a donné la préférence à la langue française, c'est qu'on n'a pas vu assez avant dans l'avenir, c'est qu'on ne croyait pas que la langue flamande serait proscrite ».

Hij verdedigt de Vlaamsche taal tegen degenen die durven schrijven hebben in de dagbladen dat zij geene taal is, en dat zij die haar voorstaan jezuïeten of orangisten zijn. Het Vlaamsch, al heeft het veel geleden door langdurige vreemde overheersching, is eene schoone taal, en deze mag om haren rijkdom boven het Fransch geplaatst worden.

« M. De Deyn se défend du reproche de vouloir diviser le pays en camps wallon et flamand ».

De heer *Van Huffel* zegt, dat hij gehoopt had dat een bevoegder man dan hij een voorstel ten voordeele der landstaal zou hebben overgelegd. Het voorstel van den heer De Deyn was voor hem eene ontgoocheling. « Quel a été mon désappointement en voyant cette immense montagne de réclamations accoucher de la toute petite souris de M. De Deyn! (rires) je me suis demandé quelle serait l'utilité pratique de la proposition de l'honorable membre, ce que gagneraient les Flamands par son adoption? Effacer de notre règlement un article inoffensif, afin d'entendre, le cas échéant, lire en flamand ce que nous avons dit en français, c'est là une grande absurdité. Je ne comprends pas une telle proposition quand toutes nos discussions ont lieu en français; je la comprends encore moins quand elle vient à la suite de cette énorme montagne de réclamations.

Si M. De Deyn veut faire une proposition en faveur de la langue flamande, qu'il en fasse une qui ne soit pas oiseuse; nous avons le droit d'exiger de nos gouvernants que les relations administratives avec les habitants de notre province aient lieu dans notre idiôme maternel; nous avons le droit d'avoir des fonctionnaires qui parlent et comprennent notre langue, mais là aussi cesse ce droit. Il ne s'agit pas ici... de venger la langue flamande de ses détracteurs; cela n'incombe pas à une assemblée provinciale; ce sont les intérêts des flamands et non ceux de la langue elle-même que nous devons défendre.

Je crois, messieurs, que ce que je viens de dire suffira, et pour les développements de ma proposition et pour écarter celle de M. De Deyn. Cette dernière a le caractère d'une démonstration, et comme démonstration je m'y oppose; quand je défends les intérêts des communes flamingantes, je les défends avec franchise, avec toute l'énergie dont je suis capable, mais je ne veux pas de démonstrations qui ne pourraient être que des brandons de discorde. »

De heer *Ledeganck* voert het woord in het Vlaamsch. Hij herinnert dat onze voornaamste wetten en ordonnanciën vroeger in die taal gesteld waren. (« Des conversations s'établissent entre beaucoup de membres du conseil et deviennent si bruyantes que l'orateur se voit obligé de réclamer le silence.) »

De redenaar ondersteunt de vertoogschriften van talrijke gemeenten en zegt dat menig plaatselijk bestuur niet klaar ziet in de zaken die men hem voorlegt in het Fransch. Dat dit gebeurt in Oost-Vlaanderen, is de schuld noch van den gouverneur noch van de bestendige deputatie noch van den griffier; 't is een gevolg der omwenteling; destijds had men een afschrik van alles wat naar het Hollandsch zweemde, en aldus werd het Vlaamsch verbannen. Spreker besluit met het voorstel van den heer Van Huffel aan te bevelen.

De heer *De Deyn* antwoordt dat hij tot degenen niet behoort die alles voorstellen en niets bekomen. Hij wil langzamen vooruitgang.

De heer *Vervier* ondersteunt krachtig het voorstel van den heer Van Huffel; hij teekent verzet aan tegen de benoeming van Vlaamsch-onkundige ambtenaars in Oost-Vlaanderen. Een Vlaming zou in de Waalsche gewesten zelfs geene plaats van veldwachter kunnen bekomen.

« M. *Ecrevisse* prononce un discours flamand, qui est écouté avec

beaucoup d'attention; la netteté de sa parole marquée de l'accent limbourgeois, est accueillie avec beaucoup de faveur.

L'honorable membre a vu avec étonnement que M. De Deyn s'est servi de la langue française pour défendre la langue flamande; il ne trouve lui rien d'inconvenant à user de la faculté garantie par la constitution. Il se rallie à la proposition de M. Van Huffel, qui mérite, dit-il, toute l'attention de l'assemblée.

Ce n'est pas seulement par des constitutions et des traités qu'un peuple conserve sa nationalité, parce que ces lois périssent avec les circonstances qui les ont amenées, mais c'est en conservant aussi notre langue maternelle dont nos aïeux étaient si fiers. L'orateur fait valoir les beautés de la langue flamande, et termine en émettant le vœu que bientôt intervienne la loi dont parle l'art. 23 de la Constitution. »

Het voorstel van den heer De Deyn wordt niet in aanmerking genomen. Het bekomt slechts 7 stemmen. Dat van den heer Van Huffel wordt in aanmerking genomen en verzonden naar de 2ᵉ commissie.

534. Conseil provincial d'Anvers. — Séance du 16 juillet 1840. *L'Indépendant*, 22 Juli 1840, nr 204.

« ... Discussion sur la proposition de M. Colins en faveur de la langue flamande.

M. le Gouverneur (*Henri de Brouckere*) prend le premier la parole. Il commence par remercier le conseil d'avoir admis les observations qu'il a présentées sur la proposition primitive. Il voit avec plaisir que la section centrale a porté la question sur un autre terrain et que, de la portée générale que voulait lui donner son auteur, la proposition de M. Colins a été réduite à un intérêt purement provincial. Cependant, dit-il, je ne puis encore entièrement admettre le nouveau projet d'arrêté, il est telle disposition que je devrai combattre. L'article 3 prescrit à la députation permanente l'emploi exclusif de la langue flamande dans la correspondance. D'après les articles 104 et 124 de la loi provinciale, le gouverneur fait partie de cette députation, en est même le président; cette injonction s'adresse donc à lui personnellement, d'autant plus qu'il est, lui gouverneur, le pouvoir exécutif des décisions du conseil et de la députation. Quand même il le voudrait, il lui est défendu de recevoir des ordres de personne, si ce n'est du gouvernement dont il tient ses pouvoirs.

Le conseil peut émettre un vœu, et s'il se bornait à cela, lui gouverneur admettrait l'article trois, mais un ordre, une injonction, il ne peut en recevoir, et il doit combattre toute proposition faite dans ce sens.

Après avoir revu le dossier des pièces il a acquis la conviction que tout le monde est satisfait du régime actuel; une enquête a eu lieu et une seule commune s'est plainte.

Depuis la dernière séance il a eu occasion de remplir en partie les engagements qu'il a pris.

A propos de la nomination d'employés pour la douane, il a fait comprendre au ministre la nécessité qu'il y avait d'exiger des candidats

la possession de la langue flamande. Il donne lecture de la lettre écrite à ce sujet et qui prouve que, sous le gouvernement de M. Rogier, déjà pareilles observations avaient été faites au ministre.

M. *Frémie*... dans un discours écrit combat la proposition. L'auteur de la proposition, pour étayer sa demande, a fouillé dans les actes publics des siècles précédents, il a cité des publicistes et des poètes; il a retiré de la poussière des archives, les ordonnances des anciens souverains ou gouverneurs du pays, il a déroulé les chartes de nos ayeux, les parchemins de nos joyeuses entrées, il a fait un récit impressionnable de l'attachement de nos ancêtres à la langue flamande.

Dans cette enceinte nous pouvons être flattés de rencontrer encore des descendants de ces praticiens qui fesaient l'honneur de la Belgique, mais, je vous le demande, leurs descendants, nos collègues enfin, sont-ils abatardis et moins dignes de leurs ayeux, parce que aujourd'hui ils parlent le français en société, et qu'ils défendent en public dans cette langue les droits de leur pays? Et que serait-ce en effet, si dans le conseil provincial, si devant les cours et tribunaux, et enfin dans toutes les assemblées délibérantes, la langue flamande devenait obligatoire. En vérité on ne se comprendrait pas, car vous le savez tous, l'énonciation de la langue flamande de l'Anversois diffère essentiellement de celle du Malinois; les habitants de Lierre, ceux de la Campine, du petit Brabant se distinguent tous par des inflexions de voix et des énonciations différentes et disparates. Ajoutez à cela que plusieurs d'entre nous, moi d'abord, j'en fais l'aveu sans rougir, nous ne parlons plus notre langue flamande avec cette perfection et ce choix de mots qui sont indispensables dans la bonne société, dans les discussions publiques surtout.

Ici l'orateur combat plusieurs arguments de M. Colins. Il dit qu'alors que le flamand était exclusivement en usage, on ne pouvait terminer une instruction qu'au moyen du français; la plupart des membres des États s'en occupaient en français; enfin on n'a jamais pu exclure cette langue totalement.

Tout fonctionnaire en général n'est pas fort sur la langue française, mais on se fait comprendre, nous parlons au moins un français dans lequel on s'entend fort bien, et n'en déplaise à l'auteur de la proposition, si la langue flamande devait être exclusivement introduite dans nos délibérations, elle serait indubitablement parsemée d'un francicisme risible.

M. *Frémie* examine ensuite les diverses dominations que la Belgique a subies et les régimes auxquels a été soumis ce langage.

Il combat encore quelques-uns des arguments de M. Colins et conclut à l'adoption de la proposition de la section centrale modifiée quant à l'article 3 dans le sens indiqué par M. le gouverneur.

M. *Ullens-Vanden Cruysse*, convient qu'il existe des abus, mais M. Colins les a singulièrement exagérés. Il votera dans le même sens que M. Frémie.

M. *Brants* parle contre la proposition. On ne peut forcer personne à l'usage d'une langue à l'exclusion d'une autre. L'art. 23 de la constitution consacre la liberté absolue.

M. *Colins* répond aux préopinants. Il a demandé une loi parce que

tel est le vœu de tous les habitants. Loin d'avoir exagéré les faits, il est resté en dessous de la vérité. Si les vœux des Flamands ne sont pas exaucés, il en résultera de la désunion, de l'anarchie. — Un vœu du conseil provincial ne suffit pas, il faut une loi. S'il a confiance entière dans le gouverneur actuel, les personnes changent, une loi reste. Il est fort étonné et il ne trouve pas de mots pour exprimer son étonnement sur le mauvais accueil que reçoit de toutes parts sa proposition. Le gouverneur doit, d'après les articles 104 et 124 de la loi provinciale, exécuter les décisions du conseil et de la députation; le conseil peut décider que tout doit se faire en flamand dans la province et le gouvernement doit, d'après lui, se conformer à cette décision; d'ailleurs on devra accorder un jour ce qu'on refuserait aujourd'hui. Si aucune plainte n'a été faite, c'est que l'enquête a eu lieu du temps de M. Rogier, et qu'alors l'on craignait de mécontenter le chef de la province.

M. le *Gouverneur* répond... On aurait fort mal fait la cour à mon prédécesseur, dit-il, en lui cachant la vérité. Une enquête a eu lieu depuis son départ et il n'y a eu aucune plainte. Il donne lecture des dépêches des trois commissaires d'arrondissement sur le résultat de cette enquête, et tous trois concluent au maintien du régime actuel.

M. *Meeussen*... se prononcera contre la proposition de M. Colins afin qu'il ne la reproduise plus l'année prochaine.

M. Meeussen combat victorieusement plusieurs des citations faites par M. Colins. Il a parlé des joyeuses entrées de nos souverains; mais il a oublié de dire que l'article huit de la joyeuse entrée de Charles-Quint garantit la liberté du langage. Il a cité la commune d'Anvers; là il était dit que les affaires criminelles s'instruiraient en flamand quand bien même l'accusé ne comprendrait pas cette langue. M. Colins veut-il nous placer de nouveau sous un régime exclusif comme celui-là? Lorsqu'on a voulu prescrire la langue hollandaise du temps de l'empire, Bilderdyk pouvait s'écrier : *Néen Néerland staat zijne taal niet af;* mais aujourd'hui on ne force personne, tout le monde est libre.

L'orateur craint que par l'exclusion du français on ne trace une ligne de démarcation et qu'on divise le pays en deux parties, la partie flamande et la partie wallonne; cette limite serait bientôt faite et mènerait vers un partage en cas d'invasion. Cette question a déjà été agitée lors de la discussion dans le sein de la conférence du traité des 24 articles, nous devons travailler à la rendre impossible.

La langue française d'ailleurs est plus propre aux actes administratifs. Notre législature actuelle dérive du droit romain, et comme la langue française dérive du latin, elle aide davantage à rendre fidèlement la pensée du droit qui nous régit.

Le système de M. Colins ferait plus de mal que de bien. La contrainte ne fait rien obtenir, c'est par la conviction qu'il faut travailler à la régénération de la langue nationale.

M. *Meeussen* cite encore un grand nombre d'arrêtés et établit la comparaison de ceux qui parlent contre le système de M. Colins.

Après lui MM. *Van Havre* et *Diercksens* parlent sur la proposition.

M. Stalpaert, rapporteur de la section centrale, se rallie aux modification proposées par M. le gouverneur à l'art. 3.

M. *Colins* s'oppose vivement à ces modifications. Il veut que le conseil ordonne, il y va de sa dignité. Pourquoi, si l'on est persuadé, n'ordonnerait-on pas? Un vœu ne suffit pas, ***neem het aen of slaet het af.***

M. le *Gouverneur* présente ensuite la proposition suivante :

Art. 1er. Les fonctions et emplois qui sont conférés par la province et dont les titulaires se trouvent directement en rapport avec les habitants de la province, ne le seront à l'avenir qu'à des personnes qui possèdent l'usage de la langue flamande.

Art. 2. Les affiches, placards et imprimés émanant de l'autorité provinciale ou de ses fonctionnaires et qui seront en rapport avec le public ou ses administrés seront en flamand, ou dans les deux langues.

Art. 3. Le conseil émet le vœu que désormais la députation permanente du conseil provincial et tous autres fonctionnaires à la nomination ou sous la direction de l'autorité provinciale tiennent la correspondance en flamand, soit avec les autorités ou des employés subalternes, soit avec leurs administrés, à la demande ou d'après la convenance de ceux-ci, et que le même vœu soit émis auprès du gouvernement, pour les autorités et fonctionnaires publics à nommer par lui.

Cette proposition est adoptée par acclamation ».

Tegen dit besluit van den Antwerpschen provincieraad werd door dien van Henegouw, den 11 November 1841, protest aangeteekend.

## 535. Redevoering van ECREVISSE in den provincialen Raed. *Den Vlaming,* 22 Juli 1840, nr. 109.

## 536. Conseil provincial de la Flandre Orientale. Séance du 23 juillet 1840. *L'Indépendant,* 26 Juli 1840, nr 206. Bijblad.

« Discussion sur la langue flamande. — Le rapport (de la première commission conclut à l'adoption de la proposition de M. Van Huffel) ».

De heer *Gouverneur de Schiervel* betuigt, in eene tamelijk lange redevoering, zijne ingenomenheid met het voorstel. Hij verklaart dat het onredelijk zou zijn de Fransche taal te gebruiken tegenover personen welke die taal niet begrijpen. In het provinciaal bestuur van Oost-Vlaanderen wordt steeds geantwoord in de taal van welke de gemeentebesturen zich bedienen. De plakbrieven, de aankondiging voor aanbestedingen, verkiezingen enz. enz., verschijnen in de twee talen; ook het *Mémorial administratif.* In Oost-Vlaanderen worden de acten van den burgerlijken stand over het algemeen in het Vlaamsch gesteld; enkele uitzonderingen bestaan, b. v. te Amougies, te Anseroeul (?) en te ... Ninove (*Tous les regards se portent sur M. De Deyn; hilarité générale.*)

De gouverneur beaamt ten volle alles wat ten voordeele van het Vlaamsch is gezegd geworden; maar hij stemt niet in met hen die beweren « que la langue flamande serait en butte à des attaques, qu'elle serait l'objet d'une tendance hostile, d'une tendance qui l'absorberait au profit d'une autre langue. Messieurs, si cette tendance existait, nous nous

réunirions tous pour nous y opposer et moi le premier, parce que ce serait une infraction à la constitution que nous avons juré d'observer. »

Spreker huldigt de Regeering die veel doet voor het Vlaamsch en den Vorst, die de Vlaamsche letterkunde aanmoedigt.

Hij zegt dat art. 23 der Grondwet een gevolg is van het besluit van koning Willem op het taalgebruik, en drukt de vrees uit dat het uitsluitend benoemen van Vlaamschsprekenden in de provincie, aanleiding zou kunnen geven tot het sluiten van de Waalsche gewesten voor de Vlamingen; maar in den toldienst zouden alle beambten het Vlaamsch moeten machtig zijn.

De heer *Van Huffel* verdedigt zijn voorstel en de heer *Maghermans* teekent verzet aan tegen degenen die het Fransch willen verbannen uit het bestuur.

De heer *De Saegher* « propose un amendement tendant à ajouter à l'adresse à faire au gouvernement le vœu que les procès-verbaux des employés des douanes, les passavants, etc. soient rédigés en langue flamande. »

« M. *Vilain XIIII* demande si le flamand sera la règle générale, en ce sens que la correspondance administrative se fera en flamand aussi longtemps que le vœu contraire ne sera pas exprimé. »

« M. *De Saegher*... les relations officielles auraient lieu dans la langue que préféreraient les intéressés, soit en prenant l'initiative dans la langue qui leur convient, soit en faisant connaître leur désir ».

« M. *Van Huffel*. Je ne veux pas qu'on impose aux habitants des Flandres l'humiliant devoir de demander qu'on emploie leur langue maternelle; car c'est alors que la langue flamande deviendrait la règle et la règle générale; je m'y oppose formellement au nom de mon pays, au nom de ma province ».

« ... La proposition de M. Van Huffel, amendée par M. De Saegher, est mise aux voix et adoptée à une grande majorité. (Applaudissements dans les tribunes publiques.)

## 537. Redevoering van LEDEGANCK in den provincialen Raed. *Den Vlaming*, 26 Juli 1840, nr 111.

## 538. Le flamand moderne belge et le néerlandais réformé en deux ou trois points. *L'Émancipation*, 4 Augustus 1840. — *Suite aux Lettres*, etc. bl. 44-50.

Artikel hoofdzakelijk gericht tegen BORMANS, een der zeven leden van de Taalcommissie, in antwoord op dezes brief, verschenen in *l'Éclair*, 16 Juni 1840 en in *l'Émancipation*, 17 Juni 1840.

De voorstanders van het werk der commissie worden daarin uitgekreten voor *néerlandiseurs*.

539. Over den franschen afgezant in België. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 56.

Uit de dagbladen heeft men vernomen dat men in Frankrijk « ontevreden is over den franschen afgezant, den Heer Serurier, die zoo maer met open oogen de vlaemsche beweging laet veld winnen. Het is de Heer de Rumigny, die door Louis Philippe, of beter door Monsieur Thiers, den droomer der natuerlyke grenzen, gezonden wordt om sommige persoonen te Brussel in te blazen, hoe men de Vlamingen voortdurend onder het juk van Vrankryk moet blyven houden ».

540. Leger. — Regimentsbibliotheken. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 68.

« Op hooger bevel worden al de nederduitsche werken, zoowel vlaemsche als hollandsche, in de regimentsbibliotheken zich bevindende, verkocht. Men heeft reeds degene van het voetvolksregiment, te Antwerpen, in 't openbaer te koop geveild. Zal men nog beweeren dat de tael der meerderheid door de gezaghebbers niet verdrukt wordt? »

Het blad kondigde echter (bl. 87) aan dat « dergelyke verkoopingen van tyd tot tyd plaets hebben, zoo wel voor fransche als voor nederduitsche *leesboeken*, niet op hooger bevel, maer op hooger autorisatie ».

541. **Moke.** — Over het beoefenenswaerdige der Nederduitsche tael. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 72.

Redevoering uitgesproken op de prijsdeeling aan de leerlingen van het Athenaeum te Gent. Het blad schrijft dat die (Fransche) redevoering « sterk werd toegejuicht ».

542. Over den toestand der Volkstael in België en Bohemen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl, 73, 77.

« In Bohemen, gelyk in Belgie, bestaen twee talen, de algemeene landstael, een Slavoonsche tak en het Hoogduitsch, dat omtrent by een derde der bevolking de moederspraek is, en door al de hooge ambtenaren en de meeste geringere gesproken wordt. Nogthans het Oostenryksch gouvernement, dat Hoogduitsch is, *dwingt* de advokaten in 't Boheemsch te pleiten, daer waer het Hoogduitsch voor de tael van 't volk niet geldt; het handelt met de overheden in de volkstael, en het is in 't Boheemsch, in de tael der meerderheid, dat men op de ryksdagen spreekt. Het lager en middelbaer onderwys gebeuren in de moederspraek, en in het hooger onderwys is de Boheemsche tael- en letterkunde het voorwerp van byzondere aendacht. »

« .... In Bohemen is men Bohemer vóór alles. Bij ons is men Vlaming nà alles... »

543. De Rubensfeesten te Antwerpen. De Rubenswagen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 76.

Hoe de kunstenaars te Antwerpen hunne moedertaal liefhadden, bleek o. a. tijdens de Rubensfeesten, waarbij al de opschriften, tot zelfs dit van den Rubenswagen, in de volkstaal waren gesteld. Een der bestuurders van de feestviering, zekere heer Isacker, had het nochtans anders gewild en aan de schilders geboden het Vlaamsch opschrift door een Fransch te vervangen. Niet één wilde tot zulke laffe daad de hand leenen, waarop de heer Isacker zelf het opschrift overkladde. De beleedigde kunstenaars wendden zich tot den burgemeester en den gouverneur, welke, in overeenstemming met de andere leden der commissie, het Vlaamsch opschrift deden herstellen.

544. Spelling. *L'Indépendant,* 11 September 1840, nr 255.

« Les amis de l'honneur national et de notre indépendance apprendront avec plaisir que le Bulletin des Lois (*Staetsblad*) est conçu depuis peu de jours d'après les règles linguistiques belges; on y remarque néanmoins l'absence de notre indispensable accentuation qui indique d'une manière aussi claire que facile, les différents sons des mêmes voyelles et l'acception des mots; mais on ne peut attribuer ce défaut, dans les premiers numéros, qu'à la prompte transition du système néerlandais au système belge. Ainsi vient à cesser cette anomalie choquante de voir imprimer les actes du gouvernement belge d'après une méthode orthographique étrangère.

Bruxelles, 8 septembre 1840.

*Un membre de la Société pour la défense de nos deux langues nationales.* »

545. Twee partyen voor het hof van appel (te Gent). *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 76.

Een advocaat, die in het Nederlandsch gepleit had, verzocht dat de tegenpartij zich insgelijks van de volkstaal zou bedienen. Het werd hem vlakaf geweigerd.

546. Het onderwys in de Moedertael te Gent. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 85.

« Ook de stad der Artevelden heeft hare lippen aen den giftbeker gesteld, en is niet meer wat de Ruwaerden haer gemaekt hadden... In de dagen van 't vertoogschrift ten voordeele der moedertael, dacht men dat Gent uit zynen toestand van bezwymeling zou komen... De stedelyke regeering heeft haer goeden wil getoond, doch het loffelyk gedrag

onzer magistraetspersoonen is niet overal gevolgd geworden ; het onderwys in de moedertael is in het nieuwe schooljaer geen hair breed vooruitgegaen. »

547. Vlaemsche familienamen vertaeld onder het Fransch bewind. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 88.

In de registers van den burgerlijken stand te Koekelare, West-Vlaanderen, vindt men, onder de Fransche overheersching, de namen der landbouwers vertaald : « *Jan d'Hoet, Pieter van den Wyngaerde, Karel de Wulf* enz., (zijn) herschapen in *Jean Chapeau, Pierre de la Vigne, Charles Leloup,* enz. »

548. « De stedelijke regeering van Antwerpen verwerpt de spelling der Koninglyke Commissie voor die van haren *stadgenoot* Desroches. » *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 96.

549. **Pietersz** (J.). — Aen Mynheer Behaegel, Voorzitter der Maetschappy van Vlaemsche Tael- en Letterkunde, te Brussel. *Kunst- en Letter-Blad,* 1840, bl. 101.

Antwoord op het *Verklaeringsschrift* der maatschappij *Vaderlandsliefde.*

550. *** Brief uit Kortrijk (18 October 1840) aan het Parijzer blad *l'Univers.* — *L'Émancipation,* 23 October 1840, nr 297.

« ... Pour ce qui regarde la Belgique... on dirait, à les entendre (certains journaux français) qu'elle est déjà réduite en département français. Ce seul langage suffit pour vous aliéner l'esprit des Belges et vous créer des ennemis, surtout parmi les catholiques, qui sont le plus ferme soutien de l'indépendance nationale et du Trône de Léopold. Ils ont foi dans l'avenir de la Belgique, malgré tous les dangers qui l'entourent, et ils croient, eux aussi, que leur nationalité est un bienfait du ciel qu'ils doivent conserver, non seulement pour leur propre bonheur, mais pour l'exemple des nations appelées aux mêmes destinées qu'eux dans la rénovation sociale qui se prépare... »

551. Brief uit Jette-Ganshoren (7 November 1840), *L'Émancipation,* 11 November 1840, nr 316.

Ten voordeele der nieuwere spelling : « ... le système orthographique usé est tout à fait incompatible avec le progrès de la littérature flamande moderne... »

552. Polémique. Lettre publiée par *Le Belge* et reproduite, entr'autres, par le *Journal de la Belgique*, (15 November 1840). *Suite aux Lettres*, etc. bl. 61-68.

Over de Spellingsquaestie.

553. **Dr. Wirth.** — Réveil du sentiment national en Allemagne. Opstel verschenen in *Deutschen Volkshalle*, kanton Thurgau, Zwitserland. Gedeeltelijk in 't Fransch vertaald en opgenomen in *l'Indépendant*, 20 November 1840, n[r] 325.

Dr. Wirth, het hoofd van de republikeinsche partij in Duitschland, trekt te velde tegen Frankrijk's radicale pers, die van niets anders spreekt dan van de verdragen van 1815 te verscheuren en van het herwinnen van van den Rijn tot natuurlijke grens van Frankrijk.

« ... Le *National* (de Paris) dit dans ces derniers numéros, que les patriotes de tous les pays doivent aider la France à déchirer les traités de 1815, et par conséquent à conquérir les frontières du Rhin, parce que sans cela la France ne pourrait rien faire pour la cause de la civilisation. L'arrogance fut-elle jamais poussée plus loin ? Que le *National* ait l'esprit tranquille, il y a beaucoup d'autres peuples qui veulent servir la cause de la civilisation, de la liberté et de l'avenir sans marchander leurs secours et sans y attacher des conditions déshonorantes, telles qu'un enlèvement de provinces.

« ... Nous acceptons le défi, car tous les Allemands, *à quelque opinion qu'ils appartiennent*, voient avec exaspération les projets d'envahissement de la France, et sont résolus de renvoyer à un autre temps les questions d'organisation intérieure pour tourner toutes les forces de la nation contre l'étranger... »

554. Instruction publique. Concours entre les instituteurs des écoles primaires des communes rurales de Brabant. — Arrêté royal du 22 décembre 1840 approuvant le règlement arrêté par la députation permanente du conseil provincial du Brabant, dans sa séance du 19 décembre 1840. *Moniteur Belge*, 25 December 1840, n[r] 360.

« ... Art. 3. Les concours rouleront sur les langues française et flamande (sauf pour les instituteurs de l'arrondissement de Nivelles, où le français est seul obligatoire), la lecture, l'écriture ... » (enz.)

555. De Middelaer, of bydragen ter bevordering van tael, onderwys en geschiedenis. Eerste jaergang. 1840-1841. Leuven, Vanlinthout en Vandenzande, 8°, 666 bl.

Van dit tijdschrift, gesticht door J. DAVID, met het bijzonder doel « in het spraek- en letterkundige onzer tael tot eenparigheid te geraken », verschenen 3 deelen, het laatste in 1843. Het ijverde in meer dan één opstel voor de taalbelangen des Vlaamschen volks.

556. **David (J.).** — Taelkunde. Wat gedaen is en wat er nog te doen blyft. *De Middelaer,* 1840-1841, 13-37 bl.

Het eerste deel van dit opstel handelt hoofdzakelijk over de werkzaamheden der Taalcommissie. In het tweede zet de schrijver de Vlamingen aan tot wederzijdsche toenadering. *Pax et amor veri* zij voortaan aller leus; het aangevangen werk worde broederlijk voortgezet.

557. **Peters (H.).** — Moedertael. *De Middelaer.* 1840-1841, bl. 57-66.

« Al te lang » — zegt de schrijver — « hebben wy den uitlander nagepraet en ons het leeren zyner tael onontbeerlyk gemaekt; al te lang heeft men gepoogd ons eene vreemde tael op te dringen.... Aen de letterlievende jongelingschap behoort het de moedertael in hare eer te helpen herstellen. »

558. **Van Goor (F.-J.).** — Aen den Weledelen, Hooggeleerden Heer DAVID, professor aen de Catholike Universiteit, te Leuven. *De Middelaer,* 1840-1841, bl. 93-101.

In dezen brief drukt de schrijver, vroeger hoofdambtenaar bij het gouvernement van West-Vlaanderen, thans gevestigd te Weert, in Limburg, zijn genoegen uit over de verschijning van het tijdschrift *De Middelaer,* dat geroepen is om de beoefening der Nederduitsche taal- en letterkunde op te wekken en te bevorderen.

559. **David** (J.). — Verklaeringsschrift van de Brusselsche maetschappij « Vaderlandsliefde ». *De Middelaer*, 1840-1841, bl. 102-111.

Antwoord op het manifest dier « nieuwe en zonderlinge maetschappy ».

560. **Peters** (H.). — Vertoog over de Nederduitsche spelling. *De Middelaer*, 1840-1841, bl. 113-141, 237-253.

Handelt hoofdzakelijk over de taalquaestiën, tot dusverre in geschil, of nog niet genoegzaam toegelicht.

561. **Visschers** (P.). — Merkwaerdige toetreding tot het taelstelsel der koninklyke commissie. *Belgisch Museum*, 1840, bl. 100-101.

Pastoor VISSCHERS was een der voornaamste aanklevers van het taalstelsel van DES ROCHES en TERBRUGGEN. Na de uitspraak der commissie aarzelde hij niet « zyne byzondere begrippen van spelling en tael op het altaer van broederlyke vereeniging, onderlinge beschaving en volmaking te slagtofferen. »

562. **E. V. S.** — Eendragt maekt magt. Nieuwjaerswensch. *De Middelaer*, 1840-1841, bl. 201-206, 400-405.

Dat de Vlaamsche schrijvers het voorbeeld volgen van den eerw. heer VISSCHERS, elkander in zake van spelling hunner taal niet meer bevechten en de zegepraal zal er op volgen.

563. **B. St.** (prof.). — Moedertael en Normaelscholen. *De Middelaer*, 1840-1841, bl. 353-361.

Bijdrage, ingeleverd door een der Regenten van de Normaalschool van St.-Nicolaas. Deze is, met de andere normaalscholen des lands, geroepen om, door middel der moedertaal, kloeke, verstandige leeraren der jeugd te vormen.

564. **Bormans** (J.-H.). — Myn verslag. *De Middelaer*, 1840-1841, bl. 552, 1841-1842, bl. 189-205, 570-587.

Bondige uiteenzetting en verdediging van 's schrijvers merkwaardig verslag over de verhandelingen op de taalkundige prijsvraag.

565. De Noordstar. Tydschrift voor Letteren, Kunsten en Wetenschappen. 1e deel (eerste jaargang). Antwerpen, P. van Bouwel, 8°, 288 bl.

Dit tijdschrift werd gesticht door P.-F. VAN KERCKHOVEN, die met den 3en en laatsten jaargang afscheid van zijne lezers nam.

566. **Van Kerckhoven** (P.-F.). — Vlaemsche tael. *De Noordstar* 1840, II, bl. 41-47, 93-95.

Antwoord aan het Parijzer dagblad *Le Temps*, dat in zijn nummer van 5 Juni 1840 een artikel opnam, getiteld : *Conspiration contre la langue française en Belgique*, en waarin, onder meer andere drogredenen, verklaard wordt : « Tous ceux qui attachent du prix à une éducation complète comprennent très bien que leur langue-mère est insuffisante pour penser et pour lire. La langue flamande se parle et ne se lit pas. Pourquoi? Parce qu'elle n'a pas de littérature. » En verder : « La langue flamande est un vieux et rude monument, digne de la vénération du peuple qui la parle, mais qui ne mérite ni intérêt, ni étude de la part des autres peuples. Il faudrait la généraliser néanmoins si elle était la langue de la majorité; mais le contraire existe : c'est le français qui est le plus généralement répandu en Belgique. »

Tegen deze bewering komt V. K. op in het hier aangeteekende opstel.

567. **M. van Loven** (**Davidts M.-H.**). — Manneken-pis, doctor, d'oudste burger van Brussel. Thienen, P.-J. Merckx, z. j. 16, bl. 39.

Hekelschrift tegen de Des Rochisten. Levert het bewijs dat Vlaamsch en Hollandsch ééne taal uitmaken, en trekt te velde tegen hen, die het *Hollandsch* eene kettersche taal noemen, verderfelijk voor ware Roomsche katholieken. Verder geeft het boekje eene satyrische vergelijking, om de uitmuntendheid van het Nederduitsch boven het Fransch aan te toonen. — Zie : *Vlaamsche Pseudoniemen*, door V.-A. DE LA MONTAGNE, Roeselare, De Seyn-Verhougstraete, 1884, bl. 90.

568. (**Bôn Fr.**). — Orthographe flamande comparée à l'orthographe hollandaise et de la commission,

par F. X. VADERLANDER. Brussel, M. E. Rampelberg, 18°, bl. 32.

569. **Willems** (J.-F.). — Des Roches en zyne aenhangers in de tael. *Belgisch Museum,* 1840, 427-447. — Ook in de *Keus uit de dicht- en prozastukken,* II, 150-170.

« Sedert de Taelcommissie, ingesteld ten gevolge van het koninglyk besluit van den 6 September 1836, haer gevoelen heeft doen kennen over de voornaemste geschilpunten, welke in ons land nog eenige ingezetenen verdeelen, ten aenzien van het schryven der nederduitsche tael, is men begonnen met ongemeenen ophef te spreken van DES ROCHES, van zyne spraekkunst, van zyn spellingstelsel. BEHAEGHEL zelf, die het tot dus verre beneden zich achtte dien schryver eenig gezag toe te kennen, maar veel liever de gronden zyner *Vlaemsche* spraekkunst in de werken der *Hollandsche* taelleeraren SIEGENBEEK, WEILAND, BILDERDYK en TEN KATE ging zoeken, BEHAEGHEL zelf is nu een voorstaender van DES ROCHES' geworden. »

Zoo vangt WILLEMS dit opstel aan, waarin hij de waarde van DES ROCHES' taalstelsel onderzoekt, om tot het besluit te komen dat men hem te onrechte als « de grondlegger, de opbouwer der zuivere vlaemsche taelleer heeft willen doen doorgaen. »

570. (**Bôn**). — Lettres pour servir de matériaux à l'histoire des deux introductions du système linguistique néerlandais en Belgique. Bruxelles, M.-E. Rampelbergh, Imprimeur-Libraire, rue de la Fourche, 1840, 16°, 144 bl.

Belangrijk voor de geschiedenis van het vraagstuk der spelling. De meeste brieven vindt men hiervoren reeds aangeteekend.

571. **Snellaert** (F.-A.). — Iets over den toestand onzer tael- en letterkunde. Gent, F. en E. Gyselynck, 8°, 21 bl. Overgedrukt uit het *Belgisch Museum,* 1840, bl. 14-34.

Van het hof van koning Willem I sprekende, zegt SNELLAERT : « Het hof was in handel en wandel alles behalve Nederlandsch, en 't was het fransch dat den toon gaf : zyn onverschilligheid was niet geschikt om de grooten aen te wakkeren zich met de volkstael te bemoeyen. Deze onthielden zich daervan voorbeeldelyk, zoowel in het Noorden als in het Zuiden, en weinigen die ten hove verschenen toonden eenigen zweem van Nederlandsche manieren. »

572. **Delepierre (Octave).** — De l'origine du flamand. Une esquisse de littérature flamande et hollandaise, d'après l'anglais du Rév. J. BOSWORTH, avec des additions et des annotations. Tournai, Hennebert, frères, 8°, 46 bl.

« Chaque peuple attache du prix à ce qui constitue le caractère national, à ce qu'il croit faire essentiellement partie de sa valeur morale, de sa puissance intellectuelle, il doit donc, par une conséquence nécessaire, mettre de l'importance à cultiver sa langue, ce signe qui le distingue de tous les autres peuples.

Aujourd'hui que la paix rappelle au culte des muses les enfants de la Flandre, plusieurs écrivains flamands se sont montrés dignes de leurs ancêtres, et si ce n'était sortir du cercle que nous nous sommes tracé, nous aurions donné des extraits des écrits, tant en prose qu'en vers, de Willems, Conscience, Van Duyse, Blommaert et tant d'autres. La force, l'abondance et la verve qu'on y rencontre sont bien propres à prouver que les ressources de la langue flamande sont aussi nombreuses que celle d'aucune autre langue de l'Europe, et à convaincre les plus incrédules de l'utilité philologique et pratique qu'on en peut retirer... »

573. **Somers (J.)**, avocat. — Epitre aux hommes de lettres de Belgique, relativement à la décision du 18 août 1839, prise par la commission nommée parmi la société pour le progrès de la langue et littérature flamande, conformément à l'art. 4 de l'arrêté du 6 septembre 1836... aux fins de porter son jugement sur les dissertations critiques relativement aux différens existant par rapport à l'orthographe de la langue flamande. Anvers, F.-J. Janssens, 8°, 88 bl.

1841.

574. Suite aux lettres pour servir de matériaux à l'histoire des deux introductions du système linguistique néerlandais en Belgique. Bruxelles, M.-E. Rampelbergh, 16°, 82 bl.

De meeste dezer brieven verschenen eerst ten jare 1840 in *L'Émancipation*, *l'Éclair*, *Petites Affiches de Bruxelles*, *Journal d'Anvers*, *Gazette de Liége* en *Journal de la Belgique*. Hun beknopte inhoud werd hierboven, onder 1840, medegedeeld.

575. Den Waeren Belg, of verzameling van stukken uitgegéeven door de Brusselsche maetschappy *Vaderlandsliefde*, Brussel, Polak-Duvivier, 8°, 320 bl.

Hoofdzakelijk samengesteld uit stukken gericht tegen het spellingstelsel der koninklijke Taalcommissie. De meeste opstellen waren van P. BEHAEGEL.

576. Nationael tooneel. *Kunst- en Letter-Blad*, 1841, bl. 13, 18, 28, 33, 78, 103.

Bijzonderheden over de Vlaamsche tooneelvertooningen te Gent, als middel tot beschaving en verzedelijking des volks.

577. Vertoogschrift door het Geneeskundig Genootschap te Gent, aen den stedelijken raed, tegen een besluit van het Collegie van Curatoren van het Athenaeum te Gent. *Kunst- en Letter-Blad*, 1841, bl. 16.

Het College van Curatoren had in 1841 de leergangen voor het Hoogduitsch in de humaniora afgeschaft en enkel behouden in de beroepsklassen. Daartegen teekende het Geneeskundig Genootschap verzet aan, als voornaamste reden opgevende, « dat wy, Vlamingen, ons oog al te weinig nog naer het wetenschappelyk Duitschland wenden, en te veel in den kring blyven zweven van de Fransche beschaving, welke overigens met onzen aenleg tot diepdenkendheid weinig overeenkomt ».

578. Le Lion de Waterloo. *L'Émancipation*, 11 Januari 1841, nr 11.

Uittreksel uit het boek : *Mémoires d'une souris*, par J.-J. COOMANS (1 d. in-18, 1839, Périchon, Bergstraat, Brussel).

Stelling : Uit dankbaarheid jegens het broedervolk dat België bevrijdde in 1831, moeten de Belgen den Leeuw naar een museum overbrengen.

579. Une erreur de la presse française en ce qui concerne la Belgique. *L'Émancipation*, 11 Januari 1841, nr 11.

*Une erreur* enz. is de titel van eene te Parijs in 1840 verschenen brochure van den heer Chambelland, die ingaat tegen de geliefkoosde bijna dagelijks behandelde stelling der Fransche pers : « le peuple (de la

Belgique) n'aspire qu'au moment de se voir appelé à faire partie de la nation française, ainsi que cela fut sous la république et sous l'empire ». Hij raadt de geweldige inlijving af; immers : « la Belgique servira d'avant-garde (à la France) et en alliée fidèle et dévouée, ses drapeaux se joindront aux nôtres. Et si elle (la Belgique) ne combat point, sa neutralité couvrant nos frontières, pourra nous devenir plus utile que son entière coopération. »

580. Variétés politiques. De la Neutralité Belge. *L'Indépendant,* 13 Januari 1841, nr 13.

Dit uitgebreid en merkwaardig opstel over de Belgische onzijdigheid, verschenen in de *Revue Nationale*, werd destijds zeer besproken, inzonderheid door de Duitsche pers, den *Times* enz. enz.

« ... La franchise et la loyauté sont deux des premiers devoirs de notre politique... Elle a à s'interdire les hostilités secrètes, aussi bien que les prédilections exclusives. Belge envers la France, elle doit l'être tout autant envers l'Angleterre et l'Allemagne. Notre neutralité ne doit pas plus s'imprégner de germanisme que de gallomanie... »

581. **Robin.** — Feuilleton de *l'Indépendant,* (Brussel). 1 Maart 1841.

Uittreksel : « Une littérature ne sera possible en Belgique que lorsqu'il y aura un seul centre littéraire, un centre où les littérateurs de province se croiront forcés de venir faire confirmer leur gloire locale, et ce centre ne peut être que la capitale du royaume. Tant qu'il y aura une littérature gantoise, anversoise et montoise (et ce n'est pas une plaisanterie, ces quatre littératures existent), comment pourrait-il se former une littérature belge ? »

— Zie daarover het opstel van J.-F. W(ILLEMS), getiteld : *Over het centraliseeren der Belgische Letterkunde*, in het *Kunst- en Letter-Blad*, 1841, bl. 21 en 22.

582. Litterarische Avondstond. *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 17.

Verslag over dezen avondstond, of *soirée littéraire*, gegeven door den heer Rogier, minister van openbare werken, en waarop verscheidene Vlaamsche letterkundigen waren uitgenoodigd.

583. **E. R.** — Une soirée littéraire au ministère des travaux publics. *L'Indépendant,* 1 Maart 1841, nr 60.

« ... Quand nous sommes entrés, on finissait de lire dans le salon, un morceau en flamand. On se demandait à l'oreille : est-ce des vers? est-ce de la prose? ceux qui n'y avaient compris goutte, applaudissaient le plus. M. le ministre des travaux publics (Rogier) ne pouvait s'empêcher de partager les honneurs de la soirée entre la langue flamande et la langue française. Mais pour nous il est plus que jamais évident que la langue flamande, quoiqu'elle ait peut-être au fond un caractère plus national, n'est plus aujourd'hui la langue des personnes lettrées en Belgique;.. s'il y avait un seul centre littéraire, l'idiôme flamand resterait au rang qu'il doit inévitablement occuper dans la littérature belge; et les esprits distingués, de quelque province qu'ils fussent, trouveraient bien le moyen de donner à leurs ouvrages écrits en français un caractère aussi national; et ce ne serait pas un mince avantage; car chaque pas que la Belgique fait vers l'unité, c'est de la force qu'elle acquiert. Ainsi aujourd'hui, dans les villes flamandes, où la bonne société comprend le français, où cette langue tend tous les jours de plus en plus à se propager dans le peuple, il y a des hommes de mérite qui s'évertuent à rescusciter une langue sans avenir; si le centre littéraire existait, ils n'en feraient plus une question de nationalité... »

584. **B.-Z.-B. Zatwarnicki.** — Variétés politiques. Sur les alliances. (3e article). *L'Émancipation,* 7 Maart 1841, nr 66.

Uittreksel :

« ... L'Angleterre colonise, elle changerait terre et ciel en une colonie anglaise; la Russie détruit; la France seule fait des nations et des états civilisés. Voilà pourquoi aussi l'Angleterre est l'adversaire, la Russie l'ennemie naturelle de la France... Depuis dix ans la France ne songe à rien moins qu'à conquérir, elle en donne de nombreux exemples et l'on crie à son esprit de conquête; un peuple limitrophe, parlant sa langue, ayant sa religion et une grande analogie avec ses mœurs, s'offre à elle; la France dit : « Il faut que vous soyez un état indépendant. » Deux fois elle envoie son armée en Belgique, et dépense ses trésors en faveur de l'indépendance belge; cela n'empêche pas un ministre belge de crier à la tribune nationale *à l'esprit de conquête de la France,* et un grand nombre de Belges de le répéter après leur ministre; il y en a qui se sont élevés jusqu'à une sainte colère nationale, et qui ont écrit des livres en flamand, dans lesquels ils prêchent la haine contre la France conquérante. »

585. **E. R.** — Bruxelles en 1785. *L'Indépendant,* 15 Maart 1841, nr 74.

Opstel gewijd aan het boek : *Description de Bruxelles, par l'abbé de Mann,* 2 boekdeelen in 8°, Lemaire, Keizerinnestraat, 1785.

Uit de bespreking van den inhoud blijkt, dat de boekdrukkunst te

Brussel werd ingevoerd ten jare 1478, en dat het eerste *Fransch* blad er verscheen op 5 Januari 1651, bij W. Scheybals... De eerste *Vlaamsche* courant van Abraham Verhoeven zag het licht te Antwerpen in 1610.

586. E. — Littérature flamande. *L'Émancipation*, 25 Maart 1841, nr 84.

« On ne peut plus le nier, la littérature flamande a rompu les chaînes qui la tenaient captive. Brillant papillon, elle a brisé sa chrysalide et étendu librement ses ailes étincelantes. Comme le Phénix, elle renaît de ses cendres, elle se sent rajeunie et prête à prendre son essor. Qui l'arrêtera dans son vol? ... »

587. Instruction Moyenne. Subventions. Arrêté royal du 21 avril 1841. *Moniteur Belge*, 11 Mei 1841.

Bij voormeld koninklijk besluit worden door de Regeering toelagen verleend aan de navolgende gemeenten tot ondersteuning van hunne athenæa of colleges :

Nijvel : 2,000 fr., Doornik : 18,000 fr., Ath : 4,000 fr., Hoei : 1,500 fr., Herve : 1,000 fr., Aarlen : 4,000 fr., Bouillon : 2,000 fr., Virton : 3,000 fr., Namen : 20,500 fr., te zamen **56,000** fr.

Brugge : 10,000 fr., Hasselt : 2,000 fr., Tongeren : 1,500 fr., Beeringen : 1,500 fr., te zamen **15,000** fr.

Bij besluit van denzelfden datum worden verleend tot ondersteuning van de middelbare scholen, aan Verviers : 3,000 fr., Thuin : 3,000 fr., te zamen **6,000** fr.

Bij besluit van den 27n April 1841, tot ondersteuning van athenæa en colleges : aan Chimay : 1,500 fr.

Bij besluit van den 9n Mei 1841, met hetzelfde doel :

Luik : 6,500 fr., Dinant : 2,000 fr., Sint-Truiden : 2,000 fr., Brussel : 25,000 fr.

588. France et Belgique. Douanes. *L'Indépendant*, 2 Juli 1841, nr 183.

Logenstraft het nieuws, verschenen in l'*Industrie* (Luik), in *Mémorial de la Sambre*, *l'Émancipation*, en andere bladen, betreffende het sluiten van een tolverbond tusschen beide landen. Onder de door Frankrijk gestelde voorwaarden, wezen aangehaald :

... 2° Transfert de la ligne de douanes françaises à la frontière de Hollande et d'Allemagne ;

3° L'administration de cette ligne avec la nomination et la révocation du personnel laissées exclusivement à la France, qui veut par là s'assurer que ses intérêts ne seront pas lésés... »

... « Ce qui est vrai » — meldt *l'Indépendant*, — « c'est qu'on

s'occupe à Paris comme à Bruxelles, des moyens de resserrer les rapports commerciaux entre la Belgique et la France; mais quant à présent tout se réduit encore à des pourparlers, à de simples conversations... »

Een voorstel, strekkende tot het sluiten van handelsverdragen met bevriende mogendheden of van een tolverbond met Frankrijk of Duitschland, werd besproken in den provincialen raad van Oost-Vlaanderen den 8 Juli 1841. Het was onderteekend door de heeren Groverman, Van Huffel, Bossaert, Peeters enz. Het werd verzonden naar de koophandelskamer der provincie en naar de landbouw-commissie. (Zie *l'Indépendant*, 14 Juli 1841, nr 195) In zijn nr van 11 Juli 1841, nr 192, had dit blad zich verzet tegen dat voorstel : « Ses auteurs croient-ils qu'une réunion douanière avec la France soit possible?... Nous ne voulons pas leur supposer la pensée d'avoir voulu créer un embarras au gouvernement... Les questions qu'un tel projet soulève sont nombreuses; elles ne touchent pas seulement à tous les intérêts matériels du pays, elles se lient de plus intimement aux intérêts politiques; l'indépendance nationale même de la Belgique peut y être engagée... »

In zijn nr 216 van den 4 Augustus 1841, deelt *l'Indépendant* een uittreksel mede van de *Revue des Deux-Mondes* over het besproken tolverbond tusschen België en Frankrijk.

De *Revue* verklaart o. a. :

« Nous avons des raisons de croire que ce projet n'est jusqu'ici qu'une sorte de roman politique, et qu'il serait prématuré de le prendre au sérieux ».

589. De Moedertael in de laetste maenden. *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 37.

Waarin geklaagd wordt dat er aan de vertoogschriften, door duizenden handteekeningen bekrachtigd, geen gevolg gegeven wordt. Intusschen erkent de schrijver van het artikel dat, krachtens eene beslissing van minister Nothomb, in de prijskampen onder de gestichten van middelbaar onderwijs, het onderzoek over het Nederduitsch gelijk zal staan met dat over het Fransch. Deze eerste voldoening moet de Vlamingen aanwakkeren om eene algeheele rechtsherstelling te bekomen. « Willens of onwillens (zoo eindigt het artikel) moet men billyke eischen voldoen; regt en gezond verstand eindigen met gelyk te hebben ».

590. **Liedts, Minister van Binnenlandsche Zaken.** — Rondschrijven aan de Gouverneurs van de Vlaamsche provinciën, 20 October 1840. *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 63.

Uittreksel, volgens de vertaling van het *Kunst- en Letter-Blad* :

« De inwooners eener gemeente hebben onbetwistbaer het regt van te vragen, dat hunne gekozenen de zaken der gemeente verhandelen in de tale welke zy verstaen.

Gy zult dus niet alleen zorgen dat er nimmer eenig zedelyken dwang gebezigd worde, ten einde de gemeente-besturen in hunne acten of briefwisselingen zich eerder van de fransche dan van de nederduitsche tale bedienen; maer gy zult zelfs hun te verstaen geven, dat het staetsbestuer er geenszins belang by heeft, dat zy by voorkeur eene dier talen bezigen.

Gevolgentlyk zult gy de arrondissements-commissarissen aenmanen, opzichtelyk het gebruik in hunne briefwisselingen van 't fransch en vlaemsch, van zich te voegen naer den wensch der gemeente-besturen, welke voor den wensch der kiezers moet doorgaen. Gy zult hun insgelyks te kennen geven, dat het voegzaem is, wanneer zy regtstreeks aen iemand van hunne onderhoorigen schryven, de tael te gebruiken waervan de vrager zelf zich heeft bediend. »

## 591. Actes officiels. Moniteur du 11 juillet 1841. Instruction moyenne. Concours. (Arrêté du 8 juillet 1841).

« Vu l'art. 2 de l'arrêté royal du 21 avril 1841, portant institution d'un concours entre les établissements d'instruction moyenne du royaume...

Arrêté :

Art. 1r. Le concours aura lieu cette année sur les matières suivantes :

... 5° La composition flamande.

Art. 2. Prendront part au concours...

Les élèves les plus avancés dans l'étude de cette langue; ... »

« Les matières introduites dans le concours sont : *La trigonométrie, l'histoire du pays, la géographie et la langue flamande* ».

— Zie over de inrichting van die wedstrijden : *L'Indépendant*, 18 Juli 1841, nr 199.

## 592. Conseils provinciaux. Anvers. Séance du 9 juillet 1841. *L'Indépendant,* 14 Juli 1841, nr 195.

« M. Colins a déposé sur le bureau, dans la séance de ce jour, deux propositions qu'il développera mardi prochain.

L'une... a pour objet de faire décider par le conseil qu'à commencer du 1r août prochain, tous les arrêtés, résolutions, décisions émanant de la députation ou du Conseil provincial, l'exposé de la situation de la province, le projet du budget, les procès-verbaux des séances du Conseil et de la députation etc., soient traduits en flamand. »

## 593. Conseils provinciaux. Anvers. Séance du 13 juillet 1841. *L'Indépendant,* 21 Juli 1841, nr 202.

De heer gouverneur (*de Brouckere*) betreurt het voorstel van den heer Colins betreffende het Vlaamsch, « parce qu'elle tend à entretenir des dissentions funestes entre les diverses provinces ». — Hij geeft uitleggingen over hetgeen gedaan is geworden om van de Regeering te verkrijgen dat

door deze geene Vlaamschonkundige beambten worden aangesteld. Tegen het gebruik van het Fransch is er dit jaar geene enkele klacht vernomen. Hij beschouwt het voorstel als « intempestif et ne pouvant recevoir la sanction du conseil ».

De heer *Colins* verdedigt zijn voorstel : « il est temps que l'on agisse énergiquement et que l'on obtienne justice en faveur de la langue nationale ».

« M. le *Gouverneur*. Je déclare que je ne considérerai pas le rejet de la prise en considération comme une preuve de la satisfaction du Conseil pour ce qui a été fait; au contraire, je considérerai ce vote comme lui imposant des nouvelles obligations pour poursuivre mes démarches afin que droit soit fait à tous les griefs exposés par M. Colins.

M. *Diercxsens* demande qu'acte soit pris de la déclaration de M. le Gouverneur.

La prise en considération est alors mise aux voix et rejetée par 33 voix contre 4.

## 594. Conseils provinciaux. Hainaut. Séance du 15 juillet 1841. *L'Indépendant,* 21 Juli 1841, nr 202.

De heer *Castiau* teekent verzet aan tegen de beslissing van den Antwerpschen provincie-raad betreffende het niet meer benoemen, in de provincie Antwerpen, van provinciale beambten die het Vlaamsch niet machtig zijn. Hij verlangt dat de Regeering die beslissing ongeldig make.

« Cette résolution, ajoute-t-il, est tellement attentatoire aux droits des habitants du Hainaut, elle contient une provocation si directe, que j'avais cru d'abord qu'il était de notre dignité d'accepter le défi, et d'y répondre par des représailles et des exclusions, et dans tous les cas, de s'adresser au pouvoir législatif pour en provoquer l'annulation.

Cette résolution qui violait la constitution, la loi, l'intérêt général, et qui constituait un grave abus de pouvoir, n'était-elle pas entachée de nullités radicales?

Elle violait la constitution, car le principe constitutionnel qui domine tous les autres, c'est l'égalité des citoyens devant la loi et leur admissibilité aux fonctions publiques dans tous le pays. L'obligation de parler une langue étrangère a évidemment pour effet de frapper d'incapacité politique tous les habitants des provinces méridionales. Peu importe que l'obligation soit restreinte aux fonctions qui établissent les rapports avec les habitants. Cette restriction est dérisoire, puisque ces rapports sont le résultat inévitable de l'exercice de toutes les fonctions publiques, quelles qu'elles soient.

... Il s'agit de l'intérêt collectif, de cinq provinces et des droits de la majorité des Belges, qui ont été méconnus et violés. C'est bien là l'intérêt général. N'est-il pas, en outre, atteint au cœur par une mesure qui isole les provinces, qui divise le territoire, et qui doit agiter les populations?

... Il se contentera de proposer une adresse aux Chambres pour demander, qu'en exécution de l'art. 23 de la constitution, on s'occupe enfin de la loi qui doit régler l'emploi des langues.

Cette loi est aujourd'hui de la plus impérieuse urgence, si l'on veut prévenir des divisions et des haines entre les diverses provinces du pays.

Si cette loi se faisait encore attendre trop longtemps, il faudrait nécessairement en revenir à l'annulation de l'arrêté du Conseil provincial d'Anvers, car le Hainaut ne peut rester indéfiniment sous le poids d'une sorte de dégradation civique ».

L'urgence est déclarée et la discussion est ouverte.

M. le *Gouverneur*. C'est un grand malheur qu'il y ait deux langues dans le pays... Les Flamands tiennent à leur langue, elle a résisté au régime autrichien, aux Français, aux Hollandais; mais on l'a persécutée et proscrite. On écrivait en français dans les communes où personne ne comprenait cette langue.

Je n'entends pas justifier la décision prise à Anvers; mais ce n'est pas une raison pour attaquer le conseil provincial d'Anvers. Du reste, la proposition de M. Castiau est empreinte de modération; cependant il me semble qu'elle serait plus modérée encore si l'on en retranchait les considérants. Au surplus, il est probable que bientôt il y aura une loi sur l'emploi des langues.

M. *Castiau*. Mon désir est d'éviter des discussions passionnées et d'obtenir en faveur de ma proposition l'unanimité des suffrages. Puisqu'on me propose une nouvelle concession, je l'accepterai sans répugnance. J'adopte donc la suppression des considérants et du 2e article de la proposition qui reste ainsi conçue :

« La députation permanente est chargée de transmettre immédiate-
« ment au gouvernement et aux chambres l'expression du vœu du Conseil
« provincial, de voir régler par une loi ce qui est relatif à l'emploi des
« langues. »

Personne ne demande plus la parole, la proposition de M. Castiau est mise aux voix et adoptée à l'unanimité de 50 voix. »

## 595. Conseils provinciaux. Anvers. Séance du 24 juillet 1841. *L'Indépendant,* 31 Juli 1841, nr 212.

Bespreking der begrooting.

« M. *le Gouverneur* s'est engagé vis-à-vis du Conseil à faire traduire en flamand, autant que possible, le résumé des procès-verbaux des séances de la députation, celui des comptes provinciaux, ainsi que le budget.

Cet engagement a remplacé la proposition faite par M. Colins, tendant à faire traduire dorénavant l'exposé, les procès-verbaux du Conseil et de la députation, et en général tous les arrêtés et ordonnances émanant de l'administration provinciale.

M. *Colins* ayant néanmoins proposé l'allocation au budget de la province d'une somme de 1500 fr., pour traduction en flamand de l'exposé administratif, le Conseil a rejeté sa proposition par 27 voix contre 16. »

## 596. Provincie-raad van Antwerpen. Voorstel Colins. *Kunst- en Letter-Blad,* bl. 68.

Het voorstel, strekkende tot het drukken, in de beide landstalen, van « alle acten van de provincie uitgaende, zoo als budjetten, rekeningen, rapporten, processen-verbae. van de werkzaemheden van de permanente commisie, enz. », wordt aangenomen.

597. Quaterly-Review. *L'Émancipation*, 15 Augustus 1841, nr 225.

Tegen het Engelsch tijdschrift, dat een heftig artikel tegen België bevat.

« ... La Belgique, dites vous, est une nation sans nationalité; — et pourquoi?... La Belgique serait-elle, selon vous, une nation sans nationalité parce qu'on y parle plusieurs idiômes? — Mais se sert-on d'une seule langue dans les trois royaumes-unis? N'y-a-t-il pas plus de différence entre l'anglais, l'écossais et l'irlandais, qu'entre le flamand et le wallon?

Vous ne contestez pas la nationalité de la Suisse, et cependant les moeurs et les idiômes des divers cantons varient à l'infini : ici l'aristocratie, là, la démocratie: d'un côté la langue française, de l'autre la langue allemande, ailleurs la langue italienne... »

598. Victor Jolly. — Les Maroiles et les Maroiliens. *L'Émancipation*, 22 Augustus 1841, nr 234.

« ... Le Maroilien n'est ni Français, ni Flamand, ni Wallon, tout en tenant cependant de cette triple origine dont on retrouve les traces dans son langage, vraie mosaïque de vocables empruntés à toutes les dominations qui ont pesé sur la Belgique, y compris l'Espagne dont il a gardé une foule de mots. Le Maroilien se distingue de l'habitant des autres quartiers de la ville (de Bruxelles) par son affection pour son langage; il ne parlera flamand qu'à son corps défendant et croirait déroger si on lui faisait l'insulte de le prendre pour un Français .. »

599. Tribunal de Commerce. *L'Indépendant*, 16 September 1841, nr 259.

« Lundi, à l'audience du tribunal de commerce de Bruxelles, un incident sans précédents s'est présenté. Un jeune homme, fondé de pouvoirs d'une partie, a demandé à s'expliquer en langue flamande. Non-seulement cette faculté lui a été à l'instant octroyée par le tribunal, mais son adversaire, l'un des avocats les plus distingués de notre barreau, M. Allard, s'est empressé d'accepter le combat sur ce terrain neuf pour lui, et a plaidé son affaire dans la langue choisie par son antagoniste. »

600. Enseignement moyen. Concours général. Distribution des prix. *L'Indépendant*, 27 en 28 September 1841, nr 270 en 271.

Uit het verslag van den heer Alvin, afdeelingshoofd van den dienst van het onderwijs, Ministerie van Binnenlandsche Zaken, dat voorgelezen werd op de plechtige prijsuitdeeling, 25 September 1841, in den Augustijnen tempel te Brussel :

« L'introduction de cette dernière (la langue flamande) n'a pas besoin de justification, le gouvernement a cru de son devoir de constater, dans les collèges, l'état de l'enseignement de la langue maternelle de la moitié au moins des provinces belges. »

« ... Quant à la langue flamande, on a proposé deux matières, l'une très facile et l'autre en rapport avec les exercices des classes littéraires supérieures, et l'on a laissé au professeur le soin de désigner lui-même celle des deux matières que traiteraient ses élèves.

« 45 concurrents ont traité le sujet le plus difficile, seize élèves seulement ont choisi l'autre.

Et chose fort remarquable, le deuxième prix de la classe inférieure est remporté par un élève né dans une ville wallonne et fréquentant un athénée du Hainaut.

« ... La troisième section a jugé le concours de la langue flamande, et les réponses à la question de géographie; elle se composait de :

MM. le Chanoine David...; Willems, membre de l'Académie royale...; et Schwartz, professeur à l'Université de Liège.

La section a déclaré, en ce qui concerne la langue flamande, que le travail des élèves a de beaucoup dépassé son attente.

Il est à remarquer que dans ce jugement l'on a fait abstraction complète des différents systèmes d'orthographe qui divisent encore les littérateurs flamands.

In de hoogste klasse behaalden voor het Vlaamsch :

1ste prijs : Edmond Willequet; 3de prijs : Aldolf Sunaert, beiden uit Gent en leerlingen van den heer Allewaert; 2de prijs : Frans Rollé, uit St-Truiden, leerling van den heer Debruyn.

601. **Dr. Firmenich.** — Brief uit Berlijn aan *De Tael is gantsch het volk,* tot verzoek om medewerking der Vlamingen aan *Germaniens Volkerstimmen. Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 75 en 76.

« Alle Duitschers (schrijft Dr FIRMENICH in dezen brief) wenschen van harte dat de schoone strevingen der Vlamingen met het beste gevolg gekroond worden mogen, te meer, dewyl wy het verdringen hunner spraek van hunnen geboortegrond als eene onregtvaerdige aenmatiging van wege de ingedrongen vreemde spraek aenzien. »

602. Maetschappy van Vlaemsche Letteroefening onder kenspreuk : *De Tael is gantsch het Volk,* te Gent. Verslag over den toestand der Maet-

schappy, gedurende het bestuerjaer 1840-1841, gedaen in Zitting van den 5 Mei 1841. Gent, D.-J. Vanderhaeghen-Hulin, 13 bl.

« Voor elkeen die helder zien wil, kan het geen geheim wezen wat de Tael in aenzien heeft gewonnen sedert dat Maetschappyen van Tael- en Letterkunde op nieuw zich op belgischen bodem hebben vertoond. Inderdaad, het is sedert dat in Gent, Antwerpen en elders vereenigingen van dien aerd zyn tot stand gebragt, het is sedert 1836 dat de zake van de Tael hare overwinning heeft laten voorspellen. Onze Maetschappy mag er roem op dragen het hare te hebben toegebragt, om dat heilig vuer te helpen aensteken, waervan wy thans de koesterende vlam over de grootste oppervlakte van vlaemsch Belgie zien verbreid. Het is door werkzaemheid van binnen, en met in onderscheidene plaetsen des Lands de mannen, die zy wist aen Tael en volkswaerde verknocht, zich aen te sluiten, dat zy krachtdadig medegeholpen heeft, om het vertrouwen op te wekken voor eene zaek, welke aen de yverigste voorstaenders schier hopeloos scheen. Wie de Maetschappy by hare oprigting gekend heeft, kon zekerlyk toen niet vermoeden, dat vier jaren later de volksgeest zoodanig zou zyn verbeterd, dat geheel de natie beantwoorden zou aen de oproeping, als 't ware, uit haren boezem gerezen. Er valt geen twyfel aen, of de kracht der maetschappyen heeft kracht aen de goede zaek gegeven, en onzen invloed zyn wy niet aen vreemde omstandigheden verschuldigd : althans het gunstige standpunt, waerop onze Maetschappy staet, is enkel het gevolg der werkzaemheden in haren boezem verrigt ».

Gent, den 5 Mei 1841.

*De Voorzitter,*
F.-A. SNELLAERT.
*De Bestuer-Leden,*
F. RENS, PH. BLOMMAERT. »

603. **C.-P. Serrure.** — De Gallomanie ook eertijds by de Engelschen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 81.

Mededeeling van een puntdicht, opgesteld door den beroemden kanselier van Engeland, THOMAS MOORE, tegen de Franschdolheid van sommige zijner landgenooten.

604. Gentsch Athenæum. *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 83.

« In het Atheneum van Gent is de verordening ten opzichte der studie van 't Nederduitsch gelukkiglyk gewyzigd. Het onderwys onzer Moedertael is er thans verdeeld in drie klassen, welke de leerling volgt, niet volgens zyne kennissen in de wiskunde, gelyk dit tot nu plaets greep, maer volgens zyne kennissen in de Tael zelve.

Zonderling, evenwel, mag het heeten, dat sedert een vyftal jaren de leerlingen van Poësis en Rhetorica geen onderwys meer erlangen in de

Nationale Tael, en dus noch nederduitsche prosodia, noch de regels van versificatie kunnen magtig worden. Hierin staet het Gentsch Athenæum verre ten achteren by Rousselaere en Thielt, waer men niet gedoogt dat de leerling gedurende twee jaren vergeten zal, wat hy vroeger heeft aengeleerd. »

605. Die Grenzboten, Blätter für Deutschland und Belgien, zur Vermittlung ihrer gegenseitigen Interessen. Brussel, 8°.

« Deze *Revue* zal het zich tot eene hoofdzaek maken, over de beweging en (den) voortgang der Vlaemsche literatuer, regelmatige berigten aen het spraekverwante Duitschland over te dragen ».

Uit eenen brief van den hoofdopsteller J. KURANDA, phil. Dr. te Brussel, aan het *Kunst- en Letterblad* te Gent, 1841, bl. 84, ook opgenomen in *De Noordstar*, 1841, 2° deel, bl. 190.

606. **Bormans** (J.-H.). — Verslag over de verhandelingen, ingekomen bij het staetsbestuer van Belgie, ten gevolge der taelkundige prijsvraeg van den 6 September 1836, uitgegeven op last der commissie benoemd om dezelve verhandelingen te beoordeelen. Gent, Annoot-Braeckman, 1841, 8°, VII en 644 bl.

De schrijvers der beoordeelde verhandelingen waren : P. N... te Ieperen, R. de J. onderwijzer te L., F. C. te St. G., J. J. H. te R., J. J. B. te H., T. v. L., lid der provinciale geneeskundige commissie, te B., P. te G., J. W. te R., J. J. M., privaat-onderwijzer te L., Pr. van Duyse, Bebaegel en Mussely-Boudewyn.

607. Littérature flamande. Rapport de M. Bormans. *Revue de Bruxelles*, Juli 1841, bl. 104-124.

Merkwaardig artikel, waarin BORMAN's *Verslag* geheeten wordt « l'ouvrage le plus remarquable de la philologie moderne ». Het bevat verder een overzicht van wat er op 't gebied der Vlaamsche letterkunde verschenen is sedert 1836, « l'année qui peut être regardée comme la grande ère de résurrection de la littérature flamande... En publiant ce relevé des ouvrages qui ont paru depuis quelque temps, nous avons voulu uniquement constater le mouvement de la littérature flamande sans attendre approuver complètement l'esprit dans lequel quelques-uns de ces ouvrages sont écrits. Nous aimons à proclamer que la presque généralité de ces publications est exempte de tout reproche; mais dans l'intérêt

même de ceux qui rêvent aux provinces flamandes un bel avenir littéraire nous signalons les dangers que le voisinage de l'école romantique de France nous présente, dangers que l'on n'a pas toujours su éviter. Il serait vraiment étrange que ces mêmes écrivains qui dénonçaient au pays la funeste invasion des idées françaises, se plussent à prouver par leurs œuvres qu'ils en subissent eux-mêmes l'influence corruptrice. La renaissance de la littérature flamande est regardée à bon droit comme une garantie de nationalité, comme une barrière destinée à préserver nos populations morales des provinces flamandes du contact du dévergondage parisien; et quelques jeunes écrivains seraient assez inconséquents pour faire servir la langue flamande de moyen de propagation de ces mêmes principes irréligieux et immoraux... »

608. **Willems** (J.), **David** (J.). — Omschryfbrief van het Bestuer der Maetschappy tot bevordering der Nederduitsche Tael- en Letterkunde te Brussel, aen de leden dier Maetschappy. Brussel, 2 September 1841. *De Middelaer,* 1841-1842, bl. 50-53.

Uitnoodiging tot het bijwonen eener algemeene vergadering, op Zaterdag 23 October 1841, in het paleis der Hoogeschool te Gent, tot bespreking van de taalregels, door de Commissie in 1839 voorgesteld.

609. Spelling. Vergadering der Vlaemsche Taelkundigen (op aenvraeg van den heer Gouverneur van Antwerpen) in de directiezael der Akademie, ten einde te beraedslagen over de acht voorstellen der koninglyke Taelcommissie, den 11n October 1841. *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 87.

Zie over het in deze vergadering verhandelde, eene protestatie uit Antwerpen, opgenomen in het *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 99. De groote leider der Antwerpsche taalprotestanten schijnt, volgens het blad, de heer Janssens, drukker van het Woordenboek van meester Desroches, geweest te zijn.

610. Académie royale de Bruxelles. Wensch tot inrichting eener klasse van Vlaemsche Letterkunde bij de aangekondigde herinrichting der Academie. *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 88.

Reeds in 1839 was er spraak geweest eene *section flamande* bij de Brusselsche Academie op te richten, doch dit ontwerp bleef, evenals de stichting eener Vlaamsche Academie, zonder gevolg. — Zie : *Brieven van Jan-Frans Willems,* bl. 158 en 161.

611. Taelcongres en Vlaemsche feest. *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 89-91.

« Deze Vlaemsche feest (zegt het *Kunst- en Letter-Blad*) is de grootste zegeprael, welke onze beweging tot nog toe behaeld heeft : Zy is het Waterloo van 't Vlaemsch Verbond ».

612. Een Vlaemsch Feest te Thielt. Redevoering van den heer Van den Berghe. *Kunst- en Letter-Blad,* 1841, bl. 102.

Deze redevoering is een warm pleidooi voor de moedertaal en bevat zeer nuttige wenken tot het zuiver spreken der taal, over het in eere houden der taal, het verbond tusschen haar en 't vaderland enz. enz.

613. **Goethals (Louis).** — Quelques réflexions sur le pétitionnement en faveur de la langue flamande. Bruxelles, Périchon, 8°, 48 bl.

De schrijver dezer brochure (een student aan de Hoogeschool van Loven) valt uit tegen het petitionnement voor de herstelling der Vlaamsche taalrechten en raadt de regeering aan alles in 't *statu quo* te laten.

614. **J. P.** — Brief over den spellingstwist. *De Middelaer,* 1841-1842, bl. 27-37.

De schrijver van dezen brief onderzoekt de verschillende voorgestelde spellingstelsels en verklaart zich ten gunste van dat der commissie.

615. **J.** — Brief aen den Redakteur van den Middelaer. *De Middelaer,* 1841-1842, bl. 46.

« De benoeming van Fr. Bôn, als professor aen het koninklijk Atheneum van Brussel, heeft by de meeste beoefenaers der Vlaemsche tael en letterkunde een pynlyk gevoel verwekt... » — « De heer Bôn (schreef P. F. van Kerckhoven, in het voorbericht van *De Noordstar,* 1841, 2e deel) is bekend door eene *Grammaire,* welke hy op die van den heer R. Van der Pyl, taelmeester te Dordrecht, gecopieerd heeft, zorg hebbende nogtans dit aen het publiek niet te doen weten, en nog minder aen den koning, aen wie hy die schoone letterdievery heeft durven opdragen. » De bestuurder van genoemd tijdschrift heet hem een « volkomen *weet-niet* in het punt der tael. » Ook Behaegel krijgt in hetzelfde voorwoord, om zijnen « verwaenden hoogmoed », van de plak en de roede.

616. **Delgeur (Leo).** — Dorisch en Iönisch. Hollandsch en Vlaemsch. *De Middelaer,* 1841-1842, bl. 174-184.

« Het voorwerp dezer verhandeling (zegt schrijver) is te bewijzen dat Hollandsch en Vlaemsch slechts dialekten zijn van eene en dezelfde tael, evenals het Aeolo-Dorisch en het Iöno-Attisch dat eens van het Grieksch waren ».

617. Brief uit Brussel aen de Lezers van den Middelaer. *De Middelaer,* 1841-1842, bl. 218-222.

Dit opstel is geteekend : « *Een Brabander*, vriend der Vlamingen, maer niet van 't bastaerdvlaemsch. »

618. **Serrure (C.-P.).** — Over de inrichting en samenstelling van een algemeen nederduitsch woordenboek. *De Middelaer,* 1841-1842, bl. 277-286.

« Thans, dat men de eenheid van spelling bekomen heeft, moet men verder gaen en ook de eenheid van tael, der geschrevene tael, wel te verstaen, door al de Nederduitsch sprekende gewesten van Belgie betrachten. » Om dit doel te bereiken kent schrijver geen gepaster middel dan de uitgave van een *Algemeen Woordenboek.*

Reeds in 1838 hadden Willems en David, in hunnen wensch en ontwerp tot het stichten eener Nederduitsche Academie, de nuttigheid van zulk Woordenboek doen uitschijnen.

619. **Van Goor (F.)**, Inspecteur der belastingen te Roermond. — De beoefening der Vlaamsche tael. *De Middelaer,* 1841-1842, bl. 551-569.

De schrijver stelt zich voor te betoonen « dat de fransche taal, in gelijkvormigheid, niet zoo geheel van de Nederduitsche verwijderd is als doorgaans wordt ondersteld; dat de Fransche taal, in weerwil harer voortreffelijkheid, de nederduitsche niet ontberen kan; dat zij deze moet raadplegen, hare dienst moet inroepen en dat derhalve de beoefening van deze, voor hare beoefening, eene wezenlijke behoefte uitmaakt ». Het beloofde vervolg van dit betoog bleef achterwege.

620. **Bôn (Fr.).** — Démonstration de la supériorité du système linguistique belge sur le néerlandais, ou orthographe de la soi-disant commission royale. Bruxelles, M. E. Rampelbergh, 8°, 12 bl.

621. **De Cloet (J.-J.)**, instituteur du jeune duc de B*. — Essai sur les langues française et nationale. Supériorité de celle-ci sur la première. Tirlemont, De Wilde, 16, 52 bl.

Herdruk van een ten jare 1820 in den *Spectateur Belge* te Brugge verschenen werkje, dat (zegde het *Kunst- en Letter-Blad*), op elke bladzijde den stempel draagt van onpartijdigheid en gezond oordeel.
— Zie nr 71.

622. **J.-F. Willems.** — Brief aen professor Bormans, over de tweeklanken *ij* en *uu*. Gent, Gyselynck, 8°, 24 bl. *Belgisch Museum*, 1841, bl. 232.

623. **Ondereet (Karel).** — De Gallomanie of de verfranschte Belg. Oorspronkelyk vaudeville in één bedryf, voor de eerste mael te Gent vertoond den 11 July 1841. Gent, H. Hoste, 18°, 51 bl.

624. **Rosseels (Emm.).** — De verfranschte landmeisjes, oorspronkelyk blyspel met zang in één bedryf. Antwerpen, gebroeders De Wever, 18°, 54 bl.

625. **Peurette, abbé.** — De la fausseté des principes émis par M. Van Bommel, évêque de Liége, et les organes du parti rétrograde. Bruxelles, De Mat, 8°, 162 bl.

Zie daarover : SNELLAERT, in zijn *Taelcongres en Vlaemsch Feest*, 1842, bl. 10.

626. **Van Kerckhoven (P.-Fr.).** — Vlaemsche tael. *De Noordstar*, 1841, 2e deel, bl. 81-90.

De schrijver bespreekt den toestand, in taalopzicht, der Vlaamsche gewesten, sedert 1830, en wederlegt in het bijzonder den heer Castiau, die in eene zitting van den provincialen raad van Henegouw de Vlamingen als twistzoekers en wetbrekers afschilderde, omdat zij eischen durfden dat de ambtenaren in hunne diensten moesten bekend zijn met de taal der bevolking. « Zoo het staetsbestuer aen de Vlamingen geen recht laet wedervaren, zal het vraegpunt der taelgrieven in 1832 levendiger dan ooit worden behandeld. »

627. Taelcongres te Gent. Aenmerkingen op het derde voorstel van de beslissing der Commissie. Redevoering, uitgesproken door den Heer DE LAET,

afgezant der Antwerpsche Rederykkamer, by het Taelcongres te Gent, den 23 October 1841. *De Noordstar,* 1841, 2e deel, bl. 230-237.

628. **P. F. V. K.** — Taelcongres en Vlaemsch feest, te Gent gevierd den 23 en 24 der maand October 1841. *De Noordstar,* 2e jaer, II, 1841, 278-280.

Korte bespreking van het Taalcongres en het daarop gevolgd feest, van welke «de beste uitslagen voor de Vlaamsche zaak te verwachten zijn.»

629. **J. D(avid).** — Het Taelcongres te Gent. *De Middelaer,* 1841-1842, 94-97.

Handelt over de uitspraak van het Congres nopens de spelling, « welke iedereen, ter wille der eenheid, thans verzocht wordt te volgen. »

630. Société Littéraire Gantoise. *L'Émancipation,* 1 October 1841, nr 12.

Cours d'Instruction. — Programme des Études. — *Cours de littérature française* par M. le professeur La Grue, et *Leçons de langue française* par le même professeur. — Rétributions de 75 centimes... pour frais de matériel. Le Président P. Dufroy, le Secrétaire L. Maere.

631. Ministère des Finances. *L'Indépendant,* 2 October 1841, nr 275.

« M. le Ministre des Finances a adressé le 27 septembre (1841) la circulaire suivante aux chefs des administrations de son département :

« Il est à ma connaissance que les fonctionnaires et agents du département des Finances dans les localités où la langue flamande est en usage, ont assez généralement le soin de faire les publications dont ils sont chargés en y joignant une traduction flamande.

« Dans la vue de prévenir toute incertitude sur leurs obligations à cet égard, je crois devoir vous faire connaître que j'ai arrêté comme une règle obligatoire pour eux, que les arrêtés, décisions et annonces de toute espèce concernant le département des finances et destinés à être affichés, devront être publiés dans les deux langues dans les provinces d'Anvers, de la Flandre Orientale et de la Flandre occidentale, ainsi que dans les parties des provinces de Limbourg et de Brabant où la langue flamande est la plus usitée.

En conséquence, vous voudrez bien veiller à ce que les fonctionnaires et agents placés sous votre direction se conforment exactement à cette règle, et me rendre compte des infractions qui vous seraient signalées. »

Die Minister van Financiën was de heer Smits, volksvertegenwoordiger voor Antwerpen, die in 1841, bij de kamerverkiezing, 654 stemmen bekwam op 671 uitgebrachte stemmen (zie *l'Indépendant*, 2 September 1841, nr 245).

632. *Journal d'Anvers,* 12. October 1841.

Verslag over de vergadering belegd door den heer Gouverneur om te beraadslagen over de spelling der taal. Op 72 uitgenoodigden waren er 43 opgekomen. Voorzitter Fr. Verdussen; secretaris H. Conscience.

« Tout le monde a pu remarquer dans cette réunion, que la plus grande modération a constamment présidé aux discussions en sens contraire, et que, en opposition à ce qui se pratique ordinairement dans nos assemblées délibérantes, il n'a pas été prononcé la moindre parole d'aigreur, bien qu'en pareilles questions l'amour-propre soit ordinairement très-prompt à s'irriter. »

633. Quelques mots en faveur de la contrefaçon. Bruxelles, chez tous les libraires, 36 bl., 18°.

Zie daarover het feuilleton van E. R. in *l'Indépendant*, 18 October 1841, nr 291.

634. **D. G.** -- Over het verryzen der moederlyke tael in Oost-Vlaenderen. *Gazette van Gend,* 20 October 1841.

Pleit voornamelijk voor het beoefenen der vaderlandsche tooneelkunst.

635. Fête flamande à Gand. *L'Émancipation,* 26 October 1841, nr 299.

Verslag over het Vlaamsch Feest van 24 October 1841.

636. Gand. Grande fête flamande. *L'Indépendant,* 27 October 1841, nr 300.

Brief uit Gent : verslag over hoogergemeld Vlaamsch feest.

« M. Willems qui, à tant de titres, occupait le fauteuil, prononça un discours sur les droits de la langue flamande : en traitant ce sujet il était sur son terrain et parlait en maître. »

... « Un des toasts qui causa le plus d'enthousiasme fut celui que M. Willems porta à l'union des littérateurs flamands et wallons. M. le baron de Reiffenberg, dans une chaleureuse improvisation, répondit à cet appel ; il dit que flamands et wallons ne sont animés que d'une

seule pensée, qu'ils repoussaient une nationalité mutilée, et voulaient que la Belgique marchât à ses nobles destinées avec la plénitude de ses ressources et de ses facultés. A ce discours rapide et d'une émotion communicative, il joignit des vers également improvisés, ... et finit par ceux-ci :

Au sein de l'union, sans trouble, sans envie,
Nous avons un seul cœur pour aimer la patrie
Et deux lyres pour la chanter.

Il est difficile de se représenter le mouvement électrique que ces mots si vrais et si justes excitèrent... »

## 637. Congrès linguistique. Spelling. *L'Indépendant*, 23 October 1841, nr 301.

Beknopt verslag over het Taalcongres gehouden te Gent.

« M. le professeur Borremans (*sic*), rapporteur de la commission, s'est distingué dans (les) différentes discussions par la profondeur de ses études et de ses connaissances étendues de la langue de nos pères. »

## 638. **Van Boekel (C.-H.).** — Vlaemsch feest. Taelcongres van Zaterdag 23 October 1841. *Den Vaderlander*, 29 en 31 October en 10 November 1841.

Korte uiteenzetting der spellingquæstie en hare geschiedenis.

Met een verslag der feesten ter gelegenheid van de samenkomst der maatschappijen van Nederlandsche letterkunde van Brussel, Gent, Antwerpen, Brugge en Leuven.

## 639. Revue des Journaux. *L'Indépendant*, 2, 3 en 4 November 1841, nr 306, 307 en 308.

Over de mislukte samenzwering van Vander Smissen en consoorten : *Conspiration orangiste*. Daarover schrijft o. a. *L'Éclaireur* (Namen) :

« Il y a plus d'un mois qu'on a parlé d'un mouvement militaire et orangiste (qui) à ce qu'il paraît, ... devait éclater à Bruxelles. Beaucoup de personnes qui refusaient de croire à ces bruits, à raison de leur absurdité, auront été singulièrement surprises en apprenant les nouvelles de la capitale.

Quant à nous, nous avons été d'avis, du moment qu'on a cherché à se rapprocher commercialement de la France, qu'on ferait l'impossible pour susciter des troubles en Belgique... »

En het *Handelsblad* (Amsterdam), vertaling in *l'Indépendant*, nr 308 :

« Il faut... que des voix s'élèvent en Hollande pour déclarer que rien ne rencontre dans ce pays moins de sympathie que ces honteux complots, qui ne sont pas moins dirigés contre le bonheur de la Néerlande que contre le repos de la Belgique. Il est utile de déclarer que l'opinion de M. Luzac contre toute réunion, sous quelque forme que ce soit, est inscrite non seulement dans les traités qui sont passés en droit politique européen, mais aussi dans le cœur de tous les Neérlandais honnêtes. »

*L'Écho du Luxembourg* (nr 310 van *l'Indépendant*) :

« Une restauration en Belgique, c'était le signal d'une révolution en Hollande, et jusqu'à ce jour les révolutions n'ont pas été si favorables à la maison d'Orange pour qu'on puisse croire qu'elle oserait de nouveau s'y engager.

Une restauration serait donc repoussée simultanément en Belgique, en Hollande, et par la maison d'Orange elle-même. »

In de *Revue Politique* van *l'Indépendant*, 9 November, nr 313, staat aangeteekend :

« Les journaux hollandais continuent de s'élever avec énergie contre le complot. Le *Handelsblad* dit à propos du discours prononcé par le ministre des affaires étrangères dans la discussion du budget, que M. Van Kattendycke a exprimé le sentiment de toute la Néerlande, en qualifiant l'entreprise de quelques brouillons en Belgique, comme un acte insensé. »

Verder haalt *l'Indépendant* (10 November 1841, nr 314) de woorden aan, welke de Nederlandsche Minister van Buitenlandsche zaken uitsprak in de Staten-Generaal. Zij betroffen den heer Falck, Nederland's gezant te Brussel, die het *Vlaemsch Feest* te Gent had bijgewoond :

« Il est d'un bien plus haut intérêt encore pour les Pays-Bas d'avoir, quant à présent, un envoyé près de la Belgique, état limitrophe, et il est d'un grand poids d'y avoir confié cette mission à l'homme d'état qui nous y représente si dignement, près de cette Belgique avec laquelle nous vivons en bonne intelligence, en pacifiques voisins, depuis le traité conclu avec elle le 19 avril 1839, par lequel les Pays-Bas en sont séparés politiquement; près de cette Belgique dont le repos, qui a manqué, ces jours-ci, d'être troublé par une entreprise des plus insensées, nous importe à un si haut degré. »

## 640. Les Croquignoles, pamphlet mensuel par Karel Reynaert (Victor Joly), November 1841.

Over het eerste nummer dezer uitgave, eene nabootsing van de destijds verschijnende « Guêpes » van Alphonse Karr, zie *Feuilleton de l'Indépendant*, 8 November 1841, nr 132, en onderteekend E. R.

5e kolom : « ... Parmi les bonnes et franches plaisanteries qui abondent dans ce petit livre, nous en citerons une que nous n'aurions pas osé faire, de peur d'être accusé de parler de ce que nous n'entendons pas, mais qui sera venue sans doute, moins la forme, à plus d'un de nos lecteurs. Il s'agit de l'orthographe de la langue flamande que tout l'esprit des littérateurs de Bruges, de Gand et d'Anvers réunis, n'est point encore parvenu à fixer.

« L'Académie flamande (dit l'auteur, qui a pris le nom de Karel Reynaert), qui s'est chargée du soin d'épurer la langue et de la ramener à ses vraies règles, devrait bien se hâter un peu, car au point où elle en est, elle ne sait pas encore s'il faut écrire *de* ou *den*; et le moyen de se servir d'une langue qui en est encore, comme Jocrisse, à ignorer si elle sera *mon oncle* ou *ma tante*. » Il est impossible de plaisanter plus gaiment les travaux louables, mais puérils peut-être, de ces Académies flamandes qui voulant s'opposer à une langue qu'elles traitent d'étrangère le seul idiôme naturel à les entendre, en sont restées, comme M. Jourdain, à la philosophie des voyelles, et ne se sont pas accordées seulement sur la lettre en plus ou moins qu'il faut donner aux articles. Car ce qu'il y a de plus curieux dans cette querelle gallophobe, c'est qu'aussitôt qu'un congrès de philologues décide même l'adoption d'un trait d'union, voilà qu'il s'élève mille cris de haro du fond des communes flamingantes du royaume. Il faut convenir que l'Académie créée par Richelieu allait plus lestement en besogne, et la langue française, dont on voudrait défendre l'usage à la littérature belge, a pris terriblement les devants sur un idiôme si peu fixé qu'on peut dire sans blasphème que sa grammaire est, au rebours des autres, l'art de parler et d'écrire *incorrectement*. »

641. Enseignement supérieur. Concours général. Année académique 1841-1842. Programme des questions. *Moniteur belge*, 15 November 1841.

In het programma en de voorwaarden van dezen *eersten* wedstrijd luidt § 3 van art. 12 :

« Les mémoires pourront être rédigés soit en latin, soit en flamand, soit en français. »

642. Tael- en letterlievend Genootschap der katholyke Hoogeschool, onder de zinspreuk : *Met Tyd en Vlyt.* Verslag over den toestand des genootschaps gedaen in zitting van den 12 December MDCCCXLI. Leuven, Van Linthout en Van den Zande, 8°, 11 bl.

1842.

643. Vlaemsche Tael. Den Tael- en letterminnenden protestant. Roomsch Catholiek tydschrift ter verdediging der Vlaemsche tael. Antwerpen, T.-J. Janssens, 8°, 196 bl..

Op den omslag van dit tijdschrift leest men :

« Alle de *Tael- en letterminnende Protestanten* worden by deze uytgenoodigd deze Tael- en Vaderlandslievende Onderneming te ondersteunen, te begunstigen en voor zoo veel in hen is voords te zetten, opdat de *Overmoerdykschc Noorder Tael*, welke men ons zoekt op te dringen, zoo spoedig mogelyk, in het midden dier vrye Belgen begraeven worde, *en dit zonder eenige hoop van verryzenis.* »

Het Nederlandsch wordt er in uitgekreten voor « scheurzieke, verketterde, bastaerdspraek; dominès-tael; nieuwe geuzetael door het Bybelsch genootschap aengenomen; » en hare beoefenaars heeten er : « venusjonkers, klugtspeelders, verdedigers der verwyfde aepentael » enz.

« Indien wy zeiden (schreef het *Kunst- en Letter-Blad*, 1842, bl. 8) dat dit prulschrift niet veel langer zal leven dan wylen den *Waeren Belg*, zou men ons wellicht niet gelooven. Derhalven zullen wy letterlyk overschryven hetgeen men op bl. 6 van den *Protestant* leest :

« *Protestant.* — Men schryft in voor zes vellen of voor drie maenden en niet langer. »

*Leezer.* — En waerom niet langer? Waerom voor geen jaer?

*Protestant.* — Omdat den *Protestant* en zyne Tael- en Lettervrienden van g dagt zyn dat geheel dezen Tael- en Letterkundigen pennestryd binnen dry maenden zal geëindigd zyn.' »

644. **Troisième suite aux lettres pour servir de matériaux à l'histoire des deux introductions du système linguistique néerlandais en Belgique.** Brussel, Rampelbergh, 16°, VII-56 bl.

Het tweede vervolg dezer brieven was verschenen in 1841; het vijfde en laatste verscheen in 1845.

645. **Snellaert (F.-A.).** — Taelcongres en Vlaemsch feest, gehouden te Gent den 23 en 24 October 1841. Gent, H. Hoste, 1842, 8°, 80 bl.

Het Taalcongres werd in het paleis der Hoogeschool geopend met eene toespraak van den voorzitter professor DAVID, die zich o. a. uitdrukte als volgt :

« ... (Het is de) nationale geest welke ons heden hier vereenigt. Wy zyn van uit de verschillende deelen des belgischen koningryks naer de aloude, de roemryke hoofdstad van Vlaenderen komen toegesneld uit enkele zucht voor de aengebeden Moedertael, om elkander te spreken, om elkander op te wekken, ten einde met vereenigde krachten den bloei der belgische letterkunde te verhaesten.

Geene andere inzichten had ooit de Maetschappy tot bevordering van de Nederduitsche tael- en letterkunde, voor wier leden ik de eer heb te spreken. Zij erkenden de noodzakelykheid van gezamenderhand de tael der vaderen te onttrekken aen dien staet van verval, van verachtering,

van vergeteiheid waerin zy zich eeuwen lang gesleept had; doch zy erkenden met een, dat, om de landtael op te beuren, er van stonden aen moest uitgezien worden naer middelen om tot eenparigheid in het spel- en spraekkundige te geraken. Zoo lang de taelen hare vormen overgelaten waren aen den willekeur van allen en van ieder in het byzonder, was er noch verbetering noch beschaving, noch herbloeiing te hopen. »

Daags na die heugelijke bijeenkomst greep in de promotiezaal der Hoogeschool eene plechtige zitting plaats, waarop J.-Fr. Willems het woord voerde.

« Een nieuw tydperk begint, » — aldus klonk het opwekkend slot zijner toespraek — « eene betere toekomst opent zich voor het Vlaemsch; jonge schryvers, kloeke verstanden zyn opgetreden om de rechten der geliefde moedertael te verdedigen en te staven...

Welaen dan, slaen wy de handen aen het werk, tot verdere beschaeving en veredeling van eene zoo dierbaere en tevens zoo schoone tael. God heeft ze ons daertoe gegeven. Hy zal onzen arbeid zegenen, en zoo zal het Vlaemsch Feest van heden loffelyk aengeteekend worden in de jaerboeken van het Vaderland. »

— De redevoeringen van David en Willems verschenen afzonderlijk uit de drukkerij van L. Hebbelynck te Gent, 8°, 8 bl. ieder.

### 646. Lebrocquy (P.). — Souvenirs d'un ex-journaliste (1820-1841). Bruxelles, Jules Géruzet, 139 bl., 16°.

De schrijver van dit werkje, die zich later door de uitgaaf der *Analogies linguistiques* voor de Vlaamsche zaak verdienstelijk maakte, drukt zich, bl. 2, als volgt uit over de taalverordeningen van Willem I :

« J'ai fait mes premières armes à Gand, au commencement de 1820, dans le *Letter- en Staatkundig Dagblad*, journal hollandais, que venait de fonder mon frère. Le gouvernement d'alors voyait cette publication de bon œil et il en avait favorisé la création. Rien n'y fit. Le nouveau journal ne put vaincre les préventions, qui dès ce temps-là régnaient contre le néerlandais, même dans les provinces flamandes : la mesure qui rendait le flamand ou hollandais obligatoire comme langue officielle à dater de 1823, avait déjà été promulguée. On sait combien l'opposition à cette mesure fut vive. Elle était fondée en raison de la part de quelques personnes chez lesquelles cette innovation froissait des habitudes de plus de vingt ans; elle était infiniment moins raisonnable de la part de beaucoup d'autres, qui ne faisaient qu'obéir au préjugé, à la mode, à l'enseignement de l'époque et qui, foncièrement flamandes en tout, ne s'étaient mises à aimer exclusivement le français que parce qu'elles y trouvaient l'attrait du fruit défendu. Si, comme on doit le faire souvent en politique, et comme il le fit trop rarement, le gouvernement des Pays-Bas avait tenu compte de ces préjugés; s'il avait su ménager les caprices en vogue; si en un mot au lieu de violenter et de précipiter les choses, il leur avait laissé leur cours naturel, peut-être eût-on vu, en peu de temps les récalcitrants

s'éprendre d'admiration pour l'idiôme alors dédaigné, et ce qui eut été tout simple la langue flamande redevenir la langue avouée et cultivée des bons Flamands. Ce qui se passe de nos jours donne beaucoup de probabilité à cette conjecture. »

Het *Letter- en Staatkundig Dagblad* hield na zes maanden op te verschijnen.

647. Secrétaires de légation. Examen. Rapport au Roi. *Moniteur Belge*, 4 Januari 1842.

Koninklijk besluit van den 15 October 1841. — Programma. — Art. 6. 4°. *Langue allemande ou langue anglaise, au choix du candidat.* Van de kennis van het Nederlandsch is er geene spraak. — De Minister van Buitenlandsche zaken, die de stukken onderteekent, is *Comte de Briey*.

648. N... Catholyken Belg. — Brief aan het Journal de la Belgique. *Journal de la Belgique*, 7 Januari 1842.

In dezen brief verdedigt de schrijver het « nationael taelstelsel van Des Roches, van dien geleerden akademist aen wie Belgenland eene eeuwige erkentenis verschuldigd is. »

649. I.-E. — Het Vlaemsch by het Ministerie van Financiën. *Kunst- en Letter-Blad*, 1842, bl. 5.

Over de miskenning van de taal des volks door dat Ministerie. Het *Kunst- en Letter-Blad* geeft den heer Minister Smits in bedenking of het niet redelijk ware voor te schrijven :

« 1° Dat de ministeriele doch zeer onconstitutionele instructie van den 26 July 1833 afgeschaft is, waar by voorgeschreven is dat *alle* procesverbalen, door de ambtenaren tegen byzondere persoonen opgemaekt, wegens overtredingen of boeten, *uitsluitelyk* in de fransche tael moeten worden geschreven en beteekend. Wat hebben toch onze boeren aan fransche procesverbalen?

2° Dat de heeren directeurs en hoofdambtenaren der verschillende geldmiddelen, zich zullen hebben te onthouden van aen de hun onderhoorige ambtenaren te bevelen af te raden, de fransche tael te gebruiken in hunne betrekkingen met de burgemeesters ten platten lande, het opmaken van certifikaten, in te vullen modelstaten, enz. Wij weten van goederhand dat dit maer al te veel gebeurt.

3° Dat de ambtenaren der registratie geene *fransche* relatien of kwittantien zullen stellen op *vlaemsche* stukken, en ook dezelve niet in het fransch zullen overschryven op hunne registers; want zy zyn geen gezworen vertaelders, en hebben het regt niet om sommige vlaemsche benamingen, eigenaerdig aen onzen landbouw, in het fransch te *interpreteeren*, wat aenleiding zou kunnen geven tot proceduren, indien men van extracten uit de registers moest gebruik maken.

En eindelijk 4° dat alle ambtenaren de vlaemsche tael zullen bezigen, wanneer de belanghebbende partyen daervan gebruik maken. Immers waer een vlaemsche boer zyn geld geeft, daer mag hy wel een vlaemsche kwittantie hebben, om te weten en te zien dat hy wezenlyk heeft betaeld. »

650. Vertoogschrift aen de Kamer van Volksvertegenwoordigers, uitgaande van de bestendige deputatie van Henegouw, vragende dat het officieel gebruik der in België gesproken talen door eene wet geregeld worde (12 Januari 1842). *Kunst- en Letter-Blad*, 1842, bl. 8.

651. I.-E. — Strydplannen tegen het Vlaemsch. *Kunst- en Letter-Blad*, 1842, bl. 9.

Een te Brussel ingericht geheim komiteit heeft de volgende plannen beraamd om de Vlaamsche taal te onderdrukken en de Fransche alleenheerschende te maken :

« 1° Alle verbetering in het Vlaemsch moet worden tegengewerkt; want die zet kracht aen de tael by...

2° Men zal alle uitgevers van oud vlaemsche school- en kerkboeken, zooals b. v. de heeren Rampelbergh, te Brussel, en Janssens, te Antwerpen, doen gelooven dat de commissie hun wil ruineeren, vermits door het aennemen der nieuwe spelling, al zulke boeken, waervan zy nog zooveel exemplaren in hun magazyn hebben, tot pondpapier zouden worden.

3° De eigenliefde en het eigenbelang van alle spraekkunst-schryvers moeten worden opgewekt tot bestryding van het beter stelsel der commissie;

4° Te Brussel zal men by de stadsregering en by de verschillende staetsministers werkzaem zyn om afschrik of verdeeldheid te zaeyen. Men zal er een dommen Bôn op allerlei wyzen verheerlyken, hem professor maken in het Athenæum, en zyne *Grammaire* voor de eenige nationale aenbevelen;

5° Aen de liberalen zal men doen gelooven dat de geestelykheid de beoefening van het Vlaemsch voorstaet en aenpryst, met het inzicht om alle verlichting en beschaving uit het land te bannen; en de eenvoudige Catholyken zal men in den waen brengen als of de leden der Taelcommissie voor hollandsche of kettersche belangen zouden werkzaem zyn geweest.

6° Alle Waelsche ambtenaeren in de Vlaemsche gewesten zullen worden aangezet om het gebruik der Vlaemsche tael buiten het bestuer te houden.

7° Fransche maer geene Vlaemsche onderwijzers der jeugd zullen worden aengemoedigd en bevoordeeld.

8° Latyn en grieksch, schoon transpositive talen gelyk het Vlaemsch, zullen in de Athenæums en Collegien alleen by middel van het fransch geleerd worden.

9° Men zal alle moeite aanwenden om door voorbeelden te kunnen bewyzen dat de vlaemsche jeugd vatbaer is om *perfect* fransch te schryven. Te dien einde zal men trachten dat de cursus van het fransch by de Gentsche universiteit verlengd worde van één tot twee jaren. Men zal er de jonge studenten opwekken tot het lezen en beoefenen van de fransche poëzy, van de fransche en niet van de *duitsche* logica, want het *elegant* fransch leeren schryven is van grooter belang dan het bestudeeren van *solide* wetenschappen. »

652. Nationael tooneel. *Kunst- en Letter-Blad,* 1842, bl. 10, 14, 49, 53, 57, 85.

653. **E. R(obin).** — Feuilleton de l'Indépendant du lundi 10 janvier (1842), nr 10. *Revue Bibliographique. Essais poétiques,* par quelques élèves de l'Université de Gand. Gand, Bivort-Crowie, 1842, 18°, 110 bl.

« ... On aura beau vouloir écrire que ce n'est point l'idiôme national (la langue française), ou plutôt que ce n'est qu'un des deux idiômes nationaux, qu'il faut faire une part égale à cet imperceptible et introuvable langage qu'on appelle le flamand littéraire, un peuple qui a quelque chose à dire aux autres nations ne peut pas marchander un instant entre une langue que toute l'Europe comprend, et un pauvre truchement qu'il n'entend pas toujours lui-même, qu'il courrait risque de ne jamais parler correctement, je ne dis pas élégamment, ni l'un ni l'autre. Il faut que tous les jeunes Belges qui se destinent aux professions libérales sachent écrire, et bien écrire en français. Cette opinion qui, en dépit de la querelle palpitante du *de* et du *den*, a toujours été la nôtre, nous l'avons vu avec un vif sentiment de plaisir partagé par l'une des deux universités de l'État, par celle qui est précisément située en pleine Flandre flamingante... »

« ... Hâtez vous de vous disperser par le monde, jeunes gens formés à la grande et belle littérature, et que dans quelques années d'ici nous puissions voir disparaître de la chaire, de la presse et de la tribune, le français provisoire dont la Belgique est bien forcée de se contenter si souvent, en attendant mieux... »

654. **Le comte de Vandœul.** — La Belgique historique, littéraire et artistique. Paris, *L'Artiste,* 16 Januari 1842.

« ... C'est un parti pris dans la république des lettres françaises de dénigrer (le peuple belge), chacun semble s'être passé le mot d'ordre pour couvrir les Belges d'une peau d'âne ou les coiffer d'un éteignoir. On se moque de lui à l'envie et à plaisir. La patrie de Rubens, de Van Dyck, de Teniers, de Philippe de Commines, d'Artevelde, de Charles-Quint, ne se composera plus pour M. Henri Delatouche, par exemple, que d'êtres *moitié singes, moitié Bédouins ;* pour M. Alphonse Royer, que *de brutes à face humaine, gonflées de bière et empuantées de tabac;* M. Roger de Beauvoir déclarera qu'il n'a pas trouvé parmi les Belges un seul homme de mérite, une seule intelligence choisie... Un peuple qui parle notre langue, qui a nos mœurs, qui porta vingt-cinq ans le glorieux nom de Français, et se gouverne à la française, — ce qui est assurément très honnête de sa part, — ne mériterait-il pas des observations plus sérieuses? C'est notre avis...

Il est un mot qui eut une grande vogue en Belgique il y a quelques années;... ce mot... est la seule vengeance que le Belge tire du Français qui l'outrage ou l'exploite. Le Belge n'est pas méchant : ce mot est... *fransquillon.* Il fallait être Belge ou gamin de Paris pour le trouver... Cette épithète malsonnante de *fransquillon* fut rencontrée en 1834 dans un petit journal, *Méphistophélès*, qui faisait beaucoup de bruit alors, moins par son esprit que par un service de police tout local; le peuple trouva le mot drôle et le mit dans son vocabulaire. Il était tombé à Bruxelles à cette époque une nuée de chevaliers d'industrie de tous les pays et, il faut en convenir, principalement de France... Ils s'étaient divisé le travail; et, par coupes réglées, taillaient les badauds, qui se laissaient faire avec une bonhomie toute flamande. *Méphistophélès* se mourait : il lui faillait n'importe quoi, pas moins, pour refleurir à la vie; il fut encore assez vivace pour profiter de l'occasion.

Se mettre donc à la recherche des méfaits de ces industriels, les dépister, fut son occupation quotidienne, et il eut la chance de dévoiler à ses compatriotes *fransquillonnes* la vie passée, peu édifiante, de quelques-uns de ces audacieux *fransquillons.* Depuis ce temps-là, *fransquillonner* se dit de tout ce qui se fait d'équivoque dans le pays, et tous les Français, même les plus honnêtes, en sont quelque peu suspects. En Belgique, les Français sont aimés et recherchés, mais ils sont craints et observés avec soin, à moins qu'une réputation honorable ne les ait mis d'avance à l'abri de tout fâcheux commentaire.

« ... La Belgique a toujours joui d'institutions plus libérales que celles de la France. Il n'y avait pas, comme chez nous, d'abus énormes; c'était un pays heureux et abondant... Cependant les Français fondirent sur leur pays, et, comme un torrent dévastateur, ils renversèrent en un clin-d'œil toutes les antiques libertés communales; ne pouvant détruire aussi librement les institutions religieuses, ils cherchèrent du moins à les ébranler par les sarcasmes les plus outrageants. Le peuple belge, ulcéré, ne nous le pardonne pas encore. Le 1er octobre 1795 enfin (9 vendémiaire an 4), la convention décréta la réunion définitive de la Belgique et des provinces rhénanes à la République française... »

655. Littérature flamande. *Messager de Gand,* 13 Januari 1842, nr 23.

Waardeerend artikel over de Vlaamsche taal, ter gelegenheid van het verschijnen van het Letterkundig Jaerboekje, uitgave die, volgens steller van het artikel, echte diensten aan de taal onzer vaderen bewezen heeft. « Het gouvernement (*zegt* S.), dat dien vooruitgang eerst met tegenzin zag, heeft zich eindelyk overtuigd dat men niet ongestraft de nationaliteit van een volk aenrandt en heeft in den laetsten tyd begonnen de grieven der Vlaemsche provinciën te herstellen. »

656. Musique vocale. — *L'Indépendant,* 31 Januari 1842, nr 31.

« Il résulte d'un relevé que publie aujourd'hui le *Moniteur*, qu'il y a :

Dans la province d'Anvers 4 sociétés qui s'adonnent à l'étude de la musique vocale... dans le Brabant 5 sociétés..., dans la Flandre occidentale 3 sociétés...; dans la Flandre orientale 29 sociétés...; dans le Hainaut 12 sociétés...; dans le Limbourg néant; dans le Luxembourg 2 sociétés...; dans la province de Namur néant.

La Flandre orientale est la province où le goût de la musique vocale est le plus répandu. »

N. B. Dit laat begrijpen waarom de Vlaamschgezinden, inzonderheid te Gent, destijds een groot gewicht hechtten aan de verspreiding van den *Vlaamschen* zang, zooals later blijken zal.

657. Vertoogschrift van den provincieraad van Henegouw aan den Senaat, 11 November 1841. *Moniteur Belge,* Februari 1842.

Bij dit vertoogschrift vroeg de raad dat er eene wet zou gestemd worden over het gebruik der talen in het bestuur. Het teekende daarbij protest aan tegen het besluit van den Antwerpschen provincieraad, met de uitdrukking der hoop dat de Senaat doelmatige maatregelen zou nemen om « plaatselijke belangen » te doen zwijgen, die oude twisten zouden doen herleven enz.

— Zie over het debat desaangaande in den Senaat : PRAYON-VAN ZUYLEN, *De Belgische Taalwetten,* bl. 148.

658. Reglement van het Tael- en Letterkundig genootschap te Brussel, opgerigt den 3 April 1842. Brussel, Ad. Walhem en Cie, 8°, 18 bl.

659. **Westerling (Germaan).** — De Nederduitsche Belgen in 1842. *Kunst- en Letter-Blad,* 1842, bl. 31. — Ook in *De Noordstar,* 1842. I, bl. 224-228.

Ten slotte dezes artikels vraagt de schrijver « aen onze waelsche broeders of het nog niet genoeg is boven ons zoo mildelyk bevoordeeld te zyn, of het regt is dat de overgroote meerderheid der natie in eene vreemde tael en door behulp van persoonen, die haer niet eens verstaen kunnen, hare huishoudelyke zaken te verrigten hebbe, en of het niet billyk en betamelyk is dat de nederduitsche en de waelsche Belgen op eenen en denzelfden voet, zonder eenig onderscheid, geplaetst worden? »

660. De Moedertael en de Wedstryd. (Athenæa en Colleges). *Kunst- en Letter-Blad,* 1842, bl. 41.

Onze tael wordt gedurig miskend in de programma's. Zie het koninklijk besluit van 12 Mei 1842.

661. **De Tael is gansch het Volk.** — Vertoogschriften. *Kunst- en Letter-Blad,* 1842, bl. 45 en 56.

*a*) Aan den Koning, om te bekomen dat in het overgelegd wetsontwerp tot wijziging van het hooger onderwijs, de Nederduitsche tael- en letterkunde op denzelfden voet gesteld worde als de fransche, en even verpligtend voor de vlaemsche studenten;

*b*) Aan de Vertegenwoordigers van het Belgische Volk, met hetzelfde doel.

Uit Brussel, Leuven en Gent werden dezelfde vertoogschriften opgestuurd.

662. Nederlandsche geleerden. *Kunst- en Letter-Blad,* 1842, bl. 52.

Handelt over de nauwere betrekkingen « tusschen hollandsche en vlaemsche schryvers aengeknoopt ». Siegenbeek, Messchert, Wap, Jonckbloet en anderen kwamen in de laatste jaren naar Gent. Thans kwamen Eeckhoff, Leeuwarden's stedelijke archivaris en een der opstellers van *De Vrije Fries.* Jeronimo De Vries wordt eerlang verwacht.

663. Gent. *Kunst- en Letter-Blad,* 1842, bl. 52.

Handelt over een geschil tusschen de *Gentsche voorgeborgtenaers* en den *stedelyken* raad. De *voorgeborgtenaers* hebben « besloten in alle hunne onderhandelingen, 't zy mondelings of by geschrifte, zich van geene dan van de *moedertael* te bedienen. »

664. Vlaemsche Beschaving. *Kunst- en Letter-Blad*, 1842, bl. 53.

Naar aanleiding van het geschrijf van een Luiksch dagblad, dat België verdeelde « in Waelsch of liberael en in Vlaemsch of katholiek. »

665. La retraite du Ministre Van Maanen. *L'Émancipation*, 10 Maart 1842, nr 69.

Vertaald artikel uit het Nederlandsch *Handelsblad*, waarin o. a. de grieven der Belgen tegen dien staatsman worden opgesomd. Uittreksel :

« ... L'opposition dynastique s'est révélée plus tard en Belgique, cela est vrai; mais elle eût pu être prévenue et étouffée par exemple en n'imposant pas impolitiquement aux Belges notre idiôme qu'aujourd'hui ils cultivent avec tant de soins et qu'on entend aujourd'hui dans les tribunaux de Bruxelles, de sorte qu'il devient palpable pour tous qu'on aurait pu obtenir beaucoup *avant* 1830, si l'on n'y eut mis de l'inflexibilité... »

666. Tribunaux. Cour d'assises du Brabant. Présidence de M. de Page. Audience du 10 Mars (1842). Accusation de complot contre la sureté de l'État. *L'Indépendant*, 11 Maart 1842, nr 70.

« M. le *Président*. Hier M. l'avocat-général a fait usage d'une pièce qu'il a lu en hollandais... Pour la régularité il convient que cette pièce soit traduite. »

667. Concours publics entre les élèves des écoles primaires, publiques et privées dans les chefs-lieux des trois arrondissements administratifs de la province de Brabant. *L'Indépendant*, 14 Maart 1842, nr 73.

Deze wedstrijden waren ingericht door de Bestendige deputatie der provincie. Uit de voorwaarden en bepalingen :

« Ces concours auront pour objet la lecture, les langues française*s* ou flamande*s*... »

668. État de l'Instruction primaire en Belgique. 1830-1840. Présenté aux Chambres législatives, le 28 janvier 1842, par M. le Ministre de l'Intérieur (Nothomb). *L'Indépendant*, 18 Maart 1842, nr 77, 14 1/2 kolommen.

Uit de daarin opgegeven cijfers blijkt dat, van 1831 tot en met 1840, door de *provinciën* voor het lager onderwijs werd uitgegeven :

| | |
|---|---|
| Antwerpen . . . . . . . . | 40.478,17 fr. |
| Brabant . . . . . . . . . . | 87.984,00 » |
| West-Vlaanderen . . . . . . | 30.823,66 » |
| Oost-Vlaanderen . . . . . . | 14.282,22 » |
| Henegouw . . . . . . . . . | 94.555,66 » |
| Luik . . . . . . . . . . . | 160.862,42 » |
| Limburg . . . . . . . . . | 59.649,79 » |
| Luxemburg . . . . . . . . | 35.548,19 » |
| Namen . . . . . . . . . . | 146.084,49 » |

« ... (Dans) la Flandre orientale,... près des deux tiers des communes ne possèdent pas de maison d'école. »

(Chapitre VI). « L'enseignement primaire se donne en français dans les écoles des provinces wallonnes, et généralement en flamand dans les écoles des provinces flamandes; mais un grand nombre d'instituteurs flamands enseignent le français à leurs élèves, tandis qu'à de rares exceptions près, les écoles wallonnes négligent l'étude de la langue flamande. »

## 669. École Militaire de Bruxelles. *L'Émancipation*, 30 Maart 1842, nr 89.

Opstel uit *Le Belge* overgenomen. Baron de Stassart had in den Senaat de afschaffing van den leergang van letterkunde betreurd en gewezen op het nut van dien leergang. Daarop schreef *Le Belge* : « ... Nous pensons que M. de Stassart n'a pas voulu parler uniquement d'une chaire de littérature française, mais aussi de littérature flamande, car l'étude de ces deux langues doit être inséparable dans notre Belgique pour satisfaire à tous les besoins. »

*L'Émancipation* voegde erbij : « ... C'est une erreur de croire qu'il (le cours de belles-lettres) soit supprimé depuis la retraite de M. le Baron ; le professeur chargé de ce cours est M. Jonet, qui a obtenu des résultats remarquables. Enfin la langue flamande est enseignée et obligatoire dans toutes les divisions de l'école. Ceux des élèves qui possèdent bien cette langue consacrent les heures qui lui sont distinées à l'étude de l'allemand. »

## 670. Société de langue et de littérature flamande. *L'Indépendant*, 5 April 1842, nr 95.

« La nouvelle *Société de langue et de littérature flamandes* (*Voor Tael en Vaderland*) de Bruxelles, a tenu avant-hier sa première séance dans une salle de l'hôtel du gouvernement provincial que M. le Gouverneur a bien voulu mettre à la disposition de cette société. »

## 671. L. V. — Littérature flamande. *L'Émancipation*, 23 April 1842, nr 113.

Zeer gunstige beoordeeling van J.-A. De Laet's *Huis van Wesenbeke*.
Uittreksel :

« Peu de temps s'est écoulé depuis l'époque où la possibilité d'une littérature flamande était encore mise en doute, où l'on refusait même d'accorder le nom de langue à l'idiôme flamand. Ne le considérant que comme un patois informe, un jargon dissonnant, on se moquait impitoyablement de ceux qui se hasardaient d'élever la voix pour la défendre.

Le temps a amené bien des changements dans les idées, renversé bien des préjugés. La littérature flamande n'est plus un sujet de moquerie, la beauté de la langue flamande n'est plus niée. A peine se trouve-t-il par-ci par-là encore une seule personne, qui dans son ignorance ose s'écrier : « Le français est la seule langue de la Belgique, c'est elle que tous les Belges ont sucé avec le lait de la nourrice! »

672. **Van Swygenhoven (Karel)** (medecinæ-doctor). — Redevoering uitgesproken in de derde vergadering van het Nederduitsch Tael- en Letterkundig genootschap te Brussel. Brussel, 1 Mei 1842, 8°, 8 bl.

673. Enseignement moyen. Concours de 1842. *Moniteur belge*, 13 Mei 1842.

Voorwaarden en progtamma van den wedstrijd. — Het Vlaamsch komt niet meer voor onder de te behandelen vakken.

674. Un journal en langue flamande. *L'Émancipation*, 14 Mei 1842, nr 134.

Kondigt aan dat een Vlaamsch dagblad eerlang verschijnen zal te Brussel. « C'est le sixième essai de ce genre qui a lieu en cette ville depuis 25 ans; nous avons eu la *Gazette des Pays-Bas* en français et en hollandais, et sous le régime français un journal a été publié à Paris sous le nom de *Courrier de Paris*. »

675. Chambre des Représentants. Séance du 13 juin (1842). *L'Indépendant*, 14 Juni 1842, nr 165. Analyse des pétitions.

« Les administrateurs de la société gantoise dite : *De tael is gansch het volk*, appellent l'attention de la Chambre sur un passage contenu dans plusieurs pétitions qui lui ont été adressées en 1840, et par lequel on demandait qu'il fût établi dans chaque Université de l'État, une chaire pour la langue et la littérature flamandes. — Dépôt sur le bureau pendant la durée de la discussion sur le projet de loi relatif à l'instruction supérieure. »

676. Projet de loi sur l'instruction primaire. Amendements proposés par le gouvernement et la section centrale. *L'Indépendant,* 28 Juni 1842, nr 179.

« Amendement de la section centrale, adopté par 4 voix contre 3.

... 6. L'Instruction primaire comprend nécessairement l'enseignement de la religion et de la morale, la lecture, l'écriture, le système légal des poids et mesures, les éléments du calcul, et, suivant les besoins des localités, les éléments de la langue française, flamande ou allemande. »

Titre IV. — *Des écoles primaires supérieures et des écoles normales.*

§ 1r. — *Des écoles primaires supérieures.*

... 29. Outre les objets énoncés dans l'art. 2, l'enseignement dans ces écoles comprend :

1° Les langues française et flamande, et, au lieu de celle-ci, la langue allemande dans la province de Luxembourg.

§ II. — *Écoles normales.*

30. Il sera établi, par les soins du gouvernement, deux écoles normales pour l'enseignement primaire, l'une dans les provinces flamandes, l'autre dans les provinces wallonnes.

677. Buitengewone uitvinding. *Den Vlaming,* 29 Juni 1842, nr 412.

Spottend antwoord op een artikel van *Le Siècle* (Parijs) en *Le Messager de Gand,* waarin gezegd werd : « De party der priesters wil zich meester maken van België door middel van de Vlaemsche tael! »

678. Effets de l'ordonnance française relative aux fils et tissus de lin (droit prohibitif). *L'Indépendant,* 3 Juli 1842, nr 184.

Brief uit Roeselare, 30 Juni 1842, aan *Le Nouvelliste de Bruges.* Uittreksel : « ... On se demande ce que le gouvernement belge a fait pour l'industrie linière, ce qu'il fait actuellement, et ce qu'il fera dans la suite? Si les provinces wallonnes avaient à subir une pareille crise dans le charbonnage, etc., quels hauts cris ne jetterait-on pas pour forcer la main au cabinet? Et parce que les habitants des Flandres ont toujours été et les plus calmes et en même temps les plus attachés aux institutions de 1830, on les abandonne à leur sort! on ne croit à leurs souffrances qu'à contre cœur et lorsque l'excès de misère y force les plus incrédules. »

679. Verslag over den toestand der Maetschappy « De tael is gansch het Volk », gedurende het bestuer-

jaer 1841-1842, gedaen in vergadering van den 25 Mei 1842. Gent, Drukkery van D. J. Van der Haeghen-Hulin, Veldstraet, nr 64, 17 bl. Ook in *Den Vlaming,* 15 Juli 1842, nr 419.

Vermeldt o. a. de herhaalde bijwoning der vergadering door baron Georg. Von Voigt, uit het koninkrijk Hannover, die eene reis door Vlaamsch-België heeft ondernomen « om de zeden van het volk en deszelfs tael, in vergelyking met hare zuster de hoogduitsche, gade te slaen. »

680. **W. W.** — Provinciael bestuer van Antwerpen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1842, bl. 81.

« Sedert het begin des jaers wordt het *Memoriael van Administratie der provintie Antwerpen* in de beide talen gedrukt.

681. **Peters (H.).** — Een woord over den taeltwist. *De Middelaer,* 1842, bl. 24-28.

Schrijver hoopt dat de twist over de spelling weldra in 't vriendelijk zal worden bijgelegd.

682. **Van Goor (F.).** — Een woord over mijne spelling. *De Middelaer,* 1842-1843, bl. 84-96.

Zie n° 619.

683. **Van Kerckhoven (P.-F.).** — Het burgerlyk wetboek uit het Fransch vertaeld en beknoptelyk uitgelegd, met byvoeging der aen hetzelve toegebragte wyzigingen voor België, door C. LEDEGANCK. Gent, by den uitgever H. Hoste. *De Noordstar,* 1842, bl. 35-39.

Bespreking van LEDEGANCK's vertaling. Zie de inleiding van dat opstel : « het tydstip is gekomen dat er naest de gewrochten der vrye letterkunde, voortbrengsels van wetenschappen en onderrigting noodig zyn. »

684. **D. T.** — Die Grenzboten, Blätter für Deutschland und Belgien. *De Noordstar,* 1842, bl. 82-89.

Lovende aanbeveling dezer *Revue*, welke voor doel heeft de Belgen en de Duitschers met elkander in nauwer betrekking te stellen. Een medegedeeld (vertaald) uittreksel handelt over de jongste voortbrengselen der Vlaamsche letterkunde.

685. **Conscience (Hendrik).** — Aen Johan Frederik Van Dael, te Rio Janeiro. *De Noordstar,* 1842, 1e deel, bl. 156-171.

Deze brief uit Antwerpen van den 26 Februari 1842 begint met eene lyrische uitboezeming over den vooruitgang der moedertaal; meldt « dat België zich dichter aensluit tot Duitschland en dat het Staetsbestuer ons nu niet meer werkelyk vyandig (schynt) te zyn »; geeft berichten over de Vlaamsche tijdschriften, over de werkzaamheid van tal onzer schrijvers, dit alles met het besluit : « Geen wonder... dat de natie allengskens onze zyde kiest en dat wy veld op de franschgezinden winnen. »

686. **V(an) D(en) H(ove).** — Over de welluidendheid van het oud Vlaemsch. *De Noordstar,* 1842, 1e deel, bl. 229-241, 2e deel, bl. 32-37.

In dit opstel trekt schrijver te velde tegen de partijdige aanvallers van het Vlaamsch, die deze taal eene « plompe en verbasterde boerentael » heeten. Door voorbeelden bewijst hij « dat de tael onzer vaderen in welluidendheid en kracht voor het fransch geenszins wyken moest en niet verre van de zachtheid des Italiaensch afbleef. »

687. Nationale Tael. *De Noordstar,* 1842, 2e deel, bl. 44-45.

Vertoogschrift van de Antwerpsche Rederijkkamer *De Olyftak :*

In dit vertoogschrift « Aen zyne Majesteit den Koning der Belgen » zeggen « de letterkundigen van het Nederduitschsprekende gedeelte van het Ryk » dat zij « met genoegen hunne nationale tael regt zagen wedervaren, wanneer in den kampstryd der Athenæa en Kollegiën, van verleden jaer, dezelve in het programma werd begrepen, daer zy voorgaens was uitgesloten geweest. Des te droeviger was de indruk, Sire, dien het besluit van Uwe Majesteit van 12 Mei jl. op de minnaers der nederduitsche tael en letterkunde te weeg heeft gebragt, daer op het programma van den kampstrijd voor 1842 het nederduitsch niet vermeld staet, terwijl het fransch er uitdrukkelyk wordt in voorgeschreven... » Zij verlangen herstelling dezer vergetelheid » en « uiten de hoop dat in het aenstaende ontwerp der wet op het hooger onderwys de oefening der beide talen van België op gelyken voet zal verpligtend verklaerd worden. »

Het stuk is onderteekend door den Voorzitter J. Henry Mertens en den Secretaris P. F. Van Kerckhoven.

De Redactie van *De Noordstar* laat daarna den bekomen uitslag kennen.

« By biljet van 6 Juny liet zyne Majesteit de Koning weten dat het vertoogschrift tot den Minister van Binnenlandsche Zaken was verzonden. Deze laetste antwoordde den 15 Juny, door tusschenkomst van den heer Gouverneur der provincie Antwerpen, dat hy de aendacht der Rederykkamer inriep op het koninglyk besluit van 12 Mei, en het minist'rieel besluit van 4 Juny, en wel byzonderlyk op de nota welke zich achter het koninglyk besluit bevindt en op den inhoud van het 3e paragraf, artikel 5 van het ministerieel besluit welke, volgens den heer Minister, de vraeg der maetschappy op de meest voldoende wyze moest beantwoorden.

Wy hebben het koninglyk besluit nagegaen en in der waerheid twee nota's gevonden welke wy hier overschryven :

1° « Dans le concours par écrit, les élèves pourront employer, à leur choix, la langue française et la langue flamande, savoir : en rhétorique, pour le *discours*; en poésie, pour la *narration*; dans toutes les classes élémentaires pour la *dictée* et *l'analyse grammaticale*. »

2° « Dans l'examen oral, les concurrents pourront demander à être interrogés en langue flamande et à remplacer l'auteur français et la grammaire française par un auteur flamand et la grammaire flamande, si le programme du collège qu'ils ont fréquenté indique cette grammaire et cet auteur comme ayant été employés dans l'enseignement de leur classe. »

Het paragraf 3 van het artikel 5 luidt aldus :

« Le sujet de composition est rédigé en flamand, s'il y a lieu, pour les élèves qui auront déclaré d'avance vouloir concourir dans cette langue. »

Wy hebben ten eerste op de twee notas te zeggen dat dezelve in den *Moniteur* bij het koninglyk besluit niet gedrukt zijn geweest en niet dan veel later ter kennis van belanghebbende zyn gekomen.

Wat verder het 3e paragraf betreft, dit kunnen wy slechts als een middel van uitvlugt beschouwen. Alles komt hier op uit, waerom het nederduitsch, dat door de grootere helft der natie gesproken wordt, niet op gelyken voet met het fransch wordt gesteld; waerom wy in het programma als verpligtend vinden uitgedrukt : *discours français, narration française, dictée française, analyse grammaticale française, explications d'auteurs français, grammaire française* enz. : en er niet een enkele tak van het nederduitsch verpligtend verklaerd wordt; waerom men zich bevredigt met alleenlyk het nederduitsch eene nota te vergunnen, en toetestaen, — indien men het wil vragen !! — zich ook in de nationale tael te mogen uitdrukken. Met een woord, waerom het vlaemsch niet op gelyken voet met het fransch staet, waerom het niet verpligtend verklaerd wordt... Over het vraegpunt van het hooger onderwys blyft er te beslissen en tegelyk over het gedrag der vlaemschsprekende Belgen in de tegenwoordige omstandigheden. Verbroedering met onze waelsche landgenoten, willen, ja, hopen wy; doch men gedenke dat verbroedering geene voorregten duldt. »

688. **Duvillers (F.-A.)**, Pastoor van Middelburg in Vlaenderen. — De Fransquiljonade of dichtproef op de verbasterde Belgen, de fransquiljons en C[ie]. Gent, C.-J. van Ryckegem, 8°, 60 bl.

689. Littérature flamande. Lettre à la Société « Amour de la Patrie ». Bruxelles, Polack-Duvivier, 12°, 12 bl.

Zie over *Amour de la Patrie* het *Kunst- en Letter-Blad*, 3° jg., bl. 76, 1° kolom.

690. **Van der Voort (Michel-J.-T.)**, auteur du Coup-d'œil sur la langue flamande et de Un mot sur la question d'orthographe; membre de la société : De Tael is gansch het volk, de Gand, etc. — Les avantages de l'orthographe flamande proposés par la commission royale. Bruxelles, 8°, 16 bl.

Dit verdedigingsschrift van de spelling onzer taal door M. VAN DER VOORT, werd opgesteld om te voldoen aan een verzoek van den gouverneur der provincie Brabant, die hem het verslag van BORMANS te dien einde had toegestuurd.

691. **Van Duyse (Prudens)**. — De Spellingsoorlog. Luimig heldendicht in vier zangen. Gent, T. en D. Hemelsoet, 16°, 176 bl.

Zie over dit gedicht, waarin de spellingprotestanten op meesterlijke wijze worden afgeschetst : *Prudens van Duyse, zijn leven en zijne werken*, door J. MICHEELS, 1893, bl. 180-188, alsmede de *Geschiedenis der Vlaamsche Letterkunde*, door TH. COOPMAN en L. SCHARPÉ, bl. 90-92.

692. Conseils provinciaux. Limbourg. Séance du 13 juillet 1842. *L'Indépendant*, 29 Juli 1842, n[r] 210.

« M. *Clercx* développe... sa proposition relative à l'impression en flamand, ou dans les deux langues, des documents concernant la circulation du bétail dans le territoire réservé. — Renvoi à la députation.

693. Chambre des Représentants. Séance du 1[r] août 1842. *L'Indépendant*, 2 Augustus 1842, n[r] 217.

« Les membres d'une société flamande dite ***Met Tyd en Vlyt***, appellent l'attention de la Chambre sur les pétitions qui lui ont été adressées en faveur de la langue flamande. — Renvoi à la Commission des pétitions. »

## 694. Chambre des Représentants. Séance du 13 août 1842. *L'Indépendant*,

« Les membres de la Société brugeoise dite ***Kunstliefde***, demandent que la langue et la littérature flamandes soient enseignées dans les universités de l'Etat. — Renvoi à la section centrale chargée de l'examen du projet de loi sur l'enseignement universitaire. »

## 695. Chambre des Représentants. Séance du 11 août 1842. *L'Indépendant*, 13 Augustus 1842, nr 225.

Algemeene bespreking betreffende het wetsontwerp op het lager onderwijs.

Uit de redevoering van den heer ***Devaux*** :

« ... Dernièrement un homme d'État hollandais s'étonnait des nombreuses publications en langue flamande qui paraissent depuis quelque temps. Vous avez en Belgique, disait-il, un singulier esprit de contradiction; quand le gouvernement hollandais a voulu vous imposer la langue hollandaise vous avez jeté des hauts cris, et maintenant vous voulez tout publier dans cet idiôme, ou dans un idiôme tout semblable. La réponse était facile. Il y a des plantes qui ne fleurissent pas sous le régime de la contrainte, et qui se développent sous celui de la liberté. »

In het ***bijblad***, bl. 2, 1e kol., is die tekst eenigszins gewijzigd. De heer Devaux bestreed het wetsontwerp, dat hij beschouwde als tegen het lager onderwijs gericht te zijn :

« ... On veut arriver à un but, mais qu'on ne l'oublie pas! Il y a des choses qui ne s'obtiennent pas par la loi, il y a des choses dont on s'éloigne à mesure qu'on veut les saisir au moyen de contrainte. Il y a quelque temps un étranger de beaucoup de mérite me disait, à propos des publications flamandes qui paraissent depuis quelque temps : mais vous autres Belges, vous êtes l'esprit de contradiction personnifiée. Quand le roi de Hollande voulait vous forcer à apprendre le flamand, vous ne le vouliez pas; aujourd'hui on ne vous y oblige pas, (et) vous vous occupez du flamand cent fois plus que de son temps!... » (Het overige blijft hetzelfde als in de eerste aanhaling).

## 696. Pharmacopée. *L'Indépendant*, 18 Augustus 1842, nr 230.

« L'Académie de médecine a décidé, dans sa séance du lundi (15 août 1842), que la pharmacopée serait désormais écrite en latin. C'est un moyen pour les pharmaciens de faire payer, selon l'antique usage, une

botte de foin vingt francs. C'est un moyen aussi de faire de la science à bon marché. Les termes dits français employés jusqu'à présent étaient cependant assez barbares, nous ne voyons pas ce que le latin y ajoutera... L'Académie de médecine, pour compléter la plaisanterie, devrait bien ordonner aux membres de la faculté de reprendre la robe noire, la perruque à marteaux et la canne à bec de Corbin. »

— Over hetzelfde onderwerp zie *Feuilleton de l'Indépendant du dimanche* 2 Octobre (1842), nr 275.

697. Inhuldiging van Mevrouw Van Peene, van de Fonteynisten en van Broedermin en Taelyver. *Den Vaderlander,* 28 September 1842, nr 115.

Ter gelegenheid hunner prijswinning te Brugge in eenen tooncelwedstrijd. J.-F. WILLEMS, voorzitter der *Fonteyne,* en ONDERETT, voorzitter van *Broedermin en Taelyver,* voerden het woord in het Vlaamsch; Burgemeester de Kerchove antwoordde in 't *Fransch.*

698. Jaerfeest van het Tael- en letterlievend genootschap « Met Tyd en Vlyt » te Leuven, plegtig gevierd op 23 October 1842. Leuven, Van Linthout en Vandenzande, 8°, 55 bl.

699. Écoles primaires. *L'Indépendant,* 2 October 1842, nr 275.

« Nous apprenons, dit le *Journal des Flandres,* que M. LEDEGANCK vient d'être nommé inspecteur des écoles primaires pour la Flandre orientale. » (Zie de benoeming in den *Moniteur Belge* 12 November 1842). Kondigt tevens de benoeming aan van *A. Van Hasselt* tot opziener in de provincie Antwerpen).

700. Loi organique de l'instruction primaire (donnée à Bruxelles, le 23 septembre 1842.) *Moniteur belge,* 25 September 1842. — Zie insgelijks *l'Indépendant,* 4 October 1842, nr 277.

De artikelen betreffende de taal zijn dezelfde gebleven als in het ontwerp, hier vermeld onder nr 676.

701. **Victor** (**C.**). — Quelques actualités du théâtre et de la littérature. — *L'Émancipation,* 25 October 1842, nr 298.

« ... Allez à Paris, Belges, hommes de lettres, allez à Paris, vous qui, inspirés par un esprit qui ne se laisse pas commander, avez hâte d'être vus ou d'être lus; vous y risquez votre avenir avec plus de peines qu'en Belgique, mais aussi avec plus de chances; vous pouvez briller un jour si vous êtes en France, vous ne serez jamais rien si vous restez en Belgique, vous saurez au juste à Paris, tôt ou tard, ce que vous valez, en Belgique vous ne le saurez jamais, vos succès seront pâles et passagers, vos chutes vous les mettrez sur le compte de l'indifférence de vos compatriotes... »

## 702. L'Union Commerciale avec la Belgique. *L'Émancipation,* 5 November 1842, nr 200.

« On lit dans le *Journal des Débats* :

Que le projet d'union commerciale avec la Belgique rencontre parmi quelques unes de nos industries une vive opposition, c'est ce qui est incontestable; mais que cette opposition soit fondée, que même toute considération politique écartée, l'union doive être préjudiciable à nos finances et au travail national, c'est ce que nous ne saurions admettre en aucune façon.

S'il y eut jamais une comparaison exacte, c'est celle des situations respectives de la Prusse et de la Saxe en 1833, et de la France et de la Belgique au moment présent. De part et d'autre, des populations d'origine semblable, parlant la même langue, ayant le même culte et les mêmes mœurs... »

— Over dezelfde zaak, welke destijds in België en Frankrijk de hoofden warm maakte, schreef o. a. de Parijzer *Presse* (zie *l'Émancipation,* 13 jg., 23 November 1842, nr 327) : « Ce qu'il y a de vrai, le voici : La Belgique ne veut pas se fondre dans l'unité française. Le voulût-elle, elle ne le pourrait pas. La France, de son côté, ne pourrait ni l'appeler ni l'admettre à cette fusion politique... »

## 703. Chambre des Représentants. Séance du 12 novembre 1842. Discussion générale du projet d'adresse. *L'Indépendant,* 12 November 1842, nr 318.

M. *Verhaegen* spreekt over de benoeming van burgemeesters door de Regeering, inzonderheid van die te Watermaal-Boitsfort. Tot den heer Nothomb, minister van Binnenlandsche Zaken, zegt hij :

« ... C'est une insulte gratuite faite au Conseil communal entier; un bourgmestre donne sa démission pour des motifs que vous n'avez pas à apprécier et vous dites au Conseil : « après celui qui vient de sortir, il n'en est plus un parmi vous qui soit capable d'être bourgmestre, et je nomme en dehors du Conseil dans une commune *flamande*... qui? un individu qui ne sait pas le flamand (on rit)... Oui, messieurs, ce que je dis est fort exact.

*Un membre.* — Quelle est cette commune?

M. *Verhaegen.* — La commune de Watermael-Boitsfort.

M. *Cogels.* — La personne à laquelle on a fait allusion, a fait ses études en Hollande.

M. *Verhaegen.* — Je répète et j'affirme que cet individu ne sait pas le flamand, à telle enseigne que, quand il siége au conseil communal, et qu'on s'y exprime en flamand, ce qui arrive d'ordinaire, il est obligé de demander au secrétaire, ce dont il est question; s'il peut être agréable à mon honorable contradicteur d'avoir la preuve de ce fait, je la lui administrerai avec plaisir. »

... M. *Cogels.* — L'honorable M. Verhaegen nous a dit qu'il est bon que vous sachiez que le bourgmestre de Watermael-Boitsfort ne sait pas un mot de flamand... J'ai vérifié le fait. J'ai dit qu'il sait le flamand, parce que j'ai causé en flamand avec lui. Il a fait des études à l'université de Leyde, ce qui prouve qu'il sait le hollandais. Qu'il y ait à Watermael-Boitsfort des personnes qui, ne parlant pas bien le flamand, ne l'aient pas compris, c'est possible; mais je puis certifier qu'il parle flamand, et flamand bruxellois; car j'ai causé avec lui dans cet idiôme.

Quand il en serait autrement, ce ne serait pas la première fois qu'on mettrait à la tête d'une commune ou d'une province un administrateur qui n'en saurait pas la langue. Seulement c'est la première fois que l'honorable M. Verhaegen l'aurait fait remarquer.

M. *Verhaegen.* — ... Je ne veux pas engager une discussion sur ce point. Tout ce que je puis dire à l'honorable membre, c'est qu'il est dans l'erreur... Le bourgmestre s'en tirera comme il pourra... »

## 704. Candidats à l'École militaire. — *L'Indépendant,* 10 December 1842, nr 314.

Klachten over de gebrekkige kennis van het Fransch : « ... Ceci est un point sur lequel il importe de fixer l'attention des parents et des instituteurs : les candidats (48) ont prouvé qu'on n'avait attaché que peu ou point d'importance à leur instruction en fait de grammaire et d'orthographe françaises. *Tous* ont fait des fautes nombreuses d'orthographe, dans une vingtaine de lignes qui leur ont été dictées; quelques-uns en ont fait jusqu'à *trente.* »

## 705. L'Académie de Bruxelles et M. Nothomb. *Messager de Gand,* 12 December 1842, nr 347.

In dit artikel wordt over WILLEMS gesproken op eene wijze die aantoont dat hij van den Orangistischen *Messager* niet geschat werd : « M. Willems est un homme qui, comme tous les sauvages de la civilisation, sans grec, latin ni français, s'est réfugié dans le flamand des anciens jours, étranger du reste, à tout ce qui s'est passé, à tout ce qui se passe au dehors : médiocrité que des médiocrités voisines accueillent comme amie, parce qu'elle n'offusque pas. »

## 1843.

706. Voorbericht van den 4$^{en}$ jaargang van het *Kunst- en Letter-Blad,* bl. 1 en 2.

Bittere uitval tegen de miskenning van de taal des volks.

« ... Veertig duizend handteekeningen kwamen bevestigen dat het petitionnement van 1840 iets anders was dan eene opruijing. De zaek was ernstig genoeg om aendacht te verdienen — men ondervroeg en beloofde. Wat gaf men? slechte vertalingen; een paer Vlamingen in lagere posten, een paer onvlaemschen meer in verhevenere; het hooger onderwys bleef in *statu quo*, terwyl het beoefenen der Moedertael meer en meer gedwarsboomd werd. Men gaf een Vlaemsch feest, de minister sprak er vlaemsch op en beweerde dat wy regt hebben; doch weldra gebiedt hy, dat een bediende by den yzeren weg vier, vyf spraken kenne, en stilzwygend verwerpt hy de Landstael. De Vlaemsche letterkunde verzocht om op gelyken voet behandeld te worden als de fransche; men nam twaelf of vyftien exemplaren van een nederduitsch werk, en begiftigde fransche schryvers met duizenden franken.

De taktiek van dien oorlog is niet moeijelyk te ontdekken. Vraegt dat in de vlaemsche gewesten de ambtenaren de tael verstaen; men zendt op de grenzen een paer komiezen, in staet om hollandsche passen te lezen; — Het misbruik is geweerd. Betoogt dat er behoefte is aen eene vlaemsche Academie; men wyst er hem naer eene steeds uitgestelde herinrigting van het brusselsch geleerd gezelschap; — gy zwygt en hoopt. Taelt van nederduitsche letterkunde in het hooger onderwys in te voeren; men laet u als eene overwinning voormaken, dat de studie van eene der beide litteraturen weldra *facultatief* zyn zal. Vraeg ondersteuning voor het nederduitsch, gelyk er voor het fransch is; gy wordt met koper beloond; — vraeg zilver, gelyk het fransch ontvangt, gy krygt biljoen, en de gunsteling wordt goud in de handen gestopt; — vraeg niet verder, of men maekt u uit voor onredelyk. Klaegt over dit alles aen den volksvertegenwoordiger; het antwoord is gereed : Mynheer, *formuleer* uwe bezwaren!

Inderdaed, in de verlamde hand der Vlamingen hebben hunne grieven de gladheid van den ael bekomen. Voeg nog by dit alles de spot- en schimpartikels in het blad van 't Hof en elders *ex-officio* gerigt tegen het *esprit de clocher;* tegen *les bourus flamands,* tegen *les jargons de la Flandre et du Brabant,* en wat al meer onze *civilisateurs* tegen de nederduitsche Belgen weten in te brengen. »

707. Briefwisseling uit Brussel (2 Januari 1843). *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 2.

Handelt over de werkzaamheid der Vlamingen in de hoofdstad.

708. Langue flamande. *L'Émancipation,* 4 Januari 1843, nr 4.

« On lit dans *l'Organe des Flandres :* Nous venons d'apprendre une nouvelle qui fera une agréable sensation dans nos Flandres, le Brabant, le Limbourg et dans la province d'Anvers : Sa Majesté vient de faire choix de M. l'abbé Olinger pour enseigner *la langue flamande* à LL. AA. RR. le duc de Brabant et le Comte de Flandre. C'est là une nouvelle preuve du désir du souverain de rattacher sa dynastie à tout ce qui se rapporte à la nationalité et à l'indépendance belges. »

709. Onze Tael. *Den Vlaming,* 13 Januari 1843, nr 497.

Wenschelijkheid van het zuiver behoud onzer taal, met het oog op het bewaren onzer zuivere zeden.

710. Een woordje aan « Flamandophile ». *Den Vlaming,* 22 Januari 1843, nr 501.

Tegen het gebruik der bastaardwoorden en over den verderfelijken geest, welke ook reeds eenige Vlaamsche schrijvers beheerscht.

711. V. K. — Brief uit Luik, (1 Februari 1843.) *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 19, 2e kolom.

Over het gunstig onthaal van de Vlaamsche Letterkunde in Duitschland.

712. Chronique judiciaire. Cour d'assises de la province de Brabant. Audience du 21 février 1843. Affaire V. d. B... *L'Émancipation,* 22 Februari 1843, nr 53.

« Il est procédé à la formation du jury... »

« ... L'accusé ne sachant pas le français M. Nuewens, traducteur-juré est nommé pour interprête... »

Nadat de jury uitspraak gedaan heeft (l'*Émancipation,* 25 Februari 1843, nr 56) : « Me Ambroes donne lecture de conclusions conçues en ces termes :

Le conseil soussigné, au nom de l'accusé, conclut à ce qu'il plaise à la cour lui donner acte :

1° De ce qu'il a été procédé aux opérations pour la formation du jury de jugement sans qu'il ait été donné un interprête à l'accusé, tandis que celui-ci ne comprend pas la langue française... »

Deze reden werd niet aangenomen door het Hof van Verbreking (3 April 1843) (zie l'*Émancipation,* 4 April 1843, nr 94).

713. Zaek Van den Bossche. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 24.

« De zaek Van den Bossche, die den 24 February door 't hof van Assisen van Brabant ter dood werd veroordeeld, heeft nogmaels het verfoeijelyke juk komen aenwyzen, waeronder Vlaemsch Belgie gebukt gaet. Van den Bossche heeft in eene zaek, waervan zyn leven afhing, publick ministerie en advocaten over zyne misdaden moeten zien redetwisten, zonder dat hy één woord van al dat vreemd gepraetsel verstaen heeft. — De man is Vlaming, en die paria-stytel schynt genoeg om alle aenspraek op menschelyke geregtigheid te verliezen.

Het hof heeft geen akt gegeven van de verklaring des veroordeelde, meldende *dat er hem geen taelman* werd toegevoegd, *ofschoon hy de fransche tael niet verstaet.*

Vlaemsch slagtvee, gy dient tot niets anders dan om melk te leveren en vleeschsop. Wanneer gy van uwe regten balkt, dan dryven gejouw en zweepslagen u naer den stal — gy kunt er uw ongeluk herkauwen en inslapen. Wat een leven! »

## 714. La Hollande, l'Allemagne, la Belgique, et le Journal de la Haye. *L'Indépendant,* 1 Maart 1843, nr 60.

« Tel est le titre sous lequel la *Gazette de l'État de Prusse* publie un long article dans lequel nous lisons :

« Le *Journal de la Haye* contient, dans son numéro du 31 janvier, un article fort surprenant dirigé contre une série d'articles de la *Gazette universelle d'Augsbourg*, ou plutôt contre l'Allemagne.

Il n'y a pas encore 15 ans, dit-il, qu'on avait formé aux Tuileries le projet d'un nouveau partage de l'Europe, en réunissant la Belgique à la France, et la Hollande à la Prusse, et en laissant la maison d'Orange fonder à Constantinople une nouvelle dynastie sur les débris de l'empire Ottoman. Une pareille combinaison pourrait-être renouvelée tôt ou tard. La Belgique et la Hollande devraient s'allier aussi intimement que possible et sacrifier leur dernier homme et leur dernier florin plutôt que de subir une pareille humiliation. L'Allemagne devrait changer entièrement de ton et de langage, et écouter les conseils de la saine raison et de l'équité, et interdire aux journaux soumis à sa censure, la raillerie, l'outrage et les menaces dirigées contre l'indépendance nationale de la Hollande... »

Telle est la substance de l'article du *Journal de la Haye*, qu'on croirait écrit à la veille d'une guerre. Nous trouvons tout naturel que le journal hollandais défende la cause de son pays contre les attaques de la *Gazette d'Augsbourg*... Que la Belgique, admise dans la grande famille des États européens, doive être traitée aussi favorablement que toute autre puissance; que sous le rapport politique, elle trouve dans la Hollande une alliée naturelle, c'est ce que peu de personnes ont méconnu en Europe, et en Allemagne moins qu'ailleurs. On ne peut que se féliciter de voir l'opinion publique en Hollande, le reconnaître également, quoiqu'un peu tard. L'Allemagne, qui ne rêve ni conquêtes politiques, ni conquêtes

commerciales, ne spécule pas sur les discordes des autres, mais elle a, certes, le droit d'exiger qu'on ne porte pas atteinte à ses relations avec l'étranger, en se livrant à de vaines déclamations, ou en égarant le sentiment national. »

715. **Robin (Eugène).** — La Belgique, sa nationalité, sa situation actuelle. Paris, *Revue des Deux-Mondes,* Maart 1843.

Over het hier aangeteekend werk schreef *l'Indépendant* (18 Maart 1843, nr 77) : « C'est la première fois qu'une revue française aura accueilli une appréciation impartiale de la Belgique faite au point de vue belge. »

Uittreksels :

« ... C'est dans le creuset des passions populaires du treizième et du quatorzième siècle que se jette et s'élabore l'élément flamand, le plus considérable et le plus ancien de tous. On voit poindre alors et grandir une de ces animosités farouches qui individualisent les peuples, car tous ont commencé par la haine de l'étranger. Du jour où les communes de Flandre ont combattu l'armée royale et l'ont vaincue, le Flamand se distingue du Français, son voisin, par une anthipatie prononcée, plus encore que par son langage. C'est la haine de l'Écossais pour l'Anglais, si vivace à la même époque, haine que le temps affaiblira et qui finira par disparaître, comme elle est effacée maintenant sur les deux bords de la Tweed, si la fusion s'opère à temps entre les deux peuples, mais qui se transformera, du côté du plus faible, en une habitude de défiance ombrageuse, s'ils continuent à vivre séparés. Pendant la première période de la puissance communale dans le nord, qui embrasse tout le temps de la splendeur de la commune de Gand et se termine à la bataille de Roosebeeck (1381), où le second Artevelde périt, le comte de Flandre demeure attaché à la France, parce qu'il ne peut rien sans son secours; ses partisans en minorité sont flétris du nom de Leliards, et trouvent plus d'une fois leurs vêpres siciliennes. Il y a enfin une sorte de nationalité flamande prolongée jusque vers l'Allemagne, qui fait front à la nationalité française. »

***

« ... Un second élément national concourait à former le caractère de ce peuple (belge), dont le nom n'apparaîtra qu'au dix-neuvième siècle. C'est dans les provinces *wallonnes* ou françaises que nous le signalerons. Là, au moyen-âge, il n'y avait pas de langue qui établît déjà une barrière naturelle entre des provinces dépendantes d'une même couronne, et justifiât jusqu'à un certain point leur séparation politique. On parlait, dans les comtés du Hainaut et de Namur, ainsi que dans l'évêché de Liége, l'idiôme dominant en-deça de la Loire. Le wallon actuel n'est autre chose que la langue d'oïl ou d'oui qui est tombée à l'état de patois en demeurant au fond du peuple. »

***

« ... La Belgique est française par ses lois, par l'institution nouvelle de la propriété, par la suppression de ses anciennes castes, et surtout par cette vie intime d'un quart de siècle, par ses souvenirs brillants de périls et de gloire partagés avec la France impériale, que, dans son juste orgueil, elle ne répudiera jamais. »

***

« ... Elle retrouva dans Guillaume Iᵉʳ un second Joseph II, et les anciens partis de Vonck et de Vandernoot se réformèrent sous d'autres noms. Seul, le libéralisme ne serait jamais parvenu à creuser un abîme entre la Belgique et la Hollande; il avait même commencé par se caser dans la nouvelle patrie que les traités lui avaient faite. Les seuls dissolvants vraiment actifs de la combinaison neérlandaise de 1815, ce furent l'incompabilité des croyances religieuses et la recrudescence des anciennes rancunes populaires. Ainsi le clergé ne voulut pas recevoir, dans un collége fondé par un roi protestant, l'éducation libérale qui se donne aujourd'hui dans ses séminaires et dans son université; les Flamands refusèrent de parler la langue hollandaise, qui diffère si peu de la leur; tous furent insensibles à la prospérité nouvelle qu'ils devaient au partage du commerce des Indes... »

***

« ... Dans un pays où deux idiômes sont en présence et se confondent parfois, il n'y a pas de littérature possible. C'est l'instrument, dans ce cas, et non le génie propre qui manque. La Belgique en est là (1843). Cependant la langue française y gagne du terrain et refoule peu à peu le flamand dans le peuple, malgré la résistance singulière d'un petite coterie qui voudrait l'élever jusqu'au rang d'idiôme littéraire, résistance qui, soit dit en passant, s'appuie toujours sur le respect du pays pour des habitudes séculaires. Nous ne pouvons dire encore si, du jour où les hommes de quelque portée dans la partie flamande auront renoncé de bonne grâce à une langue sans avenir et qui partage inutilement leurs facultés de style, la Belgique aura une littérature; elle l'espère du moins. Jusqu'à présent, elle n'a que des écrivains en petit nombre et d'une modeste valeur dont la contrefaçon arrête encore l'essor... »

***

« ... Il y a une opinion en France (et elle ne s'arrête pas aux limites de tel ou tel parti) qui n'a pu se décider encore à prendre la Belgique au sérieux, et croit toujours qu'il suffira en tout temps, pour la faire rentrer dans l'unité française, que les circonstances permettent enfin le remaniement de l'Europe. Cette opinion est considérable à nos yeux, quisqu'elle est l'expression d'un sentiment national. Nous désirons, sans l'espérer, que nos paroles lui aient prouvé qu'elle se nourrit d'une illusion dangereuse même pour la France, en ce qu'elle l'enraie dans les anciennes ornières de sa politique conquérante... »

***

« ... La Belgique nous semble ne pouvoir plus être désormais qu'une nation libre ou une Irlande. »

***

Het ministerieel blad *l'Indépendant* achtte het opstel van zijnen medewerker Robin zoo « merkwaardig », dat het opstel overgedrukt werd in zijne nummers van 20, 21 en 22 April 1843 en daarin, als feuilleton, 27 kwart-kolommen inneemt.

## 716. Nécrologie. *L'Indépendant,* 17 Maart 1843, nr 76.

Kondigt het overlijden aan van Falck, Nederland's gezant te Brussel (16 Maart), in den ouderdom van 65 jaar.

« Tout le monde sait la bonté, l'aménité, qui caractérisaient M. Falck. Nous pouvons dire, sans craindre d'être démentis, que sa mort excitera autant de regrets en Belgique que dans sa propre patrie. »

Kort na den dood van Falck ontvingen eenige Gentenaars, die als Orangisten te boek stonden, van den koning van Nederland het eereteeken van den Nederlandschen Leeuw of van de Eikenkroon. Daarover schreef de *Arnhemsche Courant* (zie de vertaling in *l'Indépendant,* 24 April 1843, nr 114) :

« . . Lorsque M. Falck devint ministre en Belgique, le parti orangiste donnait encore de nombreux signes de vie, et on sait assez aujourd'hui que de notre côté, nous n'avons pas observé une très stricte neutralité en ces occasions. Alors M. Falck posa, comme une des conditions de son acceptation de ces fonctions, qu'on devait bien se pénétrer de ceci : qu'il ne prêterait jamais la main, soit directement soit indirectement, à des mesures qui pourraient encourager ce parti. On en avait pris son parti ; les affaires avec la Belgique furent arrangées, cet arrangement devrait être complet; il n'y avait pas à revenir sur le passé.

C'était une consolation pour cet homme d'État, qu'avant sa mort on n'ait pas osé avoir recours à des distinctions aussi impolitiques et aussi peu méritées. Craignant sa voix puissante et la force de son caractère, on a attendu que cette voix fût devenue muette, que la mort eût rendue toute résistance de sa part impossible. »

In hetzelfde opstel lezen wij :

« Il est du plus haut intérêt pour nous de vivre en bonne intelligence avec la Belgique; si cette bonne intelligence est rompue, notre indépendance court de grands risques... »

## 717. Enseignement moyen. Collège de Mons. Extrait du rapport de M. Nothomb. *L'Émancipation,* 21 Maart 1843, nr 80.

« ... La langue française est également bien enseignée; j'en dirai autant des langues allemande et anglaise, principalement de la première. J'ai trouvé au contraire les élèves du cours flamand d'une extrême faiblesse;

mais il est juste de remarquer que ce cours est peu suivi et peu goûté; il ne se donne d'ailleurs qu'une fois par semaine... »

Collège de St. Trond (*l'Émancipation*, 22 Maart 1843, nr 82) :

« ... Dans les quatre classes inférieures les explications se donnent en langue flamande, quoique, par le manque de bons manuels dans cette langue, on doive se servir d'ouvrages français. Mais, les élèves en général ne sont pas complètement familiarisés avec l'usage de la langue française... »

Collège de Tongres :

« Les explications dans les classes d'humanités, se donnent en langue française. Toutefois, il y a des cours spéciaux en langue flamande; mais la *Commission d'instruction* a décidé qu'on suivrait l'idiôme hollandais jusqu'à ce que l'orthographe flamande soit définitivement fixée par le gouvernement. »

Collège de Hasselt (*l'Émancipation*, 20 April 1843, nr 110) :

« Dans toutes les classes, les explications se donnent en langue française; les étudiants, flamands pour la plupart, s'habituent ainsi à parler une langue étrangère et ils retirent tout le fruit possible des manuels qu'on leur met entre les mains. »

Collège de Beeringen :

« Tous les cours d'humanités se donnent en français; mais les élèves de septième n'étant pas aussi familiarisés avec cette langue que ceux de Hasselt, ou de Tongres, le directeur semble disposé cette année à faire donner l'enseignement en sixième par le flamand, dont l'étude se continue avec succès dans deux cours spéciaux. »

718. **Guizot.** — L'Union douanière entre la Belgique et la France. *L'Indépendant,* 25 Maart 1843, nr 84.

Overgenomen uit *Le Moniteur Français* (Chambre de Paris).

« ... On nous a reproché de n'avoir pas accepté en 1830 l'incorporation de la Belgique à la France. En cela on nous reproche de n'avoir point accepté la guerre européenne. Croyez-vous donc que l'incorporation de la Belgique à cette époque pût se faire sans entraîner la guerre européenne, sans compromettre notre politique tout entière? Messieurs, ce refus est l'acte de sagesse le plus méritoire que jamais gouvernement ait accompli... »

719. Quatrième suite aux lettres pour servir de matériaux à l'histoire des deux introductions du système linguistique néerlandais en Belgique. Brussel, Rampelbergh, 17°, 29 bl.

Zie nrs 570, 574 en 644.

720. Société de Littérature flamande. *L'Indépendant,* 25 April 1843, nr 115.

Gunstig verslag over de plechtige openbare vergadering, gehouden ten stadhuize te Brussel, in de Christus-zaal, op Zondag 23 April, te half een uur. Redevoering van den voorzitter J. de Jonghe; verslag van den secretaris M. Van der Voort enz.

721. **Fétis.** — La société de littérature flamande. *La Belgique Musicale,* 27 April 1843.

In dit artikel, handelende over de vergadering van het Brusselsch *Nederduitsch Tael- en Letterkundig Genootschap* op het stadhuis der hoofdstad, den 23 April 1840, laat Fétis zich de bekentenis ontvallen dat de Vlaamsche zangmaatschappijen beter zouden doen in hunne moedertaal te zingen dan in 't Fransch :

« Nous l'avouons franchement, pour notre part nous trouvons plus de charme aux paroles flamandes chantées par des Flamands, qu'aux paroles françaises trop souvent estropiées par eux. »

722. Verslag der plegtigheid gevierd door de maetschappy « Broedermin en Taelyver », ter gelegenheid harer hulde aen den heere K. Ondereet, voorzitter, van deszelfs afbeeldsel in steendruk op den 30 April 1843. Gent, C. Annoot-Braeckman, 8°, 8 bl.

Bevat de redevoeringen van H. VAN PEENE, geheimschrijver der maatschappij, en van den gevierden K. ONDEREET, op dit feest uitgesproken.

723. Caricaturen op de Vlaemsche beweging. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 44.

« De eene (dezer caricaturen) verbeeldt de Vlaemsche voorvechters op den buik voortkruipende, terwijl twee duivels met kruiskens en papiertjes (aenstellingen zeker) naer hen staen te hengelen.

De andere vertoont een kind (de tael) in de wieg. Twee hooge persoonaedjes wedyveren aen weerskanten van de wieg, om 't schreeuwende jongsken in slaep te wiegelen, onder 't gezang van : *do, do, kindje!* Rondom staen de bloedverwanten te huilen en te tieren omdat men den kleine een zoo moordend geneesmiddel toedient, terwyl anderen gesust worden door handdrukken en vriendelyk meesmuilen. Links op het voorplan staet een lang mager man, in half gebogen houding, voor een diklyvig heer, en zegt met zekere deemoedigheid : *Moi, jamais!* Achter hem heeft een in een mantel gewikkelde een ander mager man by de keel, waeruit niet anders gehoord wordt dan : *honde(n) volk!*

In 't verschiet ziet men een paer hansworsten, met een slingeraep by zich, onder 't geluid der *grosse-caisse,* de gapende menigte met aller-

handle poetsen en het te grabbel werpen van peperbollen, vermakende. Een paer bloedverwanten staen half gekleed de poetsenmakers aen te kyken, en schynen grooten lust te hebben om tusschen den hoop meê te grabbelen.

Onderaen staet : *Endormons le! contentons le!* »

724. Katholieke Universiteit. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 44.

« ... By de Katholieke Universiteit (wordt), sedert twee jaren, de leergang van Nederduitsche letterkunde niet meer gegeven, al is die opschorsing *niet* by gebrek aen toehoorders geschied.

Men zegt ook dat het fransch litterarische genootschap der Leuvensche Hoogeschool van wege den Akademie-raed een jaerlykschen onderstand van zeshonderd franken geniet, terwyl de vlaemsche maetschappy enkel van haren *vlyt* leven moet. »

725. Bestendige Deputatie van Oost-Vlaenderen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 60.

« Op voorstel van den heer Groverman, heeft de permanente deputatie van den provincialen raed van Oost-Vlaenderen besloten, het reglement op de buertwegen mede in het Vlaemsch uit te geven, en beide teksten voor even officieel te erkennen. »

726. Uit het onlangs verschenen nr van het *Journal historique,* bl. 145. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 60.

« Zy (de vlaemsche gewesten) zyn door een bolwerk verdedigd dat de andere niet omringt. Dit bolwerk is hunne moedertael; en dit verdedigingsmiddel is sterker dan men denken zou. Maer het is op meer dan ééne plaets afgebroken, en langs meer dan ééne plaets kan men er over heen geraken. Hoe hetzelve te behouden? Hoe de bressen er van te herstellen? Dit is, meer dan van ons, de zaek der mannen die zich op de plaets bevinden. Zeker evenwel is het, dat de beoefening der tael het te bezigen hoofdmiddel zyn moet. Wierd de studie er van in de scholen verwaerloosd; vonden de jonge lieden, na eens de wereld te zyn ingetreden, in hunne tael niet of slechts moeilijk de boeken en dagbladen, waeraen zy behoefte mogten gevoelen, zeker moest dit bolwerk langzamerhand instorten, misschien eindigen met te verdwynen. »

Op deze regelen laat het *Kunst- en Letter-Blad* deze volgen :

« Verdwynen, gewis niet; en tegen het instorten wordt dagelyks met toenemend goed gevolg voorzien. Het is intusschen van 't hoogste gewigt te zien hoe een blad, dat voor de hoofdtolk der katholieke party doorgaet, over onze vlaemsche beweging denkt en ze zoo volkomen

goedkeurt, ja ten hoogsten de lauwheid berispt waermede onze zaek behandeld wordt — door hen van wier hoogste belang het is dat onze zaek volkomen zegeprale. — Wy hopen dat de woorden van het *Journal historique*, nopens het onderwys in de moedertael, weêrklank mogen vinden; want het is maer al te waer, dat ook in de scholen door geestelyke persoonen bestuerd, dit onderwys veel, zelfs in sommige alles te wenschen overlaet. »

### 727. De Vlaemsche zaek gaet vooruit. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 61.

« ... By de meesten onzer natie is men beginnen in te zien, wat het zeggen wil zyne tael lief te hebben, wat al stoffelyke zoowel als zedelyke voordeelen daer aen hangen, — dat die liefde geweld en list te boven kan, ja sterker is dan 't goud. Wat eene eigene tael vermag hoore men slechts af van de woede dier vreemde vogels welke op onze wonden azen, en reeds voorgevoelen dat de aenstaende genezing hen verjagen moet. Men heeft weleer de razerny gezien van het half officiëel blad zaliger, en van een dozyn geringere schreeuwbekken; de zaek is niet te min in gang gebleven... »

Als op een teeken van vooruitgang wijst de schrijver op de door den provincialen raad van Oost-Vlaanderen en door dien van Antwerpen genomen beslissing. « Het is bekend » — zegt hij, — « dat het, in die twee vergaderingen was, dat de wetgevende magt het eerste de hand toereikte aen de vlaemsche beschaving... De altyd moedige Colins (heeft) nogmaels in den provincialen raed van Antwerpen in de volkstael gesproken, en eenige grieven opzichtens het recht der tael aangehaeld, wier wering ons sedert lang beloofd was, maer door zydelingsche middelen gemakkelyk wordt tegengegaen... De heer Colins (heeft) onderscheiden openbare ambtenaren en zelfs den stedelyken raed van Mechelen over hunne tergende voorliefde voor het fransch gegispt, en er bygevoegd dat men niet verwonderd hoefde te wezen, wanneer men buitengemeenten by voorkeur in het fransch briefwisseling zag houden met het provinciale gouvernement, daer het natuerlyk van 't belang is dier gemeenten met het bestuer wel te staen; van daer dat op de vraeg van den distrikt-kommissaris : in welke tael zy verkiezen met hem te korrespondeeren, zy niet het vlaemsch voorzetten. De distrikt-kommissarissen moesten beginnen met zelve in 't vlaemsch te schryven. — Zoo hielde het ryk van *intimidatie* op; doch zoo ver is onze beweging nog niet gevorderd.

Het voorledene jaer had men het *exposé* van den toestand der provincie ook in onze tael gedrukt : dit jaer wenschte het gouvernement dat men er van afzage, daer, volgens het zeggen van den heer gouverneur, van de eerste afdruksels weinige exemplaren verkocht werden. De heer Colins vraegt dat de raed vyf honderd franken stemme om de drukkosten te bestryden. De heer De Brouckere doet opmerken dat er zeven honderd franken toe vereischt worden — eene veel te hooge som voor iets dat niet gelezen wordt : hij stelt er zich dus tegen. Met al zyne

bezorgdheid voor ekonomie is het bestuer evenwel niet welsprekend genoeg om den raed in zyn gevoelen te doen deelen, en des heeren Colins voorstel (op 700 fr. begroot) wordt met *een en dertig* tegen *acht* stemmen aengenomen. »

### 728. Mynheer Nothomb. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, nr 72.

« Meer dan eens werden wy van onregtvaerdigheid jegens het staetsbestuer beschuldigd, omdat wy houden staen dat men onze Moedertael steeds vyandig blyft. Want, zeggen de niet erg denkenden, deze en die hier is geplaetst, en de heer Nothomb schryft met een milde pen op de vlaemsche werken in. 't Is waer, de omstandigheden zyn een paer vlaemsche letterkundigen gunstig geweest, en men heeft den heer Nothomb op een *brochure* voor honderd vyftig exemplaren zien inschryven. Schoon wy daertegen menige byzonderheid zouden kunnen mededeelen, om te bewyzen dat wy, betrekkelyk gesproken, weinig reden hebben om ons van het staetsbestuer te beloven, beschouwen wy deze gouvernementale mildheid enkelyk als individueel voordeel aenbrengende, — een slaepmiddeltje, omtrent welkers kracht niemand zich vergissen kan. Van even veel *alloi* rekenen wy het thans genomen besluit van den heer Nothomb, waerby bepaeld wordt dat de memorien voor den kampstryd tusschen de studenten der Universiteit voor het schooljaer 1843-1844, ook in 't Nederduitsch mogen opgesteld worden. Wie zich daeraen vergaept en ons geene bloemekens op de mouw wil spelden, moet waerachtig alle gezond verstand verloren hebben. Wat, men doet de studenten in *'t fransch* onderwyzen, en men zegt hun : schryft ook *vlaemsch* als gy kunt of durft!

Jongens! jongens! wat is mynheer Nothomb onze tael genadig! *Ont-ils encore à se plaindre, vos Flamands! Ha, monsieur le ministre, si telles sont vos intentions, faites-nous la guerre; mais de grâce, faites-la en noble chevalier.* »

### 729. Klachten in Henegouwen enz. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 84.

Naar aanleiding van een opstel in het *Journal de Charleroy*, waarin geklaagd werd over den bedroefden toestand der nijverheid in Henegouw, Namen en Luik, en het Ministerie bedreigd.

« Dat het ministerie niet vergete, » — schreef het *Journal de Charleroy*, — « dat de eerste vlag, welke men in 1830 in de Henegouwsche gemeenten opstak, de *Fransche* vlag was, en dat men er nooit van de Brabantsche had hooren spreken. — Aen Frankryk vereenigd zouden de waelsche gewesten de rykste zyn van geheel Europa : nu staet er hun niets meer te verwachten dan ellende en de dood. Pas op, ministerie! het geduld verslyt op den duer. — Het zyn de Luikenaers, Henegouwers en Namenaers die de omwenteling van 1830 gemaekt hebben, en de meeste van hen betreuren hunne daed sedert lang. »

Het *Kunst- en Letter-Blad*, die woorden besprekend, beweert dat de bevolking van Henegouw en Namen, over het algemeen, « geen gevoel van nationaliteit bezit », en vraagt of het voor die vaderlanders is, dat de Vlamingen hunne taal en zeden moeten slachtofferen. Om zoo iets te schrijven als het blad van Charleroy, zal men nooit een vlaamschen schrijver vinden.

« Wy kenden dat eigenaerdige patriotismus » — aldus vervolgt het *K. en L.-B.* — « sedert lang, en 't was altyd onze wensch er de aendacht van sommige hooggeplaetste Vlamingen op te trekken, die ons meermalen van overdrevenheid beschuldigden, wanneer wy, in onze gesprekken zoowel als in onze geschriften, beweerden, dat alleen de vlaemsche geest voor vlaemsch Belgie de waerborg oplevert eener nationale ontwikkeling. »

## 730. Collège d'Ypres. *L'Émancipation,* 5 Mei 1843, nr 125.

« L'enseignement de la langue et de la littérature française se partage en quatre années d'études ou quatre cours qui ont, chacun, leur professeur particulier. L'enseignement de la langue et de la littérature flamande marche de pair avec celui de la langue et de la littérature française... »

## 731. Chemin de fer. Organisation des cadres du personnel. *Moniteur Belge,* 19 Mei 1843.

In het koninklijk besluit van 8 April 1843, betreffende de aanwerving en de bevordering van het hooger en lager personeel, is er van de kennis der Nederlandsche taal enkel spraak in de volgende artikels :

« Art. 35. Les gardes-convois, facteurs et peseurs ne sont nommés qu'après un examen.

Sont seuls admissibles à l'examen, les candidats âgés de moins de 27 ans, sachant lire et écrire le français *ou* le flamand et dresser un compte de recettes...

Art. 38. Les gardes-salles d'attente et portiers sont nommés à la suite d'un examen, auquel ne sont admis que les candidats âgés de moins de 40 ans et sachant lire et écrire le français *ou* le flamand... »

## 732. Cour d'assises du Brabant. Affaire Janssens et complices. Audience du 13 juin 1843. *L'Indépendance belge,* 17 Juni 1843, nr 168.

Het assisenhof van Brabant had, den 12 Mei 1842, Geens en Bonné vader en zoon ter dood veroordeeld wegens diefstal in de pastorij te Kortenberg, gepleegd in den nacht van 5-6 Mei 1841. — Die drie veroordeelden hadden reeds, den 10 Augustus 1842, de straf der kaak ondergaan, toen een gevangene, Janssens genaamd, zich en zijne medeplichtigen verklapte. Deze kwamen dan voor het hof van assisen. In de terecht-

zitting van 15 Juni 1843 legde de heer Goethals, de onderpastoor, de verklaring af « que l'individu qui a dit ces mots : *où ce qu'il est votre argent*, a parlé français.

Il paraît établi qu'aucun des trois condamnés (Geens et Bonné père et fils) ne sait un mot de français. »

In de zitting van den 17 :

« Le maréchal-des-logis Fabry rappelé, déclare qu'il a interrogé les condamnés, lors de leur arrestation, en français, et qu'ils n'ont pu lui répondre ; il a dû requérir l'assistance du garde-champêtre. »

M. *Jean-Baptiste Kempenaers*, serrurier à Malines, a fait longtemps des affaires avec Bonné père et Geens. Ces individus ne parlent que flamand ; il a été nuit et jour avec Bonné père, qui devant lui n'a jamais prononcé un mot de français. Il a eu des conversations devant Bonné avec des personnes qui ne parlaient que français, et jamais cet homme n'a laissé échapper un mot de français.

M. *le Président*. Faisaient-ils leur commerce seulement dans le pays flamand ?

*Le témoin*. — Je crois qu'ils ont été une fois ou deux dans le pays wallon.

M. *le Président*. Et comment pouvaient-ils faire leur commerce dans ce pays ne sachant que le flamand ?

*Un des MM. les Jurés*. Dans quelle partie du pays wallon ?

*Le témoin*. Je ne sais.

Mᵉ *Bouvier*. Comment le témoin a-t-il pu s'assurer que ces hommes ne parlaient pas français ?

*Le témoin*. Je répète que je les ai vus trop longtemps pour qu'ils n'aient pas laissé échapper un mot de français s'ils l'avaient su.

M. *le Président*. Bonné, comment faisiez-vous dans le pays wallon ?

*Bonné*. Je n'y ai voyagé qu'avec mon frère qui est mort maintenant et qui parlait français. »

## 733. Van Trappe-Escalier. *L'Indépendance belge*, 25 Juli 1843, nr 25.

Over de vertaling van Vlaamsche familie-namen :

« Un ouvrier nommé Van Trappe, né à Gand, était prévenu de vagabondage ; le pauvre diable s'en défendît le mieux qu'il put et montra même à ses juges son livret d'ouvrier, signé par l'autorité locale de Tourcoing. Inspection faite du livret, on répliqua au prévenu que ce livret ne lui appartint pas, puisqu'il était au nom du sieur *Escalier*. « Je le sais, répliqua-t-il, mais les autorités de Tourcoing ont *francisé* mon nom ; je m'appelle *Van Trappe*, et ils m'ont transformé en *Escalier*. » — Un long éclat de rire suivit la découverte de l'admirable invention de MM. les maire et adjoints d'outre-Menin. »

## 734. Tribunaux. Cour d'assises de la province d'Anvers. Audience du 5 Août (1843). *L'Indépendance belge*, 7 Augustus 1843, nr 38.

In zake Bonné, vader en zoon, en Geens, (zie nr 732). Een twintigtal vragen worden aan de jury in 't Vlaamsch gesteld. De drie onschuldigen worden vrijgesproken.

735. Jottrand (L.). — Notre frontière du Nord-Ouest. Excursions pendant les vacances (Août 1843). Brussel, Wauters en Co, 12o, 228 bl.

In dat boekje is spraak van onze « verdrukte taelgenooten » in Fransch-Vlaanderen, en over de even erge behandeling der Vlamingen in België.

— Zie over die reisbeschrijving : *Kunst- en Letter-Blad*, 1843, nr 24, bl. 93.

736. De prysdeelingen der Kollegien en de tael. *Den Vlaming*, 22 September 1843, nr 604.

Volgens dit blad is er verbetering in de collegiën, wat het Vlaamsch aangaat, maar nog veel valt er te doen. Voornamelijk op de prijsdeelingen moet men den eerbied voor het Vlaamsch toonen : tot hiertoe geschiedt bijna alles in het Fransch.

737. J.-F. W(illems). — De Deensche en de Vlaemsche Taelkwestie. *Kunst- en Letter-Blad*, 1843, bl. 85-86.

« ... De verbittering der (Duitschers tegen de Denen) gaet zelfs zoover, dat zy een lied zingen, waerin het, onder anderen, heet :

Der Däne soll nicht haben
Das freie Herzogthum!
Nein! lieber Wir begraben
Uns tief in Deutschlands Grund!
Das Deutsche hoch soll Leben!
Das Dänische vergeh'n!
Lasst nur die Jüten beben!
Es fällt, was nicht kan steh'n!

*Wat niet staen kan, moet vallen!* Juist de tael van onze franschgezinden tegen de regtschapene Vlamingen, de tael ook van sommige verbrusselde Duitschers, die ons toeroepen dat wy moeten *hoogduitsch* schryven, om iets in de wereld te beduiden! Goede hemel! waer zou de vlaemsche beweging belenden, indien zy de politieke regten onzer moedertael in Duitschland moest gaen zoeken?...

Zegt men dat onze tael op een al te beperkt grondgebied huist, wy antwoorden : dat twee en half millioenen Belgen, drie millioenen Hollanders en zes of zeven millioenen Duitschers ons lezen en verstaen kunnen, en dat overigens zulke beperktheid van grond weinig ter zaek doet. »

En om dit te staven geeft en vertaalt J.-F. WILLEMS eenen brok uit de 10e *Vorlesung* van F. Schlegel (*Geschichte der alter und neuer Litteratur*):

« Het is slechts een vooroordeel, dat men eene veronachtzaemde of onbekende spraek voor eene hoogere volmaking ongeschikt acht. Al heeft de litteratuur van eene natie ook weinig invloed op die van andere volken, zoo is echter de geschiedenis harer geestontwikkeling in hare verhouding tot de nationale welvaert en tot het lot en geschiedenis eens volks reeds voor zichzelve een zeer bestudeerenswaerdig en aentrekkelyk schouwspel. De ergste barbaerschheid is die, welke eene volks- en landtael onderdrukt, of deze van alle hoogere geestoefening wil uitsluiten. »

## 738. **Een Krantsnuffelaer.** — De Vlaemsche periodieke Drukpers. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 87.

Handelt over den erbarmlijken toestand onzer pers en de ellendige taal waarin onze nieuwsbladen doorgaans zijn opgesteld.

Wij vernemen er uit dat de meest verspreide slechts driemaal ter week uitkomen; dat de *Standaerd van Vlaenderen* uit Brugge het waagde, eenige jaren geleden, dagelijks te verschijnen, doch dat zijne proef niet gelukte, alhoewel destijds nog geen *Fransch* blad in die stad het licht zag. De poging van de *Gazette van Vlaenderen* (Gent) om wekelijks viermaal te verschijnen, viel niet gelukkiger uit. Daarbij « zyn de meesten onzer nederduitsche nieuwsbladeren of op klein of op gewoon formaet; komt er hier of daer een op groot papier uit, het blad is tot de helft, soms tot drievierden, met *advertentiën* opgepropt. »

Over dezen toestand schreef later PAUL HAMELIUS, in zijne verder hier te vermelden *Histoire politique et littéraire du Mouvement flamand*, bl. 105-106:

« Sur vingt-huit journaux quotidiens belges en 1840, pas un seul n'est redigé en flamand. Le Limbourg ne possédait pas une feuille périodique en cette langue. Parmi les quatre autres provinces flamandes, la Flandre Orientale passe en tête avec huit journaux, dont quatre dans la seule ville de Gand; viennent ensuite la province d'Anvers avec cinq; la Flandre Occidentale avec trois et le Brabant avec un seul journal. Ces dix-sept journaux, dont la plupart paraissaient trois fois par semaine, étaient surtout des feuilles rurales, donnant les cours des marchés, annonçant les ventes et les nouvelles locales. Leur influence était faible au point de vue du progrès des idées aussi bien que pour la cause nationale.

Dix ans après la place du néerlandais dans la vie intellectuelle des Belges avait énormément grandi. En 1851, le nombre des journaux et revues avait plus que triplé. Il paraissait huit écrits périodiques à Gand, cinq à Bruges, quatre à Anvers et à Alost. Trente-huit autres se partagèrent les localités moindres. Un seul de ces cinquante-six périodiques paraissait à Bruxelles. Une statistique plus complète, faite quatre ans plus tard, renseigne septante-deux feuilles, dont six quotidiennes partagées également entre Gand et Anvers. »

Dezelfde schrijver zegt. bl. 169 :

« En 1874. le nombre des journaux flamands avait presque triplé. Il paraissait quatorze périodiques à Gand, autant à Bruges, douze à Anvers et cinq seulement à Bruxelles. Quatre-vingt autres se partageaient entre les villes de moindre importance. La presse flamande comptait ... un nombre total de cent vingt-cinq organes (1). »

## 739. Piet regt door zee. — Over het artikel : De periodieke Drukpers. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 89 en 90.

*Piet regt door zee* onderzoekt de oorzaken van den ellendigen toestand onzer pers. Hij wijdt dezen o. a. aan :

« 1° Het beperkte aental lezers, grootendeels voortspruitende uit het provincialismus en de tegenkanting welke de spelling der eene provincie in de andere ontmoet.

2° Het feit « dat ieder vlaemsch blad zelden meer heeft dan eenen opsteller », en deze alles moet vertalen uit Fransche, Duitsche en Engelsche dagbladen, terwijl de Belgisch-Fransche alles maar te knippen hebben uit de Parijzer gazetten.

3° « De algemeene bestiering des lands geschiedt in de fransche tael, en aldus wordt de Vlaming genoopt, zelfs in onze eigene huishoudkundige zaken, als vertaler op te treden... »

« Het zy in het voorbygaen gezegd, dat er niet één minister aen het roer zit, die de Vlaemsche tael verstaet, en onzes wetens zyn er sedert 1830, nog maer twee geweest, die er iets van verstonden. Ook dringen alle de fransche journalen in de ministeriën; maer te vergeefs zoekt gy er een Vlaemsch blad. »

Schrijver wil daardoor bewijzen dat de klachten over de grieven der Vlamingen of over dezer geestelijke of stoffelijke belangen te Brussel niet vernomen worden. « Wy werden dus gedwongen, met een Fransch kleedselken omhuld, tot de Fransche drukpers te naderen. »

4° « De fransche overheersching drong ons hare fransche administratie, fransche ambtenaren en de fransche tael op. Wilde men tot iets geraken, men was genoodzaekt de fransche tael aen te leeren. Onder het hollandsch bestuer wilde België fransch spreken, wyl het bestuer ons dwong onze tael te bezigen : « *Nitimur in vetitum,* » en in dezen staet van tegenkanting barstte de omwenteling uit in 1830; en daer byna uitsluitend de waelsch sprekenden zich aen het hoofd plaetsten, werd de fransche tael weldra de tael der regeering. Geen wonder dat de *puissants*

---

(1) Deze cijfers zijn getrokken uit :

*Histoire de la Presse* par BOURSON, *Patria Belgica,* III, p. 379-380; *De l'Importance de la langue flamande,* Bruxelles, 1853; *Vlaemsche Bibliographie,* 1855.

*du jour* de vlaemsche tael onder de voeten trachten te houden, voor hen immers is de fransche tael een *middel* om te *syn* en te *blyven;* en wie sluit zich gaerne den weg af, welke tot geld en eereposten leidt?

5° Het gebrek aen een goed vlaemsch dagblad in de hoofdstad is ook een groot beletsel voor de ontwikkeling der vlaemsche periodieke drukpers. »

740. **Victor (C.).** — Chronique théâtrale. *L'Émancipation,* 17 October 1843, nr 290.

« Pour que l'écrivain belge puisse avoir gloire et profit... il lui faut l'union douanière avec la France, ... l'abolition de la contrefaçon, ... la communauté intellectuelle entre la Belgique et la France... Si les lois internationales règlent entre deux peuples qui parlent la même langue les droits des écrivains comme en une nation unique, alors tous ceux qui se sentent au cœur quelque courage, dans la tête quelqu'inspiration, pourront livrer à la foule le fruit de leurs veilles, attendre quelque gloire et quelque profit d'une publicité qui embrassera dans son immense réseau la Belgique et la France, ils pourront alors et alors seulement, prouver à nos voisins d'outre-Quiévrain que notre belle patrie n'est pas peuplée d'intelligences hottentotes et de génies groënlandais... »

741. **Faucher (Léon).** — De l'Union commerciale entre la France et la Belgique. *L'Émancipation,* 20 October 1843, nr 293.

Brief uit Parijs, 17 October 1843.

« ... Le récit des fêtes, que donne en ce moment la Belgique pour célébrer l'inauguration du chemin de fer d'Anvers à Cologne, a produit ici une véritable sensation. Non pas que nous regardions d'un air d'envie le progrès qui s'accomplit dans les relations des provinces riveraines de l'Escaut avec les provinces rhénanes. Un parail évènement ne peut ni blesser la France ni même l'inquiéter... La Belgique tend la main aux provinces rhénanes, en attendant que le moment soit venu de s'associer à la France. Cela est bien pour nous comme pour vous... Je crains seulement que vos hommes politiques... ne se laissent entraîner au-delà du but. Il s'est dit, dans la réunion d'Anvers, des choses qui nous ont paru bien étranges : dans cet élan d'enthousiasme qui vous attirait vers le nord, vous avez un peu trop oublié le midi...

M. Deschamps a dit que la jonction du chemin d'Anvers avec celui de Cologne fondait *l'indépendance commerciale* de la Belgique... et comme on n'ignore pas qu'il appartient au parti catholique, qui s'oppose à l'union commerciale de la Belgique avec la France, on supposera et l'on suppose déjà que le ministre... a voulu protester contre une association étroite des Belges et des Français... »

742. La Russie en 1839, door den markgraaf de Custine. *Kunst- en Letter-Blad*, 1843, bl. 91-92.

Mededeeling van eene brok uit den XVII[e] brief « over het achten en verwaerloozen der volkstaal. » — Vergelijking van Russische toestanden met de Vlaamsche in het opzicht der taal.

743. Instruction moyenne. Concours général des athénées et des colléges pour 1844. *Moniteur belge*, 22 October 1843.

Programma :

« ... Art. 6. Lès travaux qui peuvent faire l'objet de l'épreuve écrite sont les suivants :

*En septième.* — Dictée dans la langue maternelle. — Analyse grammaticale en langue maternelle...

*En rhétorique.* — ... Discours en langue maternelle.

... On entend par langue maternelle le français et le flamand... »

744. Met Tyd en Vlyt. *L'Indépendance belge*, 31 October 1843, n[r] 123.

Verslag over de feestzitting gehouden tot viering van het zevenjarig bestaan dier maatschappij. Sprekende over een wetenschappelijk stuk, voorgelezen door Dr. DELGEUR, verklaart het blad : « Il prouve que la langue flamande, qui n'était guère féconde qu'en *romans et poésies légères*, élargit sans cesse le cercle de son activité. »

745. **Faucher (Léon).** — De l'Union commerciale entre la France et la Belgique. *L'Émancipation*, 7 November 1843, n[r] 311.

2[e] Brief uit Parijs, 4 November 1843 :

« ... Quoi de plus semblable... que les deux contrées (la Belgique et la France)? Constitution, lois, usages, opinions, tout vient du même courant. Vous parlez notre langue; vous reproduisez nos livres; sous une autre empreinte, vous frappez la même monnaie... La Belgique continue la France. Ces tendances communes, cette similitude des populations, voilà ce qui rend l'union commerciale indispensable et inévitable. Voilà ce qui m'a fait penser qu'il y avait dans cet avenir un grand but auquel un homme politique pouvait consacrer toute son énergie... »

— N. B. Léon Faucher schreef insgelijks *Union du Midi*, waarin hij de stelling van een tolverbond tusschen Frankrijk, België, Zwitserland en Spanje vooruitzette... « La France est le coryphée naturel de ces nations. Seule, la révolution française mit fin à l'œuvre de Louis XIV qui avait été la suprématie de la France dans l'occident de l'Europe méridionale...

Si la Belgique était en dehors de notre sphère d'action, et demeurait sous le joug de l'Autriche, c'était par un de ces contresens dont l'histoire offre beaucoup d'exemples, et que la politique perpétue, mais qui, du point de vue de la logique, n'en sont pas moins insoutenables. »

— Zie *l'Émancipation*, 22 December 1904, nr 355.

746. De Gouverneur van Oost-Vlaenderen aen « de Tael is gansch het volk ». *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 100.

Brief van den 30 November 1843. De Gouverneur vraagt aan die maatschappij een verslag « over den staet waerin de gevoelens omtrent de spelling der volkstael zich bevinden. »

747. Rondreis van Conscience, Van Ryswyck en De Laet door Vlaenderen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 100.

Die reis stond in verband met het te Brussel te stichten dagblad : *Vlaemsch Belgie.*

748. **H.** — De laetste Retransementen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 102-103.

Over de spellingquæstie in West-Vlaanderen.

749. Tael- en letterlievend genootschap der Catholyke Hoogeschool, onder de zinspreuk : *Met Tyd en Vlyt.* Verslag over den toestand des genootschaps gedurende het afgeloopen schooljaer 1842-1843, gedaen in zitting van 12 October MDCCCXLIII. Leuven, Van Linthout en Vanden Zande, 12°, 21 bl.

Uit dit verslag blijkt dat de maatschappij hare werkzaamheid op taal- en letterkundig gebied met jeugdigen moed voortzet.

750. **C. V. R. W. D.** — Prijskamp te Dixmude. *Wodana.* Museum voor Nederduitsche oudheidskunde, uitgegeven door J.-W. Wolf. Gent. C. Annoot-Braeckman, 1843, bl. 93-103.

Is de beschrijving, onder den hoofdtitel : *Volksfeesten en Gebruiken,* van eenen rhetorikalen prijskamp te Diksmuide, die plaats had den

14 Augustus 1842. Heel de stad was versierd en bevlagd. Op eenen zegeboog prijkte het jaarschrift :

DE ALOUDE LOFBARE GILDEN VAN RETHORYKA HERBLOEYEN
VOL NIEUWEN LUISTER.

Uit het opstel blijkt dat het feest eene verheerlijking was van de Vlaamsche kunst en van de taal des volks.

751. **Bôn (Fr.).** — Résumé de la défense de la langue flamande contre la restauration du néerlandais. Bruxelles, M. E. Rampelbergh, 12°, 36 bl.

752. **Dumortier (B.).** — Notice sur l'époque de l'introduction de la langue française dans les actes publics au moyen-âge. *Compte rendu de la Commission royale d'histoire,* 1e série, VII (1843), bl. 193.

Uit deze mededeeling van Dumortier blijkt dat de invoering der Fransche taal in de openbare acten dagteekent van 't jaar 1200.

« Cette introduction est due non au souverain ni aux princes, comme on le croit généralement, mais aux villes, c'est-à-dire au tiers-état. Les princes et les rois suivirent; l'église fut la dernière, et aujourd'hui encore la plupart de ses actes officiels se font en latin.

On écrivait les actes publics en français, en Belgique et spécialement sur les rives de l'Escaut, 50 ans avant de le faire à Paris et sur les rives de la Seine.

La ville de Tournai, qui fut le berceau de la monarchie française, paraît ainsi avoir été le lieu primitif de l'émancipation de la langue française. »

753. Enseignement primaire. Écoles normales de l'État. Arrêté organique. *Moniteur belge,* 11 December 1843.

« Art. 1r. — L'enseignement dans les écoles normales de l'État comprend nécessairement...

4° La grammaire française, flamande ou allemande, suivant les localités... »

754. Brusselsche Academie. *Kunst- en Letter-Blad,* 1843, bl. 104.

« De voorstel van de Brusselsche Akademie in drie klassen te verdeelen, is in hare zitting van den 15 December, door eene meerderheid

van negentien tegen tien stemmen, verworpen geworden. In deze zitting moet de heer Willems waerdiglyk over de regten onzer tael en letterkunde gesproken hebben... Daer er toch geene kans is by de Brusselsche Akademie eene vlaemsche sektie te voegen... zoo ware het maer best dat men op nieuw poogingen deed om eene afzonderlijke vlaemsche Academie, onder bescherming van het Staetsbestuer, te doen tot stand komen. »

## 755. Chambre des Représentants, 18 décembre 1843. Budgets des affaires étrangères et de la marine. *L'Indépendance belge*, 20 December 1843, nr 173.

« ... *Colonie de Guatemala.*

M. *Delehaye* demande instamment que l'on n'envoie pas de Flamands à St.-Thomas, les Flamands n'aimant pas à être dépaysés.

M. *le Ministre de l'Intérieur.* On raisonne comme si nous provoquions l'enrôlement pour la colonie de St.-Thomas, comme si nous faisions, en faveur de cette colonie, la presse des Flamands, comme si nous provoquions l'émigration, ce serait presqu'une déportation. Nous n'avons pas agi ainsi; avant de laisser faire, nous avons voulu que tous les rapports fussent publiés; chacun alors a pu agir à sa guise et bien éclairé. »

## 756. Orthographe flamande. *L'Émancipation*, 26 December 1843, nr 360.

Het blad vestigt de aandacht der regeering op het brandend vraagstuk van de spelling, opdat zij spoedig eene beslissing neme ten einde betreurenswaardige verdeeldheid in de Vlaamsche gewesten te vermijden. Het geldt te beslissen tusschen de « Hollandsche » en de « Vlaemsche » spelling; want sommige schoolopzieners dringen de « Hollandsche » op.

Het opstel, waarin de voortreffelijkheid der « Vlaemsche » spelling wordt geroemd, besluit als volgt :

« ... L'autre point capital de la controverse a pour objet la politique. Avant la révolution, le gouvernement voulait imposer à la Belgique non-seulement la langue hollandaise, mais aussi son orthographe. Les provinces wallonnes repoussèrent avec énergie l'une, les provinces flamandes l'autre. Aujourd'hui, au moyen de l'enseignement primaire, on cherche à effacer ce grief par une substitution quasi-clandestine de l'orthographe hollandaise à l'orthographe flamande, et à faire tomber ainsi les provinces flamandes dans une contradiction flagrante. Comme le foyer de ces tentatives est surtout à Gand, et qu'avant la révolution les plus zélés propagateurs actuels de l'orthographe hollandaise avaient été récompensés pour leur zèle par le gouvernement hollandais, les Flamands, qui sont attachés à la nationalité belge, croient découvrir dans ces menées un but politique ou un moyen de faciliter, dans certaines éventualités, la transition de la situation actuelle du pays à une autre.

Ils soutiennent, en outre, avec l'opinion presque générale des hommes d'état, que la possession d'une langue propre et même d'un dialecte distinctif d'une même langue est un grand moyen de conserver sa nationalité. Leurs adversaires se gardent plus encore d'accepter la discussion sur ce terrain politique. Ils opposent le silence le plus absolu. »

757. Vlaemsch Belgie. *L'Émancipation,* 29 December 1843, nr 362.

Kondigt voor 1 Januari 1844 de verschijning te Brussel aan van het dagblad *Vlaemsch Belgie*, met den heer Delaet als hoofdopsteller. « Le conseil d'administration se composera de 4 membres représentant nos provinces *flamingantes :* Flandres, Brabant, Anvers et Limbourg. On désigne parmi les futurs collaborateurs MM. Van Ryswyck, Conscience, Van Duyse, Sleeckx, etc. »

758. Den Werker, maendschrift handelende over de belangen en middelen van bestaen der Belgische Natie; over derzelver nyverheid, koophandel, landbouw en letterkunde. Brussel, by den uitgever J. Kats, in de Zilverstraet, nr 6*bis*, 1843. Brussel, Drukkery van Marré en Dehou, Kleine Visschersstraet, 2, 240 bl.

Dit tijdschrift van Jakob Kats bevat o. a. eene reeks artikelen over de armoede in de Vlaamsche gewesten en over het ongelukkig lot onzer werkersbevolking. De 4e afl. wordt besloten met TH. VAN RYSWYCK's gedicht : *De Vagebonden.*

## 1844.

759. Bundel inhoudende alle vlaemsche en fransche schriften, die ter verdediging der Vlaemsche tael verschenen zyn en nog verschynen zullen. Antwerpen, Jacobs Janssens, 8°.

Volgens prospectus zou dit werk « by afleveringen verschynen en toegewyd zyn aen de verdediging der spelling van Des Roches, De Foere, Bôn, enz. »

Ziehier eenige er in voorkomende volzinnen, om over het geheele te laten oordeelen :

« Eenige onzer landgenoóten willen ons de hollandsche spraek opdringen. Nooyt is hier of elders, zoo stout een bestaen ontmoet!..

Den Koning en de Ministers zyn *misleden* en het volk is ten spot gedreéven!... *Men geeft de overheyd in*, dat het niets anders is dan gewyzigd vlaemsch dat men ons voor komt draegen... Taelcongressen die niet min noch meer dan *complotten* zyn. Men regt taelfeesten op... en al hadden daer eens duyzenden nieuwsgezinden tegenwoordig geweest?... Wat was dit dan in aenzien van omtrent dry millioenen menschen die gewoon zyn vlaemsch te schryven? Hoeveel aenhangers heeft de commissie nu? *Geen duyzendste deel der Letterkundigen!...* »

— Zie *Kunst- en Letter-Blad*, 1844, bl. 36.

760. Vlaemsch Belgie, dagblad, uitsluitend aen de belangen onzer tael- en letterkunde gewyd. Redactie : J. A. DE LAET, hoofdopsteller en bestuerder, D. SLEECKX, opsteller, en J. VAN DE VELDE, 2e opsteller. Brussel, C. A. J. Greuse, 1 Januari 1844, nr 1.

Het *Kunst- en Letter-Blad* schreef daarover (1844, bl. 4) :

« De beste letterkundigen van het land hebben hunne medewerking beloofd. De eerste pogingen van het dagblad zyn reeds met den besten uitval bekroond en alles bewyst ons dat de vlaemsche tael en letterkunde eindelyk eenen waerden voorstaender gevonden hebben.

Het schynt dat de vyanden onzer moedertael de kleinste en belachelykste middelen, om ons nadeel toe te brengen, niet verwaerloozen. Het eerste nummer van *Vlaemsch Belgie*, dat aen de byzonderste herbergen van Brussel was toegezonden, is byna overal geroofd geweest en op die wyze aen een groot gedeelte van het publiek onttrokken geworden. Wie zulke wapenen ter bestryding gebruikt, toont wel dat hy er geene goede bezit. »

Het blad verscheen slechts tot den 22 November 1844, wanneer het vervangen werd door de *Vlaemsche Belgen*.

— Zie over de lotgevallen van beide bladen : PAUL FREDERICQ's *Levensschets van Domien Sleeckx*, werkend lid der Koninklijke Academie, Brussel, Hayez, drukker der Koninklijke Academie van België, 1903, bl. 31-54.

761. De School- en Letterbode, of bydragen ter bevordering van onderwys, letterkunde en geschiedenis. St.-Truiden, Van West-Pluymers, 8°.

Dit tijdschrift, gesticht door DAVID en BORMANS, ter vervanging van *De Middelaer*, verscheen tot in 1851.

762. **Van Duyse** (**Pr.**). — Leo d'Hulster. *Nederduitsch letterkundig Jaerboekje* voor 1844, bl. 163-171.

LEO D'HULSTER, geboren te Tielt in 1784, † te Gent den 15 Mei 1843, was van 1815 tot 1838 aldaar leeraar in de Latijnsche Syntaxis en de Vlaamsche letterkunde en een der zeven leden van de Commissie tot regeling der Vlaamsche spelling. Behalve zijn *Verslag over de verhandeling van den heer Behaeghel*, gaf hij ten jare 1839 zijne *Woordenlijst voor spelling en uitspraek* in het licht. Zijne gedichten en verdere prozawerken werden ten jare 1845 door PR. VAN DUYSE verzameld en uitgegeven onder den titel : *D'Hulster's Lettervruchten*, Gent, C. Annoot-Braeckman, 156 bl., 12°.

763. **Sleeckx** (D.). — Muzen-Album. Letterkundig Jaerboekje voor 1844. Antwerpen, J.-P. Van Dieren en C^ie^. 16°, 188 bl.

Korte inleiding o. a. over de Vlaamsche schrijvers, « de schielijke wending der gemoederen ten voordeele der moedertael » en « de onregtvaerdige en ontaelkundige poogingen des staetsbestuers » tegen de taal der Vlamingen.

764. **Davidts** (M.-H.). — Manneken-pis, doctor, d'oudste burger van Brussel. Tienen, P.-J. Merckx, 16°, 39 bl.

Hekelschrift tegen DES ROCHES en zijne aanhangers in zake spelling.

765. Over het gebruik der Fransche tael by de regtbanken van Vlaemsch Belgie. *Vlaemsch Belgie*, 3 Januari 1844, n^r^ 3.

In dit artikel wordt de vernederende toestand geschetst waarin de Vlamingen zich vóór de rechtbanken bevinden.

« Van dezen toestand (zegt het blad) maken wy geen punt van berisping voor wie het ook zy; maer wy hebben in ons hart gevoeld dat ons de zending is opgelegd aen onze ongelukkige medemenschen en landgenoten hunne regten te doen wedergeven. Wie vlaemsch bloed in de aderen heeft, wie menschlievend is, hy zy Vlaming of Wael, moet ons, ten minste voor deze grief, helpen, of hy maakt zich medepligtig aen een schreeuwend onregt gepleegd aen twee millioenen Belgen! De teruggaef der moedertael by de vlaemsche geregtshoven zal moeten geschieden : de tyd alleen is onzeker ».

766. Nederduitsche spelling. *Vlaemsch Belgie*, 4 Januari 1844, n^r^ 4.

Uiteenzetting der twee spellingstelsels; verdediging van het stelsel der Commissie en afbraak van dat van DES ROCHES.

767. **Ad. (H.).** — Orthographe flamande. *L'Émancipation,* 5 Januari 1844, nr 5.

Ad. H. beantwoordt den brief verschenen in *L'Émancipation*, van 26 December 1843, en schrijft o. a. :

« ... Eh quoi! nos adversaires nous accusent de refuser la discussion sur le terrain politique! Et pourquoi donc, messieurs, la refuserions nous? Est-ce sérieusement que vous nous jetez ce défi? Aimerions nous moins notre chère patrie, parce que dans notre langue nous avons quelques bons principes communs avec le hollandais? Et quand même nous aurions adopté toute la langue hollandaise, serions nous moins bons patriotes que nos frères du midi, qui ne connaissent que la langue française? Serions nous moins attachés à notre nationalité, parce que dans la littérature hollandaise nous prenons quelques beaux morceaux pour modèles de style et d'orthographe, que nous chercherions en vain parmi les auteurs qui ont honoré l'orthographe de Desroches? Un tel soupçon est pour nous une injure... »

— Zie over dezen pennetwist o. a. nog het *Journal d'Anvers*, bij vertaling overgenomen door *Vlaemsch Belgie* (nr van 5 Januari 1844), alwaar de heer De Foere aangewezen wordt als zijnde de opsteller der onbetamelijke beschuldigingen door l'*Émancipation* tegen de voorstanders der nieuwe spelling voorgebracht.

768. Over de normale scholen in Belgie. *Vlaemsch Belgie,* 5 Januari 1844, nr 5.

Protest tegen de regeling van het taalonderwijs in de twee nieuwgestichte Staatsnormaalscholen. In die van Lier worden de leerlingen verplicht *Vlaamsch* en ook *Fransch* grondig te leeren, terwijl in die van Nijvel alleen het Fransch onderwezen wordt. Alzoo belet men (zegt het blad) dat het Vlaamsch in het Walenland doordringt.

769. **P.** — De spelling. *Vlaemsch Belgie,* 6 Januari 1844, nr 6.

Antwoord aan hen die houden staan dat de aanhangers van het verbeterde spellingstelsel de onafhankelijkheid van België in gevaar brengen. Het opstel verdenkt de voorstanders van het Desroches stelsel dit te verdedigen, om de letterkunde nog dieper te doen vallen dan dit reeds het geval was gedurende de 80 jaren, dat het stelsel Desroches gevolgd werd.

770. Over het gebruik der fransche tael in de gemeentebesturen van Vlaemsch Belgie. *Vlaemsch Belgie,* 8 en 9 Januari 1844, nr 9.

Brief uit eene gemeente van West-Vlaanderen over de slechte

**gevolgen van het bijna uitsluitend gebruik der Fransche taal in de gemeentebesturen van het Vlaamsche land.**

771. Het Vlaemsch tooneel en het stadsbestuer van Antwerpen. *Vlaemsch Belgie,* 8 en 9 Januari 1844, nrs 8 en 9.

« De stelselmatige verdrukking onzer moedertael duert immer voort », zegt het blad, en tot bewijs deelt het mede dat aan de Gentsche tooneelmaatschappij *Broedermin en Taelyver* door het Antwerpsch stadsbestuur geweigerd werd op den grooten schouwburg aldaar eene vertooning te geven, « omdat het spelende genootschap vlaemsch spreekt ».

772. Koninklijk besluit van 1 Januari 1844, houdende bepaling, dat de spelling, vastgesteld door het Gentsche Taelcongres van 23 October 1841, in de vlaamsche vertaling van het Staatsblad der wetten en koninklijke besluiten van het Rijk moet gevolgd worden. *Moniteur Belge,* 9 Januari 1844, nr 9.

« Léopold, Roi des Belges,

A tous présens et à venir, Salut.

Considérant qu'il est utile d'établir une meilleure classification des actes à insérer au *Bulletin Officiel.*

Voulant fixer l'orthographe qui doit être employée dans la traduction flamande des lois et arrêtés;

Vu les arrêtés du gouvernement provisoire des 5 octobre (*Bulletin,* n° 5), 16 novembre (*Bulletin,* n° 33), et 10 décembre 1830 (n° 569), le décret du congrès national du 25 novembre même année (*Bulletin officiel,* n° 1), et la loi du 19 septembre 1831, (*Bulletin officiel,* n° 225);

Vu le rapport adressé à notre Ministre de l'Intérieur par la Commission instituée, le 15 juillet 1837, pour rechercher les moyens d'obtenir l'uniformité de l'orthographe de la langue flamande, et le compte-rendu des séances du *Tael-Congres* réuni à Gand, le 23 octobre 1841 ;

Considérant que le *Tael-Congres* a adhéré aux huit règles posées par la commission, sauf trois modifications à la troisième de ces règles;

Sur la proposition de notre Ministre de la Justice;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. A partir du 1r janvier 1844, le *Bulletin officiel des lois et arrêtés royaux* sera divisé en deux parties dont la publication aura lieu simultanément.

Art. 2. La première partie contiendra les lois et arrêtés qui concernent l'administration générale.

La seconde partie comprendra les arrêtés d'intérêt local ou individuel dont la publication est obligatoire par la voie du *Bulletin Officiel*.

Art. 3. Chaque numéro du *Bulletin Officiel* portera la date du jour de sa publication.

Art. 4. L'orthographe et la traduction flamande seront conformes aux huit règles adoptées par la commission instituée le 15 juillet 1837 et le *Tael-Congres* de Gand, en admettant les trois modifications introduites, par cette dernière assemblée, à la troisième règle.

Art. 5. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1r janvier 1844.

LÉOPOLD.

Par le Roi,
Le Ministre de la Justice,
Bon J. D'ANETHAN. »

773. Terugzigt op de Vlaemsche beweging. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 1. *Vlaemsch Belgie,* 10 Januari 1844, nr 9.

« Met fierheid mogen wy zeggen, dat wy, op een tydbestek van tien jaren, eene ware litteratuer hebben tot stand gebracht... Zyn er reuzenwerken verrigt, er blyven nog reuzenwerken te verrigten en het is byzonder in het vak der staetkundige grieven dat er voortaen moet geslaefd worden. »

774. Uit Diest. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 4.

Klacht tegen de benoeming te Diest, door minister Mercier, van eenen Vlaamschonkundigen Doornikenaar tot ontvanger der belastingen, « die slechts by middel van eenen vertaler met onze bevolking kan handelen. »

775. Hongarije en Vlaanderen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 4.

« Volgens die *Kölnische Zeitung*, zou in een ryksdag der Magnaten te Presburg besloten zyn van voortaen met het hof van Weenen slechts in de moedertael te handelen en voor al de landzaken in alle raedgevende vergaderingen geene andere dan de volkstael te gebruiken. » Het *Kunst- en Letter-Blad* noemt zulks « eene onloochenbare waerborg voor de toekomst van de Vlaemsche zaek. »

776. Einde van den twist over de spelling der Nederduitsche taal. *Vlaemsch Belgie,* 11 Januari 1844, nr 10.

Dankbetuiging aan den koning, ter gelegenheid der afkondiging van het koninklijk besluit van 1 Januari 1844.

777. De Vlaemsche Belgen en de yzeren baen. *Vlaemsch Belgie,* 12 Januari 1844, nr 11.

Tegen het verbannen der moedertaal op de spoorwegen.

778. Het dagblad *Journal d'Anvers* en de Vlaemsche beweging. *Vlaemsch Belgie,* 12 Januari 1844, nr 11.

Aanhaling van een artikeltje uit het *Journal d'Anvers,* opgesteld door eenen Franschman, en waarin de strijd voor het behoud der moedertaal goedgekeurd wordt.

779. Waervoor het Vlaemsch somwylen goed is. *Vlaemsch Belgie,* 17 Januari 1844, nr 15.

De heer Smits, oud-minister, die door den huidigen minister verweten wordt eene nuttelooze tweede plaats van inspecteur-generaal geschapen te hebben, verdedigt zich met te zeggen dat de eenige bestaande inspecteur-generaal geen Vlaamsch kende.

780. **K(erckhoven) (V.).** — Over de Vlaemsche beschaving. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, nr 9.

« Beschaving is verbetering der zeden, geene invoering van nieuwe zeden. De schrijver hangt een somber tafereel op van de « beschaving » in Frankrijk, en vraagt : « Kan men beschaving noemen iets dat voor uitwerksel heeft, de ongodsdienstigheid, de koningsmoord, de omkooping, de ontucht, de zedeloosheid, den onwentelingsgeest ten troon te voeren? Is het eene beschaving, wanneer men de ontrouw in aile handelingen en handelsbetrekkingen bekrachtigt en met den naem van behendigheid de grootste wandaden weet te bedekken ?... En zulke beschaving wordt dagelyks, eilaes, in ons land ingevoerd... door de losbandige schriften welke de *contrefaçon,* eene dievery, eene schandvlek voor ons land, dagelyks te Brussel uitbraekt... onze fransche journalen schoeijen zich op die van Parys. Ons staetsbestuer luistert niet slechts naar de woorden van Frankryk, maer het gehoorzaemt aen zyne wenken en volgt het slaefsgewys na... Van Frankryk kan ons geen maetschappelyk geluk, geene stoffelyke welvaert, geen vrede toekomen... »

Schrijver meent dat aansluiting bij Duitschland niet aanbevelenswaardig is. In het opzicht der wetenschap o. a., zou het voor ons voordeelig zijn; maar de ware beschaving moet « op eigen zeden, op eigene geschiedenis gebouwd zyn, met een woord,... zy moet nationael wezen. » Voor die beschaving is de taal des volks het eenige middel. Volgt een heftige uitval tegen het Belgisch staatsbestuur, dat het volk verbastert door het opdringen van eene vreemde taal, de Vlaamsche letterkundigen verstoot en de Franschschrijvende Belgen begunstigt.

781. De laetste verdediger eener bedorven zaek. *Vlaemsch Belgie,* 22 en 23 Januari 1844, nr 20.

Tegen den heer De Foere, die de oude spelling hardnekkig blijft verdedigen en de aanklevers der nieuwe spelling met persoonlijkheden aanvalt.

782. Een Blik in de Toekomst. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 5. *Vlaemsch Belgie,* 24 Januari 1844, nr 21.

De Belgische staatslieden worden aangemaand om de Vlamingen onmiddellijk recht te laten wedervaren, hunne moedertaal niet langer te miskennen en hunnen volksaard te vernederen. « Men spreekt van broederliefde en eensgezindheid tusschen de vlaemsche en waelsche Belgen? Wel, wy vragen niets anders? Wy zoeken geene scheuring en zyn gereed van ons in eenen onverbreekbaren band met onze waelsche landgenoten te sluiten. Gy alleen maekt dit voor als nu onmogelyk. Doet de weegschael gelyk hangen : stelt een einde aen onze vernedering : laet onze stem het gewoon mispryzen niet ontmoeten en het zal gedaen zyn. Elk gedeelte der natie zal dan, in den kring zyner eigene zeden, zyne geestvermogens ontwikkelen en het vaderland zal op vaste grondzuilen zyn bestaen gevestigd zien. »

783. Mengelingen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 8.

« Dezer dagen heeft eene vergadering der voorzitters van verscheidene vlaemsche maetschappyen des lands te Leuven plaets gehad, ten einde eenige maetregelen te nemen in het belang der vaderlandsche letterkunde. Men heeft ons gezegd dat het getal der aenwezigen tot de veertig beliep. De aldaer verhandelde punten zyn voor het publiek een geheim gebleven. »

784. Mengelingen. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 8.

Als een verheugend feit wordt aangestipt, dat « een tiental huisgezinnen, uit een der arme kwartieren te Antwerpen, zich verstaen (hebben) en ieder zyn aendeel zal bybrengen om op het werk van den heer Conscience, de *Geschiedenis van België*, te kunnen inschryven. »

785. **De Foere (L. prêtre).** Discours sur la question de l'orthographe flamande. Séance de la Chambre des Représentants du 25 janvier 1844. *Moniteur Belge,* 26 en 27 Januari 1844, nrs 26 en 27.

Zie verder nr 795.

## 786. Chambre des Représentants. Séance du 25 janvier 1844. *L'Émancipation,* 26 Januari 1844, nr 26.

Bespreking van de begrooting van Binnenlandsche Zaken; hoofdstuk XVIII, openbaar onderwijs. — Redevoering van den heer De Foere. Deze klaagt het besluit van 1 Januari 1844 aan, houdende bepaling van de spelling welke voor de Vlaamsche vertaling der wetten moet gevolgd worden.

« ... Il considère cet arrêté comme un coup d'état et comme inconstitutionnel, en ce que l'emploi des langues doit être réglé par une loi. »

De heer Minister van Justitie verdedigt zijn besluit.

« *M. Orts...* Cet arrêté a été surpris à la religion du ministre qui, en le prenant, a méconnu tous ses devoirs, et j'en demande formellement le retrait. »

## 787. Chambre des Représentants. Séance du 26 janvier 1844. *L'Émancipation,* 27 Januari 1844, nr 27.

Spellingquaestie. — Motie van orde van den heer Delfosse, vragende dat de onverwachte bespreking over de Vlaamsche spelling enkel hervat worde na de behandeling van de begrooting der Binnenlandsche Zaken.

De heer *Verhaegen* verdedigt het oude Vlaamsch tegen het Hollandsch, en dringt aan opdat de heer Minister van Justitie d'Anethan zijn besluit intrekke.

De heer *De Decker* meent dat men aan die zaak een al te groot gewicht hecht, en de bespreking daarvan in deze kamer heet hij « l'affaire d'une coterie, d'une coalition contre le ministère (1)... »

Na de sluiting van het debat, drukt de heer *Devaux* er op, dat in de algemeene prijskampen onder de middelbare scholen de mondelinge proef nutteloos is : « ... ce concours oral doit nécessairement être défavorable aux élèves des provinces flamandes. »

## 788. Projet d'union de douane. *L'Émancipation,* 27 Januari 1844, nr 27.

Uittreksel uit de redevoering van den heer Thiers in de Fransche Kamer (22 Januari 1844) over Frankrijk's buitenlandsche politiek.

« *M. Thiers...* Ce qui reste, c'est de savoir si la Belgique nouera

---

(1) N. B. Tot verklaring dier woorden zij hier gezegd, dat tijdens de behandeling van de begrooting der Binnenlandsche Zaken, verscheidene leden der oppositie het gemunt hadden op de omverwerping van het Ministerie, en derhalve ook het spellingvraagstuk te baat namen om de ministers te beknibbelen.

(Zie daarover *l'Émancipation,* 29 Januari 1844, nr 29).

des relations de commerce intimes avec l'Allemagne et l'Angleterre ou avec la France. Voilà la question qui nous divise. . Non, ce ne sont pas des députés, ce ne sont pas des réunions d'industriels qui ont arrêté cette question dont on a fait tant de bruit, et qui a été suivie tout-à-coup d'un si grand silence; c'est parce qu'on à reconnu, à la suite de manifestations que je n'ai pas besoin de rappeler, que sur ce point il y avait incompatibilité absolue d'intérêts, non-seulement avec le continent, mais avec la Grande-Bretagne... »

789. Vlaemsche spelling. *Vlaemsch Belgie,* 26 en 27 Januari 1844, n^rs 24 en 25.

Nog tegen den heer De Foere, ter gelegenheid van dezes redevoering in de Kamer.

790. Mynheer De Foere en de Kamers. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 11.

M. De Foere wordt in dit spotschrift vergeleken met « *Don Quichotte,* « den dollen ridder die tegen de reuzen vecht! »

791. **Willems (J.-F.).** — De la linguistique de M. De Foere à la Chambre des représentants. *L'Indépendance Belge,* 27 Januari 1844, n^r 27.

Door WILLEMS medegedeeld in den bundel, getiteld : *Discussions à la Chambre des Représentants sur l'orthographe flamande,* bl. 16-23.

Ook in *l'Organe des Flandres* van 29 en 30 Januari 1844 werden de aanvallen van den heer De Foere tegen de nieuwe spelling door WILLEMS zegevierend wederlegd.

792. **Jottrand (L.).** — *Vlaemsch Belgie,* 28 Januari 1844, n^r 25.

Brief van den heer Jottrand, waarin hij de nieuwe spelling verdedigt tegen de aanvallen van den heer De Foere.

793. De Heer De Foere door een Fransch Brusselsch blad beoordeeld. *Vlaemsch Belgie,* 28 Januari 1844, n^r 25, bij vertaling overgenomen uit *Le Globe.*

Het artikel geeft een kort overzicht van de geschiedenis der Nederlandsche taal en der spellingquæstie en besluit tot de ongegrondheid der aanvallen van den heer De Foere.

794. Nog een woord over den heer De Foere. *Vlaemsch Belgie,* 29 en 30 Januari 1844, n^r 26.

Antwoord aan den heer De Foere, die de voorstanders der nieuwe spelling van orangisme en vijandschap jegens de Walen beschuldigde. — Met een uittreksel uit een artikel, door denzelfden heer De Foere in den *Spectateur belge* vroeger geschreven, waarin hij den koning der Nederlanden aanraadt, in Noord-België voor bestuur en gerecht alleen het Nederlandsch te gebruiken.

795. Discussions à la Chambre des représentants du Royaume de Belgique sur l'orthographe flamande, et autres pièces à ce sujet, avec des notes et des éclaircissements. Gand, H. Hoste, 8°, 144 bl.

Met aanteekeningen van J.-F. WILLEMS.

Over deze belangrijke bespreking deelt L. HYMANS in zijne *Histoire parlementaire de la Belgique de 1840 à 1880*, II, bl. 264-265, het volgende beknopt verslag mede :

*Langue flamande, 19 janvier.* — « M. de Foere est autorisé à faire insérer au *Moniteur* ses observations au sujet d'un arrêté du 1r janvier 1844, émané du ministre de la justice, et relatif à l'emploi de la langue flamande dans la traduction des lois et arrêtés, et sur l'emploi des livres classiques flamands dans les écoles primaires (cette note figure au *Moniteur* du 20 janvier). L'auteur soutient d'abord que l'arrêté est inconstitutionnel, l'usage des langues devant être réglé par la loi. Il se plaint de ce que l'on ait officiellement imposé l'orthographe arrêtée par le *Taalcongres*, réuni à Gand le 23 octobre 1841. D'après M. *de Foere*, cette orthographe substitue le hollandais au flamand, et a eu pour effet de créer une vive irritation dans les Flandres, dont on a sacrifié les traditions nationales aux prétentions d'une coterie. — *25 janvier.* — M. *d'Anethan*, ministre de la justice, est d'avis que M. de Foere a donné à cette question une importance qu'elle ne comportait pas. On avait suivi jusqu'ici l'orthographe de Desroches; on y a substitué celle qu'a adoptée le *Taal-Congres* de Gand, et il n'y a eu à cette mesure que deux opposants, un littérateur nommé Behaegel, et M. de Foere. Celui-ci maintient ses critiques et soutient qu'on a blessé les Flamands dans leurs plus intimes affections. M. *Orts* appuie ces observations en disant que le système nouveau bouleverse de fond en comble la langue flamande, et avec des conséquences « terribles » pour les instituteurs primaires, dont pas un ne s'est initié à la langue hollandaise. M. *Nothomb*, ministre de l'intérieur, répond qu'il s'agit ici d'un pur intérêt littéraire. La question posée par M. *Orts* implique celle de savoir si l'on exigera que les livres classiques flamands employés dans les écoles devront être orthographiés d'après la nouvelle manière. C'est là un point sur lequel il est difficile de se prononcer; on consultera les localités; c'est le seul moyen de résoudre la difficulté. Un membre dit que c'est la loi qui doit régler ce différend. M. *Nothomb*, ministre de l'intérieur, ne croit pas que la chambre puisse voter une pareille loi. Il y a lieu d'user de beaucoup de réserve et de tenir compte des habitudes locales. — *26 janvier.* — Sur la proposition de M. Delfosse

le débat sur cette question de linguistique est ajournée à une séance ultérieure. M. *Verhaegen* insiste toutefois pour que le gouvernement fasse dès aujourd'hui une réponse catégorique à M. Orts. L'arrêté du 1r janvier est ridicule, et ce que M. Nothomb a de mieux à faire, c'est d'engager M. d'Anethan à le retirer. M. *De Decker* prétend que M. Verhaegen n'a d'autre but, en s'occupant de cette question, à laquelle il ne songeait pas la veille, que de recruter quelques voix de plus pour voter contre le budget de l'intérieur. M. *Nothomb*, ministre de l'intérieur, répète qu'il ne faut rien préjuger quant aux effets de l'arrêté. M. d'Anethan a adopté la nouvelle orthographe pour la traduction flamande du *Bulletin officiel*. Il n'en faut pas conclure qu'on veuille l'imposer à tout le monde. Après quelques observations de MM. *Verhaegen, Fleussu et de Foere*, l'incident est clos. — *31 janvier.* — Le débat est rouvert par un discours de M. *d'Anethan*, ministre de la justice, qui soutient que l'arrêté du 1r janvier est parfaitement constitutionnel, qu'il n'a aucune importance au point de vue de la nationalité, et qu'il n'y a pas lieu pour la chambre de s'occuper de la question littéraire. Celle-ci est toutefois reprise et traitée en même temps que la question politique, par MM. *De Decker, de Foere, de Roo, de Corswarem, Dumortier, Verhaegen et Nothomb*, ministre de l'intérieur. MM. *De Decker* et *de Corswarem* se déclarent partisans de la nouvelle orthographe, qui est celle de tous les littérateurs les plus éminents. Les autres orateurs parlent en faveur du maintien de l'orthographe de Desroches, et combattent la remise en honneur de la langue hollandaise, qui a été répudiée par la Belgique de 1830. M. *Nothomb*, ministre de l'intérieur, déclare que l'arrêté du 1r janvier n'a décidé qu'une question spéciale relative au *Bulletin officiel* et que chacun reste, d'ailleurs, absolument libre d'adopter l'orthographe qui lui convient. Dans ces conditions et en l'absence de toute proposition, la chambre passe à l'ordre du jour. »

(L. Hymans, *Histoire parlementaire de la Belgique*, Bruxelles, Bruylant-Christophe, 1898, II, bl. 264-265.)

796. Langue flamande. *L'Émancipation,* 30 Januari 1844, nr 30.

Deelt gansch de redevoering mede van den heer De Foere, onder den titel : Langue flamande, observations de M. De Foere, membre de la Chambre des Représentants.

797. Protestatien van de Brusselsche en Leuvensche maetschappyen van letterkunde tegen de redevoeringen door den heer De Foere uitgesproken in de zittingen van 25 en 26, opzigtens het vraegstuk der Vlaemsche Spelling. *Vlaemsch Belgie,* 31 Januari 1844, nr 27.

De protestatie der Brusselsche maatschappij luidt als volgt :

« Wy ondergeteekenden, leden van het *Tael- en Letterkundig Genootschap*, te Brussel gevestigd, verzetten ons uit al onze krachten tegen de hatelyke aentygingen, de opene leugens en lasteringen, door den heer De Foere in de Kamers, ter gelegenheid van het vlaemsch spellingstelsel, uitgespuwd.

« Wy beloochenen krachtdadig het verwyt, dat hy aen de voorstanders van het stelsel der commissie heeft durven doen, van aen eene *antinationale factie* toe te hooren, en wy zweeren dat het vaderland ons duizendmael duerbaerder is, dan aen den man die zyne landgenooten deze beschuldigingen heeft ten laste gelegd. »

(Volgen de handteekens.)

— Ook uit Antwerpen ging eene protestatie op, gericht tot de volksvertegenwoordigers en medegedeeld in *Vlaemsch Belgie*, 3 Februari 1844, nr 30.

798. Orthographe de la langue flamande. *L'Émancipation*, 1 Februari 1844, nr 32.

Beknopt verslag over het verhandelde in de Kamer van Volksvertegenwoordigers (vergadering van 31 Januari 1844), betreffende het besluit wegens de spelling te gebruiken door de vertalers van het *Bulletin officiel des lois*.

799. Brief van Bormans aan De Foere. *Vlaemsch Belgie*, 1 Februari 1844, nr 28.

Protest tegen 's heeren De Foere's aanvallen tegen de Taalcommissie.

800. Lettre adressée à l'honorable abbé De Foere, par un Desrochiste pur sang. Bruxelles, 4°, 4 bl.

801. Eenige Vlaemsche of Belgische samenspraeken, gevolgd van de aenmerkingen van den heer *De Foere*, door magtiging der Kamer in den Moniteur gezet (zie zitting van 19 Januarius 1844). De Redevoeringen van den voórmelden heer, uytgesproken in de Kamer (zie zittingen van 25 en 31 Januarius 1844), waerin men doet zien wat al kuyperyen er in myn vry geworsteld vaderland gesmeed worden om arm en ryk, wereldlyk en geestelyk, ministers en Koning te

verblinden, ten eynde er de Hollandsche tael onder den naem van Commissie-Vlaemsch te doen aennemen!!! Door eenen Waeren Belg. Wavre, W^e^ N. Ghion, 32°.

802. **Coremans** (Dr.). — Redevoering gehouden in de vergadering van het Tael- en Letterlievend Genootschap te Brussel. *Vlaemsch Belgie*, 1 Februari 1844, n^r^ 28.

In deze redevoering wordt gehandeld over de Vlaamsche letterkunde en hare betrekkingen met de Duitsche en Hollandsche litteratuur.

803. Polémique des journaux catholiques. — *L'Émancipation*, 2 Februari 1844, n^r^ 33.

« ... *L'Organe des Flandres*, qui se dit catholique, nous détermine à formuler aujourd'hui nos idées : nous ne concevons pas qu'un journal qui se respecte puisse adresser de pareilles grossièretés et de pareilles injures à l'homme (De Foere) dont on peut ne pas partager toutes les convictions, mais que chacun est forcé d'estimer... »

« On lit dans *l'Organe des Flandres :*

« On sait que M. Defoere était parvenu au Congrès national à se couvrir d'une teinte assez forte de ridicule, par sa cour d'équité, sa sagesse des siècles, son anglomanie, et sa prétention de prouver qu'il ne fallait pas exclure les Nassau du pouvoir, parce que en 1688 le parlement anglais avait voté un *exlusion bill* contre Jacques II. A force de s'appliquer aux questions financières et commerciales, il avait à peu près effacé ces souvenirs à la chambre des représentants; mais ne voilà-t-il pas qu'il prend à tâche de revenir à ses premiers amours, en prétendant qu'on est *intrigant*, *factieux*, *orangiste*, voire *impie*, parce qu'on écrit *tale* pour *taele*, — *de* pour *den*, — *guit* pour *guyt*, et ce qui est infiniment plus burlesque, qu'une chambre, composée mi-partie de Wallons et de Flamands, dont la presque totalité n'a jamais appris le flamand par principes, doit fixer l'orthographe flamande par une loi. Il y aurait gros à dire, d'une part, *sur les calomnies que l'honorable représentant se permet* contre *les hommes les plus respectables*, et de l'autre, *sur les cent et une sottises* dont il embellit ses discours. »

804. Een laetste woord over M. den abt De Foere. *Vlaemsch Belgie*, 2 Februari 1844, n^r^ 29.

Beoordeeling van het debat in de Kamer over de spellingquaestie.

805. Redevoering door den heer De Decker uitgesproken in de zitting van 31 Januari. *Vlaemsch Belgie*, 3 Februari 1844, n^r^ 30.

806. Gevoelens der Vlaemsche bladen over den heer De Foere. *Vlaemsch Belgie*, 5 en 6 Februari 1844, nr 32.

Aanhalingen uit : *De Thieltenaer*, *Kunst- en Letter-Blad*, *den Vlaming* en *Gazette van het Land van Waes*, die allen voor de nieuwe spelling in de bres springen. De *Kempenaer* alleen verdedigt den heer De Foere.

807. Wat is Hollandsch? Wat is Vlaemsch? *Vlaemsch Belgie*, 10 Februari 1844, nr 36.

Brief uit Brussel tegen het « *Hollandismus* » van eenige Belgische schrijvers, die, gebruik en afleiding miskennende, schrijven zooals men in Holland schrijft en zonder andere reden dan omdat men 't daar alzoo doet.

808. Fête flamande. *L'Émancipation*, 12 Februari 1834, nr 43.

Verslag over de vergadering van de afgevaardigden der Vlaamsche letterkundige Maatschappijen, gehouden in de Christus-zaal, ten stadhuize van Brussel.

Wij vernemen daaruit dat 180 aanwezigen geteekend hebben voor de spelling der Commissie. « Nous n'avons pas le temps de reproduire tous ces noms, qui présentent l'ensemble de ce que la littérature flamande compte d'écrivains distingués, mais nous noterons que M. Van Ryswyck a signé : *Van Ryswyck* INTRIGANT, voulant consacrer comme sobriquet d'honneur, une expression échappée en parlant de lui à un représentant dans une improvisation... »

Een adres van dankbetuiging werd gestemd voor de heeren De Decker en de Corswarem, die in de Kamer de belangen der landstaal verdedigd hebben. Ook werd eene Commissie benoemd om den Koning dank te zeggen voor de bezorgdheid welke hij tot heden betoond heeft voor de Vlaamsche taal.

Redevoeringen van voorzitter J.-F.-Willems, Kan. David, de Jonghe, H. Conscience. — Van Duyse en Van Ryswyck lezen gedichten. — Ten slotte feestmaal, 120 deelnemers, in het Waux-Hall (Warande).

809. Vlaemsch Taelverbond tusschen alle de steden van Antwerpen, Brabant, Vlaenderen en Limburg, gesloten te Brussel op 11 Februari 1844. *Vlaemsch Belgie*, 12 en 13 Februari 1844, nr 38.

Zie ook over de stichting van dit Verbond : *Kunst- en Letter-Blad*, 1844, bl. 12.

810. **Bogaerts (Konstantijn-Jozef).** — Algemeene vergadering der maetschappyen van Nederduitsche letteroefening op het stadhuis van Brussel, den 11 Februari 1844. St.-Truiden, Van West-Pluymers, z. j. 8°, 39 bl. — Overgedrukt uit de *School- en Letterbode.*

Bevat een uittreksel uit de redevoering van J.-FR.-WILLEMS, over godsdienstigheid, zedelijkheid en nationaliteit; de redevoering van J.-B. DAVID, over de taalstudie en de hoedanigheden van den Nederduitschen stijl; een uittreksel uit de redevoering van CONSCIENCE en een gedicht van K. J. Bogaerts : *Het Brusselsch Taelverbond.*

811. **Van Swygenhoven (Ch ).** — Compte-rendu de la séance solennelle du 11 février 1844, tenue par les Sociétés de littérature flamande du pays. Bruxelles, Hauman et Cie, 8°, 8 bl.

812. **Willems (J.-F.).** — Over den geest waerdoor de Vlaemsche Letterkunde zich moet doen onderscheiden. Redevoering gehouden by de algemeene vergadering der Belgische maetschappyen van Vlaemsche Letteroefening te Brussel, den 11 Februari 1844. Gent, Gyselynck, 8°. *Belgisch Museum,* 1844, bl. 3-13; *Vlaemsch Taelverbond,* Antwerpen, 1844. — Ook in de *Keus uit de dicht- en prozastukken van Jan-Frans Willems,* II, bl. 78-188.

813. **David (J.-B.).** — Redevoering gehouden ter gelegenheid van het Vlaemsche feest te Brussel den 11 Februari 1844. *Vlaemsch Belgie,* 18 Februari 1844, nr 43. Ook in de *School- en Letterbode.*

814. **Van Kerckhoven (P.-F.).** — Vlaemsch Taelverbond. Volledige beschryving der algemeene letterkundige vergadering en van het daerop volgende feest, gehouden te Brussel den 11 February 1844,

met eene inleiding. Antwerpen, J. E. Buschmann, 8°, 104 bl. en 2 bl. muziek : *Unielied,* gedicht van P. VAN DUYSE, getoonzet door R. J. VAN MALDEGHEM.

815. **Van der Voort (M.).** — Voorstel tot nadere verbindtenis der maetschappyen van nederduitsche tael- en letterkunde in België, enz. — Ontwerp voor de oprichting eener algemeene maetschappy van nederduitsche tael- en letterkunde in België, onder den titel van *Vlaemsch Taelverbond.* Brussel, 4 February 1844, 8°, 8 bl.

Dit ontwerp, aangeboden namens het *Nederduitsch Tael- en Letterkundig Genootschap,* werd onderteekend door J. de Jonghe, voorzitter, en Michiel J. T. van der Voort, sekretaris.

— Zie *Vlaemsch Taelverbond,* bl. 91-96.

816. Fête flamande. *L'Émancipation,* 13 Februari 1844, nr 44.

Beschrijving van het feestmaal in het *Waux-Hall.* Buitengewone geestdrift.

De heildronk door Conscience uitgebracht « dans lequel M. Conscience a assigné son véritable caractère au mouvement flamand a provoqué un enthousiasme général. » — « Nous ne sommes pas, s'est écrié M. H. Conscience, nous ne sommes pas, comme on a voulu l'insinuer, les ennemis-nés de la partie wallonne de la nation; il y a place au soleil de Belgique pour les Wallons et pour les Flamands : le succès que nous venons de remporter en faisant constater nos droits est un nouveau gage de l'alliance entre les deux fractions du pays : le toast que je porte c'est celui des Flamands aux Wallons, *het vlaemsch België aen het waelsch België!* »

Puis des toasts ont encore été portés à M. Willems, à M. David, à tous les *intrigants...*

Après le banquet, une quarantaine d'entre eux (les Flamands) s'étaient rendus aux *Mille Colonnes,* y rencontrèrent MM. De Decker et de Corswarem et là eurent lieu des démonstrations touchantes. M. Willems harangua les deux représentants, et M. Van Ryswyck, emporté par l'émotion qui le dominait, porta à ses lèvres la main de M. De Decker.

Là encore on présenta à ces honorables membres un Français qui s'exprima en flamand en termes fort convenables dans lesquels il expliqua que, voulant habiter la Belgique, il avait cru devoir s'initier aux mœurs et au langage d'un peuple au milieu duquel il voulait passer ses jours... »

817. Het Taelverbond. *Vlaemsch Belgie,* 15 Februari 1844, nr 39.

Naklank van het Vlaamsch verbroederingsfeest van 11 Februari, en opwekking tot het voortzetten van den strijd voor de miskende rechten der moedertaal.

818. **De Foere.** — *L'Émancipation,* 16 Februari 1844, nr 47.

Brief van De Foere aan *l'Organe des Flandres*, waarin die volksvertegenwoordiger mededeelt dat hij het smaadschrift tegen hem zal beantwoorden, wèl door middel van de drukpers maar niet van de dagbladen.

819. Een Fransch verdediger voor een Vlaemschen volksvertegenwoordiger. *Vlaemsch Belgie,* 17 Februari 1844, nr 42.

Antwoord aan het blad *l'Émancipation* en den heer De Foere, die beweren dat het woord *intrigant*, om de Vlaamsche strijders aan te duiden, in de Kamer niet uitgesproken werd.

820. De Luiksche Hoogeschool en de Vlaemsche Letterkunde. *Vlaemsch Belgie,* 22 Februari 1844, nr 46.

Tot lof der regeering, omdat zij den heer *Wurth* belast heeft met eenen vrijen leergang van Vlaamsche letterkunde; uitdrukking der hoop dat hetzelfde ook te Gent zal gedaan worden.

821. **Lebrocquy (P.).** — La grande question de l'orthographe flamande réduite à de petites proportions. Bruxelles, Hauman et Cie, 8°, 45 bl.

« Dit werkje, waerin de heer De Foere op eene aerdige en nieuwe wyze over den hekel gehaeld wordt, is met vernuft en geestigheid geschreven en verdient ten volle de aendacht van al wie belang stelt in de oplossing van den taeltwist door den heer Defoere begonnen, en die waerschynlyk nog niet als afdoende beslist mag worden beschouwd. »

(*Kunst- en Letter-Blad*, 1844, 5e afl.)

822. **Willems (J.-F.).** — Vlaemsche-tael-klucht. *Belgisch Museum,* 1844, bl. 72-90.

In dit opstel wordt de heer *De Foere* op eene geestige wijze afgetakeld om zijne aanvallen tegen de Taalcommissie. Ook zijn luitenant, de Dendermondenaar *Bón* (wiens echte naam *Boon* was), krijgt er van de plak en de roede.

823. *Vlaemsch Belgie,* 3 Maart 1844, nr 55.

Aanhaling van een artikel uit *den Standaerd van Vlaenderen* (aanhanger van De Foere), over de spellingquæstie.

824. De abt De Foere en de Vlaemsche spelling. *Vlaemsch Belgie,* 4 en 5 Maart 1844, nr 56.

Artikel overgenomen uit het *Journal d'Anvers,* waarin den heer De Foere acht vragen gesteld worden met betrekking tot de spellingquæstie. *Vlaemsch Belgie* meent dat de heer De Foere niet antwoorden zal, en zegt zijne aanvallen en « intrigues » niet te vreezen.

825. Députation flamande. *L'Émancipation,* 5 Maart 1844, nr 65.

De afgevaardigden der Vlamingen werden op Zondag 3 Maart, 's namiddags, door den Koning ontvangen.

« ... M. Willems, de Gand, qui a porté la parole, s'est exprimé en ces termes :

« Sire! Nous venons ici au nom et par le vœu de plus de vingt sociétés de littérature flamande, — j'ose dire de toutes les sociétés de littérature flamande qui existent dans le pays, assemblées à l'hôtel de ville de Bruxelles, le 11 février dernier. Nous venons ici, dis-je, offrir à Votre Majesté l'hommage de notre vive reconnaissance pour la haute protection qu'elle a montrée envers cette littérature par son arrêté du 1r janvier 1844, arrêté qui a été le complément de celui du 6 septembre 1836, par lequel Votre Majesté avait demandé à connaître les moyens d'établir l'uniformité dans la manière d'écrire le flamand. Cette uniformité si désirable existe depuis trois ans : l'union, à cet égard, existe entre tous nos écrivains. Elle ne pourra plus être troublée; c'est l'œuvre de Votre Majesté. Au roi Léopold Ir appartiendra la gloire d'avoir fixé les règles de l'unité d'orthographe de notre langue maternelle.

Nous espérons que Votre Majesté continuera d'accorder sa protection à une littérature qui, depuis trois ans, grâce à cette union, a fait d'immenses progrès, de manière à fixer l'attention des plus célèbres philologues de l'Allemagne. »

Le roi a fait le meilleur accueil aux membres de cette députation. Sa Majesté s'est entretenue avec plusieurs de ces messieurs, et elle a partagé avec eux le désir de voir se maintenir l'union qui existe parmi les littérateurs flamands. »

826. De Waerheid en de *Précurseur. Vlaemsch Belgie,* 6, 7 en 10 Maart 1844, nrs 57, 58 en 61.

Aanhaling van een artikel uit den *Précurseur*, waarin *Vlaemsch Belgie* verweten wordt den opsteller van *la Gazette du Duché de Limbourg* aangevallen te hebben, alleen omdat hij Franschman was. — Antwoord op dat artikel.

827. De Vlaemsche kwestie in de Kamer der Volksvertegenwoordigers. *Vlaemsch Belgie*, 6 Maart 1844, nr 57.

Ter gelegenheid van het zenden, door eenige onderwijzers, van een verzoekschrift, waarin zij de herinvoering der spelling van Desroches vragen. — Schrijver van het artikel drukt de hoop uit dat de Kamer er geen gehoor zal aan geven en houdt zich voor overtuigd dat, zelfs in het tegenovergesteld geval, geen enkel gekend auteur bij de beslissing het hoofd zal nederleggen.

828. Het Vlaemsch by de Hoogescholen. *Vlaemsch Belgie*, 8 Maart 1844, nr 59.

Den 22 Februari dankte *Vlaemsch Belgie* den heer Minister voor het inrichten van eenen leergang van Vlaamsche Letterkunde. Die dank was niet verdiend; de leergang bestond reeds van 1835 bij de herstelling der Staatshoogescholen. Te Gent is gemelde leergang sedert 1838 geschorst door het verplaatsen van den leeraar M. Bormans naar Luik. Het blad vraagt dat men hem weer opene.

829. Discours de M. De Foere, prononcé dans la séance du 31 janvier 1844, de la Chambre des Représentants. *L'Émancipation*, 9 Maart 1844, nr 66, vervolg in nr 67 en slot in nr 69.

*L'Émancipation* laat die redevoering voorafgaan door eenige bedenkingen. — « Le débat soulevé par la langue flamande n'est pas encore arrivé à son terme. Nous avons parlé hier de la démarche faite auprès de Sa Majesté : l'impartialité nous oblige à mentionner plusieurs pétitions déposées sur le bureau de la chambre des représentants dans l'une des dernières séances : ces pétitions venaient notamment d'Aerschot, de Thielt, de Binckom et de plusieurs autres communes du Brabant, et avaient pour but la révocation de l'arrêté royal du 1r janvier, relatif à la traduction du *Bulletin officiel* en langue flamande et à l'enseignement de cette langue dans les écoles... Le système de l'honorable M. de Foere (qui a le plus approfondi cette matière) se réduit à ceci : « La langue hollandaise n'est pas la langue flamande; il est utile que tout ce qui distingue ces deux langues soit maintenu. La Hollande à intérêt à l'uniformité, nous avons un intérêt contraire. Nous demandons au gouvernement de rester complètement neutre dans ce débat.

Cette discussion peut se traiter sérieusement; c'est ainsi que le fait M. De Foere dans le discours qu'on va lire plus loin; nous ne comprenons rien aux colères que la défense de cette thèse a déjà soulevées contre lui. »

Uittreksels uit de redevoering van den heer De Foere :

« ... Il existe dans les provinces où on parle le flamand une opinion que cette transformation actuelle du dialecte flamand en dialecte hollandais, où cette tendance directe à opérer cette transformation est un commencement de réaction vers la Hollande. On s'étonne que, dans une situation semblable, le ministère protège cette tendance. Cette opinion a même fait remarquer que le Tael-Congres de Gand a eu lieu trois jours avant que n'éclatât la conspiration Vandersmissen.

M. *De Decker*. C'est odieux, c'est calomnieux.

M. *le Président*. Il n'est pas loyal d'attaquer dans cette chambre les personnes qui ne peuvent se défendre... Rien n'autorise à rattacher ces personnes à une conspiration.

M. *De Foere*. C'est ce que je ne fais pas. Je constate une opinion qui existait dans le pays, et qui même existe encore aujourd'hui. Des journaux du temps ont même signalé cette opinion. Elle est constatée par un journal d'Anvers et par un autre de Bruxelles. J'ai sur moi le *Commerce belge*, si vous le désirez, je vous donnerai lecture de l'article. Cette opinion est-elle fondée ou ne l'est-elle pas? Est-ce un préjugé bien ou mal fondé?... Je le répète, je ne constate qu'un fait, et je crois en avoir le droit. Seulement je voulais en tirer la conséquence que le gouvernement devrait respecter ces préjugés ou ces opinions, et ne pas les braver gratuitement.

... Il est une autre question grave que les ministres auraient du prendre en considération. Ces mêmes littérateurs, dont M. De Decker a pris la défense, ont placé l'intérêt de leur langue hollandaise sur un terrain autrement brûlant. Ils jettent des brandons de discorde entre les provinces flamandes et wallonnes. Je vous ai cité leurs paroles : « Plus de langue française, s'écrient-ils, dans le conseil des ministres! plus de langue française autour du trône! » voilà leurs desseins.

M. *le Ministre de la justice*. Qu'est-ce que cela veut dire?

M. *De Foere*. Si vous ne savez pas ce que cela veut dire, je ne voudrais pas être dans votre position. Voilà, en même temps, leurs progrès! la proscription de la langue française, la langue de la société et du bon goût, la langue de toutes les cours européennes.

N'existe-t-il pas dans le pays assez d'éléments de discorde? faut-il semer la défiance et la division entre les provinces flamandes et wallonnes? déclarer la guerre à l'une des langues nationales, à la langue française, dont la plus belle qualité est sa clarté, qualité qu'elle doit en grande partie à ses accents. La commission abolit les accents dans la langue qu'elle propose. Elle la rend obscure... »

830. Vlaemsche feest te Brussel. *Den Vaderlander*, 14 Maart 1844, nr 19.

Verslag over de vergadering van Vlaamsche letterkundigen te Brussel, den 11 Maart 1844.

831. Magnetische Zitting. Belangryke ontdekking. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 21-23; *Vlaemsch Belgie,* 20 Maart 1844, nr 69.

Spotschrift tegen de Desrochisten, met eene spotprint.

832. Cinquième suite aux lettres pour servir de matériaux à l'histoire des deux introductions du système linguistique néerlandais en Belgique. Brussel, Rampelbergh, 18°, 100 bl.

Zie nrs 570, 574, 644 en 719.

833. **Willems (J.-F.).** — De Foere. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 24.

« Defoere op 't nederduitsch zoo overmatig boos,
Loopt by de Walen van de Kamer, om hun *vois;*
Hy zegt : « De Vlaemsche tael moet worden een *patois;*
Zoo zal er dan nadezen
Geen twist meer onder ons, maer spraekgelykheid wezen. »

834. De Hoogescholen en de Vlaemsche Beweging. — De Hoogeschool van Gent. *Vlaemsch Belgie,* 22, 25, 26 en 30 Maart 1844, nrs 71, 74 en 78.

Twee brieven over den toestand der Vlaamsche taal in de hoogeschool te Gent, alwaar de drie vierden der leeraars onze taal vijandig zijn. Aan hun hoofd staan de heeren *Moke* en *Huet.*

De heer d'Hane-de Potter, inspecteur-administrateur, die aan de Vlamingen meer dan één bewijs van genegenheid gegeven heeft, wordt door zijne omgeving in zijnen ijver voor het goede tegengewerkt. Eenige hoogleeraren, zich over gemelde brieven getroffen gevoeld, lieten in *Den Vaderlander* een antwoord opnemen, waarop door *Vlaemsch Belgie* in zijn nr van 30 Maart 1844 weder geantwoord werd.

835. *Vlaemsch Belgie,* 23 Maart 1844, nr 72.

Antwoord aan dezen die zeggen dat onze herboren letterkunde de oorzaak moet worden van afscheiding van de algemeene Europeesche beschaving; met eenen brief van vrijheer von Arnim, uit Pruisen, waarin deze het streven van *Vlaemsch Belgie* ten volle goedkeurt.

836. Langue flamande. *L'Émancipation*, 23 Maart 1844, nr 83.

Deelt mede dat in de Kamerzitting van eergisteren de heer Rodenbach een vertoogschrift uit Roesclare heeft overgelegd, tegen de spelling van het Gentsche *Tael-Congres*. De onderteekenaars vragen de intrekking van het besluit van 1 Januari 1844, omdat de voorgeschreven spelling de Vlaamsche taal tot de Hollandsche maakt.

« ... La pétition porte soixante signatures, parmi lesquelles figurent un grand nombre de notabilités de Roulers. Elle est signée par le bourgmestre, les échevins, deux conseillers communaux, un membre du conseil provincial, toutes les autorités et tous les professeurs du collège épiscopal, le curé et ses quatre vicaires, le commissaire, plusieurs négociants et industriels, un avocat, des docteurs en médecine, des administrateurs. »

837. Het Staetsbestuer en de Vlaemsche Tael. *Vlaemsch Belgie*, 24 Maart 1844, nr 73.

Hoe men in het bestuur, zelfs daar waar het uitsluitelijk Vlaamsche gemeenten geldt, het Vlaamsch stelselmatig onderdrukt, en zich zelfs niet schaamt den geest en de letter der grondwet te schenden.

838. De Hoogeschool en de Vlaemsche Beweging. De Hoogeschool van Gent. *Vlaemsch Belgie*, 31 Maart 1844, nr 79.

Het blad neemt eenen brief op uit Gent, waarin schrijver tracht den heer *Verbeeck* vrij te pleiten van vijandigheid jegens onze taal, omdat hij vóor 1830 eene verhandeling uitgaf in de moedertaal. *Vlaemsch Belgie* aanziet zulks geenszins als een bewijs.

839. Prijsvraag uitgeschreven door *Tot Nut en Beschaving te Amsterdam :* Welke was en is de betrekking der Vlaamsche tot de hollandsche Taal- en Letterkunde? Is het standpunt waarop wij de Vlaamsche Taal- en Letterkunde tegenwoordig zien al of niet aan den invloed der hollandsche toe te schrijven?

Daarover schreef het *Kunst- en Letter-Blad*, 1844, bl. 28 (2e kolom) :

« Is het niet eene zaek die onze franschgezinde landgenoten zou moeten beschamen, dat Holland en Duitschland zoo veel belang in de Vlaemsche letterkunde stellen? — Wat ons betreft wy zien deze deelneming onzer noorderlyke naburen en stamgenoten met eene diepe dankbaerheid, en

putten uit dezelve meer moed tot het opbouwen eener Vlaemsche nationaliteit, die niet, zoo als hare vyanden zeggen, in eenen engen kring zich zal bewegen. De noorderwereld is zoo smal niet! »

840. Het dagblad Vlaemsch Belgie. *Kunst- en Letter-Blad*, 1844, bl. 30; *Vlaemsch Belgie*, 17 April 1844, nr 93.

Over het ontstaan en de beteekenis van het dagblad, en de moeilijkheden met dewelke het te worstelen heeft.

« ... De Catholyken zeggen : gy zyt niet catholyk genoeg, de Liberalen zeggen : gy zyt niet liberael genoeg. Beide hebben gelyk; maer tot wat einde is *Vlaemsch Belgie* gesticht? ongetwyfeld om het vlaemsche vaderland tegen zyne vyanden te verdedigen en zyne miskende regten terug te eischen : om den vlaemschen koophandel, de nyverheid, de tael- en letterkunde en den volksgeest tegen vyandige aenslagen te beveiligen. »

841. De Hoogescholen en de Vlaemsche Beweging. De Hoogeschool van Gent (3e brief). *Vlaemsch Belgie*, 4 April 1844, nr 82.

Een nieuw bewijs van het stelselmatig onderdrukken van alles wat Vlaamsch is op de Gentsche Hoogeschool : onbetamelijke houding van den heer Huet en zijne volgelingen, tegenover Dr Wolf, professor van Duitsche oudheidkunde, die zich in zijne eerste les zeer waardeerend over de Vlamingen uitte.

842. Kiezing van Turnhout. *Vlaemsch Belgie*, 6, 12 en 13 April 1844, nrs 84, 89 en 90.

Tegen de candidatuur van den heer Dubus, eenen Waal, die in 1843 te Doornik door de mand gevallen, nu aanbevolen wordt voor Turnhout. Het blad zet de stelling vooruit dat er in Vlaanderen alleen Vlaamsche candidaten mogen voorgesteld en verkozen worden.

843. De la convenance politique de l'Union douanière avec la France. *L'Émancipation*, 7 April 1844, nr 98.

Hoofdartikel ten gunste van bedoeld tolverbond en tot geruststelling van die Belgen welke de opslorping van België door Frankrijk vreezen.

Slot : « L'Indépendance de la Belgique a été l'œuvre du temps, tout le monde à concouru à l'élever; qui oserait aller contre la volonté providentielle? qui oserait détruire l'édifice même de l'Europe? Ce n'est pas

la France; elle l'aurait déjà fait si elle l'avait voulu. L'équilibre européen, le saint respect des nationalités, exigent la perpétuité de la nationalité belge. L'union douanière de la France et de la Belgique résume l'intérêt commercial et politique des deux pays; c'est une alliance morale, une question de civilisation. »

844. C. L. D. V. — Hoe het verzuimen van de Moedertael der Nyverheid schadelyk is. *Vlaemsch Belgie,* 10 April 1844, nr 87.

Vernuft der Vlamingen op allerlei gebied (voornamelijk kunst en nijverheid) zoolang zij niet onder Franschen invloed stonden en eigen taal, aard en zeden getrouw bleven. — Verval van kunst, wetenschap en nijverheid sedert de verwaarloozing der moedertaal.

845. *Vlaemsch Belgie,* 11 April 1844, nr 88.

Aan den *Patriote Belge,* die in alles voor de rechten van het volk strijdt, maar toch niet verdraagt dat de Vlaming zijne eigene taal eerbiedigt en dat hij tegen hare verdelging opkomt.

846. Littérature flamande. *L'Émancipation,* 15 April 1844, nr 106.

Verslag over de tweede jaarlijksche vergadering der Maatschappij van Vlaamsche Taal- en Letterkunde, te Brussel.

« ... Avant de se séparer les membres présents ont pris l'engagement d'employer tous les moyens à leur disposition pour l'extension d'une société destinée à perpétuer dans la capitale les traditions de la langue de nos ancêtres. »

847. Maetschappy van Vlaemsche Tael- en Letterkunde te Brussel. *Vlaemsch Belgie,* 15 en 16 April 1844, nr 92.

Verslag over de jaarlijksche algemeene vergadering dier Maatschappij.

848. *Vlaemsch Belgie,* 24 April 1844, nr 99.

Aanhaling van eenen brief, door Dr Coremans gezonden aan den *Patriote Belge,* als antwoord op een artikel van dit blad, waarin, onder andere, gezegd werd, dat in Duitschland geen Nederduitsch meer gesproken wordt en men in België geen Vlaamsch meer leest.

849. *Vlaemsch Belgie,* 25 April 1844, nr 100.

Antwoord op de opmerkingen waarvan *Vlaemsch Belgie* vanwege den *Patriote Belge* het voorwerp was. *Vlaemsch Belgie* doet de huidige onwetendheid zien van den *Patriote Belge* in zake van taal, en haalt een artikel aan, vroeger in dit blad verschenen (dan als het nog niet door Franschen invloed overheerscht werd), waarin het volledig de zienwijze bijtrad van *Vlaemsch Belgie* nopens de Vlaemsche Beweging.

850. **H. C.** — Eene Fransche zwetsery van Théophile Gautier. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 33-34.

GAUTIER had geschreven :

« De italjaensche Schilderschool is niets meer dan eene schaduw; de duitsche School maakt geene kunst maer wetenschap; de vlaemsche en hollandsche Scholen leven op hunne oude meesters; er is maer eene Schilderschool meer, dit is de fransche School! Zy is de schoonste, de talrykste » enz. enz. Daarop trad H. Conscience in het krijt om de Vlaamsche school en de Vlamingen te verdedigen. Het *Journal des Flandres* nam zijn opstel, vertaald, over.

851. Verslag over de vergadering van de Koninklyke Maetschappy van Letteren en Schoone kunsten te Gent. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844. bl. 36.

Dank zij den ijver van de Vlaamsche Leden en den echt Vlaamschen voorzitter Van de Velde, raadsheer bij het hof van beroep, wordt « in meer dan éene zitting geen woord Fransch, maer uitsluitelyk Vlaemsch gesproken. »

852. Den Vaderlandslievenden Belg. Letter- en geschiedkundig tydschrift. Opgedraegen aen de bewaerders van het nationael vlaemsch taelstelsel. Brussel, gebroeders de Mortier, 1 Mey 1844, 8°, 138 bl. en 16 bl. toevoegsel.

Bevat o. a. : « Redevoering in de wetgéevende Kamer van Belgenland op den 2e van Sprokkelmaend 1844 doór M. Dumortier, ter verdediging van het vlaemsch tegen het hollandsch uytgesproken; — Brief aen den *Journael de la Belgique,* toegezonden; — Smeekschrift van een groot aental inwoonders der stad Brussel, de Wetgéevende Kamer van Belgiën, ter beschutting van het Nationael Vlaemsch Taelstelsel, ingediend; — Gedeelte eens zendbriefs aen de Geleerde van Belgenland opgedraegen door den heer SOMERS, rechtsgeleerden te Antwerpen, eenen der grootste vlaemsche philoloógen des lands; — Redevoering in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, door *M. Verhaegen,* in de zitting van den 2e van Sprokkelmaend 1844, uytgesproken, ter verdediging van het

vlaemsch tegen het hollandsch; — De Hollandsche tael haeren toevlugt tot de Fransche tael neémende om haere billyke klagten aen Europa bekend te maeken; — Er zyn geene goede boeken in het Vlaemsch! — Met het Neérlandsch zyn er geene kwaede boeken meer!!! » — en meer andere opstellen tegen de beslissing der Taelcommissie.

## 853. Tot hoe verre? *Vlaemsch Belgie,* 4 Mei 1844, nr 108.

Brief uit West-Vlaanderen, waarin schrijver de voorstanders der oude spelling, en voornamelijk schoolopziener Brans, beschuldigt van kuiperijen en onrechtvaardige handeling om de onderwijzers onrechtstreeks te verplichten zich te abonneeren aan het onbeduidend tijdschrift van den heer *Behaegel.*

## 854. Fransch en Vlaemsch. *Vlaemsch Belgie,* 9 Mei 1844, nr 112, 10 Mei 1844, nr 113.

Een abonnent van het *Journal d'Anvers* teekende in dit blad protest aan tegen de Fransche redevoering in de Academie voor Beeldende Kunsten vóor een Vlaamsch publiek uitgesproken.

Het *Journal d'Anvers* keurt de woorden van zijnen abonnent goed, waar het geldt mededeelingen te doen aan het publiek, maar voegt er bij dat daar waar het wetenschap, welsprekendheid, letterkunde betreft, de Fransche taal de geschiktste zal blijven, omdat de personen, die niets dan Vlaamsch kennen, toch niet zouden begrijpen al sprake men hun daarover in hunne eigene taal. *Vlaemsch Belgie* doet de geschiktheid zien onzer taal voor de bespreking dier vakken en tracht te bewijzen dat zij verstaanbaarder is door den gewonen man dan het Fransch, daar deze spraak gedurig verplicht is bij Grieksch en Latijn ter leen te gaan, en zoo woorden te smeden, die voor iemand, met die talen onbekend, onverstaanbaar blijven.

## 855. Krygen wy van de Franschen loon naar werken? *Den Vlaming,* 15 Mei 1844, nr 700.

De Franschen spotten met de Belgen en niet zonder reden. De Belgen, ook de Vlamingen, toonen zich te gaarne naäpers der Franschen.

## 856. Chambre des Représentants. Séance du 14 mai 1844. *Moniteur belge,* 15 Mei 1844, nr 130.

« Motion d'ordre.

M. *Verhaegen.* Dans plusieurs communes dépendantes de la conservation des hypothèques à Mons, on parle *exclusivement* la langue flamande; tous les actes y sont rédigés dans cette langue, et cependant le conservateur

des hypothèques de Mons refuse de les transcrire, à moins qu'on y joigne une traduction en langue française. Je pense que le conservateur des hypothèques de Mons a évidemment tort. Dernièrement un acte de vente, rédigé en langue flamande, lui a été soumis pour être transcrit et il a refusé de le transcrire sans traduction préalable. Une sommation a été faite et on a rendu M. le conservateur responsable de son refus. Il sera condamné par les tribunaux, je n'en doute pas un instant, mais il ne faut pas que les citoyens, pour une question si simple, si claire, soient obligés à faire un procès.

Je voudrais savoir si le gouvernement, qui a eu connaissance du refus de M. le conservateur des hypothèques à Mons, n'a pas pris des mesures pour le faire rentrer dans son devoir.

M. *le ministre de la justice.* Le fait dont vient de parler l'honorable M. Verhaegen m'a été signalé, il y a quelque temps. Je me suis entendu avec M. le ministre des finances, pour examiner ce qu'il y avait à faire dans cette occurence. La question m'a paru assez grave pour m'engager à consulter les procureurs-généraux des différents ressorts, à l'effet de savoir ce qui se pratique dans les divers arrondissements. Je n'ai reçu jusqu'à ce jour qu'un seul rapport : je recevrai probablement les autres dans deux ou trois jours, et alors M. le ministre des finances et moi nous prendrons une décision après un examen sérieux de la question. »

## 857. Vryheid van Tael. *Vlaemsch Belgie,* 17 en 18 Mei 1844, nr 119.

De handelwijze van den hypotheekbewaarder van Bergen besprekende, noemt *Vlaemsch Belgie* het ongehoord dat een minister niet naar de wet, maar naar het gevoelen zijner onderhoorigen handelt.

## 858. *Vlaemsch Belgie,* 19 Mei 1844, nr 120.

Antwoord op de beschuldiging dat *Vlaemsch Belgie* enkel gesticht is om de *tael,* niet om *gedachten* te verspreiden: *Vlaemsch Belgie* doet het volk zijne eigene waarde begrijpen, vreemden invloed schuwen, zijne geschiedenis, zijnen godsdienst, de wetten en instellingen van zijn land kennen en eerbiedigen.

## 859. Tot waer klinkt de stem der Vlamingen? *Vlaemsch Belgie,* 2 Juni 1844, nr 132.

Hoe waardeerend men in Holland en Duitschland over de herboren Vlaamsche letterkunde denkt, en hoe men haar van daar uit aanmoedigt. — De Vlaamsch-Belgische letterkunde heeft meer goed gesticht dan de Fransch-Belgische.

Mededeeling van eenen « Broedergroet uit het Fichtelgebergte aen de Vlamingen aengeboden. »

860. Les codes en flamand. *L'Émancipation,* 12 Juni 1844, nr 164.

« Depuis longtemps le besoin d'une traduction *en flamand des Codes* se faisait sentir, surtout dans les provinces flamandes où la langue française est peu connue; pour remédier à cet inconvénient on vient de la mettre en vente chez le libraire Van Roy, rue de Middeleer, 7 (Bruxelles).

861. Wie ons in Duitschland afbreuk doet. *Vlaemsch Belgie,* 16 Juni 1844, nr 144.

Brief aan de heeren opstellers van *Vlaemsch Belgie* tegen het gebruik de Vlaamsche en Duitsche plaatsnamen door Fransche te vervangen; tegen de bewering van H. Scheerer in het Duitsch tijdschrift *Minerva,* waarin hij zegt, dat het streven der Vlamingen om eene eigene letterkunde tot niets leiden kan. Die heer schreef dat de Vlamingen, willen zij geen Fransch schrijven, noodzakelijk Duitsch schrijven moeten.

Antwoord aan een Duitschen officier, die in *Briefe und Skizzen aus Belgiën von einen preussischen Officier,* verschenen in het tijdschrift *Europa,* zegt, dat de Vlaamsche letterkunde enkel op liedjes en gebedenboeken kan wijzen.

862. Y. — Een droom op St-Jansnacht. Verslag der Ministers van Vlaemsch Belgie. *Vlaemsch Belgie,* 30 Juni 1844, nr 156.

Humoristisch verslag over den toestand van *Vlaemsch Belgie* en zijne werking gedurende de zes eerste maanden van zijn bestaan. Meldt met voldoening dat de meeste Duitsche bladen, waaronder de *Augsbürger allgemeine Zeitung,* de *Kölnische Zeitung,* de *Achener Zeitung* enz., het blad niet alleen dikwijls zeer vriendelijk indachtig geweest zijn, maer het zelfs meermalen, levende en sprekende in den kring hunner lezers, hebben gevierd.

863. Nederlandsch Letterkundig Genootschap te Leiden. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 56.

Benoemt H. CONSCIENCE, K. LEDEGANCK en Pr. VAN DUYSE tot briefwisselende leden.

864. Westphälische Gesellschaft fur Beforderung vaterländischer Cultur (Minden). *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 59.

Benoeming tot briefwisselende leden van Jonkheer PH. BLOMMAERT en Dr. WOLFF, te Gent.

865. Vlaemsch-Duitsch Zangverbond. *Kunst- en Letter-Blad,* 1844, bl. 59 en 68.

Na een concert van het *Männer-gesang-Verein* uit Keulen, tot stand gekomen te Gent. « Meest alle de Vlaemsche Koorzangmaetschappyen zyn het zelve reeds bygetreden en veel mogen wy van die schoone vereeniging verwachten. »

Bijtreding te sturen aan Pr. VAN DUYSE en Dr. WOLF te Gent.

866. Tegen Vaderland, Koning en Volksvertegenwoordigers. *Vlaemsch Belgie,* 1 en 2 Juli 1844, nr 157.

Antwoord aan den *Patriote Belge,* die in zijn nr van 27 Juni onze nationaliteit aanviel, zeggende o. a. : « Er is niets te verwachten van een volk, dat een vreemden koning weggejaegd heeft om een dubbel vreemd stamhuis aen te nemen; dat gewilliglijk een deel zijner provincien geleverd heeft en wiens vertegenwoordigers, medepligtigen van het staetsbestuer, overzware budgetten stemmen, altijd hooger volgens het klimmen der openbare ellende en aldus het verderf bij de schande voegen », enz.

« De *Patriote belge* heeft het belgisch volk op zijn Fransch meenen te verlichten, maer het volk heeft den *Patriote* niet gewild : hij kondigt aen dat hy, by gebrek aen ondersteuning, te rekenen van heden zal ophouden te verschynen ».

867. P. E. — Van wat kant staet ons iets goeds te wachten? *Vlaemsch Belgie,* 3 Juli 1844, nr 158.

De Vlamingen zijn, noch aan Frankrijk, noch aan Engeland dank verschuldigd : beide landen juichten toe toen de noodlottige scheiding van 1830 plaats greep. Zij moeten zelfvertrouwen hebben, vragen en hervragen, en zoo zullen zij weder zelfstandig en vrij worden.

868. *Vlaemsch Belgie,* 3 Juli 1844, nr 158.

Protest tegen de handelwijze van eenen bediende van het stadhuis van Brussel en van den heer Verhulst, schepene van den burgerlijken stand, die weigerden de geboorte-acte van het kind eens Vlamings (D. Sleeckx) op te stellen, omdat deze laatste eischte dat de acte in 't Vlaamsch zou opgesteld worden. De vader zendt per deurwaarder eene daging aan den heer schepene Verhulst.

869. Terugeisching. *Vlaemsch Belgie,* 4 Juli 1844, nr 169.

Nieuw protest tegen de handelwijze van schepene Verhulst.

870 De Koning en de Vlamingen. *Vlaemsch Belgie*, 5 Juli 1844, nr 160.

Aanhaling van drie brieven, die bewijzen dat de vorstelijke hoofden van België de Vlaamsche Taalbeweging met belangstelling volgen en zelfs weten aan te moedigen. Die brieven hebben betrekking op het leggen van den eersten steen van het Gentsche stapelhuis, waar de koning, het Fransch opschrift op den steen bedoelende, zou laten verstaan hebben dat hij dit liever in 't Vlaamsch hadde gezien.

871. Une question nouvelle. *L'Émancipation*, 6 Juli 1844, nr 188.

« Une question nouvelle va être agitée devant les tribunaux, voici à quelle occasion :

Lundi dernier, M. D. S. se présenta au bureau de l'état-civil de Bruxelles, accompagné de deux témoins, pour faire dresser l'acte de naissance de son enfant nouveau-né; le père demanda, en flamand, en quelle langue on allait rédiger l'acte de naissance; en français, lui répondit-on. — Dans ce cas, dit le père, il ne sera pas nécessaire de continuer l'acte, car je suis Flamand, je ne connais pas un mot de français, et je ne signerai pas un acte que je ne comprends pas. Ce refus formel de signer mit les employés de l'état-civil dans un embarras assez grave; ils en référèrent à M. Verhulst qui refusa de dresser l'acte en flamand.

Le père se retira, et hier il a fait signifier à M. Verhulst un exploit pour le forcer à rédiger en flamand l'acte de naissance de son enfant, rendant cet officier responsable des suites de son refus. M. l'échevin Verhulst a répondu à cet exploit : *qu'il refusait de rédiger ledit acte en flamand, parce que les formules sont redigées en français; qu'il restait libre au requérant de remettre ses notes qui seraient traduites en français.*

Le conseil de régence était réuni au moment de la signification de l'exploit, et M. Verhulst a cru devoir lui soumettre la question. Une discussion assez vive a eu lieu à ce sujet; le résultat en a été, contrairement à l'avis de M. le bourgmestre, la persistance dans le refus. Le père de son côté s'obstine à ne pas vouloir signer un acte français et annonce l'intention de porter l'affaire devant les tribunaux. Hier une requête d'urgence a dû être présentée à M. le président du tribunal pour pouvoir plaider l'affaire le plus tôt possible. »

872. Zoo verstaen het de Franschen. *Vlaemsch Belgie*, 10 Juli 1844, nr 164.

Protest tegen de onmenschelijke handelwijze eenen franschonkundigen Vlaming in 't Fransch te beschuldigen en te oordeelen.

873. Het burgerregt der Vlamingen. *Vlaemsch Belgie*, 11 Juli 1844, nr 165.

De zaak Sleeckx vestigt bij voortduring de aandacht der drukpers. *Vlaemsch Belgie* haalt hier een artikel aan van den *Observateur*, waarin deze van een feit gewaagt, in 1835 te Gent voorgekomen. Een veroordeelde had een Vlaamsch proces-verbaal geëischt uit hoofde zijner onbekendheid met de Fransche taal. Zijn eisch werd niet ingewilligd en zijn beroep verworpen. — *Vlaemsch Belgie* is overtuigd dat de uitspraak van 1835 niet zal gevolgd worden.

874. Het Vlaemsch by de Provincieraden. *Vlaemsch Belgie*, 7, 12 en 13 Juli 1844, nrs 162, 166 en 167.

1. Na het bespreken der louter provinciale belangen, blijft er de provincieraden nog iets te doen. 14 jaar hebben de Vlamingen gezwegen omdat zij wilden dat, vooraleer te klagen, onze onafhankelijkheid op vaste grondslagen moest staan. Thans wordt het tijd de Vlaamsche grieven te herstellen en de provincieraden kunnen daartoe zeer veel doen. — 2. Het verslag over den toestand der provincie zou dienen in het Vlaamsch te zijn, evenals de briefwisseling der gouverneurs en distrikt-commissarissen met de gemeenten. — 3. Verdediging van de strekking der Vlaamsche strijders; invloed der secretarissen op de gemeentebesturen en hun zucht om voort te gaan met in 't Fransch brieven te wisselen. *Vlaemsch Belgie* verzoekt de provinciale raden te beslissen dat alle briefwisseling met de gemeenten in 't Vlaamsch zal geschieden, zoolang de gemeentebesturen niet uitdrukkelijk en eenparig het tegenovergestelde vragen. — 4. Opgave van eenige punten van het hoogste belang welke voor onmiddellijke beslissing vatbaar zijn: Vlaamsche beambten in Vlaanderen; Vlaamsche of tweetalige afkondigingen; stukken van het hooger bestuur voor Vlaamsche gemeenten in 't Vlaamsch.

875. Is de Vlaming in zyn eigen land een Burger? *Vlaemsch Belgie*, 15 en 16 Juli 1844, nr 169, 17 Juli, nr 170.

Ter gelegenheid van de aanstaande beslissing der rechtbank in de zaak van den Brusselschen schepene, die weigerde eene Vlaamsche geboorte-acte op te stellen. — Hoe na de omwenteling alles Fransch werd en de Belgische overheid den misslag beging vroeger door Willem I bedreven: « het daerstellen van de eenheid der tael in een land uit verscheidene elementen samengesteld. » Zes, zeven jaar hebben de Vlamingen van geene grieven gewaagd; zij verdroegen de vernedering om mede te werken om 's lands onafhankelijkheid op stevige grondslagen te vestigen; zij waren, ten andere, overtuigd dat eene vraag zou voldoende zijn om den toestand te veranderen; maar de taal der meerderheid werd

meer en meer onrecht aangedaan en nu zou men zoo verre gaan den Vlaming in het opzicht van taal als een vreemdeling te behandelen.

876. Het Vlaemsch en de Précurseur. *Vlaemsch Belgie*, 18 Juli 1844, nr 171.

Aan den *Précurseur*, die het niet waagt openlijk tegen 't Vlaamsch op te treden, maar tracht de Vlaamsche strijders op de eene of andere wijze te kleineeren.

877. *Vlaemsch Belgie*, 18 Juli 1844, nr 171.

Hoe de Vlaamsche Beweging meer en meer veld wint, en langzamerhand nieuwe verdedigers vindt, zelfs tot in de hoogste kringen.

878. Het art. 23 der Grondwet. Hoe het moet verstaen worden. *Vlaemsch Belgie*, 19 Juli 1844, nr 172.

Over het rechtsgeding, door D. Sleeckx tegen den officier van den burgerlijken stand van Brussel ingespannen. — Wat de tegenstrevers aanvoeren om art. 23 uit te leggen, zoodanig dat D. Sleeckx ongelijk heeft. — Bewijzen uit de geschiedenis dat de Vlaamsche taal immer de officieele was in Vlaanderen.

879. Vreemde dagbladen en vreemde invloed. *Vlaemsch Belgie*, 20 Juli 1844, nr 173.

Hoe de vreemde dagbladen en vreemde opstellers hier in België den nationalen geest dooden en vreemden invloed immer machtiger maken. — De laatste hoop der echte vaderlanders is de Vlaamsche pers.

880. Burgerrecht der Vlamingen. Zaek van den heer D. Sleeckx tegen den officier van den burgerlyken stand der stad Brussel. *Vlaemsch Belgie*, 21 Juli 1844, nr 174, 24 Juli, nr 176, 29-30 Juli 1844, nr 181.

Volledig verslag van het rechtsgeding, met de pleitredenen van Mr. H. Verhaegen, voor den eischer, en Mr. Duvigneaud, voor den heer Verhulst, gevolgd van het vonnis, uitgesproken op de vordering van den heer Maus, substituut-procureur des Konings, die tot de verwerping van Sleeckx's eisch besloot, den 27 Juli 1844. Hierover schreef *Vlaemsch Belgie* :

« De zake is aldus in de regtszitting van zaterdag 27 Juli 1844 uitgesproken ; en die dag zal eeuwig in het geheugen van het grootste deel der onafhankelyke belgische natie geprent staen als het eerste oogenblik daerstellende waerop men wettelyk, ja *wettelyk*, alhoewel

het reeds lang zedelyk gebeurde, de Vlamingen niet als Belgen, niet als burgers, maer als onmagtige vreemdelingen, slechter nog dan de vreemdelingen zelve die ons van alle zyden als kwaed overwaeijen, beschouwd worden! »

— Zie nr 886 en vlg.

881. Brief aan Vlaemsch Belgie. *Vlaemsch Belgie*, 21 Juli 1844, nr 174.

Brussel is eene Vlaamsche stad en het koninklijk besluit van 1814 moet er nog in toepassing zijn.

882. Het Vlaemsch en de Plaetszoekers. *Vlaemsch Belgie*, 22 en 23 Juli 1844, nr 175.

Zekere Brusselsche bladen hadden de candidatuur van den heer V. Delecourt voor de plaets van ondervoorzitter der rechtbank van eersten aanleg te Brussel, aangevallen, omdat die heer, zegden zij, een Waal was en geen Vlaamsch kon. — *Vlaemsch Belgie* verdedigt M. Delecourt tegen die lastertaal en zegt dat, alhoewel Waal, hij zeer goed Vlaamsch kent en er dus geene beletselen zijn om hem te Brussel te benoemen.

883. Het dagblad *L'Annonce de Bruges* over de Vlaemsche zaek. *Vlaemsch Belgie*, 22-23 Juli 1844, nr 175.

Uittreksel uit een artikel, waarin het blad de Vlaamsche zaak verdedigt, en doet zien dat, wat men vroeger aan Holland verweet (begunstiging der Hollanders) thans op veel erger schaal gedaan wordt door de fransch gezinde Belgen ten nadeele der Vlamingen.

884. **Vermeire** (Ch.). — Openingsrede. *Vlaemsch Belgie*, 22 en 23 Juli 1845, nr 175.

Op den tooncelkundigen prijskamp van uiterlijke welsprekendheid te Hamme. Geschiedkundig overzicht van de Vlaamsche letterkunde; hoop in de toekomst; waarschuwing tegen onverdraagzaamheid jegens de Walen.

885. De Vlaemsche Letterkunde en hare byzonderste schryvers (uit de *Allgemeine Augsburger Zeitung*). *Vlaemsch Belgie*, 24 Juli 1844, nr 176; *Den Vlaming*, 26 Juli 1844, nr 731.

In dit kort overzicht der Vlaamsche letterkunde wordt gesproken over WILLEMS, DAVID, BORMANS en CONSCIENCE.

886. Tribunal civil de Bruxelles. Première chambre. Présidence de M. Van Damme. Liberté de langage Acte de l'état-civil. Déclarant. Fonctionnaire. (Sleeckx et Verhulst). *La Belgique Judiciaire*, 1844, kol. 1168-1172.

Beknopte inhoud van het vonnis, door gemelde rechtbank uitgesproken den 27 Juli 1844 :

« Aucune loi n'ayant jusqu'à présent réglé l'emploi des langues pour les actes publics, il est facultatif aux fonctionnaires de rédiger leurs actes dans l'une des langues usitées en Belgique.

Le choix entre les trois langues usitées en Belgique pour la rédaction des actes de l'état-civil, appartient à l'officier de l'état-civil, et non au déclarant.

Lorsque la langue française, flamande ou allemande dans laquelle un acte de l'état-civil est dressé, n'est pas comprise par le déclarant ou les témoins, aucune loi n'oblige l'officier de l'état-civil à faire accompagner cet acte d'une traduction dans celle de ces trois langues que possèdent les déclarants et témoins. »

887. Chronique judiciaire. *L'Émancipation*, 28 Juli 1844, nr 210.

« Le tribunal de première instance de Bruxelles, première Chambre, dans son audience de ce jour, a prononcé dans l'affaire du sieur Sleeckx et le sieur Verhulst, échevin, officier de l'état-civil, concernant la rédaction d'un acte de naissance de l'état-civil en langue flamande.

Conformément aux conclusions du ministère public, le tribunal, par un jugement longuement motivé, a déclaré le sieur Sleeckx non fondé dans sa demande et l'a condamné aux dépens. »

888. Mengelingen. Zaek D. Sleeckx. *Kunst- en Letter-Blad*, 1844, bl. 64.

« Dezer dagen heeft een vonnis, by de regtbank van eersten aenleg te Brussel uitgesproken, in zake van den heer D. Sleeckx tegen den officier van den burgerlyken stand, vastgesteld :

Dat de Vlaming in zyn land als een vreemdeling te boek staet;

Dat de wetten voor de wethouders en niet voor de onderhoorigen, voor het volk gemaekt zyn;

Dat de Vlamingen en Brabanders domkoppen zyn en niet mogen weten hoe zy bestierd worden en welke hunne waerborgen zyn, of liever dat zy geene waerborgen meer hebben;

Dat het bestuur en het geregt volkomen gelyk heeft met de verbastering voor te staen en uit te breiden;

En dat de rechtvaerdigheid en de gezonde rede ydele woorden zyn geworden.

Hoe lang zal die smaed, die bloedige hoon blyven voortduren; en denkt men dat het Vlaemsche volk voor eeuwig gemuilband is? Mogt de dag der wraek kunnen vermyd worden. Rampzalig vaderland! »

889. Het Vlaemsch in zaken van bestuer. *Kunst- en Letter-Blad*, 1844, bl. 65.

Het blad betreurt het dat België uit twee volkeren is samengesteld, die ieder eene verschillige taal spreken. Hieraan verandering pogen te brengen is eene onmogelijkheid, en ware overigens onrechtvaardig. De Walen, zoowel als de Vlamingen, hebben recht op het behoud hunner taal. Beiden moeten dan ook in hunne eigene taal bestuurd worden, en hiertoe is het noodig dat de ambtenaren met de twee in België gebruikelijke talen vertrouwd wezen.

890. **Straatman** (J.-B.), onderwyzer en taelleeraer met diploma. — Meester Jochem's lotgevallen en reistogt naer Gheel, oorspronkelyk werk over de Vlaemsche tael, op de wyze van den Donquichotte van Cervantes verveerdigd en in eenen luimigen trant opgesteld. Met geestelyke goedkeuring. Brussel, gebr. de Mortier, 8°, 274 bl.

Zie daarover o. a. *Kunst- en Letterblad*, 1844, bl. 76; ook *De Geschiedenis der Vlaamsche Letterkunde van 1830 tot heden*, door Th. Coopman en L. Scharpé.

891. Hoe valsch men over de Vlaemsche regten oordeelt. *Vlaemsch Belgie*, 1 en 2 Augustus 1844, nrs 182 en 183.

« Uit dit vonnis blykt dat de officier van den burgerlyken stand de vryheid heeft van eene der drie talen te gebruiken welke by een besluit van 1830 als nationael herkend zijn, te weten in het Vlaemsch, het Fransch en het Duitsch. He wel, van dit grondbeginsel uitgaende, zou een officier van den burgerlyken stand, 't is gelyk in welk deel van het land, het regt hebben alle zyne akten op te maken in het *Duitsch*, en de inwooners zouden er niets tegen te zeggen hebben, of het regt zoude hem niet kunnen dwingen de tael der gemeente te gebruiken waer hy zyn ambt uitoefent. Ziedaer de gevolgen van het genomen besluit. »

892. Een woord aan de Walen. *Vlaemsch Belgie*, 3 en 4 Augustus 1844, nrs 185 en 186.

Teleurstelling der Vlamingen na de omwenteling. Hoop op hulp en steun vanwege de Walen.

893. La constitution belge et la langue flamande. *Le Messager de Gand*, 4 Augustus 1844, nr 217.

Het blad treedt de zienswijze bij van de rechtbank van Brussel in zake Sleeckx, maar verklaart dat het aangenomen stelsel tot vele moeilijkheden kan aanleiding geven. De verklaarder, immers, zou zijne verklaring kunnen doen in eene taal die de ambtenaar niet verstaat. *De Messager de Gand* noemt zulks eene leemte in de wetgeving, die zoo spoedig mogelijk moet aangevuld worden, door van de openbare ambtenaren in de provinciën, waar men de twee talen spreekt, de kennis dezer twee talen te eischen.

894. Duitsch-Vlaemsch Zangverbond. *Vlaemsch Belgie*, 7 Augustus 1844, nr 188.

Dit Verbond werd grootendeels door Pr. van Duyse te Gent gesticht den 8 Juli 1844.

895. De Wederwraek. *Vlaemsch Belgie*, 7 en 8 Augustus 1844, nrs 188 en 189.

*Vlaemsch Belgie* schreef in een vorig artikel de oorzaak der verkoeling (na de wederzijdsche tolverhooging) tusschen Pruisen en Belgie aan het overwegend Waalsch element toe. De *Kölnische Zeitung* zegt dat de Vlamingen zelf de schuld zijn dier verkoeling. Daarop antwoordt *Vlaemsch Belgie* dat de schuld wel aan de Franschgezinden ligt, die uit de vervreemding van België en Pruisen eene toenadering van België met Frankrijk hopen te zien geboren worden.

896. La Belgique et la France. *L'Émancipation*, 8 Augustus 1844, nr 221.

Pruisen had de invoerrechten op het ijzer uit België verhoogd. (Zie *Mémoire du Gouvernement prussien notifié au gouvernement belge le 18 juillet 1844. L'Émancipation*, 19 Augustus 1844, nr 232.) België antwoordde met verhooging van rechten op den invoer van sommige goederen uit Pruisen. Daarover handelt het opstel, dat voor doel heeft nauwere aansluiting bij Frankrijk.

«... La Prusse, si elle maintient l'état de choses actuel, abdique

évidemment toutes ses prétentions à exercer de l'influence en Belgique; en admettant que l'esprit public n'y fût pas naturellement porté, elle nous pousse invinciblement vers la France. »

N. B. Tot voldoening van beide partijen werd het geschil vereffend bij verdrag van 1 September 1844 (Zie *l'Émancipation*, 2 September 1844, nr 246.)

897. Water op den Franschen meulen. *Vlaemsch Belgie*, 9 Augustus 1844, nr 190.

België en Pruisen waren beiden in hun recht als zij tegenover elkander den vijandelijken maatregel (wederzijdsche tolverhooging) namen, maar onbetwistbaar is het ook dat zij aldus « *water op den Franschen meulen* brachten. »

898. Wat ons Ministerie aen Duitschland zeggen laet. *Vlaemsch Belgie*, 15 en 16 Augustus 1844, nrs 195 en 196.

Nog over de tolverhooging en den twist dienaangaande tusschen de Fransche bladen en *Vlaemsch Belgie*.

899. Liebaert (A.). – De Vlaemsche Drukpers. *Vlaemsch Belgie*, 18 Augustus 1844, nr 197.

Over de snelle opkomst en den bloei der Vlaamsche drukpers. Zij is eene macht, waarmede het Bestuur, willens of niet, zal moeten rekening houden. — Met een woord over het vonnis in de zaak D. Sleeckx tegen den schepene van Brussel.

900. Een enkel woord over het onderwys. *Vlaemsch Belgie*, 23 Augustus 1844, nr 191.

Over den weinig nationalen geest in onze hoogere middelbare onderwijsgestichten.

901. De Scheldezonen. *Vlaemsch Belgie*, 25 Augustus 1844, nr 203.

Redevoering van P. F. Van Kerckhoven op de eerste vergadering der Antwerpsche zangmaatschappij *De Scheldezonen*.

902. *Vlaemsch Belgie*, 2 en 3 September 1844, nr 210.

Fransche redevoering van den heer Mannekens, bestuurder van het pensionnaat van Hemixem, over de noodzakelijkheid van een nationaal onderwijs. Het Vlaamsch mag daarom in geenen deele verwaarloosd worden.

903. Een nieuw bewys van vaderlandsliefde. *Vlaemsch Belgie*, 4 September 1844, nr 211.

Antwoord aan den *Thieltenaer* die, alhoewel met *Vlaemsch Belgie* hetzelfde doel betrachtende, d. i. heropbeuring van het Vlaamsche volk, toch vindt dat dit laatste blad al te uitsluitelijk tegen Frankrijk gericht is. *Vlaemsch Belgie* vindt zulks in de tegenwoordige omstandigheden natuurlijk en noodzakelijk.

904. Hulde aen de nagedachtenis van M. Anton. Reinhart Falck, *vry gevolgd naer het Fransch*, van den heer A. Quetelet, geheimschryver der Academie van Wetenschappen enz. — Met een naschrift en bylagen voorzien, door J.-L. KESTELOOT, rustend hoogleeraer en lid derzelfde Academie, enz. met het wel gelykend portret van den heer A.-R. Falck, door Schubert en Degobert, 1e deel. 8°, VIII-166 bl. — Te Gent, by Mejuffr. A. Dujardin, in Den Haag, by Jacobs.

In de bespreking, onderteekend V. B., welke *l'Émancipation* (5 September 1844, nr 249) aan dat boek wijdt, lezen wij o. a. :

« Dans les bouleversements politiques il y a cohue, vertige, confusion; on ne distingue plus, on confond tout dans un même ressentiment; les premiers coups qu'on se porte sont inexorables. Puis, quand on a fait table rase, à l'action du cœur, succède l'action de la tête : on discute, on raisonne; du chaos surgit l'ordre; on abstrait, on trie les préventions, les antipathies; et il se trouve souvent que dans le parti adverse qu'on a combattu, il se rencontre des hommes dignes de notre estime, de notre respect...

Les deux notices constatent comment le haut dignitaire (Falck), chef de l'instruction publique, etc, n'a cessé de donner des marques de zèle et d'amour à ses concitoyens belges, jusqu'à tel point que son rappel d'ici, en 1824, et sa mission à Londres, n'auraient eu pour motif que de l'éloigner d'un théâtre où il exerçait trop de bien au gré de son monarque. Et sa mort arrivée à Bruxelles où il représentait le cabinet hollandais près notre gouvernement, ne semble-t-elle pas prouver jusqu'à la fin sa prédilection pour notre pays?... »

905. De veeartsenyschool en de Vlamingen. *Vlaemsch Belgie,* 8 September 1844, nr 215.

Ondoelmatigheid dier school, waar alles in 't Fransch geschiedt, niettegenstaande de landbouwbevolking van België grootendeels Vlaamsch is.

906. La Belgique et la France. *L'Émancipation,* 10 September 1844, nr 254.

« Notre différend commercial avec la Prusse est actuellement terminé... Quelques journaux français, à l'occasion du traité du 1er septembre, nous témoignent de la mauvaise humeur et du dépit; ils nous accusent de versatilité et d'inconstance...

Ne serait-il pas étrange, en effet, que dans une lutte d'influence entre la Prusse et la France, entre une puissance de quinze millions d'âmes, et une autre de trente-cinq millions, la plus faible finit à la longue par l'emporter sur la plus forte, et cela sur un terrain où toutes les conditions de succès sont pour cette dernière? En Belgique, tout concourt pour rendre facile et durable l'alliance française : la communauté de langue, de religion et d'institutions politiques, l'étroite parenté des deux dynasties. Comment se fait-il que la politique prussienne vienne de remporter sur la politique française un avantage tellement signalé que déjà quelques personnes vont jusqu'à dire que nous nous éloignons de la France pour passer à l'Allemagne?

Cette manière de voir est exagérée, sans doute; il y a en ce moment balance entre les deux... »

— Zie over dezelfde zaak, in hetzelfde blad (16 September 1844, nr 260), en onder den titel : *Du traité de commerce entre la Belgique et la Prusse,* eenen brief van den Franschman Léon Foucher, die de overeenkomst tusschen België en Pruisen betreurt : « ... Le gouvernement belge a traité avec la Prusse, et en traitant avec la Prusse, il s'est éloigné de la France; le fossé est creusé, les circonstances et les passions ne manqueront pas pour l'élargir... Anvers, et par suite la Belgique, sont déjà considérés comme une annexe de l'Allemagne; peu s'en faut que le gouvernement belge, ce gouvernement issu de notre révolution, ne reçoive le baptême de la Sainte-alliance.

L'ivresse de nos ennemis nous avertit. . N'en douter pas, si la Belgique n'est point ramenée à la pensée d'une association de douanes avec la France, elle entrera dans le cercle et dans la politique du Zollverein... »

Uit eenen brief van denzelfden schrijver in het Parijzer blad *Le Siècle* en overgenomen in *l'Émancipation* (19 September 1844, nr 263) :

« ...Sous peine... de voir la Belgique devenir prussienne et les canons de la Sainte-alliance sur les remparts de Mons et de Tournay, il faut que le gouvernement français ramène à lui le cabinet belge, et qu'il obtienne un arrangement qui fasse contre-poids à celui que M. d'Arnim vient d'arracher... Quoi que l'on puisse dire et faire, les

Belges ont le cœur français; pour les trouver dévoués, nous n'avons qu'à leur montrer que nous faisons cas de leurs sentiments, et que nous tenons compte de leurs intérêts... »

907. Hoe de vyanden der Vlaemsche beweging hunne krygslisten beleggen. *Vlaemsch Belgie,* 14 September 1844, nr 220.

Zij trachten door middel der spellingquaestie verdeeldheid onder de Vlamingen te zaaien.

908. Eens toch is er ons regt gedaen. *Vlaemsch Belgie,* 15 September 1844, nr 221.

Een omzendbrief van den heer minister van financiën geeft ongelijk aan den bewaarder der hypotheken van Bergen, die weigerde eene in 't Vlaamsch opgestelde akte in te schrijven.

— Zie nr 586.

909. Le flamand est la langue des flamands. *Messager de Gand,* 15 September 1844, nr 259.

Ter gelegenheid der benoeming van M. Malou als gouverneur van Antwerpen. Een Antwerpsch blad verdedigt die benoeming omdat M. Malou Vlaamsch kent; *De Messager* acht dat een uitvluchtsel, daar M. Malou zijne studiën in 't Fransch deed en M. de Brouckere uit dezelfde provincie afkomstig is. Anders acht hij de redeneering van het Antwerpsch blad zeer redelijk, doch herinnert terzelfdertijd spottend aan de petitiën van 1829, waarin de Vlaamsche boeren aan het gouvernement het recht vroegen in hunne *Fransche moedertaal* te pleiten.

910. Société de Langue et de Littérature Flamande de Bruxelles. *L'Émancipation,* 18 September 1844, nr 262.

Verslag over eene vergadering gehouden in het provinciaal gouvernementshotel en bijgewoond door de baronnes von Plönnies en hare dochter, uit Darmstadt, die onlangs op even schitterende wijze gehuldigd werden op eene vergadering van *De Tael is gansch het Volk,* te Gent.

911. Franskiljon. *Den Vlaming,* 18 September 1844, nr 753.

Over de beteekenis van het woord.

912. Hypothèques. *L'Émancipation*, 19 September 1844, nr 263.

« On se rappelle que vers la fin de la dernière session, le ministre des finances fut interpellé sur un refus fait par un conservateur d'hypothèques de la province du Hainaut de transcrire des actes rédigés en langue flamande. M. Mercier promit d'examiner l'affaire, et il a sans aucun doute trouvé la plainte fondée, puisqu'il vient d'envoyer aux fonctionnaires intéressés une circulaire qui désapprouve le refus fait par le dit conservateur et ordonne d'inscrire les actes, sans exiger qu'il en soit fait une traduction aux frais des citoyens.

La transcription d'un acte, est-il dit dans cette circulaire, peut à la vérité compromettre la responsabilité du conservateur et lui imposer d'autres devoirs; il est donc nécessaire qu'il en comprenne le contenu; mais c'est à lui à se mettre en règle sous ce rapport, à faire traduire l'acte et à en supporter la mission qui lui est confiée; le citoyen qui, pour exercer un droit, a besoin de l'assistance d'un fonctionnaire, ne peut être soumis à aucune formalité coûteuse.

Cette circulaire donne un plein apaisement au grief que l'on a allégué, et témoigne de la volonté du ministre de faire observer en son entier l'art. 23 de la constitution ».

De hier vermelde *circulaire* van den heer minister van financiën is gedagteekend van den 24 Mei 1844, n° 4028. Bij een later rondschrijven van den 3 October 1864, n° 695, werden de hypotheekbewaarders andermaal uitgenoodigd zich naar de er in vervatte voorschriften te gedragen.

— Zie verder daarover : *Pandectes belges*, v° *Bordereau d'inscription hypothécaire*, nrs 11 en 12, — en v° *Hypothèques*, nrs 550-552.

913. De Vlaemsche beweging en Belgie's onafhankelykheid. *Vlaemsch Belgie*, 22 September 1844, nr 227.

Over het verdrag van 1 September tusschen België en het *Zollverein*. Volgens eenen briefschrijver uit Frankfort is dit « de eerste vrucht der Vlaemsche beweging. »

914. XIVe anniversaire des journées de septembre 1830. *L'Émancipation*, 26 September 1844, nr 270.

Verslag over den 3e dag der Septemberfeesten. — De prijskamp van Vlaamsche « uitgalming », waarvan de inrichting was toevertrouwd aan de koninklijke tooneelmaatschappij *De Wyngaerd*, had veel volk uitgelokt. Te 2 ure 's namiddags begonnen duurde hij tot 's anderdaags 6 ure 's morgens.

915. Kan het Vlaemsch al zyne regten herwinnen? *Vlaemsch Belgie*, 29 September 1844, n.r 232.

Antwoord aan dezen die meenen dat de hinderpalen te groot zijn om allen te kunnen weggeruimd worden. — Wat reeds gedaan is laat de herstelling van *alle grieven* verhopen.

916. Mengelingen. *Kunst- en Letter-Blad*, 1844, bl, 76.

De heer Karl Andree, hoofdopsteller der *Kölnische Zeitung*, de heer Weiden, opsteller van het Keulsche *Domblatt*, de heer Cohen, de vlaamschgezinde Louisa von Plönnies en hare dochter Maria, zijn naar België overgekomen om de Vlaamsche Beweging te leeren kennen « en zich nog in nauwere vriendschappelyke betrekkingen met de nederlandsche schryvers te stellen ».

Genoemde Duitschers woonden te Antwerpen eene vergadering van den *Olyftak* bij. — Zie over die zitting *Vlaemsch Belgie*, 22 September 1844.

917. Lager Onderwys. *Vlaemsch Belgie*, 2 October 1844, nr 234.

In zijn nr van 26 September 1844 had *Vlaemsch Belgie* een artikel overgenomen uit de *Gazette van Lokeren*, waarin de kantonale schoolopziener van anti-vlaamsche werking beschuldigd werd. — Hier nu neemt *Vlaemsch Belgie* een artikel over uit de *Gazette van 't Land van Waes*, waarin op die beschuldiging geantwoord wordt. In dit antwoord tracht de *Gazette van 't Land van Waes* den schoolopziener wit te wasschen, door te zeggen dat het toch geene schande is Fransch te kennen. « Neen, antwoordt *Vlaemsch Belgie*, maer wat eene schande is, is dat een schoolopziener in de vlaemsche gewesten, waer men door alle middelen de moedertael poogt te onderdrukken, het fransch in zyne ambtelyke betrekkingen met onderhoorigen bezigt. »

918. Lager Onderwys. *Vlaemsch Belgie*, 4 October 1844 nr 236.

Tegen Fransche eedaflegging en Fransche getuigschriften.

919. Middelbaer Onderwijs. Athenæum van Antwerpen. *Vlaemsch Belgie*, 6 en 20 October 1844, nrs 238 en 250.

Krachtdadig protest tegen het programma van het *Athenæum van Antwerpen*, waar er in de verschillende klassen te samen slechts 8 uren Vlaamsch geleerd wordt.

920. V(an) K(erckhoven). — De Parysische Kunstregters. *Kunst- en Letter-Blad*, 1844, bl. 80-81.

Heftig opstel tegen de Fransche en de Belgisch-Fransche pers, naar aanleiding van een smaadschrift tegen onze kunstenaars, verschenen in *l'Artiste*, te Parijs. « Behoorden het meerendeel der opstellers onzer Fransche dagbladen aan het uitschot der Fransche litteratuer niet te huis, waren zy meest allen niet zelven Franschmannen, dan zouden zy ook als wy, Vlamingen, doen, trachten onze nationale eer te verdedigen... Zy zyn zoovele doodsvyanden aan wie wy zelven bestaan en rykdom verschaffen, en die, waren er geene mannen die voor de nationaliteit in het worstelperk durfden treden, weldra ons gansche land zouden bedorven hebben, en ons als slaven voor de voeten van den vreemde zouden doen kruipen ».

921. Le mouvement flamand. *Journal de Bruxelles*, October 1844.

In dit artikel wordt de Vlaamsche Beweging zeer welwillend beoordeeld, doch het blad waarschuwt tegen alle overdrijving en uitsluiting der Walen.

922. Het « Journal de Bruxelles » en de Vlaemsche Beweging. *Vlaemsch Belgie*, 10, 11, 13, 14 en 17 October 1844, n^rs^ 241, 242, 244 en 247.

Aanhaling van het voorgaande artikel, met een wederleggend antwoord, dat het verwijt van uitsluiting der Walen den bodem inslaat.

923. Hebben de Vlamingen reden van klagen? *Vlaemsch Belgie*, 18 en 23 October 1844, n^rs^ 248 en 252.

Voortzetting der polemiek tusschen het *Journal de Bruxelles* en *Vlaemsch Belgie*, over de zoogezegde overdreven eischen der Vlamingen.

924. Vlaemsch Belgie. *Gazette van Gent*, 16 October 1844, n^r^ 4515.

Het Gentsche blad beschuldigt *Vlaemsch Belgie* ons land te willen « vergermaniseeren. »

925. Onze grondbeginsels, ter gelegenheid van een paer artikels der « Gazette van Gent. » *Vlaemsch Belgie*, 25, 26, 27, 28 en 29 October 1844, nrs 254, 255, 256 en 257.

Antwoord aan de *Gazette van Gent* op hare beschuldiging, met uittreksels uit dit blad, die ten duidelijkste bewijzen dat de *Gazette van Gent* in 1840 juist hetzelfde betrachtte, en de franskiljons geweldig aanviel. De laatste artikels hebben voornamelijk betrekking op het handelsverdrag.

926. **Z.** — De vyanden der moedertael te Antwerpen. *Kunst- en Letter-Blad*, 1844, bl. 85; ook in *Vlaemsch Belgie*, 20 October 1844, nr 258,

Naar aanleiding van eenen brief aan het *Journal d'Anvers*, waarin met opzegging van abonnement gedreigd wordt, « indien de uitgever nog van Nederduitsch durft spreken; en van het schrijven in de dagbladen dat « het Athenaeum van Antwerpen zich, onder alle de gestichten onzes lands, door zyne franschdolheid doet kennen ».

927. Al wederom wat gewonnen. *Vlaemsch Belgie*, 31 October 1844, nr 259.

Het slecht gebruik in het provinciaal bestuur, en de willekeur sommiger gemeentesecretarissen om alles in 't Fransch te doen, is gedeeltelijk overwonnen. Op aanvraag eeniger gemeentebesturen geschiedt de briefwisseling in 't Vlaamsch in West-Vlaanderen.

928. **Van den Hove (Hubert).** — La langue flamande, son passé et son avenir. Projet d'une orthographe commune aux peuples des Pays-Bas et de la Basse Allemagne, avec une carte des divers territoires où l'on parle le Nederduitsch. Bruxelles, C. Muquard, 8°, 102 bl.

Zie over dit werkje, o. a., de beoordeeling in het *Kunst- en Letter-blad*, 1844, bl. 86, geteekend : P. F. V. K.

929. Chambre des Représentants. Séance du 4 novembre 1844. *Moniteur belge*, 5 November 1844, nr 310.

« M. le ministre de la justice présente un projet de loi ayant pour but de régler d'une manière nouvelle la sanction, la promulgation et la publication des lois. Renvoi à l'examen des sections. »

930. Het Vlaemsch by de regtbanken. *Vlaemsch Belgie*, 15 November 1844, nr 271.

Hoe de Vlaamsche geest langzaam indringt, niettegenstaande de valsche begrippen van velen. M. Maertens, procureur des konings te Brugge, geeft het goede voorbeeld met telkens dat hij als openbaar ministerie in lijfstraffelijke zaken zetelt, de beschuldiging in 't Vlaamsch staande te houden.

931. Gebruik der talen. *Vlaemsch Belgie*, 17 November 1844, nr 273.

Onlangs nam *Vlaemsch Belgie* een schrijven op, waarin de handelwijze van Willem I opzichtens de taal der Walen, als die van eenen echten dwingeland, afgeschilderd werd. Met uittreksels uit ambtelijke stukken wordt nu bewezen, dat den Waal nooit eene vreemde taal werd opgedrongen.

932. *Vlaemsch Belgie*, 21 November 1844, nr 276.

Protest tegen het wetsontwerp van den heer Minister van Justitie, volgens hetwelk de uitgave der wetten alleen in 't Fransch zal geschieden, ondanks de beslissing van 5 October 1830, welke die uitgave in 't Fransch en in 't Vlaamsch beveelt.

933. *Vlaemsch Belgie*, 22 November 1844, nr 277.

Verklaring van J. A. De Laet, « aen de heeren inschryvers op *Vlaemsch Belgie*, » waarin de staking der uitgave van dit blad wordt aangekondigd. Hierop volgt een bericht der redactie, meldende de vervanging van dit blad onder den titel : *De Vlaemsche Belgen*. « Het zal alleen van ons blad daerin verschillen dat het den godsdienst der Vlamingen als een der hoofdpunten van de Vlaemsche zaek zal beschouwen, dat het bygevolg nevens zyne Vlaemsche, ook eene katholieke strekking zal hebben, kortom, dat het niet alleen oprecht Vlaemsch, maer ook openhartig katholiek zal wezen. »

934. *De Vlaemsche Belgen*. Dagblad voor staetkunde, koophandel en letterkunde, 23 November 1844, nr 1.

935. Vlaemsche periodieke drukpers. *Provinciael Antwerpsch Nieuwsblad,* 23 November 1844, n.r 141; ook in *l'Observateur* en *l'Indépendance.*

Verklaring van J. A. De Laet, nopens zijn uittreden uit *Vlaemsch Belgie.* Daarin worden zijne mederedactoren, Sleeckx en Van de Velde, en den drukker Greuse van « kuiperyen » beschuldigd en zich van zijn blad te hebben meester gemaakt.

936. *De Vlaemsche Belgen,* 24 November 1844, nr 2.

Bitsig antwoord aan J.-A. De Laet op dezes brieven aan de nieuwe redactie van het blad.

937. *De Vlaemsche Belgen,* 25 en 26 November 1844, nr 3.

De Fransche bladen zijn niet nationaal en kunnen het niet zijn; alleen de Vlaamsche zijn het en hebben dan ook eene allerverhevenste zending te volbrengen.

938. *De Vlaemsche Belgen,* 27 November 1844, nr 4.

Tegen den onuithoudbaren toestand, waardoor een Vlaamsch beschuldigde vóor eenen Vlaamschonkundigen rechter moet verschijnen.

939. Littérature flamande (feuilleton). *Le Précurseur d'Anvers,* 28 November 1844.

Hierover schreef het *Kunst- en Letterblad :*

« De *Précurseur* is een dier weinige dagbladen, die, schoon in het fransch opgesteld, de regten onzer moedertael niet miskent, en zich daerdoor by het Antwerpsch publiek bemind maekt ».

940. *De Vlaemsche Belgen,* 2 en 3 December 1844, nr 9.

Nog tegen het wet-ontwerp, waardoor de wetten alleen in 't Fransch zullen afgekondigd worden, en niet meer in *'t Fransch* en in *'t Vlaemsch,* zooals tot hiertoe gedaan werd.

941. *De Vlaemsche Belgen,* 5 December 1844, nr 11.

Tegen het domme stelstel van opvoeding van doofstomme of blinde kinderen, in de gestichten voor dergelijke ongelukkigen opgericht, in eene taal welke die hunner ouders niet is. Terug in hunne familie zijn zij even onmondig als voorheen.

942. Vlaemsch Belgie. *L'Émancipation*, 11 December 1843, nr 346.

« L'affaire en cause de l'ancien rédacteur en chef, éditeur responsable du *Vlaemsch Belgie*, contre l'imprimeur de ce journal et les rédacteurs des *Vlaemsche Belgen* (la nouvelle feuille flamande) a été plaidée hier au tribunal de commerce de Bruxelles. Me Jottrand a parlé pour le prémier, Me Vervoort pour les autres parties en cause... »

943. X. Y. Z. — Variétés politiques. *L'Émancipation*, 13 December 1844, nr 348.

Heftig spotartikel tegen de *Kölnische Zeitung*, welke den invloed van Frankrijk in België aanklaagt.

« J'étais lundi passé chez le libraire Caille,
Qui, dans son magasin, n'a jamais rien qui vaille... »

« Et à propos de rien qui vaille, je suis tombé sur un article de la *Gazette de Cologne*, où il est déclaré que tous les journaux belges, sans exception, sont traitreusement vendus à la France... Vous aimez la France! donc vous êtes payés pour cela... Vous n'aimez pas la France! donc vous êtes payés par la France... Il y a des journaux belges qui prétendent que le gouvernement français abuse indignement de son influence sur le cabinet de Bruxelles. Ces journaux sont évidemment payés par la France. Il y a même des journaux flamands qui trouvent la langue flamande supérieure à la langue française. Il ne faut pas disputer des goûts; les opinions sont libres en littérature et en politique. Mais les facétieux gallophobes de la *Gazette de Cologne* affirment que les journaux flamands sont payés pour propager la littérature française... »

Het opstel (ongeveer twee kolommen) besluit aldus :

« La Belgique catholique a pour voisins à l'est, au nord et à l'ouest : la Prusse, luthérienne! la Hollande, calviniste! l'Angleterre, protestante à sa manière! Si la religion est le premier lien d'homme à homme ou de peuple à peuple, quel sera le lien de la Belgique au milieu de cette babel religieuse? Le patriotisme belge doit-il se dire : Je prendrai pour alliés exclusifs les peuples qui ne professent pas ma religion, qui ne parlent pas ma langue, qui ne sont pas gouvernés par mes lois civiles, criminelles et commerciales, et qui n'out avec moi que des relations industrielles de second ordre? Ou bien doit-il se dire : Je prendrai pour allié un peuple qui est de ma religion, qui parle la même langue que moi, qui est gouverné par les mêmes lois, et qui m'est attaché, bon gré malgré, par des

intérêts du premier ordre? Sans doute l'alliance avec la France a ses périls. Mais tout est péril dans ce monde! et, après tout, les peuples et les hommes d'État auraient peu de mérite à conquérir une page dans l'histoire, s'ils n'étaient tenus de déployer chaque jour et à chaque heure, ces grandes et difficiles vertus sur lesquelles les nationalités se fondent et s'affermissent ».

944. *De Vlaemsche Belgen,* 15 December 1844, nr 20.

« Hoe de vrygeesten zich eerst door spot, later door geweld, tegen het streven der vlaemschgezinden verzetteden, omdat zy zagen dat het ontwikkelen van den Vlaemschen geest het volk zou verwyderen van de verdorven, ongodsdienstige Fransche zeden. »

945. *De Vlaemsche Belgen,* 18 December 1844, nr 22.

Uitslag van het proces, door den heer Jottrand, actionnaris van *Vlaemsch Belgie,* ingespannen tegen *De Vlaemsche Belgen,* om de uitgave van dit blad te doen staken. De eisch van Mr Jottrand wordt niet in aanmerking genomen.

946. *De Vlaemsche Belgen,* 25 December 1844, nr 28.

Een voorstel, bij de Hollandsche Kamer ingediend tot herziening der grondwet, geeft aan *De Vlaemsche Belgen* gelegenheid om de scheiding van 1830 een geluk te noemen; anders zou len wij ons eigenaardig volkskarakter verloren hebben, en er zou van geene Vlaamsche letterkunde of Vlaamsche beweging spraak geweest zijn. — Het artikel verwijt aan Holland : *gebrek aan zelfstandigheid en moed.*

947. *De Vlaemsche Belgen,* 28 December 1844, nr 30.

De taal der Vlamingen is de beste waarborg tegen het indringen van vreemden geest en vreemd zedenbederf en tot het behoud van eigen zelfstandigheid.

948. *De Vlaemsche Belgen,* 29 December 1844, nr 31.

De Vlaamsche letterkunde, waarvan wij nu den opkomenden bloei zien, spruit niet alleen uit liefde tot de taal, maar ook uit de verheven denkbeelden der nationaleit. — Schrijver is overtuigd dat men met gematigdheid en aanhoudendheid tot de herstelling aller Vlaamsche grieven zal komen.

949. **Van der Voort (M.).** — Een woord aen onze Waelsche broeders. *Het Vaderland,* tydschrift voor letterkunde en geschiedenis, 1844, bl. 99-102.

« Neen, geene Walen, geene Vlamingen meer, Belgen, één en onverdeeld, tegen vreemden invloed, tegen inlandsche verbastering, van welke zyde deze ook komen moge... Neen, de Vlamingen willen geene scheuring, zy verlangen niet, hetgene onbillyk ware, dat de Walen hunne tael voor de onze verruilen, maer dat ook moogt gy niet wenschen, inwooners van Luik, Henegouwen en Namen; wy leeren uwe tael, omdat wy wenschen onze zuiderbroeders te verstaen en met haer te kunnen handelen; waerom wilt gy de onze niet kennen, het is immers de tael van uwe broederen, uwe landgenooten. »

950. **Bôn (L.).** — Vlaemsche Spraekkunst volgens het belgisch taelstelsel, door eenige oefeningen van spraekkundige ontleding gevolgd, ten gebruike der collegiën en schoolen, 2e uitgaef. Brussel by den schryver, 12°, 90 bl.

Bevat een « Aperçu rapide des menées lingui-néerlandaises en Belgique », een lijstje van de talrijke schriften « pour la défense de la langue flamande contre le néerlandais », 't is te zeggen een aantal brochuurtjes of « spraekkonstinleidingen, » door pastoor Visschers, Adr. Somers, Renier, Van der Vorst, Bôn, F. Van Loo, M. N..., F. X. Vaderlander, en van drie tijdschriften : *den Waeren Belg, 't Belgisch Chronykje* en den *Tael- en Letterminnenden Protestant.*

951. **Baron (A.).** — Coup d'œil sur l'état des arts, des sciences et des lettres en Belgique, depuis 1830. *La Belgique Monumentale,* 1844, II, I-XXVIII.

De heer Baron, die in België het Fransch alleen zou willen zien heerschen, rekende het Willem I als eene grief aan, het *Hollandsch* tot nationale taal te hebben aangenomen. Volgens dien schrijver is het gelijktijdig bestaan van twee letterkundige talen hier te lande eene der grootste hinderpalen tot het bestaan eener eigene litteratuur. « Que le flamand vive comme langue populaire (zegt hij), rien de mieux assurément; que quelques unes de ses productions soient accueillies avec la faveur que l'on accorde en France aux vers de Jasmin et de quelques autres, qui rappellent les anciens dialectes, nous y applaudissons encore; mais chercher à élever le flamand au rang de langue littéraire c'est jeter l'inquiétude et la perturbation dans l'éducation comme dans la science, c'est scinder en deux fractions ce public déjà si rare qui s'intéresse au

progrès de l'intelligence. Une lutte s'établit infailliblement entre les deux idiômes, et pendant la durée, la jeunesse violemment attirée en sens contraire, ne sait auquel s'adresser; le temps employé à cultiver l'un, est perdu pour l'autre; cite-t'on beaucoup d'hommes, en effet, qui aient également bien composé dans deux langues diverses? Il faut de toute nécessité que l'une des deux succombe, et, j'ose dire que, bien loin de perdre, la nationalité gagnera à la promptitude de cette chute. L'un des premiers éléments de l'unité nationale est l'unité de la langue. »

— Zie de wederlegging van 's heeren BARON's opvatting in deze zaak van taal: *De Vlaming en de Staet*, door H. VAN WALRAVE (H. SERMON), bl. 40 en vlg.

952. **Muquardt (C.).** — De la contrefaçon et de son influence pernicieuse sur la littérature, la librairie et les branches d'industrie qui s'y rattachent, suivi d'un projet de convention entre la Belgique et la France pour l'abolition de la contrefaçon. — Mémoire adressé à la Chambre des Représentants belges. Bruxelles, C. Muquardt, 8°, 39 bl.

In een aanhangsel van dit vlugschrift (*La littérature nationale après l'abolition de la contrefaçon*) wordt de gedachte geopperd dat de Vlamingen zouden behooren afstand te doen van hunne taal en deze te verwisselen tegen het Hoogduitsch, ten einde voor de verspreiding hunner voortbrengselen deelachtig te worden aan de voordeelen, welke eene wereldtaal medebrengt. Natie en regeering moesten daartoe medewerken; dan zou het mogelijk zijn spoedig het gebruik van het Duitsch in de Vlaamsche bevolking te verspreiden; en eerlang zou de letterkunde, Germaansch geworden in hare uitdrukkingswijze, zich in waarlijk nationalen zin ontwikkelen, die uit zijnen aard zuiver Germaansch is. « Bientôt elle pourrait ainsi marcher d'un pas ferme et sûr, non pas avec la suffisance d'un commis-voyageur français, ni avec la lourdeur d'un campagnard flamand, mais avec la dignité d'un seigneur belge qui a le pied sur l'héritage de ses ancêtres et franchir, riche et considérée, les frontières de la grande patrie germanique à laquelle elle appartient par son passé... La langue flamande n'est ni lue, ni parlée, ni comprise en Allemagne, si ce n'est par quelques philologues, parce que pour cette classe de savants elle se rattache par un lien incontestable à la famille des idiômes germaniques; parce qu'elle rappelle involontairement le *platt-deutsch* (ou idiôme bas-allemand), qui n'a d'accès ni dans la littérature, ni dans les salons de leur propre nation; parce que, plus ils l'étudient, plus ils reconnaissent en elle la parente surannée dont ils ont eux-même épousé la fraîche et avenante arrière-petite fille. Aussi quand il leur arrive de se montrer parfois galants et prévenants envers elle, il ne faut point attribuer cet empressement aux charmes personnels qu'elle

possède, mais au respect seul que les jeunes gens intelligents doivent à la vieillesse... »

N. B. — Den schrijver, overigens een Duitscher van oorsprong, hebben de latere gebeurtenissen waarlijk niet tot profeet verheven, zoomin wat aangaat de Vlaamsche als de Platduitsche letterkunde. Weldra zou de dag komen dat CONSCIENCE's werken, in tientallen vertalingen, hunnen weg naar Duitschland vonden; en geene tien jaren later (1853) zou Groth's *Quickborn* al op eens in zijn vaderland het zoo geminachte *platt* in eere herstellen.

953. **Van Meerbeeck en Van Swygenhoven.** — *Gazette médicale Belge.* 1844, nr 10.

In de « Vlaamsche stad » Brussel werden onlangs zes nieuwe geneesheeren voor den arme benoemd. Er zijn er dus acht; maar meest allen Walen. Hierover wordt het armenbestuur streng gelaakt. « Om de arme zieken te Brussel te kunnen helpen is het noodig dat men het Vlaemsch niet alleen versta maar ook spreke ».

954. **Marc Fournier.** — Russie, Allemagne et France. Révélations sur la politique russe d'après les notes d'un vieux diplomate. Paris, 1844.

Marc Fournier schrijft o. a. : La France n'a pas tout à fait besoin de la rive gauche du Rhin, puisqu'elle a la Belgique ».

955. **Dicée (Th.).** — *Revue de Liége.* November-aflevering, 1844, bl. 291 en vlg.

Bevat een opstel tegen de Fransche schrijvers, zooals Châteaubriand, Mignet, Thiers, Michelet enz., die de geschiedenis van België en van de Belgen verdraaien. Haalt insgelijks een artikel aan uit de Parijzer *Encyclopédie nouvelle*, waarin o. a. te lezen staat : « ... La Belgique n'a point de centre, point de nationalité qui lui soit propre : elle n'a pas de nom, si ce n'est que, rompant le fil des traditions, elle a repris dans la Gaule antique un nom oublié; et ce nom témoigne contre toute prétention à une vie distincte; la Gaule, en effet, peuple et territoire, allait jusqu'au Rhin. La Belgique n'a point d'histoire à elle. Son histoire est dans la France, où elle se confond primitivement, où elle rentre plus tard; elle est dans l'empire germanique, l'Espagne, la Hollande, dont elle est devenue un appendice, et toujours en France pour tout ce que la vie des peuples a de spontané... l'ancien duché de Brabant a un centre et... ce centre est Paris... »

— Zie ook hierover *De Broederhand*, 1e jg., 1845, bl. 266-268.

3382

# BIBLIOGRAPHIE

VAN DE

## Bibliographie van den Vlaamschen Taalstrijd.

## 1e DEEL. 1787-1844.

1. — De heeren Coopman en Broeckaert hebben eer van hun werk en verdienen den dank der Vlamingen. Zij hebben zich de moeite getroost al op te delven wat voor of tegen de Vlaamsche beweging geschreven werd in boeken, vlugschriften, dagbladen en tijdschriften, en opgezocht hoe onze strijd in de openbare vergaderingen, in de Statenkamers en gouwraden besproken en beoordeeld werd.

Deze bibliographie, met verklarende toelichtingen en uittreksels, geeft een juisten kijk op den veel bewogen Vlaamschen taalstrijd. Deze bibliographie, die men reeds in zekeren zin een geschiedenis kan noemen, zal een kostelijke hulpbron zijn voor een volledige beschrijving van den worstelstrijd der Vlamingen die hun rechten eischten als Vlaamsche Burgers en eerbied afdwongen voor hun taal in bestuurlijke zaken en openbaar leven.

Op menige plaatsen treffen wij ontelbare monstertjes van kortzichtige en kleingeestige Fransche dolheid naast gezonde en krachtige bewijsvoeringen om onze taal in al haar eer en recht te herstellen.

*Vlaamsche Gazet*, Brussel, 3 Augustus 1904.

2. — Dezer dagen is het 1e deel verschenen van Th. Coopman's en J. Broeckaert's belangrijke *Bibliographie van den Vlaamschen Taalstrijd* (uitgave van de Koninklijke Vlaamsche Academie; Gent, A. Siffer). Het gaat met 955 nummers van 1787 tot 1844 en geeft niet alleen de boeken en brochuren, maar ook de tijdschrift- en dagbladartikelen met een beknopte ontleding.

*Het Volksbelang*, Gent, 17 September 1904, nr 38.

3. — In deze uitgave van de Koninklijke Vlaamsche Academie hebben de noeste werkers Th. Coopman en Jan Broeckaert 955 bescheiden samen gebracht omtrent den Vlaamschen taalstrijd, te beginnen met het jaar 1787 tot het jaar 1844. Deze bescheiden bestaan in uittreksels van charters, wetten, besluiten, voor zoover die op 't gebruik onzer taal betrekking hebben; verder titels van vlugschriften, verhandelingen, redevoeringen, opstellen die over 't gebruik, de verонachtzaming van onze taal handelen. De schrijvers hebben die alle gelezen en geven beknopt den inhoud of de hoofdgedachte weer. Namen van schrijvers of politieke mannen, wier

werken behandeld of wier uitlatingen aangehaald worden, zijn in vette letters gedrukt. Dat werk belooft een onschatbare mijn van inlichtingen te worden voor den Vlaamschen Taalstrijd.

*Neerlandia*, September 1904.

4. — Livre très précieux contenant une bibliographie commentée de tous les ouvrages relatifs à la lutte linguistique poursuivie en Flandre depuis plus d'un siècle. Les notes de MM. Coopman et Broeckaert donnent en outre, dans une forme concise et frappante, une idée de la tendance de chaque document et permettent ainsi aux curieux et aux historiens de s'orienter facilement dans la vaste forêt thioise.

*Le Petit Bleu*, Bruxelles, 18 Septembre 1904.

5. — *Bibliographie van den Vlaamschen Taalstrijd* (eerste deel, 1787-1844). — Sous ce titre, et dans les publications de l'Académie flamande, MM. Th. Coopman et J. Broeckaert publient la première partie d'un travail dont on ne peut méconnaître la valeur documentaire. Il s'agit d'une bibliographie complète du mouvement flamand, donnant année par année, et, pour ainsi dire, jour par jour, la liste des publications de toute sorte (livres, rapports, discours, articles et brochures) inspirées par ce mouvement. Nous n'avons pas encore d'histoire de la rénovation intellectuelle et sociale dont Willems, Conscience et leurs amis furent les initiateurs. L'intéressante esquisse de M. Hamelius n'est qu'une esquisse. Des travaux ingrats et utiles comme celui-ci ne contribueront pas peu à faciliter la tâche du futur historien d'un mouvement, dont on est loin d'avoir dégagé, avec les origines lointaines, la véritable portée dans nos annales.

*Revue de Belgique*, Novembre 1904.

6. — 't Is een eigenaardig, hoogst belangrijk en belangwekkend werk, dat de beide Vlaamsche schrijvers hebben voortgebracht, echte Benedictijner arbeid. Hoe droog zulke opsomming van artikelen, vlugschriften, redevoeringen op 't eerste zicht ook moge schijnen, toch wordt de lezing ervan, vergezeld als zij is van uittreksels, den verkorten inhoud of den geheelen tekst van de aangehaalde stukken, eene waarlijk boeiende lezing, waarbij men den strijd, door ons volk sedert meer dan eene eeuw onafgebroken gevoerd voor de rechten zijner taal, zich langzamerhand ziet ontwikkelen, van eene vonk tot een laaienden brand ziet aangroeien...

... En zoo gaat het voort in dit belangrijk boek. Men zou op elke bladzijde willen stilstaan om iets belangwekkends aan te halen, ware 't niet dat aldus ons artikel veel te uitgebreid zou worden.

Neen, wij aarzelen niet het te zeggen, indien de volgende deelen van het werk der heeren Coopman en Broeckaert aan het eerste beantwoorden — en dat zullen zij, daarvan hebben wij de zekerheid — dan is deze bibliographie stellig het degelijkste, volledigste en belangrijkste werk, dat over de Vlaamsche beweging het licht heeft gezien. Het is daarenboven de grondslag van eene volledige geschiedenis dier beweging, welke voortaan, dank aan dit werk, zeer gemakkelijk te schrijven is en die zoo veel nut zou

kunnen stichten onder de jongere Vlamingen, welk thans de eerste stappen zetten in den strijd voor eigen taal en nationaliteit, thans noodzakelijker geworden dan ooit.

Laat ons hopen dat de geleerde schrijvers, die aan Vlaanderen dit standaardwerk leveren, ook nog den tijd zullen vinden tot het schrijven der geschiedenis van de Vlaamsche beweging, want niemand bezit daartoe meer bevoegdheid, dat bewijst hunne bibliographie ten overvloede.

*Het Handelsblad*, Antwerpen, 7 October 1904.

7. — Het is waarlijk een durf, vooral nu de beide verzamelaars niet slechts met boeken en brochuren over het onderwerp, maar zelfs met opstellen in nieuwsbladen rekening hebben gehouden. Die Benediktijner-arbeid dient bovendien niet alleen hun belang in te boezemen die iets voor den daarin behandelden strijd gevoelen; 't is tevens een stuk Noord-Nederlandsche geschiedenis, zoodat ook een aantal onder uwe lezers er vrij wat van hun gading in zullen vinden. Wie hunner weet bijvoorbeeld, dat er in 1833 te Rotterdam, een dagblad *L'Étendard*, tot bestrijding der Regeering van Koning Willem I, werd gesticht, hetwelk echter eenige weken later weder verdween, nadat de uitgever, zekere H. J. W. Thompson, was veroordeeld, onder de beschuldiging zijn blad met de geldelijke hulp van den Belgischen Minister Lebeau te hebben opgericht.

*Het Vaderland*, 's Gravenhage, 9 September 1904.

8. — In dit werk worden al de artikels aangehaald die van 1787 tot 1844 in dagbladen, tijdschriften en vlugschriften over den Vlaamschen taalstrijd verschenen. Een overgroot getal uittreksels worden gegeven, die een klaar daglicht werpen over den toestand van Walen en Vlamingen van 1787 tot 1844, en wetensweerdige aanteekeningen komen die aanhalingen volledigen.

*Het Ros Beiaard*, Dendermonde, 8 October 1904.

9. — Wij bezitten nog geene goede geschiedenis der Vlaamsche beweging.

Geen Vlaming heeft tot hiertoe dat onderwerp ernstig aangedurfd. Het beste, dat wij er over kregen, is het boek van eenen Luxemburger, het overigens zeer verdienstelijk en onpartijdig werk van D^r Paul Hamelius, alsdan leeraar aan het Koninklijk Athenæum te Charleroi (nu te Brussel), en getiteld : *Histoire politique et littéraire du mouvement flamand* (Brussel, 1894).

De tijd zal toch wel eens aanbreken, hopen wij, dat een geschiedschrijver van de herleving der Vlamingen sedert 1830 uit hun midden zal opstaan.

In elk geval zal zijne taak niet weinig vergemakkelijkt worden door eene buitengewoon merkwaardige uitgave, waarvan het eerste deel dezer dagen is verschenen.

Wij bedoelen de *Bibliographie van den Vlaamschen taalstrijd*, door de heeren Th. Coopman en Jan Broeckaert, werkende leden der Koninklijke Vlaamsche Academie, die hun werk op last en kosten dier Academie laten verschijnen.

Het is eene beredeneerde, chronologische lijst van drukwerken (boeken, vlugschriften, tijdschrift- en dagbladartikels, enz.) over den strijd der Vlamingen tot handhaving hunner bedreigde taal sedert de laatste jaren der achttiende eeuw, toen de vereeniging van ons land met Frankrijk onze moedertaal en onzen Vlaamschen landaard met eenen schier onvermijdelijken ondergang bedreigde.

(Volgt eene beknopte schets van den Vlaamschen Taalstrijd, sedert dezes ontstaan tot in 1844, naar aanleiding der Bibliographie.)

Tot zoover brengt ons het eerste deel van de *Bibliographie* der heeren Coopman en Broeckaert. Aan hunne hand schreven wij bovenstaande beknopte schets van de geschiedenis der Vlaamsche Beweging in de veertien eerste jaren na 1830.

Hun werk is eene ware goudmijn voor alwie de Belgische omwenteling in haar verband met onzen Vlaamschen taalstrijd wil leeren kennen uit de getuigenissen der tijdgenooten.

Hopen wij, dat wij naar de volgende deelen niet lang zullen moeten wachten, en betuigen wij hier onzen openlijken dank aan de twee mannen, die den stouten moed en de taaie volharding gehad hebben om zoo'n werk op touw te zetten en door te drijven.

*Het Volksbelang*, Gent, 15 en 22 October 1904.

10. — Th. Coopman en J. Broeckaert. — *Bibliographie van den Vlaamschen Taalstrijd*, eerste deel. A. Siffer, Gent.

Sous ce titre, MM. Coopman en Broeckaert, membres de l'Académie royale, publient la première partie d'un ouvrage de grande signification dans sa sécheresse documentaire. Il collectionne neuf cent cinquante cinq pièces relatives à la querelle des langues usitées dans nos provinces. Chaque pièce est analysée succinctement et souvent appuyée de citations recueillies au cours d'une période de cinquante sept ans, soit dans les décrets, soit dans les polémiques de presse, soit encore à la tribune. C'est une véritable histoire des vicissitudes de la langue flamande où le document, choisi avec une admirable sagacité, parle plus haut que ne le feraient vingt commentaires et nous découvre dans un vigoureux relief, tantôt une crise, tantôt un évènement que selon leurs tendances diverses, les lecteurs apprécieront diversement. En tout cas, cet ouvrage peut être considéré, dès aujourd'hui, comme un travail classique tant pour son ample moisson de références que pour sa documentation consciencieuse, avisée et sûre.

*La Belgique contemporaine*, Bruxelles, Octobre 1904.

11. — Een uitstekend werk, dat den strijdenden Vlaming vele diensten kan bewijzen, is het boek van de hh. Coopman en Broeckaert : *Bibliographie van den Vlaamschen Taalstrijd*, uitgegeven door de Koninklijke Vlaamsche Academie. Het eerste deel, 330 blz., is ervan verschenen. Het bevat wetenswaardige uittreksels uit nieuwsbladen, tijdschriften, vlugschriften en boeken van 1787 tot 1844, betreffende onzen taalstrijd. Daarin begrepen is dus ook het beroerde tijdvak van 1830.

Men leest dat boek als een verhaal; zoo aantrekkelijk is het. Ik heb

het in een paar dagen doorgelezen met de pen in de hand, hier en daar dikke en dunne strepen en kruisen stellende, en onderlijnende wat me het gewichtigst scheen.

*Ons Recht*, Antwerpen, 27 November 1904.

12 — Par ce volume, MM. Coopman et Broeckaert commencent la publication de leur bibliographie du mouvement flamand. Leurs travaux antérieurs les qualifiaient tout particulièrement pour pareille entreprise, dont l'importance, au point de vue historique, n'échappera à personne.

Dans cet ouvrage, vrai travail de bénédictin, les auteurs se sont proposé de relever les traces du mouvement flamand depuis ses origines jusqu'à ce jour. Ils l'ont fait, à en juger par ce premier volume, qui va de 1787 à 1844, d'une façon complète et avec la plus absolue impartialité, fournissant ainsi aux historiens futurs un recueil de sources, rangées dans l'ordre chronologique, et dont des tables systématiques faciliteront l'emploi.

Leur travail n'est point, comme le sont trop souvent les bibliographies, une simple liste de titres d'ouvrages, de brochures, d'articles de revues ou de journaux. Chaque pièce y est analysée d'une manière objective et nombre de passages caractéristiques y sont reproduits *in-extenso*.

Pour ce qui est des livres et brochures, nos recherches personnelles nous permettent d'affirmer qu'aucune pièce essentielle n'y est oubliée.

Nous recommandons vivement la lecture de ce travail à tous et plus particulièrement à ceux qui doutent de la légitimité ou de l'opportunité du mouvement flamand.

Ce simple recueil de documents, classés selon la date de leur publication, et où les adversaires du flamingantisme ont la parole au même titre que ses partisans, entraînera chez tout esprit non prévenu la conviction que la cause flamande est une cause nationale qui répond à une inéluctable nécessité politique et historique.

On y verra le mouvement flamand, non seulement comme expression d'une tendance vers l'égalité de tous les citoyens d'un même pays au point de vue de l'emploi des langues, mais aussi comme élément sérieux de consolidation de l'esprit national et barrière utile contre les convoitises de nos voisins, convoitises dont les indices se voient marqués en un trait continu à travers les pages de cette bibliographie et que, seuls, les imprévus de l'histoire ont empêché jusqu'ici de se traduire en fait.

EDW. COREMANS.

*Revue bibliographique belge*, Bruxelles, 31 Décembre 1904.

13. — Een van de merkwaardigste werken, door de Koninklijke Vlaamsche Academie uitgegeven, is zeker wel de Bibliographie van den Vlaamschen Taalstrijd, door Th. Coopman en Jan Broeckaert, waarvan thans het eerste deel verschenen is.

't Is een reusachtig werk, dat de beide schrijvers aangevat hebben, en het deel dat thans voor ons ligt wijst er op, met welken ernst zij hun arbeid verrichten.

Voor den lateren geschiedschrijver van de Vlaamsche Beweging, en ook voor den socioloog, die de maatschappelijke evolutie van ons land

onderzoeken zal, moet het werk onbetwistbaar het eerste en belangrijkste arsenaal zijn, dat hij gebruiken zal; het boek zal voor hem eene onuitputbare bron zijn van inlichtingen en ophelderingen in het moeilijke tijdperk, dat volgt op het jaar 1830.

Het werk is buitengewoon belangrijk ook door zijn onpartijdigheid; wij begroeten met vreugde zijne verschijning en zien met belangstelling het tweede deel te gemoet.

Al wie zich met Vlaamsche Beweging bezighoudt, en tegenwoordig zijn zij legio, moet het inzien en bestudeeren.

Helderder zal hem de toestand van ons volk worden, de gevolgen van sommige tactiek en maatregelen zal hij veel beter leeren schatten, en dieper en dieper zal zijn overtuiging wortel schieten, dat het Vlaamsche volk sedert 1830 altijd als minder ras behandeld geweest is, *door al wat openbaar bestuur heet!*

Ons blijft enkel over de heeren Th. Coopman en Jan Broeckaert geluk te wenschen over hun werk.

*De Vlaamsche Strijd*, Gent, Februari 1905.

14. — Die *Bibliographie van den Vlaamschen Taalstrijd*, von Th. Coopman und Jan Broeckaert, herausgegeben von der Königlich flämischen Akademie (Gent, A. Siffer), erweist sich als ein wertvolles Werk für die Geschichte der flämischen Bewegung. Der bisher vorliegende erste Band, der von 1787 bis 1844 reicht, ist eine nach modernen Grundsätzen besorgte Zusammenstellung; sie umfasst ausser Büchern auch amtliche Kundgebungen und Aeusserungen von Zeitschriften und Zeitungen, kurz die ganze um die flämische Bewegung geführte Polemik. Jm Jahre 1787, noch unter der österreichischen Herrschaft, die vor der Geschichte die Verantwortung für die Verfranzung der flämischen Provinzen trägt, wurde eine Sammlung der mittelalterlichen Staatsakten für Flandern herausgegeben; sie erinnerte die Zeitgenossen an den Eid, den die Grafen von Flandern zu schwören hatten, dass sie den Gebrauch der Landessprachen in ihrem Rat nach dem Wunsch und den Ortsgebrauch der Parteien richten würden. Es wird dann noch gezeigt, wie im Zuzammenhang mit der Brabanter Revolution ein Ansatz zu einer flämischen Bewegung vorhanden war, und wie die obersten Behörden das Recht missachteten. Dann tritt mit der französischen Revolution die völlige Unterdrückung der niederländischen Sprache ein. Man kann von einem flämischen Volk reden, allein es gibt keine flämische, sondern nur eine niederländische Sprache, gemeinsam für Flämisch-Belgien und Holland, mit örtlichen Verschiedenheiten der Aussprache, die bis zur Zersplitterung in Mundarten gehen. Es sei auch daran erinnert, dass die neuerdings in Deutschland festgelegte amtliche Rechtschreibung « flämisch » und « Flämen » falsch ist, denn das in ä umgewandelte *ae* aus der alten niederländischen Schreibung stand für *aa;* dass ferner die noch häufig vorkommende Bezeichnung « Flamländer » eine im Deutschen nicht zulässige Zurechtstutzung des französischen *Flamands* ist. Wir halten uns aber der Einheitlichkeit wegen an die amtliche Rechtschreibung « flämisch ». Nach der französischen Herrschaft folgte unter König Wilhelm ein niederländischer Rückschlag. Der König und seine

Beamten hatten kein Verständnis für die bürgerlichen Rechte der Wallonen und drängten diesen jetzt die niederländische Sprache auf. Bei den Klerikalen der flämischen Provinzen kamen ausser der Sprachenfrage bekanntlich andere Beschwerden hinzu, namentlich wollte man einen Unterschied zwischen « Flämisch » und « Niederländisch » aufbauen, was man im Zusammenhang mit der alten klerikalen österreichischen Politik versteht, die dahinging, die flämischen Provinzen zur Sicherheit gegen Ketzerei von den Niederlanden geistig abzuschneiden, deshalb Schriften aus Frankreich fast zensurfrei hereinliess und eine besondere flämische Rechtschreibung durch den Geistlichen Desroches ausstellen liess. Ein Rückschlag gegen die Bestrebungen König Wilhelms führte nach der Revolution von 1830 neuerdings zur Unterdrücking des Niederländischen. Aber noch in den 1830er Jahren, unter politischer Führung van Jan Frans Willems und literarischer von Hendrik Conscience entstand die flämische Bewegung, die die Bibliographie uns in ihren Anfängen zeigt. Sie hatte sich 1840, wo Massenbittschriften für die germanische Landessprache an die Kammern gerichtet wurden, soweit verdichtet, dass die Regierung kleine Zugeständnisse machte, z B. die von zweisprachigen Verkündigungen der Finanzverwaltung in Antwerpen. Mittlerweile war auch, auf Anregung der Flämengebildeten, trotz mächtigen Widerstands der klerikalen Sonderbündler, eine modernere Rechtschreibung amtlich eingeführt worden, die die Grundlage für die später durch Staatsvertrag mit den Niederlanden vereinbarte, noch heute gültige gemeinsame Schreibweise bildete. Klagen über amtliche Missbräuche in der Sprachenfrage mehren sich. Ein Hypothekenbewahrer in Mons weigert sich, einen niederländisch aufgesetzten Akt aus einer flämischen Gemeinde zu registrieren; das Finanzministerium gibt ihm unrecht. Dagegen erklärt das Brüsseler Zivilgericht, der dortige Zivilstandsbeamte habe zu Recht eine Geburtserklärung in niederländischer Sprache abgelehnt. Gerichtsbeschlüsse und Verwaltungshandlungen gegen die niederländische Sprache fachten die flämische Bewegung an, die seither in der Frage der Zivilstandsakten vollständig gesiegt hat, wie auch in vielen andern, wenngleich sie sich noch nicht für völlig befriedigt erklären kann. Es wird auch nachgewiesen, dass die herrschenden Wallonen ihre Macht gegen die Flämen in wirtschaftlichen Dingen benutzten. Die Bewegung wurde von Frankreich aus verhöhnt, von Deutschland aus im allgemeinen wohlwollend beurteilt. Der Chefredakteur der Kölnischen Zeitung, Karl Andree, bereiste 1844 in Gemeinschaft mit einigen Freunden Belgien, um sich über die Bewegung zu unterrichten. Alldeutsche Anregungen, mit Ausnahme einer von belgischer Seite, zugunsten einer gemeinsamen Rechtschreibung für Belgien, Niederland und Niederdeutschland, was schon damals nicht mehr angängig war, und einer andern aus Brussel zugunsten gar der Annahme des Hochdeutschen durch die Flämen wurden vorderhand kaum vorgebracht. Später allerdings kamen sie häufig vor, vielleicht wiederholen sie sich noch, obschon wir in der flämischen Bewegung nach unsern heutigen Anschauungen eine innere Angelegenheit, eine *democratische Forderung von Rechten* zu erblicken haben, deren völlige Erfüllung allerdings den Vorteil für Deutschland haben wird, dass die Belgier ihre geistigen und wirtschaft-

lichen Interessen nicht mehr ausschliesslich oder vorwiegend von Frankreich aus beeinflussen lassen, sondern in freiem Urteil die Beziehungen zu Deutschland wie auch zu Holland und England richtig zu würdigen verstehen. Die flämische Bewegung wird ihr letztes Ziel erst erreicht haben, wenn Belgien soweit zweisprachig durchgebildet ist, dass es die geistige Vermittlung zwischen den grossen und kleinen Nachbarländern übernehmen kann. Das erkennen noch lange nicht alle Belgier als notwendig an. Gegenwärtig schadet die Klerikalisierungspolitik in Preussen dem Ansehen Deutschlands in den kleinen Nachbarstaaten, wo die Liberalen trotz politischer Niederlagen die geistige Führung behalten, während der französische Antiklerikalismus Bewunderung hervorruft und den Liberalismus in Belgien schon wesentlich gestärkt hat. Indessen handelt es sich hier nur um eine Zeitströmmung, die auf den weitern Verlauf der Sprachenfrage keine dauernde Einwirking haben wird.

*Kölnische Zeitung*, 26 Februari 1905.

15. — Terecht zal dit werk, waaraan de schrijvers vrij wat noesten arbeid ten koste legden, met genoegen ontvangen worden door de voorstanders der Vlaamsche Beweging. De schrijvers hebben er naar gestreefd een beeld te geven, althans het geraamte ervan, van wat die Beweging geweest is, van wat ze gepoogd en bereikt heeft. Hun werk zal gewis den lateren geschiedschrijver te stade komen, wier taak er werkelijk zal door verlicht zijn.

*Tijdschrift voor Boek- en Bibliotheekwezen*,
Antwerpen, Juli-Augustus 1905, bl. 213.

16. — Het is een verheugend feit dat werken als deze bibliographie aan het licht komen al is het dan ook langs den weg der Koninklijke Vlaamsche Academie voor taal en letterkunde. Het is een bewijs dat, zelfs waar het de vlaamsche beweging en vlaamsche taalstrijd geldt, men wêer wetenschappelijk wil te werk gaan en steunen niet meer op de kracht der leeuwenklauwen en op de ongereptheid der Vlaamsche maagden, maar op de kennis van wat ons volk noodig heeft, zoo op zedelijk als op materieel gebied, om met vasten en zekeren stap den levensweg te bewandelen.

... Deze bibliographie is een handboek voor den lateren geschiedschrijver van den Vlaamschen taalstrijd en als zoodanig moet ze dan ook worden beschouwd...

Het gaat natuurlijk niet aan thans al te schrijven over het door de heeren Coopman en Broeckaert als 't ware aan den dag gebrachte. Schoon reeds door dit eerste deel materialen genoeg zijn geleverd voor meer dan één belangrijk opstel, toch past het te wachten tot het laatste deel verschenen zij, met de beloofde « inleiding » en « de lijst der openbare boekerijen » waar de geëxcerpeerde dag- en weekbladen en tijdschriften berusten.

T. VAN BOELARE.

*Lucifer, Tijdschrift voor Tooneel, Letterkunde, Muziek en Beeldende Kunsten*, te Antwerpen, onder de leiding van Jan Bruylants, Ve jaargang, 19 September 1905, nr 3, bl. 99.

10 vol NR





